

Acta Historica

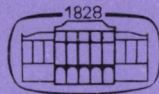
ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,
I. T. BEREND, I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ,
E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS,
E. PALOTÁS, E. PAMLÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. SZÉKELY, GY. TOKODY,
L. ZSIGMOND

secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 31

N^o 1—2



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1985

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

Acta Historica paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

Acta Historica est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:
H-1014 Budapest, Uri u. 53.

Abonnement:
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur "KULTURA"
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

SOMMAIRE

ETUDES

<i>Ferenc Makk</i> , Relations hungaro-byzantines à l'époque de Béla III	3
<i>Magda Ádám</i> , Les deux coups d'Etat de l'ex-roi Charles et la Petite Entente	33

COMMUNICATIONS

<i>Éva Bóka</i> , Le marquis Charles de Ferriol ambassadeur de France à Constantinople (1699-1703)	87
<i>Gusztáv Heckenast</i> , Die Habsburger und Ungarn im 18. Jahrhundert	113
<i>Loránt Tilkovszky</i> , Antifaschistischer Widerstand der Ungarndeutschen im Zweiten Weltkrieg	129

ВПРОСЫ СОЗДАНИЯ И РАЗВИТИЯ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОГО СЕЛЬСКОГО ХОЗЯЙСТВА В ВЕНГРИИ

<i>Шандор Сакач</i> , Становление и развитие социалистической аграрной политики в Венгрии	
<i>Магда Шомляи</i> , Аграрная политика и защита интересов крестьянства в Венгрии эпохи народно-демократического развития	
<i>Шандор Орбан</i> , К вопросу о преобразовании кооперативного хозяйства и крестьянства	
<i>Лайош Фюр</i> , Преобразование крестьянского уклада жизни	

CHRONIQUE

Marx und die Geschichte (Imre Knausz, István Feitl)	181
20. Tagung der Gemischten Kommission der Historiker der Ungarischen Volksrepublik und der Deutschen Demokratischen Republik	191

COMPTE RENDUS DES LIVRES

<i>I. S. Chichurov</i> , Byzantine historical works: Chronographia by Theophanes, Breviarium by Nicephoros (Antal Bartha)	195
Kathrin Sitzler, Solidarität oder Söldnertum? Die ausländischen Freiwilligenverbände im ungarischen Unabhängigkeitskrieg 1848-49 (Gábor Erdődy)	198
Erinnerungen an Marx und Engels (János Jemnitz)	200

<i>A. G. Sudeykin</i> , The colonial policy of the British Labour Party between the two world wars (J. J.)	204
<i>Karl-Heinz Klär</i> , Der Zusammenbruch der Zweiten Internationale (J. J.)	206
Bundesdeutsche Werke über die ungarische Geschichtsschreibung (Péter Gunst)	208
*	
L'insurrection de Thököly et son époque (Éva Bóka)	213
<i>János Barta jun.</i> , Im Schatten des zweiköpfigen Adlers (Attila Pók)	216
<i>Lajos Hajdu</i> , Réformes administratives en Hongrie de Joseph II (Zsolt Trócsányi)	218
<i>Pál Pritz</i> , Die Außenpolitik Ungarns zur Zeit der Regierung von Gyula Gömbös 1932-1936 (Loránt Tilkovszky)	222
Souvenirs de prisonniers de guerre français réfugiés en Hongrie (István Lagzi)	225
La démocratie chrétienne en Europe occidentale (Péter Szigeti)	227

ETUDES

Relations hungaro-byzantines à l'époque de Béla III

FERENC MAKK

Le 4 mars 1172, Etienne III mourut jeune, à l'âge de 25 ans.¹ Arnold de Lübeck — qui se trouvait à l'époque à Esztergom avec le duc de Bavière et de Saxe Henri le Lion, et le duc d'Autriche Henri Jasomirgott — raconte dans sa chronique qu'on disait que le roi hongrois aurait été empoisonné et que cela serait l'œuvre « de son frère expulsé du pays ». ² Bien qu'il n'existe pas d'autres sources pour rendre crédibles ces rumeurs pour juger les rapports intérieurs de la Hongrie, nous trouvons significatif qu'il y eut des personnes dans l'entourage direct du roi défunt qui attribuaient la mort d'Etienne III au prince Béla qui se trouvait à Byzance. Cela porte à croire que Béla avait en Hongrie, des fidèles, opposés au pouvoir d'Etienne III, raison pour laquelle notre source allemande, d'après l'information d'Esztergom, aurait pu mettre la mort inattendue du roi au compte de ceux-ci.³

De toute façon, le décès d'Etienne III ouvrit le chemin à la réalisation de l'aspiration au trône de Hongrie de son frère vivant à Constantinople. Il est connu que le jeune prince est arrivé à la cour de l'empereur Manuel Comnène en 1163. Il y prit le nom d'Alexis, reçut le titre de despote et fut fiancé à Marie, la fille du souverain byzantin, le basileus, et, à la fin de 1165, ils furent déclarés héritiers du trône de Byzance. Cependant, au bout de quelques années, il y eut, dans la situation de Béla-Alexis, un changement radical à Byzance. Le 14 septembre 1169, Marie d'Antioche, la seconde femme de Manuel, qu'il avait épousée le 25 décembre 1161, accoucha d'un fils à qui on donna le nom d'Alexis. Après cela, Béla fut privé de son rang de despote qui allait de pair, depuis 1165, avec la qualité d'héritier du gendre de l'empereur. Pour remplacer ce titre, on lui donna la dignité de César, dignité beaucoup plus modeste que

FERENC MAKK, Université des Sciences de Szeged Szeged, Egyetem u. 2. 6722

¹ Pour la date de la mort du roi, voir PAULER, GY, *A magyar nemzet története az Árpád-házi királyok alatt* I-II. Budapest, 1899, I. 320, 501. pp. note 519.

² GOMBOS, A. F. *Catalogus fontium historiae Hungaricae* I-III. Budapest, 1937-1938, (ci-dessous: G) 303, 1157 pp.

³ Il y a une conception qui considère le décès d'Étienne III comme la conséquence de la conspiration des seigneurs partisans de Béla, mais on ne peut ni l'attester, ni l'infirmer. Cf.: К. Грот, *Из истории Угрии и славянства Въ XII Вѣкѣ* (1141-1173) Варшава, 1889. (ci-dessous Грот 1889) 401. p.

l'autre. Ses fiançailles avec la fille du basileus furent rompues mais, en même temps — au plus tard dans la première moitié de 1170 —, Manuel maria à Béla sa belle-sœur, la demi-sœur de sa propre femme, Agnès de Châtillon venue d'Antioche et qui reçut le nom d'Anne à Byzance. Pendant ces événements, on déclara solennellement le fils de Manuel héritier du trône de Byzance dans l'église des Blachernes, puis, en mars 1171, l'enfant Alexis fut couronné coempereur.⁴

Il est évident que Béla-Alexis — d'abord héritier de la couronne impériale, puis simple dignitaire de la cour — s'intéressait de plus en plus à la Hongrie. Cela peut être justifié par la charte en langue latine écrite au nom de « Dominus A » — datée avec la plus grande probabilité dans la première moitié de 1170 — par laquelle Béla-Alexis et sa femme d'Antioche font don d'une somme importante aux chevaliers johannites de Jérusalem.⁵ Dans cette charte, Béla se nomme prince de Hongrie, de Dalmatie et de Croatie,⁶ c'est-à-dire, qu'après avoir perdu le titre d'héritier du trône de Byzance, il reprend le même titre qu'il avait en Hongrie dans les années 1161-1163, avant son arrivée à Constantinople.

A Byzance, on suivait avec vigilance les événements survenant en Hongrie. Cela est sensible à travers des renseignements notés par Kinnamos et Nicétas. Les historiographes grecs racontent qu'au printemps de 1172, l'empereur Manuel, après s'être informé de la révolte d'Etienne Nemanja et de la mort du roi de Hongrie, agit rapidement : il alla de la capitale à Sofia où ses armées devaient se rassembler avant d'entrer en guerre contre la Serbie. C'est là que le basileus reçut les ambassadeurs hongrois qui venaient chercher Béla pour l'emmener avec eux en tant que leur roi car, à leur avis, la couronne devait lui revenir. Leur désir rejoignait l'ambition de Béla et le

⁴ En ce qui concerne les événements mentionnés et le jugement de valeur sur ceux-ci, voir MAKK, F., *Magyar-bizánci kapcsolatok a XII. században*. Thèse de doctorat polycopiée. Szeged, 1978. (ci-dessous: MAKK 1978) 157-161, 176-180, 197. pp. ou bien MAKK, F. *Megjegyzések III. István történetéhez. Acta Universitatis Szegediensis de József Attila nominatae. Acta Historica LXVI*. Szeged, 1979. (ci-dessous: MAKK 1979) 29-34. pp.

⁵ FEJÉR, G., *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis I-XI Budae 1829-1844* (ci-dessous: CD) V/1. 284-287. pp. DELAVILLE LE ROULX, J., *Cartulaire général de l'Ordre des Hospitaliers de S. Jean de Jérusalem (1100-1310)*. I. Paris, 1894. (ci-dessous: DELAVILLE 1894). 222-223. pp. — La recherche accepte que le sigle «A» de la charte signifie Béla-Alexis mais, pour dater le diplôme, les opinions sont très partagées. Ainsi, par exemple, VÁROSY, GY., (*Antiochiai Anna magyar királyné származása és családi viszonyai. Századok*, 1886, 875. p. note 1.) donne 1167 ou 1168, PAULER (op. cit. I. 503. p. note 521.) pense à 1165, GYÖRFFY, GY., (*Szlavónia kialakulásának oklevélkritikai vizsgálata. Levéltári Közlemények*, 1970, 228. p.) donne la date vers 1168-1170 concernant la mise en vigueur de la charte. La base de leur conception est que Gilbert d'Assailly, le chef des chevaliers johannites — dont le nom figure dans la charte — déposa sa charge au plus tard en 1169 et quitta Jérusalem. Mais il a été prouvé que le grand maître des johannites avait deux fois démissionné et que sa deuxième démission, définitive, s'était effectué après le mois de juin 1170. DELAVILLE LE ROULX, J., *Les Hospitaliers en Terre Sainte et à Chypre 1100-1310* Paris, 1904, 76-79. pp.; ENGEL, C. E., *Histoire de l'ordre de Malte*. Genève—Paris—Munich, 1968, 48. p. Comme cela, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que nous datons la charte de Jérusalem de la première moitié de 1170.

⁶ CD V/1. 284. p.; DELAVILLE 1894, 222. p. — D'ailleurs REISZIG, E., estimait aussi qu'à l'époque de la datation de la charte, le prince Béla n'était plus héritier du trône de Byzance (*A jeruzsálemi Szent János-lovagrend Magyarországon I*. Budapest, 1925, 28. p.).

souhait de Manuel, car l'empereur voulait qu'un roi soutenu par lui parvienne au trône de Hongrie.

Kinnamos raconte qu'à cette occasion, Manuel déclara Béla roi et l'envoya en Hongrie avec sa femme. Mais, auparavant, le prince avait promis par serment de toujours défendre ce qui servirait le bien de l'empereur et des Byzantins.⁷ Selon une lettre d'Isaac II, écrite en 1193 au pape Célestin III, Béla s'était engagé en même temps à ne pas intervenir dans les affaires de la Serbie sans avoir demandé l'avis du basileus.⁸ La lutte des Serbes pour leur indépendance, qui avait éclaté au début de 1172, rendait cet engagement nécessaire. Sur la base des expériences des années précédentes, le souverain byzantin souhaitait ainsi empêcher la collaboration une part des Serbes et des Hongrois contre Byzance.

Les sources papales et byzantines de l'époque présentent les événements comme si le prince Béla — avec le consentement des grands du pays — avait réussi, à son retour, à prendre le pays en possession sans aucune difficulté. Sur tout cela le pape Alexandre III écrivait au printemps de 1179 à Lucas, archevêque d'Esztergom : « Toi-même et les autres dignitaires du royaume . . . vous avez ensemble élu Béla roi de Hongrie et vous l'avez rappelé de Grèce à la tête du pays pour qu'il le gouverne ». ⁹ Et Nicéas écrit que « Paionia c'est-à-dire la Hongrie le couronna roi sans difficulté, et Béla devint sans contestation le souverain du peuple entier ». ¹⁰ Au regard des événements ultérieurs, le but de cette mise au point tendancieuse est évident : elle voulait présenter Béla comme parvenu au trône avec l'aide du pape et du basileus et ayant joui, du soutien extérieur, et de l'assentiment de toute la classe dominante.

Les événements qui suivirent le retour du prince Béla sont diamétralement opposés aux propos de nos sources. En effet, Béla dut lutter presque une année pour obtenir la couronne royale. Les contemporains avaient pleine conscience de l'importance de l'acte du couronnement ecclésiastique, acte faisant roi, car l'évêque Hartvik avait déjà élaboré sous Coloman (1095-1116) le principe qui consacrait le rapport essentiel entre le couronnement et la possession du royaume. Le principe généralement admis depuis Coloman était que celui qui a la couronne a le royaume. Selon cette conception, « la possession du regnum, du royaume, du pouvoir royal . . . dépend de la couronne, de l'acte du couronnement ». ¹¹ Il est donc évident que, pour Béla, de retour de l'étranger, il était très important d'être couronné roi le plus tôt

⁷ MEINEKE, A., *Ioannis Cinnami Epitome rerum ab Ioanne et Alexio Comnenis gestarum. Corpus scriptorum historiae Byzantinae*. Bonnæ, 1836. (ci-dessous : K) 286-287. pp.

⁸ DARROUZES, J., *Georges et Démétrios Tornikès. Lettres et discours*. Paris, 1970, 343. p.

⁹ HOLTZMANN, W., XII. századi pápai levelek kánoni gyűjteményekből. *Századok*, 1959. (ci-dessous: HOLTZMANN 1959) 413. p.

¹⁰ Nicetae Choniatae *Historia. Corpus fontium historiae Byzantinae XI/1. Rec. DIETEN, I. A. v., Berolini et Novi Eboraci*, 1975. (ci-dessous: N) 170. p.

¹¹ CSÓKA, J. L., *A latin nyelvű történeti irodalom kialakulása Magyarországon a XI-XIV. században*. Budapest, 1967, 422, 423. pp. Voir encore à ce propos BARTONIEK, E., *A magyar királyválasztási jog a középkorban. Századok*, 1936, 368. p. et KRISTÓ, Gy., *Legitimitás és idoneitás. Századok*, 1974, 591, 594. pp. Cf. GERICS, J., *Krónikáink és a Szent László-legenda szövegkapcsolatai. Középkori kútfőink kritikus kérdései*. Réd.: HORVÁTH, J., és SZÉKELY, Gy., Budapest, 1974, 126-136. pp.

possible.¹² Le couronnement était de la compétence de l'archevêque d'Esztergom, mais celui-ci refusa de couronner Béla, en se référant, selon une de nos sources, à la simonie.¹³

Selon nous, cela porte à croire que l'archevêque Lucas, ayant une orientation extrêmement grégorienne, était dès le début opposé à l'avènement de Béla.¹⁴ Dans l'attitude de l'archevêque d'Esztergom, options politiques tant que des considérations religieuses jouaient un rôle. Lucas voyait en Béla converti à la religion orthodoxe le protégé de l'empereur byzantin schismatique; la personne de Béla, aux yeux du prélat, évoquait le danger de la pénétration de l'Eglise grecque et du schisme et par conséquent l'éventualité du déclin de l'autorité et du rôle de l'Eglise catholique dans le pays.¹⁵ En refusant le couronnement, l'archevêque Lucas fit clairement valoir qu'il n'accepterait pas le règne de Béla. Il est probable que le prélat d'Esztergom soutenait l'aspiration au trône de Géza, frère de Béla, bien que nous n'ayons pas de données directes permettant de concrétiser cette hypothèse.¹⁶ Lucas pouvait attendre de Géza la continuation de la politique tenant compte des exigences des dignitaires ecclésiastiques et de la continuation de la politique antibyzantine de l'époque d'Etienne III, politique qui satisfaisait pleinement le pape à partir de 1169. Comme l'archevêque Lucas, une partie de la classe dominante se rangeait autour du jeune frère de Béla. Ainsi, le comes Laurent et les nombreuses personnalités qui, plus tard, s'enfuieront avec Géza en Autriche.¹⁷ D'ailleurs, le comes Laurent avait appartenu à la cour royale sous Etienne III, il était une des figures représentantes du groupe dirigeant de la classe dominante car, à peu près à partir de 1164, il exerçait une des fonctions nationales les plus importantes, celle de comes curialis.¹⁸ Au début de 1172, il exerçait encore cette

¹² D'ailleurs, les exemples du XII^e siècle montrent qu'à l'occasion d'une prise de pouvoir sans heurts, on avait besoin de quelques jours, peut-être d'une à deux semaines, pour couronner le nouveau roi. De ce point de vue, le cas de Béla III est comparable à celui de Coloman dont le couronnement s'effectua presque une année après la mort de Ladislas I^{er}. Pour ce dernier, voir GYÖRFFY, GY., A XII. századi dalmáciai városprivilegiumok kritikájához. *Történelmi Szemle*, 1967. (ci-dessous: GYÖRFFY 1967) 50. p.

¹³ HOLTZMANN 1959, 413. p.; CD III/1. 91-92 pp.

¹⁴ Certains avis sont différents par ex., DEÉR, J., *A magyar törzsszövetség és patrimoniális királyság külpolitikája*. Kaposvár, 1928, 148-149. pp.; GYÖRFFY, GY., Becket Tamás és Magyarország. *Filológiai Közlemények*, 1970, (ci-dessous: GYÖRFFY 1970) 155. p.; KUBINYI, A., Királyi kancellária és udvari kápolna Magyarországon a XII. század közepén. *Levéltári Közlemények*, 1975, 110. p. --- Pour le grégorianisme extrême de Lucas voir MEZEY, L., *Deákság és Európa*. Budapest, 1979, (ci-dessous: MEZEY 1979) 139. p.

¹⁵ GYÖRFFY 1970. 155. p. Voir encore MORAVCSIK, GY., The Role of the Byzantine Church in Mediaeval Hungary. *The American Slavic and East European Review* 6 (1947) 149. p.

¹⁶ Opinion identique chez ACSÁDY, I., *A magyar birodalom története* I. Budapest, 1903, 220. p. et MARCZALI, H., *Magyarország története*. Budapest, 1911. 126. p.

¹⁷ SZENTPÉTERY, E., *Scriptores rerum Hungaricarum* I-II. Budapest, 1937-1938. (ci-dessous: SRH) I. 127. p.

¹⁸ JAKUBOVICH, E., XII. századi oklevéltörödékek. *Levéltári Közlemények*, 124. 157. p.; CD IX/7. 634. p.; *A zichi és vásonkeői Zichy-család idősb ágának okmánytára* I. Pest, 1871. (ci-dessous: ZO) 2. p.; Ómagyar olvasókönyv. összeállította: JAKUBOVICH, E., et PAIS, D., *Tudományos Gyűjtemény* 30. Pécs, 1929. (ci-dessous: ÓMO) 45, 46. pp.; MARSINA, R., *Codex diplomaticus et epistolaris Slovaciae* I. Bratislavae, 1971. 85. p.; *Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae ac Slavoniae* II. Red. SMÍČIK LAS, I., Zagrabiae, 1904. (ci-dessous: C II) 106. p.

fonction à la cour d'Étienne III;¹⁹ à partir de cette date, nous ne rencontrons plus son nom dans les chartes de l'époque de Béla III. Le comes Fulco, lui aussi, soutenait Géza, il était un des conseillers d'Étienne III; en 1172, Béla III le chassa de son entourage²⁰ et, probablement, le comes Ruben partagea également son sort.²¹ Outre l'archevêque Lucas, d'autres personnalités ecclésiastiques étaient susceptibles de représenter les intérêts du prince Géza. Cela paraît probable en ce qui concerne le frère du comes Fulco, Vido, qui était le chef de la chapelle royale sous Étienne III, qui, lui aussi sortit du service du roi avec son frère après l'avènement de Béla III,²² en même temps que le maître de la chapelle royale, le notarius Becen, devait quitter la cour, lui, qui était l'homme de confiance de l'archevêque Lucas.²³ Il est possible que la reine-mère Euphrosyne — qui joua un rôle important sous Étienne III dans la direction de la politique extérieure et intérieure de pays — ait été opposée à Béla pour favoriser son fils puîné,²⁴ et, peut-être en raison de cette conduite, fut-elle emprisonnée et plus tard condamnée à l'exil à Byzance, en 1186.²⁵ Le fait que les Annales de Presbourg mentionnent l'aveuglement du comes Wata tout de suite après l'évasion du prince Géza en Autriche,²⁶ indique que le comes aurait pu appartenir aux fidèles de Géza.

Le changement de souverain mit donc de nouveau au jour les divergences entre les partis et les factions des seigneurs féodaux, et une lutte acharnée s'engagea pour le pouvoir, c'est-à-dire pour la couronne royale. Nos sources ne révèlent pas de détails sur l'évolution de cette lutte. Il semble qu'il y ait eu une période où Béla et ses partisans jugeaient leur propre situation assez incertaine, voire expressément dangereuse. D'après la lettre du pape Innocent III, il est clair que les dignitaires du royaume hongrois ont plusieurs fois demandé au pape Alexandre III qu'au cas où Lucas refuserait de couronner Béla roi de Hongrie, un autre puisse lui mettre la couronne du pays sur la tête « pour que le royaume hongrois et l'Église hongroise ne se mettent pas dans une situation dangereuse si le dit Béla ne recevait pas *sans tarder* le sacre et la couronne ». ²⁷ Les partis de grands seigneurs — dans leur propre intérêt — attirèrent ou cherchèrent à attirer des puissances étrangères dans les luttes pour le trône. Sur la base de la lettre papale citée ci-dessus et des événements ultérieurs, nous pouvons risquer l'hypothèse que — car Béla fut soutenu par Alexandre III et Manuel — le prince Géza

¹⁹ ERDÉLYI, L.,-SÖRÖS, P., *A pannonhalmi Szent Benedek-rend története* I. Budapest, 1902. (ci-dessous: SRH I.) 605. p.

²⁰ KUBINYI, op. cit. p. note 289.

²¹ Comes Ruben appartenait à la suite du roi à l'époque d'Étienne III. A ce sujet, voir NAGY, I., *Sopron vármegye története. Oklevéltár I-II*. Sopron, 1889-1891. (ci-dessous: SO) 2, 3. pp.; NAGY, J.-PAUR, J.-RÁTH, K.-IPOLYI, A.-VÉGHÉLY, D., *Hazai okmánytár I-XIII*. Győr—Budapest, 1865-1891. (ci-dessous: HO) VI. 3. p.; JAKUBOVICH, op. cit. 157. p.; ÓMO 45.; MARSINA, op. cit. 85. p.; HO VII. I. p.

²² CSÓKA, op. cit. 481. p.; KUBINYI, op. cit. 94. p. 289. note.

²³ KUBINYI, op. cit. 105, 110. pp. 381. note.

²⁴ La même opinion par ex. de Грот 1889. 404. p.; ACSÁDY, op. cit. 220. p.; DEÉR, op. cit. 148-149. pp.; HÓMAN, B.-SZEKFŰ, Gy., *Magyar történet* I. Budapest, 1939.⁶ (ci-dessous: HÓMAN 1939) 409. p.

²⁵ SRH I. 127. p.

²⁶ Ibid.

²⁷ KNAUZ, F., *Monumenta ecclesiae Strigoniensis* I. Strigonii 1874. (ci-dessous: MES) 188. p.; CD III/I. 91. p.

aurait cherché, à cette époque à créer des relations avec Frédéric Barberousse. L'intervention éventuelle du souverain allemand aurait créé un danger, non seulement du point de vu du règne de Béla, mais elle aurait aussi entraîné de graves conséquences pour Alexandre III dans la lutte entre l'Empire et la papauté. Mais, à cette époque, Frédéric I^{er} était entièrement absorbé par ses propres problèmes, comme les préparations de la nouvelle campagne envisagée contre l'Italie et les luttes pour le trône en Pologne.²⁸ En fin de compte, Géza ne réussit pas à obtenir une seule alliance étrangère. Cela était favorable à Béla III qui était activement soutenu par deux puissances étrangères en face de son petit frère cadet.

Alexandre III embrassa la cause du prince Béla et, comme il fut incapable de faire couronner Béla par l'archevêque Lucas en dépit de sommations réitérées, il donna à l'archevêque de Kalocsa l'autorisation «de sacrer roi [Béla] et de lui mettre la couronne sur la tête. . . dès que les évêques du royaume se seraient réunis».²⁹ Béla III, par son habile politique s'assura le soutien du pape. A notre avis, la prise de position d'Alexandre III fut décidément déterminée par le fait que Béla s'était adressé à lui dans l'affaire du couronnement et qu'il reconnut Alexandre III comme pape légitime et non l'antipape Calixte III (1168-1178) soutenu par Frédéric I^{er}. L'importance politique du ralliement à Alexandre III peut être démontrée par le fait que, justement, à cette époque, Frédéric I^{er} fit accepter le plan d'une nouvelle campagne d'Italie à la diète de l'Empire, à Worms, le 28 mars 1172, campagne dirigée contre les villes lombardes et le pape Alexandre III.³⁰ Dans ces circonstances, la prise de position du nouveau souverain hongrois fut favorable à Alexandre III. En même temps, ce qui fit opter le pape pour Béla — et naturellement influença les dignitaires ecclésiastiques en Hongrie —, ce fut que Béla, déjà à cette époque-là, donc en 1172, prêta serment au concordat de 1169.³¹ La politique ecclésiastique de Béla III fut donc basée sur le concordat de 1169, ce qui rassura le pape et la majorité du clergé du pays. Enfin, du point de vue de l'avènement de Béla, il était opportun qu'il y ait un rapport étroit, de bonnes relations entre Alexandre III et Manuel au début des années 1170.³²

Il est évident que le pape prêta une assistance extrêmement précieuse à Béla afin qu'il puisse obtenir le pouvoir royal, mais il est également certain qu'à l'époque, le soutien le plus important à l'étranger était l'empereur de Byzance. Les sources

²⁸ En juillet 1172, l'empereur Barberousse était en guerre avec le souverain polonais Miesko III. A la suite de cette guerre, le souverain polonais reconnut la suzeraineté allemande (PELZER, H., *Friedrichs I. von Hohenstaufen Politik gegenüber, Dänemark, Polen und Ungarn*. Dissertation. Münster. Borna-Leipzig, 1906. 34. p.; JORDAN, K., *Investiturstreit und frühe Stauferzeit 1056-1197*. München, 1973. 145. p.

²⁹ Voir note 27.

³⁰ GIESEBRECHT, W., *Geschichte der deutschen Kaiserzeit* V/1-2. Leipzig, 1880. 707-708. pp.; HALLER, J., *Das Papsttum. Idee und Wirklichkeit* III. Esslingen am Neckar, 1962. 231. p.

³¹ HOLTZMANN 1959. 413, 414-415. pp.

³² A ce sujet, voir par ex. CHALANDON, F., *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile* II., Paris, 1907. (ci-dessous: CHALANDON 1907) 375. p.; CHALANDON, F., *Les Comnènes. Études sur l'empire byzantin aux XI^e et XII^e siècles* II. Jean II. Comnène (1118-1143) et Manuel Ier Comnène (1143-1180). Paris, 1912. (ci-dessous: CHALANDON 1912) 567. p.; OHNSORGE, W., *Abendland und Byzanz*. Weimar, 1958. 398-403. pp.

byzantines témoignent de ce qu'en 1172, Manuel donna toute l'aide nécessaire à Béla pour son avènement. Kinnamos raconte que, dans l'escorte de Béla revenant en Hongrie, on trouvait le protosébastos Jean et de nombreux autres dignitaires byzantins. Nous trouvons les mêmes témoignages chez Nicétas selon lesquels l'empereur byzantin envoya le prince hongrois dans sa patrie accompagné d'une splendide escorte militaire et en pompe royale afin qu'il prenne le pouvoir en Hongrie.³³ Dans une des lettres d'Isaac II écrite en 1193 au pape Célestin III, il y a un renseignement précieux relatif à l'aide byzantine prêtée à Béla. Dans cette lettre, le basileus informait le pape du fait que Béla III avait attaqué la Serbie, car il ne se contentait pas de son propre pays «acquis difficilement à l'aide des armées et de l'argent de Romania [c'est-à-dire Byzance]». ³⁴ Il n'y a pas de détails dans cette source non plus, mais il est probable qu'en 1172, comme 10 ans plus tôt, au cours de l'été de 1162, Manuel, outre les pièces d'or de Byzance — en déployant ses armées sur la frontière hongroise — ne reculait pas devant le moyen de la pression militaire pour faire avancer l'avènement de son protégé.

Cependant, Béla dut sentir qu'il était possible d'acquérir le trône de Hongrie à l'aide de Byzance, mais l'histoire des échecs successifs d'Étienne IV, protégé précédent du basileus dans les années 1160, avait clairement démontré que, sans une sérieuse base intérieure, il était impossible de le garder durablement.³⁵ Du point de vue de l'avènement de Béla et de la défense de son trône, il était décisif que le prétendant venu de Byzance réussit à rallier à ses côtés la majeure partie de la classe dominante. Béla fut soutenu par les dignitaires arrivés avec lui de l'étranger, comme Becse et Grégoire;³⁶ peut-être y avait-il parmi eux Rede, Luthar et Cuda et aussi Vrazlo et Stoyza.³⁷ Les seigneurs qui l'auraient volontiers vu sur le trône dès 1167, furent probablement du parti de Béla.³⁸ La domination de Béla dans la lutte pour la couronne royale fut favorisée dans une très large mesure par le fait qu'une partie des dignitaires bien placés d'Étienne III embrassa ostensiblement sa cause. D'après les sources, cela est valable pour les comes Ampud, Denis, Kaba, Cubanus et Pancrace. Le come Ampud exerçait les fonctions nationales les plus importantes, celles de ban et de palatin sous Étienne III; à l'époque de Béla III, nous le trouvons aussi en tant que ban dans les chartes.³⁹ Le

³³ K 287. p.; N 170. p.

³⁴ DARROUZES, op. cit. 343. p.

³⁵ Pour les événements survenus entre 1162 et 1165 et pour le règne d'Étienne IV. voir MAKK 1978. 143-175. pp.; MAKK 1979. 29-34. pp. A ce sujet, voir encore PAULER, op. cit. I. 295-309. pp.

³⁶ SRH I. 183. p.; G. 62. p. — Il se peut que Gregor (Grégoire), qu'on trouve chez Kézai et chez Dandolo, soit identique au joupan Gregorios qui dirigeait la défense du château de Zemlin, en 1165, contre les Byzantins. Après la prise du château, Manuel voulut le faire exécuter mais, à la demande du prince Béla-Alexis, il le gracia (K 245. p.).

³⁷ BOROVSKY, S., A mileji Salamon-család adománylevele III. Béla királytól 1178. *Történelmi Tár*, 1898. 333-342. pp.; MARSINA, op. cit. 95. p.

³⁸ SRH II. 203. p.

³⁹ JAKUBOVICH, op. cit. 157. p.; CD IX/7. 634. p.; ZO I. 2. p.; ÓMO 45, 46. pp.; MARSINA, op. cit. 85. p.; HO VII. 1, 20. pp.; C II. 106, 116. pp.; SO I. 3. p.; PRT I. 604-605. pp.; FEJÉRPATAKY, L., *III. Béla király oklevelei. III. Béla magyar király emlékezete*. Réd.: FORSTER, GY., Budapest, 1900. 159. p.

comes Denis, chef militaire d'Etienne III, en 1166 et en 1167, conduisit les armées hongroises contre les Byzantins; à l'époque de Béla III, il appartenait aux dignitaires du roi comme palatin et joupán de Bács, et participa vraisemblablement aux négociations préparatoires à la paix de Venise de 1177, en 1183 il était à la tête de la Dalmatie⁴⁰ les comes Pancrace, Kaba et Cubanus passèrent également de la cour d'Etienne à celle de Béla III.⁴¹

A côté des éléments laïcs de la classe dominante, une part importante des dignitaires de l'Eglise se battirent également pour le règne de Béla III. Cela est sans doute vraisemblable à propos de l'archevêque de Kalocsa qui, à l'opposé de Lucas, était prêt à couronner Béla. Nous devons supposer que, non seulement l'archevêque de Kalocsa dont le nom nous est inconnu, mais d'autres prélats se rallièrent également à Béla, car les instructions du pape selon lesquelles le couronnement devait se faire en présence des évêques du royaume⁴² les y obligeaient. L'examen de la composition sociale des deux groupes opposés démontre que, dans les deux camps, il y avait indifféremment des dignitaires laïcs et ecclésiastiques. C'est pourquoi on ne peut pas prétendre que Béla — soutenu aussi par le pape grégorien — ait été uniquement le candidat des grands propriétaires laïcs.⁴³

Des sources ne nous renseignent pas sur les circonstances exactes de l'avènement de Béla III, tout comme sur les autres changements de souverains du XII^e siècle. Nous devons accepter qu'au cours des luttes de partis, qui durèrent presque une année, non seulement les rapports de forces extérieurs étaient favorables à Béla, mais les rapports de forces intérieurs, et c'est là l'élément décisif. Et, de ce fait, l'archevêque de Kalocsa couronna Béla roi de Hongrie, le 13 janvier 1173, à Szêkesfehêrvár, capitale du pays.⁴⁴

La première période du règne de Béla III — jusqu'en 1180 à peu près — servit d'une part à défendre cette couronne difficilement acquise, d'autre part à rétablir et à renforcer l'autorité discréditée du pouvoir royal. Il était impossible de prendre, en matière de politique extérieure des initiatives d'importance, pas plus que des tentatives expansionnistes dans cette période de son règne, n'étaient envisageables. Dans cette phase, la politique extérieure hongroise était caractérisée par la recherche de l'alliance étroite avec les pays et les puissances étrangers qui soutenaient le règne de Béla. En même temps, le roi s'opposait résolument à l'Autriche dont le duc avait pris sous sa protection le rival de Béla, le prince Géza.

Après avoir acquis la couronne royale, Béla III appliqua des sanctions à l'encontre de ses adversaires. L'archevêque Lucas fut définitivement évincé de la vie

⁴⁰ K 257, 258, 270, 273, 274, pp.; N 133, 153, 155, 157. pp.; SO I. 2, 3. pp.; HO I. 2. p.; VI. 3.; ÓMO 46. p.; PRT I. 605. p.; FEJÉRPATAKY, op. cit. 344. p.; C I. 177. p.; MARSINA, op. cit. 90. p.; G 459. p.

⁴¹ JAKUBOVICH, op. cit. 157. p.; CD IX/7. 634. p.; FEJÉRPATAKY op. cit. 344. p.; ÓMO 45. p.

⁴² Voir les notes 27 et 29. — Il n'est pas attestable qu'à cette époque-là, Mikó eut été l'archevêque d'Esztergom, (cf. MEZEY 1979. 132. p.).

⁴³ ELEKES, L.-LEDERER, E.-SZÉKELY, GY., *Magyarország története I. Az óskortól 1526-ig*. Egyetemi tankönyv. Budapest, 1961. (ci-dessous: ET) 102. p.

⁴⁴ HOLTZMANN 1959. 413. p.; CD II. 436. p.; CD III/1 92. p. — Pour la date voir PAULER, op. cit. I. 322. p.

politique⁴⁵ et, selon les indications des sources tchèques, nous pouvons constater que le roi jeta en prison le prince Géza.⁴⁶ Mais le prince réussit à s'évader vers 1174—1175 et, avec un grand nombre de dignitaires — parmi eux le joupán Laurent —, il se réfugia en Autriche.⁴⁷ Au printemps de 1174, le fils du duc d'Autriche Henri Jasomirgott, Léopold, épousa Hélène, la sœur du roi Béla III.⁴⁸ Mais l'émigration de Géza et de ses partisans en Autriche ternissait complètement les rapports hungaro-autrichiens. En raison de l'acceptation, puis du refus de l'extradition de son frère, Béla III avait fait preuve d'une conduite peu amicale envers le duc d'Autriche, dès 1175. Il y eut même des escarmouches armées en 1176 car, cette année-là, les Hongrois, alliés aux Tchèques, attaquèrent et ravagèrent l'Autriche. Après cela, Géza quitta l'Autriche pour la Bohême en 1177, car «il espérait aller, avec l'aide du prince Sobieslav, chez l'empereur, et obtenir de lui la couronne et l'assujettissement de la Hongrie».⁴⁹ Donc, Géza ne renonça pas à la couronne royale pour l'acquisition de laquelle il voulait s'assurer du soutien de Frédéric I^{er} qui se trouvait alors en Italie.⁵⁰ Son projet ne fut pas réalisé, car le prince de Bohême Sobieslav II l'arrêta et l'extrada, à Béla III.⁵¹ Le roi jeta une nouvelle fois en prison le prétendant dangereux⁵² et, peut-être l'emprisonnement de sa mère Euphrosyne et l'aveuglement du comes Wata eurent-ils lieu à cette occasion. Barberousse, qui gardait rancune au prince de Bohême à propos d'autres affaires, se vengea sur Sobieslav en le destituant de son titre de prince et le remplaça par le fils de Vladislav II, Frédéric. Frédéric, pour prendre la principauté en possession, fit une incursion en Bohême avec le duc d'Autriche Léopold V, en 1178. Béla III se précipita alors au secours de Sobieslav II et menaça Léopold de l'attaquer, sur quoi celui-ci se retira du territoire tchèque.⁵³ Mais, à l'automne de 1179, Sobieslav céda devant Frédéric et il fut obligé de s'évader à l'étranger.⁵⁴

L'opinion des chercheurs concernant le rapport entre Béla III et Manuel est partagée. Il y a une conception selon laquelle la Hongrie était l'Etat vassal de Byzance jusqu'à la mort de Manuel (1180), époque d'une influence marquée de Byzance.⁵⁵ Pour prouver cette conception, on utilise certaines tournures des panégyriques de Constantin Manassès et d'Eustathe. Manassès, dans son panégyrique prononcé devant Manuel en 1173 — après avoir posé la question de savoir qui a réussi parmi les

⁴⁵ Pour la situation de Lucas, voir KUBINYI, op. cit. 110-112. pp.

⁴⁶ G 28, 1034, 1996. pp.; SRH I. 127. p.

⁴⁷ G 763, 2208. pp.; SRH I. 127. p.

⁴⁸ G 505, 755, 763, 1151, 2208. pp.

⁴⁹ G 763, 792, 1034, 1482, 1996-1997, 2632. pp.; SRH I. 127. p.

⁵⁰ Frédéric se trouvait en Italie entre 1174 et 1178 (GIESEBRECHT, op. cit. 748, 866. pp.; JORDAN, op. cit. 147, 150. pp.).

⁵¹ SRH I. 127. p.; G 1034, 1996-1997. pp.

⁵² Le prince Géza n'a été libéré de son emprisonnement qu'au cours de l'été de 1189 (G 305. p.).

⁵³ SRH I. 127. p.; G 763, 1997. pp.

⁵⁴ PALACKY, F., *Geschichte von Böhmen* I. Prag, 1864. 471-473. pp.; HUBER, A., *Ausztria története* I. Budapest, 1899. 306-307. pp.; LECHNER, K., *Die Babenberger*. Wien—Köln—Graz, 1976. 167-168, 184. pp.

⁵⁵ Voir par ex. PELZER, op. cit. 51. p.; CHALANDON 1912. 492. p.; URBANSKY, A. B., *Byzantium and the Danube Frontier*. New York, 1968. 110. p.; OBOLENSKY, D., *The Byzantine Commonwealth. Eastern Europe 500-1453*. London, 1971. 160. p.

empereurs de Byzance à « assujettir et à réduire à l'obéissance les Pannoniens [c'est-à-dire les Hongrois] invincibles? » — affirme que Manuel assujettit la terre et le peuple de Pannonie, raison pour laquelle, maintenant, « le pays des Pannoniens nous sert et nous produit de l'or, » car les Pannoniens « considèrent notre empereur comme leur souverain », qui « plaça des princes au-dessus d'eux ». ⁵⁶ L'archevêque de Thessalonique parle sur le même ton. Dans son discours sur l'avènement de Béla, Eustathe dit en 1174 : il y a quelque temps, les Byzantins envoyèrent un souverain dans le pays du nord des Païons [Hongrois] et ce souverain — comme les autres rois d'ailleurs — est dominé par l'empereur de Byzance, « le roi des rois ». ⁵⁷

Selon notre opinion, ces propos sont peu aptes à donner une appréciation réelle des relations hungaro-byzantines. Le but principal des orateurs de la cour était de faire l'éloge de la personne du basileus et de ses actes. Pour accomplir ce devoir, ils se laissèrent emporter à de telles exagérations, voire à des affirmations irréelles, qui n'étaient pas en accord avec les faits effectifs. Ainsi par exemple Manassès qui, dans son discours, compare, entre autres, Manuel au David de la Bible et à Alexandre le Grand de Macédoine, affirme que Manuel leva un tribut sur l'Égypte. ⁵⁸ Mais la réalité historique était tout à fait différente, puisque l'expédition latino-byzantine avec l'alliance de Jérusalem pour conquérir l'Égypte fatimide, se termina par un échec déshonorant à la fin de 1169. Les alliés se retirèrent dans de lamentables conditions de la ville de Damiette, en décembre de 1169. ⁵⁹ Il ne s'agit donc pas de ce que l'Égypte gouvernée par Saladin aurait payé n'importe quel tribut à Byzance!

Il n'y a pas de sources compétentes qui justifient que la Hongrie aurait été tributaire de Byzance et que Béla III aurait reconnu comme seigneur l'empereur byzantin. Le serment prêté à Manuel au printemps de 1172 à Sofia ne fut pas un serment de fidélité, Béla ne fit que promettre de prendre toujours en considération les intérêts de Byzance et de ne pas agir contre eux. Même Isaac II en a la même interprétation en 1193. ⁶⁰ Il n'est pas discutable que, pour Byzance, l'avènement de Béla III — dans lequel Manuel joua un rôle important — était un succès politique considérable. Mais Béla ne devint pas vassal de Byzance et c'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec la conception qui considère l'avènement de Béla III comme « l'apogée du pouvoir grec en Hongrie ». ⁶¹ Le règne de Béla III est fondamentalement différent sur plusieurs points de celui d'Étienne IV, la courte période du règne d'Étienne IV pouvant être considérée comme le sommet de l'influence byzantine dans

⁵⁶ Курць, Ещё два неизданных произведения Константина Манасси. Византийский Временник 1905. 92, 93, 97. pp. — Les souverains évoqués dans le discours sont de toute évidence Ladislav II, Étienne IV et Béla III.

⁵⁷ REGEL, W., *Fontes rerum Byzantinarum I-II*. Petropoli, 1892-1917. I. 40. p.

⁵⁸ Курць, op. cit. 89, 96. pp.

⁵⁹ A ce sujet voir CHALANDON 1912. 537-550.; RICHARD, J., *Le royaume latin de Jérusalem*. Paris, 1953. 53-55. pp.

⁶⁰ Selon la lettre du basileus, Béla III prit l'engagement dans son serment, « de ne pas s'opposer aux droits de Romania [Byzance] » (DARROUZES, op. cit. 343. p.).

⁶¹ MOLNÁR, E., *A magyar társadalom története az őskortól az Árpád-korig*. Budapest, 1949.² 333. p.

notre histoire du XII^e siècle, comme nous l'avons rappelé ailleurs.⁶² Béla — contrairement à Etienne IV — avait une large base sociale dans le pays, sa politique extérieure n'était pas uniquement orientée vers Byzance, il jouissait du soutien du pape et, à aucun moment durant son règne, ne se posa la question de savoir si la Hongrie avait voulu rompre ses relations avec Rome. Au cours de premières années du règne de Béla III, des relations dynastiques se créèrent entre le royaume de Hongrie et le duché d'Autriche et, ensuite, il s'allia à la Bohême. Il eut même des relations avec Frédéric I^{er}, en 1175.⁶³

C'est une autre question, qu'en principe, les empereurs de Byzance — et cette conception se renforça de nouveau sous Manuel Comnène — se considèrent non seulement comme souverains de leur propre empire mais, en tant que descendants des empereurs romains, comme souverains de toute la communauté chrétienne. De cette conception — porteuse de prétention à la domination mondiale — provient le fait que le basileus ne considérait aucun souverain étranger comme son égal, il se tenait pour chef de tous les souverains, comme le dit la Bible, « le roi des rois ». A la cour de Byzance, on cherchait à reconsidérer les faits réels de manière adéquate à l'idéologie de l'Empire. Par exemple, les différents cadeaux des rois et des souverains étrangers — parmi eux Béla III — furent considérés comme des impôts reconnaissant la suzeraineté de Byzance.⁶⁴ En même temps, cette idéologie n'influence pas fondamentalement le caractère réel des relations hungaro-byzantines de l'époque, elle ne toucha absolument pas à l'indépendance effective de l'Etat hongrois. Nous partageons donc l'opinion de ceux qui disent qu'à cette époque, il y avait une étroite liaison d'alliance provenant d'une solidarité réciproque, entre la Hongrie et Byzance!⁶⁵ Cela peut être démontré par le fait que Béla III — en conformité à son serment prêté à Sofia — envoya une petite armée, en 1176, sous la conduite de ban Ampud et du voïvode de Transylvanie Leustach, pour défendre les intérêts de Byzance et pour aider Manuel. Cette armée de secours participa aussi, avec les Serbes, à la bataille de Myriokephalon dont l'issue fut tragique pour Byzance, contre l'armée du sultan d'Iconium, Kilidj Arslan II, le 17 septembre 1176.⁶⁶ Pour bien évaluer les relations hungaro-byzantines de l'époque, nous trouvons caractéristique le fait que l'historiographe contemporain Kinnamos

⁶² Voir note 35.

⁶³ SUDENDORF, H., *Registrum oder merkwürdige Urkunden für die deutsche Geschichte* I. Jena, 1849. n° 35.

⁶⁴ MORAVCSIK, GY., *Bizánc és a magyarország*. Budapest, 1953. (ci-dessous: MORAVCSIK 1953) 8-9. pp.; MORAVCSIK, GY., *Bevezetés a bizantológiába*. Budapest, 1966. 127-128. pp. Voir encore OSTROGORSKY, G., *Histoire de l'état byzantin*. Paris, 1969. (ci-dessous: OSTROGORSKY 1969) 53-55. pp.; BECK, H.-G., *Das byzantische Jahrtausend*. München, 1978. 78-80. pp.

⁶⁵ Cette opinion est partagée par HÓMAN 1939. 413. p.; LAURENT, V., *La Serbie entre Byzance et la Hongrie à la veille de la quatrième croisade*. *Revue historique du Sud-Est Européen* 18 (1941) Bucarest, 115. p.; MORAVCSIK 1953. 89. p. *История Византии в трех томах* II. Москва, 1967. (ci-dessous: Ист. Виз. 326. p.

⁶⁶ HO VII. 20. p.; K 299. p. — Voir encore PAULER, op. cit. 324-325, 504. pp. note 526.; MORAVCSIK 1953. 89. p.

appelle sujets les Serbes, ramenés de nouveau à la dépendance féodale au début de 1172, tandis qu'il donne le nom d'*alliés* aux Hongrois qui luttèrent avec les Serbes contre les Seldjoudides.⁶⁷

Selon certains chercheurs, pour renforcer le rapport hungaro-byzantin, une alliance matrimoniale aurait eu lieu entre une des sœurs de Béla III et Isaac, cousin de l'empereur Manuel, dans la première moitié des années 1170.⁶⁸ Mais nous pensons que ce mariage ne se fit pas. A notre avis, les données des sources qui s'y rapportent concernent le mariage de Marguerite, fille de Béla III, et de l'empereur Isaac II Ange, contracté à une date ultérieure.⁶⁹

La preuve incontestable des bonnes relations entre Alexandre III et Béla était l'attitude du roi hongrois dans l'affaire de l'archevêché de Salzbourg. En 1168, Adalbert, un des fils du roi de Bohême Vladislav II, occupa le trône sacerdotal, qui était partisan d'Alexandre III, comme ses prédécesseurs. Pour cette raison, il se trouva opposé à Frédéric I^{er} et l'empereur déclara Adalbert destitué de sa dignité ecclésiastique, en 1174 et fit élire son propre candidat à sa place. Mais le pape continuait à reconnaître Adalbert comme archevêque et il confia la clôture définitive de l'affaire à Walter, évêque d'Albano.⁷⁰ Comme il était impossible de régler cette affaire en terre allemande dans des circonstances paisibles, le légat du pape demanda l'aide de Béla III. Le roi de Hongrie rendit possible qu'on débattit la question du trône de l'archevêque de Salzbourg, en lieu sûr, à Győr, en été de 1176. Aux négociations de Győr, l'Eglise hongroise fut représentée par la personne de l'archevêque de Kalocsa, André, ce qui signifiait que l'archevêque Lucas était relégué à l'arrière-plan.⁷¹ A la conclusion de la paix du 1^{er} août 1177, le roi de Hongrie et l'Eglise hongroise se firent représenter à Venise; cette paix marqua la fin de la deuxième période de la lutte entre

⁶⁷ K 299. p.

⁶⁸ A ce sujet, voir par ex. PAULER, op. cit. I. 322. p.; DEÉR, op. cit. 151. p.; MORAVCSIK 1953. 89. p. D'après la conception la plus récente, Isaac Doukas aurait été le mari de cette fille de Géza II. COLLEBERG, W. H. RUDT DE, L'empereur Isaac de Chypre et sa fille (1155-1207). *Byzantion* 38 (1968) 1^{er} tableau généalogique.

⁶⁹ La documentation du mariage supposé est surtout basée sur le renseignement de Dandolo où nous trouvons ceci : « ensuite régnait le frère d'Étienne, Béla, l'empereur grec... Manuel a demandé en mariage la fille du roi de Hongrie pour Isaac qui était son neveu (nepos) ». (G 62. p.). Pour attester tout cela, on a utilisé l'information des Annales de Presbourg : « En 1186, le prince Geyza... est allé en Autriche, sa *soror* s'est mariée en Grèce » (SRH I. 127. p.). La source vénitienne dit clairement qu'il s'agit de la fille de Béla épousée par le nepos de Manuel, Isaac. Isaac II était le petit-fils d'une des tantes paternelles de Manuel, Théodora. Pour cette dernière, voir *The Cambridge Medieval History IV. The Byzantine Empire Part I : Byzantium and Its Neighbours*. Cambridge 1966. (ci-dessous: CMH) 795. p.; OSTOGORSKY, G., *Iz vizantijske istorije, istoriografije i prosopografije*. Beograd, 1970. 326-329. pp. Il est vrai que les Annales de Presbourg parlent de la soror du prince Géza, mais le nom *soror* exprimait non seulement la notion de sœur, mais aussi celle de *parente* dans le latin du Moyen Âge. Selon nous, dans ce cas, il s'agit de ce que nous venons de dire, et ainsi le mot *soror* concerne Marguerite. De cette manière, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que nous appliquions les données de nos sources au mariage de Marguerite et Isaac II. C'est ce que nous suggère également la datation de 1186 des annales.

⁷⁰ PALACKY, op. cit. 454, 466-467. pp.; HUBER, op. cit. 244-249. pp.; PATZE, H., *Kaiser Friedrich Barbarossa und der Osten. Vorträge und Forschungen: Probleme des 12. Jahrhunderts*. Konstanz—Stuttgart, 1968. 393-394. pp.

⁷¹ G 1485-1488. pp.

l'Empire et la papauté.⁷² Il est possible qu'aux négociations préparatoires de la conclusions de la paix, le représentant de Béla III, le joupan Denis, ait joué un certain rôle.⁷³ En mars 1179, se réunit le troisième concile général du Latran dont le devoir était de régler la situation de la papauté et de l'Eglise catholique après la fin de la lutte contre l'empereur. De la part des ecclésiastiques hongrois André, l'archevêque de Bács-Kalocsa, assista au concile général.⁷⁴ Mais à cette époque, les relations entre le roi et les deux métropolitains du pays se modifièrent.

Ce changement était étroitement lié à la politique de Béla III qui voulait affermir le pouvoir royal et renforcer l'autorité du roi. Béla usait de rigueur non seulement envers les dignitaires laïcs — comme Géza et ses partisans — mais aussi envers les dignitaires ecclésiastiques, lorsque son pouvoir royal se sentit lésé. Vers 1178, il eut un conflit sérieux avec l'archevêque de Kalocsa, André, et avec le prévôt de Székesfehérvár.⁷⁵ Etant donné que l'archevêque Lucas fut écarté, André, jouissant du soutien du pape et du roi, devint pratiquement le dignitaire ecclésiastique le plus important du pays. Sa personne représentait l'Eglise hongroise à l'échelon le plus élevé à l'étranger également. Cependant, d'après une lettre d'Alexandre III écrite en 1179, on peut conclure que l'archevêque de Kalocsa lésa gravement la dignité et l'autorité royales. De là vient qu'André perdit les faveurs du roi qui le destitua de son trône sacerdotal, et le déposséda également de ses revenus archiépiscopaux.⁷⁶ En raison du comportement d'André, beaucoup de ses partisans sentirent aussi le poids de la colère du roi. Parmi eux, le prélat de Fehérvár fut destitué de sa prévôté par Béla⁷⁷ et, en même temps, le roi reprit probablement la chapelle royale privée (*capella propria*) passée sous l'autorité papale.⁷⁸ En raison de ces mesures, Béla eut de sérieuses divergences avec le pape qui l'accusa, dans toutes les deux affaires ci-dessus mentionnées, d'avoir trahi son serment prêté au concordat de 1169. Alexandre III prit le parti de l'archevêque de Kalocsa et du prélat de Fehérvár, et menaçait Béla III de l'excommunier, appliquant même certaines sanctions ecclésiastiques contre le roi.⁷⁹

⁷² G 689, 1174. pp.

⁷³ G 459. p. — Voir encore DEÉR, op. cit. 153. p.

⁷⁴ CD II. 193.; G 709. p.

⁷⁵ Le nom du prévôt de Fehérvár est inconnu. Cf. KUBINYI, op. cit. 112. p.

⁷⁶ HOLTSMANN 1959. 414. p. — A notre avis, cela a laissé des traces dans les Annales de Presbourg aussi. Car les annales — se trompant de nom et datant les événements à plus de 10 ans plus tard — disent : « 1187... on destitue l'évêque de Kalocsa Étienne » (SRH I. 127. p.). A notre avis, la lettre attribuée à l'archevêque de Kalocsa Cosmas se rapporte aussi à ce cas. Dans cette lettre le prélat de Kalocsa se plaint que « le roi Béla... ait mis arrêt sur nos revenus ecclésiastiques » (G 2272. p.). Déjà HOLTSMANN a démontré qu'ici, il s'agissait de l'archevêque André et qu'un archevêque nommé Cosmas n'avait jamais existé. A ce sujet, voir HOLTSMANN, W., Papst Alexander III. und Ungarn. *Ungarische Jahrbücher* 6. 1926. (ci-dessous : HOLTSMANN 1926) 425, 426. pp. note 5.

⁷⁷ HOLTSMANN 1959. 413, 414. pp.

⁷⁸ A se sujet, et pour l'importance de la prévôté de Fehérvár, voir SEBESTYÉN, J., A székesfehérvári prépostság és káptalan egyházi kiváltságai. *Századok*, 1925. 382-383. pp.; GYÖRFFY 1970. 155. p.; MEZEY, L., Székesfehérvár egyházi intézményei a középkorban. *Székesfehérvár évszázadai* II. Székesfehérvár, 1972. 26-30. pp.; KUBINYI, op. cit. 112-113. pp.; GYÖRFFY, GY., *István király és műve*. Budapest, 1977. 319-320. pp.

⁷⁹ HOLTSMANN 1959. 413, 414-415. pp.

Béla III — au plus tard au tournant de 1178-1179 — se réconcilia avec son ancien adversaire, l'archevêque d'Esztergom évincé jusque-là de la vie publique et l'utilisa comme son allié contre André et le pape. Lucas leva l'interdit du roi, mais il fit excommunier l'archevêque André, sous prétexte qu'il avait outragé les clercs appartenant à l'Eglise d'Esztergom et cela entraîna de l'aversion à l'égard du pape.⁸⁰ Lucas était prêt, dans le fond, à agir avec Béla III contre l'archevêque André, car celui-ci — en exploitant le fait que Lucas s'était opposé et au pape et au roi — prétendait aux droits publics très importants de l'archevêque d'Esztergom. Au fond, il s'agissait de la rivalité entre Kalocsa et Esztergom pour la première place de l'Eglise hongroise.⁸¹ Comme l'archevêque André avait lésé la dignité royale, Béla III prit le parti du métropolitain d'Esztergom contre le prélat ambitieux de Kalocsa. Cela aura pu jouer un rôle dans une affaire ultérieure : en 1182, ce n'est pas le prélat de Kalocsa qui couronna le fils du roi, le prince Imre, mais Nicolas, l'archevêque d'Esztergom.⁸²

Le résultat de cette politique — avec d'autres facteurs — fut que le poids et l'autorité du pouvoir royal, assez ébranlés à la suite des luttes de partis des années précédentes, se rétablirent de nouveau dans la première période du règne de Béla III. La consolidation du pouvoir royal, le calme intérieur, la communauté d'intérêts réalisée entre les différents groupes de la classe dominante rendirent possible que la Hongrie décide l'expansion territoriale dans la deuxième période du règne de Béla III. A partir de 1177, les luttes entre fractions seigneuriales cessèrent pendant presque deux décennies, ce qui prouve bien que Béla III réussit à rallier derrière lui toute la classe dominante. Cette consolidation intérieure fut la base de la politique expansionniste.⁸³ L'évolution de la situation internationale était favorable à la politique extérieure, active et pleine d'initiatives, à caractère expansionniste de Béla III.

A cette époque, les divergences entre les grandes puissances européennes s'apaisaient considérablement. Pour Byzance, la défaite de Myriokephalon, en 1176, s'avéra catastrophique et l'empire ne pourra plus s'en relever. Myriokephalon démontra que Byzance était incapable de reconquérir l'Asie Mineure des Seldjucides, de première nécessité pour l'empire, raison pour laquelle la restauration du pouvoir

⁸⁰ HOLTZMANN 1959 412, 413, 414. pp.

⁸¹ Ainsi, il est probable qu'en 1174, l'archevêque de Kalocsa aurait baptisé le prince Imre, bien que cela ait été de la compétence de l'archevêque d'Esztergom (MEZEY, L., *Két magyar vonatkozású dekretális értelmezéséhez. Századok*, 1959. 419-420. pp.; KUBINYI, op. cit. 101. p.). La plus importante fonction de droit public de l'archevêque d'Esztergom était le couronnement. (HERMANN, E., *A katolikus egyház története Magyarországon 1914-ig*. München, 1973. 73. p.); mais dans la pratique, elle était en danger car, à partir de juillet 1162, c'était l'archevêque de Kalocsa qui effectuait le couronnement (pour Ladislas II, Étienne IV, et Béla III). Cela a évidemment opposé les deux archevêques l'un à l'autre (HOLTZMANN 1926. 424, 426. pp.). Les recherches les plus récentes ont également démontré qu'au détriment de Lucas « André... voulait étendre son pouvoir d'évêque résidentiel ou bien de métropolitain » (KUBINYI, op. cit. 113. p.). — Il y avait une rivalité semblable, plus tôt, en Angleterre entre Thomas Becket, l'archevêque de Canterbury et l'archevêque de York Roger (PACAUT, M., *Alexandre III*. Paris, 1956. 156-157. pp.; HALLER, op. cit. 186-188. pp.; GYÖRFFY 1970. 155-156. pp.).

⁸² G 976. p.

⁸³ MOLNÁR, op. cit. 320. p.; ET 103, 104, 105, pp.; ELEKES, op. cit. 82. p.; BARTHA, A., *A magyar történelem problémái 1526-ig. Történelmi Szemle*. 1968. 118. p.

byzantin devint impossible à l'Est.⁸⁴ Après la victoire des armées de la ligue lombarde à Legnano, en 1176, le projet de conquête de l'Italie disparut pour presque une décennie du programme de politique extérieure de Frédéric I^{er}. La paix de Venise, en 1177, fit cesser la lutte entre Barberousse et Alexandre III qui apporta la victoire de la papauté. Rome réussit à défendre son indépendance contre l'empire et Frédéric I^{er} reconnut Alexandre III. L'empereur renonça à l'application des résolutions de 1158 prises à Roncaglia, et cela signifiait le succès des villes lombardes. En même temps, l'accord entre le pape et l'empereur allemand priva Manuel de son plus important allié d'Italie.⁸⁵ La détente entre les grandes puissances assura davantage de liberté de mouvement aux seigneurs féodaux hongrois qu'auparavant dans la politique extérieure.

En même temps, les efforts hongrois de politique extérieure étaient favorisés par l'affaiblissement de la plupart des pays voisins, ce qui signifiait que la Hongrie était sans doute plus forte que ces pays et ces peuples. L'anarchie féodale qui régnait en Bohême, en Pologne et en Russie, et les luttes de partis de grands seigneurs créèrent une situation propice aux interventions et aux conquêtes. Les Serbes commencèrent leur lutte pour l'indépendance et pour l'existence nationale autonome contre l'empire de Byzance en 1183, sous la conduite d'Etienne Nemanja, et les Bulgares, dirigés par Petar et Asên, en 1185. Cette lutte de plusieurs années absorba complètement la force de ces peuples pendant un certain temps et, ainsi, l'expansion hongroise vers le sud en fut facilitée. Mais il faut également signaler que les attaques de Béla III contre Byzance — surtout dans les années 1180 — en affaiblissant l'empire, créèrent des conditions favorables aux luttes d'indépendance des Serbes et des Bulgares, ce qui fit que la Serbie devint indépendante sous la conduite des Nemanjas et, à peu près en même temps, soumise aux Asêns, naquit la Bulgarie ethniquement hétérogène, unissant les Coumans, les Valaques et les Bulgares entre le royaume hongrois et l'empire de Byzance. Les changements survenus dans la situation de Byzance favorisaient aussi la politique expansionniste de la classe dominante hongroise.⁸⁶

La Hongrie prit en considération l'évolution des relations internationales dans l'élaboration de sa propre politique étrangère. Le royaume hongrois profita des difficultés de quelques-uns de ses voisins pour la réalisation de ses propres objectifs expansionnistes. L'expansion se fit surtout au détriment de la Galicie, de Venise, de la Serbie et de Byzance. Entre 1180 et 1196, la politique de Béla III envers Byzance avait une dualité particulière. Dans certains cas (par exemple en 1185, en 1189, en 1195) le roi de Hongrie était le défenseur des intérêts de Byzance, dans d'autres l'expansion

⁸⁴ Pour l'importance de la bataille de Myriokephalon, voir CHALANDON 1912. 513. p.; CMH. 237. p.; Ист. Виз. 332. p.; OSTROGORSKY 1969. 414. p.

⁸⁵ A ce sujet, voir HAMPE, K., *Deutsche Kaisergeschichte in der Zeit der Salier und Staufer*. Heidelberg, 1968. 12 191-193. pp.; BRAND, CH. M., *Byzantium Confronts the West (-180-1204)* Cambridge, 1968. 18. p.; OSTROGORSKY 1969. 414-415. pp.; JORDAN, op. cit. 148-149. pp.

⁸⁶ ELEKES, op. cit. 86-87, 91-92. pp.; С. Радев, *Кръв по розите*. София, 1971. 21. p.; К. Жиречек-Радонић : *История*. Срба Т. Београд 1952. 125 p. (ci-dessous : Жиречек 1952).

était dirigée contre les territoires qui se trouvaient sous l'autorité de Byzance. Derrière toutes ces hésitations apparentes, en fin de compte, c'étaient les intérêts des seigneurs féodaux hongrois qui représentaient les facteurs déterminants dans tous les cas. Dans les relations hungaro-byzantines de cette période, la Hongrie est la partie active qui prend des initiatives, ce qui souligne la force accrue du royaume hongrois et l'affaiblissement de l'empire de Byzance.

Après la mort de l'empereur Manuel (le 24 septembre 1180), Byzance se trouvait dans une situation extrêmement grave dont la cause était, dans une large mesure, la politique extérieure et intérieure de Manuel. Les guerres occasionnées par la politique expansionniste causèrent à l'empire, au cours des décennies, une perte considérable en vies humaines et des dépenses matérielles qui ne furent pas récompensées par les résultats obtenus. La situation privilégiée des villes italiennes (Venise, Gênes, Pise) ébranla complètement la vie économique de l'empire : l'Occident avait économiquement conquis Byzance avant 1204. Militairement, l'empire se trouva tout à fait épuisé. Les luttes pour le pouvoir entre les différents groupes de la classe dominante causèrent une crise de politique intérieure, tandis que l'empire connaissait de graves échecs de politique extérieure. En Asie Mineure, Kilidj Arslan, sultan d'Iconium, attaqua l'empire sur la péninsule des Balkans, Béla III conquiert des territoires importants qui avaient été sous la souveraineté de Byzance.⁸⁷

D'après le témoignage de nos sources, le roi de Hongrie avait déjà commencé à soumettre, à la fin de 1180, la Dalmatie Centrale, qui avait été conquise par Byzance en 1165. Thomas de Spalato raconte qu'après la mort de l'empereur Manuel, les habitants de Spalato repassèrent sous l'autorité des Hongrois.⁸⁸ Il est probable que la ville de Spalato (Split) reçut dès 1180 une lettre de privilège du roi Béla III.⁸⁹ Zara (Zadar) qui à cette époque — depuis 1159 — s'élevait pour la quatrième fois contre Venise, aurait pu se joindre aux Hongrois au tournant de 1180-1181.⁹⁰ Cela s'explique par le fait que le comes Maurice, en tant que « gouverneur assidu de toute la province littorale », représentant du roi hongrois, fit mettre son jugement par écrit dans une action immobilière dans la ville de Zara. Le palatin Farkas, exerçant une des plus hautes fonctions nationales, se trouvait à Zara en mars 1181, ce qui montre l'importance de la Dalmatie.⁹¹ Béla III chercha à assurer son règne en Dalmatie non seulement à travers les pouvoirs publics, mais aussi avec l'aide des services religieux. C'est pourquoi nous voyons le roi intervenir — malgré la protestation du pape — dans l'élection de

⁸⁷ A ce sujet, voir MORAVCSIK 1953. 14, 20. pp.; ТИЦЕВ, П., Le règne de l'empereur de Byzance, Andronic I^{er} Comnène (1183-1185). *Byzantinoslavica* 23/1 (1962) 23-24. pp.; Ист. Виз. 256. 329-331. pp.; HECHT, W., *Die byzantinische Aussenpolitik zur Zeit der letzten Komnenkaiser (1180-1185)*. Neustadt/Aisch, 1967. 13-16. pp.; BRAND, op. cit. 31. p.; OSTROGORSKY, 1969. 415-417. pp.

⁸⁸ KLAJČ, N., *Historia Salonitana Maior*. Beograd, 1967. 123. p. — Pour l'administration byzantine de la Dalmatie entre 1165 et 1180 voir FERLUGA, J., *La Dalmazia fra Bisanzio, Venezia e l'Ungheria ai tempi di Manuele Comneno*. *Studi Veneziani* XII. 1970. 73-83. pp.

⁸⁹ GYÖRFFY 1967. 54. p.

⁹⁰ G 62. p. — G 2183 p. donne à tort l'année 1186.

⁹¹ C II. n° 172 et 178.

l'archevêque de la province en faveur de son propre candidat : un de ses fidèles de Hongrie, Pierre, appartenant à la famille Kán, fut élu archevêque de Spalato.⁹²

L'occupation de la Dalmatie, comme la littérature spécialisée étrangère le reconnaît de nos jours, ne servait pas les intérêts de l'empereur et de son empire et, ainsi, Béla trahit évidemment son serment prêté à Manuel en 1172.⁹³ L'affirmation selon laquelle la conquête hongroise aurait servi des intérêts byzantins — en empêchant Venise d'occuper la Dalmatie — est sans fondement.⁹⁴ A cette époque, la république n'avait même pas la force de reconquérir la ville de Zara passée sous la domination hongroise. Aucun danger ne pouvait donc venir de Venise contre Byzance sur le littoral. Cependant, dans la littérature spécialisée, on trouve une conception selon laquelle, après la désertion de Zara, le doge Orio Malipiero essaya de reconquérir la ville, mais sans résultat. Les sources qui justifieraient cette opinion, en réalité, concernent les événements survenus en 1187.⁹⁵

Nous n'avons pas de données directes relatives à la reconquête de la région de Sirmium. Mais, si nous prenons en considération le fait que le régent Andronic, après le mois de mai 1182, à Constantinople, accusa la veuve de Manuel uniquement à cause de l'occupation des villes de Belgrade et de Branichevo par les Hongrois,⁹⁶ l'hypothèse suivante paraît justifiée : Béla III avait envahi le pays de Sirmium avant le début de mai 1182, date de l'entrée d'Andronic à Constantinople. Il est probable que la conquête de la région de Sirmium par le roi hongrois et l'occupation de la Dalmatie eurent lieu à la même époque.⁹⁷

Quant à l'importance des conquêtes, le souverain hongrois obtint, sans doute, de sérieux résultats. En très peu de temps, il réussit à occuper les territoires de Dalmatie et de Sirmium pour la possession desquels Manuel était en guerre pendant plusieurs années avec Etienne III dans la période de 1163-1167. Le fait que le fils aîné de Béla III, le prince Imre, se fiança avec une des filles de Frédéric I^{er} vers 1181, aurait pu être en relation avec les guerres de conquête contre Byzance. Le mariage ne se fit pas en raison de la mort prématurée — en 1184 — de la princesse allemande,⁹⁸ mais son objectif

⁹² C II. n° 173.; G 2227. p. — Voir PAULER, op. cit. I. 326. p.

⁹³ НЕЧТ, op. cit. 13. p. note 7, 40. p.

⁹⁴ URBANSKY, op. cit. 121. p.

⁹⁵ PAULER, op. cit. I. 326. p.; NOVAK, G., *Povijest Splita* I. Split, 1957. 94. p. — Surtout le renseignement d'A. DANDOLO sert de base à cette opinion. Le chroniqueur vénitien raconte : Zara s'est jointe à Béla III. Le doge a voulu regagner la ville mais, comme le Trésor était vide, les citoyens offrirent de l'argent pour mettre sur pied la flotte qui était indispensable à la campagne. La flotte arriva sous Zara et réussit même à occuper quelques îles (G 62. p.). Des chartes attestent que la flotte mise sur pied avec l'aide matérielle des citoyens de Venise est montée à l'assaut de Zara dans la deuxième moitié de 1187 (C II. n° 200 et 203). Les annales de Venise du XII^e siècle nous informent du fait que l'armée de Venise s'était dirigée contre Zara en juillet 1187 mais, en septembre, elle est déjà revenue (G 209. p.). Ainsi, il est évident qu'on ne peut pas situer cette campagne directement à l'époque postérieure de la défection de Zara.

⁹⁶ N 267. p.

⁹⁷ La reconquête de la région de Sirmium est datée de 1181 par Г. Г. Литаврин, *Болгария и Византия в XI-XII вв.* Москва, 1960. 429. p.; С. Чирковъгъ, *Историйе Босне.* Београд, 1964. 47. p.; СМН. 245. p.

⁹⁸ G 152, 435, 471, 792. pp.

aurait été évident : il fallait que le roi hongrois se sente couvert du côté ouest au cours des actions byzantines.⁹⁹

Les échecs subis dans la politique extérieure en Asie Mineure et sur la péninsule des Balkans contribuèrent largement à l'aggravation de la crise de politique intérieure due au changement de souverain. Bien que le fils de Manuel, Alexis II, âgé de 11 ans, soit monté sur le trône à l'automne de 1180, le pouvoir réel appartenait à l'impératrice mère Marie, antérieurement nommée par Manuel tutrice de son fils et de l'empire. Auprès de Marie, il y avait un conseil de régence composé de 12 membres : parmi eux, se trouvait Alexis, le fils du frère de Manuel, Andronic. Alexis, qui avait le titre de protosébastos, en tant que favori de l'impératrice veuve, s'assurait rapidement la direction des affaires de l'État. La veuve et le protosébastos aspiraient tous deux au pouvoir absolu et, non seulement Alexis II fut mis à l'écart, mais de nombreux dignitaires influents de l'époque de Manuel également. C'est pourquoi, les mécontents — sous prétexte de la défense des intérêts d'Alexis II — montèrent un complot pour obtenir le pouvoir ou bien les positions de puissance, en évinçant la veuve et en tuant le protosébastos. Sous la conduite de Marie, la fille de Manuel mise à l'écart, et de son mari, une révolte éclata dans la capitale byzantine au printemps de 1181. Il y avait un équilibre des forces entre les partisans du protosébastos soutenus par les marchands latins (c'est-à-dire occidentaux) et les mercenaires, et les groupes de la capitale qui étaient du côté des conjurés. C'est pourquoi la décision ne fut pas prise au printemps de 1181 et les dirigeants des deux partis conclurent un accord de compromis. C'est alors qu'intervint l'éternel rival de Manuel, son cousin Andronic, qui était étroitement lié aux chefs de la conspiration contre le protosébastos. Andronic, après avoir prêté serment de fidélité à Manuel, au cours de l'été de 1180, devint gouverneur d'une province lointaine. A l'automne de 1181, il défila contre Constantinople à la tête d'une petite armée : il s'afficha en protecteur d'Alexis II, et engagea un combat contre le protosébastos. Au printemps de 1182, la flotte byzantine joignit son armée à Chalcédoine et cela constitua un tournant décisif. Au début de mai 1182, Andronic entra dans la ville impériale qui se rendit sans résistance après qu'on eut livré le protosébastos à Andronic et qu'un pogrom sanglant eut liquidé les dizaines de milliers de Latins de la capitale. A la mi-mai, on couronna de nouveau Alexis II empereur, et Andronic, en tant que régent, fut nommé tuteur de l'empereur enfant. Andronic se conduisit en maître souverain, évinça du pouvoir l'impératrice veuve; il jeta en prison ses anciens alliés, la fille de Manuel et son mari, où il les fit assassiner au cours de l'été de 1182.¹⁰⁰

La nouvelle période de l'expansion hongroise contre Byzance se situe à cette époque-là. Nous apprenons par des sources occidentales qu'en 1182 « Béla, roi de

⁹⁹ DEÉR, op. cit. 154. p.

¹⁰⁰ Pour tout cela, voir K. H. ЮЗВАШЯН, *Классовая борьба в Византии в 1180-1204 гг. и четвертый крестовый поход*. Ереван 1957, 12-28. pp.; 1957. 12-28. pp.; ТИЦЕВ, op. cit. 25-32. pp.; JUREWICU, *Andronik I. Komnenos*. Warszawa, 1952. 92-101. pp.; СМН 243-244. pp.; Ист. Виз. 332-334. pp.; НЕЧТ, op. cit. 10-29. pp.; BRAND, op. cit. 28-45. pp.

Hongrie, occupa les châteaux et les villes des Grecs en Bulgarie». D'après l'information donnée par Nicétas Choniates, il est clair que le souverain hongrois — probablement à l'automne de 1182 — s'empara des deux points forts de Byzance sur le Danube : Belgrade et Branichevo.¹⁰¹ En 1183, Béla III poursuivait ses conquêtes lorsque — s'alliant à Etienne Nemanja, souverain des Serbes de Rascie luttant pour leur indépendance — il occupa Nich et Sofia.¹⁰² Le renseignement donné par une des sources occidentales selon lequel « Béla, roi de Hongrie, ravage de nouveau la terre des Grecs avec une armée puissante » est confirmé par Nicétas qui dit qu'à l'automne de 1183, les chefs de guerre byzantins, Alexis Branas et Andronic Lapardas, se battaient contre le souverain hongrois dans la région des villes de Nich et de Branichevo.¹⁰³ Nous sommes informés de l'occupation de Sofia par les Hongrois dans la biographie de saint Ivan de Rila.¹⁰⁴ Dans la littérature spécialisée de Hongrie, l'opinion suivante est devenue dominante : dans ces campagnes, Béla III aurait été conduit par la reconnaissance du danger qui menaçait de la part d'Andronic la famille de Manuel, surtout Alexis II et l'impératrice veuve. C'est pourquoi Béla — dans l'esprit de son serment prêté à Manuel — ne resta pas inactif, partit à l'attaque pour vaincre Andronic et pour assurer le pouvoir à la veuve et au fils de Manuel. Selon cette conception, l'objectif du roi hongrois n'était pas la conquête, puisqu'il se mit en guerre au su et à la demande de la veuve de Manuel.¹⁰⁵

Cependant, les sources ne justifient pas entièrement cette conception. Béla III était en liaison avec Marie, l'impératrice mère évincée du pouvoir par Andronic après le mois de mai 1182. Alors, l'impératrice veuve s'adressa à Béla et demanda son aide contre Andronic. Cela apparaît du travers du renseignement donné par Nicétas selon lequel Andronic accusa la veuve de Manuel « d'avoir encouragé Béla, roi de Ungria [c'est-à-dire de Hongrie] en lui faisant la grande promesse de ravager Branichevo et Belgrade ». ¹⁰⁶ Il était évident que Béla III — profitant de la situation avantageuse due aux luttes pour le pouvoir à Byzance — prétendait conquérir des territoires byzantins. Notre conception est justifiée par ce qu'Andronic fit condamner à mort, dans le nouveau procès, la veuve emprisonnée, comme « la traîtresse des villes et des terres » de Byzance.¹⁰⁷ Autrement dit, Marie aurait été prête à reconnaître et à satisfaire les

¹⁰¹ G 792. p.; N 267. p.

¹⁰² Même prise de position par PAULER, op. cit. I. 327. p. Лиречек, 1952. 152. p.; JUREWICZ, op. cit. 121. p.; В. ЗЛАТАРСКИ, История на Българската държава през средните векове II-III. Ред. Д. Ангелов. София, 1972. II. 423. p. — L'armée du ban de Bosnie, Kulin, se battait aussi avec les armées alliées hungaro-serbes. Il est possible — bien que nous n'ayons pas de données relatives à ce point — qu'à la suite de l'occupation de la Dalmatie et du pays de Sirmium, au début des années 1180, Béla III ait obligé la Bosnie à reconnaître son pouvoir (voir Нирковитѣ, op. cit. 47. p.; opinion différente de KLAČ, N., *Povijest Hrvata u razvijenom srednjem vijeku*. Zagreb, 1976. 458. p.).

¹⁰³ G 792. p.; N 277. p.

¹⁰⁴ Й. ИВАНОВ, Жития на св. Ивана Рилски. Год на Соф. Унив. инст. фил. фак. XXXII. 13/1936/107. p.

¹⁰⁵ DEER, op. cit. 155-156. pp.; MORAVCSIK 1953. 90. p.; MORAVCSIK, GY., *Byzantium and the Magyars*. Budapest, 1970. (ci-dessous : MORAVCSIK 1970) 91-92. pp.; KERBL, R., *Byzantinische Prinzessinnen in Ungarn zwischen 1050-1200 und ihr Einfluss auf das Arpadenköningreich*. Wien, 1979. 146. p.

¹⁰⁶ N 276. p.

¹⁰⁷ N 268. p.

exigences expansionnistes hongroises relatives à certains territoires byzantins en échange de l'aide contre Andronic. Après que le régent eut fait signer à l'enfant Alexis II la condamnation à mort de sa propre mère, la veuve — peut-être à la fin de 1183 — fut exécutée.¹⁰⁸ L'attaque hongroise ne pouvait donc pas barrer le chemin aux événements de Constantinople; bien au contraire, elle accéléra la perte de la famille de Manuel. Les armées de Béla se trouvaient dans la région de Nich, à l'automne de 1183,¹⁰⁹ quand Andronic — après avoir été élu co-empereur en septembre — fit assassiner Alexis II au début d'octobre. Il devint ainsi l'empereur absolu de Byzance.¹¹⁰ Par la suite, les armées conduites par Alexis Branas repoussèrent les troupes hongroises dans la région de Belgrade et de Branichevo.¹¹¹

En 1184, Béla III ne s'attaqua pas aux territoires byzantins. Selon certains, la cause en était une trêve conclue entre Béla et Andronic. Le fait que Venise entrât en guerre contre le souverain hongrois en 1184, en Dalmatie, l'aurait poussé à conclure cette trêve.¹¹² Mais, dans les sources, nous ne trouvons aucune trace d'une trêve entre la Hongrie et Byzance. Mieux, nous savons aussi que la flotte de Venise tenta de reconquérir la ville de Zara en 1187 et non pas en 1184. Selon une autre conception, la mort de sa femme aurait empêché Béla d'entrer en guerre contre Byzance en 1184.¹¹³ Il est impossible de ne pas prendre en considération cet élément, bien que nous ne connaissons pas l'année de la mort d'Agnès de Châtillon.¹¹⁴ Nous pensons qu'il s'agit simplement du fait que, d'une part, les succès de l'armée d'Alexis Branas au tournant de 1183-1184, d'autre part les guerres ininterrompues depuis 1180 et les lourds fardeaux qu'elles occasionnaient — qui épuisaient au plus haut point le pays — poussèrent le roi à cesser les actions militaires.

Cependant, la trêve survenue ne dura pas longtemps. Il est aussi possible que Béla III, au printemps de 1185 — profitant de la situation due aux luttes intérieures à Byzance — poussât ses conquêtes au détriment des Byzantins dans la vallée de la rivière Morava. Les sources byzantines n'en parlent pas, mais, selon des sources occidentales, cette hypothèse semble être admissible. Dans sa Geste, Ansbertus raconte qu'à l'époque d'Andronic, « pendant que le roi de Hongrie et d'autres souverains

¹⁰⁸ N 268-269. pp. — La mort de Marie est située à la fin de 1182 par LAURENT, op. cit. 118. p.; HECHT, op. cit. 29. p.; JURÉWICZ, op. cit. 152. p. donne la date août 1183.

¹⁰⁹ N 277. p.

¹¹⁰ HECHT, op. cit. 29. p.; BRAND, op. cit. 49. p.

¹¹¹ Au printemps de 1184, Alexis Branas a quitté la région de Branichevo pour aller en Asie Mineure y réprimer une révolte (N 280. p.; HECHT, op. cit. 52. p.). Il est possible qu'à cette époque, Branichevo fût à nouveau aux mains des Byzantins. A ce sujet, voir KALIĆ, J.-FERJANČIĆ, B.-RADOŠEVIĆ, N.-MAKSIMOVIĆ, *Fontes Byzantini historiam populorum Jugoslaviae spectantes IV*. Beograd, 1971. (ci-dessous : *Fontes*) 153. p. note 160.

¹¹² C'est l'opinion de HECHT, op. cit. 44, 75. pp.

¹¹³ MORAVCSIK, Gy., III. Béla és a bizánci birodalom Mánuel halála után. *Századok* (Pótfüzet), 1933. (ci-dessous : MORAVCSIK 1933) 523. p. note 2.

¹¹⁴ VÁROSY, op. cit. 880. p.; DEÉR, op. cit. 160. p.; MORAVCSIK 1933, 523. p.; HÓMAN 1939, 412. p.; DÜMMERTH, D., *Az Árpádok nyomában*. Budapest, 1977. 366. p.

revendiquaient des territoires contigus, l'armée du roi d'Apulia [c'est-à-dire de Sicile et d'Italie du Sud] ravageait les villes littorales de Grèce ». Selon une autre source, après l'assassinat d'Alexis II, bien des souverains entrèrent en guerre contre Andronic. « C'est que l'excellent roi de Sicile, Guillaume, avait envoyé... une grande armée en Grèce et occupa Dyrrachium... la ville de Thessalonique... l'excellent roi de Hongrie, Béla, avait également attaqué la Grèce avec une grande armée et en avait occupé autant. » La chronique du prêtre Magnus, du XII^e siècle, nous raconte que « quand le roi de Sicile et le roi de Hongrie entrèrent en guerre contre lui [c'est-à-dire contre Andronic], tout le peuple jura la perte d'Andronic ». ¹¹⁵ D'après les informations de nos sources, nous pouvons croire que, vers la fin de cette attaque de Béla III, une invasion normande de grande envergure fut lancée contre l'empire de Byzance. ¹¹⁶ La flotte de Guillaume II composée de plus de 200 bateaux et son armée comptant 80 000 hommes partirent en guerre contre Byzance, le 11 juin 1185. Après l'occupation de Dyrrachium, les Normands marchèrent sur Thessalonique dont le siège commença le 15 août par terre et par mer. Le 24 août, la deuxième ville de l'empire tombait aux mains des Normands. Puis, l'armée de Guillaume II se dirigea vers Constantinople. Officiellement, les Normands proclamaient qu'ils voulaient aider Alexis II Comnène, resté en vie, à regagner le trône d'Andronic. (En réalité, il s'agissait d'un faux Alexis II.) Mais le véritable but de Guillaume II était l'occupation de l'empire et l'acquisition de la couronne impériale et le fait que de nombreux émigrés byzantins lui demandèrent de l'aide contre Andronic allait dans le sens de ses ambitions. ¹¹⁷

Eustathe, métropolitain de Thessalonique, dans son ouvrage écrit sur la prise de la ville par les Normands rend compte du fait qu'après l'assassinat d'Alexis II, les dignitaires byzantins demandèrent de l'aide à plusieurs souverains de l'est et de l'ouest contre Andronic, parmi eux, se trouvait également le roi de Hongrie. ¹¹⁸ Les données des sources occidentales et byzantines démontrent donc que Béla III — comme dans les années 1182-1183 — profita des difficultés intérieures de l'empire grec pour occuper des territoires byzantins au cours du printemps et de l'été de 1185. Probablement à cette époque, la vallée de la rivière Morava, Nich et peut-être Sofia tombèrent de nouveau aux mains des Hongrois. ¹¹⁹

Une partie considérable de la littérature spécialisée nationale et internationale affirme que Béla III voulait se procurer la couronne impériale de Byzance en 1185.

¹¹⁵ G 293, 257, 1489. pp. — Voir encore G 690. p.

¹¹⁶ Opinion identique chez JUREWICZ, op. cit. 128-129. pp.

¹¹⁷ Pour ces événements, voir CHALANDON 1907. 401-412. pp.; JUREWICZ, op. cit. 127-130. pp.; HECHT, op. cit. 68-73, 80-86. pp.; BRAND, op. cit. 163-165. pp.

¹¹⁸ KYRIADIKIS, S., *Eustazio di Tessalonica. La espugnazione de Tessalonica*. Palermo, 1961. 56. p.

¹¹⁹ L'étendue territoriale de l'occupation hongroise est tout à fait incertaine, car les sources n'en parlent pas. Mais nous ne pouvons accepter l'opinion selon laquelle Béla III aurait occupé pendant trois ans, à partir de 1183, la vallée de la Morava, les villes de Nich et de Sofia (voir MORAVCSIK 1933, 523, 526-527. pp.; HÓMAN 1939. 412. p.; URBANSKY, op. cit. 122. p.) car, au printemps de 1184, Branichevo aussi était aux mains des Byzantins (N 280. p.).

Pour réaliser ce projet, il aurait demandé en mariage la sœur de l'empereur Manuel, Théodora, déjà vieille matrone vivant dans un monastère sous les ordres d'Andronic I. Selon cette conception, Béla avait l'intention — en s'assurant une base de droit légale pour le trône par un mariage avec une femme de la dynastie des Comnènes — de provoquer la chute de l'illégitime Andronic avec l'aide de ses partisans byzantins et, ensuite, de devenir le souverain légitime de Byzance. Le projet de mariage échoua en raison de la résistance du synode de Constantinople car celui-ci, dans une de ses définitions prise sous le règne d'Isaac II parvenu entretemps au trône, ne permit pas à Théodora de retourner à la vie laïque. Il semble que cela eut empêché le roi de Hongrie — en ravivant le projet de Manuel pour une union personnelle hungaro-byzantine — de monter sur le trône de Byzance.¹²⁰

On n'a qu'une seule source qui permette d'accepter cette conception d'une haute importance : la définition du synode prise à la fin de 1185. Le synode de Constantinople n'autorisa pas Théodora Comnène, veuve d'Andronic Lapardas à retourner à la vie laïque et à épouser le roi de Hongrie.¹²¹ Des recherches récentes ont démontré que, dans cette affaire, il s'agissait de la petite-fille de Manuel appelée Théodora et non pas de sa sœur. La grand-mère même était déjà morte dès avant 1157.¹²² A notre avis, il n'est pas possible, sur la base d'une telle source, d'attribuer à Béla III des aspirations à l'union personnelle.

A notre avis, la tentative de mariage à Byzance de Béla III devenu veuf était autrement en rapport avec les événements de la deuxième moitié du 1185. A la fin du mois d'août 1185, l'empire byzantin se trouvait dans une situation critique, car l'invasion normande menaçait directement Constantinople. A l'approche des armées de Guillaume II, une révolte éclata dans la capitale qui fit échouer Andronic et, le 12 septembre, fit monter sur le trône Isaac Ange. Isaac II mobilisa toutes les forces possibles contre les Normands sous la conduite de l'excellent chef de guerre Alexis Branas.¹²³ En même temps, pour s'assurer les territoires byzantins des Balkans du Nord, le basileus entama des négociations avec Béla III et, par l'intermédiaire de ses ambassadeurs, il demanda la fille du roi hongrois, âgée de 10 ans, en mariage.¹²⁴ Béla III, qui craignait certainement le changement des rapports de forces dans les Balkans au cas où les Normands occuperaient Byzance, répondit aux avances du nouveau

¹²⁰ Ainsi pensent par exemple MORAVCSIK 1933. 523-526. p.; HÓMAN 1939. 412. p.; LAURENT, op. cit. 118. p.; URBANSKY, op. cit. 122. p.; OBOLENSKY, op. cit. 162. p.

¹²¹ MIGNE, J. P., *Patrologia. Series Graeca* 137. col. 1132. B-C. — Pour la datation, voir GRUMEL, V., *Les registres des actes du patriarcat de Constantinople I. Les actes des patriarches, Fasc. III. Les registres de 1043 à 1206.* 1947. 176. p.

¹²² STIERNON, L., *Notes de titulaire et de prosopographie byzantines. Theodora Comnène et Andronic Lapardas sébastes.* *Revue des Etudes Byzantines*, 1966. 94-95. pp.; KERBL, op. cit. 148-150. pp.

¹²³ HECHT, op. cit. 85-86. pp.; BRAND, op. cit. 70. p.; OSTROGORSKY 1969. 424. p.

¹²⁴ N 368. p. — Selon Ansbertus, l'empereur Isaac « a épousé la fille du roi de Hongrie Béla pour renforcer son pays » (G 294. p.). Cette donnée souligne expressément que le mariage servait le renforcement de la situation d'Isaac II et attire l'attention — au moins concernant Byzance — sur l'arrière-plan politique de la relation dynastique.

basileus. Fondée sur les liaisons d'intérêt, à l'automne de 1185, une alliance hungaro-byzantine fut conclue.¹²⁵ Béla III et Isaac II convinrent que l'empereur de Byzance épouserait Marguerite, la fille du roi de Hongrie, et qu'il recevrait en dot les territoires byzantins occupés par les Hongrois.¹²⁶ En échange, il est probable qu'Isaac II renonça officiellement à la Dalmatie et au pays de Sirmium qui appartenaient depuis des années aux Hongrois.¹²⁷ Au moment de la conclusion de l'accord, Béla renouvela son serment prêté en 1172 à Sofia, serment qui était actuel en raison de la politique anti-Byzantine du souverain Nemanja.¹²⁸ Nous pensons que le roi Béla demanda la main d'une parente âgée d'une trentaine d'années de l'empereur de Manuel, à cette époque, donc à l'automne de 1185. Mais le synode de Constantinople, en se basant strictement sur des préceptes de droit canonique — étant donné que Théodora était déjà religieuse ordonnée et ne pouvait se marier — « ne permit pas qu'elle [Théodora] changeât de vie et qu'elle épousât le roi de Hongrie ».¹²⁹

Cependant, pour l'évolution des relations hungaro-byzantines tout cela n'était en aucune façon désavantageux. L'accord hungaro-byzantin rendit possible que les Grecs puissent retourner toutes leurs forces contre les Normands. L'armée d'Alexis Branas infligea une défaite décisive aux armées de Guillaume II, le 7 novembre 1185, et ce fut un tournant de l'histoire de la guerre. A la fin de l'année, Guillaume II se retira

¹²⁵ Le roi de Sicile Guillaume II avait de vastes projets expansionnistes. Il prétendait non seulement à l'occupation de l'empire byzantin, mais il voulait aussi étendre la domination des Normands de l'Italie du Sud en Orient et en Afrique. Pour réaliser sans difficulté ses visées territoriales, il se rapprocha de Frédéric Barberousse. Le résultat en fut une relation dynastique germano-normande : le fils aîné de Frédéric, Henri, déjà couronné héritier de l'empereur en 1169, est fiancé, à l'automne de 1184 à Constance, héritière désignée du royaume normand. De telle manière, Guillaume II voulait couvrir son pays du côté ouest durant la guerre contre Byzance. L'hypothèse n'est pas sans fondement selon laquelle l'alliance réalisée à l'automne de 1185 entre les Hongrois et les Byzantins était destinée à contrebalancer l'alliance germano-normande. Pour tout cela, voir CHALANDON 190. 385-389. pp. ; GUILLAND, R., Byzance et les Balkans sous le règne d'Isaac II Ange (1185-1195). *Actes du XI^e Congrès d'Études byzantines* II. Beograd, 1964. 125. p. ; HAMPE, op. cit. 210-212. ; JORDAN, op. cit. 157. p.

¹²⁶ THEINER, A., *Vetera monumenta Slavorum meridionalium historiam illustrantia*. . . I. Romae, 1863. 36. p. Voir encore CD II. 437. p. — Les renseignements des Annales de Presbourg disent qu'on a envoyé Euphrosyne emprisonnée à Branichevo en 1186, en exil de Byzance en 1187 (SRH I. 127. p.). Peut-être s'agissait-il du fait que Béla III avait pu — vers 1177 — envoyé en exil Euphrosyne emprisonnée à Byzance pour Branichevo en 1186. Il est évident que l'exil a commencé lorsque Branichevo a été remise aux Byzantins en 1186. La même année, la mère du roi a pris le voile chez les johannites de Jérusalem (CD II. 230. p.). Pour son sort ultérieur, voir GYÖRFFY, GY., A szávaszentdemeteri görög monostor XII. századi birtokösszeírása. *A Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi-történelmi Osztályának Közleményei* II. 1952. 349. p.

¹²⁷ Il faut reconnaître qu'aucune source ne mentionne cet événement. C'est pourquoi il existe une conception selon laquelle Byzance n'a pas renoncé aux territoires en question, surtout pas à la Dalmatie (Њ. ФЕРЛУГА, *Византиска управа у Далмацији*. Beograd, 1957. 147. p.). Mais nous pensons que le point de vue de ceux qui acceptent qu'Isaac II se trouvant dans une situation extrêmement critique a dû prendre acte des rapports réellement établis et les accepter pour s'assurer de l'alliance hongroise est mieux fondé (MORAVCSIK 1933. 527. p. ; URBANSKY, op. cit. 123. p.).

¹²⁸ DARROUZES, op. cit. 343. p.

¹²⁹ Voir note 121.

des Balkans.¹³⁰ Et Isaac Ange épousa la fille de Béla, Marguerite, au tournant de 1185-1186.¹³¹

A la même époque, Béla III demanda en mariage au roi d'Angleterre, Henri II, sa petite-fille, Mathilde, fille d'Henri le Lion, duc allemand. Comme à la cour royale d'Angleterre on n'avait pas favorablement accueilli la proposition de Béla, le roi de Hongrie demanda la main de la sœur du roi de France Philippe II, Marguerite Capet. Au cours de l'été de 1186, ce mariage fut en effet contracté.¹³² On peut supposer que Béla III voulut s'assurer un allié potentiel, avec cette relation dynastique, en la personne du roi de France, de l'autre côté de l'empire germanique.¹³³ A cette époque, la politique expansionniste de Béla vers l'Ouest détériora les relations germano-hongroises, car le roi de Hongrie revendiquait une partie du duché de Styrie. Dans le débat territorial, non seulement l'allié de la Styrie, le duc d'Autriche, mais, en 1187, l'empereur Frédéric I^{er} prirent parti contre Béla.¹³⁴

En 1187, Béla III avait également à lutter en Dalmatie. Venise, après avoir réglé ses relations avec l'empire byzantin au début de 1187,¹³⁵ à l'automne de 1187, fit la tentative pour reprendre la ville de Zara. Mais la flotte du doge Orio Malipiero dut se retirer sans résultat de Zara renforcée par les Hongrois.¹³⁶ En 1188, en raison de l'attaque de Saladin, les intérêts orientaux de Venise furent eux aussi menacés.¹³⁷ C'est pourquoi le doge conclut cette année-là une trêve de 2 ans avec le roi de Hongrie et cette trêve sera renouvelée en 1190.¹³⁸ C'est peut-être au début de 1192, que la trêve fut prorogée.¹³⁹ Le nouveau doge de Venise, Enrico Dandolo, partit pourtant en guerre pour reprendre Zara au tournant de 1192-1193, mais les Vénitiens échouèrent de nouveau, et Zara continua de rester sous la domination des Hongrois.¹⁴⁰ En 1194, Béla III mit son fils aîné, Imre, qui avait été constitué son héritier en 1182 et couronné, à la tête de la Croatie et de la Dalmatie.¹⁴¹ Par cela, il voulait renforcer la position d'Imre contre les aspirations au pouvoir du prince André qui venait de perdre le trône de Galicie.¹⁴²

Les actions visant l'occupation de la principauté et l'intervention des seigneurs hongrois en Galicie prirent forme à la fin des années 1180. Parmi les souverains hongrois, Béla III fut le premier à faire la tentative de conquérir des territoires russes

¹³⁰ CHALANDON 1907. 413. p.; BRAND, op. cit. 170-171. pp.; OSTROGORSKY, 1969. 426. p.

¹³¹ N 368. p.; G 62, 294, 1054. pp.; SRH I 127. p.

¹³² G 581, 1034, 1054, 1101, 2032, 2059. pp.

¹³³ LAURENT, op. cit. 123. p.; VAJAY, SZ., *Az Árpád-kor uralmi szimbolikája. Középkori kútfüink kritikus kérdései*. Réd. HORVÁTH, J. et SZÉKELY, GY. Budapest, 1974. 371. p. note 126.

¹³⁴ CD VII/4. 67. p. — Voir encore PAULER, op. cit. 261-263. pp.

¹³⁵ Н. П. СОКОЛОВ, *Образование венецианской колониальной империи*. Саратов, 1963. 310. p.

¹³⁶ Voir note 95.

¹³⁷ СОКОЛОВ, op. cit. 330. p.

¹³⁸ G 62, 700, 2183. pp.

¹³⁹ SISIC, F., *Povijest Hrvata za kraljeva is Arpadivica (1102-1301)* I. Zagreb, 1944. 107. p.

¹⁴⁰ G 62, 2183. pp.

¹⁴¹ C II. 267, 269, pp.

¹⁴² PAULER, op. cit. II. 8. p. Une autre explication du gouvernement serbo-dalmate du prince Imre par KRISTÓ, GY., *A feudális széttagolódás Magyarországon*. Budapest, 1979. 55. p.

(de Galicie),¹⁴³ et il commença ainsi l'expansion territoriale dans une nouvelle direction, vers le nord-est. Là aussi, le roi de Hongrie saisit l'occasion des luttes intérieures pour le pouvoir et pour le trône pour s'acquérir une des principautés russes les plus importantes, la Galicie. En 1187, mourût le prince Jaroslav, un de ses fils, Oleg, monta sur le trône, à qui succéda bientôt son frère Vladimir.¹⁴⁴ Mais, en 1188, le souverain de Volhynie Roman déchet Vladimir de son principat et celui-ci se réfugia en Hongrie et demanda l'aide de Béla III pour reprendre son trône. Le roi de Hongrie — en amenant Vladimir avec lui — entra en Galicie avec une armée, mais Roman avait fui devant lui. Béla III s'empara facilement de la Galicie à la tête de laquelle il mit son fils puiné André et non pas Vladimir. Il ramena Vladimir en Hongrie et le jeta en prison avec sa famille. André et ses alliés de Galicie avaient d'abord repoussé la tentative de Roman et, en 1189, avec l'aide de l'armée envoyée par Béla III, ils avaient repoussé avec succès l'agression de Rostislav de Smolensk. Pendant ce temps-là, en raison des brutalités des Hongrois et des lourds impôts, le règne d'André devenait de plus en plus détestable en Galicie. Dans la première moitié de 1190, Vladimir réussit à sortir de prison avec sa famille et il se réfugia à la cour impériale germanique.¹⁴⁵ En l'absence de l'empereur Frédéric I^{er}, son fils aîné, le duc Henri était le régent, mais lui — car il ne voulait pas s'engager dans un conflit avec Béla — ne prêta pas directement appui à Vladimir, mais invita le roi de Pologne Casimir à l'aider à retourner dans sa principauté.¹⁴⁶ Avec l'aide de l'armée polonaise, au début d'août 1190, Vladimir regagna effectivement son trône et le prince André fut obligé de s'enfuir de Galicie.¹⁴⁷ Béla, à qui les chartes dalmates donnait déjà le titre de roi de Galicie,¹⁴⁸ en raison de ces événements, ne put éviter le conflit avec le roi de Pologne : un traité de paix mit fin au conflit hungaro-polonais en 1193.¹⁴⁹

A l'époque de la conquête de la Galicie par Béla III — à la différence des années 1150 — des différends religieux se manifestaient également entre les Hongrois et les Russes.¹⁵⁰ Il est possible que ce fait, de la part des seigneurs féodaux, ait été en rapport avec la politique papale dont l'objectif était de faire passer sous l'autorité de l'Église catholique romaine les Russes schismatiques.¹⁵¹ Le clergé catholique hongrois, à l'époque de Béla III également, était fermement à l'opposé de l'Église orthodoxe grecque. Cela est démontré par le fait que Béla ne réussit pas à implanter en Hongrie le culte de Saint Ivan de Rila, ermite d'origine bulgare appartenant à l'Église d'Orient, et

¹⁴³ В. Пашуто, *Внешняя политика Древней Руси*. Москва, 1968. 180. p.

¹⁴⁴ Пашуто, op. cit. 161. 180. pp.

¹⁴⁵ HODINKA, A., *Az orosz évkönyvek magyar vonatkozásai*. Budapest, 1916. 288-303. pp.

¹⁴⁶ Le souverain polonais s'est justement soumis à la suite de l'attaque des armées d'Henri, en 1184, et a reconnu la suzeraineté allemande (PELZER, op. cit. 50. p.).

¹⁴⁷ HODINKA, op. cit. 303. p.; G 1078, 1313, 1602, 2290-2291. pp. - Parmi les soldats du château, se trouvait aussi Ceka, qui luttait en Galicie, élevé par Béla III au rang de servant royal (serviens regis) (SZENTPÉTERY, I., *Az Árpád-házi királyok okleveleinek kritikai jegyzéke II/1*. Budapest, 1943. n° 1829).

¹⁴⁸ C II n° 217 et 231.

¹⁴⁹ G 1313, 1603. pp. — Voir encore G 669, 1078, 2291. pp.

¹⁵⁰ HODINKA, op. cit. 297, 301. pp.

¹⁵¹ ET 103. p.

ce en raison de la résistance de l'archevêque d'Esztergom entre 1183-1187.¹⁵² Au début des années 1190, l'archevêque d'Esztergom, Job, entretint une polémique dogmatique avec Isaac II, où le prélat hongrois représentait la conception de l'Église catholique et la défendait contre les convictions orthodoxes de l'empereur.¹⁵³ Dans la deuxième période du règne de Béla III, la cour royale et la curie entretenaient de bonnes relations. Il en résulte que la canonisation du roi Ladislas I^{er} (1077-1095), en 1192, se fit avec l'autorisation du pape.¹⁵⁴ On connaissait probablement la bonne relation entre le pape et le roi à Byzance également, et nous pouvons expliquer de la sorte qu'en 1193, le basileus cherchât à recourir aux bons offices du pape pour régler le conflit hungaro-byzantin.¹⁵⁵

Malgré tout cela, nous trouvons trop exagérées les affirmations selon lesquelles le roi de Hongrie servait la politique papale en occupant la Galicie et, d'une manière générale par toute sa politique extérieure, que ses guerres de conquête « favorisaient les aspirations à la domination mondiale du pape », car « un des traits saillants de sa politique étrangère . . . était l'adaptation à la politique papale ».¹⁵⁶ Nous ne croyons pas que Béla III ait été un des plus importants partisans des aspirations à la domination mondiale de la papauté à cette époque,¹⁵⁷ et il n'est pas justifiable non plus que, sous son règne, ait augmenté « l'influence directe des papes . . . dans les affaires intérieures du pays ».¹⁵⁸ Le roi de Hongrie qui, dans l'intérêt du renforcement de sa souveraineté, acceptait le conflit non seulement avec les dirigeants ecclésiastiques du pays, mais avec le pape aussi, dans sa politique extérieure, prenait en considération avant tout les intérêts des seigneurs hongrois. Et sa tentative de répandre le culte du saint orthodoxe ne pouvait pas s'ajouter non plus aux aspirations papales. Dans la croisade prêchée par le pape romain, Béla III rejoint à l'empereur byzantin en 1189 dans la querelle qui tournait à des hostilités entre Frédéric I^{er} et Isaac II. La politique papale ne réussit pas à entraîner la Hongrie dans la troisième croisade, pourtant le marquis Conrad de Montferrat, qui dirigeait la défense des territoires croisés contre les attaques de

¹⁵² En fin de compte, le souverain hongrois a renvoyé les reliques de Saint Ivan de Rila à Sofia en 1187. (ИВАНОВ, op. cit. 107. p.; G 707. p.). — Naturellement, l'affirmation selon laquelle le transport des reliques du saint de Rila à Esztergom aurait servi à la création de l'union entre l'Église d'Orient et d'Occident n'est pas justifiable (cf. BÖDEY, J., Rilai Szent Iván legendájának magyar vonatkozásai. *Egyetemes Philológiai Közlöny*, 1940. 218-220. pp.). D'ailleurs, la conception est erronée selon laquelle Étienne II aurait apporté les reliques de Saint Ivan de Rila d'abord en Hongrie en 1127 et qu'ensuite Béla II les aurait renvoyées en 1137 à Sofia (voir MORAVCSIK 1953. 90. p.; TIMKÓ, I., *Keleti kereszténység, keleti egyházak*. Budapest, 1971. 410. p.). On n'a apporté et renvoyé les reliques du saint bulgare qu'une seule fois, et cela sous le règne de Béla III. A ce sujet, voir MAKK, F., *Der ungarische Staat und Byzanz in der heimischen Forschung des letzten Jahrzehntes. Acta Universitatis de Attila József nominatae. Acta Antiqua et Archaeologica XXXIII. Fasc. 1. Szeged, 1981. 30. p.*

¹⁵³ DARROUZES, op. cit. 190-201. pp.

¹⁵⁴ PAULER, op. cit. I. 362. p.; MARCZALI, op. cit. 131. p.

¹⁵⁵ DARROUZES, op. cit. 343-345. pp.

¹⁵⁶ ET 103, 105. pp.

¹⁵⁷ Voir BARTHA, op. cit. 118. p.

¹⁵⁸ ET 103. p.; LEDERER, E., *Az egyház szerepe az Árpád-kori Magyarországon. Századok*. 1949. 85.

p.

Saladin, demanda l'aide du souverain hongrois également et, dans sa lettre, appela Béla lui-même à entrer en guerre.¹⁵⁹

Dans ces années-là, les États des croisés latins étaient beaucoup plus sérieusement menacés qu'auparavant. Le sultan Saladin, qui avait unifié l'Égypte et la Syrie en 1174, infligea une défaite catastrophique aux armées unies des États croisés, à Hattin, en juillet 1187. Au cours de l'automne de 1187, le sultan occupa Jérusalem également. Le pape Grégoire VIII invita les souverains occidentaux à entrer « en guerre sainte » contre les musulmans. Frédéric Barberousse se décida, au printemps de 1188, à prendre la croix.¹⁶⁰ Son immense armée d'environ 100 000 hommes traversa la Hongrie en juin 1189.¹⁶¹ Que les rapports entre les deux États fussent assez tendus est démontré par le fait que Béla III jugeait dangereux le passage des croisés de Barberousse du point de vue de son propre pouvoir royal.¹⁶² Le souverain hongrois, pour éviter tout conflit, accueillit très amicalement l'empereur romain-germanique et, pour aider le passage dans la péninsule des Balkans, il mit à la disposition de Frédéric une petite unité. C'est à cette époque que le roi mit le prince Géza en liberté, qui partit probablement pour Byzance avec les croisés.¹⁶³ Les deux souverains travaillaient à la sécurité de leur propre pays quand ils fiancèrent, en juin 1189, une des filles de Béla III au fils puiné de Barberousse, Frédéric duc de Souabe.¹⁶⁴

Sur territoire byzantin, le rapport entre les croisés et les Grecs devint extrêmement tendu. A cause de Frédéric I^{er}, Isaac II avait peur pour son trône et pour son empire, c'est pourquoi il conclut une alliance avec le sultan Saladin contre les croisés et empêcha par tous les moyens l'armée des croisés de traverser les Balkans. En même temps, Barberousse négociait la campagne contre Byzance avec les dirigeants bulgares et serbes. Frédéric I^{er} commença à faire les préparatifs d'un siège pour prendre Constantinople au printemps de 1190.¹⁶⁵ Béla III essayait de servir d'intermédiaire entre les deux empereurs et, en faisant pression sur les deux,¹⁶⁶ il

¹⁵⁹ WENZEL, Gy., *Árpád-kori új okmánytár I.* Pest, 1860. 83-84. pp.

¹⁶⁰ ÁLDÁSY, A.: *A keresztes hadjáratok története.* Budapest, 1924. 53-59. pp.; GROUSSET, R., *Histoire des Croisades et du royaume franc de Jérusalem II.* Paris, 1935. 605-621. pp.; RUNCIMAN, St., *Geschichte der Kreuzzüge II.* 1958. 414-457. pp.

¹⁶¹ PAULER, op. cit. 2-3. pp.

¹⁶² G 188, 292, 792. pp.

¹⁶³ G 305. p. — Nous ne connaissons pas la suite du sort du prince Géza. Il est probable qu'il épousa une princesse byzantine (MORAVCSIK 1953. 89. p.). Les fils de Géza étaient en relation, vers 1210, avec les seigneurs hongrois qui les encourageaient à quitter Byzance pour la Hongrie et à prendre le pays en possession. Mais André II. a étouffé le complot en peu de temps (C III. n° 82). En terre grecque, Géza a pris le nom de Johannes, et l'un de ses fils se nommait Alexis. VAJAY, Sz. DE, *Byzantinische Prinzessinnen in Ungarn.* Ungarn-Jahrbuch 10 (1979). 25. p.

¹⁶⁴ G 105, 188, 482, 792. pp. — Cependant, le mariage n'a pas eu lieu, car le prince Frédéric mourut en Orient en 1191. (G 435. p.) PELZER, op. cit. 52. p.; ÁLDÁSY, op. cit. 62. p.

¹⁶⁵ ZIMMERT, K., *Der deutsch-byzantinische Konflikt von Juli 1189 — bis Februar 1190.* *Byzantinische Zeitschrift*, 1903. 49-65. pp.; ÁLDÁSY, op. cit. 59-60. pp.; GUILLAND, op. cit. 132-133. pp.; 341. p.; BRAND, op. cit. 92. p.; OSTROGORSKY 1969. 429-430. pp.

¹⁶⁶ Quand Béla III a été mis au courant du conflit entre les croisés et les Byzantins, il a tout de suite rappelé l'armée de secours mise à la disposition de Frédéric (G 295. p.). Il est évident qu'il voulait signaler à Barberousse que les actions des croisés dans les Balkans inquiétaient le souverain hongrois qui était derrière

contribua un traité de paix d'Andrinople, en 1190, entre Frédéric et Isaac. Si la capitale de Byzance était tombé aux mains des Allemands, la Hongrie aussi se serait trouvée dans le serrement étouffant des tenailles de l'empire romain-germanique. Naturellement, Béla III voulait en premier lieu éviter cela mais, sans doute, sa conduite servait aussi les intérêts de Byzance car, grâce au traité de paix, Constantinople échappa au danger de l'attaque allemande qui aurait fini par une défaite.¹⁶⁷ D'ailleurs, cet événement démontre aussi que l'alliance hungaro-byzantine conclue à l'automne de 1185 s'avéra plus avantageuse pour Byzance.

Au début des années 1190, la Serbie était la cible des aspirations expansionnistes des seigneurs hongrois. Les Serbes, sous la conduite de leur souverain Etienne Nemanja, luttaient avec succès contre les Byzantins depuis 1183. En 1183, ils avaient attaqué Byzance alliés à Béla III, en 1189, ils voulaient s'assurer du soutien de Barberousse contre Isaac II. En 1190, les Serbes s'alliaient aux Bulgares et, pendant que le basileus était occupé en Asie Mineure, les armées serbes et bulgares occupèrent, les uns après les autres, les territoires qui avaient appartenus à la souveraineté de Byzance.¹⁶⁸ Isaac se tourna d'abord contre les Bulgares mais, en 1190, il essuya une lourde défaite à la bataille de Berrhée.¹⁶⁹ Par la suite — peut-être à l'automne de 1191 — l'empereur attaqua les Serbes, l'armée de Nemanja fut battue sur la Morava. Immédiatement après la bataille, Béla III et Isaac II entamèrent des négociations.¹⁷⁰ D'abord ce fut Béla qui rendit visite — peut-être à Philippopolis — à Isaac,¹⁷¹ puis le basileus franchit la Save et rencontra son beau-père dans la région de Sirmium.¹⁷² Nos

les croisés. Mais le roi de Hongrie n'a pas tardé à envoyer une lettre à Isaac II dans laquelle il attire l'attention du basileus sur ce que la conduite de Byzance envers les croisés est « extrêmement nuisible et néfaste à son empire celui d'Isaac » (G 269. p.).

¹⁶⁷ A ce sujet, voir ZIMMERT, op. cit. 70-76. pp.; HEISENBERG, A., *Ungarn und Byzanz. A Debreceni Tisza István Tudományos Társaság I. Osztályának Közleményei* IV/3. Debrecen, 1928. 16. p.; Hóman 1935. 415. p.; LAURENT, op. cit. 119. p.; MORAVCSIK 1953. 92. p.; GUILLAND, op. cit. 134. p.; BRAND, op. cit. 94, 183. pp.; OSTROGORSKY 1969. 430. p.

¹⁶⁸ LAURENT, op. cit. 121-122. pp.; GUILLAND, op. cit. 132-134. pp.; BRAND, op. cit. 184. p.; OSTROGORSKY 1969. 429-430. pp.

¹⁶⁹ N 429-430. pp.

¹⁷⁰ N 434. p. — La littérature spécialisée opte pour l'année 1190 en ce qui concerne la défaite des Byzantins près de Berrhoé, en Thrace. Mais la date de la victoire byzantine dans la vallée de la rivière Morava est très discutée. De nombreux chercheurs situent la victoire à l'automne de 1190, mais il y a des arguments de poids qui feraient accepter une datation ultérieure, par exemple 1191 et 1192. Voir par ex. COGNASSO, F., *Partiti politici e lotte dinastiche in Bisanzio alla morte di Manuele Comneno. Reale Accademia delle scienze di Torino (1911-1912)*. Torino, 1912. 274. p.; DEÉR, op. cit. 159-160. pp.; LAURENT, op. cit. 122. p.; ЖИРЕЧЕК, 1952. 157. p.; MORAVCSIK 1953. 92. p.; GUILLAND, op. cit. 134-136. pp.; CMH 247. p. BRAND, op. cit. 93-94. pp.; OSTROGORSKY 1969. 431. p.; Fontes 154. p., note 161.; DIETEN, J. L. v., Niketas Choniates. Erläuterungen zu den Reden und Briefen nebst einer Biographie. Supplementa Byzantina 2. Berlin-New York, 1971. (ci-dessous : DIETEN 19 1) 83-86. pp.; ОВОЛЕНСКИЙ, op. cit. 222. p.; ВЛАТАРСКИ, op. cit. III. 68, 75-76. pp. La rencontre de Béla III et Isaac II dépend de la datation de la bataille sur la Morava. Pour nous, la date de l'automne de 1191 paraît la mieux fondée.

¹⁷¹ Nicetae Choniatae Orationes et epistulae. Corpus fontium historiae Byzantinae III. Rec. DIETEN, I. A. v., Berolini et Novi Eboraci 1972. 32. p.; DIETEN 1971. 82. p.

¹⁷² N 434. p.

sources ne nous informent pas de l'objet des négociations. Il est probable qu'au centre des négociations des deux souverains, se trouvaient en premier lieu la situation dans les Balkans, les problèmes serbe et bulgare. Il est possible que, parmi les objectifs de Béla, ait déjà figuré la conquête des territoires serbes et, en raison de cela, il y avait une divergence de vue entre le roi et le basileus.¹⁷³ Il y aurait eu un certain accord, mais, en fin de compte, cela ne put empêcher, par la suite, l'expansion hongroise vers le sud.

En 1191, l'évêché de Bosnia, qui avait appartenu à Raguse (Dubrovnik), passa sous la dépendance de l'archevêque de Spalato, engagé à la cause hongroise. Cet événement a pu être en rapport avec la politique expansionniste des seigneurs hongrois.¹⁷⁴ En juin 1192, Isaac II craignait déjà que les Hongrois ne veuillent, comme les Normands et les Serbes, prendre Raguse qui avait auparavant reconnu la domination de Byzance.¹⁷⁵ A quelque temps de là, Béla III et l'empire byzantin faillirent avoir un conflit armé à cause des conquêtes du royaume hongrois en Serbie. De la lettre d'Isaac II écrite en 1193 au pape Célestin III, ressort que les armées de Béla III firent une incursion en Serbie et occupèrent des territoires.¹⁷⁶ Les actions des seigneurs hongrois en Serbie auraient eu lieu au tournant de 1192-1193.¹⁷⁷ L'empereur considéra la conquête hongroise non seulement comme une violation du serment prêté par Béla à Manuel en 1172 et à lui à l'automne de 1185, mais comme une atteinte aux intérêts de Byzance dans les Balkans. Bien que Byzance se soit déjà retirée de Serbie à cette époque, le basileus la considérait comme sa sphère politique et de domination et il ne renonçait pas non plus à la restauration éventuelle de son pouvoir. C'est pourquoi l'empereur, qui luttait à cette époque en Asie Mineure contre les Seldjucides, prêta son aide militaire à Nemanja contre les Hongrois. En même temps, par lettre, il invita Béla à se retirer, en menaçant de la guerre. De toute évidence, Isaac II voulait que le pape exerçât son autorité sur le roi de Hongrie.¹⁷⁸ En fin de compte, l'accrochage entre Hongrois et Byzantins n'eut pas lieu, car Béla — ne voulant pas s'engager dans une guerre avec la coalition serbo-byzantine — se retira des territoires serbes occupés.¹⁷⁹ Naturellement, l'expansion des seigneurs hongrois en Serbie portait atteinte aux intérêts de l'État serbe réorganisé et Byzance, à son tour, en voyant l'expansion hongroise, craignait pour sa propre influence dans les Balkans.

Dans la question bulgare, il n'y eut pas de divergences entre la Hongrie et Byzance car, dans cette direction, l'expansion hongroise ne se manifestait pas encore à cette époque-là. En 1194, les Bulgares infligèrent une défaite décisive aux armées

¹⁷³ LAURENT, op. cit. 122-123. pp.; MORAVCSIK 1953. 92. p.; GUILLAND, op. cit. 135-136. pp.; Fontes 231-p., note 62.

¹⁷⁴ PAULER, op. cit. II. 9-10. pp.; HÓMAN 1939. 411. p.

¹⁷⁵ C II n° 240.

¹⁷⁶ DARROUZES, op. cit. 343, 336. pp., note 1.

¹⁷⁷ Pour la datation, voir GUILLAND, op. cit. 136. p.; BRAND, op. cit. 94. p.; OSTROGORSKY 1969. 431. p.; DARROUZES, op. cit. 343. p., note 1.

¹⁷⁸ DARROUZES, op. cit. 343-345. pp.

¹⁷⁹ Peut-être Béla a-t-il été poussé à se retirer parce qu'il a eu des difficultés en Dalmatie, également à cette époque, à la suite de l'attaque des Vénitiens contre Zara (G 63, 2183. pp.).

d'Isaac II à Arcadiopolis.¹⁸⁰ Contre les Bulgares, l'empereur demanda l'aide militaire à Béla III qui la promit en effet.¹⁸¹ Mais la campagne prévue pour le printemps de 1195 n'eut pas lieu en raison de la chute d'Isaac II.¹⁸² Nous ne savons pas s'il y eut quelque prise de contact entre le nouvel empereur byzantin Alexis III Ange et le roi de Hongrie. Cependant, on peut supposer que Béla III prit en considération non seulement les intérêts hongrois, mais ceux de Byzance également dans l'élaboration de sa prise de position concernant la croisade d'Henri VI. Henri VI, tout comme son père Frédéric Barberousse, s'adonna à l'idée de la domination mondiale (*dominium mundi*) et revendiqua de Byzance, les territoires occupés par les Normands en 1185, et prêcha une croisade en 1195.¹⁸³ Les exigences d'Henri VI — en possession de l'empire romain-germanique et du royaume d'Italie du Sud — dans les Balkans n'étaient pas favorablement reçues par les Hongrois, car elles auraient menacé leurs projet expansionnistes. Ce ne fut pas par hasard que Béla III empêcha les sujets hongrois de rejoindre la croisade prévue par Henri VI.¹⁸⁴

Le 23 avril 1196 mourut Béla III.¹⁸⁵ Le prince élevé à Constantinople devint l'un des rois les plus importants de la Hongrie du Moyen Age, sous le règne duquel la Hongrie avait des relations étroites et avec Byzance et avec les puissances d'Europe occidentale. Il est également incontestable que, sous le règne d'un quart de siècle de Béla III, l'État hongrois tint une place éminente dans la vie internationale à l'échelle de l'Europe centrale et orientale.¹⁸⁶ A l'époque du successeur de Béla, le prince Imre (1196-1204), la Hongrie était obligée d'affronter de nouvelles difficultés intérieures et extérieures. Les luttes des fractions féodales prirent un nouvel élan et les luttes intestines entre Imre et André, qui duraient depuis 1197, troublèrent la paix du pays. Ce fut l'achèvement de la consolidation intérieure établie sous le règne de Béla III. En même temps, la politique universaliste d'Innocent III parvenu au trône papal en 1198 — tirant parti des dissensions entre les différents groupes de la classe dominante hongroise —, exerçait une pression grandissante sur le pays. Même dans de telles circonstances, Imre tenta de continuer la politique expansionniste de Béla III vers le sud. Ses conquêtes et ses attaques contre la Serbie et la Bulgarie indépendantes ne provoquèrent plus les réactions de Byzance qui trouvait dans une situation critique. La quatrième croisade, par la prise de Constantinople, donna le coup de grâce à l'empire byzantin frappé de difficultés intérieures et tout à fait épuisé. Par la chute de la capitale de Byzance en 1204, dans l'histoire des relations politiques hungaro-byzantines — à comparer avec le passé — commença une période tout à fait différente.

¹⁸⁰ N 446. p. — Pour la date, voir OSTROGORSKY 1969. 431. p.

¹⁸¹ N 446. p. — A ce sujet, voir ЗЛАТАРСКИ, op. cit. III. 80. p.

¹⁸² Le 8 avril 1195, le frère d'Isaac, Alexis s'empara du pouvoir; Isaac a été arrêté et aveuglé (BRAND, op. cit. 112-113. pp.; OSTROGORSKY 1969. 431. p.

¹⁸³ A ce sujet, voir ÁLDÁSY, op. cit. 73. p.; VÁCZY, P., A középkor története. Egyetemes történet II. Középkor. Réd.: HÓMAN, B., SZEKFŰ, GY., KERÉNYI, K. Budapest, 1936. p.; CMH 247. p.; 341-342. pp.

¹⁸⁴ G 297. p.

¹⁸⁵ Pour la date, voir PAULER, op. cit. II. 12. p.

¹⁸⁶ BARTHA, op. cit. 119. p.

Les deux coups d'Etat de l'ex-roi Charles et la Petite Entente

MAGDA ÁDÁM

Dans la nuit du 26 mars 1921, pendant les fêtes de Pâques, Charles de Habsbourg arriva, incognito, de Suisse à Szombathely afin d'occuper son trône de Hongrie. Les traités de paix de Trianon et de Saint-Germain ne contenaient rien sur le destin de la maison des Habsbourg, ne les obligèrent pas à renoncer au trône. Ce sont les transformations socio-politiques qui imposèrent à Charles de quitter le pays. (Il quitta l'Autriche le 24 mars 1919, presque six mois après la proclamation de la République.) A son départ, il signa une proclamation soulignant que son retrait ne signifie pas son abdication définitive au trône d'Autriche et qu'il veut conserver la possibilité de restauration des Habsbourg.¹ Cependant, les lois publiées le 3 avril 1919 par le gouvernement autrichien privent tous les membres de la maison de Habsbourg-Lorraine de leur droit de régner, et tous ceux qui ne renoncent pas à leur prétention au trône, sont expulsés du pays.

La situation était différente en Hongrie. A son départ de Vienne le roi Charles déclara en une lettre de renoncer à son pouvoir royal et de déléguer à la nation hongroise le droit de décider du destin de la royauté. Toutefois, son abdication n'avait pas force de loi selon le droit hongrois. Elle l'aurait été si elle avait été paraphée par le premier ministre et ratifiée par le parlement et la Chambre Haute, ce qui n'a pas été fait.

A la différence de l'Autriche, en Hongrie la royauté, la monarchie fut rétablie après la chute de la République des Conseils, et la Régence était considérée, du moins au début, comme une solution transitoire. Ajoutons à tout cela que Charles avait en Hongrie une base politique bien plus large qu'en Autriche où ses partisans ne représentaient pas une force politique importante,² ne pouvaient pas s'organiser en un parti politique autonome, et nous comprendrons mieux pourquoi l'ex-empereur-roi, dont le but principal était d'occuper le trône d'Autriche, faisait des tentatives en Hongrie, pourquoi il voulait arriver à Vienne par Budapest.

MAGDA ÁDÁM, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014

¹ La proclamation ne fut pas publiée dans la crainte de provoquer une indignation générale, et de ce que, sous son effet l'Assemblée Nationale sera forcée à détrôner les Habsbourg par la législation. Elle ne fut envoyée qu'aux grandes puissances européennes et au pape.

² La base sociale des Habsbourg était dans les territoires détachés de l'Autriche.

Les milieux pro-Habsbourg de Hongrie se tenaient à l'idée que ce n'était pas la volonté de la nation mais la contrainte des circonstances qui éloignent Charles de son règne. L'aristocratie, le clergé, les dirigeants de l'armée et pas mal de politiciens, aussi bien dans qu'en dehors du gouvernement, étaient des royalistes fidèles. Conformément aux instructions reçues du pape, l'épiscopat hongrois déployait, par les organisations sous son influence et des chaires des églises, une propagande étendue dans l'intérêt de la restauration des Habsbourg. A la conférence d'octobre 1920, le prince-primat Csernoch déclara solennellement qu'il soutenait et même voulait préparer le retour du roi, mais que, pour le moment, il le tenait pour prématuré.³

Le régent Horthy, le premier ministre Pál Teleki et le ministre des affaires étrangères Gratz, donc les hommes politiques dirigeants du pays, étaient des légitimistes et ne cachaient pas leur opinion. Horthy soutenait des rapports constants avec l'ex-roi à qui il envoyait des informations et faisait des déclarations de fidélité. Il déclara vouloir toujours lui garantir le trône et le tenait toujours pour souverain, demanda seulement la liberté de déterminer la date du retour. Dans son discours prononcé à Szeged le 20 octobre 1920, Teleki se prononça également pour la monarchie,⁴ et Gratz aussi soulignait toujours sa fidélité aux Habsbourg, même après avoir occupé, en janvier 1921, le poste de ministre des affaires étrangères.⁵

Dans les rapports des diplomates, dans la presse de ces années et dans certains ouvrages historiques on lit que ces déclarations avaient considérablement influencé la décision de Charles. Il n'y a pas de doute que l'ex-roi comptait sur le soutien de ses partisans en Hongrie ce qui était une des importantes conditions du succès de son action, et que dès le début il fonda son projet sur cette idée. Nos recherches cependant permettent de supposer que Charles s'est décidé à réaliser le plus tôt possible son projet, car il décéla certaines hésitations dans l'attitude de Horthy, Teleki et Gratz qui, tous les trois, soulignaient de plus en plus nettement l'inopportunité de la restauration.

Ils posaient des conditions pour l'occupation du trône hongrois : Charles devait renoncer à son droit à d'autres trônes, c'est-à-dire il ne pouvait occuper le trône d'une autre nation sans avoir consulté l'assemblée législative hongroise. Il doit donc accepter la liquidation des obligations imposées à la Hongrie par la Pragmatica Sanctio. C'est cette conception qu'exprima Isván Bethlen dans son discours prononcé à Hódmezővásárhely le 19 septembre 1920 devant ses électeurs. Cette réserve servait à rassurer les voisins et l'Italie : si, en Hongrie, le retour des Habsbourg a quand-même lieu une fois, cela ne signifierait pas la restauration de l'Empire des Habsbourg — dont ils avaient peur à juste titre. L'ex-roi était prêt à accepter ces conditions. Dans sa lettre écrite à Horthy le 8 novembre il souligna qu'il partageait la conception de la politique

³ L'inactualité du retour de Charles, soulignée énergiquement par Czernoch, provoqua un grand mécontentement parmi les carlistes.

⁴ Hohler, représentant britannique, Cerrutti, représentant italien et Johnson représentant des Etats-Unis à Budapest protestèrent contre les expressions relatives aux Habsbourg.

⁵ Les diplomates accrédités à Budapest y mettent un accent tout particulier dans leurs rapports.

hongroise, notamment que « les dispositions de la Pragmatica Sanctio concernant la possession indivisible de l'ensemble des autres Etats héréditaires et de l'Etat hongrois sont invalidées et que la loi XII de 1867 est abrogée. »⁶

Horthy ne publia pas cette lettre la tenant dangereuse de point de vue de politique et intérieure et extérieure. Les principaux soutiens de son pouvoir étaient quand-même les partisans de la royauté élective groupés autour de Gömbös, et les adversaires de la restauration des Habsbourg. En politique extérieure cela favoriserait, sur une base anti-Habsbourg, le rapprochement entre la Yougoslavie et l'Italie d'une part et la Tchécoslovaquie et l'Italie de l'autre, et aggraverait, voire rendrait impossibles, les négociations hungaro-tchécoslovaques projetées. La non-publication de la lettre était une grande déception pour Charles et ses partisans dont la confiance en Horthy fut ébranlée. Des doutes surgirent aussi quant à Teleki. C'est que, après sa démission en décembre 1920, le premier-ministre hongrois fut de nouveau chargé de former le gouvernement, et inclut dans le nouveau programme la position relative à la Pragmatica Sanctio adoptée par le bloc gouvernemental le 2 décembre, donc le lendemain de sa démission, conformément à laquelle la nation se réserve le droit d'élire librement son roi.⁷ La méfiance de Charles n'était que renforcée par les nouvelles selon lesquelles aux pourparlers de Bruck sur la question des Habsbourg, Teleki et Gratz promirent à Beneš de ne pas chercher à restaurer la maison de Habsbourg le tenant pour inactuel, et de s'opposer aux tentatives dans ce sens.⁸

Les hésitations des dirigeants politiques hongrois, leur attitude indécise, leur disposition à ajourner la restauration à long terme, poussèrent à l'action ceux qui préparaient le coup d'Etat carliste. Ils devaient se presser en outre parce qu'en Europe Centrale un front anti-Habsbourg était en formation, commencé par le traité de Rapallo où l'Italie et la Yougoslavie s'allièrent pour défendre les traités de paix et pour empêcher la restauration des Habsbourg. Dans la suite la Tchécoslovaquie et l'Autriche s'y joignirent aussi⁹ et essayèrent d'étendre, sous une forme ou une autre, ces obligations aussi à la Roumanie et la Pologne. La Conférence des Ambassadeurs les forçait aussi à prendre une décision, et elle insistait de plus en plus sur la mise en vigueur du traité de paix de Trianon et sur le désarmement de la Hongrie conformément à ce traité. Cela était à prévenir à tout prix, vu des motifs de politique aussi bien intérieure qu'extérieure.¹⁰

⁶ K. FREIHERR VON WERKMANN, *Maderai halott* (Le mort à Madère). Munich, 1923. 126, 127.

⁷ Archives Diplomatiques (dans la suite AD) Europe 1918-29. Hongrie (dans la suite H.). Vol. 34. f. (chiffre illisible). Rapport du haut commissaire Fouchet à Lejgues, du 1^{er} janvier 1921.

⁸ AD. Europe 1918-29. Tchécoslovaquie (dans la suite T.). Vol. 45. f. 174-175. Télégramme de Fouchet à Briand du 19 mars 1921.

⁹ Les accords italo-yougoslave, italo-tchécoslovaque, tchécoslovaque-autrichien, tchécoslovaque-polonais, conclus en 1921, et les accords tchécoslovaque-roumain et yougoslave-roumain, conclus après le premier coup d'Etat, obligèrent les parties contractantes à intervenir contre les Habsbourg.

¹⁰ Les carlistes étaient convaincus que l'armée, et surtout les officiers seront de leur côté. Les anciens officiers de l'armée impériale-royale étaient mécontents de leur démobilisation s'étant ainsi trouvés sans emploi. Les carlistes voulaient en profiter.

S'ils se décidèrent donc à faire immédiatement le coup d'Etat ce n'est pas que — comme on le lit souvent — la situation de politique intérieure et extérieure y était favorable, mais au contraire parce que la situation devenait de plus en plus défavorable. Horthy et son cercle étaient hésitants, la pratique de leur politique contredisait à leurs déclarations, et l'Italie obtint de considérables succès dans la mise en place d'un front anti-Habsbourg dont elle attendait le renforcement de ses positions dans le bassin danubien. Les carlistes mettaient leur espoir dans les Français. En effet, l'Italie, rivale de la France, pouvait, à l'aide de la politique erronée de Paléologue, et maintenant se servant de la question des Habsbourg, s'attacher les petits Etats danubiens victorieux, alliés potentiels de la France. Ainsi donc en France, où, de toute façon nombreux étaient ceux qui tenaient la restauration de l'empire des Habsbourg pour intérêt national,¹¹ de plus en plus nombreux étaient les politiciens influents devenus partisans de l'ex-roi. Tel était le premier ministre qui, partisan de la confédération danubienne, voulait créer avec la restauration de la dynastie de Habsbourg un centre pour coordonner les différents peuples et mettre frein à l'expansion allemande. Il y avait plusieurs cercles pro-Habsbourg, le plus important sous la direction de Franchet d'Esperey. Ceux-ci entretenaient d'étroites relations avec le duc de Parme Sixte, beau-frère du roi, et avec le premier ministre Briand, au rôle de qui nous reviendrons encore. Et voilà encore une importante donnée pour apprécier les prémisses : le 19 mars 1921, donc une semaine avant le coup d'Etat royal, le duc de Parme tint une conférence avec la participation de plusieurs généraux et hommes politiques (dont aussi des membres du gouvernement) français. A la conférence fut débattue la possibilité du retour de Charles et, malgré de nombreuses objections, la conférence produisit l'impression « générale » que la France « avait de la sympathie pour ce projet et l'encourageait » — dit le rapport de Praznovszky.¹²

Charles a donc reçu des Français des encouragements. C'était au fond l'unique force extérieure sur laquelle il pouvait se reposer. Il avait encore quelque espoir en Ferdinand, roi de Roumanie qui, comme il le dit, lui était obligé, car c'est lui qui avait sauvé son trône face à l'empereur allemand. C'est un fait que Charles entretenait des relations avec la cour royale de Roumanie, surtout avec la reine Marie qui lui rendit visite en 1920 à Prangnis. La reine était prête à soutenir l'action de Charles s'il renonce à ses exigences envers la Roumanie. Selon notre source la reine contribuait aussi à préparer la voie de Charles en France.¹³ Cependant, comme nous allons le voir, au moment du coup d'Etat l'attitude roumaine était marquée d'une grande ambivalence : à l'opposé du roi, le gouvernement, Bratianu et son cercle en opposition et le ministre de Roumanie en Hongrie représentaient une nette position anti-Habsbourg.

¹¹ En France l'ex-empereur-roi jouissait de la sympathie à cause de sa position anti-allemande pendant la guerre. Par la restauration de la maison de Habsbourg ils voulaient créer un centre capable de coordonner les différents peuples et mettre un obstacle à l'expansion allemande.

¹² Papers and Documents Relating to the Foreign Relations of Hungary (dans la suite : PHD), Vol. II. doc. 320. 231. Rapport à Gratz de Praznovsky, représentant de Hongrie à Paris, du 6 avril 1921.

¹³ Ibid.

Les carlistes se rendaient bien compte du risque. Toutefois, conformément à l'ancienne règle stratégique, dans une situation douteuse le mieux est de prendre une résolution plus hardie. Dans l'espoir donc de pouvoir créer un « fait accompli » dont les adversaires seront forcés de prendre acte, ils prirent la décision pour l'action. Charles et sa suite, comme nous l'avons déjà dit, arrivèrent à Szombathely dans la nuit du 26 mars. Ils furent logés dans le palais de l'évêque Mikes, plein de hôtes venus à un exercice spirituel de Pâques. Comme dans la suite tout le monde l'affirmait, c'était un pur hasard. Par un tel « hasard » s'y trouvait József Vass ministre des cultes et de l'instruction publique. L'ex-roi faisait des consultations avec eux et déclara être prêt à rencontrer les vives protestations des Etats successeurs, mais il a fait le nécessaire afin que l'Entente n'y réagît pas. Il ne craint rien de la part de la Roumanie, car le roi lui est personnellement obligé; la Yougoslavie est occupée par le problème croate, par le danger de la sécession; la Tchécoslovaquie est mal vue chez les Français à cause de son attitude dans la guerre polono-soviétique. Quant à la situation en politique intérieure il souligna que parmi les partisans de la royauté élective aussi il avait ses partisans influents, et l'armée de son côté obéira aux ordres de Horthy en qui il avait pleine confiance. Il fit encore la remarque, cachant des sous-entendus, de ne pas pouvoir révéler toutes les données à sa disposition, mais ne voit aucun obstacle au succès.¹⁴ Immédiatement Vass lui offrit ses services et Charles l'assura de pouvoir garder son porte-feuille dans le gouvernement nommé par lui. Ensuite Vass téléphona au premier ministre Pál Teleki qui se trouvait, évidemment aussi « par hasard », près de Szombathely, dans la propriété d'Ivância du commissaire de gouvernement le comte Antal Sigray. Il demanda au premier-ministre de se rendre immédiatement à Szombathely. De nouvelles consultations commencèrent avec Teleki qui ne partagea pas l'optimisme de Charles, ne tenait pas le temps propice pour son retour et lui conseilla de rentrer en Suisse. Comme le roi lui dit que le premier ministre Briand soutenait son projet, Teleki vacilla et se chargea de faire l'intermédiaire entre le roi et Horthy. Après cela ils discutèrent la question de savoir ce qui serait mieux, si Charles restait à Szombathely sous la protection des troupes de Lehár et invitait Horthy à lui passer le pouvoir de chef d'Etat, ou bien s'il allait à Budapest pour négocier personnellement avec Horthy. Lehár conseilla la première solution, Teleki la seconde. Enfin ils décidèrent que Charles devait aller à Budapest, mais avant lui Teleki et Vass devaient préparer le régent à cette rencontre. Ils s'opposèrent pourtant à un appel

¹⁴ Gratz, ministre des affaires étrangères à l'époque, cita dans son livre les affirmations sur Briand de Charles IV. « Peu avant — dit l'ex-roi — Briand fit venir chez lui son beau-frère Sixte duc de Parme. C'est Briand qui l'a invité, ce n'est pas le duc qui voulait le rencontrer. Par le duc Sixte Briand fit dire au roi de retourner en Hongrie. Le moment y était favorable. La France et l'Angleterre, les deux pays étant d'accord dans cette question, devront, certes, pour la forme, faire quelque protestation, mais elles n'iront pas plus loin. La Petite Entente mènera grand bruit mais qu'il ne faudra pas prendre trop au sérieux. C'est ce message de Briand qui poussa le roi à tenter son retour. Pendant son séjour à Szombathely aussi il reçut un message de Briand lui insufflant la persévérance. » GRATZ, GUSZTÁV, *A világháború utáni kor története* (Histoire de la période d'après la guerre mondiale). t. II. Budapest, s. a. 52-53. pp. Comme nous verrons, dans la suite Briand nia tout cela.

téléphonique du premier ministre à Horthy.¹⁵ Teleki et Vass partirent donc pour la capitale, mais en route leur auto tomba en panne et ainsi, « par hasard », ils n'arrivèrent pas à la capitale avant l'ex-roi, ce qui dans la suite offrit l'occasion de faire des suppositions justifiées. Ces deux hommes politiques ne pouvaient pas considérer leur mission comme dépourvue de tout danger. Ils devaient donc compter avec la grande responsabilité qui leur incomberait en tant que participants actifs de cette tentative, en cas d'échec de Charles d'occuper le trône.

Charles et sa suite arrivèrent à Budapest au château royal vers midi du 27 mars. L'arrivée de l'ex-roi était absolument inattendue par Horthy. Leur conversation était en tête-à-tête dans le bureau du régent, nous n'en connaissons donc pas les détails. C'est un fait par contre que c'était un long marchandage. Le roi promit à Horthy des titres, des rangs, des positions responsables s'il lui cède le pouvoir.¹⁶ Horthy refusa rigidement l'occupation du trône, il esquaissa les difficultés en politique intérieure et extérieure, et demanda à Charles de quitter immédiatement le pays, tout en lui assurant de lui rester entièrement fidèle et, si la situation s'y prête, le lui communiquer et lui demander de revenir. Il est difficile d'établir combien il était sérieux en le disant. Il est vraiment probable que son opposition à l'ex-roi était motivée aussi par ses ambitions personnelles, il voulait garder le pouvoir de régent. En fin de compte, Charles céda à la pression, il consentit à quitter le pays. Malgré sa promesse il resta encore une semaine à Szombathely créant par sa présence une crise de politique intérieure et extérieure.

La tentative de réoccuper le trône conduisit à de graves complications internationales et envenima la situation en Europe Centrale à peine engagée dans la consolidation. Les pourparlers hungaro-tchécoslovaques de Bruck, si importants pour la paix de cette région, furent interrompus. La rencontre « par hasard » du premier ministre Teleki et du ministre des cultes et de l'instruction publique Vass avec l'ex-roi à Szombathely provoqua une crainte, voire de la panique dans les capitales des pays voisins où le coup d'Etat royal était présenté comme une action commune de Charles IV* et du gouvernement hongrois. L'alerte fut encore intensifiée par le fait que le gouvernement tenait le problème de la dynastie des Habsbourg pour une question de politique intérieure. C'est ce que soulignaient Horthy, Gratz et Teleki aux diplomates accrédités à Budapest qui protestèrent auprès d'eux, et c'est ce que contient le

¹⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34, f. 65-78. Rapport de Fouchet à Briand, 4 avril 1921.

¹⁶ Selon Pál Prónay, après le départ de Charles Horthy le reçut avec Ostenburg et leur dit : « Je peux vous dire que c'étaient les moments les plus durs de ma vie. Vous ne pouvez pas vous imaginer mes souffrances quand je devais persuader Sa Majesté, notre roi couronné dont je suis le gouverneur, et l'implorer à genoux de quitter le plus tôt possible son propre pays, car s'il reste cela peut être catastrophique pour lui, pour la nation aussi et pour tous... bien que le roi se référât à l'approbation tacite de Paris — il ne céda pas le pouvoir, car s'il l'avait fait, demain arriveraient les Tchèques, les Serbes et les Roumains. » Journal intime de Prónay, II. 414-420. pp

* comme roi de Hongrie, Charles I^{er} comme empereur d'Autriche Charles IV

télégramme circulaire de Gratz adressé aux représentations diplomatiques hongroises.¹⁷

En ce qui concerne la participation du gouvernement hongrois à cette action, le dépouillement et la confrontation des sources documentaires permet de conclure que le gouvernement, ses membres, malgré leur position pro-Habsbourg, ne prirent pas part à son organisation, la jugeant inopportune et la tenant pour un pas qui aggraverait encore davantage la situation de la Hongrie en politique intérieure et extérieure, et même qui pourrait provoquer une catastrophe pour le pays. Déjà la note de la Conférence des Ambassadeurs du 24 février 1920 signala à l'attention du gouvernement hongrois qu'elle ne tolérerait pas la restauration des Habsbourg. Il est encore à mettre au clair la question pourquoi les ministres se trouvaient-ils juste à ce moment-là à Szombathely ou dans ses environs. Était-ce vraiment un hasard, ou bien, ayant appris l'action en préparation ils s'y sont rendus pour dissuader l'ex-roi de son projet, ce que, comme nous l'avons déjà vu, Teleki avait essayé. En tout cas, les diplomates accrédités à Budapest étaient unanimes à dire dans leurs rapports qu'aussi bien Horthy que les membres du gouvernement ignoraient le coup d'Etat en préparation auquel ils ne s'attendaient guère.¹⁸

Le gouvernement hongrois, dont la position était, certes, de point de vue juridique une question de politique intérieure (et à ce titre refusa toute intervention de politique extérieure) s'opposa catégoriquement à la tentative de Charles, car il tenait compte de la situation européenne, comme Gratz l'indiqua dans son télégramme circulaire adressé aux représentations diplomatiques hongroises.¹⁹ Le chef de la diplomatie hongroise s'est immédiatement adressé au gouvernement suisse pour lui demander d'admettre le retour de Charles, puisque... « la paix en Europe Centrale est en grand danger s'il est impossible de réaliser le retour immédiat du roi. »²⁰

Pourquoi donc la restauration des Habsbourg était-elle si importante pour les légitimistes hongrois et si dangereuse pour les Etats voisins?

Comme nous l'avons déjà indiqué l'abdication de Charles n'était pas entrée en vigueur²¹ en Hongrie. Par conséquent, le roi n'ayant pas signé le traité de paix de

¹⁷ PDH. Vol. II. doc. 267-289. Télégramme de Kánya à Tahy du 30 mars 1921; *ibid.* doc. 271. 292. télégramme de Tahy à Gratz du 30 mars 1921; *ibid.* doc. 328. 335. Télégramme circulaire de Gratz aux représentations diplomatiques hongroises, du 8 avril 1921.

¹⁸ AD. Europe 1918-29. Vol. H. 34. f. 65-78. — Rapport de Fouchet à Briand du 4 avril 1921. AD. Europe. H. Vol. 34. f. 158-161. Rapport de Fouchet à Briand du 13 avril 1921; *ibid.* f. 172-173. Rapport de Fouchet à Briand du 16 avril 1921.

¹⁹ PDH. Vol. II. doc. 328. 335. — Télégramme de Gratz aux représentations diplomatiques hongroises, du 8 avril 1921.

²⁰ *Ibid.* doc. 286. 304-305. Télégramme de Gratz au chargé d'affaires à Bern Parcher, du 1^{er} avril 1921. — Enfin le Conseil des Alliés prit la résolution que Charles IV pouvait rentrer en Suisse. Il peut s'y installer pour trois mois si 1. il se retire des activités politiques, 2. il annonce au moins trois jours plus tôt son départ projeté. — *Ibid.* doc. 425, 448. Télégramme du 19 mai 1921 de Parcher chargé d'affaires à Bern.

²¹ Dans la suite Charles démentit son abdication au trône de Hongrie. Il fit la même déclaration à Szombathely aussi. PDH. Vol. II. doc. 363, 377. Rapport du 21 avril 1921 de Somssich, ministre plénipotentiaire hongrois au Vatican.

Trianon, ses droits de souverain et d'héritage restaient en vigueur dans les territoires ayant appartenu à la Hongrie en 1914 et adjugés déjà à la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Quant à cette dernière, il s'agissait en plus de la Croatie où le légitimisme Habsbourg avait un fondement sérieux grâce au catholicisme et où l'on craignait le renforcement de l'opposition à Belgrade, et même le séparatisme menaçant.²² Le gouvernement de Prague éprouvait les mêmes craintes, bien qu'à un moindre degré, à propos de la Slovaquie.²³ Les Etats successeurs étaient convaincus que pour Charles occuper le trône hongrois ne serait que le premier pas pour rétablir l'Empire des Habsbourg.

La lutte autour du retour des Habsbourg, source d'agitation à cette période pour les gouvernements européens, servait aussi à peser la capacité des Etats successeurs de remplacer l'Empire, de créer une situation équilibrée entre l'Est et l'Ouest. En général tous étaient d'accord qu'il fallait contribuer à l'intégration du bassin danubien démembré, mais les différends surgirent dès qu'il s'agissait de ses cadres et de son centre. Beneš et Berthelot voulaient limiter la fédération aux Etats successeurs victorieux avec Prague comme centre. Paléologue et Millerand par contre désignèrent Budapest comme centre. Briand aussi était partisan d'une fédération comprenant tous les Etats danubiens, mais, tandis que Millerand et Paléologue voulaient réaliser leur plan en écartant, si possible, les Habsbourg, Briand tenait l'ancienne dynastie la plus apte à mettre en œuvre la coordination. Vu ces conceptions, ces groupes-là soutenaient la restauration des Habsbourg.²⁴ Les milieux y opposés, surtout Lloyd George et Curzon, étaient contre, craignant que ce pas pourrait conduire l'Europe Centrale à un conflit armé.

Evidemment, ce n'est pas à cause de la formation sociale que les Etats successeurs victorieux s'opposèrent à la restauration des Habsbourg. Ils n'avaient rien à redire contre le régime monarchique qui existait, en effet, en Roumanie et en Yougoslavie.²⁵ Le roi roumain Ferdinand n'aurait pas eu d'objection contre le retour de Charles s'il garantissait la souveraineté de la Roumanie agrandie. Toutefois ils avaient peur de l'intégration du bassin danubien, surtout si elle devait être réalisée sous la direction des Habsbourg. Ils rejetaient donc la restauration pour les raisons qui y servaient pour les milieux occidentaux. Ils n'avaient rien contre la royauté élective et soutenaient ses partisans aussi bien hongrois qu'autres, bien que ceux-ci

²² A Belgrade on craignait bien davantage la restauration des Habsbourg que les prétentions révisionnistes hongroises. Cette crainte s'est maintenue jusqu'au bout.

²³ Tusar, ancien premier ministre tchécoslovaque souligna dans sa conversation avec Szapáry : « La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie craignent les Habsbourg et surtout Charles, car il a beaucoup de partisans en Croatie et en Slovaquie. C'était la raison de la formation de la Petite Entente aussi. Mais si la Hongrie élit un autre roi ou devient république, la Tchécoslovaquie est prête à consentir d'importants sacrifices. » PDH. Vol. II. doc. 42, 41-51. — Rapport de Szapáry de ses entretiens avec des hommes politiques tchécoslovaques, janvier 1921.

²⁴ Il ne s'ensuit pas qu'en France, comme aussi dans les autres pays occidentaux il n'y ait pas eu des milieux et des groupes qui soutenaient l'action de l'ex-roi ou s'y opposèrent à cause de la forme monarchique.

²⁵ La politique officielle de la Tchécoslovaquie accorda la préférence à la forme républicaine. Masaryk et Beneš l'ont plusieurs fois confirmé aux hommes politiques hongrois.

représentassent une force sérieuse contre les légitimistes. C'est que leur point de départ était que le démembrement de la Monarchie fit perdre sa vigueur à la Pragmatica Sanctio et ainsi la Hongrie a récupéré son droit d'élire librement son roi.

Bien des membres des familles royales anglaise, française, italienne, roumaine et belge aspiraient au trône, à la couronne de Hongrie. Les Habsbourg eux-mêmes présentèrent quatre candidats : Charles (qui affirma ne pas avoir abdiqué), l'archiduc Joseph, son fils l'archiduc Joseph-François, et l'archiduc Albert. Il y avait une intense rivalité entre eux, surtout entre les deux premiers qui mettaient leur espoir dans l'aide des Français. Tandis qu'à Paris on était en général pour l'ex-empereur, Fouchet, haut-commissaire français à Budapest, soutenait Joseph et faisait son possible afin de lui gagner l'opinion publique en France. Ses rapports en témoignent bien.²⁶ Le fils de l'archiduc Joseph, Joseph-François de son côté comptait sur le soutien italien, et pour augmenter ses chances d'arriver au trône, il voulait épouser la fille aînée du roi d'Italie. Mais l'archiduc Joseph, eu égard à la France, était prêt à renoncer à ce projet. Ce nonobstant, Charles fit des reproches à l'archiduc Joseph qui avait promis avant de ne pas consentir à ce mariage sans avoir obtenu son approbation. Le quatrième candidat, l'archiduc Albert mit aussi son espoir en le soutien italien. Cependant, l'Italie avait aussi ses propres plans, elle aurait voulu faire occuper le trône de Hongrie par un prince italien. Le nouveau haut-commissaire italien à Budapest, le prince Castagneto se donna beaucoup de peine à ce sujet. Son action était encore préparée par le général Mombelli, chef de la mission militaire italienne.²⁷

Il n'y a pas de doute que ce projet aurait offert d'immenses avantages pour la maison de Savoie, car il aurait garanti l'amitié italo-hongroise, tandis que la Yougoslavie se serait trouvée dans une situation assez difficile. Le haut-commissaire à Budapest, Fouchet rapporta avec angoisse à son gouvernement ces tendances italiennes, dangereuses pour la France.²⁸

Les projets liés aux princes anglais et italiens étaient sans fondement. Quant aux Anglais, c'est d'autant plus vrai que ni le roi, ni le premier ministre Lloyd George ne voulaient même pas en entendre parler.²⁹ Parmi les partisans de la royauté élective le nom de Horthy fut également suggéré, et plusieurs signes montraient que les Etats

²⁶ AD. Europe 1918-29. vol. H. 56. f. (chiffre illisible). Rapport de Fouchet à Leigues du 25 octobre 1920; H. Vol. 33. f. 73-74. Rapport de Fouchet à Briand du 1^{er} mars 1921; H. Vol. 33. f. 72. Télégramme de Fouchet à Briand du 17 février 1921. Ceux qui le soutenaient espéraient que la Conférence des Ambassadeurs changera sa note du 2 février 1920. Début janvier 1921 Charles IV fit savoir à son cousin que sous peu il rentrerait en Hongrie. L'archiduc Joseph tenait pour important d'en informer Hohler qui, comme le Foreign Office, avait une position anti-Habsbourg. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34. f. 38. Télégramme de l'ambassadeur français à Berlin à Briand, du 7 janvier 1921.

²⁷ Österreichisches Staatsarchiv. Haus- Hof- und Staatsarchiv (dans la suite : HHSStA.). Berichte aus Bukarest 1921-1922. 709. Rapport du ministre plénipotentiaire autrichien à Bucarest au ministre des affaires étrangères. 1920. (Date illisible.)

²⁸ AD. Europe 1918-29 H. Vol. 56. f. 28. Rapport de Fouchet à Millerand, du 25 octobre 1920.

²⁹ Les deux tenaient ces idées pour irréelles.

successeurs, surtout la Yougoslavie et la Roumanie, auraient volontiers accepté sa candidature.

Avec le plus de sérieux on pesait les chances de la Roumanie. Le projet concernant la Roumanie fut avancé la première fois en 1919 par le gouvernement de Szeged, et il est resté à l'ordre du jour pendant les années suivantes aussi. Les principaux représentants en étaient István Bethlen et son neveu Bánffy qui arrivèrent à des postes dirigeants après le premier coup d'État non réussi : le premier devint premier ministre, le second ministre des affaires étrangères. Eux aussi, comme les autres représentants hongrois de ce projet, voulaient en premier lieu sauver ainsi leurs propriétés en Transylvanie, mais un objectif important de ce projet était en outre d'empêcher l'adhésion de la Roumanie à la Petite Entente, donc la mise en place d'un encerclement de la Hongrie.

Seules des données indirectes nous apprennent qu'après l'occupation de son poste au gouvernement, Bethlen a entrepris des pas dans cette affaire. Quand et à qui a-t-il fait des propositions y relatives, nous n'avons pas réussi à l'établir. C'est en tout cas un fait qu'à l'automne 1921 la cour royale et les milieux gouvernementaux roumains s'occupaient avec intensité du projet de Bethlen qui avait deux versions. Selon l'une d'elles — préférée par Bethlen — la Roumanie, la Transylvanie et la Hongrie formeraient une confédération tripartite, et selon l'autre la Roumanie et la Hongrie constitueraient une union personnelle dualiste sous le roi Ferdinand. Le roi de Roumanie, et surtout sa femme la reine Marie accueillirent ce projet avec compréhension. Ils méditaient seulement sur leur lieu permanent de séjour, Budapest ou Bucarest.

Le gouvernement roumain et Bratianu et ses partisans, en opposition, s'opposèrent le plus catégoriquement à ces projets que ni la France, ni l'Angleterre ne soutenaient et qui provoquèrent à Prague et à Belgrade aussi un grand mécontentement. Dans un interview à un journaliste tchécoslovaque Tace Ionescu fut astreint à exposer la position du gouvernement roumain. Il souligna que le peuple roumain, et surtout les Roumains de Transylvanie, protestaient contre ce projet. Et même si le gouvernement roumain acceptait de le débattre, ni la France, ni l'Angleterre ni même l'Italie ne l'accepteraient jamais. Et, bien sûr, on sait que l'occupation du trône hongrois ne peut se faire sans leur consentement. Il tient pour impossible que la Hongrie et la Roumanie seraient capables d'exister sous le règne du même roi, et les Hongrois de Hongrie n'accepteraient pas pour longtemps le roi commun, ils n'ont donc accepté le roi viennois aussi qu'en guise de punition. A la fin il précisa : maintenant que l'union nationale de la Roumanie est réalisée, ils refusent catégoriquement ces idées fantastiques et sans perspective.³⁰ Le 8 novembre 1921

³⁰ Archiv ministerstva zahranični veči (dans la suite AMZV). PZ. Budapest. Rapport de Lejhanec, chef de l'agence tchécoslovaque à Budapest, à Beneš, du 10 novembre 1921; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34, f. 117. Télégramme à Briand de Couget, ministre plénipotentiaire français à Prague, du 6 avril 1921.

Ionescu envoya un télégramme à Stierca, ministre plénipotentiaire à Budapest, lui communiquant que « l'union personnelle entre la Hongrie et la Roumanie est exclue ». ³¹

De toute évidence, le gouvernement roumain tenait le projet de mettre au trône hongrois le prince roumain Nicolas pour quelque chose d'encore plus absurde. « Il est impossible de contraindre deux frères à vivre en ennemis » — argumentait Tace Ionescu. ³²

La cour royale accepta donc les arguments du gouvernement et des partis politiques et s'adapta à la résolution prise le 2 février 1920 par la Conférence des Ambassadeurs. Elle ne soutenait plus Charles, n'accepta pas la proposition concernant l'union personnelle et refusa aussi le projet avec le prince Nicolas. De tant de projets, un seul est arrivé au stade de réalisation, et qui représenta le plus grand danger pour les Etats successeurs, celui de Charles. Il est donc compréhensible que tous, bien que sous différentes formes, protestèrent immédiatement contre le séjour de l'ex-roi en Hongrie.

Le chef de file de la protestation était Beneš qui engagea d'intenses activités diplomatiques dans les capitales occidentales. Il savait que d'importants milieux éprouaient de la sympathie pour Charles et qu'il fallait donc exercer une grande pression afin que la Conférence des Ambassadeurs intervienne énergiquement contre la Hongrie. Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères se rendait bien compte que ses protestations pèseraient vraiment avec poids si les autres Etats successeurs s'y joignent. Il projeta donc une action dans l'unanimité, avec la participation de tous les petits Etats, mais il ne pouvait la réaliser que partiellement. C'est la seule Yougoslavie qui le soutenait sans réserve, car à Belgrade le coup d'Etat provoqua une panique au moins aussi grande qu'à Prague. Malgré les demandes réitérées, la Roumanie se refusa aux pas radicaux projetés. Comme il est connu, sa collaboration avec la Petite Entente laissait beaucoup à désirer. C'était encore plus valable pour la Pologne. ³³

Le 28 mars la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie exigèrent en commun d'écarter Charles sans tarder ³⁴ et de détrôner la dynastie des Habsbourg, ce qui n'était pas inclus dans le traité de paix de Trianon. Elles accusèrent le gouvernement hongrois aussi d'avoir pris part à la conspiration. Elles lui firent savoir que la restauration des Habsbourg serait considérée comme casus belli. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie prirent ensemble des mesures militaires, ordonnèrent une mobilisation partielle et envisagèrent l'occupation de la Hongrie. Lejhanec, représentant de la Tchécoslovaquie en Hongrie, se présenta de nouveau, le 29 mars, au Ministère des Affaires Etrangères,

³¹ « L'union personnelle entre la Hongrie et la Roumanie est exclue » — écrivit-il — et continua : « Pour savoir à quoi vous tenir, je vous informe que vous ne pouvez mener que la politique de la Petite Entente. » Stierca montra le télégramme à Lejhanec. AMZV. PZ. Budapest. Rapport à Beneš de Lejhanec, du 10 novembre 1921.

³² Ibid.

³³ Lors du premier coup d'Etat Sopihea, ministre polonais des affaires étrangères, se contenta de dire au chargé d'affaires hongrois à Varsovie que la Pologne n'approuve pas la restauration.

³⁴ Tentatives de retour de Charles IV. H. s. a. I. doc. No 12, 87-89; AMZV. PZ. Budapest, 90, 93, 94.

chargé de son gouvernement de communiquer la position tchécoslovaque dans la question des Habsbourg. Il signala que dans le cas où un « fait accompli » est créé et les obligations acceptées à Bruck³⁵ ne sont pas remplies, ils se verront forcés d'entreprendre, avec leurs amis, les pas nécessaires. Quels pas concrets, il n'en parla pas pour le moment. Beneš en informa le seul Berthelot qui prit acte des projets du ministre tchécoslovaque des affaires étrangères.³⁶ Kánya, qui reçut le représentant de Tchécoslovaquie en l'absence de Gratz, exposa que le gouvernement hongrois tenait le retour de Charles pour une question de politique intérieure et n'était donc pas en mesure de le débattre officiellement. Tahy, délégué hongrois à Prague, s'y référa également en refusant de faire parvenir à Budapest la protestation de Beneš.³⁷ C'est encore la même chose que souligna Kánya, le 30 mars, à Lejhanec qui se présenta chez lui : « Vu qu'il s'agit d'une question de politique intérieure, il ne peut pas engager de discussion là-dessus avec un diplomate étranger. » En personne privée il lui dit que le gouvernement hongrois était toujours de l'avis que la question de trône n'était pas une des questions politiques d'actualité, et que le gouvernement hongrois a pris les mesures nécessaires afin que Charles pût sans encombre retourner en Suisse.³⁸

Le 31 mars, au parlement, Beneš traita le séjour en Hongrie de l'ex-roi et souligna qu'il s'était mis d'accord avec la Yougoslavie et l'Italie d'intervenir en commun, et qu'il avait communiqué à Londres et à Paris aussi sa décision d'intervenir.³⁹ Ensuite il décrivait la situation de crise que l'aventure de Charles avait provoquée en Hongrie. La Tchécoslovaquie voulait coopérer avec la Hongrie dont témoignaient aussi les pourparlers hungaro-tchécoslovaques engagés récemment. Cependant, dit-il, le coup d'Etat provoqua de nouveau des tensions dans les rapports. Le gouvernement hongrois prend, certes la position, que c'est une question de politique intérieure, mais ce n'en est pas et n'en sera pas — dit-il. Le premier avril il s'exprima de la même façon au sénat. Le même jour, Lejhanec exigea de nouveau au ministère hongrois des affaires étrangères de faire partir Charles, signalant le grand poids politique du coup d'Etat et aussi le fait qu'il compromit les pourparlers de Bruck et exerçait un effet négatif sur les relations des deux pays.⁴⁰ La réponse était la même qu'avant : la question du roi est une affaire de politique intérieure. Le même jour Beneš

1921. Télégramme de Lejhanec à Beneš, du 30 mars; PDH. Vol. II. doc. 344, 354-356.

³⁵ A Bruck, Teleki et Gratz acceptèrent de prendre des mesures contre les tentatives de restauration des Habsbourg. AD. Europe 1919-29. H. Vol. 34 f. 79. Télégramme de Couget à Briand du 4 avril 1921.

³⁶ Ibid. H. Vol. 33, f. 151. Télégramme de Couget à Briand du 30 mars 1921. H. Vol. 33, f. 171-172. Télégramme circulaire de Berthelot du 31 mars 1921; AMZV. PZ. Budapest, 90, 93, 94. Télégramme de Lejhanec à Beneš du 30 mars 1921. PDH. Vol. II. doc. 165. 288. Télégramme de Kánya à Teleki qui se trouvait à Szombathely, 30 mars. 1921. Tentatives de retour de Charles doc. 12. Télégramme de Kánya à Tahy du 30 mars 1921.

³⁷ PDH. Vol. II. doc. 271. 292. Télégramme de Tahy à Gratz du 30 mars 1921. Tentatives de retour de Charles, doc. 13.

³⁸ PDH. Vol. II. doc. 344. 354-356. Télégramme circulaire de Kánya du 11 avril 1921.

³⁹ PDH. Vol. II. doc. 292. 313-314. Télégramme de Tahy à Gratz, du 2 avril 1921; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34. f. 117. Télégramme de Couget à Briand du 6 avril 1921.

⁴⁰ Ibid.

ordonna à son délégué à Budapest de « communiquer à Gratz, à titre confidentiel, qu'il l'avertissait que si l'Assemblée Nationale prenait une décision, même conditionnelle, en faveur de Charles ou d'un autre Habsbourg, la Petite Entente et l'Italie auront recours immédiatement aux moyens les plus décisifs. »⁴¹

C'est le 2 avril que Lejhanec transmet le message de Beneš, Gratz étant absent, à Khuen Héderváry qui exprima son étonnement de voir que même après la décision du 1^{er} avril de l'Assemblée Nationale Hongroise, le gouvernement tchécoslovaque persiste dans sa position.⁴² C'est que tous les préparatifs étaient faits pour que l'ex-roi pût retourner en Suisse.

Beneš s'est évidemment rendu déjà compte que « il n'y avait plus de danger sérieux », que « l'affaire serait vite close ». Il n'en voulait pas moins poursuivre la pression diplomatique, car — comme il le soulignait dans son télégramme envoyé aux représentations diplomatiques, « tous les Etats doivent exploiter autant que possible l'aventure de Charles contre la Hongrie ». Il voulait se servir de la situation ainsi créée pour renforcer en Tchécoslovaquie la consolidation politique, pour stabiliser l'unité nationale, il voulait mobiliser la nation en évoquant le danger hongrois. « De point de vue de politique intérieure nous nous en servons pour renforcer l'armée — dit Beneš dans le télégramme adressé à Tace Ionescu — nous sommes en effet convaincus qu'il y aura lieu d'intervenir. Dans ce cas-là, nous irons contre Budapest et Szombathely. »⁴³ Vu tout cela, il est compréhensible que malgré — ou précisément à cause de — la résolution de l'Assemblée Nationale hongroise, il décida le 1^{er} avril d'adresser un ultimatum au gouvernement hongrois pour exiger a) la solution définitive de la question des Habsbourg, b) une garantie de se tenir à la décision, c) la cession immédiate à l'Autriche de la Hongrie occidentale. Il n'a quand-même pas remis l'ultimatum à Budapest, vu que l'Angleterre et la France y protestèrent et que ni l'Italie et la Yougoslavie, ni même la Roumanie n'approuvèrent cette idée, malgré que ces deux dernières coopéraient jusque-là strictement avec lui. Il craignaient en effet, et c'était bien fondé, que le gouvernement hongrois n'exécuterait pas ces exigences politiques extrêmes, et ainsi se créerait une situation difficile. Beneš pourtant ne renonça pas à son projet.

Deux jours plus tard, il entreprit des pas diplomatiques catégoriques pour l'ultimatum. Il accorda de l'importance à son envoi, et ce non pas à cause du présent, mais à cause de l'avenir, le destinant à être une mesure préventive contre un cas analogue qui pourrait se présenter. Il voulait démontrer que la question des Habsbourg ne relevait pas de la politique intérieure et qu'il était prêt à tout pour empêcher la restauration. Il devait donc se presser, car tout indiquait que la crise

⁴¹ AMZV. PZ. Budapest. Télégramme de Beneš à Lejhanec, du 1^{er} avril 1921.

⁴² L'Assemblée Nationale prit la décision d'écarter Charles. AMZV. PZ. Budapest. Télégramme de Lejhanec à Beneš du 3 avril 1921.

⁴³ AMZV. PZ. 5124. Télégramme circulaire de Beneš aux représentations diplomatiques tchécoslovaques, du 3 avril 1921.

s'approchait de sa fin : la Suisse était prête à accueillir Charles,⁴⁴ et le gouvernement autrichien acquiesça enfin, après de longues temporisations, à ce que l'ex-empereur passât par l'Autriche.⁴⁵ Ainsi, le 3 avril il donna l'instruction à son représentant à Budapest : Remettez avec le ministre plénipotentiaire de Yougoslavie, dès qu'il en recevra le mandat, un ultimatum commun. Nous exigeons de faire sortir immédiatement Charles de Habsbourg de la Hongrie. Si jeudi, 7 avril, à six heures du soir Charles est encore en Hongrie, nous nous mettrons sans tarder à mettre en œuvre les mesures dont nous nous étions entendus. »⁴⁶ (Comme nous voyons, les trois points inclus dans la première version sont absents ici.) Il ordonna en outre à Lejhanec d'informer de cette mesure les ministres plénipotentiaires roumain et italien à Budapest, et si ceux-ci reçoivent de leurs gouvernement des instructions analogues, de remettre la note avec eux.⁴⁷ L'Italie et la Roumanie étaient cependant contre la remise de cet ultimatum contenant des exigences réduites. La Yougoslavie y consentit, certes, mais fit des propositions dont il ressortit avec évidence qu'elle voulait temporiser. Elle proposa de proroger de trois jours le délai (qui aurait donc expiré non pas le 7 mais le 10). C'est qu'à Belgrade on espérait, à juste titre, qu'avant cette date Charles quitterait de toute façon le pays. Beneš y consentit, mais refusa la demande yougoslave d'informer des pas projetés les gouvernements français et anglais et de demander leur soutien,⁴⁸ car, comme il dit, « ceux-ci empêcheraient plutôt notre plan. Il est mieux si la Petite Entente le réalise toute seule. »⁴⁹

En effet, l'Angleterre et la France étaient contre l'ultimatum. Hohler et Fouchet firent leur possible afin que Lejhanec s'abstienne de l'exécution des instructions de Beneš.⁵⁰ Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, voyant l'opposition de l'Italie et de la Roumanie, voulait mettre de son côté du moins la Yougoslavie. Au début, il occupa donc la position que son représentant à Budapest devait, en toutes circonstances, remettre la note *uniquement* avec le représentant yougoslave à Budapest,

⁴⁴ A la demande des Puissances Alliées, le gouvernement suisse accueillit l'ex-roi, à certaines conditions, pour une durée de trois mois.

⁴⁵ Au début, le gouvernement autrichien refusa nettement la demande y relative des Puissances Alliées. Plus tard, à certaines conditions, il consentit à ce que l'ex-empereur retourne en Suisse passant par l'Autriche. Il fixa le moyen de transport, dont il devait se servir, le chemin qu'il devait suivre et la date pour traverser l'Autriche. Il tenait en outre à ce que le moyen de transport de l'ex-empereur fût suivi par la milice autrichienne. Pour l'Autriche et la restauration des Habsbourg voir : LAJOS KERÉKES, A Habsburg restaurációs kísérletek és az osztrák-magyar viszony 1921-ben (Les tentatives de restauration des Habsbourg et les relations austro-hongroises en 1921). *Századok* 1976, No. 1. 3-50.

⁴⁶ AMZV. PZ. Budapest, 103. Télégramme de Beneš à Lejhanec du 3 avril 1921; Diplomatické dokumenty tykající se pokusu o znovunastoleni Habsburků na trun maďarský. Prague 1922. (dans la suite Diplomatické dokumenty). M. D. doc. 47, 105.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ AMZV. PZ. Bělehrad 133, 135. Télégramme de Beneš au ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Belgrade, du 3 avril 1921.

⁴⁹ Le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères publia les documents concernant la restauration des Habsbourg, mais ce document ne s'y trouve pas. Voir : Diplomatické dokumenty et V. Olivová : Československá zahraniční politika a pokus o restauraci Habsburků v roce 1921. *Československý časopis historický* 1959, No 4, 683.

⁵⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34. f. 43. Télégramme de Fouchet à Briand du 3 avril 1921.

et qu'il devait se conformer à celui-ci, plus exactement aux instructions reçues de Belgrade.⁵¹ Le gouvernement de Belgrade pourtant ne se pressa pas de donner des instructions à son représentant.

Evidemment, Berneš savait exactement que Charles et sa suite étaient déjà prêts à partir, la remise de l'ultimatum ne provoqua plus aucun risque. On pouvait toutefois en tirer un profit moral. Comme le matin du 5 avril les représentants yougoslave et roumain à Budapest n'ont pas encore reçu d'instructions concernant l'ultimatum, et invoquaient que les mesures déjà prises étaient suffisantes et que de toute façon ils devaient tenir compte des vœux des représentants à Budapest des grandes puissances,⁵² il ordonna à Lejhanec de remettre tout seul l'ultimatum. Toutefois Hohler l'en dissuada.⁵³ Entretemps, toute l'affaire a perdu son actualité : vers midi du 5 avril Charles quitta la Hongrie. Beneš pourtant ne s'en contenta pas. Il donna l'instruction à son représentant à Budapest : « Qu'il fasse connaître après coup à Gratz le texte de l'ultimatum. Qu'il l'informe que, bien que Charles soit parti, nous portons à sa connaissance la décision du gouvernement tchécoslovaque. Si possible, les représentants yougoslave et roumain doivent s'adjoindre à sa démarche. Si non, qu'il agisse tout seul. »⁵⁴ Dans son rapport, le représentant tchécoslovaque à Budapest fit savoir que, étant donné que les représentants yougoslave et roumain « n'avaient pas d'instructions authentiques et se refusaient à s'y joindre, je remis tout seul l'ultimatum mercredi (le 5 avril — Á. M.) le soir, plus exactement l'ultimatum qu'ils avaient l'intention de remettre. »⁵⁵

Le lendemain, le 6 avril à midi arriva enfin de Belgrade et de Bucarest le consentement à remettre ensemble l'ultimatum.⁵⁶ C'était un peu tard, car le 6 avril à 1^h24 Charles passa par la frontière suisse.

Les deux membres de la Petite Entente étaient d'un bout à l'autre en relations avec l'Italie. Ils concertèrent leurs conceptions avec le gouvernement de Rome qui non seulement n'était pas contre l'action militaire projetée, mais, du moins en paroles, était prêt à s'y joindre. Les trois Etats collaboraient sur la base du traité de Rapallo signé en novembre 1920 par l'Italie et la Yougoslavie.⁵⁷ Le traité obligeait les signataires à

⁵¹ AMZV. PZ. Budapest, 106. Télégramme de Lejhanec à Beneš du 3 avril 1921; Olivová, 670.

⁵² Ibid. AMZV. PZ. Bělehrad 133, 135. Télégramme de Beneš au ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Belgrade, du 3 avril 1 + 21.

⁵³ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34, f. 43. Télégramme de Fouchet à Briand du 3 avril 1921.

⁵⁴ AMZV. PZ. Budapest, 107. Télégramme de Beneš à Lejhanec du 5 avril 1921.

⁵⁵ AMZV. PZ. Budapest, 113. Télégramme de Lejhanec à Beneš du 5 avril 1921. — Les sources documentaires sont contradictoires sur la remise de l'ultimatum. Dans les documents publiés par le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères les dates sont erronées. Selon ceux-ci les représentants en Hongrie de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie remirent l'ultimatum au soir du 5 avril 1921 et à midi du 6 avril le représentant de la Roumanie s'y joignit aussi, bien que le soir du 5 avril le seul représentant tchécoslovaque remit l'ultimatum. Le document publié garde donc le silence sur les instructions des gouvernements yougoslave et roumain données à leurs représentants à Budapest qu'ils devaient se conformer aux hauts commissaires des grandes puissances. *Diplomatické dokumenty MD. doc. 25, 65.*

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Cet accord signifia la victoire diplomatique de l'Italie. Rome profita de la situation créée par le rapprochement franco-hongrois pour faire adopter par Belgrade la majeure partie de ses conceptions.

surveiller l'observation des traités de paix de Saint Germain et de Trianon. « Tout particulièrement, et de concert commun, ils utiliseront tous les moyens politiques propres à empêcher la restitution de la maison de Habsbourg à son trône autrichien ou hongrois »⁵⁸ — dit le premier point. Par suite de l'échange de lettres bien connu entre Beneš et Sforza, cette partie du traité était valable aussi pour la Tchécoslovaquie.⁵⁹ L'Italie encouragea les Etats successeurs et leurs représentants à Budapest, sans pourtant se joindre ouvertement à leur action, donc à la remise de l'ultimatum non plus. C'est qu'elle ne pouvait pas le faire à cause des Alliés qui voulaient garantir le calme pour les Etats successeurs.

La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie demandèrent à l'Italie d'user de toute son influence afin que la Roumanie, avec laquelle elle avait de bonnes relations, se joigne à l'action militaire projetée, vu que leur intervention aboutit à un échec. La Roumanie s'est délimitée de leurs projets radicaux et des mesures prises, désapprouva aussi la remise de l'ultimatum que Tace Ionescu qualifia d'un pas grossier et dangereux. Mais, de toute évidence, la Roumanie protesta aussi contre le séjour en Hongrie de l'ex-roi.

Le 19 mars, Stircea, ministre plénipotentiaire de Roumanie à Budapest, demanda une audience à Horthy et lui communiqua, sous une forme extrêmement polie, mais catégorique que, conformément aux résolutions des puissances alliées son gouvernement était obligé de qualifier le retour de Charles comme contraire aux intérêts de la Roumanie.⁶⁰ Un jour plus tard, le 30 mars, Tace Ionescu envoya à Budapest un message par András Hory, représentant hongrois à Bucarest : « Les puissances alliées protestèrent contre le retour de l'ex-roi. La Roumanie se joint à cette démarche. » Il conseilla à la Hongrie de s'abstenir de toute mesure qui pût porter atteinte aux rapports entre les deux pays.⁶¹ Toute la protestation du côté roumain était réduite à cela, ce qui, par rapport aux autres, était, et quant à la forme et quant au fond, le plus modéré.

Cependant, dans la suite, sous la pression vigoureuse de l'Italie, la Roumanie accepta que son représentant quitte Budapest en même temps que ceux de l'Italie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, et qu'ainsi les relations diplomatiques avec la Hongrie soient rompues.⁶² Malgré tout cela, elle continuait à louvoyer en ce qui concerne la question de l'intervention militaire. En principe, elle tenait pour possible son adhésion, mais en pratique, elle tâchait à se soustraire aux obligations. Cette position hésitante, ambiguë s'explique par les jugements différents portés sur ce cas par

⁵⁸ Diplomatické dokumenty MD. doc. 41. 93.

⁵⁹ PDH. Vol. II. doc. 273, 293-295. Rapport de Hory à Gratz, du 30 mars 1921.

⁶⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 8, 34 f. 50. Rapport à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 4 avril 1921; *ibid.* f. 56. Rapport à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bucarest du 4 avril 1921. *ibid.* f. (illisible). Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 4 avril 1921; PDH. Vol. II. 276 d/k. 29-298. Télégramme de Kánya au représentant hongrois à Londres, 31 mars 1921.

⁶¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34. f. 83. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bucarest du 5 avril 1921.

⁶² *Ibid.*

le roi, le gouvernement et l'opposition. Ferdinand et sa femme étaient en effet obligés à Charles IV vu son attitude manifestée envers eux pendant la guerre, et si Charles avait renoncé à ses prétentions envers la Roumanie, ils l'auraient volontiers accepté sur le trône hongrois. Il y avait par contre le gouvernement, Bratianu et son cercle et les militaires qui tenaient la restauration pour dangereuse à leur pays, même à ces conditions. Cette ligne-là était décisive. L'autre raison était que la Roumanie craignait d'être entraînée dans une guerre, car son voisin de l'Est retenait encore pas mal de ses forces, et que des agitations surgirent aussi aux frontières roumaine-yougoslave, roumaine-bulgare et roumaine-hongroise. La nouvelle selon laquelle Charles jouissait du soutien des Français, suggérait également de la prudence au gouvernement, comme aussi l'intervention énergique de la Conférence des Ambassadeurs contre les mesures militaires prises par la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, contre l'intervention projetée. La Roumanie invoqua donc qu'elle avait déjà démobilisé une part considérable de son armée et que l'armée active était gardée, presque totalement, à la frontière de la Russie soviétique. Après les demandes réitérées de l'Italie, et ayant appris que l'Italie aussi participe à l'action, elle commença quand-même à concentrer ses troupes sur la frontière, et à réfléchir sur une mobilisation partielle, le renforcement et la mise sur pied d'alarme des corps d'armée de Transylvanie.⁶³ En même temps Tace Ionescu assura les ambassadeurs français et anglais, qui demandèrent au gouvernement de sauvegarder sa neutralité et de ne rien entreprendre sans le consentement de l'Angleterre et de la France.⁶⁴ La Roumanie décida donc d'attendre et de faire dépendre sa participation à l'intervention militaire de l'évolution de la situation.

Quelle position prirent les puissances occidentales face à la crise? Ici, il convient de faire la différence entre la position officielle, représentée à la Conférence des Ambassadeurs, et celle qui s'exprima derrière les coulisses, dans différents salons ou dans les attitudes ouvertement manifestées de certains groupes légitimistes influents. La ligne directrice de la Conférence des Ambassadeurs était la note du février 1920. C'est dans cet esprit qu'elle exerça une pression sur Horthy et sur le gouvernement hongrois afin qu'ils fassent partir l'ex-roi du territoire de la Hongrie, et en même temps fit des efforts pour freiner la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et pour les retenir d'un pas qui pût aboutir à une guerre, à de nouvelles effusions de sang.

La Conférence des Ambassadeurs n'était pas unanime concernant la question des Habsbourg, les décisions furent précédées de longues discussions envenimées. Officiellement et ouvertement les Français étaient pour les décisions anti-Habsbourg de la Conférence des Ambassadeurs, mais derrière les coulisses, comme nous allons le voir, ils encourageaient l'ex-roi à retourner en Hongrie.

Quelle était la position de la Grande-Bretagne? La Chambre des Lords et en général l'aristocratie étaient pour la restauration des Habsbourg et réprouvaient l'intervention du gouvernement britannique et des Etats successeurs dans des

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

questions qui étaient une affaire intérieure de la Hongrie. Les milieux gouvernementaux, par contre, étaient anti-Habsbourg. A l'opposé de la France, l'Anschluss n'était pas censé être un danger pour la sécurité de la Grande Bretagne, tandis que la restauration des Habsbourg détruirait, selon le ministre des affaires étrangères Curzon, la perspective de collaboration entre les Etats danubiens. La position prise par le Foreign Office joua un rôle considérable dans la naissance de la note de février 1920 de la Conférence des Ambassadeurs⁶⁵ dans la réfutation des attaques exigeant son invalidation, et aussi dans la liquidation de la crise surgie à cause du coup d'Etat du roi, et enfin, mais pas en dernier lieu, dans la mise au pas de la Petite Entente. Quant à ces derniers, le Foreign Office se trouvait en face non seulement de la France, mais aussi de l'Italie, pour imposer sa volonté. Hohler, haut commissaire à Budapest, était une des personnalités centrales de la lutte contre le coup d'Etat, et en sa qualité de doyens des hauts commissaires il organisa et coordonna leur action. Il veillait avec un extrême soin à ce que les pas faits par les représentants des Etats voisins ne créent pas une situation tendue et ne mettent pas en flamme l'Europe Centrale. C'est que la confrontation entre la Petite Entente et les puissances occidentales s'aggravait, puisque, selon les informations de la première, Paris encouragea Charles à exécuter son projet. Londres de son côté, dans un esprit de conciliation envers la Hongrie, mettait des obstacles à la liquidation radicale du coup d'Etat. Hohler n'était pas, et de loin, complaisant envers Charles et la Hongrie. Il protesta énergiquement contre le séjour de l'ex-roi à Budapest et à Szombathely, et sa position poussa le gouvernement hongrois à une action plus énergique. C'est un fait que Hohler tenta d'exercer une pression non seulement sur le gouvernement hongrois, mais aussi sur les représentants à Budapest de la Petite Entente. De Horthy, Teleki et Gratz il exigea des mesures énergiques pour écarter Charles, et de Lejhanec et Milojević de la modération, pondération, le renoncement aux menaces de guerre. Il a joué un rôle important dans la non remise de l'ultimatum. Entretemps, il persuada Curzon de mettre en œuvre tout moyen diplomatique pour liquider vite la crise et pour obtenir de la Suisse qu'elle admette le retour de Charles, et de l'Autriche qu'elle le laisse passer par son territoire.⁶⁶

Pendant toute la crise l'Italie était l'alliée possible et effective de la Petite Entente et de l'Angleterre. Elle était d'accord avec l'Angleterre que le retour de Charles de Habsbourg au trône de Hongrie créerait une situation dangereuse, surtout si cela se réalise avec le soutien des Français. Toutefois, le Foreign Office exigea l'exclusion de tous les Habsbourg du trône hongrois, tandis que le gouvernement italien, tout en ayant signé la note de février qu'il représenta même officiellement, soutenait, derrière les coulisses, la candidature d'Albert, car ils entendaient lui faire épouser la fille du roi d'Italie. Il y avait une différence considérable entre le jugement porté par les deux

⁶⁵ Les Puissances Alliées reprirent mot à mot le contenu de la note dans leur note du 3 avril 1921. AD. Europe 1918-29 H. Vol. 35. f. 120. Télégramme de Fouchet à Briand du 3 avril 1921 ; Tentative de retour de Charles IV, doc. 18, 103.

⁶⁶ C'est que, au début, l'Autriche s'y refusa le plus catégoriquement.

gouvernements sur l'attitude de la Petite Entente. A Londres, on désapprouvait les menaces et faisait tout pour les retenir d'un pas irréfléchi. Comme nous venons de voir, l'Italie par contre encouragea la Petite Entente, voire se joignit officiellement aussi à ses actions diplomatiques.

L'Italie était la grande puissance le plus intéressée à empêcher la restauration des Habsbourg. C'est que le rétablissement de la Monarchie aurait mis en danger ses prétentions dans le bassin danubien et dans les Balkans, surtout si c'était fait avec l'appui de la France. Les premières nouvelles relatives au coup d'Etat témoignaient pourtant de cet appui. C'est que Cerruti, haut commissaire italien à Budapest, rapporta à Sforza que Charles était soutenu par les Français. Il va de soi que le ministre italien des affaires étrangères intima tout de suite à Bonin, ambassadeur en France, de s'adresser à ce sujet au Quai d'Orsay. Laroche, que Bonin consulta, affirma que les nouvelles n'avaient pas de fondement et autorisa l'ambassadeur à envoyer à son gouvernement un télégramme disant que « les Français s'opposent à la restauration des Habsbourg ». ⁶⁷ Malgré ce démenti, la presse italienne était pleine d'articles contre les Français, ⁶⁸ et le gouvernement français protesta contre les attaques de la presse. Dans son rapport au sénat, Sforza reconnut enfin à propos du coup d'Etat, que la diplomatie française entreprit des mesures pour liquider la crise. ⁶⁹

Le gouvernement italien déploya une activité large, avant tout à Budapest. Cerruti, sans attendre les instructions de son gouvernement, engagea immédiatement, donc le 28 mars, l'action. Il consentit à ce que Hohler remette à Horthy une démarche au nom des représentants à Budapest des puissances alliées, donc en son nom aussi.

L'après-midi du même jour il se rendit chez Horthy pour présenter en personne sa protestation contre le retour de l'ex-roi. Il déclara : « Empêcher le retour des Habsbourg, c'est la question cardinale de la politique extérieure italienne. » Dans sa réponse Horthy insista sur le caractère intérieure de cette question qui ne touche que la Hongrie et qu'il ne peut donc pas débattre avec des diplomates étrangers. ⁷⁰

A la différence de ses collègues, Cerruti collaborait étroitement avec les délégués à Budapest de la Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie. Les deux premiers, conformément aux instructions reçues de leur gouvernement, informèrent de tout le haut commissaire italien et tâchèrent de le gagner pour leur projet. Les quatre diplomates tentèrent de coordonner leur action. C'est ce que faisait aussi Stercea, le représentant roumain, sans y être pourtant autorisé. Selon ses paroles, il agissait de son propre chef. ⁷¹ Il décidèrent de quitter en même temps Budapest, de rompre les relations diplomatiques avec la Hongrie et de décréter son blocus. Le gouvernement

⁶⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 33. f. 164. note de Laroche du 30 mars 1921.

⁶⁸ Ibid. 195-199. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Rome, du 1^{er} avril 1921.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ PDH. Vol. II. doc. 259, 284-285. Télégramme de Kánya au ministre plénipotentiaire hongrois à Rome, du 29 mars 1921.

⁷¹ AMZV. PZ. Budapest. Rapport de Lejhanec à Beneš, du 2 avril 1921.

italien promet toute son aide aux Etats successeurs, donc aussi l'aide militaire. Avec cette promesse ils voulaient forcer la Roumanie à prendre une position plus nette et à se joindre à l'action militaire projetée par la Petite Entente.⁷² Il n'est, certes, pas vraisemblable qu'ils aient voulu prendre part à l'intervention militaire, en effet ils ne voulaient pas se joindre non plus à l'ultimatum projeté par Prague et Belgrade, bien que Beneš et Pasić y aient attaché une grande importance. C'est qu'ils le jugeaient très dangereux.

Arrivé en Hongrie, Charles de Habsbourg invoque le soutien de la France. Il affirma que le premier ministre français était d'accord avec son plan, tout en lui signalant que les grandes puissances protesteraient, mais cela ne changerait rien à la situation : « Elles prendront acte du fait accompli » — dit-il dans son dernier message. La presse européenne contemporaine publia, les jours suivant le coup d'Etat, des articles sur le soutien français, et ce thème occupa la place centrale dans les milieux diplomatiques aussi où surtout le nom de Briand fut souvent évoqué.⁷³ La participation aux préparatifs du coup d'Etat des milieux monarchistes français ne fait aucun doute, il n'est pourtant pas sûr que Briand y ait joué un rôle. Dans cette question il y a une grande incertitude dans les œuvres spécialisées. Dans ces conditions, tout ce que le chercheur peut faire, c'est d'énumérer les faits qui prêtent de la vraisemblance à l'hypothèse concernant le soutien de Briand. C'est ce que nous allons tenter.

Il n'y a pas de doute que le premier ministre français était partisan de la restauration des Habsbourg, et qu'il ne le cachait pas, trouvant que le retour des Habsbourg était dans l'intérêt national des Français. Il se fonda sur la conception que la dynastie des Habsbourg pouvait constituer un centre qui peut coordonner les différentes petites nations, une unique possibilité de créer la confédération danubienne, un point d'appui capable d'empêcher l'expansion allemande vers l'Est, l'Anschluss, et contrebalancer le danger bolchevik. Il avait donc le même objectif que Millerand et Paléologue. Le principal soutien de Briand était Jean-Louis Barthou.

L'attitude du gouvernement français dans les heures et les jours suivant le coup d'Etat mérite l'attention.⁷⁴ C'est qu'il ne réagit pas aux événements, il se tut. Aucune réponse n'était donnée aux télégrammes des ministres plénipotentiaires accrédités dans les Etats de l'Europe centrale et sud-orientale qui demandaient des instructions à propos des nouvelles, répandues dans les milieux gouvernementaux et dans la presse, selon lesquelles Briand n'était pas contre le retour de Charles.⁷⁵ Cette attitude aurait pu avoir un sérieux effet surtout par rapport à la Hongrie. Fouchet, haut commissaire

⁷²AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34, f. 56. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 4 avril 1921.

⁷³ Dans leurs rapports les diplomates transmirent, presque sans exception, des informations concernant le rôle joué par Briand.

⁷⁴ Les hommes politiques et les diplomates français gardèrent le silence. S'ils devaient répondre aux questions posées, ils se référaient, avec des généralités, à la note du 20 février 1920 de la Conférence des Ambassadeurs, et à leur fidélité à cette note.

⁷⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34, f. 135-139. Télégramme de Fouchet à Briand du 29 mars 1921; *ibid.* f. 155. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Vienne, du 30 mars 1921.

de France à Budapest, était, vu l'absence d'instructions, fort incertain. Le 28 mars, jour de l'arrivée de Charles à Budapest, il consentit à ce que Hohler, aussi au nom de la France et de l'Italie, attire l'attention de Horthy à ce que « les Alliés ne tolèrent pas le retour de Charles. »⁷⁶ Horthy pria Fouchet de venir le voir et lui dit que le roi se référerait à l'appui de Briand. Il demanda quelle était la vérité. Fouchet donna une réponse évasive, plus exactement il répondit conformément à l'instruction du 18 février 1921 selon laquelle le gouvernement français reste fidèle à la déclaration des puissances alliées du 20 février 1920. C'est-à-dire il confirma Hohler. A la demande de Horthy, il le fit par écrit aussi et le remit au Ministère hongrois des Affaires Etrangères. La note fut immédiatement envoyée à Szombathely, à l'ex-roi. Toutefois, Fouchet n'accepta pas la proposition de se rendre à Szombathely et de communiquer tout cela personnellement à Charles.⁷⁷ C'est que même après cette note, le roi se référerait à l'appui des Français qui, selon lui, lui envoyèrent un message à Szombathely aussi et insufflèrent la persévérance.⁷⁸ Fouchet envoya immédiatement un télégramme à Briand lui communiquant sa conversation avec Horthy et la déclaration du roi selon laquelle Briand était favorable à son projet.⁷⁹

La presse française publia immédiatement en vedette les nouvelles sur l'appui français, et pourtant, le démenti de la part du Quai d'Orsay, publié sans retard dans de pareils cas, ne parut pas, plus exactement seulement avec quelques jours de retard, mais n'avait ni le fond ni la forme pour pouvoir dissiper tous les doutes.⁸⁰ Il est remarquable aussi que les extraits de presse envoyés par Havas à Budapest, étaient tendencieux, ils offraient une image favorable de la Hongrie et de la restauration.⁸¹

Ce n'est que le 30 mars que Briand commença à réfuter que le gouvernement français et personnellement lui, auraient joué un rôle dans le coup d'Etat. Cela survint surtout après l'intervention de Poincaré. Le 30, le président de la République fit venir le premier ministre et lui reprocha sérieusement son attitude dans la question des Habsbourg. Il lui dit avoir fait de sérieuses promesses à l'Italie de ne pas aider la restauration.⁸² Après cela, Briand fut forcé de faire des pas diplomatiques en contradiction avec sa propre position, avec les idées et projets concernant la restauration des Habsbourg. Ainsi donc, le ministre français des affaires étrangères ne pouvait plus se taire. Le même jour il expédia un télégramme circulaire à 17 légations françaises et, partant des rapports de Fouchet, reproduisit ses déclarations sur l'appui français offert à Charles et les réfuta toutes. « Les bruits que répandent l'empereur Charles et ses partisans pour faire croire qu'une restauration serait agréée par les Alliés et en particulier par la France rendent nécessaire de préciser, tant vis-à-vis du

⁷⁶ Ibid. H. Vol. 34, f. 65-78. Rapport de Fouchet à Briand, du 4 avril 1921.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Ibid. H. Vol. 33, f. 167. Télégramme de Fouchet à Briand, du 31 mars 1921; *ibid.* f. 135-139. Télégramme de Fouchet à Briand, du 29 mars 1921.

⁸⁰ PDH. Vol. II. doc. 320, 327-331. Rapport de Praznovsky à Gratz, du 6 avril 1921.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ozer Carmi, 41.

Gouvernement hongrois et de l'opinion publique magyare et autrichienne, la volonté des Gouvernements alliés à ce sujet. L'allusion à un consentement que j'aurais donné à la restauration de l'empereur Charles est entièrement inventée et ne repose pas sur le moindre fondement» — lit-on dans le télégramme.⁸³ Le même soir il reçut les journalistes, et devant eux aussi il nia que le gouvernement français eut appuyer le coup d'Etat.⁸⁴

Même après cela il y avait certains flottements. Par exemple, au télégramme de Fouchet du 28 mars il n'y eut pas de réponse de la part du Quai d'Orsay pendant deux jours. On temporisait. Le haut commissaire, laissé en incertitude, agit pour son propre compte, comme nous l'avons déjà dit, en protestant, à défaut d'instructions, partant de l'ancienne lettre de Briand datée du 18 février.

Ce n'est qu'à partir du 1^{er} avril que les Français intervinrent catégoriquement contre le coup d'Etat quand il était déjà évident que Charles ne put pas créer un fait accompli, que Horthy ne céda pas le pouvoir, que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie menaçaient de déclarer la guerre, que l'Angleterre et l'Italie protestaient énergiquement. De plus, il était à craindre que l'Italie n'offre une aide militaire à la Petite Entente et ainsi l'Europe Centrale ne devienne de nouveau champ de bataille. A tout prix il fallait l'empêcher. Le 1^{er} avril Briand adressa un télégramme à Fouchet (réponse au télégramme du 28 mars) pour souligner que jamais il n'a donné son accord au retour de Charles et que les allusions de l'empereur à ce propos n'ont aucun fondement. Il lui demanda de transmettre tout cela au gouvernement hongrois.⁸⁵

Le même jour, le 1^{er} avril, le gouvernement français informa dans une note sur le coup d'Etat la Conférence des Ambassadeurs. Il y exposa que c'est le télégramme de Fouchet, reçu le 30 mars, qui leur apprit que l'ex-empereur, dans sa conversation avec Horthy, se référa à l'appui des puissances alliées, avant tout de la France, apporté à son projet. La note se référa aux mesures prises par le haut commissaire à Budapest et ses collègues afin d'écartier le danger. Enfin il signala aussi les tensions accrues dans les Etats voisins.⁸⁶

Comme nous voyons, cette note informa imprécisément la Conférence sur la date et le contenu du télégramme de Fouchet. Ce n'est pas dû au hasard. C'est que le haut commissaire français à Budapest envoya son premier télégramme non pas le 30, mais le 28 mars, soulignant que Charles se réfère à l'appui de *Briand*.⁸⁷ En remettant la note, le gouvernement français proposa d'envoyer une note au gouvernement

⁸³ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 33. f. 160-162. Télégramme circulaire de Briand du 30 mars 1921 : « Le Gouvernement français s'opposerait formellement à une restauration de Habsburg et rappelle à ce sujet sa déclaration du février 1920. » — dit le télégramme. Cette formule non plus ne contient d'opposition catégorique au coup d'Etat. Les presses tchécoslovaque, yougoslave et roumaine publièrent immédiatement le démenti de Briand. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 34. f. 162-165. Rapport de Couget à Briand, du 13 avril 1921.

⁸⁴ PDH. Vol. II. doc. 320.

⁸⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 33. f. 203. Télégramme de Briand à Fouchet, du 1^{er} avril 1921.

⁸⁶ PDH. Vol. II. doc. 293. 308-309. Note de Fouchet pour Teleki, du 2 avril 1921.

⁸⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 33. f. 135-139. Télégramme de Fouchet à Briand, du 29 mars 1921.

hongrois. Comme nous allons le voir, c'était fait. La participation supposée de Briand était confirmée par sa propre déclaration faite devant le Sénat. Le premier ministre français évita de traiter la question au fond, il invoque seulement que la France était loyale envers ses alliés. Il évoqua les intérêts de l'Italie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie qui, dit-il, étaient si importants que, si Charles était resté en Hongrie, l'Europe de l'Est serait de nouveau noyée dans le sang. Il n'était pas même mentionné qu'empêcher la restauration des Habsbourg était aussi dans l'intérêt de la France.⁸⁸

Dans la suite, les activités diplomatiques du Quai d'Orsay étaient devenues plus vives. Le secrétaire général aux affaires étrangères, Berthelot arriva au premier plan, qui, tout en étant grand partisan de la Petite Entente, ne se joignit pas immédiatement à l'action de Beneš et de Pasić. S'il est resté à l'arrière-plan, c'était probablement parce qu'il ne tenait pas pour dangereuse la restauration des Habsbourg pour les intérêts nationaux de la France, mais il était contre, tenant compte de la position prise par ses alliés de l'Est. Au début, c'est cette duplicité qui marqua son attitude. Il hésitait, mais se taisait, et il se taisait, car Briand aussi se taisait. Il n'était pas opportun de s'opposer au premier ministre et au ministre des affaires étrangères. Ce n'est qu'après le 30 mars, quand Briand prit la parole contre la restauration, qu'il entra en action. Dans son télégramme circulaire du 31 mars, envoyé à Londres, Rome et aux Etats successeurs, il souligna la nécessité d'une intervention commune des représentants à Budapest qui devaient énergiquement exiger l'éloignement immédiat de Charles et attirer l'attention du gouvernement hongrois à ce que, dans le cas contraire, il porterait totalement la responsabilité pour les troubles organisés contre le traité de paix de Trianon.⁸⁹ C'était la première fois que les grandes puissances employaient un ton énergique, dur. Berthelot, ayant une grande influence, se servait de tous les moyens afin de généraliser l'intervention vigoureuse, déterminée, contre la Hongrie.⁹⁰ Non seulement il ne freinait pas, comme Londres, les mesures agressives des Etats voisins, au contraire, il les encourageait.

Ces jours-là Praznovsky demandait plusieurs fois l'aide du Quai d'Orsay face aux menaces des Etats voisins, pour modérer les attaques de la Petite Entente, mais le secrétaire général des affaires étrangères s'y refusa. De plus, il fit paraître un éditorial dans *Le Temps* exprimant son espoir que les Etats voisins ne suivront pas les conseils concernant une attitude plus modérée.⁹¹

Ces jours-là, la France est devenue un militant de pleine valeur contre la tentative de coup d'Etat de Charles de Habsbourg, elle coopérait rigoureusement avec les puissances alliées.

Après l'énergique intervention de la Conférence des Ambassadeurs et de la Petite Entente l'ex-roi était forcé à quitter Szombathely aussi. Il est difficile de constater le

⁸⁸ PDH. Vol. II. doc. 320, 327-331. Rapport de Praznovsky à Gratz, du 6 avril 1921.

⁸⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 33. f. 171-172. Télégramme circulaire de Berthelot du 31 mars 1921.

⁹⁰ PDH. Vol. II. doc. 320, 127-131. Rapport de Praznovsky à Gratz, du 6 avril 1921.

⁹¹ Ibid. doc. 331, 320-327. Rapport de Praznovsky à Gratz, du 6 avril 1921.

rôle qu'avait joué dans la résolution de la Conférence des Ambassadeurs l'attitude menaçante de la Petite Entente. C'est un fait que c'est à cause de l'intervention de la Petite Entente que Charles ne pouvait pas créer un fait accompli, condition d'être reconnu. La première tentative d'occuper le trône, et son échec contribuèrent à aggraver la situation internationale de la Hongrie, à consolider et à former définitivement la Petite Entente. Peu après le départ de l'ex-roi, le 23 avril 1921, Tace Ionescu signa avec la Tchécoslovaquie et ensuite avec la Yougoslavie aussi le traité conclu à l'analogie du pacte tchécoslovaque-yougoslave. La différence était que ce dernier imposa aux parties contractantes de défendre non seulement le traité de Trianon, mais aussi celui de Neuilly.⁹²

Les événements survenus six mois plus tard contribuèrent déjà à la consolidation continue de la Petite Entente devenue complète.

*

Le 21 octobre 1921, six mois après le premier coup d'Etat manqué, Charles de Habsbourg, convaincu que l'échec du printemps était dû au manque de préparatifs nécessaires et au mauvais choix de la date, revint encore. Cette fois-ci l'action était en effet bien mieux organisée.

Les préparatifs s'intensifiaient à partir de juin. Leurs hommes de confiance étaient présents dans l'administration et aussi dans l'armée. Aux officiers d'un certain âge, surtout à ceux provenant de l'ancienne armée impériale-royale et occupant des postes de direction, ils exposaient, avec succès, l'argument qu'ils avaient prêté serment à Charles et que c'était encore en vigueur.⁹³ Dans le strict milieu de Horthy, Balthazar Láng, chef du cabinet militaire, était appelé à obtenir de Horthy, à temps voulu, des concessions. Horthy continua à faire des protestations de fidélité, à assurer Charles qu'il ne tenait pas à tout prix à sa position actuelle et qu'il attendait avec impatience le moment où il pût lui céder le pouvoir. Toutefois, comme dans ses lettres précédentes, il indiqua que la situation internationale n'était pas favorable à la restauration.⁹⁴ En mai il reçut des informations dignes de confiance selon lesquelles Charles revient en Hongrie en été, probablement en août. L'ex-roi communiqua confidentiellement ces projets, en une lettre adressée à son cousin l'archiduc Joseph, qui en informa immédiatement Horthy et plus tard le haut commissaire français Fouchet.⁹⁵

Le gouvernement hongrois entreprit des mesures variées pour empêcher l'action projetée, étant convaincu que celle-ci conduirait à l'occupation de la Hongrie par la Petite Entente. Le ministre hongrois des affaires étrangères s'adressa, par

⁹² Diplomatické dokumenty MD. doc. 54, 119; doc. 65, 141, doc. 72, 157; Halmosy, Dénes, 153-158.

⁹³ Horthy et le gouvernement prirent de sérieuses mesures contre ces actions.

⁹⁴ GORDON BROOK-SHEPHERD, *Um Krone und Reich. Die Tragödie des letzten Habsburgkaisers*. Vienne, 1968. 337.

⁹⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35. f. 8. Rapport de Fouchet à Briand, du 13 juin 1921; *ibid* f. 4. télégramme de Fouchet à Briand du 10 juin 1921; *ibid* f. 120-123, Rapport de Fouchet à Briand, du 6 juillet 1921.

l'intermédiaire du haut commissaire Hohler, au gouvernement britannique pour demander son aide. Il demanda de ne pas prolonger le séjour de Charles en Suisse, comme il en était question, mais de le transférer à un endroit plus éloigné, plus sûr, et de renforcer sa surveillance.⁹⁶ A la proposition du Foreign Office, les ambassadeurs français et italien à Bern et à Madrid, avec leur collègue anglais, déployaient une large activité diplomatique afin de résoudre l'établissement et la surveillance plus stricte de Charles. Vu que le gouvernement espagnol refusa d'accueillir Charles, plus exactement y posa de dures conditions financières,⁹⁷ les grandes puissances et le gouvernement hongrois firent leur possible pour prolonger le séjour de Charles en Suisse et pour rendre sa surveillance plus sévère.⁹⁸ Enfin, malgré les protestations de la Petite Entente (qui exigea l'expulsion de Charles de Suisse) le Conseil Fédéral de Suisse prolongea jusqu'en octobre le séjour de l'ex-roi.

En même temps où le ministre hongrois des affaires étrangères demanda l'aide des grandes puissances pour empêcher le retour de Charles, il tâcha aussi de calmer et rassurer ses voisins. Il envoya un message à Beneš soulignant que le gouvernement hongrois décida « d'arrêter Charles s'il renouvelle sa tentative d'occuper le trône ». C'est ce que Horthy affirma, lui aussi, aux représentants à Budapest des alliés.⁹⁹

⁹⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35. f. 20-21. Lettre de Curzon à Briand du 22 mai 1921. Charles refusa pourtant la surveillance plus stricte que le gouvernement suisse voulait mettre en application.

⁹⁷ Le gouvernement espagnol se montra prêt à accueillir Charles et sa suite dans le seul cas où les frais seraient remboursés. Le gouvernement français voulait en charger l'Etat hongrois ce que Bethlen refusa. L'Angleterre soutenait la position hongroise. Enfin la décision fut prise que tous les Etats successeurs devaient y contribuer. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35, f. 230. Note de l'ambassadeur britannique à Paris pour Briand.

⁹⁸ « La paix et le calme en Europe Centrale dépend de la décision du conseil fédéral de Suisse » -- dit Bánffy dans son télégramme adressé au gouvernement suisse. Tentative de retour de Charles IV. Ministère hongrois des Affaires Etrangères, cahier I, annexe 40. Pour la lutte diplomatique autour de l'expulsion et de la surveillance plus stricte de Charles, voir : AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35. f. 31. Note pour Briand de l'ambassadeur anglais à Paris du 30 mai 1921; *ibid.* f. 24-28. télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bern, du 24 mai 1921; *ibid.* lettre de Briand à l'ambassadeur anglais à Paris, du 6 juin 1921; *ibid.* f. 77-79. Rapport du ministre plénipotentiaire français à Bern à Briand du 11 juin 1921; *ibid.* télégramme de l'ambassadeur français à Rome à Briand du 3 août 1921; télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire à Bern, du 1^{er} juillet 1921; Pour les négociations avec le gouvernement espagnol voir : AD. Europe 1918-29, H. Vol. 35, f. (illisible). Rapport à Briand du ministre plénipotentiaire français à Madrid, du 27 juin 1921; *ibid.* Note de l'ambassadeur anglais à Paris pour Briand, du 29 juin 1921; *ibid.* f. 160. Note pour Berthelot d'auteur inconnu, du 20 juin 1921; *ibid.* f. 162. lettre de Briand au ministre plénipotentiaire français à Madrid, du 20 juin 1921; *ibid.* f. 231. Lettre de Curzon à Briand du 4 juillet 1921; *ibid.* F. (illisible) Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Bern, du 14 juillet 1921; *ibid.* f. 124. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Madrid, du 8 juillet 1921; *ibid.* F. (illisible) Télégramme circulaire de Briand, du 8 juillet 1921; *ibid.* F. 194. Note sur les pourparlers concernant l'établissement de Charles IV, du 6 juillet 1921 (quatre pays furent proposés à cette fin, l'Angleterre, la Suisse, la Suède et l'Espagne); *ibid.* F. 230. Lettre de Curzon à Briand, du 10 août 1921; *ibid.* F. 250. Lettre à Curzon du gouvernement espagnol, du 21 août 1921; *ibid.* F. 255. Télégramme de Briand à Fouchet, du 21 août 1921; *ibid.* F. 216. Télégramme à Briand de Fouchet, du 26 août 1921.

⁹⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35. F. 208-210. Télégramme à Briand du chargé d'affaires français à Prague, du 6 août 1921; *ibid.* Rapport à Briand du chargé d'affaires français à Prague, du 9 août 1921; *ibid.* F. (illisible). Rapport de Fouchet à Briand, du 6 août 1921.

Le gouvernement hongrois prit aussi des mesures préventives en politique intérieure, engagea une intense propagande pour contrecarrer l'action des carlistes. Il cherchait à écarter de l'armée et de l'administration les légitimistes et à les remplacer par ses propres partisans. Il ordonna au détachement Ostenburg, en garnison dans la Hongrie occidentale, où Charles avait beaucoup de partisans, de revenir à Budapest le 23 octobre et d'être intégré dans l'armée. L'archiduc Joseph ayant révélé le projet, lui communiqué confidentiellement, et par suite les grandes puissances, les gouvernement hongrois et suisse, ainsi que la Petite Entente ayant pris des mesures de précaution, les carlistes étaient forcés de remettre l'action projetée pour le 20 août et de réfuter les nouvelles, parues dans la presse mondiale aussi, concernant le retour de l'ex-roi.¹⁰⁰ Le coup d'Etat était donc reporté, pas à beaucoup plus tard, à octobre. Pour eux, il était extrêmement important de réaliser le projet avant le départ de Burgenland du commando Ostenburg fidèle aux Habsbourg. Ils devaient se presser aussi parce que Charles n'obtint le permis de séjour en Suisse que pour trois mois, et il était à craindre qu'ensuite il sera transféré à un endroit plus éloigné ce qui rendra difficile de réaliser l'action projetée.

Le message à Beneš du gouvernement hongrois, les mesures prises contre les carlistes, les déclarations de l'ex-roi réfutant les nouvelles sur son retour, n'ont pas rassuré la Petite Entente. Les trois Etats poursuivirent leurs activités diplomatiques coordonnées. Ils exigeaient des grandes puissances d'éloigner immédiatement Charles de la Suisse. Ils se consultaient, tenaient des conseils. Beneš se rendit en Yougoslavie où il délibéra de l'éventuelle coopération militaire tchécoslovaque-yougoslave. Le 23 juillet il donna l'instruction à son représentant à Budapest « d'agir, en cas de retour de Charles, en accord avec ses collègues roumain et yougoslave. »¹⁰¹ Des instructions analogues arrivèrent de Belgrade et de Bucarest aussi. « Avec les représentants yougoslave, tchécoslovaque et italien prenez la décision de faire des démarches des plus décisives » — dit le télégramme de Tace Ionescu. « Si votre protestation n'a pas de résultat, quittez Budapest en 24 heures, avec tout le personnel. »¹⁰²

Entretemps, à Hartenstein, continuaient les préparatifs au retour. Un des dirigeants était Boroviceni, chef de cabinet du ministre hongrois des affaires étrangères qui demanda, après le premier coup d'Etat, un congé et se trouvait dans l'entourage de Charles, au su et avec le consentement du gouvernement hongrois. Début octobre tout était prêt, il ne resta que de fixer le jour. Il était sûr que le retour devait avoir lieu avant

¹⁰⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 35 F. 162. Rapport à Briand du chargé d'affaires français à Bern, du 23 juin 1921. Le 18 octobre, donc quatre jours avant le coup d'Etat l'ex-roi invita chez lui Walter, chef de la police politique et lui demanda de prendre quelques mesures complémentaires pour garantir sa sécurité personnelle. A la fois il déclara catégoriquement qu'il n'avait pas l'intention de quitter la Suisse et que les rumeurs y relatives étaient dépourvues de tout fondement.

¹⁰¹ AMZV. PZ. — Budapest — 273. Instructions données par Beneš à Lejhanec, 23 juillet 1921.

¹⁰² AMZV. PZ. — Budapest — 273. Rapport de Lejhanec à Beneš, du 23 juillet 1923. Charles espérait que la Roumanie prendrait, comme lors du premier coup d'Etat, une position modérée et n'adhérerait pas aux mesures militaires prises par ses alliés dans la Petite Entente. AD. Europe 1918-29. Vol. 35. F. 199. Note de ses entretiens avec Charles, du 7 juillet 1921.

le 22 octobre, vu que le commando Ostenburg, sur lequel était fondé le début de l'action, devait se rendre à Budapest le 23 octobre. Tous les détails du projet étaient élaborés. Tout était fondé sur la surprise et tout devait être exécuté pendant un seul jour. Aucune délibération avec le régent ou avec le gouvernement — il fallait faire une entrée inattendue dans le quartier du château. Le ralliement des commandants était bien préparé à temps.

Le 21 octobre 1921, donc six mois après le premier coup d'État et deux semaines après la signature de l'accord de Venise l'ex-roi arriva par avion à Dénesfa, d'où il se rendit à Sopron où il forma le nouveau gouvernement et, avec les formations militaires y stationnées qui se mirent immédiatement à son côté, se mit en route vers la capitale.

Bien que, au cours de l'été, on ait beaucoup parlé et écrit des préparatifs, cette nouvelle produisit de la consternation.

Le gouvernement hongrois prit connaissance du coup d'État à l'aube du 22 octobre. Le conseil des ministres fut convoqué à 9 heures du matin, avec participation des chefs militaires. Bethlen informa les participants des événements et des mesures à prendre. Notamment : a) il faut informer des événements les représentants des grandes puissances et leur communiquer la position du gouvernement hongrois selon laquelle « conformément à la loi I de 1920, le roi Charles ne peut pas reprendre l'exercice de ses droits de souverain et il doit de nouveau quitter le pays », b) une communication gouvernementale de contenu analogue doit être remise à la presse hongroise et étrangère; c) en accord avec le ministre de la défense il faut adresser une ordonnance énergique à tous les commandements royaux de quartiers, soulignant que Charles IV ne peut exercer de droits de souverain et de généralissime, les troupes ne peuvent lui prêter serment de fidélité et ne peuvent pas exécuter ses ordres.¹⁰³

Le ministre hongrois des affaires étrangères, ayant assisté au conseil des ministres, l'après-midi voulait exécuter la décision y prise concernant la politique extérieure. Les représentants à Budapest des puissances alliées le devancèrent et dès midi se rendirent auprès de lui pour lui remettre leur lettre de protestation rédigée peu avant chez Hohler. Fouchet se remémore ainsi les événements : « C'est dans la matinée du 22 Octobre que la nouvelle m'est parvenue tout-à coup par le Chargé d'Affaires d'Italie... Dès l'instant où le comte Vinci m'avait apporté le télégramme de la Commission des Généraux, je m'étais rendu avec lui chez le ministre d'Angleterre qui ne connaissait pas encore la nouvelle. Séance tenante, nous avons rédigé une lettre collective, en nous inspirant des instructions déjà reçues par nous depuis longtemps au sujet de la question des Habsbourg, et nous référant à notre communication du 2 Avril au Gouvernement Hongrois quand s'était effectuée la première tentative royale... Votre Excellence voudra bien trouver ci-joint le texte de notre nouvelle protestation, rédigée dans les termes les plus catégoriques. A midi ce document était remis par nous

¹⁰³ KARSAI, ELEK, *Számjeltávirat valamennyi magyar királyi követségnek* (Télégramme chiffré à toutes les missions royales diplomatiques hongroises). Budapest, 1969. 233.

trois entre les mains du ministre des Affaires Etrangères qui n'avait appris lui-même l'événement que depuis plusieurs heures était passé et qui était aussi sincèrement que profondément consterné. »¹⁰⁴

Les hauts commissaires protestèrent donc auprès de Bánffy avant qu'il ait exécuté la résolution du conseil des ministres l'obligeant à informer les puissances alliées. Par conséquent, le ministre hongrois des Affaires Etrangères ne pouvait pas faire la commande de la protestation diplomatique du 22 octobre, comme nous le lisons dans des ouvrages historiographiques hongrois.¹⁰⁵ Après la remise de la lettre de protestation, Bánffy les a en effet informés des événements et leur demanda que les alliés envoient à Győr des délégués et des officiers pour traiter avec l'ex-roi, le dissuader de son projet et le forcer à quitter le territoire hongrois. Les hauts commissaires refusèrent cependant sa demande disant que l'éviction de Charles était l'affaire du gouvernement hongrois.¹⁰⁶

Ensuite, les trois hauts commissaires se rendirent chez Horthy. Le régent souligna qu'il n'avait pas changé d'opinion sur la restauration et qu'il faisait tout pour l'empêcher, il enverra toutes les troupes contre Charles. Il avait pourtant des réserves, car « le soldat hongrois n'aime pas lutter contre un autre soldat hongrois ». ¹⁰⁷

Hohler, Fouchet et Vinci allèrent enfin voir Bethlen. Dans son rapport le haut commissaire français décrit les tourments internes visibles que causa au premier ministre l'obligation de se tourner contre son propre roi.¹⁰⁸

Presque en même temps les représentants de la Petite Entente (qui apprirent probablement de Vinci ce qui s'était passé) se présentèrent aussi chez Bánffy, Horthy et Bethlen, et protestèrent ensemble contre le séjour de Charles en Hongrie. Au nom des trois, le représentant yougoslave Milević qualifia l'affaire de « casus belli ». Le ministre hongrois des Affaires Etrangères leur fit savoir que le gouvernement prit le même matin la résolution d'engager le combat contre Charles IV qui s'approchait de Budapest.¹⁰⁹

Le représentant de la Tchécoslovaquie à Budapest rapporta à Beneš que l'attitude du gouvernement hongrois était hésitante, qu'à son avis on ne pouvait pas compter sur des pas énergiques de la part des alliés, et que la perte de temps pourrait avoir des conséquences incalculables.¹¹⁰ Le même jour Beneš lui envoya des instructions selon lesquelles « en toutes circonstances il devait intervenir en accord avec

¹⁰⁴ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. F. 66-76. Rapport de Fouchet à Briand, du 28 octobre 1921; *ibid.* F. 77-78. Note des puissances alliées au gouvernement hongrois, du 22 octobre 1921; Documents diplomatiques relatifs au détronement des Habsbourg, Budapest, K. s. d. 4-5, 12-13.

¹⁰⁵ Karsai, 234-238.

¹⁰⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. F. 66-76. Rapport de Fouchet à Briand, du 28 octobre 1921. AMZV. 440. Télégramme à Beneš de Čermák, secrétaire de l'agence diplomatique tchécoslovaque, du 22 octobre 1921; *ibid.* 476. Télégramme à Beneš de Čermák, secrétaire de l'agence diplomatique tchécoslovaque, du 23 octobre 1921.

¹⁰⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. F. 66-76. Rapport de Fouchet à Briand, du 28 octobre 1921.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Diplomatické dokumenty Habsburků. doc. 32., 81.

¹¹⁰ AMZV. — Budapest — PZ. 451. Télégramme de Čermák à Beneš, du 22 octobre 1921.

les autres membres de la Petite Entente et avec l'Italie. Il devait être en contact avec les représentants français et anglais aussi. Si les autres agences diplomatiques décident de quitter Budapest, lui ne doit partir que dans le cas où les ambassadeurs roumain et yougoslave partent aussi. » Il l'informa aussi des préparatifs qui sont en cours, et qu'ils sont apprêtés à toutes éventualités. Leur position reste la même qu'au temps du premier coup d'État.¹¹¹ L'attitude de la Tchécoslovaquie fut exposée en détails comme suit :

1. en tout cas, ils interviendront en commun avec la Petite Entente;
2. ils sont prêts à se servir des moyens les plus radicaux, et prennent immédiatement des mesures militaires;
3. si Charles reste en Hongrie, c'est un « casus belli »;
4. même s'il n'en reste pas en Hongrie, une pression énergique, diplomatique, éventuellement militaire, sera faite sur le pays afin de donner la solution définitive du problème des Habsbourg et de la région de Burgenland;
5. si la Grande Entente n'intervient pas avec eux, ils le feront avec la seule Petite Entente, éventuellement contre la volonté de la Grande Entente.¹¹²

Le lendemain, le 23 octobre, le gouvernement tchécoslovaque informa ses alliés dans la Petite Entente de son programme d'action concret et détaillé et de ses exigences. Il leur communiqua que, conformément aux accords de la Petite Entente, un « casus foederis » surgit, donc il mobilise : pour le moment il ne mobilise que quatre divisions.¹¹³ Ils préparent une intervention militaire et si Charles remporte la victoire, l'armée tchécoslovaque entre immédiatement en Hongrie. Si par contre, Horthy s'oppose à l'ex-roi et défend sa position, le gouvernement tchécoslovaque remet un ultimatum de 24-48 heures au gouvernement hongrois, contenant les conditions suivantes : 1. priver tous les Habsbourg du droit au trône; 2. désarmement de la Hongrie avec la participation de la Petite Entente; 3. application du traité de paix indépendamment des pourparlers à Venise; 4. remboursement des frais de la mobilisation.¹¹⁴

Le gouvernement yougoslave accepta la proposition de Beneš, encore qu'il ne fût pas tout à fait d'accord avec le point relatif à la Burgenland. A ce propos il était plutôt

¹¹¹ AMZV. — Budapest — PZ. 439. Télégramme de Beneš à Cermák, du 22 octobre 1921.

¹¹² AMZV. PZ. — Budapest — 448. Télégramme de Beneš à Lejhanec, du 22 octobre 1921; Conf. : Diplomatické dokumenty Habsburků, doc. 32, 81. Le télégramme publié par le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères subit des retouches de style. Les exigences furent réunies en deux points. La demande concernant la Burgenland fut supprimée, ainsi que le point selon lequel la Tchécoslovaquie prend immédiatement des mesures militaires et est prête à agir contre la volonté de la Grande Entente.

¹¹³ Furent mobilisées non pas quatre mais cinq divisions et les spécialistes de toutes les classes d'âge. AD. Europe 1918-2+. H. Vol. 36. f. 205. — Rapport à Fouchet du chef de la mission militaire française à Prague (sans date).

¹¹⁴ AMZV — Belehrad — PZ. 487. Télégramme de Beneš à la légation tchécoslovaque à Belgrade. Les propositions citées ci-dessus, envoyées à Belgrade, ne sont pas incluses dans la publication par le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères des sources documentaires. Seuls les télégrammes envoyés à Paris et à Londres s'y trouvent, mais avec d'importants changements dans le fond et dans le style. Diplomatické dokumenty Habsburků. doc. 37, 91-92.

de l'avis de la Roumanie selon lequel on ne pouvait pas exiger l'annulation de l'accord de Venise.¹¹⁵ Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour la mobilisation et la coopération militaire. Le lendemain, 24 octobre, la Tchécoslovaquie mobilisa cinq divisions et la Yougoslavie trois,¹¹⁶ et commencèrent à les concentrer à la frontière hongroise. Leur décision était de faire passer aux deux armées la frontière si Horthy est vaincu dans la lutte contre Charles.¹¹⁷

La Roumanie avait de sérieuses réserves face aux propositions de Beneš et, tout comme au temps du premier coup d'Etat, elle ne se joignit pas aux mesures proposées et mises en œuvre par la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Le gouvernement roumain était d'avis que l'on ne pouvait entrer en action qu'en accord avec les grandes puissances, et que l'accord de Venise ne devait pas figurer sur ce plan. Quant à ce dernier point le gouvernement de Belgrade l'appuyait, comme nous venons de le voir.

Les opinions contraires créèrent une tension dans l'alliance et mettaient de l'obstacle à la réalisation du projet de Beneš. L'ambassadeur français à Belgrade attira l'attention de Briand sur la difficulté d'arrêter la Petite Entente si elle tient pour nécessaire d'intervenir, mais que l'obstacle le plus sûr à leur action militaire sera les différends au sein même de leur alliance.¹¹⁸ L'ambassadeur de France avait raison. Tace Ionescu, tout en étant d'accord, comme il l'avait indiqué, d'arranger une fois pour toutes le problème des Habsbourg, tenait pour prématurée la remise de la note proposée par le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères. Il conseilla à ses alliés d'être prudents et proposa : 1. d'offrir à Horthy l'aide militaire contre Charles avant d'engager l'exécution de leur projet; 2. de n'entrer en action avant de connaître la position des grandes puissances. Evidemment, lui aussi considérait que la situation était extrêmement grave. Il exposa à l'ambassadeur français à Bucarest qu'il fallait projeter l'occupation nouvelle de la Hongrie, et au conseil des ministres du 24 octobre tous les préparatifs étaient faits pour mobiliser six divisions, et si le gouvernement hongrois n'accomplit pas ses promesses relatives à Charles, celles-ci se dirigeront directement sur Budapest. Les unités roumaines mobilisées entreraient en Burgenland aussi si les Tchécoslovaques et les Yougoslaves font de même. Toutefois, le ministre roumain des Affaires Etrangères continuait de retenir ses collègues d'une action prématurée.¹¹⁹

¹¹⁵ Comme nous allons le voir, ce point ne fut pas inclus dans la note.

¹¹⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36, f. 230-233. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Belgrade, du 25 octobre 1921; *ibid.* H. Vol. 38. Télégramme à Briand du ministre plénipotentiaire français à Belgrade, du 29 octobre 1921; *ibid.* H. Vol. 36, f. 192-193. Télégramme de Fouchet à Briand, du 24 octobre 1921.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38, f. 20-23. Rapport à Briand du ministre plénipotentiaire français à Belgrade, de 25 octobre 1921.

¹¹⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36, f. 234-236. Télégramme à Briand de Daeshner, ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 25 octobre 1921; *ibid.* 237-238; Le roi de Roumanie n'exécuta pas la résolution prise. C'est que, entretemps, Charles fut arrêté. Le ministre roumain de la défense et le chef d'état-major firent savoir au général Petin qu'ils n'ont émis aucun ordre de mobilisation. Le décret de mobilisation est prêt, on n'attend que la signature du roi. Même si la mobilisation est décrétée, elle ne pourra être que

En même temps que la Petite Entente se préparait, les unités autrichiennes étaient, elles aussi, dirigées vers la frontière hongroise. Le gouvernement autrichien, tout en se disant neutre dans l'affaire du coup d'Etat de Charles, n'en prit pas moins des mesures de précaution. Elle compléta la Bundesheer et s'adressa à la Société des Nations pour demander de l'aide : envoyer en Autriche des unités militaires, céder complètement la Hongrie occidentale, désarmer la Hongrie et expulser les Hongrois ayant participé au complot.¹²⁰ A propos d'un possible ultimatum de la Petite Entente l'Autriche mit l'accent sur sa neutralité, sa fidélité à l'accord de Venise dont elle était prête à accomplir toutes les conditions¹²¹ mais en politique elle soutenait la Petite Entente.

Par suite des concentrations des troupes, la situation commença à devenir critique. Il est donc compréhensible que le 24 octobre la Conférence des Ambassadeurs adressa une note énergique au gouvernement hongrois où elle exposa sa position face au coup d'Etat du roi. La note contenait les exigences suivantes : 1. le détronement et l'expulsion de Hongrie de Charles ; 2. l'ex-roi doit quitter le pays de la manière prescrite par les alliés ; 3. si le gouvernement hongrois ne s'y conforme pas, il doit porter la responsabilité de l'intervention des Etats alliés.¹²²

Le même jour, trois membres de la Petite Entente remirent une note à Briand sur la situation qui menaçait la paix en Europe Centrale. Selon la note le coup d'Etat était la conséquence des événements en Burgenland. Ils demandèrent les puissances alliées d'avoir recours aux plus énergiques moyens pour garantir la paix.¹²³ Les points proposés par Beneš ne furent pas inclus dans la note, probablement parce qu'ils n'arrivaient pas à mettre d'accord leurs conceptions.

Avant d'entrer dans les détails de la position des grandes puissances, il convient d'exposer brièvement les efforts faits par le gouvernement hongrois, sa lutte militaire contre Charles, ses activités diplomatiques afin d'empêcher l'action de la Petite Entente.

Les résolutions du conseil des ministres du 22 octobre et l'ordre donné le même jour par le régent à l'armée montrent avec évidence que la Hongrie a pris la décision de s'engager dans la lutte. Seul à cause de la situation extérieure et intérieure défavorable à la restauration ils voulaient différer le retour de Charles. Dans son ordre à l'armée,

partielle. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38, f. 85-86. Télégramme du général Petin au maréchal Foch, du 27 octobre 1921; AMZV — Bucarest — PZ. 334. Télégramme à Beneš du ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Bucarest, du 24 octobre 1921; ibid. 336. Télégramme à Beneš du ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 25 octobre 1921.

¹²⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38, f. 12-13. Télégramme de Pontalis à Briand, du 28 octobre 1921. AMZV. PZ. — Videň — 155. Télégramme à Beneš du ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Vienne, du 28 octobre 1921.

¹²¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 57-58. Télégramme de Pontalis à Briand, du 28 octobre 1921.

¹²² AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 213. Note de la Conférence des Ambassadeurs au gouvernement hongrois, du 24 octobre 1921. En substance, la note passa sous silence les exigences de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, celles-ci ne touchant que le détronement de Charles.

¹²³ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36, f. 216. Note de la Petite Entente à Briand, du 24 octobre 1921.

Horthy souligna que « seul le régent élu du pays peut remettre le pouvoir à sa Majesté Charles IV. Toutefois, dans les circonstances actuelles cela signifierait la destruction totale de notre pays. »^{123/a}

Une chose est certaine, c'est que le gouvernement hongrois agissait dans l'esprit des déclarations de la Conférence des Ambassadeurs et de ses propres promesses faites aux Etats voisins. Il fit tout pour organiser la résistance et pour forcer l'ex-roi à quitter le territoire du pays. Par conséquent, « il se comportait correctement » comme l'avaient plusieurs fois constaté les puissances alliées et la Conférence des Ambassadeurs.

Nous ne traitons pas ici les événements militaires et de politique intérieure. Il est connu que l'armée « nationale » remporta, après de menues luttes, la victoire sur les armées royales.¹²⁴ Le 24 octobre Charles fut arrêté à 60 km de Budapest. Bánffy, ayant des contacts permanents avec les représentants à Budapest des puissances alliées et de la Petite Entente, les en a immédiatement informés.¹²⁵

Cependant, l'affaire n'était pas, et de loin, close par là. C'est maintenant que survinrent les vraies complications diplomatiques. Nous avons déjà mentionné que c'est le 23 octobre que Beneš rédigea et envoya à ses alliés dans la Petite Entente la position de la Tchécoslovaquie concernant la crise. Dans cette note, à la différence de celle du 22 octobre où il ne parlait que des conséquences du séjour en Hongrie de Charles, il énuméra déjà les obligations que la Hongrie devait accomplir en cas de l'expulsion de l'ex-roi, et ce, comme nous l'avons vu, dans le délai de 24-48 heures.

C'est que le 23 octobre il était déjà évident que Horthy ne voulait pas passer le pouvoir à Charles, la confrontation militaire eut du succès, et le coup d'Etat fut vite liquidé. A Prague on craignait que les puissances alliées considèrent ainsi que l'affaire était close, que la Hongrie sort donc consolidée de la crise, gagne la sympathie des puissances occidentales grâce à son attitude « correcte ».

Et ce fut ainsi. Le coup d'Etat royale fut liquidé le 24 octobre, et le 25 Briand envoya un télégramme à ses représentants à Prague, Belgrade et Bucarest où il souligna que « On ne saurait reconnaître l'énergie et la loyauté dont a fait preuve dans cette circonstance le Gouvernement hongrois qui vient de donner une marque de déférence indiscutable envers les Puissances ainsi que de son attachement à la paix. » Il invita ses ambassadeurs à porter tout cela, avec leurs collègues anglais et italien, à la connaissance des gouvernements en question, et à exprimer le désir des puissances alliées, de ne prendre aucune mesure à leur insu contre la Hongrie.¹²⁶

La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie continuèrent en effet la mobilisation malgré la défaite du putsch. Les effectifs de l'armée tchécoslovaque montaient et le gros en était stationné le long de la rivière Ipoly.¹²⁷ L'arrestation de Charles IV ne mit donc

^{123/a} KARSAI, 233.

¹²⁴ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 197. Télégramme de Fouchet à Briand, du 24 octobre 1921; AMZV. PZ. Budapest 494. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 26 octobre 1921.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 245. Télégramme circulaire de Briand, du 25 octobre 1921.

¹²⁷ Tentatives de retour de Charles IV, doc. 63, 218.

pas fin à la crise. Beneš exposa à Couget, ministre plénipotentiaire de France à Prague que l'affaire n'est de loin pas close, car ils ne disposent d'aucune garantie pour l'avenir. Il fait faire abdiquer Charles et son fils, avec une déclaration il faut proclamer la déchéance de tous les Habsbourgs; il faut livrer Charles aux autorités tchécoslovaques qui l'interneront en attendant que les grandes puissances décident de son sort. Il exigea en outre la mise en œuvre du traité de paix quant à la démilitarisation et à la question de Burgenland, la participation de la Petite Entente au contrôle militaire, et le remboursement des frais de la mobilisation.¹²⁸

De toute évidence, Beneš se rendait bien compte qu'une guerre tchécoslovaque-yougoslave contre la Hongrie les opposerait totalement aux puissances occidentales, il ne voulait donc y recourir que dans un cas extrême. Avec les préparatifs à la guerre il engagea donc aussi des négociations diplomatiques dont le but principal était de gagner la France à ses idées. Le 27 octobre il s'adressa par des lettres à Briand et à Berthelot. Il y exposa que la situation était critique en Europe Centrale, et que dans quatre jours il déciderait si la Tchécoslovaquie entre en guerre ou non, et que ses alliés dans la Petite Entente soutiennent ses intentions. « Je ne veux pas la guerre, mais si cette fois — si les Alliés ne nous donnent pas une assurance solennelle et s'ils ne voulaient pas appuyer auprès des Magyars pour exécuter nos demandes, je ne serai pas en état de pouvoir arrêter l'opinion publique chez nous. . . Notre opinion publique veut la guerre. »¹²⁹ Le chef de la diplomatie tchécoslovaque et à la fois premier ministre, indiqua que c'était une question vitale pour la Tchécoslovaquie que d'obtenir le détronement des Habsbourg et l'exécution réelle du traité de paix de Trianon, le désarmement de la Hongrie, la participation de la Petite Entente au contrôle militaire et le remboursement des frais de la mobilisation. Pour tout cela il demanda l'appui du gouvernement français. Il souligna que dans le cas où avant le 1^{er} novembre il obtient une réponse positive, il est prêt à remettre l'action militaire et à engager des pourparlers avec la Hongrie.

Beneš invoqua la pression de l'opinion publique et la concorde entre lui et ses alliés dans la Petite Entente. Le fait était par contre, que ce n'est pas l'opinion publique qui exerçait une pression sur le gouvernement, mais à l'inverse: la propagande tchécoslovaque déployait de grandes forces pour attiser l'atmosphère de guerre. C'est que Beneš voulait, tout comme au premier coup d'Etat, se servir de la crise pour

¹²⁸ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 5. Télégramme à Briand de Couget ministre plénipotentiaire français à Prague, du 26 octobre 1921.

¹²⁹ « Je ne veux pas la guerre, mais si cette fois — si les Alliés ne nous donnent pas une assurance solennelle et s'ils ne voulaient pas appuyer auprès des Magyars pour exécuter nos demandes, je ne serai pas en état de pouvoir arrêter l'opinion publique chez nous. Je veux à tout prix arriver à l'accord entre la Petite et Grande Entente et agir d'accord avec elles. Mais ces quatre points sont pour nous vitaux. . . Notre opinion publique veut la guerre ». Beneš demanda à Berthelot que Briand, avant son voyage en Amérique, prenne des mesures. Berthelot répondit que le premier point sera difficile à expliquer à l'opinion publique vu que le gouvernement hongrois accepta et exécuta les exigences de la conférence. AD. Europe 1918-29. H. 38. f. 61-63. Lettre de Beneš à Berthelot du 27 octobre 1921; *ibid.* f. 109-111. Télégramme circulaire de Briand, du 29 octobre 1921; *ibid.* f. 101-102. Lettre de Cambon à Briand, du 29 octobre.

raffermir l'unité nationale et consolider la situation de politique intérieure, et en créant un climat de guerre il obtint pas mal de choses surtout en politique extérieure. Il n'y a pas de doute que sous la menace des armes tchécoslovaques et yougoslaves Horthy et son cercle agissaient plus vite et avec plus de détermination, et il n'y a pas de doute non plus qu'à l'aide de ces armes ils ont amené les puissances alliées et par elles la Hongrie à détrôner les Habsbourg. Quant à l'invocation de la concorde dans la Petite Entente, elle n'existait qu'entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et même là n'était pas absolue (comme nous l'avons déjà mentionné il y avait des divergences de vue entre elles dans la question de l'accord de Venise) mais pas du tout avec la Roumanie. Par conséquent, si, dans sa lettre adressée à Briand et à Berthelot, il voulait s'appuyer sur l'accord et l'appui de ses alliés dans la Petite Entente, il était forcé à supprimer les points et expressions avec lesquels Bucarest et Belgrade n'étaient pas d'accord. Comme nous l'avons vu, n'y figuraient pas l'exigence concernant la Burgenland, l'envoi de l'ultimatum, ni la déclaration que l'action sera engagée malgré la volonté de la Grande Entente.

Ces deux questions, censées plus tôt être si importantes, ne figurent pas non plus dans les instructions que Beneš envoya le 26 octobre aux représentations diplomatiques tchécoslovaques, mais n'abandonna pas celles dans lesquelles Belgrade le soutenait, sans tenir compte de la position de Bucarest. Il souligna que le 1^{er} novembre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie étaient prêtes à adresser un ultimatum au gouvernement hongrois pour exiger le détrônement des Habsbourg. « La réponse ne peut être que oui ou non. Si c'est oui, nous signons un protocole et engageons les négociations sur les détails de l'exécution. Si c'est non, l'action militaire sera mise en marche. . . Etre prudent auprès de la Grande Entente, ne pas les irriter, leur signifier avec prudence nos exigences qu'ils ne peuvent pas refuser. Je vous recommande de ne demander pour rien leur consentement et de ne faire aucune concession.»¹³⁰

Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères aurait voulu obtenir du gouvernement français un appui non seulement diplomatique mais aussi militaire. Il s'adressa au premier ministre français avec la demande, surprenante pour Paris aussi, de consentir à ce que l'intervention soit faite sous le commandement des officiers français stationnés en Tchécoslovaquie.¹³¹ Briand s'y refusa, sans exclure toutefois qu'une situation pût surgir où la Tchécoslovaquie se trouve en guerre avec la Hongrie, et dans ce cas ils peuvent compter sur l'aide des officiers français y stationnés.¹³² Le

¹³⁰ Les passages cités ici ne sont pas inclus dans les *Diplomatické dokumenty Habsburků* . . . publiés par le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. Nous leur accordons de l'importance, car, comme nous allons le voir, l'ultimatum de Beneš provoqua de sérieuses complications.

¹³¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. Télégramme de Briand à Couget, du 3 novembre 1921.

¹³² *Ibid.* A plusieurs reprises Fouchet mit en garde son gouvernement contre la participation des officiers français, à la tête ou aux côtés de l'armée tchécoslovaque, à l'attaque contre la Hongrie, puisque — comme il l'écrit — 1. il n'est pas important de mettre en danger l'influence de la France en Hongrie, sans y avoir des raisons spéciales; 2. la Conférence des Ambassadeurs est, de toute façon, contre. AD. Europe 1918-29. H. 37. Télégramme de Fouchet à Briand, du 8 novembre 1921.

grand protecteur de Beneš Berthelot, secrétaire général des affaires étrangères, était également sceptique quant aux exigences politiques de la Tchécoslovaquie. Il expliqua à Osusky, représentant diplomatique tchécoslovaque à Paris, qu'il serait malaisé d'expliquer à l'opinion publique la demande du détronement, car le gouvernement hongrois accepta et exécuta les exigences de la Conférence des Ambassadeurs. Il avait des doutes aussi pour les autres points.

L'attitude de Horthy et son cercle au moment du deuxième coup d'Etat du roi, leur intervention énergique contre Charles, leur disposition à se soumettre en tout à la Conférence des Ambassadeurs et à « remettre leur sort dans ses mains », ont exercé la meilleure impression sur les alliés.¹³³ Après l'arrestation de Charles jusqu'au 29 octobre, leur seule exigence envers le gouvernement hongrois était de détroner l'ex-roi, ce que Bethlen accepta bien que, dès le premier moment, il prit la position que le problème du roi était une affaire intérieure. Horthy et son milieu faisaient grande attention à ne pas être confrontés aux alliés dont ils attendaient la protection face aux menaces de guerre des Etats voisins. D'un autre côté ils ne voulaient offrir aucune raison à l'intervention militaire de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. C'est donc avec la plus grande détermination qu'ils engagèrent la lutte contre l'armée de Charles et n'avaient pas de prétentions à « l'aide » militaire projetée par les voisins. Après la défaite du coup d'Etat ils arrêtèrent immédiatement les responsables, commandèrent aux unités de l'armée de retourner à leur stationnement, faisant démonstration ainsi de leurs intentions pacifiques et de leur position contre le coup d'Etat. Vu que malgré toutes ses mesures les Etats voisins persévéraient dans leur attitude hostile, le gouvernement hongrois s'est adressé aux alliés, demanda leur protection contre les attaques projetées par la Petite Entente. A partir du 24 octobre il attira plusieurs fois leur attention à ces menaces et demanda leur intervention.¹³⁴

Les représentants des puissances alliées intervinrent de nouveau auprès des gouvernements de la Petite Entente et refusèrent la demande de Beneš concernant la maison de Habsbourg.¹³⁵ La conférence demanda une fois de plus aux gouvernements — soulignaient les représentants — de s'abstenir de toute démarche contre la Hongrie, inconciliable avec la position des puissances alliées, vu que l'attitude du gouvernement hongrois ne motive pas l'intervention militaire. Les représentants diplomatiques à Prague et à Belgrade exprimèrent leur espoir qu'il sera mis fin aux mesures militaires.¹³⁶ Cette question qui, jusque-là aussi, retenait intensément l'attention des

¹³³ AMZV. PZ. — Pariz — 516. Lettre d'Osusky à Beneš, du 28 octobre 1921.

¹³⁴ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 196-197. Note de Fouchet pour Briand, du 24 octobre 1921; ibid. H. Vol. 38. f. 14-15. Notation de la conversation entre Praznovszky et Laroche, du 26 octobre 1921; ibid. f. 26-29, Télégramme de Fouchet à Briand, du 27 octobre 1921.

¹³⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 105-108. Note de la Conférence des Ambassadeurs aux gouvernements tchécoslovaque, yougoslave et roumain, du 29 octobre 1921; ibid. f. 30-33. Télégramme de Couget à Briand, du 27 octobre 1921. AMZV. PZ. — Budapest — 516; 523. Annotation du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères.

¹³⁶ Ibid.

puissances alliées, occupa maintenant le centre de leur politique. Il est devenu en effet évident que la mobilisation en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie n'était plus en rapport ni avec l'attitude du gouvernement hongrois ni avec le coup d'Etat du roi, et que la Petite Entente, au lieu de résoudre la crise, voulait l'envenimer. Il était aussi évident pourquoi. D'une part, c'est de cette manière qu'ils voulaient arracher aux puissances alliées, craignant la guerre, l'acceptation de leurs exigences et l'imposition à la Hongrie de les accepter. D'autre part, ils voulaient provoquer la chute de Bethlen partisan des Habsbourg, et des partisans de l'élection libre de roi, et contribuer à la prise du pouvoir par le Parti des Petits propriétaires Terriens, anti-Habsbourg. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie poursuivirent la mobilisation même quand la Conférence des Ambassadeurs exigea du gouvernement hongrois le détronement de tous les Habsbourg que celui-ci accepta.

La pression des alliés était si forte que Beneš vacilla, ce dont témoigne sa note envoyée à Belgrade : «...dans ces circonstances nous ne voudrions pas faire la guerre... Nous devons nous préparer à tout, montrer aux alliés que nous sommes prêts à tout, mais si possible, nous devons éviter la guerre»¹³⁷ lit-on dans le télégramme. Vers l'extérieur ils n'en continuaient pas moins la politique guerrière. Dans les notes des Etats de la Petite Entente, remises le 28 octobre à Paris, Londres et Rome, il n'y avait pas même la trace de la vacillation. Ils réitérèrent leurs exigences, l'accent mis sur le détronement des Habsbourg.¹³⁸ Le même jour, leurs représentants à Budapest remirent une note collective au gouvernement hongrois exigeant le détronement immédiat de la maison de Habsbourg ou bien ils se décidèrent à prendre des pas qui auront de graves conséquences pour le gouvernement hongrois.¹³⁹ Cette note n'était pas encore un ultimatum, mais le préparait.

Sans tarder, Bánffy s'adressa aux représentants des alliés pour demander leur aide. Les hauts commissaires qui, jusque-là aussi avaient réprouvé l'attitude menaçante de la Petite Entente, recommandèrent à leurs gouvernements d'intervenir immédiatement afin de garantir la paix. Le haut commissaire français Fouchet invoqua encore que le détronement de tous les Habsbourg recèle le danger que les partisans de l'archiduc Joseph se mettront contre la Petite Entente au parlement, ce qui provoquerait des troubles. S'il ne s'agissait que du détronement de Charles, tout irait sans difficulté. Comme nous voyons, le haut commissaire français n'a toujours pas renoncé à installer sur le trône hongrois l'archiduc Joseph.¹⁴⁰

Les trois grandes puissances suivaient avec angoisse les préparatifs militaires de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, leur détermination d'engager l'intervention

¹³⁷ V. OLIVOVÁ, 694-695.

¹³⁸ AD. Europe 1918-29. H. 38. f. 8. Rapport de Charles Roux à Briand, du 26 octobre 1921.

¹³⁹ AMZV. PZ. Bělehrad — 530. Télégramme de Beneš au ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Belgrade, du 26 octobre 1921; *ibid.* PZ. — Budapest — 533, du 29 octobre 1921. — Informations données par le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères; 29 octobre 1921; *ibid.* 329. Télégramme de Osusky à Beneš, du 29 octobre 1921.

¹⁴⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 87-88. Télégramme de Fouchet à Briand, du 28 octobre 1921.

contre la Hongrie. Toutefois, par rapport au premier coup d'Etat royal, on voyait un certain changement dans l'attitude de la France et de l'Italie. La presse, surtout l'allemande, mais aussi l'autrichienne, l'italienne, voir l'anglaise, évoqua toujours le rôle que le gouvernement français avait joué dans le coup d'Etat,¹⁴¹ nos recherches jettent une lumière différente sur cette question. En effet, lors de deuxième coup d'Etat Briand se déclara sans ambiguïté contre la tentative de Charles, il était satisfait des mesures énergiques prises par le gouvernement hongrois, fit des reproches au gouvernement suisse pour les carences ayant rendu possible le retour de l'ex-roi,¹⁴² fit son possible afin que l'Espagne accueille Charles et sa famille. La détermination combative du premier ministre français n'avait pourtant comme objet que le seul Charles IV à qui il gardait une grande rancune pour lui avoir créé, au temps du premier coup d'Etat, une situation difficile s'étant publiquement référé à son appui. Il s'engagea à une action non préparée, condamnée à l'avance à l'échec, et se priva ainsi de la possibilité de s'assurer la couronne de Hongrie, et créa des difficultés à l'accession au trône d'autres membres de la maison de Habsbourg que Briand aurait salué. En effet, même lors du second coup d'Etat royal, quand l'exigence de la Petite Entente était le détronement de tous les Habsbourg, lui ne demanda que le détronement de Charles IV, et ce n'est qu'après la résolution de la Conférence des Ambassadeurs du 29 octobre qu'il fut obligé d'accepter la position commune. Dans son télégramme circulaire du 28 octobre il réfutait déjà les allégations relatives à l'appui français. « La propagande allemande s'efforce de semer parmi nos Alliés de l'Europe centrale la défiance contre le Gouvernement français en le présentant comme ayant connu et favorisé la tentative de l'ex-roi Charles qui vint d'échouer . . . Il importe de saisir toutes occasions d'y opposer le démenti le plus catégorique, tant auprès des Gouvernements alliés que de la presse de votre résidence . . . Le Gouvernement français est aussi résolu à s'opposer à toute tentative de restauration en Hongrie ou en Autriche, dans l'intérêt de la paix générale. »¹⁴³ Tout cela ne signifie évidemment pas que certains milieux français n'aient pas eu leur part dans la préparation de la seconde tentative. Il est à supposer que c'était le cas. Toutefois Briand et les siens se désolidarisaient de ceux-ci.

¹⁴¹ AD. Europe H. Vol. 38. f. 45-46. Rapport à Briand du consul général français à Stuttgart, du 27 octobre 1921; *ibid.* f. 34-35. Télégramme à Briand de Pontalis ministre plénipotentiaire français à Vienne, du 26 octobre 1921; *ibid.* H. Vol. 36. f. 246-248. Rapport à Briand du ministre plénipotentiaire français à Berlin, du 25 octobre 1921; *ibid.* f. 241-242. Télégramme à Briand de Montille, ministre plénipotentiaire français à Londres, du 25 octobre 1921; *ibid.* H. 38. f. 43-44. Télégramme à Briand de Charles Roux ministre plénipotentiaire français à Rome, du 27 octobre 1921. Le Temps publia un long démenti des imputations parues dans Manchester Guardian.

¹⁴² Briand et, conformément à ses instructions, Cambon soutinrent la proposition anglaise débattue le 24 octobre à la séance de la Conférence des Ambassadeurs, selon laquelle il faut envoyer une note au gouvernement suisse le prévenant de ses défaillances envers Charles. L'Italie refusa cette proposition. Enfin on était convenu d'attirer l'attention du gouvernement suisse à ses défaillances, verbalement, sur un ton amical. AD. Europe 1918-29. Vol. 36. f. 244. Télégramme circulaire de Briand, du 25 octobre 1921.

¹⁴³ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 61. Télégramme circulaire de Briand, du 28 octobre 1921. L'affirmation de celui-ci ne correspond pas à la réalité. C'est seulement après l'intense pression de la Grande Bretagne et de la Petite Entente, c'est-à-dire début novembre, qu'il prit cette position. Jusque-là il n'exigea pas le détronement de tous les Habsbourg et appuyait les intentions de l'archiduc Joseph.

Dans la politique italienne survint un tournant inverse par rapport au premier coup d'Etat, qui était en liaison avec les changements apportés par Torretta, le nouveau ministre des affaires étrangères. L'ancien ministre plénipotentiaire de l'Italie à Vienne prit la place de Sforza après la première tentative du roi. Tout en soulignant que la politique extérieure de l'Italie ne change pas, il modifia dans plusieurs questions la ligne suivie par son prédécesseur, entre autres envers la Petite Entente, surtout la Tchécoslovaquie. Torretta suivait avec désapprobation la consolidation de l'alliance après le premier coup d'Etat, l'adhésion de la Roumanie au bloc à majorité slave, ayant Prague pour centre, les efforts déployés par Beneš pour renforcer la position de la Tchécoslovaquie et pour se gagner, en dehors de l'Autriche, la Hongrie aussi. C'est pourquoi il empêcha Beneš de jouer le rôle d'intermédiaire dans la question de Burgenland bien que le gouvernement hongrois le lui ait demandé. Il put obtenir que la Conférence des Ambassadeurs chargeât l'Italie de cette tâche.¹⁴⁴ Lors du second coup d'Etat aussi Torretta s'opposa aux prétentions de Beneš. Comme nous l'avons vu, lors de la visite de Charles à Pâques, l'Italie collabora rigoureusement avec la Petite Entente (leurs représentants à Budapest étaient en contacts permanents), elle soutenait en tout ses conceptions (dans la remise de l'ultimatum, dans l'intervention militaire à laquelle elle était prête à se joindre), tandis que maintenant elle se refusait à toute collaboration, et même s'opposa le plus énergiquement aux exigences de Beneš, à la demande concernant Burgenland — qui aurait liquidé sa grande œuvre, l'accord de Venise — à la mobilisation en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie¹⁴⁵ et à l'intervention projetée. Il était également contre la participation de la Petite Entente au contrôle des armements de la Hongrie et au remboursement par la Hongrie des frais de la mobilisation. Il était d'accord avec une seule chose, notamment qu'il fallait obliger Charles à quitter le territoire hongrois et le priver juridiquement du trône, et dans cette question il exerça une pression intense sur le gouvernement hongrois.¹⁴⁶ A l'opposé de Sforza pourtant il n'exigea pas le détronement de tous les Habsbourg que lui imposa le traité de Rapallo et la décision de la Conférence des Ambassadeurs. Bien que, dans cette question, il agit avec une extrême prudence, la presse italienne traita l'affaire de Charles séparément de celle des autres Habsbourg. De plus, dans les milieux diplomatiques on disait aussi que

¹⁴⁴ L'argument de Torretta était que Prague ne pouvait pas jouer le rôle d'arbitre, la Tchécoslovaquie ayant des problèmes analogues en haute Silésie. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 56. f. 28-33. Rapport à Briand de Couget, ministre plénipotentiaire français à Prague, du 20 novembre 1920.

¹⁴⁵ AD. Europe 1918-29. H. 38. f. 53-55. Télégramme à Briand de Charles Roux, ministre plénipotentiaire français à Rome, du 28 octobre 1921; ASMAE. 1743-1690. Télégramme de Torretta aux ambassades italiennes à Paris et à Londres, du 27 octobre 1921; *ibid.* 1737. Télégramme de Torretta à la légation italienne à Prague.

¹⁴⁶ Dans les milieux diplomatiques se répandit le bruit que l'Italie avait connaissance de la seconde tentative de Charles. AD. Europe. 1918-29. H. Vol. 38. f. 1. Télégramme à Briand de Daeshner, ministre plénipotentiaire français à Bucarest, du 26 octobre 1921. — L'ambassadeur français à Londres rapporta que selon des milieux bien informés l'Italie donna quelque encouragement à Charles pour son second coup d'Etat, puisque Rome soutient tout ce qui peut fournir un prétexte à l'intervention dans le bassin danubien. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 241-242. Rapport à Briand de Montille, ambassadeur français à Londres, du 25 octobre 1921.

Torretta était prêt à inviter au trône de Hongrie un duc de Habsbourg, par exemple l'archiduc Joseph ou son fils et que, à ce propos, il eut des entriens avec Bethlen et Bánffy pendant les pourparlers à Venise.¹⁴⁷

Cette dernière position de Torretta créa une certaine tension entre l'Italie et ses alliés. C'est surtout Londres qui prit mal l'encouragement par l'Italie du gouvernement hongrois. Tout comme au premier coup d'Etat le Foreign Office intervint le plus énergiquement pour liquider la crise. Maintenant aussi son intervention fut déterminante. En même temps qu'il protesta à Budâpest,¹⁴⁸ et dans la suite aussi, il exerça une pression sur la Petite Entente, surtout sur la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. A Prague Clerk, à Belgrade Jung menacèrent de rompre les relations diplomatiques en exigeant de mettre fin immédiatement aux mesures militaires.¹⁴⁹ A la Conférence des Ambassadeurs aussi, le représentant britannique intervint énergiquement lors de la prise de résolutions visant la liquidation de la crise. Il opposa son veto à toute proposition qui voulait tenir compte des exigences exagérées de la Petite Entente, ainsi contre celle de la France aussi. C'est que Briand transmit à la Conférence des Ambassadeurs les exigences de la Tchécoslovaquie, et chargea Laroche, représentant de la France, de tâcher d'attirer l'attention de la Conférence à la démarche de Beneš. De sa part, il partagea l'opinion du gouvernement tchécoslovaque sur l'obligation de garantir la paix en Europe Centrale.¹⁵⁰ De ses formules diplomatiques il ne ressort évidemment pas clairement quelles mesures il tenait pour importantes afin de garantir la paix. C'est donc pour cette raison que Briand ne répondit pas sans tarder à la lettre de Beneš qui le pressait plusieurs fois, invoquant la menace de l'intervention possible. Le 28 octobre le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères fit savoir au représentant français à Prague, Couget que la mobilisation serait terminée le 1^{er} novembre, mais avant cette date il voudrait connaître la position des grandes puissances à propos des quatre exigences.¹⁵¹

Le 29 octobre la Conférence des Ambassadeurs délibéra de la lettre de Beneš. Laroche se prononça pour toutes les exigences de Beneš qui, de son avis, contenaient aussi la position des deux autres membres de la Petite Entente. Il se réfêra aux informations selon lesquelles la situation était tendue dans les trois Etats, c'est pourquoi la France estime nécessaire d'appuyer les exigences de la Tchécoslovaquie, et ce d'autant plus qu'elles sont conformes au traité de paix de Trianon. Son

¹⁴⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 9-11. Télégramme de Charles Roux à Briand, du 26 octobre 1921.

¹⁴⁸ Le représentant du gouvernement britannique a joué le rôle de promoteur, déterminant ces jours-ci, à Budapest.

¹⁴⁹ L'Angleterre exerça une pression sur l'Autriche aussi, exigeant de garder sa neutralité. Son ministre plénipotentiaire à Vienne avait plusieurs fois des pourparlers avec le chancelier autrichien. Il obtint la promesse que l'Autriche ne se joindrait pas à un possible ultimatum et qu'elle resterait fidèle au pacte de Venise. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 57-58. Télégramme à Briand de Pontalis, ministre plénipotentiaire français à Vienne, du 28 octobre 1921.

¹⁵⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 114-115. -- Lettre du ministère français des affaires étrangères à Osusky ministre plénipotentiaire tchécoslovaque à Paris, du 19 octobre 1921.

¹⁵¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 49-51. Télégramme de Couget à Briand, du 28 octobre 1921.

gouvernement ne met, évidemment, pas en question l'accord de Venise, mais il est d'avis qu'il faudrait remettre son exécution à une date plus éloignée, à un temps plus calme. Il jugeait pour utile la participation de la Petite Entente au contrôle, elle étant la plus intéressée et la plus informée dans cette affaire. Il faut également comprendre qu'ils veuillent éviter les frais superflus. Une interprétation différente était donnée par Cambon, président d'alors de la Conférence des Ambassadeurs, qui se tenait plus près de la position anglaise et italienne que de celle de son propre gouvernement. Le délégué britannique Hardinge rejeta toutes les exigences de la Petite Entente. Il insista sur l'avis de son gouvernement, notamment que les Etats successeurs voulaient se servir du coup d'Etat dans leur propre intérêt ce qu'il faut empêcher le plus énergiquement. Bonin, délégué italien, était d'accord avec son collègue britannique, selon lui aussi il était impossible d'accepter les exigences de Beneš. Il protesta surtout contre la demande relative à l'accord de Venise qui, selon lui, n'était même pas du ressort de la petite Entente, car il fut signé par l'intermédiaire des puissances alliées et entériné par la Conférence des Ambassadeurs. Bonin refusa catégoriquement les autres points aussi. Hardinge et Bonin étaient d'avis que la Petite Entente se servait des événements en Hongrie pour exercer une pression sur les grandes puissances afin de réaliser ses objectifs. Cela serait un danger pour la paix en Europe Centrale.

De longs débats eurent lieu entre les délégués. Laroche rappela à ses collègues anglais et italien les résolutions de la Conférence des Ambassadeurs de février 1920 et d'avril 1921 qui prirent position contre tous les Habsbourg, et Beneš n'en demanda que la validation juridique. Il insista sur le danger qui menaçait la paix en Europe Centrale. Enfin Hardinge et puis Bonin acceptèrent la proposition française. Ils consentirent à demander au gouvernement hongrois le détronement de tous les Habsbourg, mais refusèrent catégoriquement les autres demandes.¹⁵² Après tout cela, la conférence prit la résolution suivante: une note sera établie et envoyée aux ministres plénipotentiaires accrédités dans les Etats de la Petite Entente qui, en réponse à la lettre de Beneš, remettront une démarche aux gouvernements de ces Etats et enverront son texte aussi aux représentants à Budapest. Ceux-ci remettront une note au gouvernement hongrois où ils demanderont le détronement de tous les Habsbourg. A la conférence fut rédigée la réponse à Beneš. A l'exception du premier point toutes les demandes furent refusées, mais à propos de la participation au contrôle ils promirent que le comité de contrôle s'appuierait sur les informations de la Petite Entente. Ils s'occupèrent aussi de la personne de l'ex-roi en arrestation. Le délégué britannique communiqua la position prise par son gouvernement à ce propos. La flotte britannique prendra soin de son hébergement, mais il est désirable qu'il ne passe pas par Budapest. De Tihany il doit être transporté directement à un autre port, et le plus tôt possible il doit sortir de Hongrie, mais ne doit pas être transporté par territoire hongrois. Se référant au bas

¹⁵² AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 101-102. Lettre de Cambon à Briand, du 29 octobre 1921; *ibid.* f. 109-111. Télégramme circulaire de Briand, du 29 octobre 1921; *ibid.* f. 105. Télégramme circulaire de Briand, du 29 octobre 1921.

niveau du Danube à Budapest (où le bateau britannique ne peut pas aborder), Charles fut transféré à Baja. L'île Madère lui fut assignée comme nouvelle résidence.¹⁵³

Le Quai d'Orsay informa immédiatement Osusky des débats à la conférence et de la résolution prise. Le lendemain Cambon informa Beneš par télégramme: *dès aujourd'hui* la conférence exigera du gouvernement hongrois le détronement de tous les Habsbourg mais ils n'ont pas la possibilité d'accomplir les autres demandes.¹⁵⁴

Beneš répondit par une longue lettre à la démarche du 30 octobre de la Conférence des Ambassadeurs. Il la remercia d'avoir accepté le plus important point de ses exigences et qu'ainsi la Hongrie est obligée de détroner tous les Habsbourg. Il invoqua la situation incertaine survenue ces derniers temps en Europe Centrale puisque le traité de paix de Trianon n'est pas mis en vigueur avec tant de détermination et si conséquemment que ceux de Versailles et de Saint-Germain. Le gouvernement tchécoslovaque attribue une importance toute particulière au désarmement de la Hongrie, car c'est la question qui constitue le plus grand obstacle à l'exécution des prescriptions du traité de paix. La Petite Entente sait exactement ce qui se passe en Hongrie, connaît les méthodes politiques des autorités hongroises, sa collaboration avec les alliés serait donc utile pour exécuter la tâche difficile, le désarmement. Il faudrait seulement mettre au point la forme de cette collaboration. Il tient pourtant pour injuste le refus catégorique par la conférence du quatrième point de ses exigences, le remboursement des frais. Beneš exposa qu'il fut forcé à mobiliser à cause de l'attitude de la Hongrie, car le 22 octobre, la première protestation auprès de Horthy des représentants à Budapest n'a pas eu de résultat, le régent s'étant refusé à prendre les mesures appropriées contre Charles. Il ne s'y décida qu'après les nouvelles interventions des différents représentants et craignant la mobilisation en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Le gouvernement tchécoslovaque est convaincu que sans son intervention le gouvernement hongrois n'aurait pas pris l'attitude qui est maintenant qualifiée de « correcte ». Dans cette dernière affirmation de Beneš il y a une part de vérité. Il n'y a pas de doute que, craignant l'intervention, Horthy et les siens ont agi avec plus d'empressement et de fermeté. Toutefois, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères fournissait à la Conférence des Ambassadeurs des informations erronées affirmant que leur première intervention, du 22 octobre, n'a pas eu de résultat et que Horthy s'est refusé à l'action contre Charles. C'est le contraire qui est vrai.

Comme nous l'avons vu, la Conférence des Ambassadeurs communiqua le 29 octobre oralement et le 30 par écrit à Beneš ses résolutions, notamment que *le même jour* le gouvernement hongrois fut invité à détroner sans tarder *la maison de*

¹⁵³ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 115-118. — Annotation de la séance du 29 octobre de la Conférence des Ambassadeurs; *ibid.* f. 103-104. Télégramme circulaire de Peretti du 29 octobre 1921; *ibid.* f. 104-108. Télégramme circulaire de Peretti, du 29 octobre 1921; *ibid.* 99. Télégramme circulaire de Peretti, du 29 octobre 1921.

¹⁵⁴ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 38. f. 100. — Télégramme de Cambon à Beneš, du 29 octobre 1921.

Habsbourg.¹⁵⁵ Ce ne fut pourtant pas fait, plus exactement seulement un jour plus tard. Le retard n'était pas dû à un hasard. Ils espéraient de pouvoir calmer la Petite Entente avec cette résolution. Par contre, Bethlen, n'ayant pas reçu de nouvelles instructions, prit des mesures dans l'esprit de la note du 28 octobre de la Conférence, c'est-à-dire proclama le détronement de Charles IV et le livra au commandant de la flotte anglaise en attente. En effet, c'est ce que la note demanda au gouvernement hongrois.¹⁵⁶ Ils disposaient d'informations exactes sur les préparatifs y nécessaires faits par le premier ministre hongrois qui tâchait de convaincre Charles, mis en arrestation, à abdiquer de sa propre volonté, et l'ex-roi s'y étant refusé, voulait faire prononcer à la législation le détronement. Le gouvernement hongrois prépara donc même le 30 octobre le détronement de Charles IV, bien que déjà la veille, le 29 octobre fût née à Paris la décision de détroner toute la maison de Habsbourg, et Bethlen en eût probablement connaissance. Cependant, il savait aussi que les grandes puissances, surtout l'Italie et la France, ne tenaient pas pour désirable l'exclusion de tous les Habsbourg. Lors des négociations de Venise Torretta le lui fit savoir sans équivoque.

La mission française à Budapest, avec Fouchet à sa tête, offrit tout son appui à Bethlen pour exécuter son projet. Ces jours-là, le haut commissaire français s'appliquait, avec l'archiduc Joseph, à ce que le projet de loi en préparation permette l'occupation du trône par l'archiduc. Le 30 octobre il rapporta à Briand que tout était préparé pour faire abdiquer Charles IV. Si l'ex-roi s'y refuse, le parlement le fera. Il paraît cependant qu'il serait plus sage de remettre à une date ultérieure le détronement de la dynastie des Habsbourg qui compliquerait inutilement la situation. A plusieurs reprises Fouchet désinforma le premier ministre et le ministre des affaires étrangères français, affirmant que le détronement de tous les Habsbourg provoquerait des troubles intérieurs.¹⁵⁷

Beneš voulait mettre fin à ce jeu derrière les coulisses et le 29 octobre, à 8 heures du soir, convoqua Tahy, représentant de Hongrie à Prague, et lui demanda de transmettre à Budapest les exigences suivantes: 1. le gouvernement hongrois déclare le détronement de tous les Habsbourg et l'annulation de la Pragmatica Sanctio, et l'Assemblée Nationale ratifie cette double déclaration; 2. il exécute toutes les clauses du traité de paix de Trianon; 3. il rembourse les frais de la mobilisation; 4. il accepte dans sa totalité le plan de désarmement. Le délai de l'acceptation des exigences est à minuit du 1^{er} novembre. Si le gouvernement hongrois les refuse ou n'y répond pas, les

¹⁵⁵ AMZV. PZ. — Pariž — 334. Lettre de Beneš à Osusky, du 30 octobre 1921. — Selon Beneš Horthy et ses proches hésitaient au début dans la question d'entreprendre la lutte contre Charles. Bethlen refusa d'abord de livrer Charles aux Anglais. Voir à ce propos encore V. Olivová, 694-695.

¹⁵⁶ Nous ne disposons que de données indirectes y relatives.

¹⁵⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 125-128. — Télégramme de Fouchet à Briand, du 30 octobre 1921; *ibid.* f. 140-143. Télégramme de Fouchet à Briand, du 30 octobre 1921. AMZV. PZ. — Budapest — 309. Télégramme de Feistmantel à Masaryk et Beneš, du 30 octobre 1921.

armées tchécoslovaque et yougoslave passent le 2 novembre la frontière hongroise et commencent l'occupation de la Hongrie.¹⁵⁸

Tahy transmet l'ultimatum à Budapest à l'aube du 30 octobre. Bethlen convoqua immédiatement le conseil des ministres dont la décision était 1. de ne pas résister vu que l'armée et les munitions appropriées font défaut (la résistance ne pourrait durer que fort peu de temps); 2. de s'adresser immédiatement aux grandes puissances.

Le premier ministre hongrois invita le même jour les représentants à Budapest des puissances alliées et, en présence du ministre des affaires étrangères et du ministre de la défense, esquissa devant eux la situation critique surgie en Hongrie à cause de l'invasion préparée par la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. L'armée hongroise ne résistera pas — déclara-t-il — vu l'absence des conditions nécessaires. Les trois hauts commissaires conseillèrent à Bethlen de ne prendre aucune mesure de mobilisation, de remettre les destins de la Hongrie aux grandes puissances. On n'osera pas attaquer un pays loyal envers les Alliés. Le premier ministre accepta leur proposition à condition que les puissances alliées garantissent la défense de l'indépendance de la Hongrie.¹⁵⁹

Le même jour Bethlen enjoignit à Tahy de faire savoir à Beneš que dans la question du détronement de Charles IV, le gouvernement hongrois, y invité par la Conférence des Ambassadeurs, se soumet à la Conférence. (C'est un fait, car la résolution du 28 octobre ne concernait que Charles, et la nouvelle résolution, du 29 octobre, ne lui était pas encore parvenue.) Cette fois-ci encore Beneš menaçait de guerre. Il déclara à Tahy que le détronement de Charles n'était pas suffisante pour surmonter la crise, et puis il réitéra sa communication de samedi, disant qu'il n'y avait rien à y ajouter, et déclina la responsabilité dans la crise.¹⁶⁰

Les représentants à Budapest des puissances alliées envoyèrent immédiatement des rapports sur la situation à la Conférence des Ambassadeurs et à leurs gouvernements. Ils y firent connaître l'ultimatum de Beneš et leurs délibérations avec Bethlen. Ils insistèrent sur la nécessité urgente de l'intervention diplomatique et, s'il le faut, militaire, pour la défense de la Hongrie, vu que, sous différents prétextes, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie voulaient envahir le pays. C'est conseillé par eux que le gouvernement hongrois déclara remettre les destins de la Hongrie entre les mains des alliés.

¹⁵⁸ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 125-128. Télégramme de Fouchet à Briand, du 30 octobre 1921; *ibid.* H. Vol. 37. f. 232-234. aide-mémoire de Tahy, du 31 octobre 1921. PDH. Vol. III. doc. 1192, 352-353. Télégramme de Tahy à Bánffy, du 30 octobre 1921; *ibid.* doc. 1194, 355. Télégramme de Bánffy à Kolosa, ministre plénipotentiaire hongrois à Belgrade, du 30 octobre 1921.

¹⁵⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 61-62. Télégramme à la Conférence des Ambassadeurs des représentants à Budapest des Puissances Alliées, du 31 octobre 1921. — Le lendemain Bethlen avait de nouveau une consultation avec les trois hauts commissaires; *ibid.* f. 163-167. Télégramme de Fouchet à Briand, du 31 octobre 1921. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36, f. 7-18. — Rapport de Fouchet à Briand, du 1^{er} novembre 1921.

¹⁶⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 232-234. Aide-mémoire de Tahy, du 31 octobre 1921; *ibid.* H. Vol. 36. f. 7-18. Rapport de Fouchet à Briand, du 1^{er} novembre 1921; PDH. III. doc. 1197, 358-360. Télégramme de Tahy à Bánffy, du 30 octobre 1921.

Fouchet conseilla à son gouvernement la résistance armée de l'Entente si les unités tchécoslovaques et yougoslaves passent par la frontière hongroise, car la paix en Europe Centrale serait menacée. Il mit en garde Briand contre la participation des officiers français stationnés en Tchécoslovaquie à la lutte armée contre la Hongrie. C'est que Beneš, effrayé par les premiers succès militaires de Charles, s'est adressé avec une telle demande au premier ministre français.¹⁶¹

Les puissances alliées étaient extrêmement indignées apprenant la nouvelle mesure prise par Beneš. Cette fois-ci l'Italie ne faisait pas exception. C'est que, après avoir remis l'ultimatum, les représentants tchécoslovaque et yougoslave à Rome se sont présentés chez Torretta (le représentant roumain ne s'y joignit pas, étant, à ce qu'il dit, à Porto Rosa). La conversation révéla une profonde contradiction entre la position de Torretta et celle de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.¹⁶² Selon le ministre italien des affaires étrangères l'arrestation de Charles mit fin au « casus belli », selon Prague et Belgrade par contre il existait toujours tant que Charles n'est pas privé de ses droits de souverain. En principe, Torretta n'attribua pas d'importance à l'exclusion de tous les Habsbourg. Cette question devra être réglée dans des débats — dit-il. Selon la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie par contre elle devait être réglée tout de suite et par la force.¹⁶³

La position prise par la Grande Bretagne et la France était analogue à celle d'Italie. Cependant, l'ultimatum de Beneš a rendu évident que pour garantir la paix en Europe Centrale il fallait régler cette question sans tarder vu que Prague et Belgrade étaient décidés à tout et les temporisations pourraient avoir des conséquences graves. Le 31 octobre les alliés envoyèrent donc au gouvernement hongrois la résolution du 29 octobre de la Conférence des Ambassadeurs sur le détronement des Habsbourg. « Afin d'éliminer les difficultés existant entre la Tchécoslovaquie d'une part et la Hongrie de l'autre, le gouvernement hongrois doit (sans tarder) proclamer le détronement de l'ex-roi Charles et de toute la maison de Habsbourg. »¹⁶⁴ A huit heures du soir du 31 octobre

¹⁶¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 129-131. Télégramme de Fouchet à Briand, du 30 octobre 1921; *ibid.* f. 61-62. Télégramme à la Conférence des Ambassadeurs des représentants à Budapest des Puissances Alliées, du 31 octobre 1921; *ibid.* f. 7-18. Rapport de Fouchet à Briand, du 1^{er} novembre 1921.

¹⁶² AD. Europe. 1918-29. H. Vol. 36. f. 179-180. Télégramme de Charles Roux à Briand, du 31 octobre 1921. — Le 31 octobre Torretta envoya un message à Beneš par son ministre plénipotentiaire à Prague où, tout en étant d'accord avec ses exigences, y compris le remboursement des frais de mobilisation, réprova les projets agressifs de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, et désapprouva la remise de l'ultimatum. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 5. Télégramme de Couget à Briand, du 1^{er} novembre 1921.

¹⁶³ La divergence d'opinions apparut aussi dans le fait que l'Italie considérait comme suffisante le détronement de Charles, tandis que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie exigeaient celui de tous les Habsbourg. Ce nonobstant, les ministres plénipotentiaires italiens à Prague, Belgrade et Bucarest ne contribuèrent pas unanimement à l'action de leurs confrères britannique et français, visant le désarmement de la Petite Entente. AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 158-160. Télégramme de Daeshner à Briand, du 31 octobre 1921; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 1-3. Télégramme à Briand de Delens, chargé d'affaires français à Belgrade, du 1^{er} novembre 1921; *ibid.* f. 5. Télégramme de Couget à Briand, du 1^{er} novembre 1921. Prague et Belgrade poursuivirent leurs efforts d'obtenir la contribution de la Roumanie à leurs projets.

¹⁶⁴ Matériaux relatifs au détronement. *Ibid.* 21. p.

Bánffy communiqua aux grandes puissances que le gouvernement 1. adopta sans réserve la résolution de la Conférence des Ambassadeurs et prend l'obligation de l'exécuter sans retard, 2. fait une déclaration par écrit que l'Assemblée Nationale sanctionnera la semaine suivante, 3. remet son destin dans les mains des grandes puissances, 4. le gouvernement hongrois compte sur les grandes puissances qui feront leur possible pour empêcher une invasion tchécoslovaque et yougoslave, 5. les grandes puissances garantissent, en cas d'invasion de certains territoires hongrois par les armées tchécoslovaque et yougoslave, de les évacuer sous peu.¹⁶⁵

En même temps qu'elles exercèrent une pression sur le gouvernement hongrois, les puissances alliées entreprirent des actions énergiques auprès les gouvernements de la Petite Entente aussi et leur firent connaître le contenu de la dernière note remise au gouvernement hongrois.

Sous la pression extérieure et intérieure Beneš s'est enfin ravisé. C'est que Masaryk dès le début tâchait d'inculquer de la modération à son ministre des affaires étrangères, soulignant qu'il ne devait rien entreprendre sans l'accord avec les grandes puissances. A l'exception des deux premiers points, il tenait pour exagérées les exigences de Beneš. Quant à lui, il assura plus d'une fois les diplomates occidentaux d'agir de concert avec les grandes puissances.¹⁶⁶ L'ultimatum de Beneš par contre témoigna d'autre chose. Par conséquent, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, voyant la grande indignation que ses actions provoquèrent chez les alliés qui, selon des sources fiables, garantirent à la Hongrie leur appui pour défendre son indépendance, trouva mieux de tout nier. Il n'envoya pas d'ultimatum au gouvernement hongrois, à Tahy il ne remit que les quatre exigences y demandant la réponse jusqu'au 2 novembre, mais Tahy l'a mal compris et donna de fausses informations à son gouvernement. Le mot « ultimatum » n'a jamais été prononcé ni à Prague, ni à Budapest. Selon Beneš, Tahy fut forcé de reconnaître que ses rapports envoyés par télégramme à Budapest ne correspondaient pas à la vérité. Les puissances alliées « acceptèrent » les affirmations de Beneš, à quoi contribua intensément le ministre plénipotentiaire français à Prague.¹⁶⁷

Nous ne disposons d'aucune source documentaire concernant l'aveu de Tahy d'avoir donné des informations erronées à son gouvernement, seules les déclarations de Beneš en parlent. Les historiens, les hongrois aussi,¹⁶⁸ acceptent les affirmations de Beneš. Par conséquent Tahy a menti, il n'y avait pas d'ultimatum. Même une théorie est créée pour l'expliquer. Immédiatement avant les débats sur la proposition de loi de

¹⁶⁵ Ibid. 23-25; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 163-167. Télégramme de Fouchet à Briand, du 31 octobre 1921; ibid. H. Vol. 36. f. 7-18. Rapport de Fouchet à Briand, du 1^{er} novembre 1921.

¹⁶⁶ AD. Europe H. Vol. 36. f. 134-138. Télégramme de Couget à Briand, du 30 octobre 1921; ibid. 144-146. Télégramme de Couget à Briand, 30 octobre 1921.

¹⁶⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 80-81. Télégramme de Couget à Briand, du 3 novembre 1921; ibid. f. 91-92. Annotation d'Osusky pour Peretti, du 3 novembre 1921; ibid. f. 105-106. Télégramme circulaire de Briand, du 4 novembre 1921.

¹⁶⁸ Karsai, 233-238.

détrônement Tahy fit un rapport sur l'ultimatum et sur l'invasion de la Hongrie, non pas par malentendu, mais en toute conscience afin de garantir par là l'adoption de la loi.¹⁶⁹ Nous ne pouvons pas l'accepter. Et pourquoi? C'est que, tout en n'ayant pas de document sur l'aveu de Tahy, nous disposons de beaucoup de données indirectes de l'existence de l'ultimatum. De toute façon, il serait malaisé de croire qu'un ministre plénipotentiaire osât inventer des choses aussi graves, et ce sans aucune conséquence. En effet, Horthy non seulement ne l'a pas rendu responsable, mais c'est après tout cela qu'il fut nommé ambassadeur à Ankara. S'agirait-il donc d'un ultimatum commandé par le gouvernement hongrois, comme le suggère cette prise de position? Non. A notre avis, Beneš a en effet remis un ultimatum à Budapest, même si le mot « ultimatum » ne fut pas prononcé. (C'est que le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères se défendait en disant que ce mot ne fut pas prononcé.) L'essence n'est pas dans la phraséologie, mais dans le fait qu'il fixa un délai à l'acceptation de ses exigences et menaça de guerre en cas de refus.

Dans la suite nous énumérons les faits qui soutiennent notre hypothèse concernant l'existence de l'ultimatum. Dès le début de la crise Beneš s'occupait de l'idée de la remise d'un ultimatum. Comme nous l'avons vu, à la fin de la première tentative du roi, il en a remis un.¹⁷⁰ Les derniers jours d'octobre, donc après le second coup d'Etat, il pesait de nouveau une telle possibilité.¹⁷¹ C'est qu'il craignait que le gouvernement hongrois détrône le roi arrêté, le remet aux puissances alliées — tout cela était déjà en cours — et ainsi la crise sera liquidée sans que ses exigences soient accomplies. (Ils voulaient se servir du problème du roi pour exclure tous les Habsbourg et pour désarmer totalement la Hongrie.) C'est avec le gouvernement de Belgrade que Beneš prépara cet ultimatum aussi. En commun et à part ils exercèrent une pression sur le gouvernement roumain afin d'obtenir son appui. La pression était si forte que Tace Ionescu s'adressa au gouvernement français pour demander son aide. Il dit que ses alliés de la Petite Entente demandent de plus en plus catégoriquement son adhésion à l'ultimatum qui ressemble à celui remis par Vienne à la Serbie en 1913.¹⁷²

L'ultimatum existait donc et était prêt à être envoyé. La question est de savoir s'il fut remis à Budapest. Nous sommes d'avis que oui. La première fois au soir du 29 octobre; nous en avons déjà traité le contenu. C'était le cas dont Beneš prétendait que Tahy l'avait mal compris, mais il ne dit mot de ce que le lendemain, le 30 octobre il fit de nouveau venir Tahy le voir et lui fit savoir ce qui suit : il n'a pas encore eu de réponse; le transfert des troupes au front commence le 30 octobre et sera terminé le 31; si jusqu'à minuit du 1^{er} novembre n'est pas donnée suite à leur demande, le 2 les troupes

¹⁶⁹ Ibid.

¹⁷⁰ Par suite des temporisations, faites en toutes consciences, de Lejhanec, représentant à Budapest de la Tchécoslovaquie, l'ultimatum ne fut remis qu'après le départ de Hongrie de l'ex-roi. Les documents relatifs au second ultimatum voir : PDH. Vol. III. doc. 1197, pp. 358-360. Télégramme de Tahy à Bánffy, du 30 octobre 1921; *ibid.* doc. 1219, 384-385. Télégramme de Tahy à Bánffy, du 31 octobre 1921.

¹⁷¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 158-160. Télégramme de Daeshner à Briand, du 3 octobre 1921.

¹⁷² Ibid.

franchiront la frontière. De cet ultimatum renouvelé Tahy informa immédiatement son gouvernement et les représentants anglais, français et italien à Prague.¹⁷³ Au cours de son entretien avec Tahy le 1^{er} novembre Beneš exposa que l'ultimatum du 30 octobre, c'est-à-dire l'ultimatum renouvelé, n'a aucun rapport à leur entretien du 29 octobre. Et voilà encore une donnée. Prenant connaissance de l'ultimatum, Fouchet se rendit immédiatement chez Feistmantel, chargé d'affaires de l'agence diplomatique de la Tchécoslovaquie à Budapest et condamna l'action de son gouvernement, car, comme il le soulignait, l'attitude correcte du gouvernement hongrois ne l'avait pas motivée. La réponse du chargé d'affaires était : « *mais nous ne nous résignerons jamais aux frontières fixées* ». Il ne réfuta donc pas l'existence de l'ultimatum.^{173/a}

Ce qui précède rend donc vraisemblable l'existence de l'ultimatum et qui n'a pas été commandé par Bethlen.¹⁷⁴ Les calculs de Beneš s'étaient justifiés. Sous son effet les puissances alliées cessèrent de flotter, de temporiser, et exigèrent énergiquement du gouvernement hongrois le détronement de toute la maison de Habsbourg.

La pression militaire de la Petite Entente, et diplomatique de la Grande Entente poussa le gouvernement hongrois à agir, et il était encore pressé par les conditions intérieures aussi. La nouvelle couche dirigeante du régime contre-révolutionnaire, les milieux militaires, des gentry racistes, principal soutien de Horthy et de son cercle, craignant la perte de leur influence, prirent position contre le retour de l'ex-roi, et ils étaient soutenus par le Parti des Petits Propriétaires Terriens, partisans de l'élection libre du roi. Ces facteurs intérieurs et extérieurs pris ensemble forcèrent le gouvernement à prendre une décision.

Le projet de loi déposé à la séance du 3 novembre de l'Assemblée Nationale déclara le détronement de Charles IV et l'annulation de la Pragmatica Sanctio.¹⁷⁵

Comme nous voyons, le projet de loi ne déclara, malgré la note du 31 octobre de la Conférence des Ambassadeurs, que le détronement de Charles et l'annulation de la Pragmatica Sanctio, mais non pas l'exclusion de tous les Habsbourg de la possibilité de régner. C'est que la formule relative à la royauté élective maintenait la possibilité d'élire, à un moment propice, un membre de la maison de Habsbourg. La Petite Entente ne tarda pas à protester contre cette tendance évidente de la loi de détronement. Le jour-même où le projet de loi fut déposé à l'Assemblée Nationale, après le premier vote, à 18^h30 du 3 novembre, Beneš enjoignit à la représentation tchécoslovaque à Budapest de protester auprès de Bánffy, si possible avec ses collègues

¹⁷³ AD. Europe 1918-29. H. 36. f. 193-188. Rapport de Fouchet à Briand, du 31 octobre 1921. Nous ne disposons pas de donnée prouvant que Feistmantel a ou non remis l'ultimatum, seulement que le 28 octobre il communiqua que son gouvernement demandait le règlement immédiat du problème des Habsbourg, sinon c'est un *casus belli*. PDH. Vol. III. doc. 1192. 352-353. Télégramme de Tahy à Bánffy; *ibid.* doc. 1223, 387-388. Télégramme de Tahy à Bánffy, du 1^{er} novembre 1921.

^{173/a} AD. Europe 1918-29. H. 37. f. 162. — Rapport de Fouchet à Briand, du 30 octobre 1921.

¹⁷⁴ Les mesures prises par Bethlen en politique intérieure et extérieure n'en témoignent pas.

¹⁷⁵ Országgyűlési Napló (Journal de l'Assemblée Nationale) 1920-22. XII. 3 novembre 1921. 101-162. La loi est à voir dans Corpus Juris Hungarici, 1921 : art. XI. VII.

de la Petite Entente, contre cette solution. Le représentant de la Yougoslavie se joignit immédiatement à la proposition tchécoslovaque, mais pas le représentant roumain, Stircea, disant qu'il n'y était pas autorisé par son gouvernement. En effet, de Bucarest il eut des instructions dans ce sens. Ainsi le chargé d'affaires tchécoslovaque Feistmantel, avec Milevič, chef de l'agence diplomatique yougoslave, se sont présentés chez Bánffy pour exiger l'exclusion de tous les Habsbourg, c'est-à-dire qu'ils ne puissent être éligibles. « Beneš prévient Monsieur le comte de Bánffy, s'il veut éviter d'autres complications, superflues, dans la question des Habsbourg. . . la loi de détronement doit nettement déclarer que même en cas d'élection de roi les Habsbourg ne sont pas éligibles, donc qu'ils ne jouissent même pas de droit électoral passif. »¹⁷⁶ Bánffy persévéra à invoquer la résolution de la Conférence des Ambassadeurs qui se limite au détronement des Habsbourg, que son gouvernement a déjà exécuté. De toute façon, il était déjà tard, le projet de loi étant voté à première lecture. Il n'est plus possible de changer le texte.¹⁷⁷

Tout de suite après, Feistmantel rendit visite à Hohler. Il lui fit connaître la position tchécoslovaque et yougoslave, l'informa de la réponse de Bánffy et lui dit que, vu l'insuffisance de la loi, ils ne peuvent pas démobiliser les dispositifs militaires. A l'initiative de Hohler les hauts commissaires des puissances alliées se réunirent pour délibérer. Nous ne disposons pas de sources directes de leurs délibérations. Des données indirectes nous apprennent pourtant que tous étaient d'avis que Beneš présenta trop tard ses nouvelles exigences, le projet de loi étant déjà voté. Le lendemain cependant ils reçurent de leurs gouvernements des instructions selon lesquelles ils devaient porter à la connaissance du gouvernement hongrois que le projet de loi en question n'était pas suffisant, car son texte n'offre pas la possibilité d'obtenir de la Petite Entente la démobilisation. Il faut donc faire tout pour donner suite à la demande de Beneš.¹⁷⁸

Ce n'est qu'après tout cela que la Roumanie commença à soutenir les exigences de ses alliés de la Petite Entente. Tace Ionescu donna l'instruction à son représentant à Budapest de se joindre en tout à ses collègues de la Petite Entente, et de faire savoir au gouvernement hongrois que la loi de détronement était insuffisante vu qu'elle n'exclut pas tous les Habsbourg.¹⁷⁹

¹⁷⁶ Matériaux relatifs au détronement. 27.

¹⁷⁷ AD. Europe 1918-29. H. 37. f. 120-121. Télégramme de Fouchet à Briand, du 15 octobre 1921. — Selon Fouchet la loi complémentaire est forcée, elle peut aboutir à la chute du gouvernement Bethlen. Voir encore : AMZV. PZ. — Budapest — 577. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 4 novembre 1921.

¹⁷⁸ Diplomacké dokumenty Habsburkú 67. doc. 155.; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 104-105. Note de la Conférence des Ambassadeurs aux représentants des Alliés à Budapest, du 4 novembre 1921. AMZV. PZ. — Budapest — 577. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 4 novembre 1921; AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 116-117. Annotation de Fouchet pour la Conférence des Ambassadeurs, du 5 novembre 1921.

¹⁷⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 118-119. — Télégramme de Fouchet à Briand, du 5 novembre 1921; *ibid.* f. 122. Télégramme de Fouchet à Briand, du 5 novembre 1921; *ibid.* f. 114-115. Télégramme de Daeshner à Briand, du 5 novembre 1921. AMZV. PZ. — Budapest — 610. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 5 novembre 1921.

Ce n'est qu'après le second coup d'Etat que la Roumanie prit une position plus ferme, plus proche de la politique menée par Prague et Belgrade, sans pourtant être identique. Cela s'ensuivit des vues de Tace Ionescu qui prirent le dessus. Le ministre roumain des affaires étrangères se trouvait toujours dans une situation extrêmement difficile, étant soumis à une pression de deux côtés. C'est que le roi avait des réserves et lui imposa de ne rien faire sans le consentement des puissances alliées et était contre l'intervention militaire. A son avis l'action de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie était brusquée. En 1919 il avait, certes, soutenu avec enthousiasme l'intervention militaire en Hongrie, sans tenir compte de la protestation des alliés, mais maintenant, tout d'un coup, il attribue de l'importance à l'opinion de l'Entente. Il est possible qu'il ait tiré des enseignements de l'intervention de 1919 qui avait envenimé les relations de la Roumanie avec ses alliés et avait une influence négative aussi sur ses relations occidentales. Mais il n'y a pas de doute que maintenant il s'agissait de quelque chose de plus, de la sympathie portée par le roi Ferdinand à Charles IV, à laquelle nous nous sommes déjà référés à propos du premier coup d'Etat. Dans des milieux diplomatiques des nouvelles se répandaient de l'appui que la famille royale roumaine aurait fait espérer à Charles de Habsbourg pour son second coup d'Etat aussi. La lettre y relative fut même lue au parlement hongrois lors des débats sur la question des Habsbourg. Evidemment, le roi roumain le réfuta.¹⁸⁰

De l'autre côté il y avait les milieux militaires, le ministre de la défense et le chef de l'état-major qu'impatientait la passivité de l'armée roumaine, et qui, à tout prix, voulaient entrer en Hongrie. Leur but était, comme ils l'ont exposé à l'attaché militaire français Petin, d'exercer une pression permanente sur le gouvernement hongrois et de garantir qu'un pareil cas ne se reproduise.¹⁸¹ Ils voulaient commencer l'invasion à 0^h du 26 octobre, mais entretemps Charles fut arrêté. Il n'est certes pas sûr que le roi aurait signé le décret de mobilisation.

Tace Ionescu prit la position du roi même contre les milieux militaires et ses alliés dans la Petite Entente, c'est-à-dire que l'on ne pouvait et ne devait agir qu'en accord avec les alliés. L'intervention militaire, il ne la tenait possible que dans le cas extrême, notamment si Horthy et ses proches ne peuvent ou ne veulent pas entrer en lutte contre les unités du roi. Selon lui, après la défaite du coup d'Etat il fallait immédiatement retirer les unités roumaines de la Hongrie. Il jugeait erronée la tactique adoptée en 1919, le long stationnement en Hongrie. Comme il dit, lui, il n'y serait pas resté plus de trois jours. Il a pu imposer sa position au gouvernement aussi qui, vu la situation économique catastrophique et les problèmes avec le pouvoir soviétique, n'était pas pour la guerre. Ionescu se trouvait dans une situation difficile à cause de ses alliés dont il tenait les actions superflues et inutiles, mais ne voulait pas les affronter. Il louvoyait

¹⁸⁰ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 21. — Télégramme de Doulcet à Briand du 13 décembre 1921; ibid. f. 230. Télégramme de Doulcet à Briand, du 19 décembre 1921.

¹⁸¹ AD. Europe 1918-29. Rapport au ministre de la défense du général Petin, attaché militaire français à Bucarest, du 31 octobre 1921.

avec une extrême habileté, tenta de les modérer, les soutenait dans certaines questions même contre la position prise par la Conférence des Ambassadeurs. Il appuya par exemple l'exigence de rembourser les frais de mobilisation. Il se rallia aussi à certaines de leurs actions diplomatiques, mais seulement si les occidentaux en ont déjà pris acte. Il est à supposer que dans le cas d'une guerre contre la Hongrie il aurait pris part à l'attaque des Tchécoslovaques et des Yougoslaves. D'une part, parce qu'il n'aurait pas voulu s'opposer au pacte, signé il y a peu, de la Petite Entente, et de l'autre parce que les milieux militaires l'y auraient de toute façon forcé. Les puissances alliées en tenaient évidemment compte et en dehors de leurs interventions diplomatiques à Prague et à Belgrade, elles exhortaient à la modération le gouvernement roumain aussi.¹⁸²

Même après l'arrestation de Charles et son transfert de la Hongrie¹⁸³ et le détronement de la maison de Habsbourg, le danger de guerre ne disparut donc pas en Europe Centrale. Beneš, tout en niant d'avoir envoyé un ultimatum à Budapest, proclama ouvertement qu'il entreprendrait des mesures militaires s'il n'est pas inclus dans la loi de détronement qu'aucune personne de la famille des Habsbourg ne peut être élu roi.

Les alliés cédèrent enfin sur ce point aussi. Le 5 novembre, leurs représentants à Budapest demandèrent dans une note au gouvernement hongrois que la résolution de l'Assemblée Nationale déclare que tous les Habsbourg sont exclus du droit d'occuper le trône hongrois. Hohler assura le gouvernement hongrois de ne lui demander rien de plus.¹⁸⁴ Bánffy envoya le 5 novembre un message à la Conférence des Ambassadeurs disant que son gouvernement était prêt à accomplir cette nouvelle demande.¹⁸⁵

Conformément à cela, dans la loi de détronement, plus exactement dans son paragraphe fixé ultérieurement, le gouvernement hongrois accepta que pour pourvoir le trône il se conformera aux résolutions de la Conférence des Ambassadeurs du 4 février 1920 et du 3 avril 1921 qui excluent les Habsbourg du trône de Hongrie. Au cas d'élection de roi, il n'agira pas sans l'accord des puissances qui y sont représentées.¹⁸⁶

¹⁸² AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 158-160. Télégramme de Daeshner à Briand, du 31 octobre 1921. — Le ministre plénipotentiaire français y écrit de la pression qu'il exerce, avec son confrère anglais, sur le gouvernement roumain. Il a cependant des doutes concernant l'attitude du ministre plénipotentiaire italien.

¹⁸³ Le rapport détaillé à ce propos voir dans : AD. Europe 1918-29. H. Vol. 36. f. 19-22. Rapport de Fouchet à Briand, du 1^{er} novembre 1921.

¹⁸⁴ Diplomatické dokumenty Habsburků. 70 doc. 161.

¹⁸⁵ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 157. Note de Bánffy aux représentants à Budapest des Puissances Alliées, du 5 novembre 1921; AMZV. PZ. — 587. Rapport de Feistmantel à Beneš, du 5 novembre 1921.; AD. Europe 1918-29. f. 129. H. Vol. 37. Télégramme de Fouchet à Briand, du 5 novembre 1921; *ibid.* H. Vol. 37. f. 170-174. Rapport à Briand de Lens, chargé d'affaires français à Belgrade, du 13 novembre 1921.

¹⁸⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 118-129. — Télégramme de Fouchet à Briand, du 5 novembre 1921. AMZV. PZ. — Budapest — 610. Rapport de Feistmantel à Beneš, du 5 novembre 1921. Országgyűlési Napló, 5 novembre 1921. — 577.

La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie se contentaient des garanties offertes par le gouvernement hongrois.¹⁸⁷

L'action des trois Etats de la Petite Entente était donc couronnée de succès. Beneš et Pasić exprimèrent leurs remerciements particuliers à Tace Ionescu pour être énergiquement intervenu à la fin du coup d'Etat et les trois remercièrent les puissances alliées d'avoir prêté leur aide au règlement rapide.¹⁸⁸

Après cela, la Conférence des Ambassadeurs exigea le désarmement de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.¹⁸⁹ Bien que les deux Etats aient promis de démobiliser immédiatement si le détronement est déclaré en Hongrie, maintenant ils s'y refusèrent. Beneš signifia que l'ordre de démobilisation était, certes, prêt, mais pour des raisons techniques elle ne peut pas être commencée. Le même jour, il informa son représentant à Budapest : « nous ne démobilisons que deux classes, les deux autres sont maintenues pour toute éventualité ». ¹⁹⁰ A quelle éventualité pensa-t-il? Pourquoi ont-ils refusé la démobilisation totale quand, dans la question des Habsbourg, tous leurs objectifs étaient atteints? Certainement, parce qu'ils voulaient utiliser cette armée pour extorquer la satisfaction d'autres exigences. Dans ce cas l'initiative venait de la Yougoslavie. Dès le 7 novembre le gouvernement de Belgrade adressa une note à la Conférence des Ambassadeurs demandant de fixer le délai de la démobilisation de l'armée hongroise, d'assurer le concours de la Petite Entente au contrôle de la démobilisation, et de faire payer à la Hongrie les frais de la mobilisation. Tant que tout cela n'est pas fait il se refuse à la démobilisation. Le même jour il exigea du gouvernement hongrois aussi de commencer, conformément à l'art. 102 du traité de paix de Trianon, la démobilisation de son armée et de fournir des garanties qu'il l'achèvera en trois mois.¹⁹¹

A ce propos aussi les trois Etats de la Petite Entente étaient d'accord. La Roumanie cependant agissait prudemment cette fois-ci aussi. Elle ne se joignit pas aux démarches de Prague et de Belgrade, souligna seulement leur caractère justifié et son accord.¹⁹²

Beneš par contre adhéra à la proposition de Belgrade malgré certaines réserves face à l'action de la Yougoslavie, et malgré son désir de consulter d'abord Paris. Il

¹⁸⁷ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 122. Télégramme de Fouchet à Briand, du 6 novembre 1921; *ibid.* f. 140. Télégramme de Daeshner à Briand, du 6 novembre 1921; *ibid.* f. 126. Télégramme de Couget à Briand, du 5 novembre 1921; *ibid.* Télégramme circulaire de Briand, du 18 novembre 1921.

¹⁸⁸ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 202-203. Rapport de Daeshner à Briand, du 25 novembre 1921.

¹⁸⁹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 112-113. — Télégramme de Delfus à Briand, du 5 novembre 1921; *ibid.* f. 164. Télégramme de Couget à Briand, du 11 novembre 1921.

¹⁹⁰ AMZV. PZ. — Budapest — 599. Télégramme de Beneš à Feistmantel, novembre 1921. (Le jour est illisible.)

¹⁹¹ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 143-144. — Télégramme de Fouchet à Briand, du 8 novembre 1921; *ibid.* f. 147-148. — Note de la légation yougoslave à Paris à la Conférence des Ambassadeurs, du 8 novembre 1921. AMZV. PZ. Budapest — 599. Annotation du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères 1921.

¹⁹² AMZV. PZ — Budapest — 577. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 4 novembre 1921.

donna l'instruction suivante à son représentant à Budapest : « si tant est que le gouvernement yougoslave persévère dans son intention d'envoyer à Budapest une note, j'y adhère malgré mes réserves, et vous devez agir en accord avec le représentant yougoslave ». ¹⁹³ Ce qui a été fait. Le 7 novembre Feistmantel et Milević se sont rendus chez Hohler, haut commissaire anglais, et lui communiquèrent le contenu de la note. « Hohler, prenant connaissance de nos exigences, rougit et répéta plusieurs fois : « Alors vous voulez la guerre (en français dans le texte) » — voilà ce que le chargé d'affaires de Tchécoslovaquie en rapporta à Beneš. ¹⁹⁴

Malgré l'indignation et la protestation de Hohler, les hauts commissaires de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie remirent la note à Bánffy. ¹⁹⁵

Maintenant, les puissances alliées intervinrent très énergiquement contre la Petite Entente et, menaçant de rompre les relations diplomatiques, exigèrent de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie la démobilisation immédiate. La pression était si forte que le 10 novembre la Tchécoslovaquie et le 13 la Yougoslavie commencèrent à libérer les classes appelées sous les drapeaux fin octobre. La démobilisation avançait avec une extrême lenteur et ne fut achevée que fin novembre. ¹⁹⁶

Le problème concernant Charles IV surgit encore une fois quand, à la proposition d'Angleterre, fut discuté le versement à l'ex-roi de 500 000 francs d'or annuellement par les Etats dans l'intérêt desquels il fut détrôné, c'est-à-dire par la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne. Evidemment, tous s'y sont refusés. ¹⁹⁷

La mort de Charles IV survenue peu après (avril 1922) à Madère mit fin à l'actualité de cette question. Toutefois, la restauration des Habsbourg, bien que reléguée à l'arrière-plan, ne fut pas totalement éliminée de l'ordre du jour, plus exactement pas dans le cas de l'Autriche où le nombre des partisans de Charles augmenta surtout dans les années 1930. C'est que leurs prétentions, face à l'Anschluss, représentaient « le moindre mal ». C'est ce qui se refléta aussi dans la position prise par Beneš. La Yougoslavie, elle, continua à voir le plus grand danger dans la restauration des Habsbourg.

¹⁹³ AMZV. PZ. 599. — Télégramme de Beneš à Feistmantel, du 8 novembre 1921.

¹⁹⁴ AMZV. PZ. — Budapest — 602. 8 novembre 1921. — A ce propos Feistmantel signala une fois de plus que Hohler et Fouchet font une politique anti-Petite Entente. Ils en ont fourni bien des témoignages. Par exemple il les avait à plusieurs reprises informés que la Petite Entente exige le détronement de tous les Habsbourg et ce nonobstant ils demandèrent au gouvernement hongrois d'écarter Charles. Les deux — écrit-il — contrecarrent nos intérêts. Il accorde de l'importance à ce que les gouvernements britannique et français rappellent Messieurs Hohler et Fouchet qui sont totalement soumis à l'influence du gouvernement hongrois. AMZV. PZ. — Budapest — 608. Télégramme de Feistmantel à Beneš, du 9 novembre 1921.

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ AD. Europe 1918-29. H. Vol. 37. f. 187. Télégramme de Delens à Briand, du 17 novembre 1921; ibid. f. 201. Télégramme de Couget à Briand, du 25 novembre 1921.

¹⁹⁷ AMZV. PZ. 599. — 25 novembre 1921 — 409. AD. Europe 1918-29. Télégramme de Daeshner à Briand, du 26 novembre 1921. Tace Ionescu était prêt à contribuer à l'entretien du roi, mais dans la suite il adhéra aux autres Etats successeurs.

La Petite Entente ne pouvait, certes, pas faire valoir en tout sa volonté, mais elle remporta dans la plus importante question. La maison de Habsbourg, représentant un danger pour elle, fut détrônée, aucun de ses membres ne pouvait être roi de Hongrie. Les gouvernements de la Petite Entente consolidèrent leur position tant à l'intérieur que sur le plan international. L'espoir des carlistes ne fut pas réalisé, les mouvements séparatistes croate et slovaque ne se sont pas affermis et ne se sont pas tournés contre Belgrade et Prague. (De sérieuses mesures ont, certes, été prises contre eux.) La mobilisation continua tranquillement dans les deux pays, même ceux de nationalité hongroise étaient appelés.

Les relations de la Petite Entente avec les puissances alliées, surtout avec l'Angleterre et l'Italie, devenaient pourtant de plus en plus tendues. Au premier coup d'Etat du roi leur plus grand soutien était l'Italie, au second c'était la France. C'est avant tout Laroche qui épousa leur cause, mais Fouchet, représentant de France à Budapest, n'ayant pas tenu compte de la position de Paris, changée entretemps, dans la question des Habsbourg, et étant donc en opposition avec le Quai d'Orsay, fut révoqué immédiatement après le coup d'Etat.

Beneš, ayant joué un rôle de premier plan pendant la crise, gagna d'autorité. Les événements contribuèrent à consolider le premier rôle tenu par la Tchécoslovaquie en Europe Centrale, à augmenter son poids à l'intérieur de la Petite Entente.

COMMUNICATIONS

Le marquis Charles de Ferriol ambassadeur de France à Constantinople (1699-1703)

ÉVA BÓKA

Le marquis de Ferriol, ambassadeur de France à la Sublime-Porte (1699-1709), est connu dans l'historiographie hongroise. La majeure partie des œuvres traitant l'insurrection de Thököly et la guerre de l'indépendance de Rákóczi mentionnent ses activités. Touchant la période indiquée dans le titre, Kálmán Benda écrivit tout dernièrement une étude sur la politique turque de Ferenc Rákóczi (1702-1705). Analysant les relations turques de la guerre de l'indépendance, il y offre une image générale de la situation politique en Turquie, des relations turques de Thököly et de Rákóczi, et en traitant la politique française à la Sublime-Porte il touche aussi aux activités de Ferriol.¹ Béla Köpeczi, étudiant la question du côté des relations hungaro-françaises, et utilisant une riche documentation, pose la question suivante : « l'alliance turque par médiation française est-elle acceptable » pour les insurgés hongrois ? En cherchant la réponse il traite les activités de l'ambassadeur de France servant d'intermédiaire.²

Quelle pouvait être la raison pour laquelle la politique française du début du 18^e siècle chercha de l'aide auprès de l'Empire Ottoman étant sur son déclin selon tant d'opinions unanimes, et poussa les Turcs, par l'intermédiaire de Ferriol, à l'attaque contre les Habsbourg ou du moins à des opérations militaires en Hongrie et, à partir de 1703, à prêter un secours aux insurgés ? Ce projet politique est-il réaliste après le traité de paix de Karlowitz ? Je cherche la réponse en me basant sur les rapports, la correspondance de Ferriol entre 1699 et 1703, et sur ses mémoires.³ Tous ces

Éva Bóka, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Uri u. 53. 1014.

¹ BENDA, KÁLMÁN, II. Rákóczi Ferenc török politikájának első éve (Premières années de la politique turque de Ferenc II Rákóczi) *Történelmi Szemle*, 1962/2. 189-207. pp.

² KÖPECZI, BÉLA, *A Rákóczi szabadságharc és Franciaország* (La guerre de liberté de Rákóczi et la France) Budapest, 1966. Chapitre intitulé : Lehet-e francia közvetítéssel török segítséget elfogadni? (Peut-on accepter de l'aide turque obtenue par l'intermédiaire des Français?) 64-75. pp.

³ J'ai eu la possibilité d'étudier à Paris aux Archives du Ministère des Affaires Extérieures les rapports et lettres de Ferriol de la période 1699-1703. Malheureusement, je n'ai pas pu étudier les documents concernant la période 1704. Les autres aspects de l'ambassade de Ferriol peuvent être suivis dans les œuvres citées de Kálmán Benda et de Béla Köpeczi, ainsi que dans le journal intime écrit en Turquie par János Pápai

documents se rapportent à la première phase de l'ambassade de Ferriol qui pourtant constitue — plus exactement jusqu'à la défaite des Français à Hochstadt — une phase homogène de la politique française auprès de la Porte.

En 1699, quand Louis XIV nomma de Ferriol ambassadeur à Constantinople, deux événements déterminèrent avant tout la politique française face à la Turquie. D'une part les nouvelles concernant la grave maladie du roi d'Espagne. Charles II n'ayant pas d'héritier, la lutte diplomatique pour l'héritage espagnol, présente dans toute la seconde moitié du 17^e siècle, occupa maintenant le premier plan avec un poids dépassant tout. La lutte pour le trône espagnol des dynasties Habsbourg et Bourbon commença au fond avec la paix des Pyrénées en 1659, quand Louis XIV épousa Marie Thérèse encore enfant, et dont la renonciation au trône d'Espagne n'était pas sans ambiguïté.⁴ C'est dans les principautés allemandes que surgit la première fois l'idée du partage, par voie diplomatique, de l'héritage espagnol. En 1668 fut donc signé un traité secret de partage entre Vienne et Versailles qui partageait l'héritage espagnol entre les deux puissances au cas du décès de Charles II. Ce premier partage fut suivi à la fin du siècle par deux accords, mis en place, en contribution avec les Français, par la diplomatie anglaise-néerlandaise. Le deuxième contrat de partage, en 1679, désigna comme héritier le duc bavarois Joseph Ferdinand, qui décéda cependant en 1699. A partir de cette date la diplomatie française s'engagea dans une activité fiévreuse pour conclure un nouveau traité de partage.⁵

L'autre événement, le traité de paix de Karlowitz entre l'Autriche et la Turquie semblait provoquer des troubles dans les « traditions » séculaires anti-Habsbourg franco-turques. En outre, ce traité de paix renforça la position des Habsbourg à l'Est juste au moment où s'emparer du trône espagnol devint une affaire d'actualité. Ces traditions anti-Habsbourg, et en général les relations franco-turques⁶ étaient néanmoins lourdes de nombreuses contradictions, dont la mise au point dépasse les cadres de la présente étude. Quant à Louis XIV nous savons qu'au temps de l'offensive turque de 1664 il fournit de l'aide à l'empereur et qu'il soutenait Venise en secret au cours de sa longue guerre avec les Turcs. Les Turcs de leur côté refusèrent pendant longtemps de violer la paix de Vasvár. A partir de 1670 pourtant les dirigeants de la politique française firent tout leur possible pour décider les Turcs à une offensive contre les Habsbourg, et après les graves pertes subis par les Turcs s'efforcèrent à

(Pápai János törökországi naplói) Textes choisis, classés, ordonnés, aux fins de publication, préface et notes par Kálmán Benda. Budapest, 1963.

⁴ DROZ, J., *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*. Paris, 1952. 18.

⁵ Concernant les traités de partage voir : BÉRANGER, J., *Le traité de partage secret de la succession d'Espagne*. *Revue d'histoire diplomatique* 79. 1965; LEGRELLE, A., *La diplomatie française et la succession d'Espagne*. t. I-IV. t. I. *Le premier traité de partage (1659-1697)*, II. *Le deuxième traité de partage (1697-1699)*, III. *La troisième traité de partage (1699-1700)*, IV. *La solution (1700-1725)*. Paris, 1853-1842.

⁶ Concernant les relations franco-turques : FLASSAN *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*. Paris, 1809, t. I-IV.; LEGRELLE, A., t. IV : *Recueil des instructions données aux ambassadeurs*, t. XXIX. Turquie, par Duparc, P., Paris, 1969; ROUSSEAU, LOUIS, *Les relations diplomatiques de la France et de la Turquie au XVIII^e siècle*. Paris, 1908; VAUGHAN, D. M., *Europe and the Turk. A pattern of alliances, 1350-1700*. Liverpool, 1954; ZELLER, G., *Les temps modernes, t. II. De Louis XIV à 1879*. Paris, 1959.

empêcher la conclusion d'un traité de paix austro-turc, qui fut néanmoins conclu malgré tous leurs efforts.

La situation du nouvel ambassadeur français nommé au centre de la diplomatie de l'époque n'était loin d'être facile, bien que le roi envoya à la cour turque dans la personne de Ferriol un diplomate de grande expérience, versé dans les conditions locales. Le marquis Charles de Ferriol, comte d'Argental, était le fils d'un conseiller du parlement de Metz. Il appartenait à la noblesse de robe qui, à cette époque, s'appropriait graduellement les positions du régime qui se bureaucratise progressivement. De Ferriol déployait des activités fébriles afin d'obtenir le poste d'ambassadeur à Constantinople, signifiant une carrière non négligeable. A la cour royale sa famille circonvenait le marquis Torcy, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et Ferriol lui-même envoya à Louis XIV des rapports de Constantinople compromettant l'ambassadeur en poste, Castagnères de Chateaufort. En tout cela il était aidé par Fonton, secrétaire de Castagnères.⁷

En 1669 Ferriol participa au siège de Candia, il vécut ensuite quelque temps en Pologne d'où il devait partir à cause d'un scandale de jeu de cartes. Béthune, ambassadeur de France à Varsovie l'envoya en 1675 en Hongrie avec les armées de secours, où il dirigea, aux côtés de Thököly, un régiment de dragons tatars et un de turcs. Il envoya à Louis XIV des rapports sur la situation des insurgés.⁸ C'est ainsi que dans ses mémoires il parle de la naissance de ce mouvement : «J'ai vu la naissance de ces affaires qui ont commencé en 1676. C'est moi qui en ai rendu compte jusqu'à la paix de Nimègue et je puis produire des lettres interceptées du prince Montecuccoli, président du conseil de guerre, au général Leslé qui commendoit l'armée d'Empereur en Hongrie, par les quelles il lui disoit que s'il ne pouvoit pas arrêter les courses des Hongrois et terminer cette guerre, il mettroit l'empereur dans la nécessité de faire la paix avec la France.»⁹ Quand, au cours de sa guerre contre la Ligue d'Augsbourg, Louis XIV embrassa de nouveau la cause des insurgés hongrois et de l'alliance turque, il l'envoya en 1692 à Constantinople en qualité d'agent diplomatique auprès de Castagnères, le chargeant d'aider Castagnères à obtenir des Turcs d'attaquer de nouveau l'empereur et à empêcher la conclusion de la paix entre l'Autriche et la Turquie. La partie complémentaire au mandat chargea l'ambassadeur d'aider Thököly. Il devait mesurer les forces armées de Thököly et le soutenir soit pour gagner la Transylvanie, soit pour faire éclater une nouvelle insurrection en Haute-Hongrie, et dans ce cas les Français lui promirent un secours financier. Il fallait attirer l'attention du grand vizir aux grands services que Thököly peut encore rendre aux Turcs s'ils lui

⁷ BONNAC, *Mémoires historiques sur l'ambassade de France à Constantinople*, par Ch. Scheffer. Paris, 1869. 49-50. pp. Ferriol devait, à ce que l'on dit, sa nomination d'ambassadeur à Bonnac et à sa femme, parents d'un des hauts fonctionnaires des affaires étrangères, du premier commis Blondel. Saint Priest, *Mémoires sur l'ambassade de France à Constantinople*. Paris, 1877. 247. Voir : KÖPECZI, BÉLA, *A Rákóczi szabadságharc és Franciaország* (La guerre de liberté de Rákóczi et la France), Budapest, 1966. 72.

⁸ BONNAC, 49.

⁹ Ibid. Mémoire de Ferriol pour rendre compte de son ambassade (16 août 1711), 127.

offrent leur protection sur le territoire de l'Empire, et s'ils lui donnent la possibilité qu'il puisse y réunir les mécontents hongrois.¹⁰ Dans la suite de Thököly Ferriol prit part en Hongrie avec le sultan et le grand vizir, aux opérations militaires.¹¹ En 1697 Ferriol rentra en France et y est resté jusqu'au 22 juin 1698.

Les instructions des affaires étrangères du 18 mai 1699¹² chargent Ferriol des tâches politiques, commerciales et relatives à la défense de la religion chrétienne, poursuivant ainsi les traditions séculaires des relations franco-turques. En effet les instructions françaises pour les ambassadeurs à la Sublime Porte étaient conçues, dans la majorité des cas, en tenant compte de ces trois aspects étroitement liés entre eux et qui déterminaient les relations franco-turques. Vu que les instructions fixaient les tâches qui incombaient à l'ambassadeur et prescrivaient la ligne politique à suivre, je tiens pour nécessaire leur analyse plus poussée, même si cela interrompt quelque peu le déroulement des événements.

Les instructions traitent longuement ce qui était à faire dans le domaine du commerce. Ferriol devait obtenir le renouvellement et la stricte observation des accords commerciaux conclus par Forest en 1536, renouvelés par Nointel en 1673, connus sous le nom de capitulations. Il devait garantir l'intensification continue de l'influence française au Levant, la liberté du commerce français levantin et la protection des commerçants français. Encore que le commerce ne fasse pas partie de mon sujet aux sens strict, il ne faut pas négliger son poids déterminant dans l'évolution des relations franco-turques. Une attention particulière est due à ce propos à des mémoires de la fin du 17^e siècle sur le commerce français au Levant où l'auteur expose que, malgré la diminution de l'importance politique des ambassadeurs de France dans les activités diplomatiques auprès de la Porte, puisque les Turcs n'entreprendront vraisemblablement plus des offensives en Europe qui puissent être assez fortes pour engager les forces des pays européens, il n'en reste pas moins que les intérêts français dans le commerce levantin ne permettent pas aux ambassadeurs d'affaiblir les relations.¹³ Concernant la situation de l'Empire Ottoman à la fin du 17^e siècle, la constatation de Braudel — appuyée entre autres par les rapports de Ferriol aussi — est fort caractéristique, selon laquelle il n'y a, certes, pas de politique sans rapport à l'économie, mais dans le cas de l'Empire Ottoman on voit pourtant que le déclin politique, la « décadence » de l'empire n'entraînait pas le déclin de la vie économique.

¹⁰ Recueil des instructions données aux ambassadeurs, t. XXIX. Turquie, par Duparc, P. Paris 1969, 159; cité encore par KÖPECZI, BÉLA, « Magyarország a kereszténység ellensége ». *A Thököly felkelés helye az európai közvéleményben* (« La Hongrie, ennemi de la chrétienté ». L'insurrection de Thököly vue par l'opinion publique européenne). Budapest, 1976. 27.

¹¹ Dans ses mémoires il écrit à propos de sa mission précédente en Hongrie en 1692 : « Sa Majesté me fit l'honneur de me nommer son ambassadeur à la Porte, le 6 décembre 1698. J'avois déjà fait par son ordre sept campagnes en Hongrie, les quatre premiers avec le grand vizir de Sultan Mustapha. » Bonnac, 114.

¹² Recueil des Instructions, op cit. 168-173. pp.

¹³ SAINT-PRIEST, *Mémoires sur l'ambassade de France à Constantinople*. Paris, 1877. Voir : PICAUVET, C. G., *La diplomatie française au temps de Louis XIV, 1661-1715*. Paris, 1930. 295 p.

Au temps du déclin politique le commerce turc était encore capable de maintenir sa fonction, fondé sur une organisation commerciale ancestrale, mais encore efficace.¹⁴

Concernant la question de la religion, nous devons savoir que les chrétiens vivant sur le territoire de l'Empire Ottoman jouissaient de la protection du roi de France. Les premiers accords survenus à ce propos datent du temps de Louis XI, puis les capitulations renouvelèrent ces droits des rois de France. En outre, sur le territoire de l'Empire, surtout en Palestine et à Jerusalem, il y avait de nombreuses églises chrétiennes et des lieux saints créés au temps des croisades. La protection du roi de France s'étendit à ces lieux saints aussi qui auraient été fort probablement détruits sans cette protection par les Turcs, bien que ces derniers fussent bien tolérants en matière de religions. Les instructions données à Ferriol en matière de religions étaient les suivantes : ces derniers temps la religion catholique a beaucoup perdu de ces libertés, garanties par l'influence en Turquie du roi de France. Le sultan a une attitude hostile face aux chrétiens, il apporte des entraves à la restauration des églises chrétiennes, et il y a même des persécutions de chrétiens, il y a surtout des démelés entre chrétiens et les schismatiques grecs et arméniens. Le roi de France, premier protecteur à l'Est de la religion catholique, exige donc la protection des lieux saints et des églises. Les ambassadeurs de France doivent étendre leur protection aux missionnaires également.

Dans le domaine politique les instructions prescrivaient à l'ambassadeur de sauvegarder la paix, puisque au moment où Ferriol occupa son poste d'ambassadeur, la paix régnait en Europe.

En ce qui concerne les relations avec l'ambassadeur de l'empereur Habsbourg, l'instructions disait d'éviter les discussions que l'on considérait fort probable. Il devait suivre avec attention les plans de l'empereur, même s'il y avait peu de chance que l'une des deux parties viole la paix conclue récemment. Si, à ce propos, il remarque quoi que ce soit, il doit immédiatement le rapporter au roi, et, si possible, ne faire aucun pas sans y avoir reçu l'ordre du roi. Vu l'incertitude de la paix turco-vénitienne de Karlowitz, Ferriol avait comme tâche d'empêcher une nouvelle attaque turque contre Venise.

Les instructions s'étendent aussi sur des questions d'étiquette qui, à l'époque, avaient une grande importance politique. Selon l'étiquette en vigueur à la Porte, l'ambassadeur de France y jouissait d'un primauté face aux ambassadeurs des autres pays, ce qui était une expression symbolique de l'influence prépondérante à la Porte du roi de France. Ferriol devait sauvegarder la primauté séculaire des ambassadeurs de France.

Les instructions données à l'ambassadeur révèlent que même après la paix de Karlowitz les Français voulaient maintenir leur position à la Porte. Il est fort probable qu'ils considéraient le traité de paix comme un armistice provisoire, et qu'ils

¹⁴ BRAUDEL, FERNAND, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVII^e siècles*. t. III. *Le temps du Monde*, Paris, 1952. 408-409. pp.

comptaient sur des tentatives des Turcs de récupérer les territoires perdus, dans lequel cas il serait possible de les pousser, en cas de nécessité, à une offensive. Pour le moment cependant l'impératif politique dans ce domaine était de sauvegarder l'accalmie tant qu'un pas ne fut fait dans les affaires européennes.

Toutefois, assurer les positions antérieures à la Porte ne s'était pas avéré être une tâche facile pour la France. En 1690 Sir William Trumbull, ambassadeur à Constantinople de Guillaume III constata : « Il est certain que cet empire est dirigé par des intérêts plutôt français que turcs », ¹⁵ mais les dix dernières années ont bien changé la situation. Pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg s'engagea une sérieuse rivalité, attisée surtout par des intérêts commerciaux, entre les ambassadeurs français, anglais et néerlandais, pour la primauté à la Porte. La politique anglaise, vu l'alliance avec l'empereur Habsbourg, visait, à partir de 1692, la conclusion de la paix. Un des chefs de file du règlement était lord Paget, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, nommé à ce temps-là, sur demande de l'empereur Léopold I^{er}, ambassadeur à Constantinople. Paget voulait gagner la Porte à la ligne politique concertée anglaise-néerlandaise-autrichienne. Les Français purent tenir le coup jusqu'à la paix de Ryswick. Ce n'est qu'après la bataille de Zenta, la nouvelle de la paix de Ryswick étant arrivée à Constantinople, que les Turcs conclurent la paix à Karlowitz. ¹⁶ Les pays alliés dans la Sainte Ligue conclurent, chacun à part, la paix avec les Turcs. Conformément au traité de paix austro-turc les territoires hongrois occupés par les Turcs, à l'exception de la région de Temes, furent acquis par les Autrichiens, et la cause des mécontents disparut égolement de l'ordre du jour, les Turcs ayant promis de ne plus les soutenir. Tout cela pose à juste titre la question s'il n'était pas irréal de la part des français de tenir opiniâtrement à leurs positions à la Porte.

*

Arrivé à Constantinople le 12 décembre 1699 Ferriol demanda une audience au grand vizir le pacha Hussein qui le reçut le 25 décembre « dans la maison des Köprülü qui conclurent la paix de Karlowitz ». ¹⁷ L'audience auprès du sultan aurait dû avoir le 5 janvier 1700 mais les Turcs ajournèrent à cause d'une question d'étiquette discutée, au cours de laquelle Ferriol se brouilla avec les ministres de la Porte. Il n'y a point lieu de passer sous silence cette discussion d'étiquette, et les discussions car d'étiquette en général c'est précisément à cette période-là que Louis XIV élaborait jusqu'à la perfection l'étiquette de la cour en Europe, les règles, en menus détails, concernant la place occupée par les ambassadeurs à la cour, ainsi que leur mode de vie. Il avait aussi pour objectif de créer une hiérarchie rigoureuse pour l'Europe pareille à celle en vigueur à Versailles. Une hiérarchie fut établie pour les rois, et il tâcha de faire accepter

¹⁵ WOOD, A. C., *The English Embassy at Constantinople 1660-1762. English Historical Review*, 40, 1925. 545. (State Papers, Foreign Turkey, 20. Trumbull to Shrewsbury, 1 July 1690.)

¹⁶ *Ibid.* 546-547. pp.

¹⁷ *Mémoires historiques*... op. cit. 114.

sa primauté parmi les souverains européens, tentant par là d'élaborer sur une base théorique aussi son hégémonie européenne. Le symbolisme des cérémonies dans l'Empire Ottoman était, peut-être, encore plus compliquée. La différence était pourtant grande entre les coutumes françaises et turques au point de rendre difficile à Versailles l'accueil des envoyés turcs.¹⁸

Avant l'audience Ferriol eut des entretiens avec les ministres de la Porte sur les modalités de l'audience et avança sa prétention d'obtenir pour l'audience le même caftan somptueux, à zibeline, que reçurent pour leur rôle d'intermédiaire les ambassadeurs anglais et néerlandais, Paget et Colyer, à leur retour à Constantinople du lieu de la conclusion de paix de Karlowitz, et que recevra probablement bientôt, à son arrivée à Constantinople, le conseiller impérial Öttingen, délégué de l'empereur, vu que du côté autrichien il prit part aux négociations de paix. Maurocordatos, chef des interprètes à la Porte, ayant grande influence politique, auteur du côté turc de la paix de Karlowitz et récompensé pour ce service par le rang de conseiller d'Etat, écouta avec étonnement la demande de l'ambassadeur. Dans sa réponse il explique que l'accomplissement de cette demande signifierait le renversement des coutumes d'audience, puisque aux audiences publiques on ne donne pas habituellement de tels vêtements, les ambassadeurs anglais et néerlandais reçurent le caftan somptueux pour leur médiation de la paix, vu qu'ils établirent la paix dans l'Empire. Dans sa réponse Ferriol exposa que parmi les ambassadeurs à la Porte le premier rang revient à l'ambassadeur du roi de France, et comme le somptueux caftan de zibeline est le signe de l'honneur et de l'estime, lui, en sa qualité d'ambassadeur du roi de France ne peut pas se présenter à la première audience en simple vêtement, en compagnie des ambassadeurs anglais, néerlandais et (probablement) autrichien.¹⁹ Les ministres de la Porte étaient pourtant ferme dans cette question. A l'audience du 5 janvier Ferriol se présenta en costume français, l'épée au côté.²⁰ Les fonctionnaires de la Porte, ayant remarqué l'épée dont les contours se dessinaient nettement sous la mante,²¹ le signalèrent au grand vizir qui ne le laissa pas entrer devant le sultan se référant aux règles de la cérémonie de la Porte qui interdisent l'apparition de quiconque devant le sultan avec une arme ce qui, d'ailleurs, n'avait pas encore de précédent. Ferriol se référa à son prédécessur Castagnères qui, lui aussi, avait une épée à l'audience,²² et

¹⁸ PICAUVET, C. G., 53. p.

¹⁹ Ferriol au roi 2 janvier 1700. Correspondance du Marquis de Ferriol, par Emile Varenbergh, Anvers, 1870. 66-67. pp. Dans la suite: Corr. du M. de Ferriol.

²⁰ Magyarországi s erdélyi bujdosó fejedelem Késmárki Thököly Imre secretéariusának Komáromi Jánosnak törökországi diariumja s experienciája (Diarium et expériences en Turquie de János Komáromi, secrétaire d'Imre Thököly de Késmárk, prince exilé de Hongrie et de Transylvanie). Publié par Iván Nagy, Pest, 1861. 63. p.

²¹ LA MOTRAYE, *Voyage en Europe, Asie et Afrique*. La Haye, 1727, t. I. Dans sa relation de voyage l'auteur décrit ce qui s'était passé à la première audience. Il dit que Ferriol s'était rendu à l'audience avec une longue épée au côté. 270.

²² Dans ses mémoires Castagnères de Chateaufort avoue que lui aussi porta sous la mante un petit poignard. Mémoires historiques... op. cit. 79-80. pp.

comme les droits à l'audience de ses prédécesseurs lui reviennent aussi, il ne peut pas agir autrement.²³ Voyant l'intransigeance des fonctionnaires de la Porte, il partit et, cette fois-ci, les bateaux français ne donnèrent pas de salves d'honneur en hommage pour le sultan.²⁴

Que devait symboliser l'épée de Ferriol à cette époque si riche en symboles et emblèmes? Est-ce la remarque qu'il fait à propos d'Öttingen, notamment que, si Öttingen a les mêmes difficultés à l'audience et que si, lui aussi, tient à être reçu avec l'épée au côté — la conséquence en sera de rompre la paix récemment conclue non seulement avec l'Autriche, mais aussi avec les autres membres de la Ligue.²⁵ L'épée serait-elle donc symbole de la guerre, dont on parle de plus en plus dans cette Europe pleine de bruits sur les tiraillements autour du partage de l'héritage espagnol. La France suggérerait, symboliquement, la guerre future à son allié « traditionnel ». Mais les Turcs veulent tarder à le comprendre déchaînant sur Ferriol des tracasseries à propos de l'épée, comme une question qui revient toujours et est sans cesse suggérée par les Français : est-ce que nous acceptons l'épée, attaquerions-nous? En tout cas, la France semblait « dégainer, à moitié, son épée » face aux Turcs comme si les menaçant mais à la fois les encourageant à se contenir tant que la tempête ne s'apaise, et à ne pas offenser le roi de France en cherchant d'autres alliés leur paraissant plus profitables.

L'ambassadeur de l'empereur Habsbourg Öttingen, arrivé à Constantinople pour insérer au code la paix de Karlowitz, était bien plus modeste que Ferriol. Lui et sa suite étaient vêtus d'habits croates, hongrois et turcs à leur entrée à Constantinople. A ce propos János Komáromi fait la remarque que « ce ne devait pas servir la dignité de l'empereur allemand que tout en étant « victor » ils n'étaient pas vêtus d'habits allemands ». Öttingen ne s'habilla pas à l'allemande même en se rendant à l'audience, mais, selon l'habitude, il se présenta habillé à la hongroise et sans épée. A l'audience les Turcs lui donnèrent également, comme aux ambassadeurs anglais et néerlandais, un caftan somptueux de zibeline. L'audience était d'un luxe éclatant. Voyant les cadeaux d'argent de l'empereur, le sultan ordonna d'offrir le feu avec des récipients d'or — écrivit János Komáromi, premier secrétaire de Thököly qui réussit à rester à la cour intérieure bien que les Turcs n'aient toléré la présence d'étrangers. Ferriol observe à propos de ce luxe que les Turcs semblaient vouloir exprimer symboliquement vers l'empereur leur grandeur et leur force.²⁶

Komáromi souligne, certes pas sans intérêts, le courage de Ferriol parmi les autres ambassadeurs qui non seulement n'osaient pas porter une épée, mais leur habillement était aussi à la turque.²⁷

²³ Dans sa lettre du 8 janvier 1700 Ferriol fait son rapport au roi sur le scandale déchaînée par la première audience et sur les complications provoquées par l'épée. Corr. du M. de Ferriol, op. cit. 75-76. pp.

²⁴ KOMÁROMI, JÁNOS, 63.

²⁵ Ferriol au roi, 8 janvier 1700. Corr. du M. de Ferriol, 81.

²⁶ KOMÁROMI, JÁNOS, 58-63. pp.; Sur l'accueil fait à Öttingen Ferriol fait son rapport à Louis XIV dans sa lettre du 26 février 1700. Ferriol au roi, 26 février 1700. Corr. du M. de Ferriol, 93. p.

²⁷ KOMÁROMI, JÁNOS, 65. p.

Ferriol demanda à Louis XIV des instructions pour savoir ce qu'il devait faire, comment se comporter après tout cela avec les Turcs. Dans sa réponse du 8 avril Louis XIV lui commanda de se tenir ferme à sa position et le menaça de le révoquer s'il ne peut pas se présenter à l'audience en caftan luxueux de zibeline, avec épée.²⁸ Le roi était intransigeant dans cette question pour le moment, car, dans l'étiquette, il voyait l'expression de la diminution de son influence et l'intensification de celle des ambassadeurs anglais, néerlandais et autrichien. Le roi désirait maintenir inchangés son pouvoir et son ascendant à la Porte où il voulait rester le protecteur de la religion et du commerce. A ce propos Castagnères écrit aussi dans ses mémoires qu'il est très important que le roi ne permette pas d'introduire des différences selon lesquelles l'ambassadeur de France n'a qu'un simple caftan.²⁹ Tout cela est en étroit rapport avec l'estime exprimé par le sultan et le grand vizir à l'ambassadeur anglais Paget pour son rôle joué dans la conclusion du traité de paix. Ils demandèrent à Guillaume III de ne pas révoquer encore, si possible, Paget.³⁰

Ces démêlés sur l'étiquette provoquèrent de longues discussions qui ont duré pendant toute l'ambassade de Ferriol, et le sultan ne le reçut pas une seule fois en audience, et les affaires étaient réglées par l'intermédiaire du grand vizir. Ferriol avait une bonne opinion du pacha Hussein, grand vizir, « Il est vrai que je trouvai dans la personne du grand vizir un grand fond d'équité et de modération et qu'il ne démentit en rien l'estime et la considération que les Kuprulis ont toujours témoignées pour la France »—écrivit de Ferriol.³¹ Les Turcs cherchaient à régler la question d'audience, mais comme ils tenaient « l'affaire de l'épée » pour une innovation des formes, ils restèrent intransigeants. Ce nonobstant, le sultan Mustafa, dans sa lettre adressée au début de 1700 à Louis XIV continua à assurer le roi de France de l'amitié existant depuis longtemps entre les deux puissances et du renouvellement des traités d'amitié.³²

Se tenant aux instructions Ferriol observa avec grande attention l'ambassadeur d'Autriche et rendit compte de tous ces pas aux affaires étrangères de France. De point de vue politique une de ses plus importantes observations concerne la collaboration de Paget, Öttingen et Maurocordatos, négociateurs de la paix de Karlowitz. Concernant Öttingen, il incrimina de nouveau une question d'étiquette. A son arrivée à la Porte Öttingen reçu en visite de cérémonie Paget avant Ferriol, bien que, les règles du protocole accordassent la primauté là aussi à l'ambassadeur de France ce dont Öttingen ne tint pas compte.³³ Les relations entre Öttingen et Ferriol étaient très tendues. János Komáromi écrivit à ce propos dans son journal intime : « Cet orateur

²⁸ ROUSSEAU, LOUIS, *Les relations diplomatiques de la France et de la Turquie au XVIII^e siècle. Ambassade du Marquis de Ferriol (1700-1710)*, Paris, 1908, 29-30. pp.

²⁹ BONNAC, 103. p.

³⁰ WOOD, A. C., *The english embassy at Constantinople*, 547. p.

³¹ BONNAC, 115. p.

³² ROUSSEAU, L., *Ambassade du M. de Ferriol*, 24-25. pp.

³³ Ferriol au roi, 26 février 1700. *Corr. du M. de Ferriol*, op. cit. 94. p.; KOMÁROMI, JÁNOS, 60. p.

français, il est vrai, estima hautement les grands ordres dans l'entourage de l'ambassadeur allemand, mais accusa beaucoup l'ambassadeur-même.»³⁴

Le roi de France, en sa qualité de protecteur de la religion chrétienne fut également lésé du côté autrichien. Conformément au point 13 de la paix de Karlowitz Öttingen devait régler la cause de la religion catholique et des lieux saints, et garantir la liberté religieuse des chrétiens. Cependant, conformément aux traditions séculaires, tout cela faisait partie des attributions du roi de France.³⁵

Pendant que, à la Porte, Ferriol était occupé à résoudre les tensions religieuses et protocolaires, la diplomatie française engagea en Europe des activités fébriles afin de gagner Guillaume III, roi d'Angleterre et des Pays-Bas au nouveau plan de partage qui désigna le petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou comme roi d'Espagne. Guillaume III adhéra à ce plan de partage, était prêt à reconnaître le roi Philippe V à condition que l'Espagne et la France ne s'unissent pas sous un même souverain, créant ainsi un empire européen. Il s'est acquis le premier rôle en Europe dans le règlement diplomatique, tandis que à Vienne l'ambassadeur de France le marquis de Villars, et l'ambassadeur d'Angleterre et des Pays-Bas, Hop avaient comme tâche de gagner l'empereur pour le plan de partage anglo-néerlandais. L'empereur ne s'y adhéra pas, espérant que Guillaume III ne pouvait pas tenir longtemps en Angleterre et que son état de santé était mauvais.³⁶ A Madrid l'ambassadeur de France le marquis de Harcourt et l'ambassadeur de l'empereur, Harrach, rivalisaient pour gagner la cour espagnole pour leur souverain.

Ces tensions européennes avaient leur effets sur la Sublime Porte aussi. Ferriol tentait en vain d'éviter les discussions avec Öttingen, au cours du mois de juin il ne put déjà s'y soustraire et seule l'intervention de Paget et de l'ambassadeur néerlandais Colyer empêcha les affrontements de s'envenimer. Dans son journal intime János Komáromi rapporte également ces discussions.³⁷ Dans sa lettre du 22 juin Ferriol³⁸ rapporta au roi que Maurocordatos, qui est de connivence avec Öttingen, lui avait probablement tout raconté de ce qui s'était passé à la dernière audience de Ferriol auprès du grand vizir. Il s'agissait entre autres de fait que Ferriol avait déclaré au grand vizir que parmi les ambassadeurs des souverains chrétiens la première place revenait à lui et qu'il se retenait de suivre l'exemple et les complaisances cordiales de l'ambassadeur autrichien. Ferriol était dans l'expectative, puis il entendait le 8 juin la nouvelle selon laquelle Öttingen arrêta quatre soldats français appartenant au régiment de Rohan et qui avaient quitté le service de l'empereur à Pétervárad (Petrovaradin) en s'enfuyant à Belgrade pour se placer sous la protection de l'ambassadeur de France. Öttingen voulait renvoyer ces déserteurs à Pétervárad et les y faire empaler. Ferriol défendit les soldats en disant qu'en se trouvant sur le territoire de

³⁴ KOMÁROMI, JÁNOS, 60. p.

³⁵ Ferriol au Marquis le cardinal de Bouillon, 26 février 1700. *Corr. du M. de Ferriol*, 102. p.

³⁶ Mémoires du maréchal de Villars, par le marquis de Vogué. t. II. Paris, 266-267. pp.

³⁷ KOMÁROMI, JÁNOS, 60-61. pp.

³⁸ Ferriol au roi, 22 juin 1700. *Corr. du M. de Ferriol*, 128-136. pp.

l'empire du sultan, Öttingen ne peut les arrêter sans violer le droit d'asile. L'affaire des soldats ne concerne donc que le sultan et Louis XIV. Il demanda donc à Öttingen de lui livrer les soldats, mais l'ambassadeur s'y refusa. Ferriol, voyant l'intransigeance d'Öttingen décida de prendre trois otages parmi les Autrichiens se trouvant dans la rue. Öttingen s'adressa à Maurocordatos et à Paget pour demander conseil et aide. Ferriol déposa une plainte chez le grand vizir, le pacha Hussein. Pour l'essentiel de l'affaire il prévint le grand vizir contre le danger que l'ambassadeur de l'empereur mette en doute l'autorité du sultan en étendant sa juridiction jusqu'à sa capitale. Le grand vizir ne voulait pas se mêler de l'affaire — ce que lui conseillait aussi Maurocordatos — vu que le débat ne touchait pas seuls les captifs. Voyant pourtant que les choses s'envenimaient, il décida au profit de Ferriol en disant qu'au cas où l'accord ne peut pas se faire, Öttingen devrait fournir double satisfaction, d'une part au sultan et de l'autre part à Louis XIV. Paget offrit de jouer le rôle de médiateur dans la discussion. Selon son opinion, étant donné que l'empereur allemand et le roi de France vivent pour le moment en paix, il est superflu que les ambassadeurs provoquent la guerre — Ferriol n'avait cependant aucune confiance en Paget. Comme il dit lui-même il ne pouvait pas ne pas soupçonner l'ambassadeur d'Angleterre d'avoir les mêmes intérêts qu'Öttingen et d'avoir encouragé ce dernier en tout ce qu'il avait fait. Les discussions furent enfin closes grâce à l'intercession de l'ambassadeur néerlandais Colyer — que Ferriol accueillit avec cordialité, voyant en lui un ancien bon ami — par un échange de prisonniers. Dans les discussions Thököly s'est mis du côté de Ferriol et il lui offrit son secours en cas de besoin, avec tous les Hongrois de son bord.

Dans la même lettre Ferriol rapporta aussi qu'il fit faire une luxueuse barque, pareille à celle du sultan, et qu'il y faisait des promenades sur l'eau. C'était une dure offense pour les Turcs, l'ambassadeur ayant violé par là les privilèges du sultan.³⁹

La tension causée par les discussions sur l'étiquette des audiences persévérait. Ferriol se sentait dans une situation incertaine à la Porte. Dans sa lettre du 12 juillet 1700 il se plaint de la perfidie des Turcs, et demande au roi d'envoyer un bateau pour qu'il puisse rentrer en France au cas où les Turcs n'accomplissent pas ses demandes présentées.⁴⁰

Ses relations avec Thököly, considérées comme la cause de l'attaque turque en 1683, n'ont pas rendu Ferriol trop populaire à la Porte non plus. Ferriol ne cessa pas de soutenir Thököly, et il rendit compte de sa situation dans ses rapports bien qu'il ne reçût aucune instruction concernant les insurgés hongrois. Conformément au point 10 de la paix de Karlowitz les Turcs promirent de ne plus s'ingérer dans les affaires de la Hongrie et de ne plus soutenir les mécontents hongrois, de ne plus entretenir aucune relation avec eux.⁴¹ Les réfugiés hongrois et transylvains en Turquie furent établis loin

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ferriol au roi, 12 juillet 1700. *Corr. du M. de Ferriol*, 149. p.

⁴¹ Le texte du traité de paix de Karlowitz voir: KATONA, STEPHANUS. *Historia critica regnum Hungariae*, t. XXXVI. Buda, 1805. 106-107. pp.

de la frontière. La personne de Thököly figura aussi aux négociations austro-turques, mais la question est encore discutée s'il eut en effet un accord secret (un article secret) conformément auquel il devait être exilé à une région éloignée de l'empire. Selon certains chercheurs un tel accord secret avait existé,⁴² d'autres le nient et disent que la Porte, qui craignait les intentions de Thököly, avait exilé celui-ci pour la raison de son départ sans permission de Constantinople pour aller à la résidence du sultan transférée à Andrinople, afin de s'informer si, à propos de la guerre de succession d'Espagne, ils avaient quelque projet relatif à sa personne.⁴³ Ferriol ne savait rien de sûr non plus de ce prétendu arrangement.⁴⁴

Thököly fut en tout cas découragé par la conclusion de la paix, mais bientôt l'espoir prit le dessus, il était convaincu que la guerre reprendrait bientôt en Europe et dans ce cas on aura encore besoin de sa personne. Son espoir fut encore renforcé par l'ambassadeur de France qui, à son arrivée à la Porte, lui rendit visite parmi les premiers.⁴⁵ János Komáromi raconte à propos de Ferriol, quand l'ambassadeur autrichien arriva à Constantinople, Thököly proposa à l'ambassadeur français de ne pas le visiter puisque les Français sont en paix maintenant avec l'empereur, mais lui est considéré comme un ennemi, sur ce Ferriol répondit : « au contraire, que Votre Excellence vienne plutôt plus souvent nous voir, et s'ils viennent, ne vous en souciez pas s'ils voient Votre Excellence... et s'ils vous trouvent dans la rue et disent quelque chose, entrez au *palatium* et je vous patronne. »⁴⁶ Cependant, comme il s'avérait de plus en plus que la paix serait durable, la situation de Thököly se dégradait progressivement. Il continua à compter sur le soutien de la Porte — écrit Ferriol — mais tandis qu'il s'était bercé de ces pensées flatteuses pour soi-même, il était en réalité

⁴² Dávid Angyal, biographe de Thököly, écrit à ce propos: Conformément aux instructions reçues de Vienne, Öttingen cita l'article secret, inséré à Karlowitz ad protocollum mediatorum, selon lequel Thököly devrait être exilé au bord éloigné de la Mer Noire. ANGYAL, DÁVID, *Késmárki Thököly Imre*. Budapest, 1888, 263. p.

⁴³ Ignác Acsády écrit à ce propos: L'ancienne idée est totalement erronée, selon laquelle à Karlowitz les deux cabinets fussent arrivés à un accord secret concernant Thököly ou quelque autre question. A quel point c'est erroné, cela ressort aussi de la longue explication faite pour la cour par les délégués de l'empereur et dans laquelle ils expliquaient point par point les arrangements du traité de paix de Karlowitz. En ce qui concerne Thököly, ils exposent ici ce que les Turcs avaient promis. Il n'était pas question d'un accord secret ou d'un article secret, les deux parties se limitaient dans l'affaire Thököly à des promesses verbales qu'à Vienne on ne prenait même pas pour obligatoires. Si, plus tard, c'était justement la cour de Vienne qui se référait à des arrangements secrets concernant Thököly, c'était un simple malentendu. A cette confusion contribuait encore le manque de procès-verbal des séances tenu par les Turcs, et ainsi, avec le temps, les mandataires aux-mêmes oubliaient la forme dans laquelle certains accords étaient fait. ACSÁDY, IGNÁC, *A karlócai béke története 1699* (Histoire de la paix de Karlowitz 1699), Budapest, 1899, 60-61. pp.

⁴⁴ Ferriol écrit dans sa lettre du 9 novembre 1703 que le grand vizir, quand il s'informa auprès de lui des affaires de Hongrie, se plaignait de Rákóczi parce qu'il ne faisait pas connaître ses projets à la Porte. Ferriol profita de l'occasion pour s'informer auprès du grand vizir des articles secrets du traité de Karlowitz, vu que, quelques jours avant, le pacha Hassan, kaimakam de Constantinople, lui avait dit qu'il y avait un article obligeant la Porte à n'entretenir aucune relation avec les insurgés hongrois, et que Thököly devait être exilé en Asie. — Lettre de Ferriol au roi du 9 novembre 1703. Corr. Pol. Turquie, t. 40, f. 145-146.

⁴⁵ LA MOTRAYE, *Voyages en Europe, Asie et Afrique*. La Haye, 1727. 267.

⁴⁶ KOMÁROMI, JÁNOS, 58-69. pp.

dans la misère et vivait dans une grande pauvreté. Les Turcs jugeaient plus opportun de le séparer des soldats kouroutz pour lesquels ils créèrent, aux environs de Viddin, un camp pour 1500 personnes. Les soldats exigèrent leur chef, mais les nobles demandèrent à la Porte d'empêcher Thököly de s'y rendre car il utilisait toujours à son propre profit les clémences du sultan offertes au peuple entier.⁴⁷

Arrivé à la Porte, Öttingen, se référant à l'article secret de la paix de Karlowitz, demanda aux Turcs de reléguer Thököly au bord éloigné de la Mer Noire.⁴⁸ Plus tard Thököly dit à Ferriol que ses sœurs le pressent de retourner à la fidélité à l'empereur. Et quand, à cette occasion, Ferriol l'interrogea sur ses intentions, Thököly lui confia que tous ses protecteurs l'avaient abandonné et qu'il vivait dans une grande pauvreté. Il choisirait plutôt la mort que de végéter dans des conditions aussi lamentables. Il retournerait volontiers en Hongrie ou il irait ailleurs où il pourrait vivre conformément à son rang et à sa naissance, mais les Turcs ne le lui permettent pas, ils suivent avec attention chacun de ses pas et lui, il voudrait leur échapper. Thököly était convaincu que Ferriol ne consentirait pas non plus à ce qu'un bateau français le transportât en Italie ou en France. « Il est à craindre pour lui — écrit Ferriol — que les Turcs ne découvrent sa négation et ils ne demanderoient pas mieux que ce prétexte pour le perdre et pour se defaire du reste de son party qui les embarrasse. »⁴⁹

*

Parmi les historiens français qui traitent l'ambassade de Ferriol il y en a qui voient dans son comportement de ses débuts à la Porte l'intention sans bornes de se plaire au roi (Rousseau), d'autres le tiennent pour un héros de scandale qui détruit les chances des Français auprès des Turcs (Flassan) et d'autres encore y voient les bravades d'un infatué face aux coutumes de la cour turque (Varenberg).⁵⁰ A ce propos il y a lieu de noter que l'ambassadeur agissait en pleine harmonie avec les instructions reçues de la direction française des affaires étrangères. Par ailleurs, ce n'était pas la première controverse sur l'étiquette entre les ambassadeurs français et les dirigeants turcs, et sous cet aspect on peut déceler des analogies dans les ambassades de Ferriol, de Nointel et de Guilleragues.⁵¹ Si par contre nous acceptons la signification

⁴⁷ Ferriol à Louis XIV, 28 avril 1700. Corr. Pol. Turquie Aff. Etr. t. 33, f. 105.

⁴⁸ ANGYAL, DÁVID, 263-264. pp.

⁴⁹ Ferriol à Louis XIV, 25 août 1700. Corr. Pol. Turquie Aff. Etr. t. 33, f. 219-220.

⁵⁰ Selon l'avis de Ferriol se faisait pour ainsi dire un plaisir à ne pas observer les coutumes de la cour turque. Ferriol était un militaire typique que l'on pouvait plus facilement s'imaginer dans une garnison que dans l'entourage d'un souverain. Ses règles d'honneur s'épuisaient souvent dans des bagatelles futiles mais qui, dans certains cas, le compromettaient, ainsi que l'honneur de sa cour. Flassan, t. IV. Paris, 1809, 169-172. pp.

⁵¹ En 1676 Louis XIV refusa un projet d'alliance formelle proposé par les Turcs. Ceux-ci ne cessaient pas d'y insister, mais sans succès. Voyant l'inflexibilité des Français, ils provoquèrent à la fin des fins une grave discussion d'étiquette. C'était la controverse dite « de sofa ». Le nouveau grand vizir Kara Mustafa reçut en audience l'ambassadeur de France à Constantinople Nointel (1671-1679) en lui offrant un siège plus bas que celui du grand vizir. Dans la situation en présence, tout cela signifiait, exprimé symboliquement, la

symbolique de l'épée de Ferriol — la guerre future ou la menace —, il sera compréhensible pourquoi l'ambassadeur français devint impopulaire à la Porte après la prise du pouvoir des partisans de la paix. Les controverses autour de l'épée signifient-elles dans ce cas que les Turcs ne comprenaient que très bien l'allusion et ne faisaient que retarder les choses en attendant leur évolution?

Le « symbole » prit bientôt corps en paroles aussi. Le 9 août 1700 Ferriol reçut du roi la lettre suivante.

« Vous étiez informé avant votre départ du mauvais état de santé du roi d'Espagne et du peu d'espérance que ses sujets avaient qu'il put naître des successeurs de son mariage. La santé de ce prince ne s'est point fortifiée depuis que vous êtes parti et comme je prévoyais dès lors des guerres nouvelles que sa mort produisait en Europe, j'avais commencé à examiner de concert avec le roi d'Angleterre et avec les Etats-Généraux des Provinces-Unies les mesures que l'on pourrait prendre pour prévenir les nouveaux malheurs dont la Chrétienté était menacée. Cette première intelligence a produit un traité dont je vous envoie la copie. J'ai invité l'Empereur d'y entrer, et comme on lui laisse, suivant le même traité, le terme de trois mois pour l'accepter, j'attends incessamment la réponse, ce temps étant près de finir.

J'ai cependant fait donner part aux plus considérables princes de l'Europe des liaisons que j'ai formées avec le roi de la Grande-Bretagne et avec la République de Hollande. Les ministres de ces deux puissances agissent dans toutes les cours de concert avec les miens, et je vois déjà que la plus grande partie des princes de l'Europe craignant le renouvellement de la guerre, s'empresse à la prévenir par l'approbation que ceux qui désirent le maintien de la paix donnent la modération que je fais paraître en cette occasion car ils reconnaissent que mes forces sont pour soutenir tous les droits de mon fils, si je veux les faire valoir dans toute leur étendue, qu'après une longue guerre l'Empereur aurait à peine une petite partie des Etats que j'offre à son fils, dans la seule vue du maintien de tranquillité générale.

Cette nouvelle a déjà fait tant de bruit dans l'Europe, que je ne doute pas qu'elle a été rendue publique par d'autres que par vous, afin de laisser aux ministres de la Porte le temps de songer à l'intérêt qu'a l'Empire Ottoman de ménager mon amitié dans cette conjoncture. Le traité que j'ai fait me laisse la disposition libre de toutes mes forces. Je puis en réserver assez pour l'exécution et employer les autres dans les lieux où il sera nécessaire de faire respecter ma puissance. Il est bon qu'ils fassent ces réflexions d'eux-mêmes. De votre part elles seraient regardées comme des menaces, et vous devez toujours mettre une extrême différence entre les démarches et les discours qu'on peut interpréter de cette manière de la fermeté qui doit paraître dans votre conduite. »⁵²

violation de la supériorité française. Cela fit surgir une longue discussion sur l'étiquette et les audiences cessèrent de 1677 jusqu'en 1683. Louis XIV rappela Nointel, et Guilleragues (1679-1685) ne put régler les controverses sur l'audience qu'à la fin de son ambassade.

⁵² Le roi à Ferriol, 9 août 1700. *Corr. Pol. Turquie*, t. 33. Voir: LEGRELLE, t. IV. 563-564. pp.

Dans sa lettre le roi parle de guerre et dans toutes les cours européennes on pesait à l'éclatement inévitable de la guerre et ses chances. Peu après l'arrivée de cette lettre, le 1^{er} novembre 1700, le roi d'Espagne mourût. Dans son testament Charles II accepta comme héritier du trône au petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou. La réaction de Léopold I^{er} à ce testament fut l'envoi en Italie d'une armée de trente-milles hommes et d'une de vingt-milles au bord du Rhin.

Le 11 novembre 1700 le roi de France informa Ferriol que l'empereur Léopold proteste contre le testament et exige le trône d'Espagne pour son fils, se refuse à adhérer aux accords de partage et empêchera probablement leur exécution. Ainsi les troupes françaises stationnaient à la frontière espagnole d'une part et au bord du Rhin d'autre part. Louis XIV confia à Ferriol de répandre ces nouvelles à la Porte et au même moment de faire comprendre aux Turcs que dans le cas où la mort du roi d'Espagne provoquerait la guerre les Turcs pourront voir les victoires éclatantes du roi de France.⁵³

Recevant ces lettres Ferriol se rendit compte avec évidence qu'il fallait gagner les Turcs pour les Français au cours de la guerre à venir. La Motraye, diplomate au service d'Angleterre, écrit qu'après la nouvelle de la mort du roi d'Espagne, Ferriol visita de plus en plus souvent Thököly, et sur leur table de négociation se trouvait le plan d'une nouvelle insurrection en Hongrie. A la connaissance de Paget, qui continuait à déployer ses activités dans l'intérêt pour sauvegarder la paix, le nouvel ambassadeur voulait provoquer une nouvelle guerre entre la Porte et l'empereur Habsbourg.⁵⁴ Thököly par contre assiégeait la Porte avec des mémoires recommandant la reprise de la guerre.⁵⁵

Tout cela est en relation étroite avec le fait que les groupes politiques de la haute et de la petite noblesses hongroises, mécontents de l'oppression par les Habsbourg, voyaient dans les différends entre les Bourbon et les Habsbourg une possibilité pour améliorer la situation de la Hongrie. Ferenc Rákóczi, séjournant à Vienne, le 1^{er} novembre 1700, jour du décès du roi d'Espagne, adressa une lettre à Louis XIV demandant dans cette conjoncture le soutien de celui-ci pour sa patrie, poursuivant ainsi les traditions des relations franco-hongroises. Les Hongrois voulaient faire surgir une insurrection, mais pour le faire ils avaient besoin d'argent et de troupes.⁵⁶ L'alliance française semblait être précieuse pour la Hongrie vu que des pays qui ne

⁵³ ROUSSEAU, L., 30-32. pp. Le roi d'Espagne décéda le 1^{er} novembre 1700. Dans cette lettre citée par Rousseau Louis XIV écrit que l'on avait déjà diffusé la nouvelle de la mort du roi d'Espagne bien qu'il fût encore en vie, mais ses jours étaient comptés. La raison de cette inexactitude venait probablement du fait que la cour d'Espagne ne fit connaître le testament au roi de France que le 16 novembre. C'est ce jour-là que Castel dos Rios, ambassadeur d'Espagne, arriva à Paris avec le testament. Cependant, le roi de France fut informé du décès du roi d'Espagne le 6 novembre déjà par le courrier de l'ambassadeur de France à Madrid.

⁵⁴ LA MOTRAYE, 280. p.

⁵⁵ BENDA, KÁLMÁN, A bujdosó Thököly (Thököly en exil). Manuscrit de l'exposé lu à la conférence Thököly (3. 10. 1978.) 4.

⁵⁶ KÓPECZI, BÉLA-R. VÁRKONYI ÁGNES, II. Rákóczi Ferenc. Budapest, 1976, 89-90. pp.

pouvaient pas se permettre de confronter l'empire des Habsbourg, comme par exemple la Pologne et la Turquie, pouvait néanmoins trouver sous l'influence française, le moyen de soutenir les insurgés hongrois.⁵⁷ On soupçonnait en même temps que Villars, l'ambassadeur de France à Vienne collaborait avec les Hongrois.⁵⁸

Ces rumeurs contribuaient certainement à ce que Vienne insistât de plus en plus à ce que Thököly fut écarté, car celui-ci se nourrissait toujours davantage de l'espoir d'une insurrection hongroise. A ce propos Ferriol écrivit dans sa lettre du 23 novembre qu'après le départ d'Öttingen Thököly devait se préparer à partir avec sa femme Ilona Zrínyi et avec douze serviteurs en Asie Mineure, à Brousse. Thököly était très affecté par cette nouvelle disgrâce et décida de se rendre au divan et en demander la cause. Il voulait faire des reproches à cause de l'accord désavantageux pour lui et à cause du fait que les Turcs agissaient avec lui en manquant à la parole donnée et en violant les privilèges concédés par le sultan. En plus, les Turcs, pour satisfaire l'Empereur, l'avaient écarté des Hongrois, des Polonais, et maintenant veulent l'isoler de la capitale de l'Empire. Ferriol écrit que Thököly l'implora de lui obtenir le soutien du Louis XIV, mais qu'il ne pouvait pas lui venir en aide vu la situation pas encore réglée des affaires françaises à la Porte.⁵⁹ Ce 6 décembre Ferriol communique que la peste régnait au lieu de séjour désigné pour Thököly, il devait donc se retirer à la campagne et son départ fut suspendu. Depuis, Thököly n'a pas parlé au grand vizir, il ne savait donc rien sur son sort.⁶⁰ Au début de 1701 Ferriol écrivit que l'on continuait à tolérer la présence de Thököly à Constantinople; concernant les Hongrois de son bord les Turcs ordonnèrent leur retour en Pologne. Thököly ne pouvait entretenir aucune relation avec les Hongrois. Malgré tout cela, il continuait à se comporter comme s'il avait une province à gouverner et une armée à commander.⁶¹

L'espoir était de plus en plus réduit de pouvoir régler les différends par voie diplomatique. Le premier accrochage entre Français et Autrichiens eut lieu dans la principauté de Milan en mai 1701. Le 7 septembre 1701 fut créée, sur une initiative anglaise, la « Grande Alliance » contre les Français avec la participation de l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche. La déclaration officielle de la guerre n'eut lieu cependant que le 15 mai 1702. Face à la coalition formée contre elle, la France n'avait

⁵⁷ KÖPECZI, BÉLA, *A Rákóczi szabadságharc és Franciaország* (La guerre de liberté de Rákóczi et la France), 24. p.

⁵⁸ C'est Villars qui l'écrit dans ses mémoires t. I. 334-335. pp.

⁵⁹ Ferriol au roi, 23. novembre 1700. Corr. Pol. Turquie Aff. Etr. t. 38, f. 25.

⁵⁰ Ferriol au roi, 6 décembre 1700. Corr. Pol. Turquie Aff. Etr. t. 38, f. 37. La Motraye parle également de la peste à Constantinople et à Pera, 279. p.

⁶¹ « Le prince Tekely l'a enfin emporté sur ses ennemis, on lui a permis de demeurer à Constantinople et les hongrois qui auroient porté plaintes contre luy ont eu ordre de s'en retourner à la Pologne et de ne plus paraître icy. » Ferriol au roi, 4 février 1701. Corr. Pol. Turquie, t. 38, f. 52.

Le 13 septembre il écrit: « Le prince Tekely est en état pitoyable malgré les belles paroles que le Grand Seigneur luy a donné. . . Il ne laisse pas d'entretenir quelque intelligence secretien Hongrien et il travaille encore comme s'il avoit une Province à gouverner ou une armée à commander. Les turcs n'ont pas voulu luy permettre d'aller à la Pologne. . . » Ferriol à Louis XIV, 13 septembre 1701. Corr. Pol. Turquie, t. 38, f. 116.

comme alliés que l'Espagne, l'Electeur de la Bavière et celui de Cologne. Par conséquent, obtention de l'appui turc commença à prendre de plus en plus d'importance pour la France.

Tout en cherchant à maintenir des relations amicales avec les Français, la Porte ne faisait que traîner en longueur le règlement de la controverse sur l'étiquette. Cela avait l'air de traduire des intentions hostiles nourries par les Turcs envers le roi de France. Il n'en était pas question, il s'agissait plutôt du fait que dans la situation politique donnée le grand vizir préférait choisir une politique de retardement en suivant avec attention l'évolution générale en Europe. Cette temporisation mit certainement en fureur Ferriol qui aurait voulu régler le plus tôt possible les questions litigieuses et gagner les Turcs aux projets français. Il faisait tout pour convaincre les dirigeants turcs des profits qu'ils auraient pu tirer d'une participation à la guerre par une attaque contre l'empereur Habsbourg, car il n'y avait aucun doute que les Français remporteraient de brillantes victoires. Les Turcs pourraient profiter du mécontentement hongrois né de l'oppression par les Habsbourg, ils devraient donc engager l'offensive en Hongrie. La guerre de succession d'Espagne offrirait donc une excellente occasion aux Turcs de prendre leur revanche.

Ferriol avait très certainement connaissance des mouvements en Hongrie, puisque selon certains c'est lui et Du Heron, ambassadeur de France en Pologne, qui servirent d'intermédiaire pour faire parvenir les plaintes des mécontents à Louis XIV.⁶² Rákóczi et Bercsényi réussirent à gagner Du Heron à la cause de l'insurrection hongroise, et ce dernier fit parvenir à Louis XIV leurs projets et demandes. Ils espéraient qu'une guerre contre l'oppression Habsbourg mobiliserait des milliers d'hommes en Hongrie. Néanmoins, les deux aristocrates osaient risquer une initiative uniquement avec une aide étrangère, surtout française et polonaise. Selon leurs plans Thököly aurait dû occuper la Transylvanie⁶³ en quoi Ferriol tâchait, selon les possibilités, de l'aider. Il est cependant à noter que dans la situation créée par la paix de Karlowitz Ferriol ne pouvait pas faire beaucoup dans l'intérêt de Thököly d'autant moins qu'en 1701 non seulement Thököly était dans une situation incertaine, mais même celle de Ferriol n'était pas non plus trop rassurante. Comme il devient de plus en plus évident que la crise prolongée de politique intérieure en Turquie aurait comme résultat une paix durable, l'ambassadeur de France n'avait pas beaucoup d'espoir de pouvoir mobiliser les Turcs. Ferriol ne nourrissait pas beaucoup d'espoir quant à la situation de Thököly, il ne l'en encouragea pas moins de parler personnellement au sultan de la situation politique changée à la veille de la guerre de succession d'Espagne. Sans ayant la permission des dirigeants de la Porte, Thököly partit pour Andrinople où la résidence du sultan fut transférée. Apprenant cela, la Porte, le soupçonna de vouloir provoquer une nouvelle guerre. Ferriol écrivit à cette occasion qu'à ce moment

⁶² LEGRELLE, t. IV. 306.

⁶³ KÖPECZI-VÁRKONYI, 105-106. pp.

Thököly voulait connaître la décision définitive des Turcs concernant sa personne et il voulait savoir s'ils avaient quelque projet avec lui pour la guerre de succession d'Espagne. Cependant, le jour suivant il fut transféré à Constantinople, puis on lui ordonna de partir pour la Nicomédie avec toute sa suite. Le grand vizir n'osa rien faire ce qui ne plût pas aux Autrichiens, voulant sauvegarder la paix. Il exila donc celui qui suscita la guerre précédente et ne cachait pas la faiblesse des Turcs — rapporta Ferriol à Louis XIV.⁶⁴ « Il est certain que ce Prince ne peut plus rendre icy aucun service, que sa santé est fort mauvaise, que sa personne y est en danger . . . » — écrivit Ferriol le 4 septembre 1701.⁶⁵ L'exil en Nicomédie signifia sans aucun doute que toutes les relations de Thököly avec les ambassades étrangères furent interrompues et que même ses rapports avec les émigrés hongrois étaient devenus impossibles. Thököly tenta d'échapper à l'isolement total en décidant de se convertir au catholicisme et en essayant de se sauver de la Porte et de se réfugier dans un pays chrétien. En comptant sur l'aide de Ferriol il voulait aller en premier lieu en France, mais si Louis XIV ne le permettait pas, il lui demanda de l'aide pour aller à Rome chez le pape. Ferriol transmit au roi la demande de Thököly, mais Louis XIV refusa son aide, ainsi Thököly resta en Nicomédie.⁶⁶

En septembre 1701 Ferriol rapporta sur l'insurrection hongroise ce qui suit : « Je crois la conspiration de Hongrie dont les allemands ont fait tant de bruit, purement imaginaire . . . Le prince Tekely n'est pas sorti de Constantinople . . . Le Grand Seigneur est bien éloigné de faire une querelle aux Allemands. Cet Empire est dans la décadence, les troupes sans discipline, les finances sans ordre et les ministres qui gouvernent sans application, ils ne songent qu'à jouir des douceurs de la paix. » Dans cette lettre Ferriol parle, peut-être pour la première fois, du prince Rákóczi dont il sait l'arrestation à Vienne. « . . . on pourrait croire — écrit-il — qu'il avoit quelque intelligence avec sa mère et le prince Tekely son beau-père. » Ferriol n'en savait

⁶⁴ « Le prince Tekely se voyant toujours maltraité de la Porte, et qu'on ne luy donnoit que de belles paroles a crû qu'il devoit savoir à quoy s'en tenir. Il est allé à Adrinople sans permission. Le Visir n'a pas voulu le voir et le Kiaya lui a demandé s'il venoit proposer une guerre nouvelle . . . » Thököly lui dit ce qui suit : « La nécessité où il estoit l'avoit obligé de venir demander une dernier resolution et qu'il avoit crû pouvoir sortir de Constantinople sans permission, se croyant un homme libre. Il fut renvoyé le lendemain avec le chiaoux et un ordre au caimacam de le faire passer à Nicomedie en Asie et luy fournir la même subsistance qu'il avoit à Constantinople. Le Caimacam l'a traité avec beaucoup de bonté, il luy a même donné une assez belle maison de campagne à quelques lieux de Nicomedie. Le Grandvesir n'en a usé ainsy que pour faire voir aux Allemands qu'il veut exactement observer le traité, ayant même rélégué avec beaucoup d'éclat au delà de la mer l'auteur de la dernière guerre et rien ne découvre tant la foiblesse des Turcs que ces grands égards qu'il estoient bien éloignés d'avoir dans le temps de leur prospérité. » Ferriol à Louis XIV, 5 novembre 1701. *Corr. Pol. Turquie*, t. 38, f. 142, 149-150. pp.

⁶⁵ « . . . et qu'il ne vivra plus dans le temps que la trêve fera expirée avec les Allemands. Il paroist même pas le traitement qu'il reçoit de la Porte qu'elle se mettoit peu en peine de sa retraite. » Ferriol à Louis XIV, 4 septembre 1701. *Corr. Pol. Turquie Aff. Etr.* t. 30. f. 117.

⁶⁶ Dans sa lettre du 4 septembre 1701 Ferriol demande à Louis XIV de donner l'asile à Thököly en France et de lui donner l'autorisation de s'y installer. Dans le cas où le roi lui refuserait cette grâce Ferriol lui demande son aide pour que Thököly puisse rejoindre le pape à Rome. Dans son ouvrage intitulé *A bujosol Thököly* (Thököly réfugié) Kálmán Benda donne les détails de ce plan de Thököly. (Manuscrit, 5.)

pourtant rien, et reprocha même à Rákóczi de ne pas aider sa mère dans sa grande misère. Il ne pouvait pas imaginer — continua-t-il — « que les Hongrois malgré leur antipathie avec les Allemands, eussent osé se soulever sans espérance d'aucun secours. »⁶⁷

Au cours de l'an 1701 Ferriol tenait donc pour irréflectes et l'insurrection hongroise et l'offensive turque et la mise en accord des deux. Il n'y avait aucun espoir d'engager une offensive turque d'autant moins que face au grand vizir le pacha Hussein l'influence du chef religieux fanatique Fesula se renforça et celui-ci ne cachait pas son antipathie pour les Français et les catholiques. A ce temps-là l'Empire Ottoman était ravagé par des désordres internes et une révolte contre le sultan était en train de se former. Les schismatiques arméniens et grecs se préparaient à un règlement de compte avec les catholiques. La Porte faisait preuve d'une indifférence de plus en plus grande envers la France, dans cette situation les Turcs ne risquaient pas la paix de Karlowitz et tout ce qui suivait dépendait de l'évolution des rapports des forces dans la guerre de succession d'Espagne. A la Porte l'ambassadeur anglais Paget et l'ambassadeur hollandais Hamel, ayant relayé Colyer en 1700 agissaient contre Ferriol. Ils cherchèrent à dissuader le grand vizir d'intervenir aux côtés des Français, affirmant que la France ne pouvait tenir longtemps sa position dans la guerre de succession d'Espagne.

En mars 1702 Louis XIV adressa à Ferriol les instructions suivantes : L'Europe est au seuil d'une guerre générale et l'occasion se présente aux Turcs de reconquérir leur prestige sans exposer l'Empire à un danger comme dans la guerre précédente. Je ne dis pas de leur conseiller de recommencer la guerre. Mais je crois qu'il ne serait pas en vain de leur démontrer les avantages de la guerre. Je suis sûr qu'il y aurait même quelque résultat s'ils se décidaient à ce que leurs troupes fassent quelques opérations militaires en Hongrie.⁶⁸ Ferriol devait donc gagner les principaux ministres de la Porte pour la diversion en Hongrie. Toutefois, cela devint de plus en plus impossible vu que le pacha Hussein, après cinq ans de gouvernement, fut disgracié et exilé en Nicomédie en janvier 1702 et y décéda peu de temps après. Le nouveau grand Vizir était le pacha Daltaban, Vainqueur des Arabes. Ferriol prévoyait peu de succès pour les accords futurs vu la crise de plus en plus aiguë dans la situation intérieure de l'Empire.

De toute façon, les Turcs réfléchissaient à un plan d'attaque contre Venise, suggérée en secret, selon les mémoires de Castagnères, par la politique autrichienne.

⁶⁷ « ... ainsy bien loin de faire cesser cette heureuse tranquillité, ils aimeroient mieux souffrir des Allemands que de les inquiéter. Le Prince Ragosky, fils de la princesse Tekely, a esté à la vérité arrêté à Vienne, et on pourroit croire qu'il avoit quelque intelligence avec sa mère et le prince Tekely son beau-père. Cependant je suis un témoin fidèle que depuis dix ans que je suis en Turquie, ils n'ont aucun commerce ensemble, et que le Prince Ragosky n'a jamais écrit à sa mère ni envoyé le moindre secours pour l'assister dans l'extrémité où elle est réduite, quoiqu'il soit en possession de tous ses biens. . . Toutes ces raisons me font croire qu'il n'y a rien de réel dans cette conspiration. . . » Ferriol à Louis XIV, 3 septembre 1701. Corr. Pol. Turquie Aff. Etr. t. 38. f. 117.

⁶⁸ BENDA, KÁLMÁN, Rákóczi Ferenc török politikájának első éve (1702-1705) (Premières années de la politique turque de Ferenc Rákóczi [1702-1705]), *Történelmi Szemle*, 1962. N° 2. 193. p.

Les chefs politiques autrichiens pensaient qu'il serait avantageux pour la réalisation de leurs projets concernant l'Italie si les Turcs violaient les accords conclus avec Venise dans le cadre de la paix de Karlowitz et s'ils attaquaient Venise. En secret ils y poussaient les politiques turcs. Il était fort probable qu'en cas d'une offensive turque les Vénitiens s'adresseraient aux Français pour demander leur secours.⁶⁹ Ferriol donc, sur ordre des affaires étrangères, tenta de dissuader le pacha Daltaban de l'attaque contre Venise, en se référant au fait que la force militaire de leur empire n'était pas encore régénérée et que la situation intérieure était incertaine. Bien que la guerre franco-autrichienne en Lombardie semblât causer de lourdes pertes à Venise et que les Turcs auraient facilement pu avoir des succès militaires, s'ils s'étaient décidés à une offensive, ils sont quand-même restés neutres. Pour la politique française l'offensive contre la Hongrie était bien plus importante et Ferriol employait toute son influence auprès les Turcs pour l'obtenir.⁷⁰

Au cours de l'an 1702 Ferriol était toujours sceptique quant aux chances des mouvements organisés en Hongrie, et ce d'autant plus qu'il savait qu'un jeune Hongrois était arrivé de Pologne pour voir Thököly et savoir si les Turcs pouvaient assurer pour Rákóczi « une retraite et une subsistance proportionnées à sa qualité ». La vie de Rákóczi était en danger en Pologne et les plans du roi de Suède étaient incertains. « Ce prince est à plaindre que son destin le pousse à une si grande extrémité, mais s'il était venu ici sans régler ses conditions et s'assurer d'une asile (c'est-à-dire sans avoir garanti le droit d'asile — É. B.) il auroit peut-être été assez malheureux pour être livré à l'Empereur. » Ferriol écrit ensuite que le jeune homme ayant fait ses propositions à Thököly celui-ci n'accepta pas de les présenter à la Porte craignant de leur part le reproche de vouloir provoquer une nouvelle guerre. Le jeune gentilhomme a aussi visité Ferriol et lui raconta que Rákóczi était à Brezán, dans le palais d'un gentilhomme polonais, en compagnie d'un gentilhomme hongrois, le comte Bercsényi. Rákóczi et Bercsényi menaient des négociations avec le roi de Suède dont ils demandaient l'aide pour défendre leurs intérêts face à l'empereur. Si tant est que leurs projets ne font pas d'effet sur le roi de Suède, et si le roi de Pologne ne veut plus leur offrir sa protection, ils projettent de se réfugier en Turquie où du moins ils pourront respirer. Le gentilhomme déclara en outre que Rákóczi voudrait bien se mettre au service de Sa Majesté Louis XIV. « On dit qu'il est l'homme le plus considérable de toute la Hongrie par la naissance et par la richesse . . . — écrit Ferriol — il a le courage de Serins . . . on ne pourroit trouver dans toute la Hongrie un homme plus accompli que luy. »⁷¹ A partir de ce moment Ferriol suivait avec attention d'une manière plus en

⁶⁹ BONNAC, 103-104. pp. Dans ses mémoires Villars écrit à propos des Vénitiens que l'ambassadeur anglais-hollandais à Vienne, Hop était convaincu que les Vénitiens et le duc de Savoie s'uniront aux Autrichiens. Villars était, lui aussi, de cet avis. Mémoires du Villars, 266-267. pp.

⁷⁰ ROUSSEAU, L., 69-70. pp.

⁷¹ « Il est venu de Pologne un gentilhomme hongrois de la part du Prince Ragosky, qui s'est adressé au Prince Tekely pour scavoir si les Turcs voudroient luy donner une retraite et une subsistance proportionnées à sa qualité. Ce Prince est à plaindre que son destin le porte a une si grande extrémité, mais s'il estoit venu icy sans régler ses conditions et s'assurer d'un azile, il auroit peut-être été assez malheureux

plus conséquente Rákóczi, tandis que Thököly, malade et isolé, était de plus en plus relégué au second plan. Il conseilla à Rákóczi d'entrer en pourparlers avant tout avec le roi de Suède et les Polonais, et demanda des instructions à Louis XIV pour le cas où Rákóczi fut quand-même forcé à venir en Turquie. Toutefois, la tentative de fuite de Rákóczi n'eut pas de résultat et il fut forcé à rester en Pologne.

Entretemps les problèmes de la Crimée occupaient toutes les énergies de Ferriol. Les Turcs voyaient d'un mauvais œil la politique conquérante du jeune tzar et il y avait le danger qu'ils violent la paix de Karlowitz, et qu'ils s'entraînent dans une guerre contre les Russes. Les Tatares s'employaient à convaincre le sultan à attaquer les Russes en Crimée, et les Turcs engagèrent, début 1703, de grandioses préparatifs. Tout cela était absolument opposé aux intérêts de la France. Ferriol déploya une activité fiévreuse pour tenter d'empêcher l'offensive contre la Russie. Il proposa au grand vizir de relever de son poste le khan tatar, disant qu'ainsi les masses restées sans chef pourraient être pacifiées. Le grand vizir accepta la proposition de Ferriol, le khan fut relevé et l'offensive n'eut pas lieu. Ferriol pouvait rapporter tout cela à Louis XIV comme un succès diplomatique.⁷²

En janvier 1703 une révolution de palais écarta le pacha Daltaban, le pacha Mohamed devint le nouveau grand vizir, celui qui fut le représentant à plein pouvoir de la Porte à la conclusion de la paix de Karlowitz. Ferriol continua à échouer dans l'obtention d'une offensive en Hongrie, même les victoires des Français, les riches cadeaux, les subornations ne s'étaient pas avérés suffisants. La direction des affaires étrangères françaises changea donc de tactique. Ferriol reçut l'instruction d'écarter les discussions sur l'audience, et en général tout ce qui causait des différends. Désormais, il devait concentrer toutes ses forces sur la campagne en Hongrie et se servir de tous les moyens dans ce but. Mettant l'accent sur l'invincibilité du roi de France, il devait susciter le désir de la guerre. Néanmoins, la crise du gouvernement de l'empire persistant par conséquent le règlement des problèmes intérieurs accapara toutes les forces des Turcs.⁷³

pour être livré à l'Empereur. » — Ferriol à Louis XIV, 8 juin 1702. *Corr. Pol. Turquie Aff. Etr.* t. 38, f. 231. Quelques semaines plus tard Ferriol rencontra l'envoyé de Rákóczi, et le 10 juillet 1702 il rapporta au roi : « ce gentilhomme ayant fait ses propositions au prince Tekely, ce dernier n'avait pas cru devoir en parler à la Porte de crainte qu'on ne luy reprochat qu'il vouloit encore exciter une nouvelle guerre. . . » Ferriol écrit dans la suite que Rákóczi et Bercsenyi sont à Brezan et demandent du secours au roi de Suede, et il continue » . . . mais que si les projets du Roi du Suede n'ont pas les effets, et que la République de Pologne ne veuille pas leur donner un asile et les prendre pour sa sauvegarde; leur intention était de passer secrètement en Turquie pour rentrer de là dans autres terres de la Chrétienté. . . On peut dire qu'il est l'homme le plus considérable de toute la Hongrie par la naissance et par la richesse, . . . parfaitement bien fait de sa personne, qu'il a le courage de Serins dont il est descendu par sa mère, qu'il parle parfaitement toutes les langues et qu'il est en estat de rendre de longues services n'ayant que 25 ans qu'enfin on ne pourrait trouver dans toute la Hongrie un homme plus accompli que luy. Le gentilhomme Hongrois ajoutait que le P^{ce} Ragosky devant sortir de Pologne tout son ambition serait déposer au service de Votre Majesté. » — Ferriol au roi, 10 juillet 1702. *Corr. Pol. Turquie Aff. Etr.* t. 38. 244. Cité par Béla Köpeczi, 65. p.

⁷² ROUSSEAU, L., 69-70. pp.

⁷³ *Ibid.* 88-89. pp.

A ce temps-là, en Hongrie, des serfs en fuite, de petits gentilshommes, d'anciens soldats de Thököly, des étudiants, des prédicateurs persécutés se préparaient en attendant la bonne occasion. Les anciens chefs attendaient le retour de Thököly, et c'était probablement Tamás Esze qui, à partir de 1702, dirigea l'attention des insurgés sur Rákóczi. A l'automne 1702 et au début du printemps 1703 le travail d'organisation était déjà intense en Hongrie. Au début de l'année 1703 les serfs de la région de la Tisza pressaient sans cesse l'arrivée de Rákóczi, envoyaient des délégations auprès de lui afin d'obtenir qu'il se mette à la tête de l'insurrection. Rákóczi voulait s'assurer le secours de Louis XIV par la voie de Bonnac, ambassadeur de France en Suède qui, après l'arrestation de Du Heron, s'occupait des affaires polonaises aussi. Le 6 mai 1703, il émit pourtant les lettres patentes de Brezan sans attendre le secours français, et les insurgés levèrent l'étendard de la révolte le 21-22 mai, avant le retour de Rákóczi. Le 16 juin il passa la frontière hongroise, se mit à la tête des insurgés et engagea la lutte avec succès. Selon les plans, il fallait libérer tout le territoire du pays le plus vite possible et arriver à la frontière occidentale, vu que le maréchal français Vendôme et l'Electeur bavarois Maximilien Emmanuel s'avançaient vers Vienne en remportant des victoires importantes. Si les troupes kouroutz arrivent à temps à la frontière, les Français peuvent porter un coup décisif au pouvoir de l'empereur, peuvent occuper Vienne, capitale de l'empire des Habsbourg.⁷⁴

Le 23 juillet 1703, une révolte militaire fit tomber le sultan Mustafa qui fut suivi par son frère cadet sous le nom d'Ahmed III. Il n'était pas exclu que ce tournant politique fut favorable pour les Français. « Si le nouveau sultan veut signaler le commencement de son gouvernement par une action d'éclat, c'est de marcher vers la Hongrie » — écrivit Louis XIV.⁷⁵ Le nouveau sultan nomma un nouveau gouvernement et le pacha Ahmed devint le nouveau grand vizir. Ferriol chercha à gagner les Turcs pour les projets politiques des Français par le biais du pacha Hassan, ami d'Ahmed et homme de confiance du parti français à la Sublime Porte. Utilisant la crise de l'empire il tenta, en subornant les janissaires et les politiciens de la Porte, de provoquer un changement de gouvernement, et suscita une révolte dans l'armée aussi. Il chercha à se servir de tous les moyens pour obtenir l'aide à la France dans la guerre de succession d'Espagne.⁷⁶

L'insurrection des paysans de la région de la Tisza, au printemps de 1703, favorisa beaucoup les chances d'une offensive turque en Hongrie. Dans sa lettre du 6 août 1703 Louis XIV. annonça à Ferriol l'insurrection éclatée en Hongrie et qui paraissait assez encourageante. L'empereur retira ses troupes du pays ce qui rendit la situation avantageuse. Il est toutefois douteux si le prince Rákóczi peut profiter de cette situation, n'ayant pas de troupes régulières. Si les Turcs le soutenaient dans cette conjoncture, ils pourraient facilement obtenir des succès très importants.⁷⁷ Ferriol

⁷⁴ KÖPECZI-VÁRKONYI, 112-121. pp.

⁷⁵ Lettre de Louis XIV à Ferriol. 16 octobre 1703. Cité par L. Rousseau, 97. p.

⁷⁶ ROUSSEAU, L., 96-97. pp.

⁷⁷ Le roi à Ferriol, 6 août 1703. Corr. Pol. Turquie, t. 40, f. 31-32. pp. Cité par Legrelle, t. IV. 325. p.

proposa donc aux Turcs de soutenir Rákóczi, car jamais ne s'offrira une occasion meilleure que celle-ci pour rétablir leur ancienne gloire. « Le prince Ragosky a tout l'esprit et tout le courage qu'on peut désirer dans un jeune Prince, ses prétentions paroissent très legitimes sur la Transylvanie . . . Qu'on ne devoit pas douter qu'il ne fut entrer en Hongrie avec le secours de quelque puissance considérable, que ne l'abandonnera pas que s'il avait encore celui de la Porte il se rendroit aisement maître de la Transylvanie, qu'il en payeroit le tribut au Grand Seigneur comme son grand père et que les transylvains l'attendent avec les bras ouverts . . . Les Turcs ne pouvaient jamais mieux réparer leurs pertes, ny mieux rétablir la gloire de l'Empire. »⁷⁸ Ferriol suggéra aux Turcs d'expédier un corps d'armée pour occuper la Transylvanie et en même temps ils pourraient faire stationner à la frontière de Hongrie des troupes prêtes à intervenir.

Sous l'effet de l'insurrection en Hongrie Thököly commença aussi à nourrir de nouvelles espérances. Il envoyait, les unes après les autres, ses lettres à Ferriol et à Rákóczi. « Jusque-là, selon leur habitude, ils m'encourageaient beaucoup, s'ils ne me trompent pas et s'ils ne vont pas résilier le contrat de paix avec l'Empereur, (à quoi travaille maintenant l'ambassadeur de France), j'ai de sérieuses promesses qu'ils s'adresseront à moi aussi pour cette opération. »⁷⁹ Ferriol de son côté essaya de faire rentrer Thököly à Constantinople, disant que « il est vrai que son état de santé est mauvais, mais il peut toujours avoir de l'influence, il a du renom, il peut encore rendre des services au prince Ragoski et encourager les Turcs à l'offensive. »⁸⁰

A l'automne 1703 les dirigeants de la politique turque commencèrent, eux aussi, d'entrevoir le commencement en Hongrie d'une guerre qui menace la sécurité de Vienne. Le grand vizir s'informa de plus en plus souvent auprès de Ferriol sur les événements en Hongrie. Dans sa lettre du 9 novembre, adressée au roi, Ferriol écrivit que, quand le grand vizir l'interrogea sur les événements en Hongrie, il exprima dans sa réponse l'étonnement de voir les Turcs si mal informés et ignorant de ce qui se passe en Hongrie. En outre, Ferriol signala au grand vizir que, à ce qu'il sache, une troupe assez considérable stationne à la frontière de la Turquie qui ne coordonne pas ses plans avec ceux de Rákóczi. En l'entendant, le grand vizir exposa à Ferriol ses reproches à Rákóczi qui se refuse à mettre au courant la Porte de ses intentions. Ferriol chercha à se servir de cette réponse pour s'intéresser aux articles secrets du traité de paix de Karlowitz, puisque, quelques jours avant, le pacha Hussein lui avait dit qu'il y avait un article imposant à la Porte de ne pas soutenir les Hongrois, d'exiler Thököly, et n'entretenir avec les Hongrois aucune relation secrète. Ferriol indiqua au grand vizir deux raisons du silence de Rákóczi. D'une part, conformément à la paix de Karlowitz,

⁷⁸ Mémoire touchant ce que s'est passé entre le Caimacam de Constantinople et moi depuis les derniers troubles, 12 septembre 1703. Corr. Pol. Turquie, t. 39, f. 158-159. pp. Mentionné par Béla Köpeczi, 66. p.

⁷⁹ Thököly Imre naplói, leveleskönyvei és egyéb emlékezetes írásai (Journaux intimes, correspondance et autres écrits mémorables d'Imre Thököly) Monumenta Hungariae Historica, classe II. Scriptorum XXIV. Publié par Kálmán Thaly, t. II. Lettre de Thököly à Ferenc II Rákóczi, 30 octobre 1703. 518. p.

⁸⁰ Ferriol à Torcy, 30 septembre 1703. Corr. Pol. Turquie, t. 39, f. 175. Mentionné par Béla Köpeczi.

les Turcs ont des obligations face à l'empereur qui rendent impossible la collaboration avec les Hongrois, et de l'autre, le traitement de Thököly par les Turcs constitue pour lui un exemple alarmant. De plus, comme il le voit, les Turcs continuent à lui refuser leur aide.⁸¹

A ce temps-là Rákóczi n'avait pas encore de relations sérieuses avec la Porte. A ce propos, il y a lieu de noter que selon le rapport du 26 septembre 1703 de Stepney, ambassadeur anglais à Vienne, les envoyés de Rákóczi arrivèrent le 6 septembre à la Porte où ils furent accueillis avec bienveillance.⁸² Sutton, ambassadeur anglais après Paget, écrivit le 18 octobre 1703 que les envoyés des Hongrois continuent à demeurer à la Porte et, jouissant du soutien de l'ambassadeur de France, demandent du secours à la Porte. Le grand vizir veut observer la paix de Karlowitz, mais sa position est hésitante.⁸³ Ces négociations supposées ne sont pas encore prouvées, mais nous connaissons la lettre de Rákóczi adressée au pacha de Temesvár (Timișoara) où il fait savoir qu'il ne veut pas violer la paix, mais voudrait envoyer un délégué à la Porte et demande au pacha de permettre à celui-ci de parvenir jusqu'à la Sublime Porte.⁸⁴ A ce moment-là Rákóczi s'efforçait en substance à créer un bloc hungaro-polonois-suédois-prussien. Dans les instructions données à Ráday, envoyé auprès des rois de Suède et de Prusse, il exposa que les Hongrois ne voulaient pas avoir recours au secours des Turcs.⁸⁵

Au printemps 1704, les nouvelles des succès militaires de Rákóczi et de l'Electeur bavarois enflèrent la capitale de Turquie. Si les troupes kouroutz arrivent à temps à la frontière occidentale, elles peuvent, en union avec les Français, porter un coup décisif à l'empereur. Dès décembre 1703 le pacha Ahmed fut remplacé par le pacha Hassan qui avait de bonnes relations avec Ferriol. Début 1704 le nouveau grand vizir envoya des troupes aux environs de Belgrade et de Temesvár. Au printemps de 1704 les Turcs se montraient prêts à une intervention en Hongrie. Tout cela est aussi confirmé dans les rapports de Sutton, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.⁸⁶ Le manque de relation directe devenait dorénavant un problème entre les Turcs et Rákóczi. Le 2 avril 1704, avec la permission des Turcs, Ferriol envoya son secrétaire Michel auprès de Rákóczi. Il le chargea d'informer Rákóczi des plans des Turcs, de la disposition de la Porte à le soutenir, et du stationnement à la frontière de 10 000 hommes prêts à l'action. Toutefois, sans garanties, Rákóczi se refusa à conclure un

⁸¹ Ferriol au roi, 9 novembre 1703. *Corr. Pol. Turquie*, t. 39. Mentionné par Béla Köpeczi, 66.

⁸² Rapport de Stepney du 26 septembre 1703. *Archivum Rákóczianum*, II. classe, t. I. *Angol diplomáciai iratok II. Rákóczi Ferenc korában* (Documents diplomatiques anglais sur le temps de Ferenc II. Rákóczi), 36.

⁸³ Rapport de Sutton, *ibid.* 44. p.

⁸⁴ Lettre de Rákóczi au pacha de Temesvár (Timișoara), 3 septembre 1703. *Archives Ráday I. d/2-13*. Cité par Benda, Kálmán, 195. p.

⁸⁵ Ráday Pál iratai (Ecrits de Pál Ráday) I. Budapest, 1955. (Publié par Kálmán Benda, Tamás Esze, Ferenc Maksay et L. Pap.) 119. p.

⁸⁶ Rapports de Sutton entre novembre 1703 et mars 1704. *Archivum Rákóczianum II^e classe*, t. I. 52-114. pp.

accord. Pourtant, quant aux garanties, il y avait des différends insurmontables entre Hongrois, Turcs et Français, puisque selon les Français le plus important était que ce soient les Turcs qui attaquent.⁸⁷ Rákóczi ne cherche pas et ne demande pas le secours des Turcs, mais profite des possibilités offertes par la situation du pays enclavé entre les empires germanique et turc et par les projets diplomatiques de la cour viennoise. En effet il apprend que l'empereur demanda au tzar de la Russie de secours contre lui, en promettant au tzar de lui céder, au prix du secours, la Moldavie et la Valachie faisant partie de l'Empire ottoman. Rákóczi en informa la Sublime Porte en demandant au même moment la permission d'engager des mercenaires turcs qui renforceraient considérablement la force militaire de l'insurrection pour la liberté. Cela devint particulièrement important après la sanglante défaite de Koroncó. L'engagement de troupes turques fut résolu vers le milieu du mois de juin 1704. « Les Turcs décidèrent de fournir de l'aide à la lutte des Hongrois — écrivit Rákóczi — bientôt j'aurai des armées engagées pour de l'argent. »⁸⁸ Son délégué János Szent-Andrási continua pourtant de présenter la demande de Rákóczi concernant le recrutement de troupes auxiliaires par le biais de Ferriol.

Toutefois les Turcs ne répondirent pas aux attentes, et l'assistance militaire n'eut pas lieu. Les Turcs se refusèrent à violer la paix de Karlowitz. Après la défaite de Höchstadt ils se refusèrent encore plus fermement à soutenir les ambitions politiques de la France. Au cours des premières années de son ambassade, au temps des succès militaires des Français, Ferriol n'arriva pas à obtenir que les Turcs s'engagent de nouveau dans une offensive en Hongrie contre les Habsbourg.

Passant en revue les trois premières années de l'ambassade de Ferriol, la première chose qui nous frappe c'est l'importance politique à cette époque, d'une part de l'étiquette, propre à exprimer symboliquement les positions de force, l'augmentation ou la perte de prestige, et de l'autre part celle des symboles qui permettaient de présager des tournants politiques, des intentions guerrières. Il faut également remarquer l'harmonie entre la direction des affaires étrangères et Ferriol, membre de la noblesse de robe, les grands efforts de celui-ci à se conformer aux instructions reçues.

Si, maintenant, nous revenons à la question posée au début de cette étude — notamment à la question de savoir ce qui avait amené la France à chercher l'alliance des Turcs — et si nous pesons les réalités, nous pouvons dire que la raison en était la volonté belliqueuse qui se manifestait déjà nettement en 1700. En 1701 une coalition européenne s'est formée contre la France et au commencement des hostilités et une attaque éventuelle des Turcs contre les Habsbourg représentait un intérêt vital à la France, ainsi que l'éclatement d'une insurrection en Hongrie. En ce qui concerne les

⁸⁷ Pour les détails de la mission de Michel voir Benda, Kálmán, 200-202. pp. et Köpeczi, Béla, 60-69. pp.

⁸⁸ KÖPECZI-VÁRKONYI, 149. p.

réalités de cette politique, nous savons qu'après la paix de Karlowitz on voit une perte de prestige des Français à la Sublime Porte face à l'influence anglaise, hollandaise et autrichienne. La direction politique était en crise en Turquie, et militairement l'empire était essouffé. Suivant la paix de Karlowitz les Turcs se tenaient sur la réserve quant à la politique française jusqu'au bout, n'acceptèrent pas le sabre offert comme symbole, ils en faisaient une question d'étiquette, mais en même temps ils étaient toujours prêts à régler les relations. La discussion qui traîne à propos de cette affaire de sabre montre que, pour le moment, ils ne se prononcent pas, mais continuent à observer l'évolution des événements. Ils n'interviennent ouvertement aux côtés ni des Français ni des Autrichiens, bien que les deux leur aient offert une entreprise prometteuse avec des succès faciles en les pressant de s'engager en Hongrie et contre Venise. En même temps, l'exil de Thököly était une expression symbolique envers l'Autriche qui signifiait l'absence d'intention, pour le moment, d'attaquer en Hongrie. Malgré les efforts de Ferriol, aucun contact sérieux ne fut établi en 1703 entre Rákóczi et les Turcs. Malgré les succès de l'insurrection hongroise, Ferriol n'arrive pas à déclencher une attaque en Hongrie. En vain les Français cherchaient par tous les moyens possibles, même en reléguant au second plan le débat sur l'étiquette, d'exercer une influence sur les dirigeants de la Sublime Porte. Les Turcs tenaient à la paix, et ce d'autant plus qu'à ce temps-là ils devaient se concentrer sur les conquêtes russes, au point que bientôt l'ambassadeur de France se mesurait à l'ambassadeur russe dans la question de la priorité à la Porte.

Aurait-on si mal pesé la situation dans la direction de la politique extérieure de la France?⁸⁹ Il est à noter à ce propos que l'on ne peut comprendre les intentions de la politique française face à la Sublime Porte sans tenir compte du pouvoir de l'Empire Turc qui, au XVII^e siècle, s'étendait à trois continents et faisait partie des rapports de pouvoir européens non seulement en tant qu'ennemi, mais aussi en tant qu'allié. Il ne faut pas oublier non plus que le retrait des Turcs de l'Europe commença, certes, avec la paix de Karlowitz, mais ils continuèrent à être forts en Asie et au Proche-Orient.⁹⁰ Au temps de la conjoncture de la guerre de succession d'Espagne le parti guerrier était renforcé pour un temps bref, mais l'évolution des événements, les insuccès des Français avaient comme résultat l'élimination totale du parti guerrier. Toutefois, la connaissance des anciennes traditions d'alliance franco-turque maintenait une peur latente dans les ennemis de la France.

trad. par Katalin Vargyas

⁸⁹ A propos de la politique extérieure de Louis XIV, R. Mandrou écrit que les historiens français ne cessent pas de chercher la réponse à la question pourquoi Louis XIV tenait si peu compte des changements survenus dans les rapports des forces en Europe et pourquoi il tenait à la première place parmi les souverains européens qui devait lui appartenir. MANDROU, R., *Louis XIV en son temps*. Paris, 1973. 505-506. pp.

⁹⁰ VAUGHAN, D., *Europe and the Turk. A pattern of alliances, 1350-1700*. Liverpool, 1954. 279. p.

Die Habsburger und Ungarn im 18. Jahrhundert

GUSZTÁV HECKENAST

Seit Ludwig Anjou, als ungarischer König Ludwig I. (der Große) auch König von Polen wurde (1370), stand das mittelalterliche Ungarn meistens in Personalunion mit einem oder mehreren der benachbarten Länder: mit Polen (1370—1382, 1440—1444), mit Böhmen (1419—1439, 1452—1457, 1490—1526) oder zumindest mit einigen Ländern der böhmischen Krone (1468—1490), mit Österreich (1437—1439, 1485—1490). Der Umstand, daß die Person der Herrscher identisch war, beeinträchtigte die Unabhängigkeit der einzelnen Länder zu dieser Zeit noch nicht; der Schwerpunkt des Reiches von Ludwig I., Sigismund, Albert, Wladislaus I. und Ladislaus V. (dem Nachgeborenen), wie auch von Matthias, Wladislaus II. und Ludwig II. lag gleichfalls in Ungarn. Diese Situation veränderte sich infolge der Niederlage zu Mohács (1526). Nicht nur Ungarns Verbundenheit mit Österreich und Böhmen — unter der Herrschaft der Habsburger, die zugleich den deutsch-römischen Kaisertitel führten — gestaltete sich dauerhaft nach 1526, auch der Schwerpunkt des Habsburgerreiches lag nunmehr im Westen und festigte sich immer entschiedener in Österreich. Die ungarischen Stände faßten dieses Verhältnis traditionell als Personalunion auf und beharrten auf dem Anschein der Unabhängigkeit ihres Landes. Allein das Verhältnis der Länder, die das Habsburgerreich bildeten, nahm schon im zweiten Viertel des 16. Jahrhunderts den Charakter einer Realunion an.

Die ersten Schritte zur Zentralisierung der unter seine Herrschaft geratenen Länder unternahm bereits Ferdinand I. (1526—1564): er unterstellte die ungarische Kammer der Hofkammer (1537) und errichtete den Hofkriegsrat (1556). Die Zentralisierungstendenzen waren in den ersten 150 Jahren des ostmitteleuropäischen Habsburgerreiches zuweilen beiseite gedrängt, zuweilen verstärkten sie sich wieder. Ferdinand II. (1619—1637) verhalf der Gegenreformation zum Sieg in den österreichischen Ländern und bezwang die böhmischen Stände in der Schlacht am Weißen Berge (1620). Leopold I. (1657—1705) versuchte nach dem Scheitern der Wesselényi-Verschwörung eine absolutistische Regierung in Ungarn einzuführen,

GUSZTÁV HECKENAST, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise Budapest, Úri u. 53. 1014

doch nach Ablauf eines Jahrzehnts war er unter dem Druck der frühen Kurutzen-Bewegungen und des Thököly-Aufstandes gezwungen, die aufgehobene ständische Verfassung auf dem Landtag zu Ödenburg (1681) wieder in Kraft zu setzen.

Eine neue Situation entstand um die Mitte der 1680er Jahre infolge der großen Siege über die Türken.

Während der anderthalb Jahrhunderte der Türkenherrschaft in Ungarn standen sich Zentralmacht der Habsburger und ungarisches Ständewesen — Gegner ihrer Beschaffenheit nach, aber eng auf einander angewiesen durch ihre grundlegenden Interessen — beide siegesunfähig gegenüber. Wollten die Stände nicht unter Türkenmacht geraten, konnten sie der regelmäßigen militärischen und finanziellen Unterstützung, die ihnen ihr König — sich auf seine anderen Länder stützend — gewährte, nicht entsagen. Wollte der König nicht verlieren, was ihm aus dem mittelalterlichen Ungarn im Westen und Norden des Landes geblieben war, sah er sich fortlaufender Zugeständnisse an die Stände genötigt; er durfte sie nicht in die Arme der Türken jagen, wenn er seine anderen Länder vor der Gefahr, Kriegsschauplatz zu werden, verschonen wollte. Den jeweiligen Kräfteverhältnissen entsprechend erlangte zwar zeitweilig entweder der König oder das Ständetum die Übermacht in Ungarn, doch im Schatten der türkischen Expansion konnte keine Seite die Oberhand behalten. Während in den Staaten Westeuropas das 16.—17. Jahrhundert den Sieg der neuzeitlichen absoluten Monarchie über den mittelalterlichen ständischen Dualismus brachte und die in wirtschaftlicher Hinsicht führenden Niederlande und England auch ihre bürgerliche Revolution erkämpft haben, stockte Ungarns wirtschaftliche, gesellschaftliche und politische Entwicklung in spätmittelalterlichen Verhältnissen. Ein Ausweg aus der Jahrhunderte währenden Pattsituation bot sich anlässlich der Belagerung Wiens im Jahre 1683. Hier und da sollte es sich entscheiden, ob Ungarn sich auch im 18. Jahrhundert am ostmitteleuropäischen Entwicklungsweg festhalten kann oder zu einem der südosteuropäischen Wege gezwungen wird.

Die ungarischen Magnaten waren in ihrer Politik auf beide Möglichkeiten vorbereitet. Sie erschienen im Lager des Großwesirs Kara Mustafa unter Wien und trugen ihre Ansprüche auf die Errichtung türkischer Vasallenstaaten in Ungarn, sowie Österreich, Steiermark und Mähren vor. Nach der Wiener Niederlage der Türken nahmen sie aber — außer Thököly — die kaiserliche Amnestie sogleich an und kehrten unter die Herrschaft der Habsburger zurück. Sie dachten wohl, alles bliebe im alten.

Unmittelbar nach dem Sieg bei Wien dachte es sich auch Leopold noch nicht anders und bot den Türken den Frieden an. Nachdem sein Friedensangebot zurückgewiesen wurde, mußte er den Krieg fortsetzen, in dem dann die kaiserlichen Heere unter dem Oberbefehl Karls von Lothringen eine lange Reihe beträchtlicher Siege ernteten. Noch im Herbst 1683 wurde Gran von der Türkenherrschaft befreit. 1684 mißlang zwar die Rücknahme Ofens, doch Thököly wurde in die dreizehn nordöstlichen Komitate zurückgedrängt. 1685 geriet Neuhäusel in Christenhand und Thökölys Fürstentum brach zusammen. 1686 erfolgte die Befreiung Ofens von der 145jährigen Türkenherrschaft und noch im Herbst desselben Jahres kam es zur

Zurückeroberung Szegedins und Fünfkirchens. 1687 errang Karl von Lothringen einen entscheidenden Sieg über die Türken bei Nagyharsány (das war die sog. zweite Schlacht von Mohács) und auch Siebenbürgen wurde von den kaiserlichen Truppen besetzt. Nun war beinahe das gesamte Gebiet des ehemaligen mittelalterlichen Ungarns unter Habsburgerherrschaft, bloß in einigen umzingelten Festungen hielt sich noch für kürzere oder längere Zeit die türkische Besatzung.

Nachdem sich die Umstände so günstig für Leopold gestalteten, konnte er die Teilung der Macht zwischen König und Ständen den veränderten Kräfteverhältnissen entsprechend neu regeln.

Ein erneuter offener absolutistischer Versuch kam nach dem Mißerfolg der 1670er Jahre nicht mehr in Frage. Sich an die Formalitäten der ständischen Verfassung haltend, ließ Leopold 1687 den Landtag einberufen. Das Land stand unter militärischer Besetzung, Adelige wie Untertanen waren gleichermaßen der Willkür von Soldateska und Kammerbeamten ausgeliefert; um einer eventuellen Opposition durch Einschüchterung vorzubeugen, hielt General Caraffa in Preschau ein außerordentliches Gericht über 24 wohlhabende Komitatsadelige und reiche Stadtbürger, die er unter dem Vorwand der fiktiven Anklage, sie wären mit Thököly wieder in Verbindung getreten, zuerst foltern, dann hinrichten ließ. Die in Preßburg versammelten Stände verzichteten angesichts dieser Lage ohne Widerspruch auf das Recht der Königswahl, anerkannten das Erbkönigtum der Habsburger und gaben ihre Einwilligung zur Behebung der Widerstandsklausel der Goldenen Bulle vom Jahre 1222, der juristischen Grundlage der antihabsburgischen Aufstände des 17. Jahrhunderts. Hierauf wurde der neunjährige Joseph I. — nun schon ohne Wahl — zum König Ungarns gekrönt. Das aus dieser Gelegenheit erlassene Diplom bekräftigte die Grundgesetze des Landes und die ständischen Privilegien „*prout super eorum intellectu, et usu regio ac communi statuum consensu, diaetaliter conventum fuerit*“. Zu so einer Vereinbarung kam es aber nicht; Leopold ersparte sich in seinen restlichen 17 Regierungsjahren das Einberufen des Landtags. Der Hof behielt sich die Neueinrichtung des wesentlich angewachsenen Landes vor und falls er dabei auf ungarische Hilfe angewiesen war, stützte er sich auf den hohen Klerus und die kaisertreue Aristokratie. Die ständisch-dualistische Staatsform blieb bestehen, aber mit einer bedrückenden Übermacht des Königs.

Das einstige mittelalterliche Ungarn als territoriale Einheit wurde nicht wiederhergestellt. Siebenbürgen blieb weiterhin ein Fürstentum für sich, nun schon unter Leopolds Herrschaft. Nach dem Türkenfrieden von Karlowitz (1699) wurden im Süden Militärgrenzen organisiert, unmittelbar von Wien abhängig, mit raizischen, gegen Türken oder Ungarn gleichfalls wirksam einsetzbaren Bauernsoldaten vom Balkan besiedelt. Ansonst wurde in den vom Türken zurückeroberten Landesteilen das frühere Komitatswesen erneuert, doch in diesen „neoacquistischen“ Gebieten bekamen die ehemaligen Grundherren ihre Besitzungen erst nach urkundlicher Legitimation ihres Besitzrechtes und Bezahlung eines Waffenlösegeldes (*ius armorum*) von 10% des Gesamtwertes zurück. Da die Betroffenen beiden Anforderungen

zumeist nicht genügen konnten, war der Hof in der Lage, die Besitzverhältnisse der *Neoacquistica* im Grunde nach Belieben zu gestalten. So fielen gewaltige Güter an römisch-katholische Bistümer, Ordenshäuser, fremde Regierungsbeamten und Kriegslieferanten. Im ganzen Land wurde die gewaltsame Gegenreformation fortgesetzt. Auch die Neubesiedlung der zurückeroberten Gebiete wurde begonnen teils durch inländische Migration, teils durch Werbung ausländischer Ansiedler. Die Untertanen waren von erdrückenden staatlichen Steuern belastet und der Hof machte den Versuch, auch den Adel — oder zumindest die Kleinadeligen — zu besteuern.

Die Pläne für die Neueinrichtung Ungarns wurden Ende der 1680er Jahre von einer Hofkommission unter Leitung des Kardinals Leopold Kollonich, Erzbischofs von Kalocsa und vom Palatin Pál Esterházy ausgearbeitet. Im ersteren Elaborat kamen vornehmlich die Aspekte der Hofkammer, im letzteren die der ungarischen Stände zum Ausdruck; Leopold I. bekräftigte schließlich keines der beiden. Von dem, was in Kollonichs *Einrichtungswerk des Königreichs Hungarn* empfohlen war, ist dann trotzdem vieles verwirklicht worden, aus dem einfachen Grund, daß seine Ausarbeiter Beamten der Exekutivgewalt waren.

Das *Einrichtungswerk* und ganz besonders die Persönlichkeit des Kardinals Kollonich betreffend konnte die ungarische Historiographie sich bis heute kaum über das ablehnende Urteil der zeitgenössischen ständischen Opposition hinwegsetzen. Daß die Wiener Beamten die ungarischen Traditionen mit einer Art Landeseroberer-Selbstbewußtsein außer acht ließen, steht außer Zweifel, aber daß sie von ihnen, auf dem Naturrecht fußenden Wohlfahrts- und Wirtschaftsförderungsideen kaum etwas verwirklichen konnten, ist nur zu bedauern. Kollonich vertrat als hoher Priester die gewaltsame Gegenreformation, als Kammerpräsident die Interessen der Staatskasse, unerbittlich; ein engstirniger, jedoch rechtschaffener klerikal-kaisertreuer Politiker, von südslawischer Herkunft, Abkömmling einer infolge militärischer Verdienste in die ungarische Aristokratie erhobenen Familie, Verteidiger der Interessen des ungarischen Klerus auch der königlichen Macht gegenüber. Seine Politik kann in mehr als einer Hinsicht mißbilligt werden, aber ihn — wie üblich — als Ungarfeind und Germanisator einzustellen ist verfehlt.

Dessenungeachtet besteht die Tatsache, daß die Belastungen der neuen Habsburger-Einrichtung die ungarische Gesellschaft größtenteils gegen die Politik Leopolds I. stimmten. 1703 kam es zum Ausbruch des Rákóczi-Aufstandes.

Aus der Sicht unseres Themas liegt das Wesentliche des Rákóczi-Aufstandes darin, daß er im 18. Jahrhundert die Alternative ohne das Haus Habsburg für Ungarn innehatte. Deshalb wollen wir sein Programm, obwohl es nicht verwirklicht werden konnte, umreißen.

Rákóczis minimale und maximale Zielsetzungen hatten das gemeinsame Moment, das von Ungarn unabhängige Fürstentum Siebenbürgen aufrechtzuerhalten. Darin gab es keinen Unterschied zwischen dem Standpunkt der Habsburger und dem von Rákóczi, außer daß der Herrscher der zwei Länder in der Habsburger-Variante gemeinsam, laut Rákóczis Vorstellungen aber nach dem Sieg des Aufstandes

auf keinen Fall gemeinsam sein sollte. Rákóczi war der Meinung, daß Siebenbürgen seine im 17. Jahrhundert geprägte Rolle, nämlich die Sicherung der ungarischen ständischen Verfassung fortführen müßte, wem auch der Thron Ungarns gehörte. Im ersten Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts mochte diese Konzeption noch nicht ohne jede Realität sein.

Dem minimalen Programm des Rákóczi-Aufstandes gemäß wäre die Habsburgerherrschaft in Ungarn erhalten geblieben, doch sollte die ständische Verfassung in ihrer Form vor 1687 wiederhergestellt, das Erbkönigtum aufgehoben und die Widerstandsklausel der Goldenen Bulle bekräftigt werden.

Dem maximalen Programm gemäß wäre Ungarn ein von den Habsburgern unabhängiges Wahlkönigtum geworden. Der greifbare Inhalt dieser Konzeption kann bei Kenntnis der in Betracht gezogenen Königskandidaten umrissen werden. Franz Rákóczi selbst kam als Kandidat ernstlich nicht in Frage. Es war die Voraussetzung der Kandidatur, daß der anstatt des Habsburgers gewählte neue König sich mit Hilfe der militärischen Schlagkraft seines Stammlandes am Throne behaupten könne. Daß das notwendigerweise zu einer Personalunion geführt hätte, war von Rákóczi und seinen Anhängern scheinbar nicht durchgedacht. Im Laufe der Jahre kamen die Kurfürsten Maximilian Emanuel von Bayern, Friedrich August von Sachsen, der preußische Thronfolger Friedrich Wilhelm und der russische Zarewitsch Alexei als mögliche Kandidaten am ungarischen Thron in Frage, doch wurde — aus verschiedenen Gründen — für die Realisierung dieser Pläne kaum etwas unternommen. Aus alledem kann es uns klar werden, daß es für Ungarn schon im ersten Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts nicht um die Wahl zwischen Habsburgerherrschaft und Unabhängigkeit ging. Die Frage war, ob Ungarn mit dem Habsburgerreich oder mit einer anderen europäischen Macht in Personalunion treten sollte. Daraus folgt aber logischerweise die Prognose: je größer die äußeren Kräfte sind, über die der ungarische König verfügt, um sich den Thron des Landes zu sichern, umso größer ist auch die Wahrscheinlichkeit, daß gemeinsame Angelegenheiten entstehen müssen und die Personalunion sich in eine Realunion verwandelt.

Die Mächteverhältnisse Europas gestalteten sich im Spanischen Erbfolgekrieg derart, daß es auch nach dem Abfallsversuch des Rákóczi-Aufstandes, der Entthronung zu Ónod (1707) keine andere historische Realität gab, als die Herrschaft der Habsburger in Ungarn. Diese Realität wurde im Frieden von Szatmár (1711) in einer, von beiden Seiten annehmbaren Form ausgesprochen.

Der Rákóczi-Aufstand endete mit dem eindeutigen militärischen Sieg der Habsburger. Demzufolge war die Gültigkeit der Entthronung zu Ónod selbstverständlicherweise aufgehoben, während die Gesetze des Landtags von 1687 — vornehmlich das Erbkönigtum der Habsburger — unverändert in Kraft blieben. Auch die Friedensurkunde wurde nicht als ein Ausgleich zweier bishin gegnerischen Parteien formuliert, sondern als eine großzügige Amnestie für die sich gegen ihren König aufgelehnten Untertanen, die ihre finanziellen Interessen sicherte und ihren Beschwerden Abhilfe zu schaffen versprach. Den Abfassern der Friedensurkunde gelang es

Formeln zu finden, dank deren weder die königliche Würde, noch die Selbstachtung der zur Kaiserstreue zurückkehrenden Kurutzen verletzt werden mußte. Es blieb nur noch die Frage offen, wie die Teilung der Macht zwischen König und Ständen im wiederhergestellten ständischen Dualismus ausfallen würde.

Der Wiener Hof erkannte es bereits während des Rákóczi-Aufstandes, daß die Machtausübung in Ungarn mit den Methoden Leopolds I., das Ständewesen beiseite drängend, nicht möglich sei. Joseph I. (1705—1711) ließ 1708 den Landtag einberufen, 1709 die *Commissio Neoacquistica* abschaffen, die Führung der „neoacquistischen“ Angelegenheiten der ungarischen Kammer überlassend. Die im Frieden von Szatmár gewährte Amnestie garantierte den intakten Bestand des Grundbesitzes für die gesamte herrschende Klasse, sowohl die Güterverteilung wie auch die grundherrliche Macht über die Untertanen betreffend. Innerhalb der herrschenden Klasse kam es zu keinem Umsturz; die Versenkung der konfiszierten Güter der Kurutzen-Emigration änderte kaum an der Zusammensetzung der Großgrundbesitzerklasse. In der neuen Mächteteilung betrachtete der König die gesamte herrschende Klasse als seinen Partner.

Die ungarischen Stände hingegen zogen aus dem Fehlschlag ihres Abfallversuches die Lehre, sie müßten unter den Habsburgern für ihr Vorankommen sorgen.

Karl III. (1711—1740) schlug dementsprechend einen neuen Weg der Ungarnpolitik an: „man muß auch den Ungarn zeigen, daß man sie mit aller Justiz und Liebgubernieren will“. Den 1710 unterbrochenen Landtag ließ er wieder einberufen, zu seiner Krönung erließ er ein Diplom (gleichen Textes wie Joseph I.), nach dem Tode des Palatins Pál Esterházy besetzte er das Palatinsamt unverzüglich; die im Frieden von Szatmár verkörperte politische und Mächtestruktur nahm er sichtlich ernst. Trotzdem weisen die 1715 sanktionierten Gesetze des Landtags schon Zeichen eines allmählichen Wandels der Mächtestruktur auf, in dem das Gewicht der königlichen Macht zunahm und die ständische Opposition sich verschwächte. Die Verfügungen des Friedens von Szatmár sind als Landtagsgesetze bestärkt worden, doch die Friedensurkunde selbst wurde nicht unter die Gesetze eingereiht. (Die Texte des Wiener Friedens 1606 und des Linzer Friedens 1645 sind ihrerzeit in das *Corpus Iuris Hungarici* aufgenommen worden.) Die freie Ausübung der protestantischen Religionen war im Frieden von Szatmár noch garantiert, der Gesetzartikel 30. vom Jahre 1715 erneuerte die in den Gesetzartikeln 25.—26. vom Jahre 1681 festgelegte Beschränkungen. Der Gesetzartikel 49. vom Jahre 1715 erklärte Rákóczi und seine, ihn in die Emigration folgenden Anhänger, denen laut der Szatmárer Friedensurkunde die Heimkehr freistand, zu Hochverrätern und verbannte sie aus dem Land. Die im Türkenkrieg 1716—1718 errungenen Siege verstärkten die Machtposition des Königs noch mehr. Weder das Temescher Banat, noch die Militärgrenzen — die nun nicht mehr an der türkischen Grenze lagen — sind Ungarn wieder reinkorporiert worden und die Kräfteverhältnisse innerhalb des ständischen Dualismus haben sich auch im weiteren zugunsten des Königs verschoben.

Ende der 1710er Jahre wurde es offenbar, daß Karl III. der letzte männliche Abkomme der Habsburgerdynastie sei. Die Möglichkeit des Verlöschens der männlichen Linie war in den Hausgesetzen der Habsburger seit 1703 berücksichtigt worden. Den Bestimmungen des *Pactum mutuae successionis* gemäß sollte in diesem Fall der Thron zuerst den Töchtern Josephs I., dann denen Karls III. und nach diesen den Nachkommen der Töchter Leopolds I. zufallen. Laut der Pragmatischen Sanktion (1713) sind die Töchter Karls III. in der Erbfolge den Töchtern Josephs I. zuvorgekommen. Als nun aus der Möglichkeit eine Gewißheit wurde, setzte sich Karl III. das Ziel und machte es zum Hauptbestreben seiner Politik, die Anerkennung der Thronfolge seiner ältesten Tochter, der Erzherzogin Maria Theresia durch die Stände seiner einzelnen Länder und durch die europäischen Mächte zu sichern. So kam es in der Reihe der in den Habsburgerländern gehaltenen Landtage zur Einberufung des ungarischen Landtags 1722/23.

Die Gesetzartikeln 1.—3. vom Jahre 1723 sprachen das Thronfolgerecht der weiblichen Linie der Habsburger mit der Ergänzung aus, daß die den Thron der Erbfolge gemäß antretenden Herrscher Ungarn und die anderen Länder der Habsburger „*indivisibiliter, ac inseparabiliter, invicem et insimul*“ erben und besitzen würden.

Die Erbberechtigung der weiblichen Linie ist von den Ständen — auf Vorschlag des Palatinal-Protonotars Ferenc Szluha, einstigen Kurutzenkommissars — Karl III. der Form nach freiwillig angeboten und im Landtag mit feierlicher Einstimmigkeit bewilligt worden. Zweifellos konnte man die Erbberechtigung der weiblichen Linie, wenn sie schon zur Sprache kam, nur bewilligen. Aber was bewegte die Stände dazu, Ungarn mit den anderen Ländern der Habsburger *indivisibiliter ac inseparabiliter* zu verbinden?

Die Generation der Stände, die 1722/23 ihre Zustimmung gab zur weiblichen Erbfolge, erlebte drei große Kriege: in der Kindheit die Vertreibung der Türken, in der Jugend die Niederschlagung des Rákóczi-Aufstandes, im reifen Alter den Sieg Eugens von Savoyen über die Türken bei Temesvár und Belgrad. Aus diesen ergab sich für sie keine andere Folgerung, als daß zu Ungarns Sicherheit die Unteilbarkeit des Habsburgerreiches, die unzertrennbare Verbundenheit mit den anderen Ländern des Reichs erforderlich sei. Diese Generation erinnerte sich noch an die Gravamina unter Leopold I., die sich zur Zeit Karls III. nicht wiederholten; sie konnte auch nicht die Erschütterung ihrer Macht über die grundherrlichen Untertanen zur Zeit Rákóczis vergessen haben. Beschwerden gab es freilich nach wie vor, doch konnten diese auf den Landtagen frei zur Sprache gebracht werden (und wurden es auch). Letzten Endes war der ständische Dualismus in der Version Karls III. annehmbar für den Adel der Zeit; er war auch nicht von den auf dem Landtag 1722/23 durchgesetzten Reformen — der Errichtung des Statthaltereirates mit ungarischen Räten und der Regelung der Rechtspflege auf zeitgemäße Art — beeinträchtigt.

Freilich setzte sich die Kräfteverschiebung innerhalb des Systems weiter fort. 1728/29 fand noch ein Landtag statt, aber nach dem Tode des Palatins Miklós Pálffy

1731 wurde kein Landtag zur Palatinswahl einberufen: Karl III. setzte Herzog Franz von Lothringen — den späteren Ehemann Maria Theresias — als königlichen Statthalter an die Spitze des Landes.

In den 1730er Jahren wurde die Pragmatische Sanktion von allen bedeutenden Mächten Europas anerkannt, die innere Ruhe der Länder Karls III. war ungestört; obzwar die kaiserlichen Heere im Polnischen Erbfolgekrieg (1733—1735) erfolglos kämpften und der Türkenkrieg 1737—1739 mit Verlust der balkanischen Eroberungen des Reichs endete, schloß der letzte Althabsburger die Augen in dem guten Glauben, er habe seiner Tochter ein Reich in geordneten Zuständen und internationale Garantien zum friedlichen Regieren ihrer Länder hinterlassen. Aber es verging kaum ein Vierteljahr nach dem Tod Karls III. und es schien, sein Reich wird in den Stürmen des Österreichischen Erbfolgekrieges untergehen.

Maria Theresia befand sich in einer unerwartet schwierigen Lage. „Ihr Schicksal hing wesentlich von der Haltung Ungarns ab. Flammte dort wie vierzig Jahre zuvor beim Ausbruch des Spanischen Erbfolgekrieges der Aufruhr empor, so war sie rettungslos verloren“ — schrieb Max Immich in seinem bis heute nicht überholten Buch über die Geschichte des europäischen Staatensystems im 18. Jahrhundert (1905). Als der preußische König Friedrich II. (der Große) Schlesien eroberte, der bayrische Kurfürst Karl Albrecht mit französischer Hilfe in Oberösterreich eingedrungen ist und sich in Prag zum böhmischen König krönen ließ, boten die ungarischen Stände Maria Theresia ihr „Leben und Blut“ an für die Rettung des Habsburgerreiches. Diese Stellungnahme des Preßburger Landtags 1741 war nicht von Königstreue oder ritterlicher Aufwallung bedingt, wie man auch nicht an die Versäumnis irgendeiner großen Gelegenheit denken darf; unter den barocken Formen der Höflichkeit kamen die wohlbedachten Interessen des Landes zur Geltung. Von der Verneinung der Pragmatischen Sanktion konnten die Stände nur Verluste erwarten; wenn das Habsburgerreich stürzte, wäre Ungarn statt Wien aus München oder Dresden regiert worden. Die Anerkennung Maria Theresias hingegen mußte — in der gegebenen Lage — notwendigerweise das Gewicht der Stände in der ständisch-dualistischen Staatsstruktur verstärken. Der Landtag wählte den greisen János Pálffy zum Palatin, besprach Monate hindurch die Beschwerden der Stände, dann wurde Maria Theresia zum König gekrönt. Eine Änderung des Diploms konnten die Stände nicht durchsetzen, doch wurden ihnen Gesetze gebilligt, die die formelle Unabhängigkeit der ungarischen Dikasterien von den Wiener Zentralbehörden festlegten; sie erhielten das Versprechen, daß die gesondert verwalteten Landesteile (die Militärgrenzen, das Temescher Banat und die an Polen verpfändeten Zipser Städte) Ungarn reinkorporiert würden, was dann während der langen Regierungszeit Maria Theresias (1740—1780) zumeist auch vollzogen wurde. Auch das Salzwesen und damit die beträchtlichen Einnahmen des Salzmonopols sind von Wien der ungarischen Kammer überlassen worden, ferner — das wichtigste für die Stände — wurde im 8. Gesetzartikel vom Jahre 1741 die Steuerfreiheit des adeligen Bodens als Fundamentalgesetz bekräftigt.

Im Österreichischen Erbfolgekrieg (1741—1748) verlor Maria Theresia die industriell entwickeltste Provinz ihres Reiches, Schlesien (mit Ausnahme Österreichisch-Schlesiens: Troppau und Umgebung), doch sie besiegte Bayern und ihr Ehemann, Franz von Lothringen wurde zum römisch-deutschen Kaiser gewählt (1745—1765). Die Habsburgermonarchie blieb weiterhin als die führende Großmacht Ostmitteleuropas bestehen; um das Reich zu kräftigen, griffen die Königin und ihre Berater zu einer Reihe von Verwaltungs- und Finanzreformen. 1749 gelang es, bei den Ständen der österreichischen und böhmischen Länder die Besteuerung des Adels durchzusetzen; Ungarns Adelige konnte aber Maria Theresia in keinem der Landtage 1751, bzw. 1764/65 zur Steuerzahlung bewegen. Die ungarischen Stände erfaßten im Laufe von 25 Jahren den weiteren, langsamen Wandel der Kräfteverhältnisse nicht; sie erkannten nicht, daß wenn sie sich der Reformen verschließen, die Königin ihren Willen auch ohne Berücksichtigung des Landtages zu behaupten weiß. Es kam zu keinem Bruch zwischen Zentralgewalt und Ständen, aber nach dem Tode des Palatins Lajos Batthyány (1751—1765) wurde ein Statthalter ernannt, ein Schwiegersohn der Königin, Albert Herzog von Sachsen-Teschen und der Landtag ist weder in den letzten 15 Regierungsjahren Maria Theresias, noch unter Joseph II. (1780—1790) einberufen worden. Dieses Vierteljahrhundert war die Epoche des aufgeklärten Absolutismus in Ungarn.

Hier ist es angebracht, die Grundfragen der ungarischen Entwicklung im 18. Jahrhundert — das Verhältnis zwischen dem Haus Österreich und Ungarn vor Augen — kurz zu überblicken.

Eine der dringlichsten Probleme der Jahrzehnte um 1700 war die Neubesiedlung der von den Türken zurückeroberten Gebiete.* Obwohl sich sogleich eine kraftvolle, zumeist spontane innere Wanderbewegung entfaltete, war es offensichtlich, daß die anwesende Landesbevölkerung die spärlich bewohnten oder gänzlich verödeten, fruchtbaren Landschaften allein nicht besiedeln kann. König und Grundherren bemühten sich gleichermaßen, die Einwanderung von Ausländern zu veranlassen, unterstützen, oft auch zu organisieren, Den Ansiedlern wurden verschiedene Begünstigungen gewährt (wie staatliche Steuerfreiheit von drei, bzw. sechs, für Handwerker sogar von fünfzehn Jahren), ihre materielle Lage war im allgemeinen vorteilhafter als die der Urbevölkerung. Besonders die römisch-katholischen deutschen Ansiedler wurden gerne aufgenommen, es kamen aber auch Protestanten sowie eine große Anzahl von griechisch-orthodoxen Serben und Rumänen. Als Gesamtergebnis des natürlichen Zuwachses und der Einwanderung hatte sich die Bevölkerung Ungarns und Siebenbürgens im 18. Jahrhundert mindestens verdoppelt; die für den Anfang des 18. Jahrhunderts geschätzte Bevölkerungszahl von 3,5 bis 4 Millionen wuchs bis zur Zeit Josephs II. auf 8 bis 9 Millionen.

* Siehe I. Wellmann: Die erste Epoche der Neubesiedlung Ungarns nach der Türkenzeit (1711—1761). *Acta Historica* Tom. 26/1980./No. 3—4. S. 241—307. (Die Redaktion.)

Bezweckt war die Vermehrung der steuer- und produktionsfähigen Bevölkerung und somit die Erhöhung der staatlichen und grundherrlichen Einkünfte. Das Anwachsen der Bevölkerung brachte das Wachstum der Produktivkräfte mit sich, was in gewissen Sphären der Gesellschaft eine höhere Kultur, eine mehr zivilisierte Lebensweise, ein höheres Lebensniveau ermöglichte. Währenddessen veränderte sich aber auch — ohne daß jemand es beabsichtigt hätte — das ethnische Bild des Landes. In der gesamten Bevölkerungszunahme hatten die Deutschen, Rumänen und Serben einen größeren Anteil als die Ungarn, deren Anzahl sich nur durch den natürlichen Zuwachs vergrößerte; der Anteil der Ungarn an der gesamten Bevölkerung kann für den Anfang des 18. Jahrhunderts auf cca. 50% geschätzt werden, bis zum Ausgang des Jahrhunderts sank er unter 40%. Zwar lebten in Ungarn schon seit der Landnahme immer auch nicht-ungarische Volksgruppen, aber der multinationale Charakter des Landes gestaltete sich im 18. Jahrhundert aus.

Es muß die Frage besprochen werden, ob die Habsburger Ungarn bewußt germanisieren wollten. Üblicherweise werden in dieser Hinsicht zwei Argumente angeführt, nicht in der Geschichtsschreibung, eher in der Publizistik: die massenhafte Ansiedlung von Deutschen und die Einführung der deutschen Amtssprache durch Joseph II. (1784). Daß der Wiener Hof — besonders um 1700 — den als mutmaßliche Kurutzen eingeschätzten Ungarn gegenüber die Fremden bevorzugte, unter diesen mit Vorliebe die Deutschen begünstigend, besteht zweifellos. Aber die Germanisierung des Landes — wenn so eine Absicht überhaupt dagewesen wäre — hätte man mit der Germanisierung der herrschenden Klasse beginnen müssen, wie es nach dem Sieg am Weißen Berg (1620) in Böhmen geschehen ist. Nicht die Germanisierung, sondern die Katholisierung des Landes war das Bestreben der Habsburger und dabei verhalf ihnen die gewaltsame Durchsetzung der Gegenreformation auch zu gewissen Erfolgen im 18. Jahrhundert; allerdings konnten sie weder den Protestantismus, noch die griechische Orthodoxie tilgen. Was nun das Sprachedikt Josephs II. anbelangt, darf nicht vergessen werden, daß hier das Deutsch nicht an die Stelle des Ungarischen treten, sondern die lateinische Amtssprache ablösen sollte. Das Reagieren der Zeitgenossen ist immer beachtenswert: nicht die Einführung der deutschen Amtssprache, sondern die Vermessung, der Angriff gegen die Steuerfreiheit des Adels mobilisierte die ständische Opposition; die ungarischen Josephinisten — so auch Ferenc Kazinczy, Erneuerer der ungarischen Literatursprache — betrachteten das Sprachedikt nicht als einen Angriff gegen ihre Muttersprache. Josephs II. Sprachedikt entstand nicht aus irgendwelcher deutsch-nationaler, sondern aus einer rein praktisch-rational gemeinten Überlegung; den wahrhaftigen sprachlichen, ethnischen und kulturellen Verhältnissen Ungarns entsprach es nicht, so mußte es scheitern.

Im Gegensatz zur Frage der Germanisierung bedarf das Problem der Kolonisierung, d. h. der kolonialen, bzw. halb-kolonialen Abhängigkeit Ungarns, einer ernsthaften Prüfung. Nicht als ob dieserart Meinungen jemals Vertreter außerhalb Ungarn gehabt hätten, aber die ungarische Historiographie bestand bis

etwa Anfang der 1960er Jahre konsequent auf solchen Behauptungen und konnte sich dabei auch auf zeitgenössische Akten berufen.

Die gründlichste Monographie über Ungarns koloniale Lage im 18. Jahrhundert schrieb Ferenc Eckhart (1922). Er war der Meinung, Ungarn und Österreich wären in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts noch auf einem im wesentlichen gleichen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklungsniveau gewesen. Ungarn sei erst zur Zeit Maria Theresias in eine benachteiligte, wirtschaftlich abhängige Lage geraten, und zwar infolge der bewußten wirtschaftspolitischen Bestrebungen des Wiener Hofes; diese wirtschaftliche Unterdrückung hätte sich mit der Zeit ständig verstärkt. Diese Konzeption wurde aber von den Forschern der Geschichte des Habsburgerreiches weder in Europa noch in Amerika gebilligt und in den letztvergangenen 20 Jahren ist sie auch von der ungarischen Historiographie bezweifelt worden.

Vor allem steht es fest, daß Ungarn und Österreich in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts schon weit nicht auf einem im wesentlichen gleichen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklungsniveau gestanden sind. Zur Veranschaulichung des Unterschiedes: Gegenüber den dutzenderweise gegründeten Manufakturen in Österreich und Böhmen während der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts ist in Ungarn zur selben Zeit bloß eine einzige Manufakturgründung bekannt und während die Anzahl der Handwerker in Österreich und Böhmen in den 1670er Jahren auf 82 000 geschätzt wurde, erreichte die Anzahl der Handwerker in Ungarn nicht einmal im Jahrzehnt des Rákóczi-Aufstandes den Größengrad von 8000. Ungarns Rückstand im Vergleich zu den westlichen Nachbarländern war eine Hinterlassenschaft des Mittelalters und ist nicht im 18. Jahrhundert entstanden.

Wiens Wirtschaftspolitik ging einerseits von der vorgefundenen Situation aus, andererseits strebte sie — mit eher weniger als mehr Erfolg — nach dem Ausbau einer gesamtmonarchischen Wirtschaftspolitik, einer organisierten Arbeitsteilung unter den einzelnen Ländern des Reiches. Ihre Tätigkeit richtete sich im wesentlichen darauf, in jedem Land das bereits Vorhandene zu entwickeln. Dieser Konzeption zufolge wurden in Ungarn die Landwirtschaft, der Bergbau und das Hüttenwesen gefördert und dabei in der Rekonstruktion des Salz-, Silber- und Kupferbergbaus sowie der Modernisierung der Eisenverhüttung hervorragende Ergebnisse erreicht. In Verbindung mit der Tierzucht plante man eine Entwicklung des Ledergewerbes, doch auch die staatliche Unterstützung konnte nicht die Schwierigkeiten des Mangels an Kapital beheben. Hingegen wurde die Gründung von Textilmanufakturen nicht gefördert, um keine Konkurrenz für die österreichischen und böhmischen Textilmanufakturen zu schaffen; dessenungeachtet ist das Textilgewerbe zum kräftigsten Zweig der ungarischen Manufakturentwicklung des 18. Jahrhunderts geworden.

Die Fluktuation des Wirtschaftslebens, das Nacheinander der Konjunkturen und Depressionen zeugen von einer gewissen Parallelität in der österreichischen, böhmischen und ungarischen Manufakturentwicklung. Die Konjunktur der 60er Jahre war um 1770 von einer Depression gefolgt, die in den 80er Jahren von einer

Konjunktur stärker denn je abgelöst wurde; Ende der 80er Jahre zog dann der Sturm der europäischen Wirtschaftskrise über alle Länder des Reiches. Währenddessen war die ungarische Manufakturentwicklung immer schwächer als die österreichische oder die böhmische, aber stärker als die kroatische, siebenbürgische, als die Tiroler oder Vorarlberger.

Die Theorie der kolonialen Abhängigkeit Ungarns fand ihre gewichtigsten Argumente in der Analyse der von 1754 ab einander folgenden Zolltarifen. Bestimmt waren diese Tarifen für den Schutz der österreichischen und böhmischen Manufakturen, vor allem gegen die ausländische und daneben auch die ungarische Konkurrenz gedacht, doch die Verdrängung der ausländischen Waren von den Märkten des Habsburgerreichs hatte zur Folge, daß — wie es Walter Endrei in einer geistreichen Bemerkung feststellte — die ungarischen Manufakturen nun nicht mit den guten und billigen Waren des Westens, sondern den teuren und schlechten Erzeugnissen Österreichs und Böhmens zu konkurrieren hatten, was ihre Position auf dem inländischen Markt entschieden verstärkte.

Im Endergebnis entwickelte sich Ungarns Wirtschaft — vornehmlich die Landwirtschaft, aber auch das Gewerbe — im 18. Jahrhundert ohne Brüche, in einzelnen Zweigen kraftvoll, die Vorzüge der gesamtmonarchischen Wirtschaftspolitik genießend, in anderen Zweigen langsamer, mit administrativen Hindernissen kämpfend; wirtschaftlich gut fundierte Unternehmen — wie die nach Wien exportierende Pester Valero-Seidenmanufaktur — konnten sich auch trotz der Wirtschaftspolitik des Wiener Hofes behaupten.

Für die Neubesiedlung des Landes betätigten sich die Habsburger und die ungarischen Stände parallel, in derselben Richtung. An der wirtschaftlichen Entwicklung, so der Gründung von Manufakturen waren die Habsburger, ungarische Großgrundbesitzer und bürgerliche Unternehmer auf jeweils anderen Gebieten und im Wandel der Zeiten mit verschiedener Intensität beteiligt, neben dem ungarischen trat auch das Wiener und mährische Kapital ein. In drei weiteren Fragen von grundlegender Wichtigkeit muß das Verdienst der Initiative und der Verwirklichung dem sich nach 1765 immer entschiedener durchsetzenden aufgeklärten Absolutismus — also dem ihn verkörpernden Haus Habsburg — zuerkannt werden: es sind die Probleme der grundherrlichen Untertanen, des Unterrichtswesens und der konfessionellen Toleranz.

Zum Schutz der Untertanen war die Staatsgewalt einfach durch das gut aufgefaßte finanzielle Interesse bewegt. Es war nicht schwer einzusehen, daß die Steuereinnahmen des Staates vor allem auf Kosten der grundherrlichen Einkünfte erhöht werden können. Dem schloß sich die Erkenntnis Maria Theresias und ihrer Räte an, daß um die bestehende Gesellschaftsordnung zu wahren und Bauernbewegungen vorzubeugen, der grundherrlichen Unterdrückung und Ausbeutung Schranken gesetzt werden müssen. Der entscheidende Schritt des aufgeklärten Absolutismus in diese Richtung war, daß in den 1760er Jahren die Rechtsstreite zwischen Grundherren und Untertanen von der ständischen Gerichtsbarkeit zum Verwaltungs-

weg gelenkt worden sind; von nun an gehörte das letzte Wort in den Urbarialsachen dem Staat.

Die Stände sahen sich zwischen zwei Feuern. Ihre willkürliche Macht über die Untertanen wurde oben von der Wiener Regierung und ihres Exekutivorgans in Ungarn, der königlichen Kanzlei bezweifelt, unten von dem in Aufruhr geratenen Bauernvolk der Komitate Eisenburg und Zala (Bewegungen der Jahre 1765—1766) bestritten. Das Urbarialpatent Maria Theresias vom 23. Januar 1767 bestimmte die Größe der Bauernhufen und die urbarialen Verpflichtungen der Untertanen. Der Vollzug seiner Verordnungen beanspruchte lange Jahre, doch waren diese Maßnahmen dauerhaft, sie behielten ihre Gültigkeit bis zur Bauernbefreiung. Der anlässlich der Urbarialregelung festgelegte Bestand grundherrlichen und bäuerlichen Bodens wurde zur Basis der Grundbesitzverhältnisse in der kapitalistischen Ära.

Die Urbarialregelung ausführlich zu bewerten ist eine der Grundfragen in Ungarns neuzeitlicher Sozial- und Agrargeschichte. Im allgemeinen — wenn auch nicht überall — erleichterte sie die Lage der Untertanen und ähnlicher Wirkung war die Verordnung Josephs II. über die Abschaffung der Erbuntertänigkeit (1785). Allerdings war es nur eine Regelung des Verhältnisses zwischen Grundherren und ihrer Untertanen, was der aufgeklärte Absolutismus schaffen konnte, an der Struktur der Feudalgesellschaft änderte er nicht. Es wäre ein verfehelter Aspekt, in seinen Reformen die ersten Schritte am Weg zur Bauernbefreiung zu suchen.

Der Unterricht war traditionellerweise, und in Ungarn bis zur zweiten Hälfte der 1760er Jahre gänzlich eine Aufgabe der Kirchen. Der aufgeklärte Absolutismus bezeichnete das Schulwesen als eine politische Frage. Der Staat übernahm die Jesuitenuniversität in Tyrnau und erweiterte sie mit einer, neben den theologischen, philosophischen und rechtswissenschaftlichen Fakultäten errichteten medizinischen Fakultät, versetzte sie nach Ofen, später nach Pest und modernisierte ihre innere Organisation nach dem Muster der Wiener Universität. Die Mittelschulen wurden — mehr oder weniger konsequent — unter staatliche Aufsicht gezogen und das Niveau der Grundschulen erhöht (*Ratio Educationis*, 1777). Die Aufhebung des kirchlichen Unterrichtsmonopols bedeutete freilich bei weitem nicht die Sekularisation des Schulwesens. Die Erziehung in den Schulen blieb nach wie vor eine religiöse Erziehung, allein was und wie unterrichtet werden soll, wurde im weiteren nicht von den Kirchen, nicht von Mönchsorden bestimmt, sondern von der römisch-katholischen Staatsgewalt.

In Sachen der Zensur kam es zu einer Wandlung ähnlicher Richtung. Zuerst ist die Kontrolle der Bücher von weltlichem Gegenstand den Zivilbeamten überlassen worden, dann wurde — zur Zeit Josephs II. — die ganze Zensurangelegenheit zu einer liberal behandelten, weltlichen Sache der Staatssicherheit und Polizei.

Die Politik des aufgeklärten Absolutismus, den Staat über die Kirche zu stellen, kam in der zweiten Hälfte der Regierung der bigotten Maria Theresia ziemlich konsequent zur Geltung. Die Königin bestand auf der Vollständigkeit ihrer Macht und überwand sich schließlich immer (wie auch in der Frage der Auflösung des

Jesuitenordens) zu den Entscheidungen, die ihre Ratgeber — aufgeklärter als die Königin — für notwendig hielten: Eines verweigerte sie hartnäckig, die konfessionelle Duldsamkeit zu einer politischen *Maxime* zu heben. So konnte das Toleranzpatent erst nach Beginn der Regierung Josephs II. veröffentlicht werden (1781).

Das Toleranzedikt Josephs II., das der Verfolgung der Protestanten ein Ende machte und ihnen den Zugang zu den staatlichen Ämtern eröffnete, war eine der augenscheinlichsten Maßnahmen des aufgeklärten Absolutismus. Wieder fand ein Problem, mit dem die ständische Gesellschaft nicht fertig werden konnte, die für alle Seiten annehmbare Lösung. Doch war der Beschluß des Herrschers eine politisch erwägte Entscheidung; ihr weltanschaulicher Kern wurde von der Geschichtsforschung nicht in der Aufklärung des 18. Jahrhunderts, sondern irgendwo im christlichen Naturrecht des 17. Jahrhunderts gefunden. Der katholische Joseph II., zu dessen Glaubenstreue trotz der schwerwiegenden kirchenpolitischen Gegensätze mit dem Papst kein Zweifel aufkommt, gewährte den Protestanten (und den Griechisch-Orthodoxen) eine Konzession aus Staatsinteresse, während die deistische Idee der Toleranz ihm fremd blieb.

Wir müssen beide Seiten der drei großen Reformen des aufgeklärten Absolutismus in Ungarn — der Urbarmessung, der staatlichen Lenkung des Schulwesens und der Verkündigung der konfessionellen Toleranz — ins Auge fassen. Es waren dem Fortschritt zu gerichtete Reformen, die von den Habsburgern wider die Feudalmächte Ungarns, den Adel und den Klerus, durchgesetzt worden sind, doch keine tastete die Grundlagen der bestehenden Ordnung an; jede von ihnen zielte die Modernisierung und Festigung des spätfudalen Staates, der veralternden ständischen Gesellschaft und nicht ihren Abbau, ihre bürgerliche Umgestaltung. Es waren die gut getroffenen Antworten des Augenblicks in der gegebenen historischen Situation, die aber nicht der Zukunft zugewandt, mit ihr höchstens in ihren späten Folgen verbunden waren.

Zu Ende der Regierungszeit Josephs II. entstand wieder eine kritische Phase im Verhältnis Ungarns zum Haus Habsburg (d. h. Habsburg-Lothringen). 1789, mehr als achtzig Jahre nach der Entthronung zu Ónod wurde das Programm, sich von den Habsburgern zu lösen, wieder zur Sprache gebracht. Wie ist es so weit gekommen?

Hier ist es nicht möglich, ist aber auch nicht notwendig, die Geschehen der Herrschaft Josephs II. zu schildern, seine von einer Reform zur anderen hastenden Maßnahmen durchzusehen. Ich will bloß auf zwei Fragen die Antwort versuchen: Was brachte das System Josephs II. zum Sturz? Und — wenigstens in Hinsicht Ungarns — worin lag das tragische Vergehen Josephs II.?

Wahrscheinlich gab es nicht eine unter den Maßnahmen und Reformen Josephs II., die nicht den Widerwillen und später den wachsenden Widerstand dieser oder jener Gesellschaftsschichten hervorgerufen hätte. Der Kaiser ging jedoch unerschütterlich seinen vorausgeplanten Weg, sein Reich zu rationalisieren und vereinheitlichen. Er folgte seiner eigenen Ratio ohne den Sinn für die Ratio anderer zu haben. Ein Grund des Zusammenbruchs war zweifellos, daß er alle seine Länder gleichzeitig reformieren wollte und ihm am Ende nicht ein Land blieb, das sich nicht gegen ihn auflehnte. Es ist

allgemein bekannt, daß während Joseph die tödliche Krankheit zu bekämpfen suchte, Ungarn in Aufruhr war und die Österreichischen Niederlande sich vom Reich lösten. Weniger allgemein bekannt ist es, daß sogar die Stände der österreichischen Erzherzogtümer das Steuerzahlen verweigerten. Die innenpolitischen Probleme waren von der Wirtschaftskrise vertieft, in Ungarn wüstete eine große Gebiete plagende Hungersnot und das gewichtigste Argument des Kaisers, die Armee, kämpfte einen erfolglosen Krieg mit den Türken. Es drohte ein Konflikt mit Preußen und die Unzufriedenen Ungarns haben schon den Weg nach Berlin gefunden. Da Joseph II. die Verfassung Ungarns verletzte (von der Unterlassung der Krönung angefangen durch eine Reihe von Verordnungen bis zur Vermessung als Vorbereitung der Besteuerung des Adels), stellte die ständische Opposition — mit einer etwas eigenartigen Interpretation Rousseaus — fest, daß der Kaiser sich gegen den gesellschaftlichen Vertrag vergangen hätte und somit „*filium successionis interruptum esse*“. Dem Abfall Brüssels wäre leicht der von Ofen gefolgt; Kanzler Graf Kaunitz blieb keine andere Wahl, als den Kaiser zur Wiederherstellung der 1780er Zustände in Ungarn zu bewegen. Die Reformen von zehn Jahren sind nichtig geworden, das Toleranzpatent, die Gehaltsverbesserung der niederen Priesterschaft und die Aufhebung der Erbuntertänigkeit ausgenommen. Die Heilige Krone wird auf ihren Weg von Wien nach Ofen gesetzt und Joseph II. braucht nur die Augen zu schließen, daß sein Nachfolger, Leopold II., die Rettung des zerfallenden Reiches beginnen kann.

Joseph II. verkörperte einen gewissen Typ des aufgeklärten Absolutismus, der einerseits — großzügig — die Lösung großer Probleme zum Ziel setzte, andererseits — kleinlich — sich in unbedeutenden Einzelheiten verlor. Von der Politik der alten Maria Theresia in seinen ersten Regierungsjahren der Form nach immer mehr abweichend, blieb er dieser im wesentlichen doch treu: so seltsam es auch scheint, war das die einzige, nach Änderungen strebende und zum Ändern fähige, dem Fortschritt zugewandte Politik in Ungarn. Diese Situation veränderte sich irgendwie zwischen 1784 und 1786. Vom aufgeklärten Absolutismus abgefallen und sich von ihm absondernd, dann sich ihm widersetzend, erschien eine andere politische Kraft, die ebenfalls nach Änderungen strebte und vielleicht auch fähig gewesen wäre, diese durchzuführen: die aufgeklärten Stände. Es scheint, Joseph II. konnte zwischen der aufgeklärten ständischen Opposition und dem konservativen Ständewesen nicht unterscheiden. Oft wiederholt sich in der Geschichte die Tragödie des Autokraten, daß er keinen Widerspruch duldet; auch Joseph duldete ihn nicht. Deshalb konnte er sich gar nicht um ein Verständnis mit den aufgeklärten Ständen, den sich gegen ihn Wendenden, bemühen; das war das selbstvernichtende Vergehen seiner Politik.

Leopold II. kam — sorgsam achtend, seinen Bruder nicht mehr am Leben zu finden — nach Wien und sah sich sogleich dem Problem entgegengestellt, wie weit er den ungarischen Ständen nachgeben soll. Kaunitz wäre geneigt gewesen, zu einem Zustand des ständischen Dualismus der Jahrhundertmitte zurückzukehren; Leopold machte eher dem preußischen König außenpolitische Zugeständnisse, womit er der ungarischen Unabhängigkeitsbewegung das internationale Hinterland entzog. Das

filum successionis erwies sich als reißfest: Leopold II. wurde vom ungarischen Landtag zum König gekrönt, ohne dabei auf weitere Zugeständnisse angewiesen zu sein.

Mit dem Landtag 1790/91 nahm ein neues Aufeinandertreffen Ungarns und der Habsburgerdynastie seinen Anfang. Zu Beginn kamen die wirtschaftlichen und sozialen Reformen noch zur Sprache, doch — der großen französischen Revolution gegenübergestellt — wuchs der Konservatismus zur vereinigenden Kraft. Die Reformer zogen sich zurück, wurden isoliert und ihre Besten von der Obrigkeit im ungarischen Jakobiner-Prozeß gerichtet. Die Zeiten, wo Habsburgerherrscher — Karl III., Maria Theresia, Joseph II. — eine Reformpolitik in Ungarn aufgegriffen haben, nahmen für immer ein Ende.

Widerstand unter den Ungarndeutschen im Zweiten Weltkrieg*

LORÁNT TILKOVSKY

Die Jahre des zweiten Weltkrieges sind folgenschwere, tragische Jahre in der Geschichte des Deutschtums in Ungarn. Das mit dem Sturz der Ungarischen Räterepublik von 1919 an die Macht kommende konterrevolutionäre System trieb, da es die Wahrung der auf dem Papier anerkannten Nationalitätenrechte nicht hinreichend sicherstellte und auch jene demokratischen Kräfte unterdrückte, die sich für die Rechte der Nationalitäten einsetzten, die verständlicherweise unzufrieden, eine halbe Million Menschen zählende deutsche Nationalität in die Arme einer extrem nationalistischen Richtung, die Hilfe von außen erwartete, von dem — jetzt bereits nationalsozialistischen — Deutschland. Die Idee von der deutschen Volksgemeinschaft, die schon die Volkstumspropaganda der Weimarer Republik beim Deutschtum in Ungarn verbreitet hatte, wurde in der Hand Nazideutschlands zu einem wirksamen Mittel den Rechten des in Ungarn lebenden Teiles des Gesamtdeutschtums, der Volksgruppe, wirksameren Schutz als jemals zuvor zu versprechen, in Wirklichkeit aber das in Ungarn lebende Deutschtum — das 1941 durch Gebietsrevision und Bevölkerungszunahme die stärkste deutsche Volksgruppe in Europa geworden war — in den Dienst der machtpolitischen Ziele des Dritten Reiches zu stellen: seine materiellen Kraftquellen, die Ergebnisse seiner Produktionsarbeit und sein Menschenmaterial weitgehend für kriegerische Zwecke heranzuziehen, durch abenteuerliche Umsiedlungspläne seine Existenz aufs Spiel zu setzen und die Evakuierung aus dem Heimatgebiet in den letzten Kriegsmonaten auch noch zu versuchen. Die ungarischen Regierungen der konterrevolutionären Epoche, die, geleitet vom Streben nach Gebietsrevision, sich Deutschland zunächst außenpolitisch, dann auch militärisch anschlossen, machten der deutschen „Volksgruppenpolitik“ in dieser oder jener Hinsicht schwerwiegende Zugeständnisse, obwohl sie in ihr selbst für das eigene konterrevolutionäre System Gefahren erblickten. Allerdings versuchten sie diese innerhalb der Bündnisbeziehungen, dann der Waffenbrüderschaft durch verschiedene taktische Manöver abzuwehren. Wirklichen Widerstand gegen die Machtpolitik

* Vortrag in Schwerin an der Sitzung der Ungarn-DDR Gemischten Historikerkommission am 6. September 1983. Loránt Tilkovszky, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014

Nazideutschlands und einer ihrer besonderen Erscheinungsformen, der Volksgruppenpolitik, leistete die ungarische Unabhängigkeitsbewegung, doch war lediglich ihr linker Flügel antifaschistisch; ihren rechten Flügel verbanden zahlreiche Fäden mit dem konterrevolutionären System und viel trennte ihn von jenen linken Kräften der Unabhängigkeitsbewegung, deren Ziel nicht nur ein unabhängiges, sondern ein unabhängiges und demokratisches Ungarn war.

Die politische Haltung des ungarländischen Deutschtums während des zweiten Weltkrieges ist im allgemeinen ziemlich global beurteilt worden. Das Deutschtum in Ungarn hat aber nicht insgesamt für Nazideutschland die Funktion der „Fünften Kolonne“ in Ungarn erfüllt, diese Rolle hat allein die nazistische Richtung des Ungarndeutschtums gespielt, die im November 1938 unter dem Namen Volksbund der Deutschen in Ungarn von der ungarischen Regierung die Möglichkeit zur legalen Betätigung erhielt. Der Volksbund konnte einerseits durch die Unterstützung, die er von Nazideutschland erhielt und durch den Druck, den Deutschland von außen auf die ungarischen Regierungen ausübte sowie andererseits durch die Verantwortungslosigkeit der Regierungen des ungarischen konterrevolutionären Systems immer größeren, nie aber den absoluten Einfluß auf das Deutschtum in Ungarn erringen. Das konterrevolutionäre System schützte das Deutschtum in Ungarn nicht wirksam genug vor diesem Einfluß, ja in vieler Hinsicht lieferte es dieses dem Volksbund — als nazideutscher Volksgruppenorganisation — geradewegs aus. Hitlers Fünfte Kolonne in Ungarn bestand im übrigen nicht ausschließlich und nicht in erster Linie aus den Nazideutschen im Volksbund, sondern dazu gehörten auch die Pfeilkreuzler und andere ungarische Nationalsozialisten, die gesamte extrem rechte Opposition, ja auch der ultrarechte Flügel der Regierungspartei. In die Verantwortung für Ungarns Katastrophe im zweiten Weltkrieg teilt sich der für das Deutschtum in Ungarn besonders verantwortliche Volksbund mit allen diesen politischen Gruppierungen.

Es wäre auch falsch zu behaupten, das Deutschtum in Ungarn hätte in seiner Gänze danach gestrebt, ein „Staat im Staate“ zu sein. Diese Redewendung drückt genau das Bestreben nach nazistischer Volksgruppenautonomie, nach vollkommener völkischer Absonderung aus, das der Volksbund in Ungarn vertrat, dieses Streben aber war der Mehrheit des Deutschtums in Ungarn in Wirklichkeit völlig fremd, sie war für ein enges Zusammenleben mit den Ungarn, für die für beide Seiten vorteilhafte Zweisprachigkeit, für kulturelle Wechselwirkung. Das hieß nicht unbedingt Assimilation, das war nicht der Volkstod wie der Volksbund in seinem Volkstumskampf verkündete, das war eine Integrierung, die bei weitem nicht die Aufgabe des eigenen Volkstums bedeutete, sondern bei Erhaltung der mit Recht als sehr wichtig bezeichneten harmonischen Beziehungen zu den Ungarn die Durchsetzung der Nationalitätenrechte und die Erfüllung der Forderungen auf dem Gebiete der Muttersprache — trotz der erfahrenen Schwierigkeiten.

Dieser Teil der Ungarndeutschen war der noch unter Jakob Bleyers Führung, Anfang der zwanziger Jahre entstandenen Volksdeutschen Bewegung vom ersten Augenblick an abgeneigt. Diese Bewegung nahm für ihren Kampf um die

Nationalitätenrechte gegenüber der engstirnigen, von ungarischen chauvinistischen Kreisen leicht zu beeinflussenden Nationalitätenpolitik der ungarischen Regierungen von den reaktionären „Deutschtumsverbänden“ der Weimarer Zeit — so vom Deutschen Schutzbund und vom Verein für das Deutschtum im Ausland — offen, von der offiziellen deutschen Politik, der „auswärtigen Kulturpolitik“ jedoch heimlich moralische und materielle Unterstützung in Anspruch. Unter den Verhältnissen des konterrevolutionären Systems, als die Kommunistische Partei in die äußerste Illegalität gezwungen und vernichtender Verfolgung ausgesetzt war, trat die Sozialdemokratische Partei als legale Partei offen für den Schutz der Rechte der Nationalitäten und sowohl gegen die Nationalitätenpolitik der Regierung wie gegen die ungarischen chauvinistischen und deutschen extremistischen Richtungen auf. Die Aktivisten des Landeskomitees der deutschsprechenden Sozialdemokraten in Ungarn, die auf den anlässlich der Parteitage abgehaltenen gesonderten Landeskonferenzen Rechenschaft über ihre geleistete Arbeit abgaben und die weiteren Aufgaben festlegten, versuchten in den einzelnen von Deutschen bewohnten Gemeinden in zäher Kleinarbeit dafür Sorge zu tragen, daß das Recht auf Gebrauch der Muttersprache in der Schule, vor den Behörden usw. nicht verletzt wurde und betrieben dahingehend politische Aufklärung, die Erringung der Demokratie sei die Voraussetzung für die vielseitige und zufriedenstellende Handhabung der Nationalitätenrechte. Wie im allgemeinen so versuchten die Regierungen des ungarischen konterrevolutionären Systems die Arbeit der Sozialdemokratischen Partei auch in bezug auf die Nationalitäten zu behindern und gründeten im Jahre 1924 für das Deutschtum in Ungarn den Ungarländischen Deutschen Volksbildungsverein, der gegen die Sozialdemokraten gerichtet war und den Teil der Ungarndeutschen, die dem sozialdemokratischen Einfluß entzogen, von ihm ferngehalten werden sollten, mit der volksdeutschen Richtung vereinte. Das Ergebnis war nicht, daß in dieser Organisation, deren Vorsitzender Gusztáv Gratz und deren geschäftsführender Stellvertreter der Vorsitzender Jakob Bleyer war, die sich von Anfang an auf ihre reaktionären Verbindungen nach Deutschland stützende volksdeutsche Richtung dem Teil der Ungarndeutschen angeglichen hätte, die die Gültigkeit der Nationalitätenrechte als ungarische Staatsbürger und nicht als „deutsche Volksbürger“, unterstützt von einem, eine „überstaatliche“ deutsche Volksgemeinschaft leitenden Staat, nämlich von Deutschland erreichen wollten, im Gegenteil, der ganze Verein geriet immer mehr unter volksdeutschen Einfluß.

Da nach der Machtergreifung die Volksdeutsche Bewegung in Ungarn ebenso wie die Deutschtumsverbände in Deutschland nazistisch wurden, konnte der gemeinsame Rahmen nicht mehr aufrechterhalten werden: 1935/36 trennte sich die volksdeutsche Richtung teilweise vom Volksbildungsverein oder wurde zum Teil aus ihm verdrängt und begann verselbständigt unter dem Namen Volksdeutsche Kameradschaft, geleitet von Franz Basch und Richard Huß, einen erbarmungslosen Kampf gegen den Volksbildungsverein. Der der Regierung nahestehende und dadurch in seinem Auftreten eingeeengte beziehungsweise eingeschränkte Volksbildungsverein,

der trotzdem Zielscheibe ungarischer chauvinistischer Angriffe gewesen war und unter der Willkür kurzsichtiger Behörden gelitten hatte, verlor immer mehr Positionen. Diese von Gratz geleitete Antinazi-Richtung des Deutschtums in Ungarn, die unter großem Einfluß der gegen das nationalsozialistische „Neuheidentum“ und von jeher auch gegen den Marxismus gerichteten katholischen und lutherischen Kirchleitung und der deutschstämmigen Geistlichen stand, hielt eine Zusammenarbeit um den Bodengewinn der Nazis innerhalb des Deutschtums in Ungarn Einhalt zu gebieten, für unvorstellbar. Ebenso starr wurde diese Möglichkeit auch von der Sozialdemokratischen Partei ausgeschlossen.

In der zweiten Hälfte der dreißiger Jahre war die ungarische Sozialdemokratische Partei im allgemeinen, besonders aber in den von Deutschen bewohnten Gebieten sehr geschwächt, wobei die Tatsache, daß die sozialdemokratischen Parteien in Deutschland und Österreich — die die Tätigkeit der Sozialdemokraten bei den Ungarndeutschen unterstützt hatten — verboten worden waren und die Furcht, die ungarische Sozialdemokratische Partei könnte, da sich die Beziehungen der ungarischen Regierung zu Nazideutschland immer enger gestalteten, das gleiche Schicksal treffen, eine große Rolle gespielt haben dürften. Abgesehen von allgemeiner antinazistischer Aufklärungsarbeit vermied die sozialdemokratische Parteileitung jedes energische Auftreten um keinen Schritt der Regierung zu provozieren, der die Legalität der Partei gefährden konnte. In dieser Situation wurden zahlreiche Organisationen und Mitglieder der Partei inaktiv, ja zum Teil Beute der wie Pilze aus der Erde schießenden nationalsozialistischen und Hitler-Parteien in Ungarn, die mit dem größten Erfolg proletarische und agrarproletarische Schichten in ihre Netze lockten. Die Partei der Kleinen Landwirte hingegen, die entsprechend der gesellschaftlichen Struktur des Ungarndeutschtums — vornehmlich von klein- und mittelbäuerlichem Charakter — über zahlreiche Positionen in der deutschen Dorfbevölkerung verfügte und über die typischen Interessen der kleinen Landwirte hinaus auch die Vertretung ihrer Nationalitätenrechte, ihrer Bedürfnisse auf dem Gebiet der Muttersprache übernommen hatte, konnte ihren Einfluß mehr oder weniger bewahren. Nicht zu unterschätzen war auch der Einfluß der christlichen Partei auf die in ihrer Mehrheit katholische deutsche bäuerliche Bevölkerung, in deren Lebensführung der Priester, die Kirche, die katholischen religiösen Vereinigungen, beziehungsweise katholische Burschen- und Mädchenvereine und Lesezirkel eine bedeutende Rolle spielten.

Gegenüber der nazistisch-volksdeutschen Agitation, die die Ruhe in den deutschen Dörfern in Ungarn aufstörte, versuchte die Regierung, die die sozialdemokratische Agitation verfolgte, die politische Arbeit der Partei der Kleinen Landwirte und der Christlichen Partei — obwohl es sich um die Tätigkeit oppositioneller Parteien handelte — innerhalb gewisser Grenzen wohlgesinnt duldete, bei der deutschen Bevölkerung natürlich vor allem die Basis der Regierungspartei zu verbreitern. Das vermochten die örtlichen Behörden durch Machtmittel, durch Gewährung oder Verweigerung von Vergünstigungen wesentlich zu unterstützen. Immer öfter aber kam

es vor, daß die örtlichen Behörden mit den ungarischen nationalsozialistischen Bestrebungen sympathisierten und meinten, nur ein eigenständig ungarischer Nationalsozialismus könne dem Bodengewinn des deutschen Nationalsozialismus in Ungarn den Wind aus den Segeln nehmen. Ziel der volksdeutschen Richtung der Ungarndeutschen war eine eigenständige politische Partei, die zur Zeit der Volksdeutschen Kameradschaft, dann des Volksbundes bereits unmißverständlich als Plan einer NSDAP der Volksdeutschen in Ungarn zu erkennen war. Während des zweiten Weltkrieges aber, als die deutsche Regierung auf gewisse Vorbehalte ihres ungarischen Verbündeten wegen einer nazistisch-deutschen Organisation in Ungarn Rücksicht nehmen mußte, wurde dieser Plan nicht verwirklicht.

Die ungarische Unabhängigkeitsbewegung und der Widerstand gegen den nazistisch-deutschen Einfluß hatten bei Ausbruch des zweiten Weltkrieges bereits eine gewisse Vorgeschichte. Diese reichte vor allem bis zum Anschluß zurück, als Nazideutschland unmittelbarer Nachbar Ungarns wurde und viele das Gefühl des Bedrohtheits überkam. Als Gegengewicht gegen die sprunghaft angestiegene nazistisch-pangermanische Agitation bei den in Ungarn lebenden Deutschen unternahm vor allem die Sozialdemokratische Partei Schritte, vornehmlich in den von Deutschen bewohnten Bergwerksgegenden, und hoffte, daß die sich im Zeichen des Unabhängigkeitsgedankens zusammenschließende Opposition der Imrédy-Regierung — die außenpolitisch Nazideutschland, innenpolitisch der nazistisch-deutschen Richtung des Ungarndeutchtums Zugeständnisse machte und die legale Entstehung des Volksbundes erlaubte — diese Tätigkeit der Sozialdemokratischen Partei würdigen werde und die Partei so aus ihrer Unterdrückung und Isolierung befreit werden könnte. Diese Hoffnungen erfüllten sich nicht, die Regierungskrise wurde unter Übergehung der Sozialdemokratischen Partei gelöst; die Regierung Pál Teleki änderte nichts an der Haltung des konterrevolutionären Systems gegenüber der Sozialdemokratischen Partei.

Als der zweite Weltkrieg ausgebrochen war und Hitler zur Germanisierung der in das Deutsche Reich einverleibten polnischen Gebiete den Umsiedlungsplan, den Plan der deutschvölkischen Flurbereinigung verkündete, wollte das Landeskomitee der deutschsprechenden Sozialdemokraten in Ungarn als Protest gegen diesen Plan, der das Deutchtum in Ungarn außergewöhnlich beunruhigte, eine Demonstration durchführen. Die ungarische Regierung aber war gegen diese Aktion — die schließlich auch die Sozialdemokraten aufgaben —, denn sie wollte mit der deutschen Regierung ein Abkommen über die Umsiedlung schließen, um sich auf diese Weise von der volksdeutschen Richtung der Ungarndeutschen zu befreien. Da Hitler die Umsiedlung der Deutschen aus Ungarn (und auch aus Rumänien) fest beschlossen, die Durchführung derselben aber für die Zeit nach der siegreichen Beendigung des Krieges vorgesehen hatte und dies auch die ungarische Regierung wissen ließ, versuchten Ministerpräsident Teleki und dann seine Nachfolger, Bárdossy und auch Kállay, bei den Aktionen der Regierungspropaganda den nichtnazistischen Teil der Ungarndeutschen mit der Warnung vom Volksbund fernzuhalten, im Rahmen des mit der

deutschen Regierung abzuschließenden Umsiedlungsabkommens müßten sich vor allem die Angehörigen des Volksbunds von ihrer ungarischen Heimat und von ihrem Hab und Gut trennen. Kritisch müssen wir feststellen, daß die sozialdemokratische Parteileitung — während die Parteiorganisationen in den von Deutschen bewohnten Gebieten auf wirksame Aufklärungsaktionen drängten und die in der Sozialdemokratischen Partei tätigen illegalen Kommunisten wie zum Beispiel Endre Ságvári, der Sekretär der Landesjugendkommission, für einen aktiven Kampf im Sinne des antifaschistischen Unabhängigkeitsgedankens eintraten — schließlich selbst zur Verunsicherung mit der Umsiedlung übergang und im übrigen anwies, abzuwarten: die deutsche Frage in Ungarn sei eine einfache „Waggonfrage“ sagte Károly Peyer auf dem unter völligem Ausschluß der Öffentlichkeit abgehaltenen Sozialdemokratischen Parteitag im Jahre 1942.

In der Frage der Ungarndeutschen war die Politik der ungarischen Regierung von einer gewissen Doppelzüngigkeit gekennzeichnet. Einerseits unterschrieb die Regierung — im Interesse der Gebietsrevision in Siebenbürgen — 1940 in Wien das sogenannte Volksgruppenabkommen, das der nazistischen Richtung innerhalb des Ungarndeutschtums bereits eine Monopolstellung garantierte (der Volksbildungsverein mußte seine Tätigkeit einstellen), andererseits versuchte sie dieses Abkommen zu sabotieren (so sehr, daß die Deutschen schon ein „vollkommeneres“ Abkommen planten, das weniger umgangen werden konnte) und trug sich mit dem Gedanken, daß anstelle des ausgefallenen Volksbildungsvereins eine deutsche Vereinigung unter dem Patronat der Partei der einen Landwirte oder der katholischen Christlichen Partei treten sollte. Als aber die deutsche Regierung wegen der gefährlich steigenden Zahl deutscher Gefallener bei der ungarischen Regierung zunehmenden Bedarf an Soldaten anmeldete, ermöglichte diese — ebenfalls aufgrund eines Abkommens — bei den Ungarndeutschen die Rekrutierungsaktionen der Waffen-SS. Gleichzeitig aber organisierte sie insgeheim bei ihnen eine Bewegung gegen diese Aktionen. Sie wollte mit Freuden auf jene verzichten, die, statt bei den ungarischen Honvéd-Armee in der Armee eines fremden (wenn auch verbündeten) Staates zu dienen beabsichtigten, erkannte den SS-Freiwilligen die ungarische Staatsbürgerschaft ab und drängte auf die Aussiedlung ihrer Familienangehörigen. Gleichzeitig aber wollte die ungarische Regierung die Rekrutierungsaktionen der SS in Ungarn in gewissen Grenzen halten und die Demagogie, die der Volksbund bei seiner Werbungspropaganda mit der Deutschen Volkshilfe und der Soldatenhilfe trieb ebenso abbremsen wie die Gewalttätigkeiten, die die Deutsche Mannschaft, die Terroreinheit der Volksgruppe, für die freiwillige Meldung beging.

Der bei den Deutschen in Ungarn in legerer Form 1942 beginnende, aber bereits in der zweiten Hälfte des Jahres 1941 zu beobachtende illegale SS-Rekrutierung leitete die weiter zurückreichenden, verschiedensten Arten von Widerstand gegen die nazistisch-volksdeutsche Richtung, gegen den zur Volksgruppenorganisation erklärten Volksbund in ein gemeinsames Bett. Dazu gehörte der soziale Gegensatz, der die wohlhabenden Bauern zum größten Teil von dem sich auf die streitsüchtigen,

ärmeren Elemente stützenden Volksbund fernhielt; das Festhalten an der Kirche, an den religiösen Traditionen, das die „neuheidnischen“ Volksbündler verspotteten; die patriotischen Gefühle, die es verletzte, daß der deutsche Stolz zum antiungarischen Hochmut gesteigert, statt der Rechtssicherheit der Nationalitäten im harmonischen Zusammenleben mit den Ungarn der Volkstumskampf ausgerufen wurde; die auf allen Lebensgebieten geforderte — und in vieler Hinsicht auch verwirklichte — völkische Absonderung: gesonderte deutsche Schule, gesonderte deutsche Kirche, gesonderte deutsche Genossenschaften, gesonderte deutsche Jugend- und Frauenorganisationen und jetzt auch noch ein gesondertes deutsches Militär in der SS. Die deutsche beziehungsweise deutschstämmige Dorfintelligenz, die die Agitation der mit reichsdeutschen Stipendien herangezogenen volksdeutschen Intelligenz nicht gern sah, schloß sich mit einem Teil der ungarischen Intelligenz und Beamten in der Provinz zusammen, begann die ihrer ungarischen Heimat treuen Deutschen, die Gegner der nazideutschen Volksbündler zu einer Bewegung zusammenzufassen.

Die so entstehende Treuebewegung war eine Anti-Hitler-Bewegung, die dem Volksbund viel Sorge bereitete und die Rekrutierungsaktionen der Waffen-SS erschwerte. Dennoch kann sie nicht als eine antifaschistische Bewegung bezeichnet werden. „Der Führer der Deutschen in Ungarn ist nicht Hitler, sondern Horthy“ hieß es gleich einer Parole; unter Treue zur Heimat forderte sie Treue zu Horthy-Ungarn, zum konterrevolutionären Ungarn, also zum bestehenden und nicht zum möglichen Ungarn, zu dem unabhängigen und demokratischen Ungarn, für das die wirklichen antifaschistischen Kräfte des Landes innerhalb der ungarischen Unabhängigkeitsbewegung kämpften. Es ist tragisch — und nicht zuletzt vom Gesichtspunkt des Deutschtums in Ungarn —, daß diese beachtliche deutsche Anti-Hitler-Bewegung unter den gegebenen Umständen nicht auch zu einer antifaschistischen Bewegung entwickelt werden konnte. Der Vernichtungsfeldzug, der während des zweiten Weltkrieges gegen die ungarische illegale Kommunistische Partei geführt wurde, überstieg — besonders nach dem Überfall auf die Sowjetunion — jede Vorstellungskraft, und wenn trotzdem zahlreiche kommunistische Flugblätter oder aus den Reihen der Sozialdemokratischen Partei heraus durchgeführte kommunistische Aktionen die ungebrochenen Anstrengungen zeigten, fehlte doch die organisatorische Kraft. Aber auch die legale Arbeiterpartei, die Sozialdemokratische Partei war organisatorisch sehr schwach und die Politik des passiven Abwartens, für die die Parteileitung sich entschieden hatte, lähmte die mehrfachen Versuche der örtlichen Parteiorganisationen in den von Deutschen bewohnten Gebieten, der Anti-Hitler-Bewegung der Deutschen eine antifaschistische, demokratische Orientierung zu geben. Bezeichnend ist, daß die Sozialdemokraten, die statt des fruchtlosen Abwartens, das die Parteileitung vertrat, in den deutschen Dörfern einen aktiven demokratischen Widerstand zu organisieren versuchten, nicht nur von den Volksbündlern, sondern auch von Horthys Gendarmen beobachtet wurden, ja sogar die Leute von der Treuebewegung forschten, ob „sie nicht bolschewistische Propaganda betrieben“?

Die ungarische Sozialdemokratische Partei hatte schon 1934 ihre deutschsprachige Presse verloren; im ungarischen Parteiblatt *Népszava* (Volksstimme) erschienen dann und wann Artikel, die die Diskussion mit der verbreiteten Volksbund-Presse aufnahmen. Die einzige deutschsprachige Zeitung, die in Ungarn entschieden im antinationalsozialistischen Geiste schrieb und offen gegen die Volksbundspropaganda für die SS-Rekrutierung auftrat, war ein kleines klerikales Blatt in der Provinz, die von dem Priester Adam Berencz in Apatin redigierte Wochenzeitung *Die Donau*, die die deutsche Bevölkerung erreichte und unausgesprochen, aber in der Tat die Rolle der Zeitung der Treuebewegung übernahm. Aber das Blatt griff nicht nur die Nationalsozialisten und die Volksbündler an, sondern auch die Marxisten, die Sozialdemokraten und Liberalen. Die *Donau* billigte den Krieg gegen die Sowjetunion, nur nicht, daß ein Teil der Deutschen in Ungarn daran statt in der ungarischen Honvéd-Armee, in der SS teilnahm.

Die Treuebewegung der Ungarndeutschen wurde im Hintergrund vom Ministerium für Propaganda der nationalen Verteidigung unterstützt, das die gesamte Kriegspropaganda des konterrevolutionären Systems lenkte; von dem Innenministerium, das den linken Flügel der Unabhängigkeitsbewegung, besonders die Kommunisten verfolgte; weiter von der Nationalitätenabteilung des Ministerpräsidiums, die die Nationalitätenpolitik des konterrevolutionären Systems leitete. Die Nationalitätenpolitik, die den Forderungen der nazistisch-volksdeutschen Richtung des Deutschtums in Ungarn trotz gewisser Abneigung hier und dort Zugeständnisse machte, bot keine Möglichkeit, daß sich die Treuebewegung als ausgesprochen deutsche Bewegung entwickeln konnte; im Gegensatz zu ihrem ursprünglichen Aufruf — der in Übereinstimmung mit der Treue zur Heimat auch die Treue zum deutschen Volkstum betont hatte — betrachtete die Treuebewegung in der Praxis den völligen Verzicht auf die deutsche Unterrichtssprache und den demonstrativen Gebrauch der ungarischen Sprache als Kriterium der Treue zur ungarischen Heimat. So konnte die Treuebewegung keine wirkliche Anziehungskraft haben und die Volksbündler konnten triumphierend darauf hinweisen: Deutscher kann man in Ungarn nur durch den Volksbund sein.

Statt positive Anziehungskraft auszuüben, beschränkte sich auch die Treuebewegung auf die Drohung, die der ungarischen Heimat treulos Gewordenen würden ausgesiedelt werden. Unter geschickter psychologischer Ausnutzung der für Nazi-Deutschland ungünstigen Wendungen im Kriegsverlauf gelang es, den massenweisen Austritt aus dem Volksbund zu erreichen. Aber nur ein Bruchteil der dort Ausgeschiedenen schlossen sich der Treuebewegung an, die meisten blieben politisch passiv. Übrigens war die Tatsache, daß die Agrarpolitik der ungarischen Regierung das Ausgeliefertsein der Ungarndeutschen an die Genossenschaften des Volksbundes oder den wirtschaftlichen Kriegsdienst der Heimat stillschweigend zur Kenntnis nahm, für die deutsche Bevölkerung in den deutschen Siedlungsgebieten ein wesentliches Hindernis den Volksbund zu übersehen.

Bis zum März 1944 führte die Waffen-SS zwei Rekrutierungsaktionen in Ungarn durch, als Ergebnis rückten 40 000 ungarndeutsche Freiwillige zur Waffen-SS ein. Die dritte Aktion fand statt, als Ungarn bereits von den Deutschen besetzt war. Die Sztójay-Marionettenregierung stimmte den von Volksgruppenführer Basch schon früher vorgeschlagenen Zwangsmusterungen, zu denen der Volksbund jetzt die Zögernden sogar mit Unterstützung der ungarischen Gendarmerie und Polizei vorführen konnte, zu. Die SS-„Freiwilligen“ konnten künftig nicht mehr ihrer Staatsbürgerschaft für verlustig erklärt werden. Die Sztójay-Regierung verbot nicht nur die Sozialdemokratische Partei und die Partei der Kleinen Landwirte, die noch im Sommer 1943 — mit Billigung der illegalen kommunistischen Partei — ein Parteienbündnis für ein unabhängiges, demokratisches Ungarn geschlossen und auch versucht hatten, die Verbindungen zu dem Teil der Deutschen, die gegen Hitler eingestellt waren, wiederzubeleben, die Regierung verbot auch die Treuebewegung und ihre Zeitung. Die Anführer dieser Bewegung wurden von der Gestapo verschleppt, viele ihrer Aktivisten von den Volksbündlern ermordet. Trotzdem hörte der Widerstand bei dem Deutschtum in Ungarn nicht auf: Unterschriften für Eingaben „Einem fremden Staat dienen wir nicht!“ wurden gesammelt und diese von Delegationen den verschiedensten ungarischen Zivil- und Militärbehörden mit dem Ersuchen um Schutz überreicht; anderswo kam es, angeführt von katholischen oder vom evangelischen Geistlichen zu einer Protestdemonstration, wobei der ungarische Hymnus gesungen und die ungarische Fahne vorangetragen wurde.

Auf Horthy, der aus dem Krieg ausscheiden und Sztójay entlassen wollte, blieben Berichte über derartige Demonstrationen nicht ohne Wirkung, als aber im Oktober 1944 der Versuch, einen Waffenstillstand zu erreichen, scheiterte, sorgte die Schreckensherrschaft des von den Deutschen an Horthys Stelle gesetzten Szálasi und seiner Pfeilkreuzlerpartei dafür, daß die dritte Rekrutierungsaktion der Waffen-SS in Ungarn — in der Tat eine Zwangsmusterung der Ungarndeutschen — durchgeführt wurde. In einigen Gegenden schlossen SS-Einheiten die Dörfer ein und begannen eine Treibjagd auf alle, die sich vor der Musterung in Weinbergen, Wäldern und in den Bergen versteckt hielten. Viele, die zur SS eingerückt waren, flohen wieder, wurden aber vom Volksbund erneut der SS in die Hände gespielt, von der die meisten hingerichtet wurden. Die dritte, nur noch dem Namen nach freiwillige SS-Werbung reihte 60 000 — nach einigen deutschen Quellen sogar 80 000 — Ungarndeutsche in die SS ein, zusammen mit den beiden ersten Aktionen stieg ihre Zahl damit auf 100—120 000 Mann. Außerdem warb die Jugendorganisation des Volksbundes, die der Hitlerjugend entsprechende und indirekt auch von ihr gelenkte Deutsche Jugend, die auch bei den ersten beiden Aktionen eine schändliche Rolle gespielt hatte, indem sie die ungarndeutsche Jugend täuschte, bei den Jugendlichen, die das Militärdienstalter noch nicht erreicht hatten, Dienstpersonal für die Luftabwehr, wegen des zunehmenden Widerstandes allerdings mit wenig Erfolg.

Die illegale Kommunistische Partei, die vom Sommer 1943 bis zum Herbst 1944 unter dem Namen Friedenspartei tätig war und sich um einen breiteren und

wirksameren antifaschistischen Widerstand mühte, versuchte den gegen Hitler gerichteten Widerstand der Ungarndeutschen antifaschistisch-demokratisch zu orientieren. Unter Führung eines früher in der Sozialdemokratischen Partei tätigen kommunistischen Arbeiters, Ludwig Muck, entstand die Demokratische Freiheitsbewegung der Volksdeutschen in Ungarn, in Bergwerksgebieten der Bund der deutschen Antifaschisten. Aus den Lageberichten des Volksbundes an reichsdeutsche Stellen geht deutlich hervor, wie groß die Furcht vor jeder kommunistischen Organisation war, obwohl die Verbreitungsmöglichkeit unter den damaligen Umständen nur minimal war. Ludwig Muck wurde im Oktober 1944 verhaftet und in das Konzentrationslager Dachau verschleppt, wo er auch den Tod fand.

Um diese Zeit war schon ein großer Teil Ungarns Kriegsschauplatz geworden; durch Greuelpropaganda versuchte der Volksbund „das deutsche Blut“ vor den vorrückenden sowjetischen Truppen „zu retten“, das heißt, die Ungarndeutschen von der Notwendigkeit der Evakuierung zu überzeugen. Die breite Ablehnung der zunächst freiwilligen Evakuierung, für die sich die Volksbund-Propaganda einsetzte und dann der von bewaffneten SS-Einheiten unterstützten Zwangsevakuierung des Umsiedlungskommandos — die auch zahlreiche Todesopfer forderte — war eine wichtige Form des Widerstandes der Ungarndeutschen. Einige leisteten sogar aktiven Widerstand, indem sie Nachrichtenverbindungen des deutschen Militärs zerstörten oder sowjetischen Kundschaftern Unterschlupf gewährten.

Der Widerstand der Ungarndeutschen während des zweiten Weltkrieges war nicht so verbreitet und so tiefgreifend, daß er etwas an dem Eindruck hätte ändern können, der durch den großen Einfluß des Volksbundes entstanden war. Im Jahre 1942 wurden auf dem damaligen Territorium Ungarns 300 000 Mitglieder des Volksbundes gezählt, als die Kriegsaussichten immer schlechter wurden, verlor der Volksbund zwar 50 000 Mitglieder, ein großer Teil der verbliebenen Volksbündler verhielt sich passiv. Die Zahl der Mitglieder der Treuebewegung überstieg im ganzen Land nicht die 30—40 000; die auf dem Dorf verbliebenen aktiven Mitglieder der Sozialdemokratischen Partei kann auf einige Tausend, die der Kommunisten in der Friedenspartei auf einige Hundert angesetzt werden. Die positive Tatsache, daß sich bei den Ungarndeutschen eine gegen den Volksbund und die von ihm propagierte SS-Rekrutierung gerichtete Antihitler-Treuebewegung entwickelte, die mutige Taten vollbrachte und Opfer zu beklagen hatte, überschattet der negative Umstand, daß die Lenkung dieser Bewegung im Hintergrund in den Händen des konterrevolutionären Systems war, die diese Bewegung benutzte, um politische Kräfte, die eine wirklich antifaschistisch-demokratische Richtung entwickeln konnten, vom Deutschtum in Ungarn fernzuhalten.

Die unmittelbar nach dem zweiten Weltkrieg — im Zusammenwirken internationaler und nationaler Fakte — entstandene komplizierte Lage und die gespannte Atmosphäre waren für eine differenzierte Beurteilung der Frage des Deutschtums in Ungarn gar nicht günstig. Aufgrund der Bestimmungen, die das Potsdamer Abkommen in bezug auf das Deutschtum in Ungarn enthielt, wurden aus

dem, dem Landesgebiet von vor 1938 entsprechenden Ungarn etwa ein Drittel der halben Million Deutschen in das Gebiet jenseits der Oder-Neiße-Linie ausgesiedelt. Daß der Kreis der Ausgesiedelten über den der aktiven Volksbündler, den tatsächlich freiwillig zur SS Eingerückten hinausging und massenweise Menschen berührte, die bei der Volkszählung im Jahre 1941 als Nationalität deutsch oder aber nur deutsche Muttersprache (aber Nationalität ungarisch) angegeben hatten, war völlig verfehlt, besonders unrecht aber war es, wenn das Verfahren auch jene betraf, die nicht zu den Dienern Nazideutschlands gehört, sondern in irgendeiner Form — wenn auch passiv — Widerstand geleistet hatten. Mit der Umsiedlung der Ungarndeutschen, wollte Hitler die polnischen Gebiete germanisieren und die Beziehungen zu Horthy entlasten. Nach dem Sieg über Nazideutschland wollte die nunmehr demokratische ungarische Regierung mit der Aussiedlung der Deutschen aus Ungarn der sog. „deutschen Volksgruppenpolitik“ ein für alle Mal ein Ende bereiten und ihre dringenden Probleme bezüglich der Bodenreform und der Ansiedlung heimatlos gewordener beträchtlicher ungarischer Volksmassen auf Kosten der deutschen Nationalität lösen. Heute können wir bereits die schädlichen Folgen der auf Grund einer Kollektivschuld angewendeten Aussiedlungsmethoden sachlich feststellen. Auch die in Ungarn Verbliebenen hatten bittere Schicksalsprüfungen durchzumachen. Obwohl die Entrechtungsmaßnahmen schon zu Beginn der 50er Jahre aufgehoben wurden, konsolidierte sich die Lage des Deutschtums in Ungarn wohl nur nach 1956, vor allem aber von den 60er Jahren an.

Zu dieser Konsolidierung gehört aber auch, daß wir die Geschichte des Deutschtums in Ungarn während und nach dem Krieg nicht den Rechtfertigungen der ehemaligen Volksbündlern überlassen, sondern wir selbst müssen ein der Wirklichkeit entsprechendes Bild dieser Zeit geben, das einerseits die Verfälschung der Rolle des Volksbundes, die Verschleierung seiner schweren Verantwortung nicht erlaubt, nachdrücklich aber auch die Verantwortung der ungarischen Politik der konterrevolutionären Epoche aufzeigt, daß sie in der Tat das Deutschtum in Ungarn nicht geschützt hat, sondern der nazistischen Richtung preisgab. Ein Bild, das auch den Widerstand bei den Ungarndeutschen erkennen läßt, positiv, aber nicht kritiklos und unbegründete Illusionen weckend.

Literatur

Als Grund dieser Zusammenfassung diene hauptsächlich die Monographie des Autors: Ungarn und die deutsche Volksgruppenpolitik 1938—1945. Böhlau Verlag, Köln, Wien, 1981. 368 S. und sein Buch über die Geschichte der SS-Werbungen in Ungarn: SS-toborzás Magyarországon (SS-Werbung in Ungarn) Budapest, 1972. 192 S. Eine kürzere deutsche Fassung des zweiten Buches ist sein Aufsatz: Die Werbeaktionen der Waffen-SS in Ungarn. Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae. 1974. S. 137—180. Siehe weiter seine Aufsätze: Die deutsche Minderheit in Ungarn in der Zeit des Faschismus vor dem zweiten Weltkrieg. Jahrbuch für Geschichte der sozialistischen Länder Europas. Bd 15/2. Berlin, 1971. S. 57—81. und Nationalitätenpolitische Richtungen in Ungarn in der gegenrevolutionären Epoche 1919—1945. Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 123. Budapest, 1975. 25 S. Über die

nationalitätenpolitischen Stellungnahmen und Tätigkeit der ungarischen Kommunistischen und der Sozialdemokratischen Partei stehen Fachstudien zur Verfügung: KÓVÁGÓ, LÁSZLÓ: A Magyar Kommunista Párt nemzetiségpolitikája a Tanácsköztársaság megdöntésétől a felszabadulásig (Die Nationalitätenpolitik der Ungarischen Kommunistischen Partei vom Umsturz der Räterepublik bis zur Befreiung) *Párttörténeti Közlemények* (Parteigeschichtliche Mitteilungen) 1977/2. TILKOVSKY, LORÁNT: A Szociáldemokrata Párt és a nemzetiségi kérdés Magyarországon a második világháború időszakában (Die Sozialdemokratische Partei und die Nationalitätenfrage in Ungarn zur Zeit des Zweiten Weltkriegs) *Párttörténeti Közlemények* 1983/2. Über die Treuebewegung unter den Ungarndeutschen zur Zeit des zweiten Weltkriegs hat FEHÉR, ISTVÁN geschrieben: A bonyhádi hűségmozgalom történetéhez (Zur Geschichte der Treuebewegung in Bonyhád) Budapest, 1983. 73 S. Er widmete einen ganzen Kapitel zur Widerlegung der Volksbund-Apologeten Historiker. Über die Rückwirkung der deutschen „Volkgruppenpolitik“ in Ungarn nach 1945 kann man ausführlich in FEHÉR, ISTVÁN's Buch *Politikai küzdelmek a Déldunántúlon 1944—1946 között* (Politische Kämpfe im Süd-Transdanubien 1944—1946) Budapest, 1972. 306 S. lesen. Über die Deutschen betreffende Aussiedlung berichtet BALOGH, SÁNDOR in seinem Buch *A népi demokratikus Magyarország külpolitikája* (Die Außenpolitik des volksdemokratischen Ungarns) 1945—1947, Budapest, 1982. 348 S. mit einer differenzierten Bewertung.

**Вопросы создания и развития социалистического
сельского хозяйства в Венгрии**

Становление и развитие социалистической аграрной политики в Венгрии

ШАНДОР САКАЧ

Венгрия по европейской мерке до второй мировой войны была среднеразвитой аграрной страной с зарождавшейся промышленностью. Промышленность и сельское хозяйство вносили примерно равную лепту в создание национального дохода (37—35%). В то же время все еще около половины населения было занято в аграрном производстве и лишь одна четверть в промышленности. В общественном строе с середины прошлого века преобладали буржуазные отношения, в рамках которых аграрный, промышленный, банковский и коммерческий капитал объединенными усилиями обеспечивал себе политическую власть.

Эта земледельческо-капиталистическая система была свергнута после освобождения страны Красной Армией. Ее место заняла народная демократия, вернее, ее первоначальная форма, в которой руководящая роль принадлежала коммунистической партии, но экономическая, общественная и политическая власть распределялась между рабочим классом, крестьянством и участвовавшей в антифашистской борьбе буржуазией.

Неделимая политическая власть — диктатура пролетариата, а вместе с ней и непосредственный переход к социалистическому строительству в Венгрии, как и в большинстве европейских стран народной демократии, берет свое начало только с 1947—48 гг., когда коммунистические партии региона согласовали свои соображения относительно ускорения общественного прогресса, перехода к социализму. (Литературные источники принимают в качестве отправной точки создание Информбюро, а также оценку положения конца 1947 года, хотя очевидно, что вытеснение из органов политической власти бывших союзников протекало в разных условиях и поэтому не могло произойти одновременно.)

Непосредственный переход на путь социалистического развития, перемены в политической власти качественно преобразовали и аграрную политику. Характерной особенностью прежнего этапа была защита частной крестьянской

собственности, сейчас на передний план было выдвинуто создание коллективных хозяйств (госхозов, кооперативных производственных групп.) Были созданы тысячи коллективных хозяйств.

Коммунистическое партийное руководство, верхушка Венгерской партии трудящихся (ВПТ), которая мирилась и косвенно стимулировала неоднократное нарушение ленинского принципа добровольной коллективизации сельского хозяйства, не учла целого ряда вероятных последствий. К массовой перестройке сельского хозяйства приступили без наличия на то элементарных условий. В результате этого обязательная гармония производственных факторов в такой степени нарушилась, что ее восстановление (а вместе с ней и восстановление продуктивности) в новых условиях обеспечить было невозможно. Со стремительным ростом числа коллективных хозяйств падала эффективность и показатели их труда. Между тем всеобщий кризис наметился и в крестьянском хозяйстве — тогда еще главном секторе производства.

Захватившая в свои руки руководство ВПТ правящая верхушка (т. н. клика Ракоши) в конце 1948 года отошла от принципиальной платформы марксизма-ленинизма. После этого в результате нагромождения ошибок события следовали с драматической последовательностью. За несколько лет (к 1953 году) *на одну треть* сократился средний доход крестьянского и *на две трети* коллективного хозяйства. Сотни тысяч крестьян, в том числе и члены кооперативов, покидали свои земли. Миллион кадастровых хольдов пашни остался необработанным, на миллионах хольдов падал уровень хозяйственной деятельности. В то же время изъятие государством зерна и сельскохозяйственной продукции значительно превзошло пределы эксплуатации хозяйств. Со всем этим было тесно связано и то, что в 1952 засушливом году две трети крестьянских хозяйств остались без хлеба и семян. В коллективных хозяйствах сложилось еще более тяжелое положение.

В этот же период примерно на 22 процента сократилась реальная заработная плата рабочих и служащих. (Еще в большей мере сократилась заработная плата рабочих физического труда.) Политические максимы руководства в крайних точках указывали лишь на то, что доходы рабочих не должны падать быстрее доходов крестьян.

Выход из этого краха волюнтаристской политики для ВПТ — не в первый и не в последний раз — указала инициатива Советского Союза, когда в середине 1953 года советские коммунисты призвали венгерское руководство как можно скорее покончить с ошибками, принявшими массовый характер.

Однако начатый в интересах исправления ошибок «новый этап» принес лишь временную разрядку. Было в значительной мере облегчено положение коллективных хозяйств и крестьян-единоличников. Были остановлены стройки, завершение которых превосходило тогдашнюю производительную способность венгерской экономики. Улучшилось снабжение, в целом повысился уровень жизни. Началось рассмотрение нарушений законности. Крестьянам,

которых вынудили вступить в кооператив, была предоставлена возможность выйти из коллективного хозяйства; правда, этот процесс определенными мерами сознательно тормозился (крестьяне при выходе из кооператива должны были уплатить свою долю накопившихся к тому времени коллективных долгов; часть внесенных благ — при уплате определенной компенсации — можно было сохранить; крестьяне могли претендовать на земельные участки вне коллективных наделов, то есть далеко от места жительства, и т. д.).

Временный характер разрядки проявлялся в том, что старое руководство — клика Ракоши—Герё — в 1955 году, хотя и с некоторыми изменениями, но, в сущности, восстановило прежнюю, ошибочную практику.

В аграрной политике это означало, что вновь стали форсировать организацию кооперативов, нарушая ленинский принцип добровольного вступления, не принимая во внимание закон обязательной гармонии производственных факторов. По-прежнему не было обеспечено развитие функционировавших и вновь созданных коллективных хозяйств и необходимые для эффективной работы условия.

Все это привело к тому, что производительные силы сельского хозяйства не развивались в должной мере, более того, их эффективность в определенной мере ухудшилась. Производство лишь в самые удачные годы (до 1956 года всего дважды) превзошло довоенный уровень, в другие годы оно было ниже.

Неправильные меры, допущенные ошибки сыграли решающую роль в том, что страна из экспортера сельскохозяйственной продукции примерно на полтора десятилетия превратилась в значительного импортера, так как (в целом при благоприятных природно-климатических условиях) страна оказалась неспособной удовлетворить потребности своих граждан в сельскохозяйственной продукции, прежде всего в зерне. Не удалось выполнить и другую аграрно-политическую цель ВПТ. Не удалось довести до победного конца дело укрепления, развития кооперативного движения, модернизации сельского хозяйства. Перестройка сельского хозяйства главным образом из-за упомянутых выше ошибок пережила два серьезных потрясения. (В 1954 году прекратили существование около 40%, в 1956—1967 гг. — около половины кооперативов, несмотря на то, что в обоих случаях действовали все применяемые правительством тормоза.) Допущенные ошибки ослабили укрепившийся политически и экономически в 1954 году союз рабочего класса и крестьянства. Пошатнулась, более того, оказалась в опасности созданная до 1956 года система диктатуры пролетариата, причем в такой степени, что, как известно, ее восстановление оказалось возможным только при содействии социалистических стран, прежде всего Советского Союза.

Венгерская партия трудящихся, как известно, была распущена, и оставила весьма тяжелое политическое, экономическое и общественное наследие, которое вынуждена была перенять вновь созданная коммунистическая партия — Венгерская социалистическая рабочая партия.

После таких предзнаменований развернулись после 1956 года уже под руководством ВСРП те исторические перемены, которые предполагалось осуществить в начале 50-х годов. Из условий изменился главным образом один основополагающий и весьма сложный фактор — политика. (Это обстоятельство при укрепившейся и попавшей в крепкие руки политической власти оказалось впоследствии решающим.)

Изменившаяся политика по-прежнему придерживалась сформулированных в конце сороковых — начале пятидесятых годов политических целей. В то же время были извлечены соответствующие выводы и из нежелательного опыта. Политическая власть пошла на необходимые компромиссы, пыталась одновременно учесть и перспективные аспекты, и непосредственные, повседневные требования согласования интересов.

Одним из таких требований было упразднение возложенного на крестьян тяжелого бремени — системы обязательных поставок. О важности принятого решения свидетельствует то, что обязательные поставки считались необходимым институтом социалистического строительства, наименее согласованным с крестьянами средством накопления государственных запасов, и были сильнейшим средством сокращения доходов крестьянских хозяйств. Среди мер ВСРП следует отметить также сокращение ряда других обязательств, предоставление льгот, исправление допущенных ранее ошибок, признание важности мелкотоварного сельскохозяйственного производства и всяческая поддержка его развития; все эти меры были приняты в интересах обеспечения условий политической и экономической консолидации. Этому же служило создание условий рентабельного производства, уверенности производителей в будущем, обеспечение других недостающих условий. Эти меры как бы заложили новые основы союза рабочего класса и крестьянства, обеспечили условия бесперебойного производства, и, пожалуй, прежде всего именно этими мерами была начата перегруппировка внутренних общественно-политических сил.

С исторической да и с общественной точки зрения наиболее существенным изменением явилось завершение социалистической перестройки сельского хозяйства, которая — в тесном органичном единстве с подобными устремлениями других строящих социализм стран — была осуществлена в относительно короткий срок (с 1959 до 1962 года, а если учесть, что в период главных сельскохозяйственных работ в организационной работе наступал перерыв, то всего за два года.) В результате же социалистической перестройки, которая прошла три исключительно интенсивных этапа, все венгерское крестьянство — за исключением нескольких процентов — встало на кооперативный путь развития.

Уже первый интенсивный этап коллективизации (в начале 1959 года) завершился большим успехом. Обобществленный производственный сектор имел уже преимущество. Предприятия обрабатывали более 50% пашни. Начавшаяся в октябре 1959 году вторая кампания также закончилась впечатля-

ными результатами: до лета 1960 года в кооперативы вступило еще 328 тысяч семей. Площадь обрабатываемых кооперативом земель увеличилась еще на 2,2 миллиона гектаров. (Этим доля обрабатываемой социалистическим сектором пашни достигла 72%).

За годы социалистической перестройки площадь коллективных хозяйств увеличилась на 5 миллионов кадастровых гектаров пашни. Вновь объединились в кооперативы около 1 миллиона крестьян. Определяющей общественной, организационной и производственной формой аграрного хозяйства стал кооператив.

После завершения перестройки 14% пашни принадлежала государственному, 79,6% — кооперативному сектору. Не считая приусадебных огородов и других дополнительных и вспомогательных форм, крестьяне-единоличники обрабатывали в своих хозяйствах уже только 3,6 процента земли. Социалистический сектор охватывал 93,6% пашни и 93,8% всех земель. После земельной реформы в стране насчитывалось полтора-два миллиона крестьянских хозяйств, эти земельные наделы были сконцентрированы в 4200, с учетом низших форм кооперации — в 4500 кооперативах.

О высокой степени концентрации производства свидетельствовало то, что число государственных и кооперативных хозяйств вместе не достигало 5 тысяч. (Позже эта производственная концентрация еще более усилилась. В конце 1977 года на земельных наделах коллективных хозяйств функционировали всего 141 госхоз, 1425 кооперативов, то есть всего 1566 сельскохозяйственных предприятий.)

По завершении коллективизации изменилась вся общественно-экономическая среда, и этот факт явился определяющим с точки зрения формирования всей аграрной политики. Крестьянство в традиционном смысле слова ушло в прошлое. (В 1962 году в стране насчитывалось всего 145 тысяч крестьян-единоличников, к середине 1968 года их число сократилось до 100 тысяч.) С 1959 по 1962 годы более полумиллиона людей ушли из сельского хозяйства. (За период 1950–1970 гг. из аграрного сектора в другие отрасли народного хозяйства перешло около 1 миллиона трудящихся.) Это означало, что если в 1959 году в сельском хозяйстве было занято 42,5 процента экономически активного населения, то в 1977 году — уже только 19,3 процента.

Вместе с этим промышленность и сельское хозяйство поменялись местами и ролями с точки зрения возможности предоставления работы, приема занятых: если число занятых в промышленности за период 1950—1970 гг. увеличилось с 1 до 2 миллионов, за этот же период в аграрном секторе число занятых с двух миллионов сократилось до 1 миллиона (при расширении занятости в третьем секторе).

Важнейшим фактором с точки зрения изменения экономической среды явилось то, что с крупнохозяйственной перестройкой развитие и модернизация сельского хозяйства превратилось в государственную задачу, вследствие чего

все сельское хозяйство закономерно потребовало нового обращения и управления.

Возникла необходимость в пересмотре традиционного — в прошлом весьма одностороннего — отношения типа изъятие-компенсация. Стало очевидным, что традиционные методы т. н. «пересасывания» могут быть реализованы только одновременно с сознательным обратным движением средств. (Очень скоро выяснилось и то, что современное крупнохозяйственное производство — будучи, как видно из сказанного выше, в растущей степени обремененным отрицательными последствиями нарушенного паритета промышленных и сельскохозяйственных цен (и других ошибок прошлого) — окажется закономерно дороже традиционного крестьянского.)

В такой ситуации будущее развития — в конечном счете крупнопроизводственной системы — в значительной мере зависит от финансовых условий и техники. Важность этих факторов стала тем более очевидной, что с объединением малых хозяйств в кооперативы по существу крупнохозяйственными стали только организационные рамки: ведь члены кооператива в первые годы работали теми же традиционными крестьянскими инструментами, которые и в свое время считались уже устарелыми. (Из-за этого противоречия между производственной формой и производственными средствами временно еще более обострились.) Поэтому модернизация, авансирование эффективности будущего имели определяющее значение.

И, действительно, после завершения перестройки сельского хозяйства развернулся интенсивный инновационный процесс. Финансовым источником этого процесса — при посредничестве государственной системы изъятия и распределения — ввиду отсутствия других фондов стало по сути само сельскохозяйственное производство. Итак, крестьянство само вынесло на своих плечах все тяжести укрепления и модернизации сельского хозяйства. Связано это было с тем, что в 60-е годы сохранилась и даже расширилась система изъятия части доходов. Раскрылись аграрные ножницы, и сельскохозяйственные производительные цены на 25—35% отстали от действительной стоимости общественно необходимых затрат. Созданный в сельском хозяйстве доход поступал не в кооперативные, а в государственные руки и превращался в централизованный источник финансирования экономической стабильности и модернизации.

Этот далеко неидеальный механизм повлек за собой два очевидных последствия. С одной стороны, сыграл определенную роль в том, что доходы крестьян долгое время усгупали доходам рабочих и служащих, с другой — привел к растущей задолженности кооперативов государству. Хотя установилась практика, согласно которой после освоения капиталовложений и завершения строительства объектов значительная часть взятых для строительства кредитов списывалась, долги кооперативов к 1964 году возросли до половины суммы освоенных капиталовложений. Так как с течением времени долги

продолжали расти, незначительная корректировка производительных цен не смогла уже решить проблем, связанных с погашением государственных кредитов, и в 1967 году были повсеместно списаны прежде всего те долги, на погашение которых коллективные хозяйства не имели средств и которые были израсходованы на восполнение производственных мощностей, потерянных в процессе коллективизации крестьянских хозяйств. (О серьезности последней проблемы свидетельствует такой факт: в период 1958—65 гг. около 9/10 всех капиталовложений были израсходованы на замещение выбывших мелкотоварных производительных сил.)

Усилия примерно через десять лет увенчались значительными успехами. Ко второй половине 60-х годов удалось восполнить выбывшие мощности, улучшить наиболее важные условия крупнопроизводственного хозяйствования. В эти годы был создан прочный фундамент современного производства. Удалось достичь заметного прогресса в интеграции крестьянства в общество, в единый коллективный порядок сельскохозяйственного производства. Изменились определяющие элементы общества и экономики, но изменилось и взаимодействие общественных и экономических сил.

Уже в середине семидесятых годов начались такие перемены, которые явились переходом в конце 60-х годов к эпохе подъема, всеобщего улучшения производственного духа и общественного настроения. В 1965 году — тремя годами раньше, чем в других отраслях народного хозяйства, — в сельском хозяйстве началось введение новой системы управления. Были упразднены меры, сковывавшие инициативу руководства и коллективов предприятий. Сократился поток указаний от некомпетентных вышестоящих органов. На более высоком уровне постепенно восстанавливалась нарушенная ранее гармония производственных факторов. И в соответствии со всем этим складывались результаты.

Если среднегодовой прирост сельскохозяйственного производства в 1961—1965 гг. составлял 1,4% (в 1956—1960 гг. — 2,1%), то в 1966—1970 гг. — уже 3%, в 1971—1975 гг. — 3,5%. Во второй половине 70-х годов прирост составлял 4—5%. (Средний показатель 1975—1977 гг. — 4,9%).

Еще большее значение имело то, что с середины — конца 60-х годов при растущем внутреннем потреблении Венгрия из импортера вновь превратилась в экспортера колосовых и другой сельскохозяйственной и животной продукции.

Один из решающих элементов прогресса состоял в том, что по существу после завершения коллективизации постепенно развивалась система заинтересованности, возрастал производительный дух. В качестве первого шага сельскохозяйственные предприятия стали выдавать членам кооперативов в издольную аренду участки земли — часть земель под кукурузу и картофель, и таким образом члены кооперативов непосредственно получали свою долю из общего урожая. Была улучшена хозяйственная база крупнопроизводственного развития. За упразднением значительной части налогов последовало упразд-

нение машинно-тракторных станций, их машинный парк был передан в собственность кооперативов. Были повышены государственные закупочные цены, наряду с определяющего характера государственным изъятием части доходов постепенно кооперативам была предоставлена возможность накапливать фонды для использования по собственному усмотрению.

Важным этапом на пути такого эффективного развития аграрной политики явилось признание кооперативной собственности полноправной с государственной формой социалистической собственности. Развитие кооперативной демократии (включая и коллективное право выбора руководства) высвободило местную энергию, повысилась инициативность членов кооперативов, укрепился инициативный коллектив собственников. (С усилением сознания собственности и производительного духа можно было упразднить и такие излишние формы государственного вмешательства, как, например, обязательный план по севу.)

Совершенствование всей системы управления народным хозяйством в 1968 году высвободило новую творческую энергию. Наделенные равными правами, поддержанные в своих инициативах кооперативы начали осваивать новые формы производства и предпринимательства. Они выступили инициаторами создания вспомогательного побочного производства сельскохозяйственных предприятий. Этим, с одной стороны, удалось использовать еще (или вновь) мобилизуемую рабочую силу села, с другой — стимулированием развития более рентабельных отраслей расширить весьма узкие из-за аграрных ножниц фонды накопления. Начался и — после некоторого зстоя в начале 70-х годов — в конце прошлого десятилетия развернулся полезный и эффективный процесс стимулирования, поддержки приусадебных хозяйств, интеграции их в коллективное хозяйство. Установились системного характера связи между различными формами ведения хозяйства — кооперативами, государственными хозяйствами, приусадебными и вспомогательными хозяйствами. По следам этих связей, более того, их дальнейшим развитием на более высоком уровне были созданы первые технологически замкнутые, в общественно-экономическом отношении открытые т. н. производственные системы, которые в конечном счете превратились в главные факторы по стимулированию динамичного развития всей сельскохозяйственной культуры (отечественной адаптации и распространения самых прогрессивных технологий.)

По существу, по этому же курсу и в этих же условиях сложилась вновь, уже на более высоком уровне, начатая некогда вертикальная интеграция.

Между тем огромный шаг вперед сделали и технические элементы производительных сил. Лишь в качестве примера отмечу, что тяговая мощность на 1000 гектаров сельскохозяйственной площади с 1960 по 1978 год в государственных хозяйствах увеличилась с 425 до 1360 квт, в сельскохозяйственных кооперативах — с 242 до 1420 квт. (Учитывая значение приусадебных хозяйств в снабжении населения, необходимо отметить, что там также наблюдалась подобная динамичность.) Развитие было особенно динамичным в

конце 60-х и в 70-е годы. Машинная тяга, например, в госхозах в 1965—1978 гг. увеличилась в 2,4 раза, в кооперативах — в 2,6 раза, в приусадебных хозяйствах — в 2,7 раза. В 1966—1970 гг. на 1 гектар пашни, садов, огородов и виноградников в госхозах приходилось в среднем 231 кг минеральных удобрений (в активном веществе), в кооперативах — 117 кг; в 70-е годы эти цифры в обоих типах хозяйств значительно превысили 300 кг (в 1978 году в госхозах 362 кг, в кооперативах — 330 кг.)

Со всеобщим улучшением условий стали расти урожаи. Урожаи сельскохозяйственных культур постепенно достигли уровня самых развитых стран, а в самом худшем случае были реально сравнимы с ними. В конце 70-х годов государственные хозяйства собирали 4,6 тонн пшеницы с гектара, кооперативы — 4,3. Средние урожаи кукурузы составляли соответственно 5,4 и 5,5 тонн. (Лучшие хозяйства уже в те времена собирали по 7—8 тонн.) Сахарной свеклы госхозы собирали 37 тонн, кооперативы — почти 34 тонны. (Ко всему этому надо добавить, что более высокие по сравнению с кооперативами урожаи госхозов сопровождались таким нежелательным явлением, как неэффективное использование техники. Ведь следует учесть, что по технической оснащенности госхозы по-прежнему пользовались значительными преимуществами.)

Аграрно-политический баланс, таким образом, в целом весьма положителен. Результаты свидетельствуют о большом успехе, если посмотреть показатели производства и потребления в мировой статистике. Есть, однако, не отражающиеся в этой статистике серьезные проблемы. Несмотря на выдающиеся производственные показатели, венгерское сельское хозяйство все еще работает со значительными производственными издержками. Несмотря на невиданную (за последние 36 лет) засуху 1983 года и начавшееся в 1973 году и непрерывно продолжающееся ухудшение обменных соотношений, сельское хозяйство на ставшем уже привычным уровне сможет обеспечить удовлетворение внутренних потребностей и выполнение договорных международных обязательств. Однако вызванные засухой потери (только колосовых около 2 миллионов тонн) весьма значительны и неблагоприятны с точки зрения финансовых позиций страны и возможностей внутреннего развития производства. Все это может вызвать временные ограничения в доходах, в развитии техники, технологии, химизации, орошения и т. д.

По моему личному мнению, неизменно проявляются важные гарантии сохранения достигнутых результатов и даже их некоторого развития. Таковой является аграрная политика, которая смогла вывести венгерское сельское хозяйство из кризиса и привести его к нынешним успехам. Такой гарантией является политика, которая, признавая не противоречащие коллективным личные интересы, мобилизует всю высвобождающуюся общественную энергию на достижение стратегических целей.



Аграрная политика и защита интересов крестьянства в Венгрии эпохи народно-демократического развития

МАГДА ШОМЛЯИ

Нельзя оставаться крестьянином. Во времена, когда все двери открыты для того, чтобы подняться выше, и у человека есть желание и готовность идти по этому пути, судьба крестьянина низка и недостойна.

Ференц Эрден: «Крестьяне» (1938 г.)

Исторический обзор

Бывшие крепостные крестьяне феодального общества, которые, как правило, могли стать свободными крестьянами, лишь пополняя класс неимущих, будучи беззащитными перед внутренними протоворечиями капиталистического общества, скоро поняли, что защита их прав и интересов в первую очередь — дело их самих.

Устой существовавшего государственного строя и стремление миллионов масс крестьянства улучшить свое нищенское положение впервые привели к столкновениям в Венгрии в последнем десятилетии XIX века. Волнения продолжались и в первые годы XX века. В требованиях крестьян проявлялись две определяющие тенденции. Согласно первой, аграрный вопрос в Венгрии можно решить превращением крупных земельных владений в общественную собственность, в социалистические предприятия. За столь ранним проявлением социалистических черт аграрной политики стояли миллионные массы неимущих сельскохозяйственных пролетариев. Посредником этого решения была для них Венгерская социал-демократическая партия (ВСДП). Согласно второму существовавшему соображению, ликвидировать отсталость сельского хозяйства и решить аграрный вопрос можно и нужно разделом земли, то есть земельной

MAGDA SOMLYAI, Université des Sciences de Budapest, Budapest, Pesti Barnabás u. 1. H-1054

реформой. Сторонники этого решения намеревались прямым путем завершить, довести до конца развитие, начатое освободительной борьбой и революцией 1848 года. В этом решении, несмотря на все более интенсивное разделение на прослойки, было заинтересовано все венгерское крестьянство.

Террор господствующих классов подавил, потопил в крови как аграрно-социалистические, так и буржуазно-демократические выступления. Однако этот кровавый террор не смог погасить, свести на нет в мышлении неимущего крестьянства понимание того, что для больших и малых битв настоящего и будущего, для эффективной защиты интересов нужна организованность и нужны союзники. Эти важные выводы были воплощены в жизнь в январе 1906 года, когда в результате упорной организаторской работы ВСДП и напряженной борьбы беднейшего крестьянства был создан Всевенгерский союз сельскохозяйственных рабочих.

Цель Союза сельскохозяйственных рабочих состояла прежде всего в защите экономических интересов. Организационная структура, принципы, характер и цели союза соответствовали структуре и характеру промышленных, профессиональных союзов. Устав союза был переведен на языки всех народностей, проживавших на территории Венгрии. Союз сельскохозяйственных рабочих, деятельность которого эффективно дополнялась партийной политикой ВСДП, успешно служил классовым устремлениям неимущих слоев крестьянства.

Через несколько месяцев после создания Союза сельскохозяйственных рабочих была образована Венгерская независимая социалистическая крестьянская партия (партия Андраша Л. Ахима), выступавшая за мелкобуржуазное решение аграрного вопроса. Партия Ахима, по сути дела, лишь в определении подлежащих разделу земельных наделов проявляла определенную умеренность — в современном смысле этого слова, поскольку требовала раздела лишь находящихся в частных руках наделов площадью более 10 тысяч кадастровых хольдов. Другие пункты их требований были весьма радикальны: всеобщее, равное и тайное избирательное право, создание системы представительства крестьян, социальное обеспечение земледельцев; и эти лишь самые важные требования. На основе перечисленных требований понятно, что базу партии в массах составляли главным образом неимущие крестьяне.

После убийства руководителя партии Ахима место его партии, служившей защите крестьянских интересов радикальными буржуазными средствами и методами, заняли более умеренные, крестьянско-буржуазные партии. (Символично для трагического венгерского общественного развития начала XX века, что покушение на Ахима совершил тот же Эндре Байчи-Жилински, который под рождество 1944 года пал жертвой разбушевавшегося фашистского террора как один из руководителей движения сопротивления.)

В начале XX века упомянутые выше два пути решения аграрного вопроса не были резко отделены друг от друга, более того, в определенном смысле переплетались. Это было прямым следствием того, что в стране уже начался

процесс становления буржуазного общества, буржуазное развитие уже достигло определенных результатов, которые, однако, однозначно свидетельствовали о том, что развитие это протекает весьма искаженно, деформированно, как в экономическом, так и в политическом смысле.

Многолетние волнения аграрного пролетариата вынудили правительство в 1907 году принять новый закон о хозяйственной прислуге. Этот закон упразднил жестокую эксплуатацию и телесное наказание. И хозяин, и прислуга были обязаны строго выполнять условия хозяйственного трудового договора. Однако для сельскохозяйственных наемных рабочих, батраков, этот закон остался на бумаге. Дело в том, что хозяин, землевладелец мог прибегнуть к услугам жандармерии, чтобы заставить батрака служить своим интересам, однако во всей стране не было ни одного такого форума, который выслушал бы справедливую жалобу неимущих. Изменение этого положения без изменения существовавших общественных отношений было немыслимо.

В конце первой мировой войны были предприняты две попытки изменить эти отношения, но при внутренних и международных условиях того времени обе попытки потерпели провал. Буржуазно-демократическая революция осени 1918 года отсутствием необходимого радикализма оттолкнула от себя крестьянство. Пришедшая ей на смену Советская республика требованием далекой от большинства крестьян мгновенной социализации пришла, по существу, к такому же результату.

При контрреволюционном режиме, пришедшем к власти после подавления Венгерской Советской Республики, не могло быть и речи о защите интересов и прав крестьянства — ни со стороны власти, ни со стороны официально разрешенной властью бедной оппозиции. Особенно справедливо это утверждение для 20-х годов. Власть или подкупала оппозицию, или заставляла ее уходить в подполье. Результатом всего этого явилось невообразимое бесправие и нищета трудового крестьянства. В этой ситуации крестьянство, которое 20—30 лет назад, в период аграрно-социалистических волнений, своими выступлениями пошатнуло устои существовавшего строя, за исключением нескольких нерешительных попыток молча терпело эксплуатацию бесчеловечного режима, по сути дела, приговорив себя к смерти. Вместо бунта крестьяне ушли в себя, крестьянские семьи воспитывали по одному ребенку, чтобы не делить земельные наделы, многие объединялись в секты.

В период экономического кризиса революционный порыв рабочего класса захватил с собой и часть крестьянства. Власть была вынуждена пойти на определенные уступки и несколько расширить возможности политических выступлений. В 30-е годы в рядах венгерских прогрессивных кругов существенно проявились взгляды относительно решения аграрного вопроса, возможностей решения проблем крестьянства. Ко второй половине десятилетия — благодаря главным образом деятельности «народных писателей» по изучению села — коммунисты, социал-демократы, представители партии мелких сельских хозяев

и сторонники движения «народных писателей» пришли к единой позиции в вопросе о том, что наилучшим образом интересам неимущих крестьян может послужить раздел крупных имений, то есть земельная реформа. Расхождения были в том, насколько радикальной должна быть эта реформа. Спорным был и вопрос о том, какой класс должен стать ведущим после необходимой смены государственного строя — рабочий класс или крестьянство?

Защита интересов крестьянства в период коалиции (1945—1949)

Начавшееся после освобождения от фашизма демократическое преобразование страны, создание новых органов власти в совершенно новой форме выдвинуло на повестку дня вопрос защиты интересов крестьянства. Стало ясно, что это один из ключевых вопросов демократического развития страны. Крестьянство поверит в демократический характер нашего развития лишь тогда, если удастся решить две связанные друг с другом задачи: наделить сотни тысяч неимущих земель и сделать исторически подавленное крестьянство соучастником власти.

Эти две задачи одновременно провели черту между буржуазными и трудовыми слоями крестьянства. Дело в том, что зажиточное крестьянство было заинтересовано лишь в умеренном решении обеих задач, а беднейшие слои крестьянства — в применении радикальных методов. Эти два устремления выразились в острой политической борьбе.

Интересы буржуазного направления представляла прежде всего Независимая партия мелких сельских хозяев. За радикальное, народно-демократическое развитие наиболее последовательно выступала Венгерская коммунистическая партия (ВКП). Настоящим союзником коммунистов в этой борьбе была Национальная крестьянская партия (НКП). Политические колебания социал-демократов, их неуверенность относительно характера послевоенного развития проявились и в политике по крестьянскому вопросу.

ВКП при поддержке НКП, наряду с разделом земли, созданием крестьянских организаций пыталась утвердить результаты земельной реформы, действовать более активному включению «плебейского крыла» крестьянства в политическую жизнь. Активизация трудящихся классов в политической жизни началась уже до образования правительства, в спонтанную эпоху демократизации. Бывшие члены Союза сельскохозяйственных рабочих также включились в политическую жизнь на местах и своим участием поддерживали радикальные устремления коммунистов. Союз не прекратил своего существования и в период между двумя мировыми войнами, однако существенных результатов добиться не смог. Но своим существованием Союз поддерживал у неимущих веру в более светлое будущее. Члены Союза и все, на кого распространялось его

политическое влияние, от этой веры с самых первых дней свободной жизни были дееспособными.

В качестве юридического преемника Всевенгерского союза сельскохозяйственных рабочих в мае 1945 года был создан Всевенгерский союз сельскохозяйственных рабочих и мелких землевладельцев (венгерское сокращение — ФЕКОС). Новой чертой его работы было прежде всего то, что Союз попытался сплотить неимущих сельскохозяйственных рабочих с мелкими землевладельцами. Это объединение оправдывалось не только существующим между двумя группами тождеством интересов, но и тем, что значительная часть мелких землевладельцев, будучи ранее неимущими, состояла в Союзе сельскохозяйственных рабочих. Естественно, что, став владельцами земельных наделов, они хотели сохранить за собой членство. Очевидным было и то, что эти мелкие землевладельцы были наиболее естественными союзниками тех, кто и после земельной реформы остался безземельным по той простой причине, что обработка предоставленного им земельного надела не требовала привлечения чужой рабочей силы. По данным 1948 года, ФЕКОС объединял в своих рядах 192 тысячи сельскохозяйственных рабочих, 160 тысяч новых мелких землевладельцев и 90 тысяч старых, которые и до земельной реформы имели свой клочок земли.

ФЕКОС в момент своего образования подчеркнул, что в своей деятельности не выступает за политические цели: целью своей считает выступление за материальное благополучие крестьянства, в отличие от тех, как говорилось в программном документе, «... кто не желает материального подъема бедняков и все богатства желает присвоить себе». В соответствии с этим члены Союза — хотя самым сильным влиянием в союзе располагала коммунистическая партия — могли принадлежать к любой демократической партии и, естественно, могли быть и беспартийными.

Так как ФЕКОС был создан на коалиционной основе под знаком идеи национального единства, не только среди членов, но и в руководстве Союза можно было найти, хотя и не в равной мере, коммунистов, социал-демократов, представителей крестьянской партии, более того, средних и бедных крестьян из партии мелких сельских хозяйств, особенно в первое время. Среди целей Союза фигурировали достижение как можно более благоприятной оплаты труда, требование материального обеспечения по болезни, старости, введение прогрессивного налогообложения и повышение уровня снабжения промышленными товарами, создание возможностей учебы для детей крестьян.

В процессе борьбы за сохранение и укрепление результатов земельной реформы казалось, что новым земельным хозяевам, мелким землевладельцам надо создать свою организацию, подготовленную для решения специфических проблем этой прослойки. Делегаты от наделенного землей крестьянства в сентябре 1946 года создали Всевенгерский союз новых землевладельцев и наделенных земель (венгерское сокращение — УФОС). УФОС обеспечивал

юридическими советами и правовой защитой тех новых хозяев, которые судились за возвращение отобранной у них земли, пытался помочь в обеспечении крестьян тягой и инструментом, требовал скорейшего введения земельного учета на розданные земельные наделы, видя в земельном учете гарантию того, что удастся таким образом покончить, наконец, с непрекращающимися попытками бывших земельных магнатов вернуть через суд свои земельные владения.

Среди целей создания УФОС весьма важное место занимало достижение как можно более высокой организованности новых хозяев, причем в рамках боевых организаций народной демократии. Дело в том, что те, кто не был охвачен организационными формами УФОС, поневоле укрепляли Независимую партию мелких сельских хозяев. Руководство коммунистической партии намеревалось предотвратить, избежать этого. Всего в стране насчитывалось 600 тысяч новых хозяев, а в УФОС вступило 160 тысяч, что было явно недостаточно. Опасения подтвердились на выборах осенью 1945 года. Значительная часть новых хозяев, поддавшись мелкособственническим иллюзиям, проголосовала за партию мелких сельских хозяев. Однако 400 тысяч новых членов УФОС уже свидетельствовали о том, что партия мелких сельских хозяев разочаровала своих сторонников, не оправдала возлагаемых на нее надежд, так как в обострившейся борьбе за розданные земельные наделы выступила на стороне зажиточных крестьян.

Еще в 1945 году был реорганизован как орган защиты интересов крестьянства -- в качестве юридического преемника существовавшей во время войны массовой организации партии мелких сельских хозяев Венгерской крестьянской федерации -- Крестьянский союз. Во время реорганизации в 1945 году руководители Союза особо подчеркнули, что организация намерена стать органом защиты интересов всего крестьянства. В деятельности Союза в то же время со всей очевидностью ощущалось влияние Независимой партии мелких сельских хозяев и защита интересов работодателей. Здесь необходимо заметить, что в 1945 году при пересмотре старых трудовых договоров и прав было выдвинуто немало требований, в которых не учитывалось экономическое и политическое положение страны.

Независимая партия мелких сельских хозяев, поставив в центр политики Крестьянского союза создание крестьянского «единства интересов», опиралась на реальные, существующие, но отрицательного происхождения и воздействия факторы, а именно на то, что разрушенная войной страна еще долгое время не сможет помочь крестьянству самостоятельно встать на ноги. Этот факт будет оказывать гнетущее воздействие на все прослойки крестьян, хотя и не в равной мере. Независимая партия мелких сельских хозяев, поскольку в практически неизменной объективной ситуации намеревалась использовать сложившуюся обстановку в исторически отжившей себя форме для собственных корыстных

целей, проявила себя как реакционная политическая сила. Подтверждением этому явилась объявленная осенью 1945 года крестьянская забастовка.

Если в 1946 году, смирившись с реальной обстановкой, коммунистическая партия проводила политическую работу среди отдельных прослоек, то в 1948 году партия стремилась к централизации. Такое направление целей, содержания и форм работы нельзя, естественно, рассматривать оторванно от деструктивных устремлений партии мелких сельских хозяев. Однако и коммунистическая партия повинна в том, что в своих вполне определенных и решительных централизационных устремлениях оставила без внимания реальную обстановку на селе. Решения, которые форсировала партия, были и в принципиальном, и в практическом отношении поспешными, преждевременными и необоснованными.

Это же характерно для периода после объединения двух рабочих партий, когда центральное (узкое) руководство Венгерской партии трудящихся (ВПТ) начало смешивать исторически возможное и необходимое с тем, что лишь партия хотела видеть возможным и необходимым. Партия вместо разработки настоящей крестьянской политики довольствовалась чисто тактическим приемом: политических противников, к тому времени уже скорее лишь противников по дискуссии, исключала из политической жизни. Хотя эта тактика и удалась, данный шаг усложнил решение крестьянского вопроса и все развитие в стране. К тому же этот тактический прием вынудил всю страну пережить тяжкие дни и месяцы, значительно тяжелее тех, которые закономерно связаны с преобразованием подобного рода.

Узкое руководство ВПТ осенью 1948 года приговорило к «забвению» обе крестьянские партии: и бывшего союзника — Национальную крестьянскую партию, и представлявшую противоположный политический полюс Независимую партию мелких сельских хозяев. И все это произошло в тот момент, когда партия мелких сельских хозяев очистила свои ряды от реакционных, политически сомнительных лиц и выразила готовность признать руководящую роль рабочего класса, а также то, что создание крупных сельскохозяйственных предприятий, хозяйств — единственный путь положительного решения судьбы крестьянства, заявив, что готова принять активное участие в этом развитии. В крестьянской партии эти положения и ранее не вызывали сомнения. В практическом решении указанных задач в политическом курсе обеих партий были такие положения, которые не совпадали с линией ВПТ — партии, которая, в сущности, не располагала опытом крестьянской политики, вернее, не совпадали с намерением узкого руководства ВПТ.

Членов двух, по существу, прекративших свое существование партий ВПТ намеревалась сплотить в функционирующие под руководством ВПТ массовые сельские организации. Такой мерой партия хотела создать организационные условия для осуществления контроля и подчинения партийной дисциплине экономических и политических устремлений на селе. В интересах решения этой

задачи в декабре 1948 года состоялось объединение УФОС и ФЕКОС. Так была создана Всевенгерская организация земледельцев (венгерское сокращение — ДЕФОС).

Планы по представительству и защите интересов крестьянства, которые уже при объединении двух организаций выглядели весьма однобоко, в действительности еще более сузились. Заведомо запланированное, но недостигнутое на выборах 60%-ное большинство ВПТ в новой организации вызвало значительную смену руководящих кадров на местах и в центральных органах. Эти изменения были осуществлены в первые месяцы 1949 года. В отличие от первоначальных планов, согласно которым ДЕФОС считал своей первостепенной задачей организационное объединение и защиту интересов крестьян-середняков, — наряду, естественно, с защитой интересов беднейшего крестьянства и сельскохозяйственных пролетариев, — ДЕФОС провозгласил себя только организацией последних. Для обеспечения руководящей роли рабочего класса в организациях ДЕФОС были созданы рабочие секции. Все это отняло у большинства крестьян желание участвовать в политической жизни, многие выражали тревогу относительно будущего.

Характер, облик ДЕФОС под воздействием многократных принципиальных и организационных изменений полностью сдвинулись в направлении профсоюзной деятельности. Функции ДЕФОС на местах исчерпывались участием в трудоустройстве, распределении рабочей силы. Целесообразно было преобразовать ДЕФОС в профсоюз работников сельского хозяйства. В январе 1952 года это формально было осуществлено, и был образован МЕДОС — профсоюз трудящихся сельского и лесного хозяйства. Принимая во внимание, что в указанный период работа профсоюзов характеризовалась исключительно исполнением указаний центральных органов, крестьянство осталось, по сути дела, без органа защиты интересов или же могло надеяться на защиту своих интересов исключительно сверху.

Интересы крестьянства и их защита в годы становления и укрепления сельскохозяйственных кооперативов

Радикальная земельная реформа открыла перед сотнями тысяч неимущих возможность материального подъема. Большинство новых хозяев ценой колоссальных трудностей закрепилось на выделенной им земле. Однако бедные крестьяне из-за целого ряда хозяйственных трудностей не могли рассчитывать на значительное изменение образа жизни, улучшение жизненных условий. Положение крестьян, которые и после земельной реформы остались безземельными, продолжало ухудшаться, ибо рабочих мест было еще меньше, чем до войны. Сохранившиеся после земельной реформы старые и появившиеся новые

проблемы крестьян, государственная проблема интенсификации, наращивания сельскохозяйственного производства могли быть решены только одним путем — переходом к кооперативной крупнопроизводственной системе ведения хозяйства.

В Венгрии развитие кооперативного движения началось в 1949 году. В начальный период образования коллективных хозяйств кооперативная политика слишком упрощенно расценивала положение. Официальная политика считала, что с подписанием заявления о вступлении в кооператив все будет упорно, с большим старанием трудиться, невзирая на то, служащие они или члены кооператива. В первые годы социалистической перестройки не было решено даже социальное обеспечение, общественное страхование членов кооператива. Практика показала, что положение крестьян в кооперативе никак нельзя считать простым и что упорядочение этого положения протекает отнюдь не автоматически. В условиях двойного положения результатов можно добиться только кооперативной демократией и применением правил современной организации производства. Однако из-за полностью централизованной, планово-распорядительной системы ведения хозяйства осуществить эти меры было невозможно.

Изъятие производимой в сельском хозяйстве новой стоимости приняло такие масштабы, что большинство кооперативных хозяйств из собственных доходов не могло реализовать даже простое воспроизводство. Такое пренебрежение интересами крестьянства привели к тяжелому положению, причем не только для крестьянства. Сказалось это на положении всей страны. Приведем единственный факт: в 1949—1953 гг. крестьяне, которые из-за увеличившегося хозяйственного бремени и политического давления устраивались на работу в промышленности, предложили для сдачи государству более полутора миллиона хольдов пахотных земель. (Для сравнения: в процессе осуществления земельной реформы было роздано 3 258 738 хольдов, то есть 35,4% пригодных для обработки земель страны.) Эта предложенная для сдачи земля так и осталась необработанной, ибо государственные хозяйства и сельскохозяйственные кооперативы из-за нехватки людей и неудовлетворительного состояния техники и инвентаря не могли ее обработать; недовольство, вызванное принудительным размежеванием земель, неуверенность крестьян в завтрашнем дне, катастрофическое падение производственного настроения и предпринимательского духа — все эти факторы способствовали дальнейшему увеличению площади залежных земель. Последнее, естественно, не оставалось вопросом чисто хозяйственного порядка. Положение, сложившееся в сельском хозяйстве, стало одной из принципиальных причин глубокого политического кризиса, потрясшего страну в 1953—56 гг.

Аграрная политика составляла исключительно важный элемент консолидации. Новое партийное и государственное руководство тотчас же приняло меры для того, чтобы хоть в какой-то мере сократить тяжелое бремя,

возложенное на сельскохозяйственное производство. Главная цель по-прежнему состояла в создании крупных социалистических предприятий, но этот вопрос вновь был выдвинут на повестку дня лишь в конце десятилетия. К этому времени в Центральной и Восточной Европе, во всяком случае в большинстве стран этой части европейского континента, поняли, что индивидуальное ведение хозяйства здесь не имеет будущего. Адаптацию венгерскими крестьянами этого положения облегчило то, что Венгерская социалистическая рабочая партия (ВСРП) приняла несколько таких мер, в которых нашел выражение учет отношения их интересов.

Обязательной стала уплата земельной ренты. Общественное страхование — пенсионное обеспечение, пособие по старости, больничное пособие — было распространено и на членов кооперативов. При определении размеров этих пособий для членов кооперативов реализовать те же принципы, что и у рабочих и служащих, удалось лишь очень медленно и постепенно. Крестьяне отдельных сел, как правило, вместе принимали решение о создании кооператива, однако руководящие органы не настаивали на принципе «одно село — один кооператив». Благоприятное воздействие оказало и другое нововведение: крестьяне сами могли выбирать своих руководителей. Тотчас же учесть все интересы было невозможно, но быстрое и успешное завершение коллективизации свидетельствует о том, что были выбраны правильные приоритеты.

В течение последовавшего за завершением коллективизации десятилетия отношения государства и сельскохозяйственных кооперативов претерпели значительные изменения. Аграрная политика стремилась согласовать возможности с потребностями. Кооперативы были освобождены от уплаты значительной части прежних долгов. Государство повысило закупочные цены. Был расширен круг деятельности кооперативов. Следует особо выделить признание интересов крестьянства, изменения в личных доходах членов кооперативов и меры, стимулирующие развитие приусадебных хозяйств.

Толчком к устранению системы трудодней послужили решения сентябрьского 1953 года пленума Центрального Комитета Коммунистической партии Советского Союза. Суть венгерских перемен, окончательно закрепленных законом, принятым в 1967 году, состояла в том, что личный доход члена кооператива складывался из двух частей: из выплачиваемой в деньгах заработной платы и негарантируемой, зависящей от чистого дохода кооператива выплаты. Принципиальное значение нововведения состояло в том, что в нем нашел отражение такой факт, как член кооператива — труженик и хозяин кооператива.

В период после 1957 года правовые нормы, в отличие от прежней практики, пытались стимулировать ведение приусадебного хозяйства. В этом нашло выражение понимание того, что коллективное и личное хозяйство члена кооператива составляют органичное единство и между ними складывается здоровое разделение труда. Приусадебное хозяйство — хороший источник

доходов для крестьянина, здесь производятся важные для народного хозяйства продукты, выпуск которых в другой форме был бы нерентабельным.

Как в регулировании доходов, так и в решении вопроса о приусадебных хозяйствах институционно была признана уже применявшаяся на селе и испытанная практика. Бережное отношение к опыту, правильный учет реальной обстановки показали, что и самые лучшие постановления стоят столько, сколько можно из них осуществить путем столкновения, часто упорной борьбы разных интересов.

Для успешной защиты интересов сельского хозяйства, кооперативного крестьянства в этой упорной борьбе, в 1967 году, на Первом всевенгерском съезде сельскохозяйственных кооперативов по инициативе ВСРП был создан Всевенгерский совет сельскохозяйственных кооперативов (венгерское сокращение ТОТ). После этого были образованы и территориальные союзы. Принципы работы всевенгерских и местных органов защиты интересов кооперативов можно обобщить следующим образом: нет принуждения в защите интересов, каждый кооператив направлением своего делегата принимает участие в работе и управлении местного территориального органа. Кооперативы-члены не подчинены своему Союзу. Союз не решает ведомственных задач, он проводит общественную, хозяйственную работу в интересах кооперативов и предоставляет различные услуги. В 1967 году еще не были сформулированы задачи, вытекающие из защиты интересов молодежи, женщин, пенсионеров, работников физического труда, специалистов, это было сделано лишь в 1977 году.

В результате принятых в конце 60-х годов новых постановлений как во внутренней жизни кооперативов, так и в значении и месте кооперативов в народном хозяйстве произошли существенные перемены. Истекшие полтора десятилетия, хотя и не были лишены споров и просчетов, однозначно доказали преимущество социалистической системы коллективного ведения хозяйства. Повысились урожаи, укрепилась демократия в кооперативах. Годы показали, что таких результатов можно добиться только при условии постоянного учета интересов крестьянства. С учетом же этих интересов удалось достичь того (для этого имелись и «желание, и возможность»), чтобы потомки бывших неимущих не были более носителями «недостойной и низкой судьбы»: ведь крестьянин сегодня уже и не крестьянин вовсе.

К вопросу о преобразовании кооперативного хозяйства и крестьянства

ШАНДОР ОРБАН

В Венгрии аграрная историография и социография села обладают богатыми традициями. По всей вероятности, эти традиции «повинны» в том, что общественные науки и поныне весьма остро реагируют на перемены, происшедшие в жизни венгерского села после освобождения страны от фашизма в результате демократического преобразования аграрного хозяйства и социалистической перестройки сельскохозяйственного производства. Сегодня главным, определяющим фактором этого интереса со стороны общественных наук является осознанность миссии отечественной марксистской общественной науки, состоящей не просто в объяснении явлений, вещей, но и в преобразовании их. И по мере того, как большой, всемирный успех социалистической перестройки укрепляет оптимизм нашей науки, от последней можно ожидать все более весомых результатов. Условия для этого налицо, ибо помимо определенности сущностного констатирования завершенности аграрного социалистического преобразования в оценке определенных воздействий перемен в Венгрии пока не сложилось какой-то однозначной, определяющей деятельность науки позиции. В то же время политическое руководство не только проявляет интерес к результатам научных исследований, но и стимулирует эти исследования, использует их в соответствии с политическими целями. Я хотел бы остановиться не на завершенных результатах одного конкретного исследования, а на генезисе позиций, по-разному трактующих главные черты социалистического развития аграрного хозяйства и особенно крестьянства.

С массовым переводом сельского хозяйства на кооперативную основу в Венгрии во всех отраслях народного хозяйства (в сельском хозяйстве 3% земель остались в частной собственности) закончилось создание социалистических производственных отношений. Это, как известно, означает, что закончилось закладывание основ социализма, за которым затем следует дальнейшее развитие этой общественной формации. Такое правильное, но слишком общее определение не исключило необходимости в объяснении явлений процесса

SÁNDOR ORBÁN, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise Budapest, Uri u. 53. 1014

преобразования, протекающего в сельском хозяйстве, в отношениях крестьянства. В этой достаточно широкой гамме трактовок и объяснений многие еще считали концентрацию крестьянских хозяйств путем объединения или кооперации каким-то новым вариантом отделения труда и собственности, другие лишь государственную собственность считали «последовательной» социалистической и намеревались в соответствии с этим формировать ближайшее будущее кооперативов. Последней позиции родственна неправильная оценка значения приусадебных вспомогательных хозяйств, которая временами давала почву для их ограничения. Согласно этим взглядам, социалистический характер объединившегося в кооперативы «единого класса крестьян» может развернуться только со всеобщим распространением более развитой формы социалистической собственности и, естественно, с упразднением «консервирующих старые черты крестьянства» приусадебных хозяйств.

Такие трактовки, особенно если вспомнить прежние отжившие модели, были отнюдь не без предзнаменований и оснований. Возникла острая необходимость в том, чтобы X и XI съезды ВСРП подчеркнули: «Кооперативная и государственная собственность имеют однородный характер, представляют собой социалистическую собственность одного типа». Подобным же образом было констатировано, что страна еще долгое время будет нуждаться во вспомогательных приусадебных хозяйствах.

Подобная оценка места и значения кооперативной собственности и приусадебного хозяйства полностью совпадала с интересами более прямого развития сельскохозяйственных производительных сил и производства. Смена средств, которая в сельском хозяйстве в последние десятилетия проявилась в переходе от традиционных мелких хозяйств к крупным, от традиционных крупных хозяйств к производству на промышленной основе, вызвала необходимость в значительных переменах, но отнюдь не в кооперативной форме собственности, а в пользовании собственностью, в масштабах производства. Кооперативная собственность на землю с 1967 года укрепилась. (Около 50% земельной собственности членов кооперативов перешло в кооперативную собственность, и только большая часть другой половины осталась в собственности членов кооперативов, меньшая перешла в собственность государства.) О прогрессирующей концентрации производства свидетельствует, с одной стороны, рост угодий, достигаемый путем объединения кооперативов (после завершения социалистической перестройки насчитывалось 4 200 кооперативов со средней площадью земель 900 гектаров, к 1980 году 1338 кооперативов имели в среднем по 3961 гектару земли), с другой — рост основных фондов (за семь лет после 1968 года в два с половиной раза.) С другой стороны, о более развитой форме этого процесса свидетельствуют сотни коопераций (горизонтальных и вертикальных), действующие в качестве самостоятельных юридических лиц межкооперативные производственные объединения.

Этот процесс не оставил без изменений и приусадебные хозяйства, постепенно интегрируя их в крупнохозяйственное производство. Именно благодаря этому вклад приусадебных хозяйств в создание производственной стоимости в два раза превышает приходящуюся на них долю земли, и именно поэтому эти традиционные крестьянские хозяйства превратились в ориентированные на рынок современные формы предпринимательства.

В сельском хозяйстве в рамках социалистических производственных отношений о гармонии между производственными рамками и производительными силами наиболее красноречиво свидетельствуют достигнутые производственные успехи. (В понятие производительных сил входит, естественно, множество способствующих размножению и защите химических веществ и такие биологические процессы, как смена пород и сортов, выведение новых сортов, гибридизация.) Сегодня на гораздо меньшей площади, чем три-четыре десятка лет назад, примерно 40% прежнего аграрного населения почти удвоило производство. Причем подавляющую часть этого производства (2/3) дают сельскохозяйственные кооперативы и приусадебные хозяйства, а остальную часть в равной мере обеспечивают государственные хозяйства, более простые формы кооперации и индивидуальные хозяйства. Таким образом, основанное на кооперативной системе венгерское сельское хозяйство, хотя по ряду показателей не достигло еще уровня даже Чехословакии или ГДР (количество тракторов на единицу площади, внесение удобрений и т.д.), по таким показателям, как производство зерновых и мяса на душу населения или единицу площади, входит в число первых аграрных держав мира. Другой вопрос, что достигнутое огромными затратами средств и техники развитие, если рассматривать вековую тенденцию развития, восстановило прерванный длительным стагнированием тренд, и именно поэтому и по целому ряду других причин в будущем надо считаться с определенными пределами развития.

Самым важным и главнейшим фактором, смыслом последовавшего за социалистической перестройкой быстрого развития сельского хозяйства является человек, в более узком смысле слова — работник сельскохозяйственно-го кооператива, который в изменившихся производственных условиях усвоил, эксплуатирует процессы и средства промышленного производства и под воздействием этой новизны и сам меняется и развивается.

В отдельных социалистических странах неодинаково оценивают не только масштабы, но и тенденцию преобразования и развития. Достаточно сослаться на взгляды, носители которых в качестве завоевания социализма расценивают создание единого крестьянского класса. В то же время в странах, где социалистический сектор сельского хозяйства находится в меньшинстве, поговаривают о ликвидации крестьянства как класса.

В Венгрии различия имеются разве что в оценке степени перестройки, в оценке же тенденций характерно полное единогласие. Не вызывает сомнения, что крестьянство, вернее категория работников кооперативов, сократилась не

только в количественном отношении (в 1980 году число экономически активных работников в 600 тысяч — 12%) и составляет меньшинство в структуре населения сел; изменилось общественное качество крестьянства и его отношение к другим общественным группам. Наряду и помимо определяющих положение крестьянства новых отношений собственности и производства на промышленной основе, известны такие факторы этих изменений, как перемена в характере труда (его качестве, количестве, ритме), всеобщее распространение новых форм и уровня распределения, оплаты труда и потребления, общественная афинитивность, связанная с 40%-ной сменой поколений (вступление поколений, не знавших ранее самостоятельного ведения хозяйства), с появлением «смешанных» семей, состоящих из представителей крестьян, рабочих и интеллигенции. Эти и другие факторы (например, получающее все более широкое распространение в ущерб членству в кооперативах трудовое отношение работодатель — служащий) все более сближают крестьян с другими общественными группами. Таким образом, постановка вопроса о том, согласуется ли развертывающееся под воздействием массовой перестройки сельского хозяйства и социалистического крупнопроизводственного развития качественное преобразование с превращением этой общественной группы в какой-то единый класс социалистического крестьянства, потеряла актуальность.

Для того чтобы подтвердить неактуальность вопроса и отрицательный ответ на него, надо указать на регистрирующие этот процесс преобразования документы политического руководства. Если последовавший сразу же за перестройкой сельского хозяйства VIII съезд ВСРП приветствует в качестве значительного достижения появление «единого социалистического кооперативного крестьянства», более того, «крестьянского класса», позже эта формулировка постепенно оттесняется. Вместо нее десять лет спустя на X съезде ВСРП уже принимается документ о «сокращении существующих различий классового характера и происхождения», о кооперативном крестьянстве, сближающемся с рабочим классом не только в «условиях труда и жизни», но и «во взглядах». Еще дальше зашел в этом вопросе последний, XII съезд ВСРП, отметив сближающее крестьянство с рабочим классом влияние перемен «в характере труда, распределения и образа жизни», а также то, что такие перемены и в будущем необходимо всячески поощрять.

В этих решениях, естественно, отражается не только внесение ясности в понятия и определения, но и то, что партия не упускала из виду процесс преобразования. Более двух десятилетий назад понятие единого класса крестьян было еще абсолютно правильным и справедливым, не только по причине ликвидации классового по характеру расчленения объединившегося в кооперативы крестьянства, но и потому, что было бы нецелесообразно (как это было и в начале 50-х годов) апеллировать на такую расчлененность и вызывать, порождать противоречия тогда, когда самой важной задачей было укрепление кооперативов, развертывание коллективного труда. Однако позже пришлось

ощутить, что вновь складывающиеся отношения и характерные особенности данной динамично развивающейся общественной группы — особенности некрестьянского характера, ибо в новой конкретной системе разделения труда место этой общественной группы в соответствии с характером труда, расчленение нового типа — все это сближает крестьянство с рабочим классом. Старая формулировка уже мешала, более того, возникла необходимость в констатации нового процесса и определении его в качестве желательного пути дальнейшего развития. Все это тем более оправдано, что модель социалистического общества будущего, хотя полностью еще невыясненная, по всей вероятности, наряду с общественными противоречиями, потребует устранения различий классового характера с тем, чтобы интегрировать различные группы в единое, следующее идее бесклассового общества общество трудящихся. Этим раз и навсегда прекратит свое существование крестьянство, а вместе с ним исчезнет и исторически сложившееся оскорбительное значение слова «крестьянин» (по-венгерски — «параст» — «мужик»).

Справедливо возникает, однако, вопрос: только ли в этом желательном направлении происходит преобразование бывшего крестьянства. Такой вопрос порождают и те документы XII-го съезда партии, которые по праву указывают на границы такого преобразования и связанные с ним нежелательные явления. В документах съезда констатируется, что, хотя условия жизни кооперативного крестьянства и проживающих в селах рабочих и схожи, образ жизни и тех, и других существенно отличается от условий жизни городских рабочих. На нежелательные явления указано в более общей форме в виде таких требований, как «выступление против мещанского понимания смысла жизни, зависти, незаконного приобретения льгот и т. д.».

Задача научных исследований состоит не в том, чтобы преувеличить опасность, а в том, чтобы попытаться раскрыть общественно-исторические корни явления. Для этого, если мы и не будем исходить из недостаточности капиталистического распада венгерского крестьянства, необходимо вернуться к ситуации, сложившейся после земельной реформы 1945 года, которая временно оттянула этот распад. В последующий период (то есть начиная с 1949—50 гг.) не только ускорился процесс превращения части крестьян в рабочих, служащих и интеллигенцию; весьма широкой оказалась и общественная палитра тех, кто остался на селе. Конечно, эту палитру ни в условиях, ни в результатах нельзя сравнивать с картиной капиталистического распада крестьянства. Вместо аграрного пролетария в капиталистическом смысле слова здесь может идти речь разве что о занятых в различных секторах социалистического сельского хозяйства рабочих. Даже в частном секторе практически не было предпринимательства капиталистического типа. Вместо него можно говорить о трудовом типе предпринимательства в кооперативной сфере. Однако необходимо отметить, что — отчасти из-за слабостей кооперативной демократии — предпринимательство последнего типа отнюдь не получило желательного размаха.

Поэтому предпринимательское поведение и деятельность проявились главным образом во «второй» сфере (например, в приусадебном хозяйстве) или получили ограниченные возможности в таких дополнительных формах деятельности, которые не столько по содержанию, сколько скорее по форме напоминают мелкое капиталистическое предпринимательство.

Таким образом, мы близки к истине, когда наряду с главным историческим направлением общественного преобразования крестьянства регистрируем и такие явления, которые характерны скорее для прежних общественных формаций или смены формаций, но в каком-то запоздалом, бледном издании появляются и у нас. Все это тем более вероятно, поскольку протекающий в настоящее время процесс преобразования для широких масс крестьянства означает материальный подъем, процветание, то есть дает такие впечатления, которые на прежнем этапе исторического развития были абсолютно незнакомы крестьянам. Все это вместе напоминает какое-то «пост-мелкобуржуазное» развитие, хотя возможно это выражение неточно и с точки зрения объективных условий социализма парадоксально. Этот, кстати, отживший себя исторический и общественный процесс традиционно и органически близок крестьянству не только на основе проявляющейся, несмотря на историческую прерванность, непрерывности развития и инерционных сил. Этому способствует, наряду с общественной силой проживающего на селе рабочего класса и предоставляемой им модели жизненного уклада, вернее с неудовлетворительным развитием этих факторов, о котором говорилось выше, еще и отсутствие истинной буржуазии.

Сопровождающее рассмотренный выше исторический процесс общественного преобразования крестьянства явление — определенное «пост-мелкобуржуазное» развитие — не только нельзя считать невероятным: это явление само по себе трудно осудить. Уже хотя бы потому, что, по сравнению с прежним положением, это развитие указывает на узкую тропу распада крестьянства. Нельзя утверждать, что этот путь ведет к образованию компактного, статистически описуемого слоя. Однако с явлением необходимо считаться, ибо, хотя суммарно такое движение вперед исторически отжило себя, разумной политикой оно может быть охвачено и перенесено в процесс преобразования, развивающийся в положительном направлении. Но считаться с этим явлением надо еще и потому, что так можно лучше и легче уточнить и очертить как ускоряющие, так и замедляющие факторы общественного преобразования крестьянства. (Лишь примера ради стоит указать на то, что этот процесс ощущается в первую очередь не у тех стариков, пенсионеров, которые более всего сохраняют крестьянские традиции.)

В завершение хотелось бы отметить, что даже протекающее по желательному пути общественное преобразование крестьянства само по себе выдвигает целый ряд других проблем. Прежде всего это проблемы, касающиеся крестьянской политики, особенно политики союза рабочего класса и крестьянства. Эта политика до настоящего времени, если и принимала во внимание общественные

перемены, не просто следовала им, а как особенно динамичный фактор преобразования обычно сама была направлена на преобразование общественных отношений. Ясно одно: эта политика не тождественна ни с сельской, ни с аграрной политикой. Однако не вызывает ли ощутимое ослабление исторической роли крестьянства, принявшее определенное направление — вместе с побочными тенденциями — изменение его исторических функций необходимости у нас — да и возможно в других странах — в пересмотре справедливо применяемой ранее формулы союза рабочего класса и крестьянства, внесения изменений в политическую практику?

Дать ответ на этот вопрос — задача не только научных исследований, но и факторов, действующих вне общественных наук.

Преобразование крестьянского уклада жизни

ЛАЙОШ ФЮР

Известно, что промышленная революция, затем развернувшаяся по ее следам аграрная революция нового времени и, наконец, начавшаяся в недалеком прошлом научно-техническая революция внесли принципиальные, подчас коренные изменения в образ жизни всех общественных классов и прослоек. Однако ни одной общественной категории не затронули глубочайшие перемены, подобные тем, которые произошли в образе жизни крестьянства. Именно поэтому масштабы, степень перемен, пожалуй, нельзя достаточно достоверно выразить такими эпитетами, как «коренные» или «радикальные», эти процессы и их результаты скорее можно назвать «революционными». Надо подчеркнуть, что такое преобразование образа жизни произошло за исторически весьма короткий период, что повысило «степень интенсивности» процессов.

Общий характер смены образа жизни и особенно исчезновение традиционного крестьянского быта закономерно привлекли внимание представителей ряда общественных наук. Наиболее интенсивно исследованиями образа жизни стали заниматься вначале этнографы, позднее — представители буржуазной и марксистской социологии и статистики. Достигнуты определенные результаты и в аграрной историографии, особенно значительных успехов добились в этом плане немецкие, итальянские и австрийские, в социалистических странах — хорватские, словенские, польские и отчасти венгерские представители аграрной историографии.

Преобразование было поистине революционным, поэтому в рамках одного краткого сообщения невозможно даже симптоматично охватить все его двужущие факторы и характерные черты. Мы сможем лишь указать на отдельные стороны этого весьма сложного комплекса вопросов, сознательно идя на то, что картина будет скудной и неполной.

Общественные науки исторического и неисторического характера, как правило, различают три формы, три типа преобразования крестьянского образа жизни. На основе характера перемен их «силы» выделяют

Lajos Für, Musée d'Agriculture Budapest, Széchenyi-Sziget

- 1) смену профессии и места жительства, то есть переезд в город,
- 2) смену только профессии, без смены места жительства,
- 3) смену только образа жизни, без смены места жительства и профессии.

Принимая во внимание ограниченность объема настоящего сообщения, позволим себе остановиться только на той категории крестьян, представители которой продолжают жить в сельской местности, по-прежнему работают в сельском хозяйстве, но изменили образ жизни.

Преобразование традиционного крестьянского образа жизни в Венгрии произошло за последние 100—130 лет. Эпоха разделена на отдельные этапы двумя революциями, появлением новой общественной формации. Разное содержание буржуазного и социалистического этапов проявляется не только в коренным образом отличающемся характере общественных отношений; социалистический поворот повлек за собой поворот и в процессе преобразования крестьянского образа жизни. Принципиальные различия отделяют друг от друга два этапа эпохи и с производственно-исторической точки зрения.

Процесс преобразования крестьянского быта сопровождался сужением, падением общественной роли, влияния крестьянства. Сокращалась и численность крестьянства, в связи с чем смена крестьянского образа жизни распространялась на все более узкую общественную категорию. В первые годы открытого буржуазной революцией 1848 года буржуазного развития крестьянство составляло еще подавляющую часть — 80% — населения страны. Австро-венгерский компромисс 1867 года ускорил развитие экономики, что существенно изменило структуру занятости, и в структуре населения страны на пороге первой мировой войны крестьянство составляло уже лишь 63%. Абсолютное число крестьян в этот период еще росло, и в результате поляризации росло число и неимущих крестьян, и земельных владений, и крестьянских хозяйств.

В период между двумя мировыми войнами крестьянство как класс по-прежнему теряло свой вес и авторитет в обществе: территория страны после первой мировой войны существенно изменилась по известным причинам, и в этой «новой» стране крестьяне составляли лишь около 50% населения. За непродолжительным подъемом после второй мировой войны численность крестьянского населения сокращалась быстрее, чем когда бы то ни было. По статистическим данным, доля аграрного населения сегодня сократилась до 20%, однако, если не учитывать работающих в сельском хозяйстве специалистов и служащих, работников вспомогательного и побочного промышленного производства, доля занятых непосредственно сельскохозяйственным трудом едва достигает 10%. Еще меньше доля тех, кто сознательно считает себя крестьянином: по данным исследования, проведенного Институтом общественных наук при Центральном Комитете Венгерской социалистической рабочей партии, крестьянство составляет всего 4—5% населения страны.

Статистические данные показывают, что доля крестьянства в структуре населения Венгрии за 100 лет капиталистического развития сократилась на те же 30% (с 80 до 50), что и за 30—35 лет социалистического развития.

В преобразовании традиционного крестьянского быта, вне всякого сомнения, решающую роль сыграло развитие производственных средств. Маркс в своем главном труде при исследовании земельной ренты подчеркивает, что капитализм во всех странах интенсивно развивал сельскохозяйственное производство. «Обработку земли, которую — писал Маркс, — самая неразвитая часть общества (т. е. крестьянство) выполняет чисто по опыту, механически, способами, передаваемыми от отца к сыну, капитализм преобразовывает в сознательное применение агрономической науки, по крайней мере, в такой степени, как это возможно в условиях, определенных частной собственностью». Ленин в одном из своих основополагающих трудов — «Развитие капитализма в России» — констатирует об условиях России, во многом схожих с венгерскими, что крестьянское хозяйство, хотя и основано на консервации отсталой техники и древних производственных методов, что вытекает из его самой глубокой сути, все же «рожденная капитализмом конкуренция и зависимость земледельцев от мирового рынка и особенно падение цен на зерновые вызвало необходимость в преобразовании техники земледелия». Крестьянское хозяйство, оказавшееся в клещах конкуренции и рынков, хотя и с опозданием, но вынуждено было перенять темп развернувшегося всеобщего развития. В этом смысле огромное, неопценное значение имели захватившие и крестьянское хозяйство первые шаги по механизации производства или, если воспользоваться этнографической терминологией, смена средств производства. Ленин назвал «гигантскими» масштабы революции, проделанной капитализмом за два-три десятка лет в сельском хозяйстве России. Еще более гигантские изменения принесла последующая, социалистическая эпоха, которая вслед за коренным преобразованием отношений собственности и производственных отношений принесла с собой невиданную механизацию производства, в которой традиционная крестьянская технология и трудовая организация ушли в прошлое.

Ленин не только точно описал общие тенденции капиталистического аграрного развития, но и отчетливо указал на такие временно действующие факторы, появление которых явилось следствием падения цен на зерновые и которые явились толчком к распаду векового порядка ведения крестьянского хозяйства. В 1850—1880 гг. экстенсивное развитие сельскохозяйственного производства в результате стимулированного конъюнктурой производства зерновых достигло максимальных пределов. Этот значительный рост хорошо вписывался в прежнюю традиционную систему производства и не вызвал сколько-нибудь значительных изменений в крестьянском образе жизни. Сохранился традиционный ритм труда и хозяйственная организация, не надо было менять трудовых привычек, крестьян удовлетворяли и старые средства произ-

водства. Однако по всей Европе конъюнктуру вскоре сменила продолжительная деконъюнктура, цены упали, что вызвало, как писал Ленин, «жгучую необходимость» в преобразовании техники и технологии. Ключевой вопрос сельскохозяйственного производства — переход к интенсивному хозяйствованию, а решающим вопросом такого перехода на данном этапе развития является производство пропашных, промышленных культур и кормовых трав. «Главный постулат сельского хозяйства, — писали в то время специалисты, — привязанное к животноводству интенсивное хозяйство».

Этот вопрос оказался в центре сельскохозяйственного производства по ряду причин. В период деконъюнктуры крестьяне должны были стремиться к тому, чтобы постараться как-то компенсировать потери от падения цен размножением культур и повышением урожаев, интенсивным развитием животноводства (производства молока и мяса). Для этого необходимо было больше пропашных и кормовых культур, удобрений, тяги, нужен был лучший севооборот. Стимулирующее принуждение рынка усиливалось внутренней потребностью, вытекающей из производственной структуры. Постепенное прекращение производства на залежных землях, начавшееся освоение пастбищ, по существу, загнали в тупик традиционное экстенсивное животноводство. Все это потребовало перехода к стойловому содержанию скота и в соответствии с этим коренного преобразования всего поголовья, выведения новых пород. Однако все эти перемены можно было осуществить, только опираясь на прочную кормовую базу. Включенные в севооборот и регулярно обрабатываемые земли надо было удобрять, причем чаще, чем раньше, ибо надо было сохранить их плодородие. Таким образом, с какой-бы стороны ни подходил крестьянин к своим проблемам, все нити опять-таки вели к стойловому животноводству, производству пропашных и кормовых культур.

Сложившаяся в конце XIX — начале XX века новая производственная система означала, что между двумя большими подотраслями сельского хозяйства сложилась новая, более тесная связь. Эта производственная система была характерна для мелкотоварного крестьянского производства, вплоть до всеобщего распространения в Венгрии социалистического кооперативного сельского хозяйства.

После социалистической перестройки сельского хозяйства изменилась структура производства, на полях крупных хозяйств изменился севооборот культур, и в течение двадцати лет в обеих отраслях сельского хозяйства, использующих завоевания агротехники, агрохимии и агробиологии, невиданно возросли урожаи: в два-три раза. Параллельно с этим между земледелием и животноводством сложилась принципиально новая, более сложная (более высокого порядка), подчас косвенная, опосредственная связь.

Усвоение крестьянством, тысячами нитей связанным с традициями, требований нового времени протекало далеко не столь быстро и бесперебойно,

как переход к интенсивному выращиванию зерновых. Переход к пахотному земледелию в выращивании известных крестьянам, но возделываемых лишь в приусадебных огородах культур — мотыльковых, пропашных, кукурузы и репы, — переход к стойловому содержанию скота приумножил производственные задачи, что потребовало не только больше старания и усердия, но и обогащения знаний. С распространением интенсивного ведения хозяйства сложились новая организация труда и новая трудовая мораль. Надо было работать гораздо больше, чем прежде, и одновременно, часто параллельно, выполнять несколько видов работ, если крестьянское хозяйство хотело выстоять в обострявшейся конкурентной борьбе. Необходимость согласования, координации разных видов работ (вспашка, сев, посадка, рыхление, покос, сбор урожая, обмолот, регулярный уход за скотом, продажа на рынке) требовала куда более глубокого знания всего комплекса технологических процессов, квалифицированного управления хозяйством. Возникла потребность в преобразовании семейной организации труда, сложилось новое разделение труда и новый трудовой порядок в семье. Один из значительных элементов трудового распорядка состоял в том, что женщины должны были весьма активно участвовать в ведении хозяйства, в работе по дому и в полевых работах (вскапывание, сбор урожая, молочение, хранение, уход за скотом). Крестьянское хозяйство, перешедшее на путь интенсивного развития, активнее использовало рабочую силу престарелых членов семьи и детей. Представители самого пожилого и самого юного поколений семьи занимались главным образом работами по дому и животноводством. В новой семейной организации труда каждый член семьи имел свою посильную, необходимую, никем не заменимую функцию. В семьях никто не бездельничал, и в этом крестьянское хозяйство, крестьянский уклад жизни оторвался от вековых традиций. Необходимость в значительных капиталовложениях и колебание условий рынка требовало более тщательного планирования семейного бюджета, экономии, временами экономии грошей.

Интенсивное ведение хозяйства по понятным причинам повлекло за собой усиление интенсивности труда, более рациональный подход к ведению хозяйства, хозяйскую сметку, реализацию ряда взглядов, характерных для буржуазного хозяйственного подхода. Этим объясняется, что в конце прошлого - начале нынешнего века крестьянство более развитых в хозяйственном отношении районов страны внезапно, вдруг, со дня на день порвало с ношением традиционной народной одежды. Для этого не было ни времени, ни материальных средств, на смену народной одежде пришла более дешевая и простая одежда фабричного производства. Консервация народной одежды, как отмечают современники, по всей стране была тесно связана с отсталостью хозяйства. В этнографической литературе это явление называют «застреванием». После того, как по приведенным выше причинам крестьяне сняли народную одежду,

последовало еще одно немаловажное изменение в образе жизни: в селах стало меньше праздников и продолжавшихся неделями свадебных пиров. В период жарких полевых работ сокращалось время на торжества и праздники, уходило в забвение традиции. С приобретением образования и накоплением эмпирических знаний забывались связанные с повседневной жизнью и содержанием скота суеверия. Повысилось значение личного усердия, деловитости. Изменились взгляды, ценностная ориентация жителей села, претерпели изменение внутренние неписанные законы.

Эпоха, начало которой было ознаменовано упомянутыми выше процессами, развернувшимися в первые годы XX века, завершилась коренными преобразованиями эпохи социалистического развития. Эпоха мелкохозяйственного семейного производства завершилась. В результате крупнохозяйственной перестройки изменился ритм работы, коренных изменений претерпела трудовая организация в семье, совершенно по-новому сложилось разделение труда. Механизация, так же как в свое время механизация молочения, упразднила формы семейной организации труда и во всех отношениях обобществила их. Разделение труда сегодня определяется подчиненностью сверху вниз и требованиями производства по отраслям. Распаду семейной трудовой организации способствовало не только техническое и производственно-организационное преобразование аграрного производства, а и изменение структуры занятости. Семей, все члены которых работают в аграрном хозяйстве, за исключением отсталых районов с мелкой структурой населенных пунктов, практически нет, наиболее типичной считается семья со смешанной структурой занятости: сельскохозяйственный работник + рабочий и/или служащий.

Изменился ритм работы, работа даже в самые горячие дни стала более ритмичной, равномерно распределенной. Развитие механизации повсюду, главным образом в земледелии, окончательно вытеснило и тяжелый физический труд, и формы ручного труда, и инструменты. Отдельные элементы семейной организации труда и ритма продолжают жить в приусадебных хозяйствах, которые все более специализируются, ориентируясь прежде всего на животноводство и производство овощей и фруктов.

Одновременно с этим навсегда ушли в прошлое, исчезли пронизывавшие некогда хозяйство и будни обычаи, суеверия. Современный социалистический образ жизни вытеснил значительную часть церковных и мирских праздников, праздничных обычаев. В этом неизмеримо большую роль сыграло всеобщее распространение образования, повышение культурного уровня, невиданное расширение работы средств массовой коммуникации (печать, радио, телевидение), форумов по распространению знаний (лекции, различные формы обучения, библиотеки), регулярное и массовое «использование» всех этих средств.

Часть обычаев когда-то в прошлом понижала жизнь всего села, традиции диктовали нормы и формы сельской жизни. Однако с господством социалистического, механизированного крупнохозяйственного производства коренных изменений претерпело и некогда гомогенное село. Марксистской социологией, этнографией села и аграрной статистикой доказано, что уже в тридцатые годы нашего века 40% населения сельской местности было занято не в аграрном хозяйстве. Эта цифра с тех пор превысила 60%, то есть сегодня менее 40% населения села занято в сельском хозяйстве. «Старое земледельческое село, — подчеркивается в аграрной статистике, — превратилось в рабочий коллектив».

В распаде, исчезновении традиций, обычаев большую роль сыграло упомянутое выше преобразование структуры занятости. Эти тенденции проявлялись в отдельных населенных пунктах не согласно средним статистическим показателям. География населенных пунктов, как раз на основе структуры занятости, рассматривает четыре типа сел: ярко выраженного аграрного характера, смешанного характера, умеренно и, наконец, сильно урбанизованное. Социология с помощью факторного анализа на основе сельского образа жизни распределила села в восемь типов: промышленные, аграрные, шахтерские, развающиеся или стагнирующие, мелкие, села с населением, выезжающим на работу в город, исключительно отсталые и смешанного характера. С точки зрения избранной нами темы важно подчеркнуть, что традиционные элементы образа жизни полностью исчезли в селах, располагающих высокоразвитой промышленностью и сферой услуг, и консервировались в сохранивших крестьянскую структуру занятости гомогенных селах.

Если бы объем нашего сообщения позволил, надо было бы остановиться на развитии производственных средств, оказавшем решающее воздействие на изменение крестьянского образа жизни и трудовой организации. Этнографические источники в эпоху капиталистического развития различают два главных типа смены производственных средств: полная и частичная смена. Как «частичная», так и «полная» смена производственных средств стали полными только за последние 20 лет, в эпоху социалистического развития. Из-за ограниченности объема мы можем указать лишь на некоторые основные «линии» смены средств (социалистический этап отдельных процессов отмечен подчеркиванием): серп — коса — *уборочный комбайн*, деревянный — металлический плуг — *трактор с плугом*; ручное молочение — молотилка — *комбайн*; деревянная борона — металлическая борона — *культиватор с механическим приводом, рыхлитель*; ручная мотыга — плуг-мотыга — «*химическая мотыга*», *гербициды*; ручной сев — сев с животной тягой — *машинная сеялка*. Подобные свидетельствующие о коренных переменах «линии» можно очертить и в животноводстве и огородничестве. Еще раз необходимо подчеркнуть, что все это произошло за сто лет!

Надо было бы коснуться изменений в семье (большая — средняя — малая семья). Стоило бы остановиться на том, сколь глубокие и прочные следы оставило преобразование хозяйственной организации и образа жизни на внешнем облике села, как преобразились дома, дворы крестьян, жилые и хозяйственные постройки (планировка, материал, размеры), как уходит в историческое прошлое традиционная картина села, какие коренные изменения наблюдаются во внутреннем интерьере квартир, в обстановке, одежде, наконец, в мышлении и мировоззрении.

Однако все эти вопросы — темы для новых исследований, монографий.

CHRONIQUE

Marx und die Geschichte

Aus Anlaß der 165jährigen Wiederkehr der Geburt und der 100. Jahreswende des Todes von Karl Marx wurde vom Institut für Geschichte der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, dem Institut für Parteigeschichte des ZK der USAP und der Ungarischen Historiker-Gesellschaft eine wissenschaftliche Sitzung veranstaltet. Das Thema der Konferenz bildete Marx' Beziehung zur Geschichte. Die Vorträge analysierten einerseits unterschiedliche Aspekte der Marxschen Geschichtsauffassung, andererseits die Rolle, die Marx und Engels in der Geschichte des eigenen Zeitalters gespielt haben.

Nach den einleitenden Worten von *Tibor Erényi*, der in der Sitzung am Vormittag präsiidierte, eröffnete *Henrik Vass* die Session. Er würdigte die bleibende Wirkung der Marxschen Lehre auf die Geschichte der Menschheit. Die Erinnerung an Marx bedeutet nicht nur eine Ehrenbezeugung für den großen Wissenschaftler, sondern auch die Bereicherung der Gegenwart. Im Zusammenhang mit den Feiern der Jahrestage wird aber von vielen Seiten die Gefahr der „Jubiläologie“ erwähnt. Tatsächlich besteht die Möglichkeit für die Verflachung des Nachrufs, die Beratungen aus Anlaß der Jahresfeiern können aber auch mit neuen wissenschaftlichen Ergebnissen dienen. Die offenen Diskussionen vermögen eine neue Orientierung anzuregen. So läßt sich unsere wissenschaftliche Tätigkeit von neuem überprüfen und ihre weitere Richtung mit Rücksicht darauf bestimmen.

Henrik Vass hat auf die Schwierigkeiten hingewiesen, denen der Forscher begegnet, wenn er den Marxismus und die neuen Probleme der Geschichte in Übereinstimmung bringen will. Er stößt oft auf Konservatismus, die neuen Gedanken werden gebrandmarkt. Andererseits kommt es auch vor, daß der Forscher, einer vorübergehenden Mode folgend, Thesen von ausschlaggebender Bedeutung unbegründet in Frage stellt. Weitere Probleme verursacht, wenn die Quellenbasis schwer zugänglich ist. Zur wissenschaftlichen Beantwortung der neuen Fragen sind schließlich Foren der Diskussion nötig, wo sich die unterschiedlichen marxistischen Analysen ohne Präkonzeptionen treffen und gleichzeitig mit den antimarxistischen Auffassungen polemisieren können. Der Marxismus ist eine Fragen stellende Wissenschaft, keine Sammlung von fertigen Antworten. Marx interessierte sein Leben lang vor allem die eigene Epoche, also ist es besonders wichtig, auf seine zeitgeschichtlichen Forschungen hinzuweisen. Er war sich dessen bewußt, daß die auftauchenden neuen Tatsachen den Historiker zur Berichtigung nötigen können, selbst bei ihm kam es zu solchen Korrekturen (z. B. im Zusammenhang mit dem Werk „Klassenkämpfe in Frankreich 1848 bis 1850“), die wesentlichsten Zusammenhänge bemerkte er aber immer richtig. Wodurch war das möglich? Laut Engels und Lenin durch die genaue Kenntnis der Geschichte, durch die Theorie des historischen Materialismus und die aktive, revolutionäre Teilnahme an der Geschichte des Zeitalters. Zum Schluß würdigte *Henrik Vass* die hervorragenden ungarischen Analytiker und Vermittler des Marxismus — unter anderen *Leó Frankel*, *Ervin Szabó*, *József Révai*, *Georg Lukács* und *Erik Molnár*. Er hob die Tätigkeit *Ernö Czöbels* hervor, mit dem er auf dem Gebiet der authentischen ungarischsprachigen Interpretation der Klassiker eine eigene Schule schuf.

In seinem Vortrag „Marx und die Geschichtswissenschaft“ demonstrierte *Ferenc Glatz*, wie die Geschichtswissenschaft die Marxschen Ideen interpretiert hat. In der ersten Hälfte des Vortrags untersuchte

er, wie die marxistische Geschichtsauffassung durch den Umstand beeinflußt wurde, daß der Marxismus als Ideologie der Arbeiterbewegung entstanden war und sich verbreitet hatte.

Er sprach auch davon, daß die Vereinfachung der Marx'schen Lehren seiner Meinung nach gleichzeitig die Grundbedingung für ihre Verbreitung war. Er bewies, wie diese Vereinfachungen — die selbst Engels für notwendig gehalten, aber immer von der direkten Simplifizierung unterschieden hat — anfangs z. B. im Zusammenhang mit der ideologischen Tätigkeit von Mehring, Plechanow, später von Bucharin und besonders von Stalin zu Schematisierungen führten. Er analysierte die Äußerungen Stalins über die Klassenkämpfe, in denen er in der Sklavenhaltergesellschaft, im Feudalismus und in der bürgerlichen Gesellschaft gleiche Klassenkämpfe annahm. Er erörterte, daß die akademischen Lehrbücher und Broschüren der 1940er Jahre, die in den sozialistischen Ländern nach 1945 Grundlage der Historikerausbildung geworden sind und einen bedeutenden Anteil des ideologischen Apparats, der Historikerausbildung an den Universitäten und des Geschichtsunterrichts bis heute beeinflussen, auf diesen Stalinschen Ansichten basierten. Er warf den Gedanken auf, daß man untersuchen müsse, wie sich die Theorie (die sog. marxistischen Disziplinen) und die fachwissenschaftliche Forschungstätigkeit von den 1930er Jahren an auf dem Gebiet der gesellschaftswissenschaftlichen Kenntnisse infolge des Ausbaus des ideologischen Apparates getrennt haben.

Aus dem Lebenswerk von Marx — setzte er fort — haben wir die Analyse der revolutionären Periode hervorgehoben und halten ihre ausschlaggebende Rolle für die Grundlage des Marxismus. Das Gesamtlebenswerk von Marx bezeugt dagegen, daß er der Arbeit, der alltäglichen menschlichen Tätigkeit, die größte geschichtsformende Rolle zugeschrieben hat.

All dies hat auch eine thematische Einseitigkeit zur Folge. Die gesellschaftlichen Erschütterungen der Antike, die Renaissance, die Aufklärung, die bürgerlichen Revolutionen und später die proletarischen Revolutionen bilden in unseren historischen Zusammenfassungen ein spezifisches System von Knotenpunkten, andererseits beachten wir nicht genügend die sog. Akkumulationsperioden, in denen sich ein Erdteil bevölkert, die Landschaften bebaut werden, die materielle Kultur, die Tausch- und Verkehrsverhältnisse, das Gewohnheitssystem der Gesellschaft sich umwandeln, und die letzten Endes die Bedingungen für die sog. revolutionären Zusammenstöße gestalten.

Nachfolgend erörterte der Vortragende, wie sich die historische Fachwissenschaft am Ende des 19. Jahrhunderts mit dem Marx'schen Lebenswerk zu beschäftigen begann, und analysierte in diesem Zusammenhang die theoretischen Zusammenfassungen der nicht-marxistischen Historiographen.

Ferenc Glatz untersuchte schließlich das Problem, ob sich in der Geschichtswissenschaft die marxistischen Theorien und die fachlich-methodologischen Kenntnisse miteinander trafen. Er verwies auf die Bestrebungen der 1960—70er Jahre in der Sowjetunion, der DDR, in Polen und teils in Ungarn, die das ganze System der Quellenforschung aufgrund der Marx'schen Geschichtsauffassung von neuem durchdenken wollten. Nach Meinung des Vortragenden können wir beim Überprüfen der vom 19. Jahrhundert übernommenen klassischen historischen Methodologie — selbst bei der Analyse der neuartigen Quellen und der Erforschung der Neuzeit — vieles von der Analyse der Marx'schen Geschichtsauffassung verwerten. Ebenso kann aber die komplexe Marx-Interpretation für das wiederholte Durchdenken unseres aus dem 19. Jahrhundert übernommenen Institutionensystems und unserer quellenkritischen Fertigkeiten, unseres Bildungsmaterials wichtig sein. Die größte Schwäche der marxistischen Geschichtstheorie bestehe bis heute darin, daß sie sich nicht immer mit entsprechender fachwissenschaftlich-methodologischer Bildungsgrundlage paart.

Der nächste Vortragende der Gedenksitzung war *György Ránki*. Seinen Vortrag „Ökonomik und Historismus in Marx' Denkweise“ begann er mit der Frage, was wir wohl in der Marx'schen Geschichtsauffassung für das Wesentlichste halten können. *An und für sich* können die dialektischen Gesetzmäßigkeiten, die Lehren über die bestimmende Rolle der Wirtschaft, über die Priorität des Klassenkampfes, über den welthistorischen Prozeß weder als originell noch als absolut gültig aufgefaßt werden. Die Marx'sche Geschichtsauffassung charakterisiert gerade die simultane Betrachtung dieser Faktoren. Die Marx'sche Theorie hat die Doppelheit, welche die Opposition der sich auf der Ebene abstrakter Verallgemeinerungen bewegenden Ökonomik und der die Individualität der Tatsachen

betonenden Geschichtswissenschaft bedeutet, überwunden. Bei Marx geht dies mit der Auflösung des traditionellen Dualismus der synchronen und diachronen Analyse und einer kraftvollen Gesellschaftskritik einher. Die ökonomische Theorie machte Marx zu einem Teil der historischen Analyse und so hat er diese zwei Disziplinen organisch vereinigt. Gleichzeitig entwickelte er — wie György Ránki betonte —, indem er den ahistorischen Charakter der bürgerlichen Ökonomik überwand, die Ökonomik selbst zu einer historischen Wissenschaft, deren Kategorien und Gesetzmäßigkeiten mit bestimmten historischen Verhältnissen zusammenhängen und nur unter diesen gültig sind.

Das größte Problem der marxistischen Wirtschaftsgeschichte bestehe gerade darin, wie sie das im Laufe der Beschreibung der objektiven Vorgänge erreichbare hohe Abstraktionsniveau mit der empirischen historischen Analyse der von diesen Vorgängen untrennbaren Personen und Interessenverhältnissen vereinigen soll. Dazu sei in erster Linie die begriffliche Klärung des ökonomischen Gesetzes nötig. György Ránki hob hervor, daß diese immer Tendenzgesetze sind und die Geschichtsschreiber diese Eigenart stärker beachten muß als es die Ökonomik tut. Zweitens ist festzustellen, daß jede wirtschaftliche Theorie nur innerhalb bestimmter Verhältnisse gültig ist. Es gibt sehr wenig Gesetze von allgemeiner Gültigkeit, die der meisten ist in Raum und Zeit beschränkt.

Im nächsten Teil seines Vortrages beschäftigte sich György Ránki mit einem konkreten wirtschaftsgeschichtlichen Problem, mit der von dem klassischen Weg abweichenden Entwicklung der zurückgebliebenen Wirtschaften. Unter konkreter Anwendung der marxistischen Gesetzmäßigkeiten bewies er, daß infolge der den Import ersetzenden Industrialisierung in diesen Ländern die Einkommenkonzentration letzten Endes zunimmt, die Effektivität der Wirtschaft dagegen zurückgeht. Seinen Vortrag beendete György Ránki mit dem Gedanken, daß der Marxismus im 20. Jahrhundert in vielen Ländern zur offiziellen Ideologie, manchmal sogar zur „Staatsreligion“ wurde und dadurch Veränderungen durchmachte, die dem Marxschen Geist in vieler Hinsicht fremd sind.

In seinem Beitrag „Marx und die Antike“ zeigte *István Hahn*, daß die Antike einen wichtigen Platz in Marx' Lebenswerk einnimmt, wenn im Mittelpunkt auch die Analyse, die Enthüllung und der revolutionäre Umsturz der Kapitalismus stehen. Seine Studien aus seiner Jugendzeit, in denen die antike Philosophie einen besonderen Platz hatte, verblaßten nie in ihm. Marx wußte alles über das klassische Altertum, was man in seinem Zeitalter darüber wissen konnte. Er las nicht nur regelmäßig die griechischen und römischen Verfasser, sondern auch die moderne alttumwissenschaftliche Literatur seiner Zeit.

Er benutzte oft die Verhältnisse und Ereignisse der Antike, um mit ihnen seine Gegenwart besser zu deuten. Als die unverhüllte Klassengesellschaft hat die Sklavenhaltergesellschaft im geschichtlichen Prozeß auch paradigmatische Bedeutung. Das machte Marx damit ersichtlich, daß er den Kapitalismus „Lohnsklaverei“ (und nicht etwa Lohnhörigkeit) nannte. So ist die Sklaverei bei Marx Urbeispiel für jede Ausbeutung und Abhängigkeit. Neben den Analogien verwies er aber deutlich auch den markanten Unterschied zwischen der einfachsten und der meist entwickelten Klassengesellschaft. Er focht also gleichzeitig gegen zwei auch heute (selbst unter Marxisten) existente entstellende Anschauungen: einerseits gegen die Verneinung jedes Analogieverhältnisses zwischen den antiken und den modernen Beziehungen, andererseits gegen die künstliche Modernisierung der Verhältnisse des Altertums.

Das Verständnis des Kapitalismus war bei Marx untrennbar von dem Verstehen der Dialektik des gesamten welthistorischen Prozesses. Er fügte die Sklaverei in die Gesamtentwicklung der allgemeinen Gesellschaftsgeschichte ein und erkannte sie als deren organisches Element. Im allgemeinen qualifizierte er die Sklaverei als früheste Form der Klassengesellschaft, begrenzte aber ihre Vollenfaltung geographisch auf die höchstentwickelten Gebiete von Hellas und auf Rom. Innerhalb des Begriffs der Sklaverei unterschied er nämlich deutlich zwischen der „sogenannten Sklaverei“ im antiken Orient und der klassischen griechisch-römischen Sklaverei. Das Wesen der letzteren ist, daß eine besondere Schicht der Gesellschaft ihrer Produktionsmittel beraubt wurde, sie ist also gerade das Gegenteil der östlichen „allgemeinen Dienstsclaverei“, wo nach Marx ein bedeutender Teil der Produzenten bloß Besitzer war. In der Entwicklung der Gemeinschaften des Altertums schrieb Marx dem Kleinbetrieb und dem bäuerlichen Kleinkapital eine große Rolle zu. Die Blütezeit der antiken Gesellschaften sah Marx nicht im

Zugrundegehen dieser Betriebe und in der Periode der allgemeinen Sklavenwirtschaft, sondern in ihrem Gleichgewichtszustand.

Am Ende seines Vortrages betonte István Hahn, daß nach Marx die historische Bedeutung der Sklaverei nicht in ihrer universellen Gültigkeit, sondern in dem Umstand besteht, daß in den am meisten entwickelten Gebieten des antiken Hellas und im römischen Imperium, während der Gipfelperioden der Entwicklung dieser Gesellschaften die Sklaverei ausschlaggebende (obwohl nicht universelle) Gültigkeit hatte und dadurch eine auch für die weitere Entwicklung maßgebende, jede Sphäre des Lebens beeinflussende Rolle spielte. Marx betonte als erster die ständige, unversöhnliche Opposition des Sklaven zur Sklavenhaltergesellschaft, er war es aber auch, der darauf hinwies, daß sie bloß die „bewegungslose Grundlage“ für den Klassenkampf zwischen den Freien bilden. Die Marxsche Theorie legt also alles in seiner Kompliziertheit, Zusammengesetztheit dar, gleichzeitig macht sie stets die determinierenden Momente fühlbar.

László Makkai sprach über das Thema „Marx über den Feudalismus“. Zuerst analysierte er einige methodologische Fragen der Marxschen Tätigkeit. Er untersuchte, welche Rolle im Marxschen Denken die der kapitalistischen Produktion unmittelbar vorangehende Gesellschaftsform gespielt hatte. *László Makkai* betonte — indem er vor Augen hielt, daß Marx vor allen Dingen die kapitalistische Wirtschaft analysierte — den Unterschied zwischen zwei methodologischen Prinzipien im Zusammenhang mit der Erforschung des feudalen Wirtschaftssystems. Im ersten (dem genetisch-historischen Prinzip) stellt Marx fest, daß sich der Kapitalismus aus den Elementen des Feudalismus in einem einheitlichen historischen Prozeß entwickelt hat. Im anderen (dem analytisch-logischen Prinzip) trachtet er, die Unterschiede betonend, die zwei Strukturen voneinander abzugrenzen. Marx verwendet hauptsächlich das zweite Verfahren, das beweist auch die retrospektive Methode des „Kapitals“. Diese bedeutet, daß er nach der Darstellung der einzelnen Erscheinungen des Kapitalismus die Voraussetzungen dieser Erscheinungen sozusagen zurückblickend präsentiert. Die Marx folgenden Forscher unterschieden diese zwei methodologischen Prinzipien nicht immer deutlich voneinander, und darin sieht der Vortragende einen Grund dafür, daß die Theorien über die feudale Wirtschaft bis heute kein zusammenhängendes System bilden. Selbstverständlich verflochten sich die zwei Prinzipien bei Marx auch, z. B. bedeutet die Arbeits-, Produkten- und Geldrente gleichzeitig eine historische Reihenfolge, ineinander umwandelbare Formen und vertauschbare analytisch-logische Formen. Die Marxschen Arbeiten über den Feudalismus sollten folglich so angewendet werden, daß man bei den analytisch-logischen Definitionen beginnend, ihre Hinweise befolgend, zur genetisch-historischen Erörterung übergeht.

Danach wies der Referent darauf hin, daß in der Marxschen Auffassung der gesellschaftlichen Struktur die Wechselwirkung zwischen der Arbeitskraft und dem Arbeitsmittel ein ständiges, aber sich stets bewegendes Element bildet, das durch die spezifische Weise der Vereinigung von Arbeitskraft und -mittel im Produktionsprozeß bestimmt wird. Im Zusammenhang mit dem Feudalismus analysierte der Vortragende den Zusammenhang zwischen der Feudalrente und den Verhältnissen zwischen Gutsherrn und Hörigem. Er betonte die Rolle der Städte, welche die Rente in Handels- und Wucherkapital umgestalteten. Ohne sie hätte die Feudalrente nicht zur Geldrente werden können. Schließlich betonte *László Makkai*, daß zur Darlegung der Gesetzmäßigkeiten der feudalen Wirtschaft über die oben genannten Zusammenhänge hinaus, besonders die Ausarbeitung der Geschichte der Technik, eingebettet in die Gesamtentwicklung der Gesellschaft, nötig ist.

In seinem Vortrag „Marx und Engels über die absolute Monarchie“ wies *Pál Zsigmond Pach* darauf hin, daß die ungarische und internationale Fachliteratur, die sich mit dem Problem des Absolutismus beschäftigt, einschließlich der nicht-marxistischen Verfasser, die Ansichten von Marx und Engels über diese Frage mittelbar oder unmittelbar als Ausgangspunkt betrachtet. Selbstverständlich besaßen die Klassiker keine umfassende und systematisierte Theorie über die absolute Monarchie, das Problem selbst spielte aber in ihrem Denken eine auffällig wichtige Rolle, besonders in der Periode der Gestaltung ihrer Staatstheorie. Im weiteren analysierte der Vortragende die einzelnen Stationen dieses Prozesses.

Der 1843/44 entstandenen „Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie“ hat *Pál Zsigmond Pach* gerade vom Gesichtspunkt der Entwicklung der marxistischen Staatstheorie her große Bedeutung

zugeschrieben. Wichtige Aussage des Werks ist, daß — in der Hegelschen Terminologie — die Trennung der „bürgerlichen Gesellschaft“ und des „politischen Staates“ den historischen Fortschritt bedeutet, und daß dieser Prozeß gerade in der absoluten Monarchie begann und sich entfaltete. So war der Absolutismus eine mittlere Station auf dem Weg von der mittelalterlichen ständischen Einrichtung zum modernen konstitutionellen Staat, und erst dieser letztere entspricht adäquat den Forderungen des modernen Privateigentums.

Der nächste große Meilenstein ist „Die deutsche Ideologie“ (1845/46). Auch hier ist der Ausgangspunkt (bereits mit einer deutlicheren Terminologie ausgedrückt), daß die Produktionsweise die wirkliche Basis des Staates ist. In diesen allgemeinen Zusammenhang muß man die absolute Monarchie als spezifischen Staatstyp einfügen, der gerade als selbständig und bestimmend gegenüber den Produktionsverhältnissen erscheint. Laut der Erklärung von Marx und Engels stehen hier die ständischen Kräfte der alten Gesellschaft noch der Bourgeoisie gegenüber, und der Staat kann zwischen beiden noch den Anschein der Selbständigkeit bewahren. Die erstarkte Bourgeoisie fegt später die absolute Monarchie fort, und gerade das Fehlen einer starken Bourgeoisie gab Marx den Schlüssel zur Kritik der deutschen Staaten seiner Epoche.

Das Patent Friedrich Wilhelms IV. über die Einberufung des preußischen Landtages bot Engels Gelegenheit, seine Staatstheorie in der Schrift „Die preußische Verfassung“ (1947) weiterzuentwickeln. Pál Zsigmond Pach analysierte ausführlich die Polemik, die Engels zur Verteidigung der dem deutschen absolutistischen Status quo gegenüberstehenden kommunistischen Strategie mit den sog. „wahren Sozialisten“ bzw. mit den nicht-kommunistischen Radikalen geführt hatte. Diese Diskussion setzt Marx in seinem Werk „Die moralisierende Kritik und die kritisierende Moral“ mit dem Untertitel „Beitrag zur deutschen Kulturgeschichte. Gegen Karl Heinzen von Karl Marx“ fort. Besonders durch die vielseitige Analyse dieser Schrift bewies der Vortragende, daß Marx den feudalen Grundcharakter der absoluten Monarchie deutlich gesehen hatte, gleichzeitig betonte er aber, daß sich die Bourgeoisie in Westeuropa gerade zur Zeit der absoluten Monarchie zur Klasse organisierte und auf die bürgerliche Revolution vorbereitete. Anders war die Situation in der deutschen Gegenwart, wo selbst die Bourgeoisie vor der Gefahr der bürgerlichen Revolution zurückschrak und den Absolutismus ohne Revolution in einen bürgerlichen Staat umzuwandeln trachtete. Freiwillig verzichtet aber die Monarchie nicht auf die Macht. In dieser Situation mußte die Arbeiterklasse — wie Marx nachwies — die Kräfte der bürgerlichen Revolution unterstützen, da sie dadurch die Voraussetzungen für den eigenen Klassenkampf schaffen konnte. Schließlich wies Pál Zsigmond Pach darauf hin, daß die oben analysierten Werke aus staats-theoretischem Aspekt die bereits klassisch gewordenen Erörterungen des „Manifests der kommunistischen Partei“ vorbereitet hatten.

In der zweiten Hälfte der Sitzung — unter Vorsitz von Pál Zsigmond Pach — kam zuerst *Miklós Incze* zu Wort: „Marx und Engels über die bürgerlichen Revolutionen“. Aufgrund der umfassenden Tätigkeit und der Feststellungen von Marx und Engels über dieses Thema sprach er über das Wesen und die Spezifiken der Großen Französischen Revolution und der späteren bürgerlichen Revolutionen. Er betonte, daß sich das Denken von Marx und Engels in großem Maße durch den Ablauf und die Schlußfolgerungen der Großen Französischen Revolution des 18. Jahrhunderts und die Reaktion der Heiligen Allianz entwickelte, ebenso wie durch die Ereignisse der 1830er Jahre, die sie als Kind durchlebten, und hauptsächlich durch den „Völkerfrühling“ von 1848, die Revolutionen von 1848/49. Der Vortragende erörterte ausführlich, welche Unterschiede zur Zeit der verschiedenen bürgerlichen Revolutionen in den internationalen Verhältnissen bestanden: Die französische Revolution konnte gegen das konterrevolutionäre Europa siegen, 1848 dagegen, obwohl die revolutionäre Welle sich wie ein Lauffeuer auf dem Kontinent verbreitet hatte, verhinderten England (wo die Industriebourgeoisie 1832 durch die „Reform Bill“ die Macht ergriff und durch die Chartistenbewegung auch das Proletariat Machtansprüche stellte) und das zaristische Rußland den Sieg der Revolutionen im kontinentalen Europa. Gleichzeitig schrak bereits die an dem Sieg der bürgerlichen Revolutionen interessierte und diese Revolutionen führende Bourgeoisie — wie Marx und Engels festgestellt haben — vor der Möglichkeit des eigenen, „von unten kommenden“ Sieges zurück.

Aufgrund von Marx und Engels beschäftigte sich der Vortragende kurz mit den Zusammenhängen zwischen der revolutionären Welle von 1848 und den nationalen Bewegungen, der Nationalitätenfrage und verwies als Ausblick darauf, daß sich die bürgerlichen Revolutionen nach 1848 bereits nicht mehr „von unten“, sondern „von oben“ verwirklichten.

Der Vortragende betonte nachdrücklich — aufgrund der Tätigkeit von Marx und Engels, in erster Linie am Beispiel der Revolutionen in Frankreich — die Charakteristiken des Ablaufs der bürgerlichen Revolutionen; den aufsteigenden Bogen der Großen Französischen Revolution, die Abwärtstendenz der Revolutionen von 1848 und nicht zuletzt den Umstand, daß sich die Ergebnisse der bürgerlichen Revolutionen eines bestimmten Landes in den einzelnen historischen Phasen einander folgend stabilisieren konnten. Das geschah jedoch in der Form, daß die selbständige Entwicklung und die Bewegungen des Proletariats und später das Zustandekommen der internationalen Arbeiterbewegung bereits die Möglichkeit für die proletarische Revolution boten.

László Kővágó skizzierte die Entwicklung der Ansichten von Marx und Engels über die nationale und Nationalitätenfrage, ihr gesamtes Lebenswerk überblickend. Er wies darauf hin, daß die zwei Klassiker über die nationale Frage kein ausgearbeitetes Anschauungssystem gehabt haben. Der Referent schenkte große Aufmerksamkeit dem Weiterleben dieses Themas, besonders der Tätigkeit Lenins.

Bei der Bestimmung der Stellung der nationalen Frage gingen Marx und Engels vom Anfang an vom universalen Fortschritt aus, was aber nicht bedeutete, daß all ihre Feststellungen problemlos sind. Besonders für ihre frühen, in den 1840er, 1850er Jahren entstandenen Schriften ist es charakteristisch, daß sie das Recht auf die nationale Einheit und Unabhängigkeit nur im Falle der sog. progressiven und lebensfähigen, der revolutionären Nationen anerkannten und einer Reihe von Nationalitäten und kleinen Nationen die Entwicklungsfähigkeit absprachen. Das gesamte Lebenswerk bezeugt aber, daß sich ihre Ansichten später grundlegend veränderten. Eine besonders wichtige Rolle spielte dabei die kontinuierliche Beobachtung, das gründliche Studium der irischen und polnischen Frage. Wie László Kővágó dies später ergänzend betonte, machte für Marx und Engels gerade die Geschichte dieser beiden Nationen wahrnehmbar, wie der Befreiungskampf der kleinen Nationen zum Verbündeten der Arbeiterbewegung der großen Nationen werden kann. Deshalb hat selbst Engels in seinen letzten Jahren betont, daß das unabhängige, selbständige nationale Dasein eine grundlegende Voraussetzung des internationalen Fortschritts sei, da sich der Klassenkampf eines Volkes nur auf dieser Grundlage frei entfalten könne. Die späten Schriften betrachteten die Lösung der nationalen Aufgaben bereits nicht mehr als sekundär und untergeordnet.

Das gesamte Lebenswerk wurde jedoch — wegen seiner Kompliziertheit — von der Nachwelt nicht entsprechend interpretiert. Die genaue Rekonstruktion war nicht leicht, es ist also kein Zufall, daß es selbst unter den Anhängern von Marx und Engels viele gab, die die nationale Frage unterschätzten. Auch Lenin wurde in seiner Jugendzeit in einer solchen revolutionären Umgebung Marxist, die die proletarische Selbstbestimmung verkündete und die nationale Selbstbestimmung ablehnte. In einer anderen geschichtlichen Situation war es jedoch Lenin, der die Schriften von Marx und Engels systematisierend und fortsetzend, über die nationale und Nationalitätenfrage ein heute noch gültiges Anschauungssystem ausgearbeitet hat und den Gedanken von Marx und Engels, die die Bedeutung der nationalen Frage erkannt hatten, der konkreten geschichtlichen Situation entsprechend gestaltete.

Einleitend schloß sich János Jemnitz dem Vortrag von László Kővágó an, indem er auf die Wichtigkeit der Untersuchung der konkreten historischen Umstände der irischen und polnischen Frage aufmerksam machte. Er wies darauf hin, daß die ausführliche Rekonstruktion der Gestaltung der Ansichten von Marx und Engels über die nationale und Nationalitätenfrage eine noch zu lösende Aufgabe sei.

Nachfolgend beschäftigte sich der Referent mit „Marx' Verhältnis zur westeuropäischen Arbeiterbewegung“. Er warf die wichtigen und bis heute wenig untersuchten Probleme des Marx'schen Verhältnisses zur Arbeiterbewegung seiner Zeit auf, die natürlich nicht bloß auf eine subjektive Beziehung hindeuten, sondern die wichtigsten Fragen der Arbeiterbewegung berühren. Es sind dies Fragen der ganzen Arbeiterbewegung, da sich bei der Untersuchung des Lebenswerks von Marx eine ganze Epoche überblicken läßt, der bereits die großen Dilemmas des 20. Jahrhunderts innewohnen. Besonders auffällig ist dies, wenn wir den Akzent auf die Veränderungen und, die Ursachen der Veränderungen suchend, auf die historischen

Umstände legen. Man darf nämlich nicht vergessen, daß Marx' Situation in den 1840er Jahren anders war als in den 1860er Jahren — während er an der Spitze der Internationale stand — und wieder anders in den letzten Jahrzehnten seines Lebens. Nur bei dessen genauester Berücksichtigung läßt sich Marx' ahistorische Aktualisierung vermeiden und die Frage, was die Marx-Forschung der Gegenwart zu bieten hat, beantworten.

Angesichts der Veränderungen im Marx'schen Lebenswerk, der Entwicklung seiner Ideen, warf der Referent die Frage auf, ob nicht in gewissen Perioden die englische und deutsche Arbeiterbewegung zumindest in ebensolchem Maße auf Marx eingewirkt haben können wie der französische Sozialismus, der als eine „Komponente“ des Marxismus anerkannt wird. Marx beschäftigte sich nämlich in erster Linie mit drei Regionen eindringlich: mit der deutschen, englischen und französischen. Er betrachtete sie nicht nur als geographische, sondern auch als historisch-ökonomische Einheiten. Wichtig ist aber auch die Gestaltung seiner Ansichten im Zusammenhang mit anderen Gebieten, so zum Beispiel mit Süd- und Südwesteuropa, einer Zone mit unterschiedlicher Entwicklung, in der sich die Arbeiterbewegung erst in den letzten anderthalb Lebensjahrzehnten von Marx zu entfalten begann.

Gleichzeitig mit der Betonung der grundlegenden Umgestaltung des Kapitalismus in Westeuropa in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts hob der Vortragende als erstes jedoch ein Element der Beständigkeit hervor, daß nämlich zum Beispiel die Handwerkerschicht auffallend lange weiterlebt; daß lange Zeit die Kleinbetriebe und die dort arbeitenden, besonders gut ausgebildeten Fachleute die Hauptbasis der Arbeiterbewegung in der Industrie bildeten, was selbstverständlich auch auf die Zielsetzungen der Bewegung eine starke Rückwirkung hatte.

Nicht weniger wichtig ist die Gestaltung der politischen Bedingungen, die in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts durch die Verbreitung der bürgerlich-demokratischen Verhältnisse charakterisiert wurden. János Jemnitz' Meinung nach sind wir geneigt, dies und im allgemeinen die langwährenden Prozesse dieser historischen Periode im Bann der „Feiertage“ der revolutionären Ereignisse zu vergessen und dadurch die naturgemäße Einheit von Revolution und Reform aufzulösen. Selbst in unseren Tagen verliert sich die Genese der bürgerlichen Demokratie und dabei die Bedeutung der unteren Volksschichten, der inneren Gegensätze der herrschenden Klasse und ihre Wechselwirkung allzu sehr im Schatten. Wir müssen aber auch die Umwege der langen geschichtlichen Prozesse beachten und den Umstand, daß sich die bürgerliche Demokratie nicht in nationalem, sondern im europäischen Rahmen gestaltete. All dies hängt mit dem Problem der Staatsintervention zusammen. Hier kritisierte Marx sowohl die liberale Auffassung als auch die „Staats-Illusionen“ von Blanc, F. Lassalle und H. M. Hyndman. Der Zusammenhang zwischen der Arbeiterbewegung und dem Staat hat aber auch kompliziertere Dimensionen. Der Referent erwähnte einerseits den „Ministerialismus“, andererseits das Problem der Art und Weise der Kommunalisierung. Bei diesem letzteren betonte er, viele hätten später vergessen, daß selbst Marx keinen eindeutigen Standpunkt über die Form der Kommunalisierung besaß.

János Jemnitz hob als das Wesentlichste den Zusammenhang zwischen Demokratie und Sozialismus hervor. Marx' Standpunkt baute auf ihrer Einheit auf, in der die Demokratie durch soziale Reformen ergänzt werden muß. Der Vortragende vertrat die Meinung, daß schon bei Marx das Problem der „Reformen anderer Art“ auftauchte, über den Rahmen des Kapitalismus hinausweisend. Diese Probleme lassen Marx unverändert aktuell bleiben, da diese Prozesse bis heute nicht abgeschlossen sind.

Ein weiterer Hinweis des Referenten betraf die gewaltige Veränderung, welche die Auffassung über die Parteien in Marx' Leben durchmachte. Es genügt, auf die Diskussionen über Partei und Sekte, Partei und Massenbewegung, Partei und Gewerkschaften sowie Partei und Föderationspolitik hinzuweisen. Besonders aktuell ist dabei das Problem der Verhältnisse der Arbeiterparteien untereinander und damit verbunden das des Internationalismus.

Der Vortragende polemisierte mit den Auffassungen, die Marx' Wirkung auf die Arbeiterbewegung in Westeuropa als hegemonistisch bezeichnen, aber auch mit jenen, nach denen Marx in seinem Arbeitszimmer in London alle Beziehungen zu der lebendigen Bewegung verloren habe. Die Verbreitung der Marx'schen Ansichten, die Gestaltung der sozialistischen Parteien, der wachsende Einfluß der Gewerk-

schaftsbewegung sind ein komplizierter Prozeß, der nicht bloß subjektiv oder allein aus objektiven Faktoren automatisch abzuleiten ist.

„Marx und Engels über Osteuropa“ hieß das Referat *Emil Niederhausers*. Er betonte, daß Marx und Engels die slawischen Völker von Osteuropa weder in ihrer Vergangenheit noch in ihrer Zukunft als einheitlich betrachteten. Sie faßten die slawische Bevölkerung der Habsburger Monarchie im großen und ganzen als eine Region auf. Die Beurteilung dieser Völker wurde in erster Linie durch die Konzeption motiviert, die das Habsburger Reich oder wenigstens seine westliche Hälfte als Teil des einheitlichen Deutschlands auffaßte. Als Beweis dafür, daß der Standpunkt von Marx und Engels auch später unverändert blieb, erwähnte Niederhauser Marx' Brief vom 4. August 1874 an F. A. Sorge.

Viel wichtiger für die Gestaltung des Schicksals Europas ist die Situation zweier slawischer Nationen, der polnischen und russischen. Der Schrecken, der „Urfeind“ der Revolution war das zaristische Rußland. Zur Zeit des Krimfeldzugs kehren in den Schriften von Marx und Engels die bitteren Schlußfolgerungen von 1849 wieder. Die Artikel über die reaktionäre Rolle Rußlands folgen nacheinander. In seinem Werk „Die türkische Frage“ (1853) betonte Engels, daß seiner Meinung nach ein eventueller russischer Sieg für die Revolution großes Unglück bedeutet hätte. Der Vortragende kam auch auf eine nicht beendete (in ungarischer Sprache bisher nicht vollständig erschienene) Schrift von Marx über die Geheimdiplomatie des 18. Jahrhunderts. Vom Begriff des „Urfeinds“ beeinflusst, überblickt hier Marx die Jahrhunderte der russischen Geschichte. Den Wendepunkt der Entwicklung sieht er in der Eroberung durch die Mongolen, die der späteren Politik und Verhaltensweise der herrschenden Klasse ihren Stempel unauslöslich aufdrückte. Diese despotische Tradition wurde im wesentlichen auch während der Herrschaft Peters des Großen bewahrt.

Ende der 1850er Jahre begann sich dieses völlig einlinige Bild zu verändern, im Zusammenhang mit der Hörigenreform wurden Marx und Engels auf die Möglichkeit einer Revolution aufmerksam. Seit den 1870er Jahren warfen sie die Möglichkeit der revolutionären Umwandlung immer wieder auf, selbst die Nachrichten über die anarchistische Bewegung in Rußland Ende der 1870er Jahre erfüllten Marx mit Hoffnung. Nach Emil Niederhauser erwarteten Marx und Engels, die die „Revolutions-treiberei“ Tkatschows früher verurteilt hatten, jetzt von den Attentaten und dem individuellen Terror den Wendepunkt. Anfang der 1880er Jahre begannen sich diese Terroristen bereits zu überlegen, warum ihre Aktionen der Reihe nach scheiterten. Ihre von Vera Sassoulits im Februar 1881 formulierte Frage beantwortet Marx und Engels nach langer Überlegung, mehreren Entwürfern und Antwortversuchen im Vorwort zur zweiten russischen Ausgabe des „Manifests der kommunistischen Partei“ (1882) mit Engels gemeinsam folgendermaßen: „Es fragt sich nun: Kann die russische Obschtschina, eine wenn auch stark untergrabene Form des uralten Gemeinbesitzes am Boden, unmittelbar in die höhere des kommunistischen Gemeinbesitzes übergehen? Oder muß sie umgekehrt vorher denselben Auflösungsprozeß durchlaufen, der die geschichtliche Entwicklung der Westens ausmacht? Die einzige Antwort hierauf, die heutzutage möglich, ist die: Wird die russische Revolution das Signal einer proletarischen Revolution im Westen, so daß beide einander ergänzen, so kann das jetzige russische Gemeineigentum am Boden zum Ausgangspunkt einer kommunistischen Entwicklung dienen.“

Der Standpunkt von Marx und Engels über die polnische Frage kann als eindeutig betrachtet werden. Nach Marx ist die polnische Unabhängigkeit, da sie Rußlands Macht schwächt, ein Grundstein der endgültigen Befreiung des europäischen Proletariats und besonders der Befreiung der anderen slawischen Nationen. Die Türkei wurde ebenfalls durch ihre russenfeindliche Position bedeutungsvoll, ihre innere Zurückgebliebenheit machte aber aus ihr ein „fremdes Element“ für das europäische revolutionäre Zentrum. Aus demselben Grund wurden die anderen Balkanstaaten, die Griechen, die Rumänen, an die Peripherie verdrängt.

Warum gerieten diese Kleinstaaten in solchem Maße aus dem Blickfeld von Marx und Engels? In erster Linie, weil sie auch objektiv an die Peripherie der Weltgeschichte des 19. Jahrhunderts gezwungen wurden. Marx und Engels waren sich aber bewußt, daß die ausführliche Antwort auf die Fragen einer Epoche durch die Bedingungen des gegebenen Zeitalters, das heißt die sich in der Zeit ändernden Faktoren, bestimmt wird.

Sie unterschieden klar drei große Regionen in Osteuropa. Um die Schlußworte von Emil Niederhauser zu zitieren: „Diese Zonen bildeten Österreich und Polen, mit heutigem Ausdruck Ostmitteleuropa, das Osmanische Reich, also der Balkan, und Rußland selbst, wenn wir wollen, das eigentliche Osteuropa. Wenn wir es nicht wortwörtlich nehmen, sondern den Geist betrachten, den immer wieder das Neue beobachtenden, immer forschenden Geist von Marx und Engels, kann dies vielleicht die Aussage dessen sein, wie sie zu ihrer Zeit die Geschichte Osteuropas aufgefaßt hatten.“

Ferenc Mucsi suchte in seinem Vortrag „Marx, Engels und die Arbeiterbewegung in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie“ eine Antwort auf die Frage nach dem Gewicht und der Rolle der österreichischen und ungarischen Arbeiterbewegung innerhalb der internationalen Arbeiterbewegung. Aus der Sicht der zukünftigen proletarischen Revolution kam in ihrem Wertsystem das Habsburger Reich hinter England, Frankreich, Deutschland, den westeuropäischen Kleinstaaten und Rußland. Wegen seiner Entwicklungsmerkmale — seiner nationalen und Nationalitätenspannungen, der verhältnismäßigen Zurückgebliebenheit und peripherischen Stellung seiner wirtschaftlich-gesellschaftlichen Struktur — beobachteten die zwei großen Denker seine Arbeiterbewegung mit besonderem Interesse.

Bei einem Überblick der Beziehungen von Marx zu den österreichischen Arbeitern hob *Ferenc Mucsi* besonders seine im damals entstandenen Ersten Wiener Arbeiterverein gehaltenen Vorträge hervor. Die Verbindung wurde später nach Zustandekommen der I. Internationale intensiver. Die Leiter der ungarischen Sektion — *János Hrabje* und *Károly Farkas* — kannten Marx persönlich. Auf dem Basler Kongreß (1869) sprach der von Marx formulierte Bericht des Zentralrates auch über die Schwierigkeiten, vor denen die Arbeiterbewegung in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie stand.

Wegen der Zerrissenheit in Nationen und Nationalitäten verursachte vielleicht folgendes Dilemma das größte Problem: Sollte man eine einheitliche oder mehrere nationale Parteien zustande bringen? Marx und Engels kritisierten den Standpunkt von *Wilhelm Liebknecht* und den *Eisenachern*, die die Arbeiterbewegung des ganzen deutschen Sprachgebiets umfassen wollten. Sie wiesen darauf hin, daß die vorhandenen Staatsformen Mitteleuropas die bürgerliche Entwicklung beschleunigen können. Ihre Mahnung konnte aber die Verstärkung solcher Tendenzen, welche die vielen Nationalitäten der Monarchie außer acht ließen, nicht verhindern. Marx und Engels wollten auch nach der Niederlage der Pariser Kommune die gesonderte nationale Organisation der österreichischen Arbeiter verhindern. Sie waren bestrebt, sprachlich differenzierte, jedoch einheitliche proletarische Organisationen zu schaffen. Ihre Absicht wurde schließlich — nach Marx' Tod — in gewissem Grade zur Wirklichkeit: Auf dem Kongreß in *Hainfeld* kam eine Organisation zustande, welche die sprachlich-kulturellen Unterschiede beachtete und eine gewisse lockere Einheit vertrat.

Anfang der 1890er Jahre war Engels der Meinung, die zur Massenbewegung gewordene österreichische Arbeiterbewegung könne wegen ihrer spezifischen Stellung im Klassenkampf die führende Rolle übernehmen. Engels bewies, daß der Gegensatz zwischen der stürmisch wachsenden Industrie und Arbeiterschaft des Landes und demgegenüber der Zurückgebliebenheit des gesellschaftlich-politischen Systems eine Triebkraft schuf, welche die österreichische Arbeiterschaft zum erbitterten Kampf bewog. Er schrieb den Wahlrechtskämpfen große Bedeutung zu. Aufgrund der errungenen Teilerfolge war er sogar der Meinung, die Sozialdemokratie könne so erstarken, daß die bourgeoisien Regierungen gegen sie nichts ausrichten könnten, um so weniger, als der Großteil der Soldaten mit den Sozialisten sympathisiert und der Wahlrechtskampf sogar vom Kaiser unterstützt wird. Die Möglichkeit des friedlichen Übergangs sah er aber nur in dem Falle garantiert, daß der Erringung des allgemeinen Wahlrechts auch die Erreichung und Stabilisierung der anderen demokratischen Freiheitsrechte folgten.

Obwohl die österreichische Arbeiterbewegung die westlichen Bewegungen nicht in Schwung bringen konnte, wurde der Austromarxismus zu einer so eigenartigen, zentrisch-linksorientierten, theoretisch-politischen Konzeption, daß seine Wirkung weit über die Grenzen Österreichs hinausging.

Wenn die österreichische Arbeiterbewegung für Marx und Engels im europäischen Sinne „peripherisch“ war, bezieht sich das noch mehr auf die ungarische Arbeiterbewegung. Engels begrüßte den Gründungskongreß der Ungarländischen Sozialdemokratischen Partei (1890) in einem Brief, worin er die von vornherein gegebene Internationalität, die aus mehreren Nationalitäten bestehende Beschaffenheit der

Partei betonte. Die kämpferische Epoche der ungarischen Sozialdemokratie begann erst nach dem Tode von Marx und Engels. Für einen Augenblick, bei dem Wahlrechtskampf von 1905, spielte sie die Rolle des Katalysators; sie regte die Wiederbelebung der österreichischen Bewegung an, die nun das allgemeine Wahlrecht bereits erkämpfen konnte.

Dazu war die ungarische Bewegung damals schon zu schwach. Die Lehren von Marx und Engels fielen aber, wenn auch zu spät, auf fruchtbaren Boden. Die ungarische Bewegung, die nach den russischen Revolutionen nach dem ersten Weltkrieg scheinbar endgültig an die Peripherie gedrängt wurde, erwies sich dennoch als geeignet, die neue revolutionäre Welle, die sich zu dieser Zeit von Ost nach West verbreitete, mit einer Geste der Selbstaufopferung zu vermitteln.

Nach den Vorträgen verlauteten kurze Beiträge von László Kővágó, Henrik Vass und László Makkai. Schließlich fügte Pál Zsigmond Pach, der am Nachmittag den Vorsitz der Sektion innehatte, den Vorträgen einige Bemerkungen hinzu. Er betonte unter anderem, wie wichtig es sei, daß die unterschiedlichen wissenschaftlichen Ansichten in einer offenen Diskussion dargeboten werden können. (Welche von ihnen sich als richtiger marxistischer Standpunkt wird behaupten können, hängt von den zukünftigen Forschungen ab.) So können die Jubiläen und Gedenkfeiern nicht nur die Zusammenfassung der Ergebnisse der bisherigen Forschungen fördern, sondern auch die Entfaltung einer neueren Forschungstätigkeit anregen.

Imre Knausz—István Feitl

20. Tagung der Gemischten Kommission der Historiker der Ungarischen Volksrepublik und der Deutschen Demokratischen Republik

Die 20. Tagung der Gemischten Kommission der Historiker der Ungarischen Volksrepublik und der Deutschen Demokratischen Republik fand vom 4. bis 10. September 1983 in Schwerin (DDR) statt. Im Mittelpunkt der einwöchigen Veranstaltungsreihe standen zwei Kolloquien, auf denen es im Anschluß an die einleitenden Referate der ungarischen und der DDR-Historiker zu einem umfassenden und lebhaften wissenschaftlichen Meinungs- und Erfahrungsaustausch kam.

Das Hauptkolloquium am 6. September war dem Kampf der ungarischen und der deutschen Antifaschisten in den dreißiger Jahren gewidmet. *Prof. Dr. István Pintér*, wissenschaftlicher Berater am Institut für Parteigeschichte beim Zentralkomitee der USAP, befaßte sich mit den antifaschistischen Bewegungen in Ungarn. In kurzen Zügen erläuterte er die einschlägigen Forschungsergebnisse der ungarischen Historiographie und gab sodann einen umfassenden Überblick über die innenpolitische Entwicklung Ungarns in den dreißiger Jahren sowie während des zweiten Weltkrieges. Er hob die Bedeutung jener Erkenntnis der fortschrittlichen Kräfte hervor, daß die Verteidigung der legalen Arbeiterorganisationen ein wichtiges Instrument des antifaschistischen Kampfes gebildet habe. Die Kommunistische Partei Ungarns ergriff im Sommer 1933 mit der Losung: „Hinein in die Gewerkschaften!“ die Initiative zur Verteidigung der Gewerkschaften und förderte das Zusammenfinden der Kommunisten und der Sozialdemokraten. In Ungarn wirkten — im Gegensatz zu zahlreichen Arbeiterbewegungen Europas — eine legale und eine illegale Partei, die Sozialdemokratische Partei und die Kommunistische Partei. Eine veröffentlichte Vereinbarung über die Aktionseinheit hätte die Legalität der Sozialdemokratischen Partei gefährdet. Dieser Erkenntnis entsprang der Ende 1934 gefaßte Beschluß des Zentralkomitees, der darauf aufmerksam machte, daß es notwendig sei, neben den Vorschlägen zur Einheitsfront „die persönlichen Verbindungen zu suchen mit jenen sozialdemokratischen Führern und Funktionären, die zu einer Zusammenarbeit mit den Kommunisten neigen“. Auf dieser Grundlage kam es zur Zusammenarbeit von Kommunisten und Sozialdemokraten in den legalen Arbeiterorganisationen sowie in den gemeinsamen antifaschistischen Aktionen. Der Referent erläuterte die „geistige Offensive“ der Sozialdemokratischen Partei und der Gewerkschaften, die mittels der Presse und der Bildungsorgane durch die Entlarvung des Faschismus und die Darstellung seines Klassencharakters eine mobilisierende Wirkung auf die Arbeiterschaft ausübte. Die auf dem geistigen Gebiet anlaufenden Initiativen führten durch antifaschistische, kommunistische, sozialdemokratische und mehrere bürgerliche Zeitschriften und Tageszeitungen bzw. Presseorgane auch zu politischen Bewegungen.

István Pintér analysierte eingehend eine der wichtigsten Volksfront-Organisationen dieser Zeit, die im März 1937 entstandene März-Front, an der sich Kommunisten, Schriftsteller bäuerlicher Herkunft, die sogenannten „Volkstümpler“, Studenten mit demokratischer Gesinnung, Jungarbeiter sowie diese Kreise erfassende Organisationen beteiligten. Infolge der internationalen Entwicklung, des faschistischen Druckes und der inneren Widersprüche scheiterte die Erweiterung der gesellschaftlichen Basis der Märzfront und die Organisation zerfiel im Jahre 1938.

Im abschließenden Teil seines Vortrages erläuterte István Pintér eingehend jene drei politischen Kräftegruppierungen, die während des zweiten Weltkrieges in der Innen- und Außenpolitik Ungarns eine bestimmende Rolle spielten. Zu der ersten Gruppe gehörten die deutsch- und hitlerfreundlichen Kräfte — vom rechten Flügel der Regierungspartei an, über die Anhänger von Imrédy bis hin zu den Pfeilkreuzlern —, die eine totale faschistische Diktatur forderten und bis zum Schluß auf dem Bündnis mit Hitler beharrten.

Innerhalb der herrschenden Klassen, im Zentrum, stand die Bethlen-Gruppe, die während des Krieges auch durch zwei Ministerpräsidenten (Pál Teleki und Miklós Kállay) repräsentiert wurde. Außenpolitisch stand diese Gruppe bereit, das Bündnis mit Deutschland durch ein Bündnis mit den Angelsachsen abzulösen. Innenpolitisch erstrebte sie mit der gleichzeitigen Betonung der „pangermanischen und der panslawischen“ Gefahr eine „nationale Einheit“, die sich vor allem gegen die konsequent antifaschistischen Kräfte richtete und das bestehende System — ein wenig liberalisiert, aber samt den erworbenen Territorien —, in die Nachkriegszeit hinüberzuretten versuchte.

Die dritte Kraft, die antifaschistische Bewegung, entwickelte sich infolge des revisionistischen Nationalismus und der im Zusammenhang mit den erzielten territorialen Veränderungen entfalteten Propaganda nur sehr langsam und war bis zum Kriegsende einem starken faschistischen Terror ausgesetzt. Nach der Besetzung des Landes durch die Hitler-Armee entstand im Mai 1944 die Kampforganisation der hitlerfeindlichen Kräfte, die Ungarische Front, die nicht nur den „Absprung“ von der Seite Hitlers forcierte, sondern die organisierte Basis der demokratischen Entfaltung in der Nachkriegszeit zu werden suchte. Das Verhalten Horthys und seiner Clique sowie die Machtübernahme durch die Pfeilkreuzler verhinderten jedoch den Bruch mit den Deutschen; wegen des Übergewichts der inneren und der äußeren faschistischen Kräfte führte die antifaschistische Bewegung in Ungarn zu keinem bewaffneten Aufstand, sie förderte jedoch die Entstehung der inneren Voraussetzungen für die volkdemokratische Entwicklung nach der Befreiung.

Prof. Dr. Kurt Pätzold, Humboldt-Universität Berlin, befaßte sich in seinem Vortrag mit dem Kampf der deutschen Antifaschisten in den dreißiger Jahren. Einleitend erläuterte er die in der DDR erzielten Forschungsergebnisse, zu denen er auch die regionalgeschichtlichen Arbeiten und die Betriebsgeschichtsschreibung zählte. Er ging auch auf die reichhaltige Memorien-Literatur ein, und erwähnte die Werke von Erich Honecker, Heinz Hoffmann sowie von Franz Dahlem, Alexander Abusch und Albert Norden. Über den antifaschistischen Kampf in den Jahren 1939 bis 1945 gibt es eine reichhaltige Literatur, während bei der Aufarbeitung der vorangegangenen Jahre noch viele Aufgaben gelöst werden müssen. Notwendig wäre außerdem eine umfassendere Auseinandersetzung mit der bürgerlichen Historiographie. Prof. Pätzold betonte, daß die bürgerlichen Autoren die antifaschistische Widerstandsbewegung aus den umfassenden politischen, sozialen und geistigen Kämpfen des 20. Jahrhunderts herauslösen.

Im weiteren Verlauf seines Vortrages beschäftigte sich Kurt Pätzold mit der Lage, die in Deutschland nach der Machtübernahme Hitlers am 30. Januar 1933 entstanden war: In der Zeit vom 27. Februar bis 25. März 1933 wurden in Berlin 216 Kommunisten und Sozialdemokraten ermordet, und innerhalb einer kurzen Zeit kam es zu einer massenhaften Verfolgung der antifaschistischen Kräfte. Gleichzeitig erschwerte die Politik der rechten Führung der sozialdemokratischen Partei den Zusammenschluß und den gemeinsamen antifaschistischen Kampf der Kommunisten und der Sozialdemokraten. Im Rahmen der weiteren Forschungen sollten jene Hindernisse eingehender untersucht werden, die eine Zusammenfassung des antifaschistischen Widerstandes und die Mobilisierung seiner Reserven erschwert hatten.

Die Antifaschismusforschung hat zwischen nahen und fernen Wirkungen des Widerstandskampfes zu unterscheiden, sagte Kurt Pätzold. Obwohl die antifaschistische deutsche Widerstandsbewegung die Herrschaft des Faschismus zu keiner Zeit brechen konnte, vermochte sie doch bedeutende Kräfte des Regimes zu binden. Zur Sicherung des „Hinterlandes“ mußte die faschistische Diktatur zu jeder Zeit Kräfte aufwenden, die — verglichen mit ihrem Gesamtpotential — zwar gering, aber dennoch nicht zu unterschätzen sind. Die antifaschistische Propaganda, die illegalen Druckerzeugnisse, Rundfunksendungen oder Losungen konnten unter den zeitweiligen Parteigängern oder Sympathisanten des Faschismus häufig nur einen vorübergehenden Eindruck machen, dennoch reaktivierten sie sich im Laufe des Krieges, unter

anderen Bedingungen, in Lazaretten oder in der Kriegsgefangenschaft, und bereiteten als langfristige „Investition“ die Loslösung vom Faschismus vor. Auf diese Weise förderte der antifaschistische Widerstand das gesellschaftliche Denken und schuf darüber hinaus durch die Teilnahme von Schriftstellern und Künstlern auch auf dem Gebiet der Literatur und der Künste bleibende Werke.

Prof. Dr. Loránt Tilkovszky, Hauptmitarbeiter am Institut für Geschichtswissenschaft der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, befaßte sich mit dem Widerstand der Ungarndeutschen im zweiten Weltkrieg. Seine Studie veröffentlichen wir in dieser Ausgabe.

In der anschließenden mehrstündigen Diskussion berichtete *Ernst Bruhns*, Mitglied des Bezirkskomitees Schwerin der Antifaschistischen Widerstandskämpfer über die Kämpfe, an denen er als ehemaliger kommunistischer Abgeordneter der Schweriner Stadtversammlung vor und nach der faschistischen Machtergreifung von 1933 teilgenommen hatte. *Dr. Siegfried Höppner*, Humboldt-Universität Berlin, untersuchte die Voraussetzungen für die Entstehung der Märzfront in Ungarn und analysierte die Möglichkeiten und die Auswirkungen des antifaschistischen Widerstandes im Hinblick auf die Intelligenz. *Thomas Pentzold* aus Pölzig befaßte sich mit der Tätigkeit ungarischer, nach Deutschland emigrierter Antifaschisten und belegte anhand zahlreicher Beispiele ihre aktive Teilnahme an der deutschen revolutionären Arbeiterbewegung und ihre Mitarbeit in der Komintern. Er erläuterte auch jene Protestaktionen, mit denen die deutsche Arbeiterklasse gegen die Politik der herrschenden Schichten Ungarns und im Interesse der verfolgten Kommunisten demonstrierte. *Prof. Dr. Karl-Heinz Jahnke*, Wilhelm-Pieck-Universität Rostock, lenkte die Aufmerksamkeit auf die antifaschistischen Bewegungen in Mecklenburg und hob dabei die Teilnahme der Mitglieder der Sozialdemokratischen Partei hervor. *Dr. Lorenz Hüfner*, Humboldt-Universität Berlin, befaßte sich einleitend mit dem Charakter und den Besonderheiten des konterrevolutionären Horthy-Regimes und betonte, daß der gemeinsame Wesenszug aller innerhalb der herrschenden Klassen bestehenden Gruppierungen der Antikommunismus und das Streben nach Veränderung der mit dem Vertrag von Trianon festgelegten Grenzen war. Anschließend befaßte er sich eingehend mit der Gestaltung der diplomatischen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Regierung Gömbös und Deutschland. *Prof. Dr. Werner Bramke*, Karl-Marx-Universität Leipzig, untersuchte die Lage und die Beziehungen der Intelligenz, besonders der technischen Intelligenz, im Hinblick auf den Faschismus und auf die Teilnahme am antifaschistischen Kampf in den dreißiger Jahren. *Dr. Georg Lück*, Institut für Literaturwissenschaft der Akademie der Wissenschaften der DDR, beschäftigte sich mit der Teilnahme ungarischer Schriftsteller an den einzelnen Phasen des antifaschistischen Widerstandes, unter Hervorhebung der Bedeutung der Märzfront und der Weihnachtsausgabe 1941 der Tageszeitung „Népszava“. *Paul Kárpáti*, Humboldt-Universität Berlin, analysierte den antifaschistischen Kampf der ungarischen Schriftsteller im Spiegel des Wirkens von Attila József und Miklós Radnóti.

Im Verlauf des Kolloquiums gab es mehrere Beiträge, in denen die Notwendigkeit unterstrichen wurde, den antifaschistischen Kampf in seinen verschiedenen Formen — auch in seinen ökonomischen, politischen und ideologischen Aspekten — komplex zu untersuchen und die Besonderheiten der einzelnen historischen Etappen ebenfalls zu beachten. In diesem Zusammenhang hob *Prof. Dr. Walter Wimmer*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, den Aspekt hervor, daß nicht nur der Zeitabschnitt nach 1933 beachtet werden müsse, sondern auch die letzten Jahre der Weimarer Zeit und die darin auffindbaren antifaschistischen und faschistischen Erscheinungen zu untersuchen seien.

Mit großer Aufmerksamkeit verfolgten die Teilnehmer des Kolloquiums den zusammenfassenden Bericht von *Prof. Dr. István Pintér* über den gegenwärtigen Stand der Forschungen zum Charakter des Horthy-Regimes. Pintér hob hervor, daß der Begriff Antifaschismus differenziert untersucht und auch die Tätigkeit der ungarischen sozialdemokratischen Partei, besonders hinsichtlich der dreißiger und vierziger Jahre, einer eingehenden Analyse unterzogen werden müsse.

Das zweite Kolloquium des bilateralen Historikertreffens fand am 8. September statt. Die anwesenden Historiker, sowie Forscher, Vertreter von Volksbildungseinrichtungen, der Presse, des Rundfunks und des Fernsehens erörterten nach zwei einleitenden Vorträgen die Aufgaben und die aktuellen Probleme der populärwissenschaftlichen Arbeit der Historiker. *Prof. Dr. Helmut Meier*, Mitglied der Leitung der Akademie für Gesellschaftswissenschaften beim ZK der SED, Berlin, befaßte sich in seinem

Vortrag mit der Rolle des historischen Bewußtseins in der sozialistischen Gesellschaft und ging auch auf die Ergebnisse von Untersuchungen ein, die zur Bewußtseinsentwicklung der Bevölkerung der DDR, besonders innerhalb der Arbeiterklasse durchgeführt wurden. Er stellte fest, daß die Untersuchungen ein Anwachsen des Geschichtsbewußtseins zeigten, gleichzeitig aber in bezug auf bestimmte Abschnitte und auf einige Problembereiche auch „weiße Zonen“ zu vermerken seien. Die geschichtswissenschaftliche und die populärwissenschaftliche Arbeit müßten sich diesen Bereichen mit besonderer Aufmerksamkeit zuwenden.

Dr. Attila Pók berichtete über die Aufgaben der Zeitschrift der Ungarischen Historischen Gesellschaft „HISTORIA“ und über die wichtigsten Ergebnisse der seit 1979 geleisteten Arbeit. Im einleitenden Teil seines Vortrages erläuterte er einige charakteristische Wesenszüge der gegenwärtigen allgemeinen ungarischen Geschichtsauffassung, vor allem das schicksalhafte, die ganze Geschichte durchziehende Ausgeliefertsein des Ungarntums an die äußeren Kräfte, als eine der am häufigsten wiederkehrenden Stereotypen der allgemeinen Denkweise. *Dr. Pók* gab einen Überblick über die Methoden der redaktionellen Arbeit und über den organisatorischen Aufbau der zweimonatlich erscheinenden Zeitschrift und analysierte anschließend die Ursachen für das unerwartet große Echo einiger Beiträge bzw. Themen. Er sprach vor allem über Fragen der Beziehungen zwischen den Ungarn und den sie umgebenden Völkern sowie über die Wertung der Rolle Ungarns im zweiten Weltkrieg. Der Referent ging kurz auf die Unterschiede ein, die beim historischen und dem politischen Herangehen an historische Fragen bestehen, sowie auf die möglichen Konflikte. Abschließend stellte er die unterschiedlichen Formen der Beziehungen zu den Lesern (Klubveranstaltungen, Korrespondenz usw.) vor.

Im Verlauf der Diskussion erläuterte *Dr. Wolfgang Büttner*, Zentralinstitut für Geschichte der Akademie der Wissenschaften der DDR, die redaktionellen Grundsätze für die als Publikation des Institutes seit 1979 erscheinenden „Illustrierten Historischen Hefte“ sowie die bewußtseinsformende Wirkung der bisher erschienenen 30 Hefte. *Prof. Dr. Willibald Gutsche*, Zentralinstitut für Geschichte, analysierte in seinem Beitrag die Aufgaben der Regional- und Heimatgeschichte, und hob hervor, daß sich auf diesem Gebiet große Möglichkeiten für die aktive Einbeziehung der geschichtlich interessierten Schichten eröffnen. *Dr. Alexander Tinschmidt*, Zentralinstitut für Geschichte, erläuterte einige wichtige Bereiche der populärwissenschaftlichen Tätigkeit der ungarischen Historiker und erwähnte dabei auch die Theaterstücke und Fernseh-Serien, die sich mit der Zeitgeschichte beschäftigen, und ging abschließend auf die Aufgaben ein, die bei der Vorstellung und Erläuterung der ungarischen Forschungsergebnisse und Publikationen den Spezialisten in der DDR gestellt sind.

Über die besonderen Aufgaben der Institutionen der Massenkommunikation kam es zu einem breiten Erfahrungsaustausch, an der sich *Werner Müller*, Redakteur der Tageszeitung „Neues Deutschland“, *Frank Schumann*, Redakteur des Zentralorgans der Jugendorganisation FDJ, „Junge Welt“, sowie *Holger Christiansen*, leitender Mitarbeiter des Fernsehens der DDR beteiligten. In ihren Beiträgen befaßten sie sich mit den speziellen Aufgaben und Fragen der Zusammenarbeit von Journalisten und Historikern, mit den neuesten und den geplanten Arbeiten, die sich u. a. mit dem antifaschistischen Kampf und der 34jährigen Entwicklung der DDR beschäftigen.

Die Mitglieder der Gemischten Kommission der Historiker der Ungarischen Volksrepublik und der Deutschen Demokratischen Republik erörterten nach den beiden Kolloquien die Zusammenarbeit der Historiker der beiden Länder betreffende Fragen, informierten einander über die wichtigsten Forschungen und legten in Grundzügen die Thematik für die nächsten Kolloquien fest. Die Teilnehmer der Tagung unternahmen eine Exkursion nach Güstrow, wo sie die Einrichtungen der Pädagogischen Hochschule „Lieselotte Herrmann“ besichtigten und sich mit der Arbeit der Sektion Marxismus-Leninismus/-Staatsbürgerkunde vertraut machten.

COMPTES RENDUS DES LIVRES

И. С. Чичуров, Византийские исторические сочинения: «Хронография» Феофана, Бревиарий Никифора — Byzantine historical works: *Chronographia* by Theophanes, *Breviarium* by Nikophoros

Москва, 1980. 214 стр

I have to begin this review with a reverent commemoration which is irregular but pertinent in our case. It is the last volume compiled under the direct supervision of V. T. Pashuto, a corresponding member of the Soviet Academy of Sciences. V. T. Pashuto was an outstanding authority on the medieval history of the Russian and the Slavic peoples in general. His activity evoked international interest and appreciation. He spent the last fifteen years of his life training specialists in order to carry out his large-scale conception. Notably he had decided to collect all written sources concerning the early and medieval history of the peoples of the Soviet Union and to publish them according to uniform editing principles. The volumes already published and those in process of publication preserve the memory of V. T. Pashuto. His undertaking lives on, his associates carry on his conception. His departure from our midst is a lamentable loss of medievalists and of his close associates in particular.

From the seventies of the 18th century onwards Russian historians have accomplished highly substantial work in respect of the collection of Byzantine sources concerning Russia and the publication of related critical or less critical editions. No less important is the publication of sources abroad, especially in countries where national cultures have evolved in the spirit of the Byzantine Church. The author mentions in a distinctive place, among the prominent scientists of successive generations, the activity of Gy. Moravcsik, S. Szádeczky-Kardoss, L. Orosz, furthermore Gy. Németh, who was no Byzantologist but knew well the history and the languages of the peoples of the steppe, as well as the work of J. Harmatta.

The period lasting from the late 7th century to the early years of the 9th is the by no means uneventful, the life of Byzantium was full of action in the field of both home and foreign politics. The Arab conquests took away the Byzantine possessions in Asia Minor, the Persians attacked from the Caucasus, and in the steppes north of the Crimean possessions of Byzantium troubles were caused by the Onogurs, Khazars and Alans, then by the Slavs. The Bulgars of Asparukh seized a considerable part of one-time Thracia, Byzantium's rich province south of the Lower Danube. The internal situation was stirred up by the iconoclastic ravages, while a far less considerable stir was caused by social and economic changes. Urbanization which had started in antiquity came to a standstill, the cities began to decline, the period was characterized by agrarian development. The usual court intrigues, the strifes of succession, utterly upset the life of Theophanes and Nicephorus: an atmosphere not quite agreeable to historiographers for intense activity.

It is precisely for this reason that the monumental *Chronography* by Theophanes Homologetes (Theophanes the Confessor) and the *Breviary* by Nicephorus Patriarcha are held in great esteem. The former deals with the events of the period from 284 to 813 and the latter describes those which took place between 602 and 769 A. D. Theophanes devoted great attention to the peoples of the East European steppes and of the Caucasus, one of his most important merits being to have put the events in chronological order; the fact is that chronologizing was a virtue of neither the earlier nor the later Byzantine historians. Theophanes followed his predecessors in archaizing the names of peoples, in

being free with the use of actual geographical knowledge. In his work there is hardly any mention of economic activities and social events.

The short history by Nicephorus Patriarcha contains few but very important data in addition to Theophanes's work. This plus makes it a valuable source of Avar, Khazar and Bulgar history. It furnishes unique bits of information on the christening of the prince of the Huns in 619 (it is not the baptism of Gordas and Organas), on the intended marriage between the emperor Heraclius and the daughter of the Khazar king, as well as on the anti-Avar revolt of Hunogundur (Onogur) prince Kuvrat in the years 639/40.

The two Byzantine authors (hereinafter Th. and N.) drew their information from a common source, lost since then, but N. paid particularly great attention to the Bulgar-Turks settled in the Balkans and, in discussing their affairs, departed from Th.'s text in many points.

I. S. Chichurov has performed careful philological and source-critical work. His circumspect commentaries help one to interpret the vague passages, to dissipate deeply rooted misconceptions. In comparison to the commentaries on earlier critical editions he enriches our knowledge.

Commentaries 72 and 79 on Th. deal with the affairs of princes Gordas and Muageris of the Huns. After Gy. Moravcsik, the author considers it possible that the name Muageris is identical with the name of the Magyar people. With reference to Ioannes Nikiussos he thinks that Muageris, after his attempt on the life of his brother Gordas who spread Christianity, also received baptism. The Hunnish prince whose christening came to N. Patriarcha's knowledge was either Muager or Kuvrat. A curious item is commentary 62 on Th., which mentions the Sabirs and their queen Boareks (Boas). In interpreting the queen's name, the author subscribes to the opinion of Gy. Moravcsik, who supposes an old Turkic form Bo-ariq. I. S. Chichurov regards as speculative the etymology proposed by F. Altheim, who derived the Sabir queen's name from Middle Persian. Gy. Moravcsik's interpretation is backed up by a reference to Procopius (mid-6th century). Notably, in describing the Caucasus, Procopius mentions Mount Tsan and the Boas river taking its source in its surroundings, the riverside being inhabited by Huns called the Sabirs. The statement by I. S.

Chichurov that a people of the steppe lived in the Caucasus is surprising but substantiated. The Turks of Oguz khan found the mountains and valleys around Tbilisi to be remarkably fit for living in

On the other hand, I deeply regret that I. S. Chichurov has not found it possible to identify Mount Tsan and the Boas river with any of the now existing geographical names. I query whether Procopius's geographical data may not have anything to do with the Caucasian settlement called Tsani. The geographical largesse of Byzantine authors adds to the value of all geographical names, so it is worth to give consideration to their information. Even if the geographical name Tsani has nothing to do with Mount Tsan and the Boas river, it is still some clue to help the quest. In commentary 65 on N. the author analyses Onogur prince Kuvrat's anti-Avar uprising which took place around 639/40. Kovrat was the ruler of Great Bulgaria in the area of the Don river and the Sea of Azov. I. S. Chichurov finds it problematic whether the anti-Avar uprising broke out after 568. By reason of the fact that both Th. and N. knew the country of the Avars to have been in the Carpathian basin, S. Szádeczky-Kardoss (*Bibliotheca Orientalis Hungarica* 20) is of the opinion that the Avar khaganate was bordering on the Don in the east and on the Lower Danube in the south. Accordingly, in the opinion of S. Szádeczky-Kardoss, Kovrat ruled over his people as a vassal of the Avar khagan. I. S. Chichurov doubts whether about the middle of the 7th century the Avar khaganate extended as far as the Don river. He remarks that the opinion of S. Szádeczky-Kardoss is not without precedent. In one place of their book (*Geschichte und Kultur eines völkerwanderungszeitlichen Nomadenvolkes: Die Jou-Jan der Mongolei und die Awaren in Mitteleuropa*. Klagenfurt, 1970) A. Kollautz und H. Miyakawa inconsistently suppose the Avar khaganate to have extended to the Don. I. S. Chichurov holds the view that N. and Th. do not justify this supposition, because they consistently know the Avars to be living in the Carpathian basin. He does not attempt a definitive clarification of the problem, he supposes that about 639/40 Kovrat humiliated and expelled from his country an Avar mission coming with an offer of alliance. — I. S. Chichurov's assumption leaves the predicate *ēpanēstē* (revolted) unexplained. It was not by chance that N. used the very verb in question. It is conceivable, of course,

that an Avar mission with a considerable military escort arrived in remote Onogur country along the Don and the action taken against them can really be described by the word *ēpanēstē*. I think that the hypotheses of both I. S. Chichurov and S. Szádeczky-Kardoss imply the possibility of being near the truth, although we cannot dispel the mystery surrounding the Avar-Onogur relationship. Notably in the year 626 the Avars suffered a serious defeat at the hand of Byzantium, and the Slavs advancing in the southwestern direction got wedged in the area between the seat of the Avar khaganate and Onogur country on the Don: the political hegemony of the Avars was shaken. Around 639/40 Kovrat chased away the Avar mission and forthwith concluded an alliance with the Avars' mortal enemy, the emperor Heraclius, who conferred on him the title of patrician. Upon Kovrat's death, about 679/80, the fourth of his five sons moved to the Carpathian basin and placed himself and the Onogurs following him under the Avar khagan's patronage. That is to say, the fourth son of Kovrat, who had ended vassalage to the Avars, subjected himself to the same servitude. In N.'s narrative these events are interconnected like links in the chain, but he fails to give the reasons why Kovrat's son, whose father had mortally offended the Avars, voluntarily went into subjection while even three of his brothers chose independence. In the course of forty years much water had flown by in the Danube and the Don, and the memory of the Avar-Onogur strife was erased by the time of one and a half generations. The question arises whether the Avars driven out of Onogur country on the Don around 639/40 were, in terms of political organization, identical with the Avars living in the Carpathian basin. A regular consequence of the wanderings of steppeland peoples was that groups of them dropped behind and remained in the steppe, or that shattered remainders of such peoples returned to the steppe where they found refuge. Prior to 626 the Avar fractions remaining in the steppe could subject other steppeland peoples to the interests of their empire. The ties linking the Tisza river to the Don must of course have been loose already before 626, since it was in alliance with Byzantium that the Onogurs waged war against the Persians. I think therefore that S. Szádeczky-Kardoss rightly supposes that the Avar interests predominated as far as the Don or that, more

precisely, the eastern frontier of the Avar empire was on the Don river. As to the times after 626, I accept I. S. Chichurov's opinion. The Avars left behind in the steppe were politically and organizationally cut off, by the advancing Slavs, from the Carpathian basin, and they endeavoured to maintain their rule, but with little success because about 640 Kovrat routed them. A good memory of the one-time Avar hegemony was still kept by the Onogurs. That is why the fourth son of Kovrat could lead his part of the people into the Carpathian basin, where they were joined by the eastern Avars stripped of their hegemony. Except for the Bulgars of Asparukh, the other branches of the Onogur people could not preserve their independence either, because with the disintegration of the western Turk khaganate the Khazars came into prominence and brought the Onogurs under their sway. Of course, my reasoning is only hypothetical.

Quite characteristically, commentaries on the aspects of ecclesiastical history are missing in some instances. Arianism is left unexplained. Commentary 327 on Th. fails to throw light upon monophelitic heterodoxy. In commentary 197 on Th. we read about an interesting view of F. P. Filin on the Avar (Turk) origin of the name *ant* of the old Slavs. According to him, the ethnic name *ant* was given to the Slavs pledging vassalage to the Avars. Commentary 200 on Th. interprets the concept "Hunnish land" as meaning the Caucasus, and this interpretation is an addition to Gy. Moravcsik's opinion (*Byzantinoturcica* II. S. 232). In commentary 246 on Th., on the other hand, analysing the different forms of the identical ethnic names Onogur, Onogundur and Onnobundo-bolgar, it would have been worth while to keep in mind the opinion of Gy. Moravcsik, who held that Onogundur was not a *lapsus calami* but a significant name form. This opinion was shared by the eminent Turcologist Gy. Németh. Deserving attention is O. N. Trubachev quoted in commentary 264 on Th. (*Voprosy Yazykoznaniiya* 1974, 6), who records that the country names composed of the adjective "Magna" and an ethnic name signify the scene of secondary colonization and not the original home. In the same place there is an interesting hypothesis on the north Iranian country of origin of the Old Bulgar-Turks. The concept Protobulgar to be found in the commentaries is generally used in an easily mistaken sense. In some places the author uses it to denote the

totality of the Old Bulgar-Turk population or, more often but not always unequivocally, the Bulgar-Turks of Asparukh. In the case of the latter the qualifier *proto-* can hardly be pertinent, for they were already very far away in time from their Old Bulgar-Turk (Protobulgar) ancestors.

To sum up, I. S. Chichurov has presented the reader with a well-deserving volume of the series. He is to be congratulated on his excellent job. He has rendered service to Soviet and international medievalist research alike.

Antal Bartha

Kathrin Sitzler, *Solidarität oder Söldnertum? Die ausländischen Freiwilligenverbände im ungarischen Unabhängigkeitskrieg 1848—49.*

Biblio Verlag, Osnabrück 1980. 481 S.

Obwohl die Freiwilligenverbände in einigen bedeutenderen zusammenfassenden Arbeiten über die ungarische Revolution von 1848/49 und den Verteidigungskrieg in einigen Zeilen Erwähnung finden, ausführlicher wird ihre Tätigkeit in dem Buch von István Nemeskürty: *Kik érted haltak, szent Világszabadság* (Die für die heilige Freiheit starben) behandelt, ist die Fachliteratur bisher einer wissenschaftlichen Aufarbeitung der Rolle der aus dem Ausland der ungarischen Nation zu Hilfe eilenden Söldner schuldig geblieben. Groß ist somit die Bedeutung des 24. Bandes aus der Reihe *Studium zur Militärgeschichte, Militärwissenschaft und Konfliktforschung*, in welchem es die Münchener Verfasserin versucht, sich in erster Linie auf Budapest und teilweise auf Wiener Archivquellen stützend, die Geschichte der 1848/49 in Ungarn kämpfenden deutschen, italienischen und polnischen Legionen aufzuarbeiten, und sie in den ungarischen — stellenweise mitteleuropäischen — Verlauf der militärischen, politischen Ereignisse einbettend, gibt sie eine analysierende Bewertung dieser Geschichte. Die Arbeit sucht vor allem Antwort zu geben auf die Motivierung (universales Freiheitsideal, kosmopolitischer Idealismus, Opferbringung für Ungarn oder die eigene Heimat) der Teilnahme der „Fremden“, auf die wirkliche Rolle der Freiwilligenverbände, sowie darauf, inwieweit ihre aktive Gegenwart die Entwicklung der innen- bzw. außenpolitischen Prozesse beeinflusste.

Zur Klärung der aufgeworfenen Fragen geht Sitzler von der Untersuchung der außerordentlich zusammengesetzten Entstehungsgeschichte der Legionen aus, und indem sie die Probleme konzentriert, sie auf eine vielseitige Analyse der darin enthaltenen Prozesse gründend, ist sie bestrebt, einen vollständigen historischen Überblick zu ge-

ben. Sie behandelt die Geschichte der drei Legionen gesondert, da ihrer Meinung nach ist die so gewählte Annäherung die günstigste Möglichkeit für eine präzise Darstellung der spezifischen Eigenarten, für einen Vergleich, die Zeichnung eines differenzierten Gesamtbildes. Die über die Tätigkeit der italienischen Legionen zur Verfügung stehende reiche Fachliteratur ermöglichte, daß, auf die Arbeiten anderer Historiker gestützt, ein umfassendes Bild gegeben werden kann, die bisher wenig bekannte Geschichte der deutschen und polnischen Legionen aber rekonstruiert die Verfasserin aufgrund eigener Forschungen.

In Kenntnis der Grundforschungen von Sitzler ist heute schon festzustellen, daß die Geschichte der drei Legionen trotz ihrer zahlreichen gemeinsamen Züge, infolge der abweichenden Lage der „Mutterländer“, in ihrer Entstehung und Entwicklung wesentliche Abweichungen aufzeigt. Während nämlich die Entstehung der deutschen Legion in unmittelbarem Zusammenhang mit der Niederschlagung der Wiener Oktoberrevolution steht, ihr Bestand organisierte sich anfangs aus Flüchtenden, später fand sich Nachschub unter dem deutschen Volkstum des Landes; die italienische „Armee“ wurde aus den italienischen Einheiten der in Ungarn stationierten kaiserlichen Truppen angeworben, so gingen der Bildung der polnischen Legion lange Verhandlungen voraus, diese wurden von den heftigen Gegensätzen innerhalb der polnischen Emigration und der oft widersprüchlichen Stellungnahme der ungarischen Regierung verlangsamt, bis ihr Wachstum vom Einströmen der Polen aus Galizien eine nahezu unversiegbare Quelle bot.

Charakteristische Betonungsunterschiede sind in der Formulierung der Zielsetzungen der „internationalen Einheiten“, in den Versuchen der Selbstde-

finition zu beobachten. Die von Peter Giron geführte deutsche Legion ging für die Verteidigung der Rechte und Freiheit Ungarns in den Kampf, und obgleich sein Programm auf die internationalen Zusammenhänge hinwies, betonte er immer wieder die Bedeutung der deutsch-ungarischen Interessengemeinschaft, in den Mittelpunkt aber stellte er dennoch die Unterstützung der ungarischen Sache. Der Werbungsaufwurf der von Monti geführten italienischen Truppen geht von gesamteuropäischen Prozessen aus. Als Vorbild der sich seiner Meinung nach aufgrund natürlicher Gesetze in Nationen teilenden Menschheit bezeichnet er die ungarische Nation, ihren revolutionären Kampf nennt er eine historische Notwendigkeit und identifiziert ihn mit den Freiheitskämpfen des italienischen Volkes. Der auf viele Jahrzehnte Emigrationstradition basierende polnische Partner war mehr bestrebt, eigene nationale Interessen zur Geltung kommen zu lassen. In seinem Programm erhebt er die ungarisch-polnischen Interessen auf gleiche Ebene und wollte erreichen, daß beide Seiten gegenseitige Verpflichtung übernehmen in der Verwirklichung ihrer nationalen Zielsetzungen.

Aus dem Bisherigen können in vielem die in der Entstehung der organisatorischen Form der Legionen zu beobachtenden Unterschiede abgeleitet werden. Im Sinne der mit der ungarischen Regierung abgeschlossenen Vereinbarungen funktioniert die deutsche Legion als Teil der ungarischen Armee, dem ungarischen Kriegsminister und den ungarischen Kriegsgesetzen untergeordnet, im Einklang mit der ungarischen Verfassung, für die Bewaffnung und Ausrüstung sorgt das Landesverteidigungskomitee. Zwar war es gelungen, bis zum Schluß das Prinzip des einheitlichen Kommandos der Legionen durchzusetzen, am 21. November 1848 unternahm der als Oberbefehlshaber ernannte Giron nutzlos Versuche, daß seine „Scharen“ in geschlossenen Verbänden kämpfen. (Dieses Problem ist übrigens im Falle aller drei Legionen unmotiviert geblieben.) Die Ausbildung eines selbständigeren Antlitzes befleißigte die italienische Militärführung. In der inneren Leitung der ebenfalls von der ungarischen Regierung ausgerüsteten Kampftruppen führte Monti eine strenge hierarchische Ordnung ein, und damit gelang es ihm, den für die Tätigkeit der polnischen Offiziere so charakteristischen inneren Zwistigkeiten die Spitze zu nehmen. Den militärischen Charakter der Legionen formierte er

— selbstverständlich auch die ungarischen Verhältnisse berücksichtigend — nach dem Muster von Piemont, womit er perspektivisch beabsichtigte, den Grundstein für eine im Kampf gestählte, nach dem Sieg in Italien einzusetzende Armee zu legen.

Ein wesentlich schwierigeres Problem bedeutete die Gestaltung der organisatorischen Rahmen in den polnischen Einheiten. Die für die polnische Emigration allgemein bezeichnende innere Teilung zeigte sich in diesem Falle in den leidenschaftlichen Zusammenstößen zwischen Bem und Wysocki. Der spätere Kommandeur der Siebenbürger Truppen war nämlich gegen die Aufstellung einer einheitlichen und ungeteilten Legion, und er war besonders nicht mit den Grundprinzipien der für sie geplanten demokratischen inneren Ordnung einverstanden. Die Komplikationen wurden noch dadurch gesteigert, daß Kossuth und seine Leute — obzwar auch sie gerne gebildete polnische Offiziere in ihren Dienst stellten — keine besondere Eile zeigten für die Entwicklung des Prozesses. Der ungarischen Führung verursachte nämlich das verhältnismäßig niedrige Niveau der ungarischen Kriegsindustrie Sorgen, was auch die Ausrüstung der ungarischen Truppen erschwerte; andererseits wollte sie die noch andauernden legitimistischen Initiativen nicht radikal verbarrikadieren; und schließlich wollte sie umgehen, daß mit der Aufnahme von polnischen Söldnern eine zaristische Intervention begonnen werde. Die Lösung der Gegensätze beschleunigte schließlich das am 10. November gegen Bem versuchte Attentat: der General wurde danach nach Siebenbürgen versetzt, an die Spitze der Legion aber trat eine der führenden Gestalten der jungen Emigration Galziens, Wysocki. Gleichzeitig wurde in einem Abkommen das Maximum für die Zahl der polnischen Soldaten festgelegt und beschlossen, daß die Freiwilligen selbst für die Ausrüstung der Verbände Sorge zu tragen haben.

Sitzler berichtet ausführlich über die Kampftätigkeit der Legionen und analysiert deren militärischen Wert. Sie stellt fest, daß infolge der egoistischen Grundeinstellung und mangels militärischer Fähigkeiten und Bildung von Giron die deutschen Einheiten militärisch gesehen nur eine unbedeutende Rolle spielen konnten, größtenteils nur ergänzende Aufgaben (Wachdienst, bewaffnete Begleitung) erfüllten. Das aktive militärische Auftreten der italienischen Truppen ist auf die

Abschlußperiode des Verteidigungskrieges begrenzt. Ihre Mitglieder haben an der Konzentration im Gebiet der Maros-Theiß Ende Juni teilgenommen, und ihre größte Waffentat war die Verhinderung der Gefangennahme von Dembinski am 5. August. Eine wesentlich zusammengesetztere Aufgabe höheren Werts erfüllten die polnischen Legionen: in den Verbänden des III. Korps durchkämpften sie den Feldzug im Frühjahr; danach erhielten sie den Auftrag zur Verteidigung der Nordgrößen Ungarns, der Gebirgspässe der Karpaten; später kamen sie den Plänen der südlichen Konzentration folgend in die Schlacht bei Temesvár.

Nach der verlorenen Schlacht verschärfen sich die ungarisch-polnischen Gegensätze. Während Görgey und seine Anhänger die Waffenniederlage für unumgänglich hielten, war Bem für einen Rückzug nach Siebenbürgen und die Fortsetzung des Kampfes, die Kapitulation hielt er für einen Verrat an der Ideologie des ungarisch-polnischen Bündnisses. Sein Verhalten wurde in großem Maße auch dadurch beeinflußt, daß die Polen jedwede Form der Ergebung mit Vernichtung bedrohte, denn ihre Teilnahme am Krieg war von Seiten des Habsburg- und Romanov-Hofes Hoheitsverrat.

Zwar gibt Sitzler keine selbständige Bewertung der ungarischen Revolution, so lassen doch ihre

Bemerkungen zum Hintergrund zu den Zusammenhängen des Wirkens der Legionen gewisse Grundzüge ihrer Konzeption aufleuchten. So erfahren wir, daß sie den Kampf der Ungarn als hervorragende Station der europäischen Revolution von 1848/49 betrachtet. Trotz ihrer anerkennenden Feststellungen verurteilt sie die Nationalitätenpolitik von Kossuth und seinen Gefährten. Als Tatsache registriert sie den Gegensatz zwischen Görgey und dem Gouverneur, wobei sie aber in ihrer Beurteilung keine Stellung nimmt. Indem sie es aus der ungarischen Fachliteratur übernimmt, weist sie mehrmals auf die angebliche — nie bewiesene — Abwendung der ungarischen Bauernschaft von der Sache der Selbstverteidigung hin.

Insgesamt gibt Sitzler eine konkrete Beschreibung der Geschichte der Legionen, die Darstellung der Ereignisse färbt sie mit gut gelungenen Portraits. Ihre Schlußbilder tragen bewußt formulierte symbolische Bedeutung. Kossuth, der im geschlossenen Wagen von Zamoyski flieht, wird zur Grenze u. a. von deutschen, italienischen, hauptsächlich polnischen Legionären begleitet, die — zusammen mit den Ungarn — vom 18.—20. August bei Orsova Ungarn verlassen.

Gábor Erdödy

Воспоминания о К. Марксе и Ф. Энгельсе. (Erinnerungen an Marx und Engels).

Том I—II, Москва, 1983. 331, 377 стр.

Zur hundertsten Wiederkehr des Todesjahres von Karl Marx veröffentlichte das Moskauer Institut für Marxismus-Leninismus eine zweibändige Auswahl mit dem obigen Titel. In diesem Themenkreis ist das selbstverständlich nicht der erste veröffentlichte Band. Auch in Moskau erschienen schon vor längerer Zeit Auswahlen dieser Art, eine oft zitierte Auswahl z. B. faßt die Erinnerungen der russischen Zeitgenossen zusammen. In der neuen Ausgabe wird überall der Ort der ersten Veröffentlichung aufgezeichnet.

Im ersten Band finden wir unter anderen auch Schriften von Eleanor Marx. Von den drei im russischen Band erschienenen Schriften wurde die

erste noch in keiner Auswahl veröffentlicht, die zweite erschien noch nicht in russischer Sprache. Der eine Artikel von Eleanor ist eigentlich eine Einleitung zur Herausgabe der im Jahre 1896 in London erschienenen Sammlung „Revolution und Konterrevolution in Deutschland“ — doch in dieser Schrift knüpft sie eine interessante Aufklärung zum Erscheinen der damaligen Artikel, zu den Beziehungen von Marx zu den englischen Chartisten — und sie lehnt sich in jeder Hinsicht an die mündlichen Aufklärung von Engels an. Diese Aufzeichnungen führen den Interessierten zumeist in das Jahr 1849 und in den Anfang der 1850-er Jahre zurück. Die zweite Schrift übernahmen die Zusammensteller aus

dem Jahrgang 1897/1898 der Neuen Zeit und sie ergibt eine Ergänzung zum Charakterbild des „jungen Marx“. (Hiezu können wir bemerken, daß die Redakteure aus der englischen Zeitschrift *To-Day* solche Aufzeichnungen von Eleanor hätten übernehmen können, welche auf die Verteidigung des Marxschen Nachlasses hinweisen und die Tatsachen der 1880-er Jahre bestätigt hätten.)

Der andere große „Alte“ der internationalen Arbeiterbewegung, von welchem dieser Band vieles anführt, ist Wilhelm Liebknecht. Bei der Vergleichung menschlicher Charakterzüge und der Persönlichkeit von Marx und Engels sind die Geständnisse von Liebknecht interessant, welche auf den Spalten der zu den Seltenheiten zählenden „Süddeutschen Postillon“ im Jahre 1895, wahrscheinlich zum Tode Engels erschienen. Das Interessante an diesem kurzen Artikel ist, daß der Kronzeuge Liebknecht hervorhebt, daß Marx im privaten Verkehr oft viel nachsichtiger, viel weicher war als Engels — obwohl, wie bekannt, schriftlich Engels sich viel verständlicher ausdrückte. Das Band enthält noch ein Schreiben von W. Liebknecht, über Eleanor Marx. Dieser Artikel ist in einem damaligen sozialistischen Jahrbuch erschienen, doch vom heutigen Standpunkt — nach der Bekanntgabe einiger gründlicher Biographien — vermittelt es nicht viel Neues, es hebt eben nur heraus, daß Eleanor vielseitige Aufgaben für ihren Vater verrichtete.

Die Gestalt des Wissenschaftlers Marx hat uns der vorzügliche russische Ethnograph und Historiker Kowalewski vergegenwärtigt. Sein Artikel aus dem Jahre 1895, den er sicherlich auch zum Tode von Engels verfaßte, knüpfte sich nicht nur zu den Arbeiten von Engels, sondern auch zu denen von Marx, insofern sie darüber handelten, zu welchen Quellen Marx bei seinen bekannten geschichtsökonomischen Forschungen griff. Kowalewski betont aber auch die relative Isoliertheit von Marx, und daß die Mehrheit der älteren Ökonomen nicht für nötig hielt, sich mit den Lehren von Marx zu beschäftigen. In diesem Artikel greift er auch darauf zurück, daß Engels mit ihm über diese Themen und die dazu gehörende Literatur Besprechungen führte, als er den „Anti-Dühring“ und den „Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staates“ schrieb.

Nur einige Seiten können wir aus der Selbstbiographie des englischen sozialistischen Publizisten und Historikers Ernest Belfort Bax lesen,

welche uns einige persönliche Züge der Gestalt von Engels zeigen. Natürlich ist es fraglich, ob man aus der vielseitigen Selbstbiographie mehr publizieren können hätte, denn, was den Wissenschaftler anbelangt, hätte man außer den Memoiren von Bax, auch von Morris, oder aus den polemistischen Schriften von G. B. Shaw, die auf den Spalten des *To-Day* erschienen sind, zitieren können. Was den Einfluß von Marx und Engels auf die englische Arbeiterbewegung betrifft, wäre es erwünscht gewesen aus den Memoiren von W. Thorne, Tom Mann, Andreas Scheu, und H. M. Hyndman einige Zeilen oder gar Seiten zu publizieren. Neben diesen Mängeln ist es erfreulich, daß der Band die Erinnerungen des sehr berühmten Chartisten, Harney, auf Engels enthält, welche sicher auch zum Tode von Engels geschrieben wurden, doch mit einiger Verspätung erschienen. Der Briefwechsel von Marx und Engels mit Harney ist im Verlag des Gesellschaftswissenschaftlichen Institutes zu Amsterdam veröffentlicht worden — deshalb sagt uns dieser zweiseitige Artikel nur sehr wenig darüber, wie eng die Verbindung, besser gesagt die Freundschaft, zwischen ihnen war. Dies gilt freilich nicht nur für Harney, sondern auch für P. Lafargue. Die Redakteure des Bandes hielten sich daran, daß sie nur im Druck erschienene Artikel (oder Teile aus Memoiren) der Öffentlichkeit vorlegen — Briefwechsel, auch schon veröffentlichte Briefe schlossen sie aus — und das führte zu einer Verarmung des Inhaltes. Das bestätigt der Fall von Harney, Lafargue, oder gar von Liebknecht. Die Aufzählung der Personen könnte man hier noch fortsetzen.

Was jedoch die Bedeutung der Ratgeber, der Führer der Arbeiterbewegung, nicht der Wissenschaftler Marx und Engels betrifft, das können wir in diesem Band außer den Zitaten von Bebel, Bernstein, Lorenzo, Morozow, Aveling, Rappaport, auch in denen vom Franzosen Jaclard und vom Russen Plechanow finden. Einen Mangel empfinden wir jedoch, daß die Schriften von Kautsky nicht zitiert werden, welche uns einen vorzüglichen Einblick in den Beginn der 1880-er Jahre (die englische Arbeiterbewegung und das Vermächtnis von Marx betreffend) ermöglichten. Der Verdienst der sowjetischen Ausgabe ist, daß sie einige Details der ungarischen Arbeiterbewegung zugänglich macht, indem sie aus der vor etwa fünfzig Jahre auch in ungarischer Sprache erschienenen und gut bekannten Selbstbiographie von Max

Beer einige Teile veröffentlicht. Beer kam im Jahre 1894 als Reporter deutscher und österreichischer sozialistischer Zeitungen nach London, wo er sich sogleich bei Engels meldete, und in seinen Memoiren beschreibt er sein erstes „Verhör“, seine „Meldung“ über die deutschen Zustände, über die Lage der deutschen Arbeiterbewegung, und berichtet über die kritischen Bemerkungen von Engels, welche sich darauf bezogen, daß die agitatorischen, propagandistischen und wissenschaftlichen Tätigkeiten nicht zu verwechseln sind. Im betreffenden Fall bezogen sich diese auf die Aufgaben der deutschen Partei und auf die Herausgabe des „Kapital“. Nicht weniger interessant sind die derzeitigen „Nachforschungen“ des echten Historikers Beer darüber, wie die noch lebenden englischen Zeitgenossen, die großen Mohikaner der I. Internationale sich über Marx äußern. Der hier erschienene Buchteil enthält sowohl die Erinnerungen des Geschichtsschreibers E. Beesly, als auch jene vom Facharbeiter, Gewerkschaftsführer, dann liberaler Arbeiter-Abgeordneter W. Cremer (Sekretär des Generalrates der I. Internationale). Beide Memoiren ergänzen inhaltlich das Porträt von Marx, beziehungsweise erläutern die wichtige Frage, welche Wirkung Marx auf seine Zeitgenossen ausübte. Inhaltlich besagen viel weniger, doch die zeitgenössische Atmosphäre vermitteln gut Teile aus den Memoiren von Lilly Braun, die auch in der ungarischen Arbeiterbewegung gut bekannt war. L. Braun führt uns zur Versammlung in Berlin, an welcher sich auch Engels bei seinem Aufenthalt auf dem Kontinent im Jahre 1893 beteiligte. (Er kam auf den Züricher Kongreß der II. Internationale, und das war der einzige Kongreß der II. Internationale, an welchem auch Engels zugegen war.) Und in die bekannte „Heldenzeit“ der deutschen Arbeiterbewegung, in die Zeit der Verfolgungen, die Ausnahmezustände führt der kurze Artikel von Tauscher, welcher auch von den ersten Anfängen berichtet.

Neben den Berichten von den deutschen Zuständen spielen eine große Rolle die in verhältnismäßig großer Zahl vorhandenen und inhaltlich interessanten russischen Teile. Dies ist gültig für die Memoiren von Woden, Morozow und Rappaport und für die im Jahre 1909 erschienene Schreiben von Kowalewski, welche sich auf die wissenschaftlichen Interessen, auf Beobachtungen, Ratschläge von Marx und Engels beziehen, und uns

mit ihren Bemerkungen über die russische Revolutionsbewegung bekannt machen. In der neuen russischen Ausgabe finden wir auch andere Schriften von Kowalewski und Morozow, weiter Selbstbiographische und andere Aufsätze von Plechanow und seiner Frau, welche gleichfalls eine Zeit der persönlichen Begegnungen vergegenwärtigen und auch mehrere Schriften von der Witwe von Stepnak Krawtschenskij, einer Schlüsselfigur in der Bewegung der Narodniki, welche alle auf die Jahre 1880—1890 Licht bringen, eben weil Krawtschenskij, nach seiner Flucht aus der sibirischen Verbannung, vom Jahre 1884 bis zu seinem Tode, ein gern gesehener Gast im Hause von Engels war. (Todesjahr: 1895.)

Auf zwei Gebieten berichten die russischen Geschichtsschreiber viel Interessantes. Sie stellen die Wissenschaftler Marx und Engels ins rechte Licht, wenn auch die Agrarfrage, wenn auch die Frage der Ausbreitung des Kapitalismus in Rußland behandelt wurde; in diesem Zusammenhang sammeln sie Material, Angaben, bibliographische Urkunden und veröffentlichen sie. Sie gaben Aufträge, sie bewegten Menschen zur Beschäftigung mit den Agrarwissenschaften, die für die russische Bewegung von so großer Bedeutung waren. Ebenfalls mit den Agrarfragen steht in Verbindung, daß Engels sich damals nicht nur mit den russischen, sondern auch mit deutschen und französischen Problemen zugleich befaßte. Er las mit großer Aufmerksamkeit und sprach mit Anerkennung über die Arbeit von Karajew, der sich mit der französischen Agrarentwicklung befaßte.

Das Porträt von Engels als Wissenschaftler wird von Russen und Engländern, Deutschen und Franzosen so gezeichnet, wie das eines Polyhistor, dessen Wissensbedürfnis überaus groß war. Diese vielseitige Gelehrsamkeit war freilich auch für Marx charakteristisch. So können wir eben aus Beers Selbstbiographie und aus seinen Forschungen erkennen, daß die Zusammenarbeit zwischen Marx und Beesly, außer ihrer politischen Affinität teilweise auch auf ihren gemeinsamen wissenschaftlichen Interessen beruhten. Beesly wollte den Sozialismus von Marx kennenlernen, über welchen er auf den Spalten der auch international anerkannten Zeitschrift „The Fortnightly Review“ zu berichten wünschte, (doch nicht konnte, weil der liberale Redakteur der liberalen Zeitschrift das bis zum Tode von Marx verhinderte), Marx dagegen las den

Bericht von Beesly über Catilina mit Interesse und Anerkennung.

Wenn wir bei den internationalen Verbindungen und bei den russischen Memoiren bleiben, können wir aus den Erinnerungen von Morozow erkennen, welche Vorgeschichte das Vorwort von Engels zur russischen Ausgabe des Kommunistischen Manifestes hatte. Die Witwe von Plechanow erinnert sich daran, daß Eleanor Marx nicht nur die bekannte Geschichte der Pariser Kommune von Lissagaray übersetzte, sondern auch das Schreiben „Sozialismus und Anarchismus“ von Plechanow.

Ein weites Gebiet der russischen Beziehungen knüpfte sich selbstverständlich an die Beziehungen in der revolutionären Arbeiterbewegung. Wenn wir die Schriften der russischen Chronisten betrachten, von Woden oder Morozow, von Plechanow oder seiner Witwe, alle betonen übereinstimmend, daß Engels nicht nur die Wichtigkeit der Agrarprobleme hervorhob, sondern auch, daß sie große Wachsamkeit, Geduld bei der Behandlung der Streitfragen mit Narodniks zu Tage legen sollten. In dieser Hinsicht ist interessant, daß es Engels war, der darauf aufmerksam machte, daß man zwischen Lösungen und Inhalt unterscheiden müsse, und gerade deshalb betonte er, daß er kein Urteil fällen wolle, da er keine wünschenswerten Kenntnisse über die konkreten russischen Verhältnisse habe. Nicht weniger interessant sind die persönlichen Momente. Die große Mehrheit der russischen Chronisten bezweifelt nicht (was aus dem Briefwechsel von Marx und Engels auch gut bekannt ist), daß man von den geachteten russischen Revolutionären Plechanow für den am meisten geachteten hielt. Aus den hier veröffentlichten Memoiren kann man jedoch bemerken, daß das alles nicht bedeutete, daß Engels die persönlichen Schwächen von Plechanow nicht gekannt hätte, und so wie er im Falle des englischen Hyndmans dessen „Führungsstil“, „Führungstätigkeiten“ als eine große Belastung empfand, so auch im Fall Plechanow beanstandete er dessen Stil zu disputieren, weil er überflüssig beleidigende Ausdrücke gebrauchte und damit auch solche Narodniks abschreckte, die Verbündete hätten sein konnten.

Bei der Zusammenstellung jedes Bandes ähnlichen Typs können solche Bemerkungen laut werden, welche auf „fehlende“ Schriften hinweisen. Zu diesen fehlenden Stücken können wir Schriften von

Leo Frankel, Viktor Adler zählen, wie auch die der bahnbrechenden Franzosen (Guesde und Vaillant) oder der Italiener und Spanier. Den Wert und die Überzeugungskraft des Bandes hätte noch vergrößert, wenn die Zusammensteller aus Briefwechseln etwas publiziert hätten.

Die Schriften in den zwei Bänden sind mit einem großen Apparat von Anmerkungen, von Angaben aus der Presse und mit einem mit Kurzbiographien versehenen Namensverzeichnis ergänzt. Auch in Zusammenhang mit letzteren haben wir kritische Bemerkungen. Es ist unverständlich, warum man P. B. Axelrod nach 1914 für Sozialchauvinisten hält, obgleich er gerade in dieser Frage mit Plechanow und den Chauvinisten entgegengesetzter Meinung war. Bei Bax ist es nicht klar, wann und wie er Reformist wurde. Die Biographien von Max Beer, Eleanor Marx und Charles Rappaport weisen sehr viele Mängel auf — obwohl sie die Verfasser der oben angeführten Memoiren sind. Im Falle von Eleanor Marx hätten wir lieber die Bemerkung „Avelings Gattin“ weggelassen, und hätten mehr über ihre schriftstellerische Arbeiten und über ihre Tätigkeit in der Arbeiterbewegung geschrieben — sie gehört zu den übermäßig vergessenen Persönlichkeiten. Über Rappaport hätte man berichten können, daß er später zum Kreis von Guesde und Jaurès gehörte, und daß er ein sehr aktiver Publizist war: auf den Spalten von fast allen linksgerichteten französischen sozialistischen Organen publizierte. Wir hätten auch vermerkt, daß er nicht nur philosophische und soziologische, sondern auch geschichtliche Arbeiten und gar Bücher über die Geschichte der Arbeiterbewegung schrieb. Im Falle von Jung müssen wir richtigstellen, daß er sich im Jahre 1877 von der Arbeiterbewegung abwandte; er blieb in Verbindung mit den englischen Gewerkschaften, und spielte eine wichtige Rolle im Jahre 1883 bei der Vorbereitung des Pariser internationalen Arbeiterkongresses, er war der Hauptbindeglied und der Vermittler zwischen den englischen Gewerkschaften und den französischen Possibilisten. Bei der Charakterisierung von Jean Longuet erfährt der Leser nur, daß er ein Enkel von Marx war und im „weiteren einer der Führer der Reformisten der sozialistischen Partei“. Diese Schilderung ist sehr vereinfacht, weil Longuet bekanntlich in verschiedenen Abschnitten der französischen Arbeiterbewegung eine sehr positive und wichtige Rolle spielte.

Dies zeigt schon die angedeutete Mangelhaftigkeit des französischen Abschnittes in diesem Band, denn man hätte neben den schon erwähnten Vailant und Guesde auch etwas in diesem Themenkreis von Jean Longuet publizieren können. In französischer Beziehung sehe ich in diesem Band das Erscheinen der Gestalt von Malon als ein weiteres Problem. Malon ist bekanntlich auch eine Schlüsselfigur in der Geschichte der französischen Arbeiterbewegung, welcher in einem gründlich und tief durchdachten Nekrolog, (doch in vieler Hin-

sicht aus possibilistischem Standpunkt) Abschied nahm von Marx, aber in diesem Band erscheint nur ein deutscher Artikel von ihm, noch dazu in solcher Einstellung, als wäre er ein Getreue von Napoleon III. gewesen. Die Richtigstellung findet der Leser nicht — so kann er sich ein falsches Urteil bilden. Obwohl wir diese Mängel, diese Probleme bekanntgeben, möchten wir betonen, daß dieser Band ein wichtiger Beitrag zur Literatur über Marx und Engels ist.

János Jemnitz

A. Г. Судейкин, Колониальная политика Лейбористской партии Англии между двумя мировыми войнами. — The colonial policy of the British Labour Party between the two world wars

Москва, 1976. 176 стр.

This profound and ingenious book is worthy of attention from at least three points of view. It hardly needs stressing how important colonial problems and their contribution to the history of the British Empire are. It is also obvious that the Labour Party plays a major part in British political life. However, the history of ideas, and practice, of the Labour Party in connection with foreign policy has been paid much less attention; and their colonial policy even less so. Persuasively demonstrating how difficult and specific his subject matter is, the author points out that he had to reckon with a variety of factors ranging from the internal development of colonies through British history (including the history of the British labour movement) to complications of international political life, as well as the impact of economic cycles and specific features of ideological history. All those factors have been considered by the author who has included a vast material in all respects and made valuable points with a keen analytical inclination.

The preliminary introduction is quite interesting itself. It stresses the point that oversimplification is a gross blunder in the case of the Labour Party, that a variety of measures is to be used in differentiating words from deeds as well as the base from the headquarters. It also refers to internal trends and points out that left wing is to be taken seriously, stressing that 'left wing' is not only to be found on

the 'lower level' but it has got its leaders, 'semi-leaders', MP's, newspaper editors, theoreticians and Trade Union leaders, too.

None the less interesting is the short historiographic overview also to be found in the Introduction. Sudeykin points out that British Labour Party leaders and Cabinet Ministers regularly addressed the Houses of Parliament and wrote articles and pamphlets. Their roll includes J. R. MacDonald, S. Olivier, P. Snowden as well as left-wing Fenner Brockway, H. N. Brailsford, and G. Lansbury who belonged, at a time, both to the left wing and the headquarters.

This primary literature is supplemented, the author adds, by a not-too-wide range of special historical papers. Sudeykin evaluates these papers, above all those by contemporaneous Marxist writers and especially British Marxists such as P. Dutt, R. Fox, A. Hutt and others. Commenting on papers by early Soviet historians (P. Kerzhentsev, I. Zvavich, I. D. Levin) he emphasizes that they brought a vast factual material and numerous new insights on the surface but generally simplified complicated phenomena, especially the role of labourist left wing. Going on, he points out how historians (Yerofeyev, Mador, Gurovich, Kertman) corrected those mistakes after 1945. With reference to the latter authors, he also emphasizes that the thesis saying that the whole British working class

had been tainted by colonialism is completely false and traces tendencies and periods during which anticolonialism clearly showed up.

The historical and ideological-historical background of the volume is also of interest. The author reaches back to Chartist traditions, then goes on to interpret the behaviour and attitudes of Fabians in the 1880's, not excluding Shaw's early 'social imperialism' but also mentioning that it was not universally accepted even by Fabians. The minority in opposition happened to have a theoretician as great as J. Hobson whose memory, even though Lenin quoted him approvingly, has grown rather dim outside Britain, despite of the fact that at the turn of the century it was Hobson who pointed out that Eastern countries should not simply copy civilized Western regimes regarded as 'paragon countries'.

Sudeykin also provides an outlook on other 'problematic cases'. Thus, he mentions that the 'great ones' of social democracy in Britain, especially Hyndman (but others, too) had at first resolutely criticized British imperialism (in India, Ireland, and Egypt) but later this internationalist policy got distorted on perceiving German rivalry and turned into another kind of nationalism. On the other hand, Independent Labour Party had essentially always opposed the growing colonial system of Britain.

Sudeykin throws light on another principal feature in connection with changes. He adverts to the fact that in 1905–1908 the sudden intensification of colonial movements had a strange reflection in Labourist/Fabianist press. They judged the British colonial system to be untenable as it existed but at the same time they all asserted in articles and short pamphlets that the imperial framework could be preserved though it needed a thorough democratization on the basis of the self-determination of countries and peoples.

After that many-sided groundwork, the author discusses his subject-matter proper breaking it up into historical phases. First he analyses a highly complicated period, that of 1918–1923. Here, too, he gives an outlook on objective changes in the British Empire, on consequences of the war on economic life, on the growing economic and military role of colonies and the mental impact of all that both in Britain and the colonies. Then, he examines three regions in detail: Ireland, India, and

Egypt, where conflicts got the most pronounced. He describes the modifications in the programs of the Indian National Congress, the Irish Sinn Féin, and the Egyptian Wafd Party, but he also throws light on the way these parties turned against their own worker and peasant masses. Along with main tendencies, Sudeykin also points out further components of this bundle of problems. Thus, he discusses how, within the Indian National Congress party, a more progressive trend displayed its colours (Motilal, Javaharlal Nehru and others) and how that inflamed oriental world was influenced by the birth of the Soviet Union and its oriental policy, as well as by the activities of the Comintern. He also presents the picture the British bourgeoisie formed about that many-factored crisis.

All that is worth noting in order to make clear that it is only after having dwelt on a host of other factors that the Soviet author gets to his subject-matter proper: the reaction of the British labour movement to that crisis. He demonstrates the strengthening of labour movement at the end of the war, including the elaboration of a new program and the fact that anti-imperialist demands were also involved in it. He points out that the Labour Party and especially the ILP was critical towards the new 'peace system'. And their criticism was even sharper towards the British imperial policy in Ireland, India and Egypt, as the author shows together with the actions the labour movement carried out to countenance these peoples, the official and semi-official committees it delegated, the reports they made, the way labourists fought for these peoples in and outside the Houses of Parliament, and the way they insisted on granting autonomy for these peoples.

The problem of Black Africa is a separate one. On that field, labourists—again, partly in opposition to British government—urged that the countries in question be placed under the charge of the League of Nations, emphasizing at the same time that, on the one hand, it must happen in accordance with the will of those nations and, on the other hand, they must be defended against ruthless exploitation by capitalist concerns.

Sudeykin carefully demonstrates those points of clash where the program of the Labour Party and political activities of its leaders were in sharp opposition with each other, right from the morrow of the great war. In that respect, the way he points

out how the Labour Party as a whole criticized the government's policy concerning India, Ireland, Egypt, etc. is not at all less interesting than the way he makes it clear in which questions and to what extent the conceptions of the left wing differ from those of the right wing. These differences can be seen, among others, in basic questions like that of self-determination as right-wing people practically identified it with an autonomy to be granted within the imperial framework, while left-wing ones accepted the idea of factual self-determination.

Certain other points made by Sudeykin are of equal instructivity. Thus, the Soviet author proves that the economic situation in Britain as well as the internal fluctuation of labour movement in that country had a serious impact on attitudes in the period of 1918–1923; colonial reality, the fights of colonial peoples likewise had such an impact. As far as I am concerned, one critical remark is to be made here: internal radicalization does not necessarily lead to foreign policy consequences. Thus, 1924–26 (especially the latter half of that period) certainly did present a summit of radicalization in Britain, though unmistakably one of economic/social character. However, I do not think that radicalization had a specific foreign-policy relevance (apart from the remarkable Trade Union connections between the Soviet Union and Great Britain).

It is to be noted that the Soviet author pays considerable attention not only to practical fights (committees, reports, debates) but also to ideological/theoretical explorations of the period. He refers to Fabianist influence, too, but—what is more important—he also distinguishes a trend, often belittled in international literature, of those ex-liberal intellectuals (Morel, Ponsonby, J. Wedgwood, Noel-Buxton) fighting in the ranks of ILP at that time, and, together with Brailsford,

Brockway and others, having really made the improvement of the fate of colonial peoples (especially those oppressed by British imperialism) a special point of.

Interesting chapters can also be found in the book about activities, in this respect, of Labour Party governments. Sudeykin describes with special care, both for the 1924 and the 1929–31 Labour Party governments, the history of their formation, the attitudes of various bourgeois groups, parties, and newspapers; and then, in colonial matters, the ideas of reforms these governments hoped to carry out, the way such endeavours withered away, the historical consequences of failures as well as the ingenuity of bourgeois politicians and circles in driving labourists on the rocks. Two further characteristics are to be pointed out in connection with that historical process. First, progressive parties of colonial peoples cherished great expectations when Labour governments were framed, expectations that failed to be fulfilled as time passed. Second, it was not only overseas that disappointment became characteristic: colonial policies of Labour governments were sharply criticized by left-wing labourists and the ILP, too; this criticism was even louder after the governments had collapsed.

Another interesting point made by the Soviet author is that the Labour Party paid much more attention to colonial matters in the 20's than in the 30's. It is only natural—though actually well-demonstrated, too—that Hitler's take-over modified the situation to a large extent e.g. with respect to the Arab world. One thing we miss is a more detailed treatment of how colonial progressive trends evaluated in that decade the policy of the British Labour Party.

János Jemnitz

Karl-Heinz Klär, Der Zusammenbruch der Zweiten Internationale

Frankfurt am Main/New York. Campus Verlag, 1981, 365 p.

Die ersten Bände, Abhandlungen über den Zusammenbruch der Internationale erschienen noch 1915–1916, als Plehanow, Bernstein, Kautsky, David und Friedrich Adler, Tschernow und Axelrod, Laptschewitsch und englische, französische,

italienische, sowie ungarische sozialdemokratische Leiter ihre Gedanken über dieses Thema zusammenfaßten. Und was die Historiographie der Frage betrifft — sogar die skizzenhafte Aufzählung würde mehrere Seiten in Anspruch nehmen. Und dann

würden wir über die Quellenpublikationen, bzw. ihre Einleitungen gar nicht sprechen. Es vergeht kein Jahr, als nur auf einem größeren Sprachgebiet nicht mehrere meritorische Bücher diese Bibliographie ergänzen. Dieses Mal stellt Karl-Heinz Klär in seiner Arbeit weniger die neuen Quellen vor, sondern er analysiert die Grundfragen, die Politik der Parteien und ihrer Leiter.

Karl-Heinz Klär ist ein engagierter Historiker, demzufolge die II. Internationale 1914 scheiterte, und zwar weil die Mehrheit der führenden Persönlichkeiten der wichtigsten Parteien für den Klassenfrieden und Nationalismus Stellung nahm. Letzten Endes aufgrund obiger Auffassung stellt er die in der deutschen, französischen und englischen Arbeiterbewegung vor sich gegangene Spaltung vor, bietet aber auch über die russische und osteuropäische Arbeiterbewegung, sowie die Parteien der neutralen Länder einen Überblick. Aufgrund der dargestellten prinzipiellen Annäherung kommt er mit wenig Ausnahmen überall zur gleichen Konsequenz: die nationalistisch-opportunistische Richtung gewinnt nach kürzerer-längerer Zeit die Oberhand. In mancher Hinsicht strebt Klär ein nuancierteres Bild an, seien es die russischen Menschewiki, oder die englischen Mitglieder der unabhängigen Arbeiterpartei, er verweist auf ihren Zusammenstoß mit ihren Regierungen, bzw. der nationalistischen Hauptströmung. Doch wird auch im Falle der ILP über die internen Meinungsverschiedenheiten oder „Inkonsequenzen“ mehr gesprochen, als gerade über die Rolle, welche die ILP und ihr Organ, „Labour Leader“ spielte, und infolge deren sich markante ausländische Internationalisten, von Luxemburg, Zetkin und Mehring bis Kollontaj mit Artikeln, Erklärungen beim Blatt meldeten.

Die Auffassung des Verfassers wurde dadurch beeinflusst, oder zumindest seine Bewertungen werden beeinträchtigt, daß er — meiner Meinung nach — einige wichtigen sozialistischen Organe nicht entsprechend gründlich überblickt hat. So z.B. die schon erwähnte Zeitschrift, Labour Leader, oder die namhafte Populaire du Centre, wenn er nämlich das getan hätte, hätte er nicht so einfach die traditionelle, aber dennoch einseitige Bewertung von Rosmer-Trozki übernommen, derzufolge eine kriegsfeindliche internationalistische Gruppierung nur in der CGT um die „Vie Ouvrière“ entstanden ist. Das Pressematerial hätte auch in diesen „wichti-

gen Ländern“ weitere Nuancierungsmöglichkeiten geboten, z.B. Zusammenhang mit der Wiederherstellung der Internationale-Verbindungen und der „Übersiedlung“ der BSI nach Den Haag. In dieser Hinsicht ist ja die Diskussion nicht gleichgültig, welche auch in der sozialistischen Presse dargelegt wurde — u.a. auf deutschem Boden beharrend auch in der von Zetkin redigierten „Gleichheit“. Natürlich hätten in der Frage des Internationalismus und Nationalismus wirklich Neues gerade die archivalischen Quellen geboten.

In der Verarbeitung der neuen archivalischen Materialien bietet die Arbeit von Klär relativ weniger. Er machte zwar schweizerische Materialien und auch die der Amsterdamer HISA nutzbar, er stützte sich aber hier vor allem auf den Nachlaß von Grimm und Kautsky, obwohl da der Nachlaß von Guesde, Troelstra, Bernstein und Axelrod erstrangigen Stoff bietet. Weniger bekannt sind für die „breitere Öffentlichkeit“ die Nachlässe der Bonner Archive, die Arbeit von Klär kann gerade mit ihrer Hilfe auch für die Experten des Themenkreises Neues bieten.

Es ist ein großes Verdienst von Klär, daß er unerhört viele Bücher verarbeitete, in einigen Fällen führte er sogar mit den Verfassern scharfe Polemik (Grossheim). Aber auch bei dieser Verarbeitung fällt eine offensichtliche Schwierigkeit des Verfassers auf: die sprachlichen Schranken haben seine wahre Entfaltung stark verhindert, und hier denken wir nicht nur an solche „exotischen“ Sprachen, wie die ungarische, aber auch die russische, serbische bulgarische — d.h. im allgemeinen die osteuropäische Literatur ist außerordentlich armseelig, und das wirkt auch auf die Vergegenwärtigung der Zeit aus. Und es gilt auch in solchen Fällen, als die Personen nicht eindeutig als „positive Helden“ in der Arbeit Klärs erscheinen. Im Zusammenhang mit den serbischen Sozialisten erinnert er an das Auftreten, das „Nein“ von Laptschewitsch und Kazlerowitsch — verweist aber auf die erschienenen (und neu ausgegebenen) Bücher von Laptschewitsch nicht, während der Nahme von Tuzowitsch und Popowitsch in der Arbeit gar nicht vorkommt — was wirklich unverzeihlich ist. Tuzowitsch wurde ja nach seinem Tod sogar in der Neuen Zeit gewürdigt — und er war der vielleicht einflußreichste Spiritus rector der Partei. Die gleichen Mängel gelten im Falle der bulgarischen Parteien —und „natürlich“ in ungarischer Rela-

tion. In russischer Relation fehlt die Analyse der zeitgenössischen russischen Jahrbücher, der Publikation „O Wojne“ Plehanows genauso, wie die Verarbeitung der berühmten Martow-Martinow-Axelrod-Korrespondenz, der Schriften der Sozialrevolutionäre und der neuen sowjetischen Literatur. Was jedoch überraschender ist, macht Klär scheinbar auch mit den Nummern der „Le Peuple“ nur aufgrund der berühmten Quellenpublikation von Grünberg in Jahre 1915 bekannt. Wenn dem nicht so wäre, hätte er auch im Verhalten der belgischen Partei mehrere innere Perioden angeben

können — natürlich noch vor dem Eintritt der deutschen Aggression.

Was hingegen die Bewertung der Gesamtprozesse anbelangt, bin ich der Meinung, daß Klär die pazifistische Strömung ziemlich stiefmütterlich behandelt, die auch 1914 lebendig war, stufenweise zugenommen hat. Ein zweifelloses Verdienst der Arbeit von Klär ist jedoch der Internationalismus, die analytische Bestrebung und polemische Schärfe, sozialistische Anschauungsweise des Verfassers.

J. J.

Bundesdeutsche Werke über die ungarische Geschichtsschreibung

Für die Geschichtsschreibung der kleinen Völker gilt dasselbe — pflegt man zu sagen — was für ihre Geschichte: die Weltgeschichten nehmen sie kaum zur Kenntnis, und wenn ja, nicht aufgrund der Ergebnisse ihrer eigenen historischen Literatur. Diese Feststellung verliert natürlich gleich ihre Gültigkeit, wenn wir sie ein bißchen genauer unter die Lupe nehmen, denn auch die Niederländer, Dänen oder Schweden gehören zu den kleinen Völkern und ihre Geschichtsschreibung hat mit den gleichen oder fast den gleichen sprachlichen Schwierigkeiten zu tun wie die der anderen kleinen Völker, doch werden ihre Ergebnisse in die universelle Historiographie, besonders im 20. Jahrhundert organisch integriert.

Die zeitgenössischen ungarischen Historiker können jedoch im Gegensatz zu diesem Glauben wesentlich mehr Ergebnisse in den Weltsprachen der Wissenschaft, in Englisch, Französisch, Deutsch oder Russisch veröffentlichen, als je zuvor. Denken wir nur an die Zeitschrift *Acta Historica*, die Publikationsreihe *Studia Historica* in der Betreuung des Akadémiai Verlages, die in Fremdsprachen in Ungarn meistens schon erschienene Studien veröffentlichen. Der Akadémiai Verlag publiziert darüber hinaus regelmäßig fremdsprachige Bände aus der Feder einzelner Autoren, und dasselbe tut auch der Corvina Verlag. Zu den internationalen Historikerkongressen veröffentlicht ebenfalls der Akadémiai Verlag umfangreichere Studienbände unter dem Titel *Etudes Historiques Hongroises*, die dann fast überall in der Welt in den größeren Universitäts- oder Lehrstuhlsbibliotheken aufbewahrt werden. Die Ergebnisse werden doch nicht in

dem Maße in die internationale Wissenschaftlichkeit, in die in den vergangenen Jahrzehnten erschienenen oder heutzutage erscheinenden Zusammenfassungen integriert, wie wir es aufgrund der Menge der fremdsprachigen Publikationen berechtigt erwarten könnten.

Wenn wir nicht bei den Allgemeinheiten beharren, sondern die Fälle näher betrachten, wo die Resultate der ungarischen Geschichtswissenschaft doch organische Teile der internationalen Wissenschaftlichkeit geworden sind, können wir das Geheimnis der oben gesagten gleich enträtseln. Es handelt sich meistens nämlich um solche Fälle, solche Ergebnisse, die außer der ungarischen Veröffentlichung auch in einer Fremdsprache publiziert wurden, aber *nicht* in Ungarn, sondern im Ausland, und zwar in einer oder anderen führenden internationalen Zeitschrift der Fachrichtungen. Diese Tatsache verweist gleich auf die Eigenart der Situation: unsonst, oder (um nicht so extrem zu formulieren) beinahe umsonst publizieren wir im Inland in Englisch, Deutsch oder Französisch. Wenn auch die Bibliotheken einzelner Institutionen durch die als Austausch verschickten fremdsprachigen Veröffentlichungen vermehrt werden, gelangen sie sehr selten zu jenen, für die sie gedacht werden und unsere Ergebnisse nehmen infolgedessen in der internationalen Wissenschaftlichkeit einen sehr bescheidenen Platz ein. Auch wenn es gerade um die Geschichte Ungarns in universalgeschichtlichen Zusammenfassungen geht.

Auf überraschende Weise *scheint* sich diese Lage neulich doch etwas zu verändern. Es ist natürlich, daß sich vor allem die deutsche Geschichtswissen-

schaft für die historiographischen Ergebnisse Ungarns unserer Tage oder manchmal unserer Gestern interessiert. Es ist natürlich, denn die ungarische Geschichte des vergangenen Jahrtausends vor allem mit der deutschen verflochten ist, es ist ein Grundgesetz der Berührung der Völker, daß die geographische Nähe am intensivsten die Nachbarn verbindet. Zwischen den Geschichtswissenschaften der beiden Völker reicht die Berührung bereits auf mehr als zwei Jahrhunderte zurück. Zwar war diese Verbindung zwischen der deutschen (und natürlich österreichischen) sowie der ungarischen Geschichtsschreibung ziemlich einseitig im Laufe der vergangenen zwei Jahrhunderte. Die ungarischen Historiker haben vor allem von den Deutschen und Österreichern Methoden übernommen und auch konkrete Ergebnisse der Forschungen nutzbar gemacht. Der deutsche Einfluß auf die ungarische Geschichtswissenschaft war also kontinuierlich und mit dem Vergehen der Jahrzehnte steigend, um dann am stärksten gerade in unserem Jahrhundert, und innerhalb dessen vor allem in den Jahrzehnten zwischen den beiden Weltkriegen zu sein.

Während der deutsche Einfluß in unserer Geschichtswissenschaft regelmäßig und kontinuierlich gewesen ist, war der Fall umgekehrt gar nicht so. Vom letzten Drittel des vergangenen Jahrhunderts an reichte die Kraft der ungarischen Geschichtswissenschaft höchstens dazu aus, gelegentlich erfolgreich (aber meistens ohne jede Möglichkeit des Ergebnisses) in der deutschen Historiographie diesen oder jenen festgewurzelten Fehler im Zusammenhang mit der ungarischen Geschichte zu korrigieren, in österreichischer Relation hingegen nach dem Ausgleich den ungarischen historischen Standpunkt in solchen Fällen zur Geltung zu bringen, als sie im Zusammenhang mit ungarischen historischen Fragen solchen Standpunkt eingenommen hat, der das ungarische Nationalbewußtsein oder das nationale Selbstbewußtsein verletzt, der Wahrheit nicht entsprochen hat. Erst im Laufe des Ersten Weltkrieges, als die Österreichisch-Ungarische Monarchie der einzige beträchtliche Verbündete Deutschlands gewesen ist, ist das Eis in dem Maße gebrochen, daß es zur Veröffentlichung ungarischer historischer Zusammenfassungen in Deutschland gekommen ist. Die Ergebnisse der damals veröffentlichten Werke wurden dann auch organische Teile der deutschen wissenschaftlichen Ergebnisse. Es war der erste und bis heute vielleicht der letzte Fall, daß

ungarische historische Werke in Deutschland erschienen, und in einer etwas überdurchschnittlichen Auflage vergriffen worden sind. Abgesehen davon wurden aber die Ergebnisse der ungarischen Geschichtswissenschaft in der deutschen Geschichtswissenschaft nicht bekannt, nicht eingebürgert, rezipiert und akzeptiert.

Und das obwohl die deutsche Geschichtswissenschaft die ungarischen wissenschaftlichen Ergebnisse regelmäßig verfolgte. Die deutschen wissenschaftlichen Organisationen haben in ihren bibliographischen Ausgaben nicht zuletzt aus der Feder ungarischer Historiker regelmäßige Berichte jährlich oder zweijährlich über die Ergebnisse der ungarischen historischen Forschungen veröffentlicht. Die *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, die *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, die *Historische Zeitschrift*, das *Historische Jahrbuch*, und der *Bibliographische Anzeiger* veröffentlichten von der zweiten Hälfte der 1870-er Jahre an regelmäßig Rezensionen, literarische Überblicke und sogar systematische bibliographische Informationen über die Ergebnisse der ungarischen Geschichtsschreibung, die erschienenen Bücher, Zeitschriftenartikel und manchmal sogar über die Zeitungsbeiträge. Diese damals begonnene Bekanntmachung war die Konsequenz der vielen persönlichen Verbindungen durch die von den 1870-er Jahren an an deutschen Universitäten studierenden und dann dort fachliche Praxis erlangenden ungarischen Stipendiaten. Ähnliche Verbindung kam zwar auch zwischen der ungarischen und französischen Geschichtsschreibung zustande, aber nur für kurze Zeit. Der erste ungarische Historiograph, der versuchte, über die ungarische historische Ernte einer begrenzten Periode einen Überblick zu geben in der neu eingeführten *Revue Historique*, war Henrik Marczali. Diese und ähnliche Verbindungen konnten aber nicht dauerhaft bleiben. Ein-zwizimal hat es noch für junge Forscher gelohnt, mit ähnlichen Berichten auch im Ausland einen Ruf zu erwerben, aber nach ein paar Jahren nicht mehr.

In deutscher Relation konnte die Kontinuität doch gewährleistet werden, vor allem durch *Lajos Mangold*, der beinahe in allen aufgezählten deutschen Organen regelmäßig, Jahrzehnte lang Berichte über die erschienenen ungarischen historischen Werke publiziert hat. Dennoch können wir nicht wahrnehmen, daß die deutsche Geschichtsschreibung von den ungarischen Ergebnissen Informatio-

nen hätte erwerben können. Es ist nicht seltsam, denn die ähnlichen Berichte bedeuten gar nicht das Kennenlernen dieser Arbeiten, ihre Integrierung in die unmittelbaren Forschungsergebnisse. Erfolgreicher als diese Berichte, Rezensionen und bibliographische Notizen war die Veröffentlichung je einer Studie in einer deutschen oder manchmal einer französischen historischen Zeitschrift. Und dazu ist es gekommen, wenn auch in verschwindender Zahl.

Nach dem Zweiten Weltkrieg schien die bundesdeutsche Geschichtsschreibung diese und ähnliche Traditionen zu erneuern, als die *Historische Zeitschrift* begann, Literaturberichte über die Ergebnisse der ungarischen Geschichtsschreibung zu veröffentlichen. Der erste war noch aus der Feder eines ungarischen Verfassers, aber der nächste war schon Ergebnis der Arbeit eines Forschers nicht ungarischer Herkunft. Wir denken an die Zusammenfassung von *Keith Hitchins*: *Hungarica 1961—1974*. Literaturbericht über Neuerscheinungen zur Geschichte Ungarns von den Árpáden bis 1970, die 1981 als 9. Sonderheft der *Historischen Zeitschrift* erschienen ist. Diese Veröffentlichung weist auch darauf hin, daß die ungarische Geschichtsschreibung die schädlichen Konsequenzen des einige Jahre nach 1945 ausgebrochenen Kalten Krieges bald beseitigt und ihre Glaubwürdigkeit in der deutschen (hier denken wir natürlich nur an die bundesdeutschen Historiker) Wissenschaftlichkeit zurückerworben hat.

Und nun erschienen plötzlich zwei weitere Werke in der Bundesrepublik Deutschland über die jüngeren Ergebnisse, Forschungstendenzen, Bestrebungen der ungarischen Geschichtswissenschaft. Beide Publikationen erschienen in der Ausgabe bzw. in einer Veröffentlichung des Münchner Südost-Instituts im Jahre 1982 und zwar beinahe unter dem gleichen Titel. Die Studie von *Gerhard Seewann* heißt: *Geschichtswissenschaft und Politik in Ungarn 1950—1980* (*Südost-Forschungen*, XLI. 1982. 261—323 p.) und untersucht im wesentlichen die jüngeren Ergebnisse der ungarischen Geschichtswissenschaft bezüglich der ungarischen Geschichte vor 1918. Das Buch von *Holger Fischer* trägt den Titel: *Politik und Geschichtswissenschaft in Ungarn. Die ungarische Geschichte von 1918 bis zur Gegenwart in der Historiographie seit 1956*. (München, 1982. 179 p.) Es stellt von den Publikationen der ungarischen historischen Forschungen

nach 1956, die sich mit den Ereignissen nach 1918, also der Zeitgeschichte befassen, vor.

Beide Titel weisen darauf hin, daß es um die gleiche Veranlassung geht. Diese Überblicke haben nicht vor allem die Aufgabe, ihre Leser mit den in den letzten Jahrzehnten erzielten Ergebnissen der ungarischen Geschichtswissenschaft bekanntzumachen, sondern etwas ganz anderes. Sie untersuchen das Verhältnis von Geschichtsschreibung und Politik in Ungarn. Es geht aus der Einleitung beider Werke hervor, daß noch 1975 mit der Unterstützung der Volkswagen Stiftung unter der Leitung des Kölner Professors *Günther Stöckl* das Forschungsprogramm begonnen ist, in dessen Rahmen analysiert wird, wie die Verbindung von Politik und Geschichtsschreibung in den osteuropäischen Ländern aussieht. Nicht nur die Ergebnisse, die Entwicklung der ungarischen Geschichtsschreibung werden zum Gegenstand der Analyse gemacht, sondern die aller osteuropäischen Länder. (Im gleichen Jahrgang der *Südost-Forschungen* erschien die Studie von *Manfred Stoy* über die Ergebnisse der rumänischen Geschichtsschreibung zwischen 1965—1980.)

Diese Untersuchungen haben also grundlegend andere Aufgabe, als die Rezensionen. Berichte über die literarischen Ergebnisse oder die bibliographischen Überblicke. Beide Verfasser analysieren — und wir können bereits jetzt vorausschicken, mit ziemlicher Objektivität —, welche Verbindung heute die Geschichtsschreibung und die Politik in Ungarn haben. Stöckl sieht den Grund dieser Untersuchung im Unterschied, der zwischen den beiden gesellschaftlichen Systemen auch in dieser Hinsicht besteht, in der abweichenden Funktion der Geschichtsschreibung in der heutigen bundesdeutschen sowie der Gesellschaft der sozialistischen Länder. Er ist der Meinung — wahrscheinlich völlig richtig —, daß sich in den vergangenen Jahrzehnten in den sozialistischen Ländern bereits das Verbindungssystem zwischen der Politik und der Geschichtsschreibung entwickelt hat, das verdient, Gegenstand einer wissenschaftlichen Analyse zu werden. Es ist dann eine völlig andere Frage, wie sie diese und ähnliche Themen überwinden können, inwieweit es möglich ist, über dieses Verbindungssystem ein von Verzerrungen freies objektives Bild zu vermitteln.

Fischer und eigentlich auch Seewann wenden in ihrer Arbeit die beschreibende Methode an. Sie

betrachten es als ihre Aufgabe — insofern es überhaupt möglich ist — die Probleme, Entwicklung, Forschungstendenzen der ungarischen Geschichtsschreibung *von innen* darzustellen. Und obwohl es an den beiden Publikationen ersichtlich ist, daß sie lange Zeit in Ungarn verbracht und zu den geschichtswissenschaftlichen Institutionen, den Forschern gute Beziehungen ausgebaut haben, gehen sie in erster Linie von den Parteibeschlüssen im Zusammenhang mit den ideologischen Fragen und den periodischen Überblicken bezüglich der Lage der Geschichtswissenschaft, und nicht den Alltagen der Entwicklung der Geschichtswissenschaft aus. So kann natürlich die Entwicklungstendenz, die sie beide darstellen authentisch, aber auch ziemlich bloß sein, und die Berichte spiegeln bei weitem nicht in seiner Komplexität den bunten Reichtum wider, den die ungarische historische Forschung der letzten Jahrzehnte sowohl im Hinblick auf die Thematik wie auf die angewandten Methoden immer mehr aufweisen kann.

Beide Arbeiten schildern die Verbindung zwischen Historiographie und Politik mehr oder weniger authentisch. Sie bestimmen auch die Periodengrenzen annähernd richtig (geringere Meinungsunterschiede haben auf diesem Gebiet keine Bedeutung), und veranschaulichen besonders die gewandelte Lage gut, die sich nach 1956 in der ganzen Wissenschaftspolitik erfolgte und auch die Entwicklung der Geschichtsschreibung prägte. Die Folgen der Beseitigung der vor die Forschung früher gestellten Tabus, der freieren Entfaltung der Initiativen der Forscher, der Neubelebung des Diskussionsgeistes haben sich bald erwiesen. Die ungarische Geschichtswissenschaft forschte neue Themen, wandte neue Methoden an und infolgedessen sind ihre heutige Thematik viel breiter, ihre Ergebnisse viel fundamentierter, als sie vor 1956 gewesen sind.

Beide Arbeiten heben einige Perioden, Wendepunkte, allgemeinen Charakteristika der Entwicklung der ungarischen Historiographie hervor. Sie sehen es richtig, daß die Initiative die langfristige Formulierung der Wissenschaftspolitik der USAP bedeutete, in der die gesellschaftspolitische Stellung und Rolle der Forschung, der Wissenschaft und darin der Gesellschaftswissenschaften eindeutig bestimmt wurden. Ebenfalls gut veranschaulichen sie die Diskussionen (teilweise über die praktische Anwendung der Wissenschaftspolitik, teilweise über einige konkreten historischen Fragen), die

auch die Anschauung unserer Geschichtswissenschaft definitiv umgestaltet haben. Und sie stellen auch die anderen, sich vor allem aus den inneren Entwicklungs-Gesetzmäßigkeiten der Wissenschaft ergebenden Eigenarten (neue Methoden, Erweiterung und Umgestaltung der Hilfswissenschaften der Geschichtswissenschaft, usw.) im großen und ganzen real dar, die in den letzten Jahrzehnten die geschichtswissenschaftlichen Forschungen und ihre Beziehungen zu anderen Gesellschaftswissenschaften im wesentlichen umgestaltet haben.

Sie machen vor allem auf die sog. Molnár-Diskussion, als einen der größten Wendepunkte der Entwicklung der ungarischen Geschichtswissenschaft nach 1956 aufmerksam. Erik Molnár, der damalige Direktor des geschichtswissenschaftlichen Instituts der UAdW ist es gewesen, der nach 1956 am weitgehendsten die Konsequenzen der Ereignisse gezogen hat, und Anfang der 60-er Jahre gegen die wichtigsten Charakterzüge des falschen historischen Bewußtseins den Kampf aufgenommen hat. Er hat die Verflechtung und Konfrontation von Klassenkampf und nationaler Frage je nach Perioden und in der Veränderung ihres Charakters vorgestellt und rechnete mit seinen Streitschriften mit zahlreichen „romantischen“, „nationalen“ Legenden der ungarischen Geschichte ab, oder regte zumindest solche Forschungen an, die später zur Entfaltung einer realen, von nationalen Legenden und Voreingenommenheiten freieren, sich eindeutig auf der prinzipiellen Grundlage des Klassenkampfes beruhenden Geschichtsauffassung beigetragen haben. Fischer und Seewann veranschaulichen die Bedeutung der von Molnár angeregten Diskussionen gut und stellen auch den Inhalt der Diskussionen richtig fest. Und da sie die Entwicklung der ungarischen Geschichtsschreibung vom ferneren überblicken, nehmen sie vielleicht die epochale Bedeutung dieser Diskussion, der Diskussion provozierenden Studien Molnárs, der ganzen sog. Nationalismus-Diskussion, den die Tabus der früheren Periode stützenden Charakter besser wahr, als wir. Vielleicht wäre es übertrieben festzustellen, daß die ungarische Geschichtsschreibung die Entwicklung der beiden letzten Jahrzehnte ausschließlich der Molnár-Diskussion zu verdanken hat, soviel steht aber außer Zweifel, daß die Diskussion, indem sie gezeigt hat, daß auch die neuen Gedanken ihre Funktion haben, daß es möglich ist, noch unerschlossene Gebiete zu

berühren, daß man auch bisher verachtete Methoden anwenden kann, — also indem sie gezeigt hat, daß es in wissenschaftlichen Fragen keine Tabus gibt, formulierte sie die Verwirklichung der Freiheit der Forschung für die ganze ungarische Geschichtsschreibung und *in diesem Sinne* hat sie für alle Zweige der Geschichtswissenschaft wirklich epochale Bedeutung. Dieser Gedanke wurde in Ungarn noch bis heute nicht so kraftvoll ausgesprochen wie in diesen beiden Arbeiten.

Beide Arbeiten heben hervor, daß die sich nach 1956 am erfolgreichsten entwickelnde Fachrichtung der ungarischen Geschichtswissenschaft die Wirtschaftsgeschichtsschreibung ist. Dazu können wir ruhig auch die Sozialgeschichte hinzufügen, denn auch sie ist mit der ungarischen Wirtschaftsgeschichtsschreibung eng verflochten. Hier können wir das Ergebnis der Analyse wieder objektiv nennen, denn der sich am kraftvollsten und dynamischsten entwickelnde Zweig der ungarischen Geschichtsschreibung ist in den letzten Jahrzehnten wirklich die Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Es wurde auch durch die internationale Wissenschaftlichkeit dadurch anerkannt, daß 1982 der VIII. Kongreß der Internationalen Wirtschaftsgeschichtlichen Gesellschaft in Budapest stattgefunden hat. Seewann geht soweit, daß er unter seinen kritischen Bemerkungen als erste erwähnt, die Forschung des Mittelalters vernachlässige in den letzten Jahrzehnten außer der Wirtschafts- und Sozialgeschichte bedauerlicherweise die Politikgeschichte. Diese Kritik hat zum Teil recht, wenn es auch stimmt, daß die Politikgeschichte neulich soziologisches Gewand angenommen hat, und in dieser Form auch in der Forschung des Mittelalters vorhanden ist. Doch müssen wir zugeben, daß in dieser Kritik viel Wahrheit steckt, zumindest in der Relation der ungarischen Geschichte vor 1918, während es bei der Zeitgeschichte natürlich nicht mehr gelten kann.

An dieser Stelle können wir nicht alles wiedergeben, was die beiden Verfasser über viele neue Ergebnisse und gewöhnlichen oder wirklichen nachteiligen Züge unserer Geschichtsschreibung sagen. Sie tun zahlreiche treffende Behauptungen, besonders im Zusammenhang mit den neuen Ergebnissen, thematischem Reichtum, methodologischer Erneuerung der ungarischen Geschichtsschreibung. Als einen wichtigen neueren Charakterzug bezeichnen sie die Erweiterung der Quellenver- arbeitung, daß sich die Historiker danach streben, je

mehr Quellen zu verarbeiten, eine je breitere Quellenbasis auszubauen. Sehr richtig sehen sie den Grund dafür, daß nach 1956 die ungarischen Historiker eher die Gefahr der Faktologie als der Ideologisierung gewählt haben. Einer der wichtigen Züge der Geschichtsschreibung der letzten Jahrzehnte ist die manchmal schon übertriebene Dokumentierung des Sachgehalts. Sie veranschaulichen und erkennen nicht nur das an, was wir von den entwickelten deutschen, französischen oder amerikanischen historischen Methoden übernommen, angeeignet haben, sondern auch, was sich aus den eigenartigen Zügen der Entwicklung der ungarischen Geschichtsschreibung ergibt, oder daraus, daß sie sich aufgrund der Geschichtsauffassung des Marxismus entwickelt, ferner die neuen Themen, jene methodologischen Lösungen, die deren Konsequenzen sind.

Die beiden Arbeiten geben gemeinsam wirklich einen vielseitigen Überblick über die ungarische Geschichtsschreibung, deren Entwicklung nach 1956. Wenn jemand, besonders wenn ein ausländischer Interessente diese Bücher in die Hand nimmt, wird er von jeder bedeutenden Richtung informiert, er lernt auch den Aufbau der Organisation der ungarischen Geschichtswissenschaft kennen, und wenn sich auch in diesen Arbeiten die einzelnen historiographischen Richtungen nicht herauskristallisieren, enthalten sie alle wichtigeren Ergebnisse. Und wenn auch dieser auf verschiedenen Parteibeschlüssen sowie auf manchen prinzipiellen Äußerungen der Geschichtswissenschaft beruhende Überblick vielleicht zu trocken ist, — die ungarische Geschichtsschreibung ist viel lebhafter, lebendiger, als es aus diesen Arbeiten hervorgeht, es könnten auch einander widersprechende, miteinander kraftvoll *streitenden Konzeptionen* ertappt werden, — nun, all dies ist es vielleicht natürlich im Falle solcher Überblicke, Zusammenfassungen, deren Verfasser zwar unsere Geschichtsschreibung kennen, aber an ihren Alltagen, an den Diskussionen unmittelbar nicht teilnehmen.

Hat sich die Lage der ungarischen Geschichtsschreibung in der Welt verändert, werden unsere Ergebnisse nach diesen beiden und den anderen erwähnten Arbeiten durch die universelle Geschichtswissenschaft schon besser genutzt, als früher? Hinsichtlich einzelner Ausschnitte vielleicht ja, im ganzen jedoch kaum. Wir sollen nicht vergessen, diese beiden Arbeiten betrachten es nicht

als ihre vorrangige Aufgabe, den deutschen Leser, die europäische Geschichtsschreibung mit den Ergebnissen der ungarischen bekanntzumachen, und die an die dortigen zu adaptieren, sondern, die *Verbindung der Geschichtsschreibung und Politik* im sozialistischen Ungarn zu untersuchen. Es handelt sich also um politologische Arbeiten, wenn es so gefällt, die Produkte der Zeitgeschichtsschreibung,

und wir können kaum damit rechnen, daß die jüngeren Ergebnisse der ungarischen Geschichtsschreibung durch diese Arbeiten bekannter werden. Es bleibt die Aufgabe der ungarischen Historiker ihre Resultate mit Ausnutzung der in- und ausländischen Publikationsmöglichkeiten im Ausland bekannter zu machen.

Péter Gunst

A Thököly-felkelés és kora — L'insurrection de Thököly et son époque Réd. par László Benczédi

Akadémiai Kiadó, Budapest, 1983, 287 p.

Le recueil d'études intitulé *L'insurrection de Thököly et son époque*, sous la rédaction de László Benczédi, contient les matériaux, augmentés et remaniés par plusieurs auteurs, de la conférence organisée à Hajdúszoboszló du 2 au 4 octobre 1978, à l'occasion du 300^e anniversaire de l'insurrection de Thököly, sous le titre de L'insurrection de Thököly dans l'histoire hongroise et européenne. Dans ce volume on trouve les études de plus de vingt-cinq auteurs hongrois et étrangers traitant sous plusieurs aspects la problématique de cette insurrection. Au fond, cette publication offre un tableau de l'état dans lequel se trouvaient les recherches sur Thököly au tournant des années 1970-1980. Les matériaux s'ordonnent autour de trois thèmes : l'insurrection de Thököly et la société hongroise; l'insurrection et l'évolution des conditions en politique extérieure; ensuite les aspects d'histoire culturelle de cette époque et la question des traditions entourant Thököly. On peut y lire aussi sur Thököly en émigration, et le volume est en outre complété de quelques documents intéressants.

La première problématique, l'arrière-fond social et économique de l'insurrection, est entamée par l'étude synthétique de László Benczédi qui y résume ses recherches et pose des problèmes. Il y analyse les processus les plus importants déroulés au cours des quelques premières années, si décisives, du mouvement kouroutz, de 1678 à 1681 — les changements dans la base sociale et dans les personnes, dans la direction militaire, la politique de réformes centralistes de Thököly, la rupture avec la Transylvanie, l'évolution de l'orientation en politique extérieure.

L'auteur arrive à une constatation essentielle, notamment qu'au fond l'insurrection de Thököly « a comblé une sorte de « vide » de pouvoir entre la zone des Habsbourg, la Transylvanie et les territoires occupés par les Turcs » et aussi que l'auteur considère l'insurrection comme « appartenant au grand courant des efforts déployés pour l'Etat hongrois indépendant ». Les conditions économiques de cette époque sont peu dépouillées. Ferenc Maksay contribue à poser les fondements de l'histoire économique de l'époque de l'insurrection dans son étude sur la Chambre de Thököly à Szepes. L'étude de Ferenc Szakály sur les mouvements anti-Habsbourg des années 1670 et sur la question du pouvoir féodal hongrois dans les territoires assujettis aux Turcs, élucide une question essentielle, car, comme l'auteur le constate, jusqu'en 1682 le mouvement kouroutz ne disposait pas d'une base autonome, serrée, comme en avaient les mouvements dirigés par Bethlen ou par György I^{er} Rákóczi. Les réfugiés, ayant pris l'arme en 1672, s'abritaient dans la région frontalière de Transylvanie et de l'occupation turque, et dépendaient, directement ou indirectement, des autorités turques. Les kouroutz par contre, après l'élection de leur chef d'Imre Thököly, continuèrent à camper dans la partie assujettie aux Turcs, et ainsi la formation d'une existence et d'un territoire étatiques des kouroutz ne peut être prise en considération qu'après les victoires remportées en 1682.

Ici, nous ne pouvons que citer les autres études où est traitée l'histoire sociale de l'époque de Thököly. Dans ce volume il y a des études sur la paysannerie

(de János Varga), sur les rapports entre les serviteurs aristocrates et la noblesse des comitats (de János J. Varga), dans le cadre des recherches sur l'histoire urbaine, sur la société de la ville d'Eperjes, important point stratégique de l'insurrection de Thököly (de Marie Marečková), et sur les rapports avec l'insurrection de Thököly de la ville de Debrecen (István Szendrey) et des villes héiduques (István Rácz). László Nagy de son côté traite dans son étude un problème très important pour peser les chances de l'insurrection de Thököly, notamment celui de son armée.

Pour juger des orientations extérieures de l'insurrection il est absolument indispensable de connaître en détails et exactement les conditions internationales de l'époque. C'est que seule leur connaissance permet de comprendre et d'apprécier la politique de Thököly. Quant aux orientations en politique extérieure, au début, entre 1678-1682, elle était ouverte — comme le constate László Benczédi — et il y avait autant de possibilités pour une guerre de liberté à orientation franco-polonaise, qu'à un accord à conclure avec les Habsbourg, ou à une orientation turque. Les études où est analysé l'arrière-fond diplomatique de l'insurrection, et est traitée la politique de Thököly avec les Habsbourg, le roi de Pologne, la France, la Transylvanie et les Turcs, mettent au fond la lumière sur la question de savoir si Thököly avait ou non une alternative diplomatique réelle pour réaliser ses plans dans les conditions internationales de son époque.

Dans son étude de synthèse sur la politique extérieure de Thököly, Béla Köpeczi constate que la diplomatie française renforçait l'orientation turque des insurgés hongrois, et l'alliance avec les Turcs se posait, car l'Empire Ottoman était l'unique grande puissance qui pût offrir une aide réelle contre les Habsbourg. Ils craignaient l'alliance avec les Habsbourg à cause de l'absence des garanties et à cause de leur politique de paix menée face aux Turcs. Et après la défaite des Turcs à Vienne les dirigeants de la politique impériale cessèrent de traiter avec Thököly. Comme causes de l'échec Béla Köpeczi indique l'isolement international, le manque ou la faiblesse d'alliance extérieure, l'état arriéré et la division intérieure de la Hongrie.

Parmi les autres études, mettant de la lumière sur certains détails des relations extérieures, celle de Claude Richard traite la politique franco-turque d'entre 1673-1679, celle de Zigmunt Abramowicz les

relations entre Thököly et Sobieski. Dans son étude très intéressante Vojtech Kopčan analyse, partant de sources documentaires turques, la politique de la Porte envers Thököly entre 1678-1683, et constate que dans ses relations avec les émigrés et avec Thököly la Sublime Porte avait toujours en vue ses propres intérêts, et que dans la politique de Thököly il y avait toujours, jusqu'au siège de Vienne, la tendance vers une alternative pro-Habsbourg. Emma Iványi analyse les tentatives d'accommodement entre la cour de Vienne et Thököly. Elle constate que jamais les négociations entre la cour et Thököly n'ont abouti à une entente valable. Thököly n'obtint pas de garanties lui permettant de tourner le dos aux Turcs et ce malgré les efforts déployés par la cour jusqu'au tournant de 1683 pour gagner à ses buts Thököly ou du moins pour s'assurer sa neutralité. Après le tournant survenu à Vienne en 1683 il ne resta à Thököly que la soumission inconditionnelle. Zsolt Trócsányi résume les relations entre la Transylvanie et Thököly sur la base de son livre « Teleki Mihály (Erdély és a kurucmozgalom 1690-ig) » (Mihály Teleki (La Transylvanie et le mouvement des kouroutz jusqu'en 1690)). Dans son étude il esquisse le processus qui avait nécessairement conduit au conflit entre les politiciens transylvains et Thököly. A propos de ce thème János Kalmár constate que l'attitude de la Transylvanie et l'absence de l'aide militaire française ont contraint Thököly à s'approcher des Turcs, ce qui, dans les conditions en présence, s'était avéré être l'unique voie à suivre pour Thököly.

Dans son étude Kálmán Benda analyse, dans le cadre de la politique internationale, les derniers efforts politiques du Thököly émigré, vivant sur le territoire de l'Empire Turc. On trouve encore dans ce volume l'étude fort controversée de K. Telbizov qui analyse les rapports qui se sont formés entre 1688-1694 entre Thököly et la population bulgare vivant sous autorité turque. Il reproche à Thököly d'avoir, selon lui, « prêté son concours absolu à la persécution cruelle des peuples chrétiens assujettis par les Turcs » et « de sa propre initiative avoir écrasé dans le sang l'imposante guerre des Bulgares pour la liberté, éclatée en 1688 au Nord-Ouest de la Bulgarie pour s'affranchir du joug turc ». A ce propos Kálmán Benda note que, partant du témoignage des sources documentaires de l'époque, il est d'avis que Telbizov exagère l'importance de l'insurrection de 1688 à Vidin.

Dans un grand nombre des études relatives à la culture et aux traditions les auteurs soulignent qu'il faudrait intensifier les recherches concernant l'histoire littéraire et culturelle, et la culture matérielle du dernier tiers du 17^e siècle. Dans son étude Lajos Hopp offre une vue sur l'histoire littéraire de l'époque de Thököly et présente les sources littéraires d'une certaine importance de cette époque. Imre Varga traite la manière dont la personne de Thököly est présente dans la poésie kouroutz et dans celle des partisans impériaux de l'époque. Áron Petneki examine la culture matérielle de la principauté de Thököly, le faste de sa cour et sa richesse.

Les deux fort intéressantes études où sont analysées les traditions de l'insurrection de Thököly, offrent une vue sur son idéologie, ses motifs politiques, ses objectifs. Dans l'étude des traditions de l'insurrection de Thököly, Katalin Péter pose la question : « Les participants de l'insurrection peuvent-ils être considérés comme héritiers des tendances à l'indépendance qui renaissent depuis Bocskai? » Elle constate qu'au fond c'est ainsi, bien que dans les écrits et journaux de l'insurrection il n'en fût pas souvent question. Le déplacement de l'accent se sent plutôt dans le texte du manifeste de 1684, c'est que dans l'insurrection de Thököly s'engagent les traditions de Lippay-Wesselényi. En substance, Katalin Péter en analyse les raisons. Ágnes R. Várkonyi, dans sa large étude embrassant à peu près un demi-siècle, poursuit la formation des images faites sur Thököly dans la guerre de liberté de Rákóczi. Elle fait une introduction dans l'historiographie de ce thème, expose les positions prises par certains contemporains et certains historiens, et ensuite, se basant sur les sources documentaires de l'époque de Rákóczi, elle esquisse l'évolution de l'image que s'était faite Rákóczi sur Thököly, dans sa jeunesse, puis pendant la période 1703-1711 quand, dans l'Etat de Rákóczi, la pratique politique de tous les jours avait nécessairement fait émerger des images toujours nouvelles de Thököly, et enfin elle analyse l'image

de Thököly dans les Confessions de Rákóczi. En ce qui concerne les liaisons entre la politique de Rákóczi et celle de Thököly, Ágnes R. Várkonyi constate que « Rákóczi et son cercle étroit de gouvernement voulaient, nécessairement, créer l'indépendance étatique sur d'autres principes politiques fondamentaux que Thököly. Un de ces principes fondamentaux était la création d'une unité d'intérêts sociaux-politiques, pris dans le sens le plus large du mot. L'autre c'était de régler les rapports entre la Hongrie et la dynastie des Habsbourg à un niveau d'accords internationaux, donc pas en alliance avec les Turcs. Les deux ensemble déterminaient a priori ce que l'on pouvait emprunter à la politique de Thököly et ce qui en était à éliminer ». Thököly représentait une négation absolue de la politique extérieure de Rákóczi à cause de l'alliance turque, il représentait les intérêts des Ordres et, à partir de l'automne 1704, il tâchait de créer une base de pouvoir contre Ferenc Rákóczi, et le parti transylvain de Thököly causa beaucoup de difficultés à Rákóczi.

Le volume est clos par l'étude historiographique de Móricz Csáky. Il analyse la manière dont l'historiographie autrichienne traite, aux environs de 1700 et 1800 et au XX^e siècle, la personne de Thököly, et il constate que c'est en général une image négative de Thököly qui est dominante. Le très important apport de cette étude, et qui dépasse l'époque de Thököly, est qu'elle offre une vue d'ensemble de l'évolution de l'idéologie autrichienne, notamment de ce que l'on y comprenait à l'époque en question sous « *Monarchia Austriaca* ».

En somme, nous pouvons dire que ce volume offre le bilan des recherches faites jusqu'ici sur l'époque de l'insurrection de Thököly, signale les déficiences dans les recherches de cette époque tant dans l'histoire économique que dans l'histoire sociale, diplomatique et culturelle et en même temps donne de nouvelles impulsions pour les recherches à venir.

Éva Bóka

János Barta jun.: A kétfejű sas árnyékában — Im Schatten des zweiköpfigen Adlers

Budapest, Gondolat, 1984. 234. S.

Das Wappentier der Habsburger ist im allgemeinen ungarischen Bewußtsein meistens das Zeichen der Unterdrückung, der Ausbeutung, die Niedertretung der Unabhängigkeitsbestrebungen. Es ist ein boshafter Vogel, seine ausgebreiteten Flügel werfen gewissermaßen einen Schatten auf die Geschichte unserer Nation. Zu dieser Ansicht gehört auch die Meinung, nach welcher auch die Ungarn nicht das Ihre getan hätten zur Durchsetzung ihrer eigenen Interessen. Ein ungarischer Historiker des Jahrhundertendes, Lajos Thallóczy, weist mit einem eigenartigen Vergleich auf diesen Standpunkt hin. In einem von ihm 1888 geschriebenen Brief nimmt Klio die Gestalt Ungarns im 18. Jahrhundert an, sie klagt der verhörnde Historiker folgendermaßen an: „Meine Dame, ob es Ihnen gefällt oder nicht, Sie waren vor 100 Jahren noch eine unbekleidete prude Frau, die lediglich ihren Busen verdeckte, zweiköpfigen Adlern jedoch den dunklen Hügel der Wollust zur Beute gab.“

Das 18. Jahrhundert ist die entscheidende Periode für dieses Verhältnis: nach der Vertreibung der Türken wird das wieder einheitliche Ungarn als Teil des Habsburgreiches neu organisiert, die Gestaltung des Systems seiner Staatseinrichtungen, der Wirtschaft, seiner gesellschaftlichen Entwicklung, Kultur verläuft gleicherweise unter den Flügeln dieses sonderlichen Vogels. Schützen diese Flügel oder ganz im Gegenteil, hätte unsere Geschichte ohne sie einen günstigeren Verlauf genommen? Unsere Geschichtsschreibung befaßt sich seit langem mit diesem Dilemma und allgemein mit der Beurteilung der Gesamtheit der ungarischen Entwicklung im 18. Jahrhundert. Ist es eine Epoche der allmählichen, langsamen, die gesamte historische Wirklichkeit durchziehende Entwicklung, oder ist es eine Zeit des wirtschaftlichen, kulturellen, moralischen Verfalls? Vor kurzem hat Domokos Kosáry die damit zusammenhängenden wichtigeren Auffassungen zusammengefaßt in einer großangelegten Monographie, die die ungarische Kulturgeschichte im 18. Jahrhundert summiert. Die traditionellen Ansichten bringen Argumente und Daten für den Niedergang: mit dem Namen von Ferenc Toldy wird die Darstellung des nationalen-literarischen

Verfalls verbürgt, mit Ferenc Eckhart der wirtschaftliche und mit Gyula Szekfü der moralisch-gesellschaftliche Niedergang. Die letzten nahezu zwei Jahrzehnte währenden ungarischen Forschungen gelangten zu entgegengesetzten Schlußfolgerungen, und das neue Buch von János Barta jun. gibt einen Überblick und eine Zusammenfassung dieser in einer genußreichen Lektüre.

In internationale Verhältnisse eingebettet erscheint vor uns das Bild Ungarns im 18. Jahrhundert: Ausgangspunkt ist der die engültige Vertreibung der Türken bedeutende Habsburg-türkische Frieden von Karlowitz (1699), der den Freiheitskampf Rákóczi beendende Frieden von Szatmár (1711) sowie der Utrechter Frieden (1713), der die Situation des Habsburgreiches in Europa konsolidierte und die Erringung von neuen Gebieten in den Niederlanden und Italien ermöglichte. Die vielartigen Gebiete aber gelang es nicht zu einem einheitlichen, haltbaren Reich zu entwickeln, und um die Mitte des Jahrhunderts wurde klar, daß für die Kraft und Macht der Dynastie nur die Donauländer einen verhältnismäßig festen Pfeiler bedeuten können. Unter diesen Ländern aber war Ungarn das größte.

Wir können im Buch über die gebietliche Verteilung der sich seit Anfang des Jahrhunderts von ungefähr vier bis Ende des Jahrhunderts auf ca. 8,3 Millionen ansteigenden Bevölkerung Ungarns erfahren, ihre wirtschaftliche Lage, über die rar bewohnten, unentwickelten Eroberungsgebiete und die entwickelteren, den größeren Teil der industriellen Tätigkeit konzentrierenden ehemaligen königlichen Landesteile. Hier und auch bei der Behandlung der gesellschaftlichen Struktur vermeidet der Verfasser die die örtlichen Unterschiede verwischenden inhaltlosen Verallgemeinerungen. Den bescheidenen Rahmen von 12 Bogen äußerst ökonomisch ausnutzend analysiert er die vielseitige Zusammensetzung der grundlegenden Klassen der Gesellschaft. Ein immer größerer Teil der etwa 80% ausmachenden Leibeigenen, nach ungefähren Schätzungen etwa ein Drittel, findet zu der Zeit irgendeine Form der Flucht aus der Leibeigenschaftsabhängigkeit, und diese Klasse zeigt sowohl

nach Rechtsstand als auch nach Vermögenslage ein sehr wechselreiches Bild. Noch geteilter ist die Zusammensetzung des besitzenden Adels, der Typen vom Krautjunker, physische Produktionsarbeit zu verrichten gezwungen, bis zum mehrere tausend Morgen Land besitzenden Aristokraten umfaßt, und in Hinsicht auf Einfluß, wirtschaftliche Lage ist auch die städtische Bevölkerung sehr differenziert, dessen einheitliches Charakteristikum aber ihr geringes politisches Gewicht ist.

Das die wirtschaftliche Entwicklung überblickende Kapitel geht von der Überprüfung der alten Grundthese der ungarischen Geschichtsschreibung aus, wonach der Begriff der kolonialen Unterworfenheit am besten die Lage Ungarns innerhalb des Reiches ausdrückt; Ungarn versah die Industrie der Erbländer als Rohstoffproduzent. Nach der Darstellung der Struktur der Landwirtschaft, der Gestaltung der Industrie, der Tendenzen der Zollmaßnahmen kommt der Verfasser aber zu der Schlußfolgerung, daß „das Wirtschaftsleben Ungarns mit Agrarcharakter im 18. Jahrhundert nur in Wechselwirkung mit industriell entwickelteren Gebieten funktionsfähig sein konnte und demzufolge mußte unser Land unerlässlich in eine untergeordnete Lage zu den industrialisierten Tauschpartnern gelangen. Die Wiener Regierung erwies den ungarischen Produzenten keine Gnade (die als Untertanen eine Vergünstigung hätten erhoffen können), wie es gegenüber einem unabhängigen Ungarn auch seine Tauschpartner nicht erwiesen hätten. Die Politik des Hofes unterstützte aber gleichzeitig ausgesprochen die Produktion einzelner ungarischer Produkte aus der Landwirtschaft, während sie auf andere stufenweise stimulierende Wirkung ausübte. Bei den unsere industrielle Produktion ungünstig beeinflussenden Elementen der Regierungspolitik erwies sich aber als viel nachträglicher die Tatsache, daß die als Handelsaktiv einströmende Geldmenge nicht ihren Weg in industrielle oder landwirtschaftliche Anlagen fand (es wurde nicht zu Kapital). Statt Zurückbleiben ist es doch besser, wenn wir den Zustand unseres Landes im 18. Jahrhundert mit dem Ausdruck der Stabilisierung und Kräftesammlung charakterisieren.“

Neben den Kapiteln, die sich mit der Geschichte der Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur (auch hier

hebt das Buch die vorausweisenden Tendenzen hervor) beschäftigen, befaßt sich der größere Teil mit der Darstellung der politischen Ereignisse, Prozesse, Verhältnisse, mit dem Konflikt zwischen der Ständepolitik und den absolutistischen Tendenzen. Die zentrale Frage der politischen Verhältnisse Anfang des Jahrhunderts liegt nach der Meinung des Verfassers nicht in der Unterdrückung Ungarns, sondern darin, daß die Stände nach den Parlamentskämpfen von 1712—15 sich in Passivität begaben, als Wien die Initiative ergreift und der Hauptinhalt der Ständepolitik die Wahrung der bestehenden Privilegien ist. Die Jahrzehnte des Jahrhunderts bis zum Tode Maria Theresias überblickend, die Tendenzen darstellend, die gegen und für Habsburg waren, hält der Band trotz der sehr ersten Interessengegensätze die versöhnende Richtung für bestimmend, zu offenen Zusammenstößen kommt es nicht, weil die gegen Habsburg gerichteten Auflodungen der verschiedenen gesellschaftlichen Klassen nicht aufeinander abgestimmt waren bzw. nicht abgestimmt werden konnten.

Es ist für die Bände der Reihe *Magyar Historia* (in deren Rahmen auch dieses Buch herausgegeben wurde) im allgemeinen, für diesen Band aber besonders charakteristisch, daß sie historische Prozesse und Persönlichkeiten lebendig und lebensnah darstellen. Den Frieden von Karlowitz schließen nicht abstrakte Tendenzen personifizierende Politiker, sondern im Frost des Winters in kalten Baracken verhandelnde frierende Menschen aus Fleisch und Blut; die Belebung des Familienlebens und der Persönlichkeit Maria Theresias erhält Platz in der Behandlung sowie auch das tägliche Leben derjenigen, die zu den verschiedenen Schichten der Gesellschaft gehören.

Was für ein Vogel ist nun also der zweiköpfige Adler? Nach dem Zeugnis des Buches — wie furchterregend er auch scheint —, können wir in seiner Beurteilung aufgrund erster Eindrücke nicht sofort entscheiden, auf die Frage keine einfache Antwort finden. Die Arbeit von János Barta jun. ist ein beachtenswerter Beitrag zu der diesen Themenkreis erfreulicherweise erweiternden Literatur.

Attila Pók

Lajos Hajdu, II. József igazgatási reformjai Magyarországon — Réformes administratives en Hongrie de Joseph II.

Akadémiai Kiadó, Budapest, 1982. 528 p.

Dans le livre de notre honorable historien du droit nous saluons une œuvre de pionnier, d'importance théorique, dans l'historiographie hongroise. Dans les conceptions politiques et historiques hongroises on connaît bien les changements dans les jugements portés sur Joseph II. « Comme homme, je bénis son nom » — écrit Wesselényi dans son livre intitulé « Préjugés » sur l'empereur qui avait aboli le servage « comme citoyen j'ai de la gratitude pour son acte sage et généreux par lequel il pouvait prévenir, encore en temps utile, un bouleversement sanglant, inévitable autrement. Mais en tant que patriote je suis affligé qu'il ait accompli autoritairement ce que la loi aurait dû faire, privant ainsi ma nation de son devoir sacré de faire ce premier pas et de pouvoir achever la généreuse action engagée. » Voilà donc la conception de base, les vues sur Joseph II des premiers libéraux hongrois: reconnaissance de la nécessité de la réforme, et réprobation des méthodes absolutistes. Dans les idées du libéralisme, dont l'évolution avance avec celle du nationalisme, s'ajoute tout naturellement la condamnation de la politique de « germanisation » de Joseph II. Ces vues dominant longtemps aussi dans l'historiographie d'après 1849, seuls diminuent les aspects positifs dans l'appréciation de l'empereur. Le tournant est apporté par Henrik Marczali dans sa grande synthèse: pour lui, Joseph II est le chevalier sans peur et sans reproche de la lutte contre le féodalisme hongrois. C'est sa conception qui se transmet dans les idées des libéraux et radicaux hongrois du XX^e siècle, pour être représenté enfin comme « Hamlet au trône ». Il n'y a lieu de s'étendre largement sur le fait que ces deux genres d'appréciation se sont « infiltrés » dans deux étapes en alternance de notre historiographie marxiste, sous la forme d'un empereur « colonisateur » cherchant uniquement à sauver le féodalisme, ou du souverain réformiste luttant contre le conservatisme des Ordres hongrois.

Lajos Hajdu débarrasse les faits de ces discussions enlisées plutôt dans des idées spéculatives. Avec une assiduité extraordinaire dans les recherches il se tourne vers les faits inconnus (et jugés par ses

prédécesseurs indignes d'être connus). Il n'était pas facile de réunir dans une conception l'énorme masse de faits qu'il avait dépouillée, mais il y est arrivé avec succès. La connaissance aussi complète que possible des faits offre pour ainsi dire automatiquement la nouvelle conception, importante pour la théorie. Chez Lajos Hajdu il ne s'agit pas d'une lutte entre Joseph II et la nation, prise dans tel ou tel sens, mais de la lutte qui était engagée avant tout entre deux tendances du régime éclairé, notamment entre l'autocratie doctrinaire de Joseph II et le réalisme politique des hommes d'Etat hongrois (aristocrates, gentilshommes) éclairés et réformistes. Hajdu souligne souvent (et avec du bien-fondé) son estime de la générosité des intentions de Joseph II, de son zèle, de sa sagacité qui se manifeste surtout dans les remarques critiques; et même quand (plus d'une fois) il appelle l'empereur « fils bizarre de la maison des Habsbourg » c'est le respect qui domine dans cette caractéristique. Mais il parle avec le même respect (fondé sur d'immenses matériaux documentaires) des hommes d'Etat éclairés du genre de Ürményi—Pászthory—Széchenyi, soulignant à la fois leur connaissance de la situation, leurs intentions honnêtes de réformistes, et leur sens réaliste en politique. Dans la nouvelle conception du joséphisme les grandes luttes autour des réformes s'engagent avant tout entre l'empereur et les Chancelleries royales réunies de Hongrie et de Transylvanie. A ce propos pourtant nous devons faire une remarque. Partant des matériaux dépouillés, nous considérons qu'il est absolument motivé que Hajdu ne tienne pas pour décisive dans ces luttes celle qui se déroule entre Joseph II et les comitats. Au fond, nous pouvons même admettre que dans ces luttes le Conseil de Lieutenance avait joué un rôle moins important que celui lui attribué jusqu'ici par nos historiens (bien que les attaques acharnées des Ordres contre Niczky provoquent une certaine incertitude sous cet aspect). Cependant, un aspect de ces luttes ne figure pas dans le livre de Lajos Hajdu — notons tout de suite, ce n'est pas par sa faute. Cet aspect est le rôle que le Staatsrat avait joué dans les réformes administratives en Hongrie.

Il est bien connu qu'une grande part des documents du Staatsrat (y compris la majeure partie des matériaux du temps de Joseph II) disparut pendant la Seconde Guerre mondiale, mais les fragments survivants nous révèlent certaines choses dans ce domaine. Par exemple les votes au Staatsrat du chancelier Kaunitz nous sont parvenus, et la décennie de Joseph II y est bien représentée. Il est stupéfiant que l'auteur d'une œuvre comme celle dont nous parlons, doive signaler qu'il n'avait pas la possibilité de se servir des matériaux de Österreichisches Staatsarchiv. Au printemps 1979 j'ai eu l'occasion d'attirer l'attention de plusieurs dirigeants de notre vie culturelle-scientifique sur la nécessité de tenir davantage compte, en attribuant les bourses de recherches à Vienne, des historiens et des chercheurs des disciplines directement apparentées. En effet, ce que les ingénieurs, juristes etc. peuvent consulter dans les excellentes bibliothèques de Vienne, ils peuvent en disposer dans le pays aussi grâce au service international de prêt des livres, tandis que les matériaux archivistiques, nécessaires pour l'historien, sont pratiquement impossibles à prêter *au niveau de recherches*. Nous ne savons pas dans quelle mesure la situation a changé depuis 1979. Mais s'il est impossible aux chercheurs d'y aller ou d'avoir recours au prêt, on aurait pu, depuis longtemps, photographier des matériaux de dimensions réduites comme par exemple les votes de Kaunitz. Pour le moment, ce n'est qu'un projet. Ainsi, nous ne pouvons que regretter que cet aspect des luttes autour des réformes administratives en Hongrie n'a pas sa place (nous répétons *que ce n'est pas par la faute de l'auteur*) dans cette excellente monographie.

Nous n'avons pas la possibilité d'offrir un compte rendu détaillé de cette monographie importante (même dans sa forme fortement réduite par rapport à l'original), seulement une esquisse. Pour commencer, Hajdu offre un tableau d'ensemble, abondamment soutenu par des faits, de la situation dans l'administration des comitats avant 1785. Il y a des disproportions dans l'étendue, la population, la charge fiscale, le nombre des localités des comitats, dans le nombre et les dimensions des districts à l'intérieur des comitats, il y a un grand nombre de communes dites « non organisées » — même la division des comitats et des districts « appelle le changement, le neuf ». L'administration des comitats est lente rien que pour des raisons structu-

relles, les effectifs administratifs et leurs appointements ne sont pas adaptés à leur tâche (dans les comitats grands et petits les effectifs sont en gros pareils, ils sont donc différemment chargés de travail), la répartition des « spécialistes » (ingénieurs, médecins, accoucheuses, spécialistes d'agriculture) n'est pas non plus équilibrée (il n'est pas rare que plusieurs comitats ont un ingénieur commun, même si l'emploi d'un ingénieur propre était motivé, il y a des comitats ne disposant pas de leur propre médecin). Les problèmes relatifs aux effectifs et aux appointements dans les districts sont analogues, mutatis mutandis, à ceux des comitats, et la même chose vaut pour les « forces policières » des comitats. Les irrégularités sont fréquentes, le contrôle est défectueux aussi dans l'administration communale.

Les activités réformistes de Joseph II commencent en Hongrie par le règlement de quelques questions de détail (ordonnance sur la pension de retraite, réglementation des taux journaliers des congés des employés). À côté de la nécessité du règlement Hajdu signale partout dans les ordonnances de Joseph II l'absence de sens pratique (et aussi la rigueur doctrinaire de l'empereur dans l'ordonnance sur les congés). Il décrit (à notre avis peut-être un peu trop brièvement) la fusion des services gouvernementaux et les premières tentatives (échouées) de réformer l'administration départementale.

La partie nettement la plus belle et la plus importante est le chapitre où Hajdu décrit (dans la conception déjà indiquée) la lutte entre Joseph II et la Chancellerie Hongroise Transylvaine concernant la question de la liquidation de l'autonomie des comitats et de la création de l'institution de préfet régional (commissaire royal). Hajdu y distingue trois étapes. D'abord, Joseph II dresse un tableau symptomatique de l'état en Hongrie sous le titre « Réflexions sur la constitution du royaume de Hongrie et sur son état actuel », et il y élabore un projet de réformes. La Chancellerie y répond avec un programme d'envergure. Les principaux résultats de l'étape suivante (entrelacée dans le temps avec la première) sont la nouvelle répartition des comitats, ensuite le programme de réformes de Joseph II (« Entwurf zu einer verbesserten Verfassung Hungarns ») et la nouvelle réplique de la Chancellerie. La troisième étape comprend l'institution des circonscriptions, la désignation des

préfets, c'est-à-dire des commissaires de circonscription, et l'élaboration du nouveau système d'administration.

Nous ne connaissons le texte des « Gedanken » que du programme de la Chancellerie qui y répondit, et qui permet de le reconstituer. La première, et peut-être aussi la deuxième partie de celui-ci furent rédigées par József Ürményi, la troisième par Sándor Pászthory (les deux étaient des conseillers de chancellerie). La prise de position de la Chancellerie est fondée sur le principe que la constitution ne doit pas être changée dans ses fondements, elle doit être adaptée à l'époque. Un programme positif de réformes y est élaboré afin d'assainir les conditions économiques et sociales du pays. Dans ce cadre l'accent est mis sur les effets désastreux de la limitation du commerce libre, de l'industrie hongroise jugulée. Sa théorie constitutionnelle est fondée sur l'idée du contrat social. Parlant du système du pouvoir exécutif, la Chancellerie se considère comme organe consultatif du souverain. D'importantes propositions sont avancées pour améliorer la composition, élever le niveau du Conseil de Lieutenance (entre autres ouvrir des concours pour y remplir les fonctions). Le projet s'étend aussi à la réforme de l'administration départementale, cantonale et communale, de la juridiction. Une réforme des impôts (à adopter par la diète), la création d'une banque de crédit y sont proposées. Joseph II pourtant ne lit même pas ce programme.

L'objectif de l'« Entwurf », selon le souverain, est d'accélérer l'expédition des affaires, de mieux choisir les fonctionnaires, de garantir leur impartialité, d'assurer un meilleur contrôle et surveillance, de réunir dans un cadre étatique unifié les différentes institutions des ordres et du trésor. Le programme est séduisant, mais sa mise en pratique ne mérite pas uniquement des éloges (mesures erronées pour faire des économies, contradictions dans la subordination des préfets de circonscription, le caractère mécanique de la délimitation des circonscriptions, subjectivité dans le choix des commissaires de circonscription — Joseph II offense Miklós Skerlecz, Ferenc Széchényi, József Splényi — au lieu d'accélérer l'expédition des affaires elle est, dans plus d'un cas, ralentie, la réforme de l'assemblée nationale est malencontreuse etc.). D'une part, la chancellerie déclare en principe que le pouvoir législatif ne peut pas être retiré à celui à qui il est dû,

les lois peuvent, certes, être changées, mais la constitution ne peut être modifiée que si la nouvelle institution remplaçant celle qui vient d'être liquidée est plus utile pour l'Etat. D'autre part, elle attire l'attention du souverain sur toute une série des faiblesses, citées plus haut, de l'Entwurf.

La troisième étape met encore davantage en relief le subjectivisme, le volontarisme de Joseph II et le réalisme de la Chancellerie. Le souverain s'abandonne à ses impressions subjectives pour choisir les préfets de circonscription, sans tenir compte de la popularité, autorité, connaissance de la situation, capacité de diriger, de la personne en question. La Chancellerie n'obtient enfin qu'un compromis dans le choix des personnes. Par suite de la création des commissaires de circonscription les activités des assemblées de comitat cessèrent en pratique.

Un aspect nouveau, digne d'attention, de la conception de Lajos Hajdu est que, selon lui, les tentatives de Joseph II pour réformer l'administration échouent en fait déjà au bout d'un an, en 1786. C'est que, à ce temps-là, les réformistes éclairés, aristocrates et gentilshommes, base fondamentale jusque-là de la réforme (même en cherchant dans la pratique souvent des voies différant de celles du souverain) se sont tournés contre. En effet, quand Joseph II veut introduire en Hongrie l'Amtsunterricht valable dans les Etats de la maison d'Autriche, les préfets de circonscription (à l'exception du seul Simon Révay, personne insignifiante) prennent position à l'unanimité contre, soulignant son caractère anticonstitutionnel. Ürményi déclare même que les comitats ont le droit de protester contre les mesures *contraires à la loi*. Ferenc Széchényi propose le maintien des congrégations particulières. La Chancellerie prend également position pour la nécessité de la légalité. Joseph II reste donc solitaire. A partir de la fin de 1786 le Conseil de Lieutenance et la Chancellerie n'exécutent que formellement les ordonnances du souverain (certains, dont par exemple Ürményi, tentent encore d'amener Joseph II à résipiscence).

Hajdu dresse des portraits excellents des préfets de circonscriptions (fondés surtout sur des rapports, comptes rendus). C'est ainsi que nous faisons connaissance de Ferenc Balassa, disposant de grandes expériences, de perspicacité, mais trop enclin aux méthodes administratives (méthodes que le Conseil de Lieutenance et la Chancellerie

condamnent), de János Bachó, estimé à juste titre par Hajdu pour sa tolérance nationale et confessionnelle, et de Sámuel Teleki, stimulant avec intelligence le développement industriel. L'analyse des rapports des préfets offre à l'auteur la possibilité de tracer un tableau de l'exécution des réformes économiques et sociales de Joseph II.

Nous ne trouvons pas dans le livre une description détaillée de l'effondrement de la construction réformiste de Joseph II. Il signale seulement que l'arpentage frappa gravement *toutes* les classes de la société (les serfs disposaient de plus de terre que celle d'après laquelle ils payaient l'impôt; de plus, l'exécution de l'arpentage était coûteuse, lente et de bas niveau). La guerre contre les Turcs servit aux objectifs dynastiques de Joseph II, et aucun Ordre ou aucune classe du pays n'y était intéressé. En plus, Joseph II est forcé à convoquer des assemblées de comitat pour voter les effectifs des conscrits, nécessaires pour la guerre. En même temps il commet la faute d'exiger de l'impôt militaires des fonctionnaires qu'il aliène ainsi définitivement. Les libelles font leur apparition, des bruits alarmistes sont divulgués. C'est ainsi que survint la Restitutionsedik dont Hajdu décrit la naissance avec plus de réalisme que les précédents: le 24 janvier 1790 Joseph II demande encore une proposition pour liquider la résistance; la Chancellerie et Spielmann, délégué de Kaunitz, tiennent pour le plus important seulement la révocation de *certaines, pas toutes* les ordonnances du souverain, et la convocation de la diète en 1791. Pourtant, c'est dans un sens opposé à l'habituel que le souverain dépasse la proposition.

Il existe donc une nouvelle conception, convaincante à notre avis, sur Joseph II, basée sur une énorme richesse documentaire, sur la mise au point de quelques douzaines de questions de détail qui dépassent les cadres d'un compte rendu. C'est précisément le niveau élevé de ce livre qui me pousse à signaler, avec critique, certaines choses. Au fond il s'agit de quelques tours d'horizon.

Comme nous l'avons déjà signalé, Hajdu parle assez brièvement de la fusion des autorités centrales. Il aurait pu se référer à l'opinion adoptée par les spécialistes autrichiens, que la fusion des services

gouvernementaux de l'administration et du Trésor avait comme prémisses la réforme dite de Haugwitz, de 1749. A propos de la création des postes de commissaires de circonscription, et de l'introduction en Hongrie de l'Amtsunterricht, l'auteur parle du système administratif de la Cisleithanie (dont la mise en place est considérée par Friedrich Walter comme une des plus remarquables réalisations de l'organisation de l'Etat par les Habsbourg). Cela n'aurait été qu'une question de rédaction de traiter cette question *avec plus d'accent*, mais cela aurait donné plus de clarté encore au tableau d'ensemble.

Plus important aurait été de relier aux antécédents historiques le programme de réformes éclairé de la Chancellerie de Hongrie-Transylvanie, et de présenter les continuateurs de ce programme. Si la Chancellerie traite les éléments nuisibles à la Hongrie de la politique commerciale et industrielle des Habsbourg, les prémisses en existent déjà dans les programmes de réformes, parfois d'un niveau très élevé, des Ordres hongrois et transylvains du 18^e siècle. Entre 1790 et 1832 l'opposition réformiste «mercantile» se range pour ainsi dire sous la bannière de ce groupe de réformateurs éclairés. Si, dans la conception de la Chancellerie apparaît l'idée du contrat social, il n'est pas étonnant de la retrouver en 1790 dans le programme de réformes des Ordres. La Chancellerie tâche de convaincre le *souverain* que les *lois* hongroises offrent les possibilités de la réforme, il n'y a qu'à «adapter à l'époque» la constitution. Un demi-siècle plus tard Wesselényi dirigerait les *Ordres* vers la réforme libérale, et ce avec les mêmes arguments tactiques. Les positions de principe de la Chancellerie ont donc une plus grande importance historique (regardées sous un horizon plus large) que celle qui ressort du livre de Hajdu; elles sont liées plus intensément, plus organiquement à l'histoire hongroise de presque un siècle et demi.

Tout cela, évidemment, ne sont que des réflexions basées sur les conceptions de Lajos Hajdu. Ce n'est pas le moindre mérite de cette œuvre importante de nous pousser à de telles réflexions.

Zsolt Trócsányi

Pál Pritz, Magyarország külpolitikája Gömbös Gyula miniszterelnöksége idején — Die Außenpolitik Ungarns zur Zeit der Regierung von Gyula Gömbös 1932—1936

Budapest, Akadémiai Kiadó, 1982, 309 p.

Obwohl uns eine zusammenfassende Monographie über die gesamte Geschichte der ungarischen Außenpolitik der konterrevolutionären Periode zur Verfügung steht, ist es überhaupt nicht überflüssig, uns in den Einzelheiten zu vertiefen, entweder dadurch, daß wir je ein Problem ausführlicher unter die Lupe nehmen, oder dadurch, daß wir die Außenpolitik der einen oder anderen Regierung analysieren. Die Gefahr dieses letzteren Verfahrens besteht darin, daß es mechanisch von einem Prozeß eine Periode hinausreißt, die vielleicht gar kein selbständiges Antlitz hat. Das Werk von Pál Pritz weicht dieser Gefahr dadurch aus, daß es sich einleitend mit den grundlegenden Determinanten der revisionistischen Außenpolitik des konterrevolutionären Systems, mit dem stabilen Mechanismus der außenpolitischen Beschlüsse, der Rolle des Apparats für auswärtige Angelegenheiten und der dessen Tätigkeit beeinflussenden Faktoren beschäftigt. In Kenntnis all dieser Fakten bekommt dann der Leser im weiteren über die bisherige Gestaltung der außenpolitischen Ansichten von Gömbös ein Bild. Im Zuge der ausführlichen Vorstellung der Außenpolitik des neuen Ministerpräsidenten wird er von der Feststellung des Verfassers überzeugt, daß nicht die Lenkung durch Gömbös dieser Phase der ungarischen Außenpolitik solche eigenartigen Züge verleiht, die eine selbständige, ausführliche Untersuchung begründen, sondern die bedeutenden Veränderungen der internationalen Lage, auf die man reagieren mußte. Mit diesen Herausforderungen großer internationaler Tragweite wurde die ungarische Außenpolitik in der Periode der Gömbös-Regierung konfrontiert. Die diesbezüglichen außenpolitischen Stellungnahmen der Regierung, welche innerhalb des gegebenen konterrevolutionären Regimes die ziemlich begrenzten Möglichkeiten der Reaktion widerspiegeln, bestimmten in großem Maße die weitere Gestaltung der ungarischen Außenpolitik. Aus diesem Grunde verdient die Außenpolitik der Gömbös-Regierung selbständige, ausführliche Untersuchung.

Kaum vier Monate verbrachte Gömbös an der Spitze der Regierung eine italienische Orientation folgend, welche zur Zeit der Bethlen-Regierung, 1927 im Freundschaftsvertrag verankert wurde, als in Deutschland Hitler die Macht ergriffen hat. Die Weimarer Demokratie, die für das ungarische konterrevolutionäre Regime überhaupt nicht sympathisch war, und mit deren Außenpolitik, — welche die unter dem Vorwand der deutsch-ungarischen „Schicksalsgemeinschaft“ erwartete enge Zusammenarbeit verweigerte, — es sehr unzufrieden war, scheiterte. Nun wurde die Hoffnung gehegt, mit dem neuen Deutschland besseres, unmitttelbareres und engeres Verhältnis ausbauen zu können, und neben Italien konnte nunmehr auch Deutschland eine wichtige außenpolitische Stütze für die ungarischen Revisionsbestrebungen darstellen, denen sich die durch Frankreich unterstützte Kleine Entente widersetzte. Die Vorstellung, daß eine Rom-Berlin-Achse in der europäischen Politik eine entscheidende Rolle spielen könnte, und daraus die ungarischen Revisionsbestrebungen einen Nutzen ziehen können, ohne daß es zum Aufgeben der weiteren europäischen Beziehungen führen könnte, war ein alter Lieblingsgedanke von Gömbös; ein Gedanke, der auch von Bethlen nicht fremd war, aber zwischen dem italienischen Faschismus und der Weimarer Demokratie ernsthaft gar nicht in Frage kommen konnte.

Statt des unbedeutenden und untauglichen Endre Puky, den Gömbös bereits früher um das Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten brachte, wurde Kálmán Kánya, der die deutschen Verhältnisse gut kannte, ein alter hervorragender Diplomat war und nun vom Posten des Gesandters in Berlin heimberufen wurde, der neue Außenminister. Und solange Gömbös Illusionen hegte, daß er die einstigen Beziehungen der ungarischen Rassenschützer zur Bewegung Hitlers heraufbeschwörend, sich mit dem neuen Regime in Deutschland auf „weltanschaulicher Grundlage“ vereinbaren könnte, erkundete der eher mit den konservativen deutschen nationalen Kreisen sympathisierende Kánya — mit Hilfe des

an seine Stelle ernannten Gesandten Masirevich — sorgfältig, welches unter dem durch die Nazipartei ins Leben gerufenen Außenpolitischen Amt und der geerbten Garnitur des deutschen Außenministeriums in der Lenkung der deutschen Außenpolitik eine bestimmende Rolle spielen werde. Vorläufig erschien es so, daß — seinem früheren Praxis entsprechend — das Außenministerium nach wie vor Widerstand gegen die Anliegen der ungarischen Außenpolitik, und das Außenpolitische Amt der Nazipartei größeres Entgegenkommen zeigt. Es spiegelte sich auch in den Umständen der Organisation des ersten Besuches von Gömbös bei Hitler, und auch den Äußerlichkeiten des Ablaufs wider. (Anlässlich seines zweiten Besuches im September 1935 fand er konsolidiertere Verhältnisse: die lenkende Rolle der Nazipartei kam im Außenministerium zur Geltung, das Außenpolitische Amt von Rosenberg hat ihre frühere Bedeutung verloren.)

Die ungarische Außenpolitik hat von Hitler erwartet, daß er den integralen Revisionsanspruch Ungarns auf alle verlorenen Gebiete anerkennt, und die in den Ländern der Kleinen Entente lebenden deutschen Minderheiten anweist, mit den unter revisions-politischer Lenkung stehenden Parteien der ungarischen Minderheiten gegenüber der Staatsmacht eng zusammenzuarbeiten. Gleichzeitig soll er mit der Politik der Beeinflussung der ungarndeutschen Minderheit aufhören, welche durch die offizielle Diplomatie und mit den Auslandsdeutschen beschäftigenden gesellschaftlichen Organisationen des Weimarer Deutschlands betrieben haben; als Entgelt für die Zusammenarbeit mit den Minderheiten der Nachfolgestaaten sei die ungarische Regierung bereit, ihre Lage die deutschen Wünschen möglichst weitgehend berücksichtigend souverän zu regeln. (Diese ins Junktum gebrachten zwei Fragen, welche bereits im Memorandum der Bethlen-Regierung von 1931 betont wurden, haben die Regierungen des Weimarer Deutschlands abgelehnt.) Die Gömbös-Regierung hat vom neuen Deutschland ferner erwünscht und erwartet, daß es — im Gegensatz zum Verhalten des Weimarer Regimes — die Märkte vor dem mit einer Krise ringenden ungarischen Agrarexport eröffnet. In letzterer Relation konnte — wenn auch nicht leicht — gewisses Ergebnis erzielt werden, — nicht im gehofften Umfang —, aber in der Frage der Minderheiten in den Nachfolgestaaten und Ungarn,

die vom Gesichtspunkt der Revision so wichtig war, nicht. Die Außenpolitik des Nationalsozialismus hat im Zeichen des deutschen Volksgemeinschaftsgedanken mit der in der Weimarer Zeit geführten ausländischen Agitation nicht gebrochen, sondern sie erkannte ihre Nützlichkeit an, nahm ihr Arsenal auf, und so ging nunmehr im nationalsozialistischen-pangermanischen Geist, die den deutschen Interessen entsprechende, — gegen die Interessen der ungarischen Innen- und Außenpolitik verstoßende — Beeinflussung der deutschen Minderheiten in den Ländern der Kleinen Entente und in Ungarn noch ausgedehnter und effektiver vor sich.

Während die ungarische Außenpolitik für wichtig gehalten hat, den Geist der Revision gleichzeitig in Richtung der ungarischen und anderen Bevölkerung aller drei Länder der Kleinen Entente zu schüren und wach zu halten, hat die deutsche Außenpolitik, nachdem sie nur in der Tschechoslowakei territorial interessiert war, im Interesse der Auflockerung der Kleinen Entente das gute Verhältnis zu Jugoslawien und den *Modus vivendi* zu Rumänien sogar zu Kosten von Opfern der ungarischen Politik empfohlen, und da sie nicht zu dieser Einsicht gebracht werden konnte, wurde sie auch verurteilt, was sie natürlich übel genommen hat. (Der Band erläutert das Verhältnis der ungarischen Politik zu diesen beiden Ländern des Balkanpaktes, und widmet der Verschlechterung des ungarisch-jugoslawischen Verhältnisses nach dem Anschlag von Marseille besondere Aufmerksamkeit). Im Laufe der verschiedenen taktischen Züge der deutschen Politik für die Irreführung der Welt kam auch die Möglichkeit des Abschlusses eines Nichtangriffspaktes mit der Tschechoslowakei mehrmals zum Vorschein, und bereitete der ungarischen Diplomatie, die es für außerordentlich gefährlich gehalten hat, schwere Sorgen.

Mit der Machtergreifung Hitlers in Deutschland gelangte die voraussichtliche Gestaltung des Schicksals Österreichs ins Blickfeld des Interesses. Für die italienische und ungarische Außenpolitik, die langfristig den Anschluß mit Gewißheit erwartet hat, war es nicht gleichgültig, wann und unter welchen Umständen er erfolgt, und welche Bedingungen für ihren Beitrag gesetzt werden. Die ungarischen Revisionsansprüche bestanden — im Hinblick auf Burgenland — auch gegenüber Österreich, und den Vorstellungen zufolge käme es zu ihrer Geltendma-

chung als Entgelt für die Anerkennung des Anschlusses seitens Deutschlands. Das Verhalten der Presse Hitler-Deutschlands wies aber — ähnlich zur Weimarer Periode — gar nicht in diese Richtung, in den deutschen Blättern wurde sogar die Berechtigung, der Zugehörigkeit Soprons (Ödenburg) zu Ungarn in Frage gestellt und gegenüber Italien wurde an der Frage der Deutschen in Südtirol gerührt. Die Aufrechterhaltung der Souveränität Österreichs erwies sich vorläufig als sehr wichtig, sowohl vom Gesichtspunkt der Beeinflussung des Donaubeckens durch Italien, als auch der italienischen Unterstützung der Revisionspolitik Ungarns aus, und die Diplomatie der beiden Länder, die auch früher alles für die Untergrabung, den Sturz der österreichischen Demokratie unternommen hat, unterstützte nun — im Rahmen des im März 1934 in Rom unter Dach und Fach gebrachten italienisch-österreichisch-ungarischen Dreierpaktes — Kanzler Dollfuß kräftig darin, durch den Ausbau eines „konkurrenten Faschismus“ den Einmischungsaktionen Nazideutschlands in Österreich vorzubeugen. Die Abneigung Deutschlands gegenüber dem Römer Pakt war immer spürbar, es lehnte die Initiativen für seinen Anschluß konsequent ab. Der nazistische Putsch-Versuch im Juli 1935 in Österreich rief auch in ungarischen diplomatischen Kreisen Bestürzung hervor, Ungarn wollte aber im deutsch-österreichischen „Zwist“ „neutrales“ Verhalten zeigen und paßte auf, den Nachfolger des ermordeten Dollfuß, Schuschnigg davon zurückzuhalten, in den Donauländern Unterstützung zu suchen, und hauptsächlich, in der Richtung der Tschechoslowakei Annäherungsversuche zu machen. Der im Sommer 1936 unterzeichnete deutsch-österreichische Vertrag wurde so bewertet, als die Verzögerung des immer ernsthafter drohenden Anschlusses. Der Verfasser verweist sehr richtig auf die ambivalenten Gefühle der ungarischen Außenpolitik in der Frage des Anschlusses: die ungarische Diplomatie war sich mehr oder weniger der gefährlichen voraussichtlichen Konsequenzen der Erhöhung des deutschen Einflusses im Raum für die ungarische Politik bewußt, gleichzeitig wußte sie aber auch, daß die deutsche Einverleibung Österreichs auch „die Lösung der tschechoslowakischen Frage“ vorbereitet und damit die erste konkrete Möglichkeit der ungarischen Revision schafft.

Die Schaffung der Rom—Berlin-Achse wurde — zum Großteil durch die italienisch-deutschen Gegensätze, die Schwankung der italienischen Außenpolitik zwischen der französischen und deutschen Orientierung in der Frage Österreichs — beträchtlich verhindert. Die italienisch-französische Vereinbarung vom Anfang 1935, und damit im Zusammenhang der Plan des sog. Donaupaktes brachte die ungarische Außenpolitik in eine schwere Lage: sie konnte die territoriale Integrität der Länder der Kleinen Entente nicht anerkennen, wenn sie die Möglichkeit der Revision aufrechterhalten wollte. Dadurch, daß sie zumindest eine partielle Befriedigung ihrer Revisionsansprüche zur Voraussetzung ihrer Teilnahme machte, verhinderte sie neben dem in dieser Hinsicht starren und ablehnenden Verhalten der Länder der Kleinen Entente auch selbst jede Gruppierung, welche der deutschen Expansion den Weg hätte verlegen können. Die Beteiligung Italiens im April 1935 auf der Seite Englands und Frankreichs an der sog. Stresaer Front, welche gegen die eigenmächtige Wiederherstellung der allgemeinen Militärpflicht in Deutschland protestierte, komplizierte ebenfalls die Lage der ungarischen Außenpolitik, die — nachdem es im April 1936 auch Österreich getan hat, — auch selbst für ihre militärische Gleichberechtigung Stellung nehmen wollte, obwohl sie diese wegen dem Widerstand der Kleinen Entente nur auf anderem Wege erreichen konnte. Gleichzeitig ermunterte das englisch-deutsche Flottenabkommen von 1935, das den Zerfall der Stresaer Front darstellte, die ungarische Außenpolitik in der Hinsicht, daß die Politik im Interesse der Rom—Berlin-Achse auch ins weitere Kontaktsystem der europäischen Politik eingeordnet werden kann.

Als es nach der äthiopischen Aggression Italiens im Oktober 1935 im Völkerbund über Sanktionen abgestimmt wurde, drückte sich die Verwirrung, aber gleichzeitig die Vorsicht der ungarischen Außenpolitik in der Stimmenthaltung aus. Die Verschlechterung des italienisch-französischen Verhältnisses war aber mit der Verbesserung des italienisch-deutschen Verhältnisses gleich, und die sich verbessernden Aussichten der Schaffung der Rom—Berlin-Achse schienen für die ungarische Außenpolitik wichtiger zu sein, als die unbestrittene Schwächung des italienischen Einflusses, der dem deutschen Einfluß gegenüber als gewisses Gegenge-

wicht im Raum des Donaubeckens vorgestellt wurde. In der außenpolitischen Konzeption der Gömbös-Regierung wurde die Rom—Berlin-Achse sowieso mit dem Anschluß der Wien—Budapest—Warschau-Linie zur als erwünscht vorgestellten Konstruktion ergänzt, und sogar im Hinblick auf das Anfang 1934 abgeschlossene deutsch-polnische Abkommen schien die vom Gesichtspunkt der Einkreisung der Tschechoslowakei aus für so wichtig gehaltene Ergänzung nicht unreal zu sein, obwohl die Außenpolitik Polens und Ungarns in der allgemeinen Beurteilung des Friedenssystems nach dem Ersten Weltkrieg zwangsweise eine unterschiedliche Grundposition hatte.

Vorzüglich erläutert der Band auch die sowjetische Relation der Außenpolitik der Gömbös-Regierung. Der Vorbereitung der Länder der Kleinen Entente, mit der Sowjetunion diplomatische Beziehungen aufzunehmen, ging die ungarische Regierung mit der Kontaktaufnahme im Februar 1934 voraus, trotz jenes weltanschaulichen Unterschiedes, jener Furcht vor einem äußeren Einfluß, welche den früheren Versuch der Kontaktaufnahme im Jahre¹⁹²⁴ vereitelten. Die nun zustandegebrachte, aber ungarischerseits aus den gleichen Gründen sehr vorsichtig behandelte und im engen Rahmen gehandhabte diplomatische Beziehung konnte aber die ungarische Außenpolitik nicht effektiv beeinflussen. Obwohl ungarischerseits gewürdigt wurde, daß die sowjetische Außenpolitik das imperialistische Friedenssystem um Paris konsequent verurteilte und den Gedanken seiner friedlichen Revision unterstützte, suchten die ungarischen Revisionsbestrebungen — obwohl sie ihren friedli-

chen Charakter nach wie vor betonten — immer mehr an eine aggressive Machtgruppierung gebunden ihre Geltendmachung. Da die Tschechoslowakei der wichtigste Zielpunkt der ungarischen Revisionspolitik gewesen ist, fand das mit ihr im Mai 1935 abgeschlossene sowjetische militärische Hilfeleistungsabkommen in den ungarischen Führungskreisen und der durch diese manipulierten Öffentlichkeit empörte und feindliche Aufnahme.

Das letzten Endes nachsichtige Verhalten der westlichen Mächte gegenüber Deutschland schien zur Zeit der Besetzung der demilitarisierten Zone am Rhein im März 1936 für die deutsch orientierte Außenpolitik der Gömbös-Regierung eine weitere Bestätigung zu sein. Das Buch von Pál Pritz veranschaulicht, daß diese außenpolitische Orientierung viel komplexer, komplizierter, widersprüchlicher war, als wir es aufgrund mancher vereinfachenden, schematischen Darstellungen denken würden. Wie er aber darauf hinweist, wurde die spätere und eindeutige deutsche Orientierung zweifelsohne bereits hier, in der Periode der Gömbös-Regierung fundamementiert.

Mit Anerkennung sollen wir über die umfangreiche Quellenbasis des Buches, die feine Analyse der Quellen sprechen. Die Benützung des Bandes wird durch den Überblick über die Leiter der Budapester Gesandtschaften bzw. der ungarischen Außenvertretungen im Anhang sehr erleichtert. Es ist erfreulich, daß es sich im Band — außer dem unentbehrlichen Namensverzeichnis — auch eine zwölfseitige deutsche Zusammenfassung und ein interessantes Bildmaterial befindet.

Loránt Tilkovszky

Ego sum gallicus captivus. Magyarországra menekült francia hadifoglyok emlékezései — Souvenirs de prisonniers de guerre français réfugiés en Hongrie

Európa Könyvkiadó, Budapest, 1980, 327 p.

La publication des souvenirs de six Français réfugiés en Hongrie enrichit la littérature sur les relations historiques franco-hongroises des temps modernes d'une nouvelle œuvre de grande valeur. (Ces souvenirs sont publiés avec la préface de Gyula Illyés. Le choix des textes, la postface et les notes

sont dus à *Endre Bajomi Lázár*, la traduction à *Margit Szoboszlai*. Rédacteur *László Antal*. L'évasion des Français vers la Hongrie, leur vie dans le pays, sont en rapports organiques avec le sort des citoyens étrangers (polonais, anglais, belges, hollandais, et dans la suite italiens demandant refuge en

territoire hongrois) auxquels du refuge était accordé pendant la Seconde Guerre mondiale.

Parmi les antécédents il faut de toute façon compter le grand nombre de soldats français (et une part considérable des Forces Armées Polonaises organisées en France) faits prisonniers par les Allemands. Ensuite, à partir de l'automne 1940, une partie des évadés des camps de prisonniers ou de travail d'Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne de Sud, demanda et obtint refuge en Hongrie. Pendant la Seconde Guerre mondiale la France et la Hongrie ne se sont pas déclarés la guerre (entre le gouvernement hongrois et le gouvernement de Vichy il y avait des relations diplomatiques). Cela a également contribué à ce que les réfugiés français jouissent non seulement de protection, mais aussi d'un accueil cordial, d'un traitement privilégié.

Les gouvernements hongrois avaient de l'intérêt et de la possibilité d'accueillir les réfugiés. Il ne s'agissait pas avant tout d'un geste amical, mais de mise en valeur d'intérêts spécifiques, et contradictoires, de politique extérieure.

La compréhension des matériaux est en quelque sorte rendue plus difficile par le manque de la réponse, et dans les souvenirs et dans la postface, à la question « pourquoi ils se sont réfugiés en Hongrie? » Pour comprendre cette question il faut savoir qu'à l'automne de 1939 plusieurs dizaines de milliers de soldats et de personnes civiles polonaises arrivèrent en Hongrie, dont une vingtaine de milliers se sont « évadés » en France jusqu'en juin 1940 pour y lutter avec l'armée française contre les Allemands. Une part considérable de ceux-ci fut faite, avec des soldats français, prisonnier et enfermée dans des camps allemands de prisonniers de guerre. Ceux des Polonais qui en avaient la possibilité, se sont de nouveau réfugiés en Hongrie, et les Français suivaient leur exemple. Le nombre des réfugiés français en Hongrie était presque un millier au début de 1944.

Officiellement, les réfugiés étaient internés et soumis à la surveillance du 21^e département du Ministère de la Défense. Leur lieu de séjour, genre de camp, était au début à Komárom, Selyp, Ipolyvarbó (pendant un temps bref à Balassagyarmat, Gyöngyös, Szeged) et à partir de novembre 1942 à Balatonboglár.

On peut constater une attitude bienveillante envers les réfugiés français de la part aussi bien des autorités que de la population. Le Ministère de la

Défense réglait avec tact leurs affaires et suivait avec attention leur sort. Une partie des sources et des souvenirs montre que les intellectuels francophiles tenaient pour ainsi dire pour une question de conscience de soutenir la cause des réfugiés français. C'était malgré que «... depuis un bon demi-siècle la politique hongroise et la politique française desservaient des camps opposés... pour la grande tragédie de son histoire moderne notre peuple peut, en partie, récriminer la France... pour les Français Trianon représente un des chefs-d'œuvre de l'architecture de plaisance, le château merveilleux de la vie pleine de délices. Pour nous, vu que c'est là qu'un Hongrois sur trois fut devenu étranger à son pays, que fut démembré le territoire de notre langue maternelle, il évoque quelque *charnier*, pareil dans son effet à Mohács où, dans son temps, la fureur islamique s'abattit sur nous» — lit-on dans la préface de Gyula Hlyés.

Les Français jouissaient d'un traitement plus favorable par rapport aux réfugiés polonais, anglais, hollandais et belges. Quant à la licence de travail aussi ils jouissaient d'une situation plus avantageuse. Il y avait des réfugiés qui travaillaient à la légation de France, représentant du gouvernement de Vichy, à la rédaction de la *Nouvelle Revue de Hongrie*, dans l'hôtellerie, dans l'agriculture, dans des entreprises industrielles, chez des entrepreneurs privés. Quelques-uns travaillaient comme traducteur, d'autres dans des bibliothèques. Marcel Fertier, un des auteurs de souvenirs, note avec justesse : «... les uns étaient professeur de français au lycée de Gödöllő, précepteur, d'autres ouvrier métallurgique, garçon de magasin dans la brillante rue Váci, chauffeur, débardeur, coiffeur, il y avait même qui dansait dans une boîte de nuit à la mode! Ils avaient leur cercle d'amis, ils avaient leur médecin et dentiste et recevaient un traitement gratuit très soigneux. Quelques-uns se mariaient même.» Selon les sources documentaires, le 1^{er} mars 1944 le camp des internés militaires français de Balatonboglár comptait dans les « effectifs du camp » 35 officiers et 906 soldats (sous-officiers). Par conséquent, le nombre des réfugiés ne dépassait jamais mille personnes (!) Parmi les Français enregistrés à Balatonboglár 13 officiers, 111 sous-officiers et soldats demeuraient à Balatonboglár. Les Français, tout en étant officiellement des internés, pouvaient aller et venir, voyager librement (c'est-à-dire avec un permis préalable) dans le pays.

Ils avaient le droit de passer leur congé annuel(!) où ils voulaient. Selon les souvenirs par des Hongrois une bonne part des Français menaient « une vie mondaine » — dans le sens de ces années — fréquentaient les cinémas, les restaurants, vivaient dans le monde.

Dans ce livre on retrouve aussi les difficultés de la vie quotidienne. Pierre Godefroy trace un tableau plastique aussi du marché noir, des problèmes d'existence, de l'attitude de l'administration hongroise, de la police « restée sur place », des organes du Ministère de l'intérieur, sous l'occupation allemande, et aussi de la situation de la population villageoise. — On peut, par contre, constater aussi que la grande partie des réfugiés (et c'est tout à fait naturel) ne voyait, ne comprenait pas les vrais problèmes du « plus cordial des peuples européens », ses vrais soucis surgis de sa situation géographique et (aussi) de son passé historique. Ils étaient entraînés par les événements, faisaient tout pour survivre à la guerre; dans la mesure où leur éducation, leurs possibilités, leur espoir le permettaient, ils s'adaptaient à la situation en changement permanent.

Après l'occupation allemande, la situation des réfugiés français changea. Le département 21 du Ministère de la Défense les protégeait encore un certain temps, mais les vérifications d'identité de plus en plus fréquentes et même le climat public dans le pays limitaient le sentiment de sécurité des Français. Les souvenirs écrits des réfugiés et les

sources documentaires aussi signalent que nombreux étaient ceux qui trouvaient une solution personnelle à leur problème. Ils se cachaient chez des amis, des connaissances, des gens aux idées démocratiques. Plusieurs d'eux furent arrêtés par la Gestapo ou les nazis hongrois. Nombreux étaient ceux qui partageaient pour la Slovaquie, la Transylvanie, la Yougoslavie pour y joindre les partisans. Louis Bargès décrit en détails les événements des jours après le coup d'Etat des croix-fléchées. Très intéressant sont aussi les parties consacrées aux premiers mois d'après la libération du pays.

Malgré les difficultés vécues, les réfugiés évoquent leurs souvenirs avec de la gratitude et avec une sympathie sereine, ainsi les moments des adieux : « Hongrois! Vous devez savoir combien vous aimez ceux que vous avez accueillis avec tant de générosité. » Au nom de ses camarades Bargès écrit : « La France se doit de ne pas répondre à cette générosité avec de l'ingratitude. Il ne pourra plus arriver chez nous que les Hongrois soient attendus à un 'Monastère Noir'. »* Dans sa préface à ce livre, se référant aux relations franco-hongroises, Gyula Illyés exhorte, lui aussi, à la compréhension mutuelle, à estimer les valeurs de l'autre, et à les connaître : « Oublions dans notre passé tout ce qui est attristant, ce qui trouble nos rapports humains, et ravivons ce qui est réconfortant, ce qui nous relie et donne de l'espérance. » C'est aussi le but de ce livre.

István Lagzi

A kereszténydemokrácia Nyugat-Európában 1944-1958 (La démocratie chrétienne en Europe occidentale) Réd. par *Jenő Gergely*

Kossuth Kiadó, Budapest, 1980, 338 p.

C'est après la révolution française que commença la présence de la démocratie chrétienne dans la vie politique européenne. Cette présence, d'un siècle et demi, de dimensions et d'intensité plus ou moins grandes, s'intensifia après la Seconde Guerre mondiale, quand la démocratie chrétienne est devenue dans le monde bourgeois un groupe prépondérant

de forces politiques. Elle a gardé cette position jusqu'à la fin des années 1950, jusqu'à l'avance des sociaux-démocrates qui ont obtenu à leur tour l'hégémonie.

Ce recueil d'études représente chez nous un travail de pionnier pour élaborer ce thème dans l'esprit marxiste. Sans chercher à présenter la

* Titre du livre d'Aladár Kuncz sur son internement à Noirmoutier pendant la Première Guerre mondiale.

démocratie chrétienne de l'Europe de l'Ouest sous son aspect d'ensemble — les partis des pays du Benelux, de la Suisse et de San Marino ne sont pas traités — l'essence de cette tendance politique est rendue d'une manière suggestive. La plus intéressante, de point de vue théorique, problématique, l'histoire de la naissance, la description et l'appréciation de l'idéologie politique de la démocratie chrétienne, est à trouver dans l'étude de Jenő Gergely.

Après l'affaiblissement de la position de l'Eglise catholique (par suite des sécularisations, de la laïcisation du pouvoir) et la liquidation du monopole de l'Eglise d'Etat, le *catholicisme politique* exprime les efforts des milieux catholiques de conserver et d'augmenter leur poids politique dans la société bourgeoise. Ces activités ont un caractère défensif tant qu'elles ne visent que la garantie des droits et privilèges de l'Eglise. Mais il s'agit de quelque chose de plus si elles ont comme objectif de rénover dans un esprit catholique la vie publique de la société bourgeoise. Dans ce cas le catholicisme politique devient une idéologie politique ayant dépassé les doctrines sociales, morales, religieuses de l'idéologie catholique. Il ne s'agit plus de la restitution « in integrum » des anciens droits de l'Eglise, mais d'obtenir pour elle la victoire face à l'alternative offerte par le libéralisme. Ce changement s'exprime aussi dans la terminologie *politique catholique*. Parmi les différentes tendances de la politique catholique (libéralisme, catholicisme social, démocratie chrétienne) nous ne nous occuperons dans la suite que de la démocratie chrétienne.

La définition idéologique de la *démocratie chrétienne* comporte, au-delà des changements historiques dans son interprétation, aussi une orientation dans les valeurs politiques. Dans son sens plus large, ce mot signifie la démocratie politique, la souveraineté chrétienne du peuple, un développement avec et pour le peuple, la reconnaissance de la majorité civique du peuple. En l'interprétant par contre dans le sens social, elle peut signifier la démophilie, le paternalisme, l'amitié chrétienne envers le peuple qui agit pour le peuple, mais sans lui, en le tenant pour mineur.

La naissance de cette tendance est liée aux effets sociaux de la révolution bourgeoise française. La religion d'Etat fut supprimée, et le concordat napoléonien a mis en œuvre une collaboration de nouveau type entre l'Etat bourgeois et l'Eglise, sans

pour autant que le pape ait renoncé à la reconquête de son pouvoir temporel. A l'époque contre-révolutionnaire de la restauration en Europe, la papauté a trouvé du soutien dans sa lutte contre la révolution bourgeoise et la philosophie des lumières dans les monarchies réunies sous l'égide de la Sainte-Alliance. « La démocratie chrétienne, en tant que tendance littéraire et idéologique, fit son apparition sous la monarchie de juillet comme un des courants du romantisme, avec l'objectif clair de parvenir à la réconciliation entre l'Eglise et la démocratie. Tandis que les traditionalistes refusaient en critique la révolution bourgeoise et ses conséquences, les démocrates-chrétiens les adoptèrent. Ils voulaient contribuer à la transformation bourgeoise de la société par renaissance chrétienne. A ses début, la démocratie chrétienne était marquée par une approche sociologique du christianisme. Ils voyaient l'essence de la religion dans ses aspects sociaux. Pourquoi le christianisme avait-il besoin d'un renouveau? Parce que l'Eglise officielle avait abandonné les masses du peuple, surtout les ouvriers... » (voir p. 17).

Au cours du 19^e siècle la chrétienté connut une importante métamorphose, autant dans certains pays (France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne) que dans certains courants ou encore chez des penseurs (Lamennais, Buchez), pour affronter enfin le grand choix: relier les destins de la religion à la réaction, à la monarchie, au mysticisme, à l'infailibilité, dans l'esprit de la démophilie, ou bien s'adapter aux exigences de l'époque moderne (évolution bourgeoise menant à la république, au libéralisme, au mouvement ouvrier, et évolution scientifique) — reconnaissant qu'au 19^e siècle, dans les cadres capitalistes, le peuple a atteint sa majorité, et que le traditionnel besoin théocratique est devenu insoutenable.

Le dilemme — démophilie ou démocratie chrétienne — était présent dans le catholicisme pendant toute une époque, jusque 1878-1903, pontificat de Léon XIII. L'encyclique de 1891, *Rerum Novarum*, présenta un programme social adapté aux exigences de l'époque, et c'est à ce temps-là que la notion même de la démocratie chrétienne s'est répandue en Europe. C'était un programme de réforme où fut abandonnée l'ancienne position selon laquelle il ne faut pas voir un abus social dans les inégalités matérielles, puisque c'est un état naturel, ordonné par Dieu. Il reconnut l'existence

des classes et de la lutte des classes afin d'éliminer cette dernière en se référant à la conception organique du catholicisme concernant la société. Par le fait qu'elle se rangea du côté de la société bourgeoise — se tenant à ses propres intérêts — l'Eglise ouvrit une nouvelle époque et offrit de nouvelles possibilités contre le mouvement socialiste en lutte contre la société bourgeoise. Ainsi elle devint l'antithèse du mouvement ouvrier socialiste en voie de se renforcer.

La «renaissance» catholique se déroula différemment dans les différentes régions (Allemagne, France, Italie) au 19^e siècle. Dans l'entre-deux-guerres aussi les positions du mouvement catholique sont divergentes face par exemple à la démocratie bourgeoise et au fascisme. Ce n'est que la situation d'après la seconde guerre mondiale qui ouvre une nouvelle période, une grande époque homogène dans l'histoire de la démocratie chrétienne.

La ligne politique suivie dans tous les pays par la démocratie chrétienne était influencée d'un côté par leur participation à la résistance antifasciste, et de l'autre par le fait qu'ils ne voulaient pas revenir aux conditions bourgeoises de l'avant-guerre, aux institutions et idées qui avaient permis au fascisme de prendre le pouvoir. Dans les structures d'organisation des partis démocrates-chrétiens s'exprimait aussi la divergence d'avec les partis bourgeois traditionnels (libéraux, conservateurs, nationaux etc.) en tant qu'elles furent dressées sur le grand réseau d'organisations de la collectivité, plus exactement étaient en connexion avec différentes associations professionnelles, religieuses, de jeunesse etc. Les dirigeants et cadres se recrutaient là aussi dans les associations catholiques. En cherchant les moyens politiques pour mettre en œuvre la doctrine chrétienne-sociale, ils devinrent des partis de masse et devinrent les instruments les plus efficaces de la modernisation de la société bourgeoise de l'après-guerre, face à l'évolution démocratique populaire et à la stratégie des partis ouvriers pour créer un front uni national.

Les changements des rapports des forces sociales et des conditions politiques provoquèrent des changements dans l'attitude politique des partis démocrates-chrétiens, mais qui n'en tenaient pas moins aux doctrines chrétiennes-sociales. Dans la continuité on peut distinguer deux étapes qui se différencient nettement. En 1945-1947, sur la base

des programmes politiques élaborés dans la résistance, la démocratie chrétienne collaborait avec toutes les forces démocratiques dont aussi avec les partis socialistes et communistes. A ce moment-là leur programme interprétait d'une façon plus radicale les doctrines sociales, et la limitation du grand capital, les étatisations, les exigences de l'économie planifiée y figuraient également, ce qui avait de profondes répercussions parmi les travailleurs croyants. La dissolution de la coalition antifasciste, le tournant de 1947-48, la confrontation entre les forces de la démocratie bourgeoise et la démocratie populaire, poussèrent la démocratie chrétienne vers la droite. Elle professait un programme plus modéré de réformes sociales, renonça à la critique de l'économie du marché, du capitalisme monopoleur, et passa graduellement (entre 1948-1958) à une politique économique néolibérale visant la mise en place du capitalisme d'Etat ou l'adaptation à ses conditions. Ce tournant poussa la démocratie chrétienne, de la représentation politique des milieux démocratiques, petits-bourgeois et travailleurs, vers la représentation des intérêts de la classe des propriétaires et des capitalistes.

De nos jours il est déjà notoire — mais ce ne l'était pas pour les masses populaires jugeant et appréciant les événements dans leur actualité, ce qui aboutit à la divergence entre le caractère de classe et la base populaire — que la démocratie et les réformes sociales touchaient non pas le capitalisme dans son ensemble, mais seulement le changement de structures dans le sens de capitalisme d'Etat monopoleur. Son ancienne solidarité antilibérale rendait la démocratie chrétienne particulièrement apte à introduire la nouvelle «économie du marché sociale»: parallèlement à la stimulation du capital privé à appliquer les méthodes de l'intervention étatique, et à mettre en valeur certains aspects sociaux.

Le reste de l'étude de Jenő Gergely offre une contribution précieuse aussi pour mieux comprendre la nature des idéologies politiques actuelles: il présente le côté doctrinaire de l'idéologie politique de la démocratie chrétienne, la politique pragmatique désidéologisée et les signes de sa crise (pp. 66-85).

Dans les études suivantes de ce livre on trouve l'analyse des caractéristiques concrètes des différents partis dans le cadre du développement national. C'est Jenő Horváth qui présente le chemin

parcouru par Democrazia Cristiana, le plus fort et le plus efficace de ces partis dans le monde. Nous pouvons suivre les activités de la DC à partir du gouvernement d'union nationale antifasciste jusqu'à sa dissolution, pendant les années du centrisme (1948-1953), et enfin au temps de la formation du capitalisme monopoleur d'Etat (1953-1958). Face aux succès continus de la DC — bien que, à partir des années 1970 on est témoin d'une crise du gouvernement centre-gauche — le MRP français s'est définitivement disloqué vers le milieu des années 1960, et ce parti n'a même pas laissé de bribes dans la nation des lumières. C'est Ferenc Gazdag qui dresse ce bilan négatif et des causes complexes de cette dislocation.

D'une situation particulière — des conditions de la « coalition forcée » (Parti Populaire Autrichien, sociaux-démocrates, communistes) pendant l'occupation par les quatre puissances après la guerre (1944-45) — monta au premier plan le Parti Populaire, grâce, partiellement, aux succès économiques du « miracle autrichien » (1953-57), et pendant deux décennies il participa sans interrup-

tion au pouvoir. C'est Éva Madaras qui présente les événements de cette période. Enfin, mais pas en dernier lieu, il faut parler des deux partis chrétiens de l'Allemagne de l'Ouest : de l'Union Chrétienne-Démocrate et de l'Union Chrétienne Sociale de Bavière, dont les activités ont abondamment influencé la réorganisation et l'essor du capital allemand. László Farkas et László J. Kiss leur ont consacré des études.

Ce recueil a le grand mérite de dépasser la simple histoire des partis et de toucher quelques aspects importants de l'histoire politique dans l'Europe Occidentale de l'après-guerre. Les sources documentaires sont correctement traitées dans les études. Les auteurs se sont servis aussi d'ouvrages en langues étrangères et de travaux hongrois à leur disposition. Ainsi, ils s'appuient largement sur les analyses et les appréciations des historiens, des politologues et de la presse communistes. Selon les cas, ils signalent les différences entre les positions des différents partis, ce qui contribue à la meilleure orientation des lecteurs.

Péter Szigeti

AUTEURS DES COMPTES RENDUS

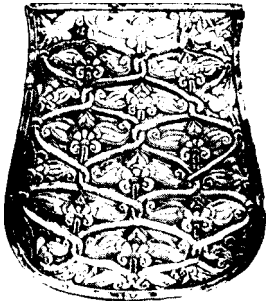
Antal Bartha, Institut de l'Ethnographie de l'Académie Hongroise, Budapest, Országház u. 30. 1014 — *Éva Bóka*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Gábor Erdődy*, Université des Sciences de Budapest, Budapest, Pesti Barnabás u. 1. 1054 — *Péter Gunst*, Centre de recherche d'histoire de l'Europe central et orientale, Budapest, Országház u. 30. 1014 — *János Jemnitz*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *István Lagzi*, Węgierski Institut Kultury 00-517 Warszawa ul. Marsalkowska 80. — *Attila Pók*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Péter Szigeti*, Université des Sciences de Budapest, Egyetem tér 1. 1054 — *Loránt Tilkovszky*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Zsolt Trócsányi*, Archives Nationales, Budapest, Bécsi kapu tér 4. 1014

Acta Archaeologica

Academiae Scientiarum Hungaricae

Editor:
D. Gabler

ACTA ARCHAEOLOGICA
Academiae Scientiarum Hungaricae



The periodical is devoted to the results achieved by Hungarian archaeologists. It covers studies of the most important excavations, finds and problems of the period from the Paleolithic to the Middle Ages. It contains, further, short papers on individual finds, comprehensive reports on the single fields of research, as well as critical reviews on Hungarian and international studies.

Founded 1951
Papers mainly in English and German, some
articles in French or Russian
Publication: one volume of four issues annually
Price per volume: \$52.00; DM 117,—
Size: 21 × 29 cm
ISSN 0001-5210

Order form
to be returned to
KULTURA

Hungarian Foreign Trading Company
P.O. Box 149, H-1389 Budapest, Hungary

- Please enter my/our subscription for
ACTA ARCHAEOLOGICA for one year
- Please enter my/our standing order for
ACTA ARCHAEOLOGICA starting with

Name: _____

Address: _____

Date and signature: _____



Contents of Volume 35. Numbers 1-2

E. Tóth: Ein Siegesdenkmal aus dem Zeitalter des Domitianus und eine senatorische Cursusinschrift in Savaria

B. Lőrincz: Neue Inschriften aus Cirpi (Dunabogdány)

Zs. Visy: Basen und Fragmente von Kaiserstatuen in Intercisa

J. Borszéli—J. Inczédy—F. Óvári—E. Gegus: Use of Pattern Recognition Methods for the Evaluation of Analytical Data of 3rd Century Antoninian Coins

A. Kiss: Die Skiren im Karpatenbecken, ihre Wohnsitze und ihre materielle Hinterlassenschaft

L. Kovács: Byzantinische Münzen im Ungarn des 10. Jahrhunderts

COMMUNICATIONES

A. G. Sherratt: Early Agrarian Settlement in The Körös Region of the Great Hungarian Plain

C. W. Beck—E. Sprincz: The Origin of Amber Found at Hallstatt

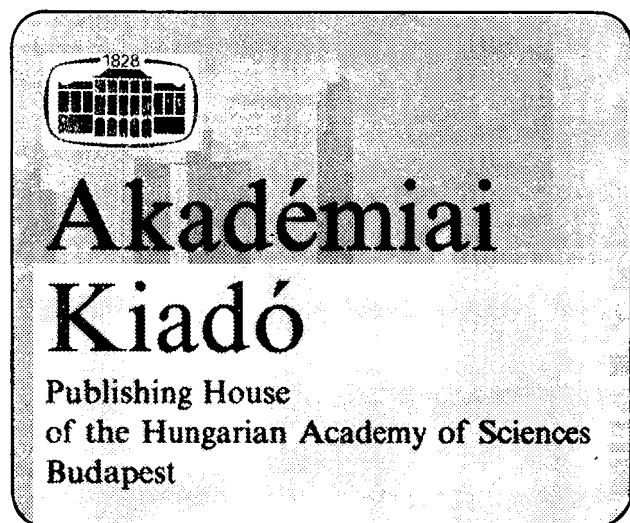
V. P. Vasilev: Bemerkungen zum Transport von Bronzegefäßen in der Antike

D. Isac: Die *ala Siliana C. R. torquata et armillata* in Dakien

I. Erdélyi: Über die Zusammenhänge der Grabfunde bei Martan-Ču

V. B. Vinogradov: Altungarische Parallelen zu einigen Gräbern des alanischen Gräberfeldes bei Martan-Ču

RECENSIONES



Invitation for papers

Manuscripts should be sent to

Acta Archaeologica

H-1014 Budapest

Uri u. 49.

Hungary

Acta Historica publishes papers on history in French, English, German and Russian.

Acta Historica appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultura” Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. POB. 149) or its representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei “Kultura” Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

Журнал “*Acta Historica*” публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

“*Acta Historica*” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле “Kultura” (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

AUSTRIA

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1206 Wien XX

BELGIUM

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE
30 Avenue Marnix, 1050 Bruxelles
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER
162 rue du Midi, 1000 Bruxelles

BULGARIA

HÉMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

CANADA

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017
Postal Station "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

CHINA

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22
115 66 Praha

PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2
PNS DOVOZ TLAČE, Bratislava 2

DENMARK

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6
1165 Copenhagen K

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

FINLAND

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128
SF-00101 Helsinki 10

FRANCE

DAWSON-FRANCE S. A., B. P. 40, 91121 Palaiseau
EUROPÉRIODIQUES S. A., 31 Avenue de Ver-
sailles, 78170 La Celle St. Cloud
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTA-
TION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac
75240 Paris Cedex 05

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin
DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT
Straße der Pariser Kommüne 3-4, DDR-104 Berlin

GREAT BRITAIN

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate
Wellingborough, Northants NN8 2QT
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House
Folkstone, Kent CT19 5EE
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street
London WC1E 6BS

GREECE

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

HOLLAND

MEULENHOF-FRANCA B.V., Beulingstraat 2,
Amsterdam
MARTINUS NIJHOFF B.V.
Lange Voorhout 9-11, Den Haag

SWETS SUBSCRIPTION SERVICE

347b Heereweg, Lisse

INDIA

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14,
Asaf Ali Road, New Delhi 110001
150 B-6 Mount Road, Madras 600002
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD
Madame Cama Road, Bombay 400039
THE STATE TRADING CORPORATION OF
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok
36 Janpath, New Delhi 110001

ITALY

INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via
Lamarmora 45, 50121 Firenze
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58
20124 Milano
D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma

JAPAN

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD.
17-7 Shinjuku 3 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31
NAUKA LTD. IMPORT DEPARTMENT
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

KOREA

CHULPANMUL, Phenjan

NORWAY

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S., Karl
Johansgatan 41-43, 1000 Oslo

POLAND

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-
kowska 80, 00-517 Warszawa
CKP I W, ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

ROUMANIA

D. E. P., Bucureşti
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, Bucureşti

SOVIET UNION

SOJUZPECHAT - IMPORT, Moscow
and the post offices in each town
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

SPAIN

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

SWEDEN

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26
101 20 Stockholm
GUMPERS UNIVERSITETSBOKHANDEL AB
Box 346, 401 25 Göteborg 1

SWITZERLAND

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

USA

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201
F. W. FAXON COMPANY, INC.
15 Southwest Park, Westwood Mass. 02090
THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION
AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14868
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006
STECHELT-MACMILLAN, INC.
7250 Westfield Avenue, Pennsauken N. J. 08110

YUGOSLAVIA

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad

Acta Historica

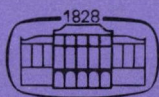
ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,
I. T. BEREND, I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ,
E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS,
E. PALOTÁS, E. PAMLÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. SZÉKELY, GY. TOKODY,
L. ZSIGMOND

secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 31

Nº 3—4



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1985

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

Acta Historica paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

Acta Historica est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:
H-1014 Budapest, Uri u. 53.

Abonnement:
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur "KULTURA"
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

SOMMAIRE

ETUDES

<i>György Györffy</i> , Landnahme, Ansiedlung und Streifzüge der Ungarn	231
<i>Lajos Kerekes</i> , Der Weg zum österreichischen Österreich. Gedanken über die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins (1918–1968)	271
<i>György Ránki</i> , The Road to German Occupation (Hungary in 1944)	309
<i>Балинт Сабо</i> , Поворот в политике Венгерской Партии Трудящихся летом 1953 года	319

COMMUNICATIONS

<i>János Jemnitz</i> , Les activités journalistiques de Zoltán Rónai après 1919	373
---	-----

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Conference on "The Hungarian Jewry in the Twentieth Century" (László Váradí)	409
--	-----

COMPTE RENDUS DES LIVRES

<i>Z. J. Kostolnyk</i> , Five Eleventh Century Hungarian Kings: their Policies and their Relations with Rome. (Ferenc Makk—István Petrovics)	423
<i>Ferenc E. Hervay</i> , Repertorium historicum Ordinis Cisterciensis in Hungaria (László Solymosi).	426
<i>Philip Longworth</i> , Alexis. Tsar of All the Russia (Emil Niederhauser)	436
<i>Charles E. McClelland</i> , State, Society, and University in Germany 1700–1914. (E.N.)	438
<i>François Fejtő</i> , La social-démocratie quand même (János Jemnitz)	442
<i>Dagmar Čierna Lantayova</i> , Um das neue Ungarn. (Die Wurzeln, die Ausbildung und die Entwicklung der Volksdemokratie. 1941–1948) (Piroska Póth, László Szarka)	443
Außenpolitik Ungarns vom Feldzug Deutschlands im Westen bis zum Überfall der Sowjetunion 1940–1941 (Pál Pritz)	446
Проблемы генезиса капитализма. Сборник статей к VII международному конгрессу экономической истории в Эдинбурге. <i>Н. М. Мещерякова</i> : Пролетариат Англии в процессе формирования (Первая половина XVIII в.) (Zoltán Tagányi)	451
«Великий Октябрь и Венгерская Советская республика» (Эмиль Нидерхаузер)	454
<i>Gábor Albert</i> , Erhobenen Hauptes. (Loránt Tilkovszky)	457
По пути социализма (Левенте Шипош)	460

Printed in Hungary
Akadémiai Kiadó és Nyomda, Budapest

ETUDES

Landnahme, Ansiedlung und Streifzüge der Ungarn

GYÖRGY GYÖRFFY

I

Unter Landnahme verstehen wir den Einzug des ungarischen Volkes ins Karpatenbecken. Dieses historische Ereignis, das das Bild Osteuropas veränderte, erfolgte den zeitgenössischen griechischen, lateinischen und südslawischen Quellen¹ und den frühen ungarischen Chroniken² nach, Ende des 9. Jahrhunderts. Bei alledem hat sich schon im Mittelalter eine wissenschaftliche Annahme verbreitet, derzufolge die Vorgänger des ungarischen Volkes schon vorher in das Donau- und Theiß-Becken eingezogen seien. Diese Ansicht bildete sich als Ergebnis mehrerer mittelalterlicher Vorstellungen heraus. Der mittelalterliche Chronist suchte, neben der Genesis der Bibel³ in den Werken der alten „Historiographen“ nach Hinweisen, welches einstige Volk Urahne des Zeitgenössischen gewesen sein konnte, aber auch der archaisierende Stil erforderte, das gehandelte Volk beim literarisch geprägten Namen eines alten Volkes zu nennen.⁴ Außerdem haben die von den Ereignissen fernab Lebenden oft nicht wahrgenommen, daß das Wohngebiet eines früheren Volkes von einem neu

¹ *A magyar honfoglalás kútfoi* (Die Quellen der ungarischen Landnahme). Red: GY. PAULER—S. SZILÁGYI. (Abk.: MHK). Budapest 1900. S. 104—109, 115, 317, 320.; GY. MORAVCSIK, *A magyar történet bizánci forrásai* (Die byzantinischen Quellen der ungarischen Geschichte), Budapest 1934. S. 131, 151.; *A magyarok elődeiéről és a honfoglalásról* (Über die Vorfahren der Ungarn und ihre Landnahme). Red.: GY. GYÖRFFY. Budapest 1958. (Abk.: MEH), S. 158, 164.; GY. MORAVCSIK, *Az Árpád-kori magyar történet bizánci forrásai — Fontes Byzantini historiae Hungaricae aeo ducum et regum ex stirpe Árpád descenduntium*. Budapest 1984. (Abk.: MORAVCSIK, *Fontes*.)

² *Scriptores rerum Hungaricarum*. Red.: E. SZENTPÉTERY (Abk.: SRH). Budapest 1937—38. I. S. 41, 206

³ A. BORST, *Der Turmbau von Babel*. I—VI. Stuttgart 1957—1959.; vgl. S. KRAUSZ, *Nemzeti krónikáink bibliai vonatkozásai* (Beziehungen der ungarischen Nationalchroniken auf die Bibel). Budapest 1898; DOMANOVSKY, *Kézai Simon mester krónikája* (Die Chronik des Magisters Simon Kézai). Budapest 1906. S. 24—; P. VÁCZY, *Turul*, LVIII—LX. (1944—46). S. 8—; E. MÁLYUSZ, *Századok* (Abk.: *Száz.*), C. (1966) S. 718—.

⁴ J. DARKÓ, *A magyarokra vonatkozó népevek a bizánci íróknál* (Die auf die Ungarn bezogenen Volksnamen bei den byzantinischen Autoren). Budapest, 1910; GY. MORAVCSIK, Die archaisierenden Namen der Ungarn in Byzanz. *Studia Byzantina*, Budapest 1967. S. 320—325.; M. GYÓNI, *Magyarország és a magyarság a bizánci források tükrében*. (Ungarn und das Ungarntum im Spiegel byzantinischer Quellen). Budapest 1938, S. 36—40.; B. HÓMAN, A magyar nép neve és a magyar király címe a középkori latinságban

GYÖRGY GYÖRFFY, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014.

gekommenen eingenommen wurde und so haben sie den Ankömmling mit dem Namen des Früheren bezeichnet.⁵ Resultat beider Faktoren ist die Bezeichnung der Ungarn als *Avaren* (*Avari*).⁶ Die Identifizierung der Ungarn mit den Hunnen⁷ wurde außer obigem auch noch durch die Ähnlichkeit der Völkernamen *hungarus* und *hunnus* erleichtert, dazu trug aber auch die mittelalterliche historische Rechtsbestätigung des Besitzes von *Hungaria—Hunnia*: Die „Landnahme“ des Attila war nämlich geeignet, die Landnahme des Árpád zu bestätigen.

So entstand vielleicht schon im 11. Jahrhundert die Lehre der Abstammung des Hauses Árpád von Attila, sowie im 13. Jahrhundert die Theorie⁸ der doppelten (hunnischen und ungarischen) Landnahme, die bis zum vorigen Jahrhundert zu einem Dogma der ungarischen Geschichtsschreibung geworden ist und auch heutzutage in der Annahme der doppelten Landnahme zur Zeit der Avaren und durch Árpád gelegentlich zu neuem Leben erweckt wird.⁹ Von letzter Annahme kann soviel akzeptiert werden, daß Gruppen der *Onogur*-Bulgaren, die den Namen *ungar* der Ungarn geliehen haben, Ende des 7. Jahrhunderts ins Karpatenbecken gezogen sind, d. h. es konnte hier ein Volksteil neben den Avaren, Gepiden und Slawen gelebt haben, der ein Nachfahre der einst auch bei der Herausbildung des Ungartums zu einer gewissen Rolle gekommenen Onogur-Türken gewesen ist.¹⁰

Dieser Volksteil mag die gleiche Sprache gehabt haben wie die türkische Führerschicht der Donaubulgaren, welche Schicht selbst von der Avarenherrschaft befreit wurde, weshalb auch keine ethnisch-sprachlichen Hindernisse bestanden, nach dem Zusammenbruch des Avarenreiches das Heer des bulgarischen Khans durch die avarisch-onogurischen Kämpfer zu vergrößern und das Gemeinvolk östlich der Donau zum Untertanen des bulgarischen Khans zu machen.

(Der Name des ungarischen Volkes und der Titel des ungarischen Königs im Lateinischen des Mittelalters). *Történelmi Szemle*. VI. (1917) S. 129–158.; *HÓMAN B. munkái* (Die Werke B. Hómans). Budapest 1938. II. S. 191–250.; E. MOÓR, Die Benennungen der Ungarn in den Quellen des IX. und X. Jahrhunderts. *Ural-Altäische Jahrbücher*. XXXI. (1959) S. 190—.

⁵ Zuerst in Reginos 906 geschriebenem Jahrbuch: *Reginonis abbatis Prumiensis Chronicon*. Ed.: FR. KURZE, Hannoverae 1890. S. 131; A. F. GOMBOS, *Catalogus fontium historiae Hungaricae* (Abk.: GOMBOS), Budapest 1938. S. 2038.

⁶ Erstmals in den Jahrbüchern von Fulda, ebenda, S. 132.

⁷ Erstmals in den *Annales Alemannici*, ebenda, S. 91.

⁸ MACARTNEY, C. A., *Studies on the Early Hungarian Historical Sources*. Budapest 1940. S. 214—; GY. GYÖRFFY, *Krónikáink és a magyar őstörténet* (Die ungarische Urgeschichte im Spiegel der Chroniken). (Abk.: *Krónikáink*), Budapest 1948. S. 126—; J. HORVÁTH, *Árpád-kori latinnyelvű irodalmunk stílus-problémái* (Stilistische Probleme der lateinischen Literatur in Ungarn zur Zeit der Arpaden). Budapest 1954. S. 350—; J. SZÜCS, *Theoretical Elements in Master Simon of Kéza's Gesta Hungarorum (1282–1285 A. D.)*. Budapest 1975. S. 13—.

⁹ GY. LÁSZLÓ, Kérdések és feltevések a magyar honfoglalásról (Fragen und Annahmen über die ungarische Landnahme). *Valóság*, XIII. (1970/1) S. 48—64; A kettős honfoglalásról (Über die doppelte Landnahme). *Archaeologiai Értesítő* (Abk.: *Arch. Ért.*) XCVII (1970) S. 161–190; vgl. D. CALLÁNY, *Az avar törzsszervezet* (Die avarische Stammesorganisation). *A Nyiregyházi Jósa András Múzeum Évkönyve (Jahrbuch des Jósa András-Museums Nyiregyháza)*, VIII–IX. (1965–66). S. 35–56.

¹⁰ Im Namen der Vangeren in Pannonien im 9. Jahrhundert sucht ONOGUREN T. OLAJOS, *Antik tanulmányok* (Antike Studien), XVI. (1969) S. 87–90.; auf die Problematik der Namensform weist P. KIRÁLY hin in *Magyar Nyelv* (Abk.: *MNy.*), LXXII. (1976) S. 265.

Daß die Avar-Onoguren finnougriechisch gesprochen und zur Selbstbenennung den Namen *magyar* geführt haben sollen, ist bisher noch nicht bewiesen worden und so müssen wir die Landnahme der sieben ungarischen und der ihnen angeschlossenen Kavarenstämme in Übereinstimmung mit zeitgenössischen Quellen auf den Einzug Ende des 9. Jahrhunderts legen.

Entscheidendes Moment der ungarischen Landnahme war jener Angriff der Petschenegen, der die in *Etelköz* („Zwischenstromland“ von Donau und Don) lebenden Ungarn 895 traf. Bevor wir die auslösenden Ursachen und den Ablauf dieser Völkerverschiebung Ende des 9. Jahrhunderts ausführlich überblicken, müssen wir ein chronologisches Mißverständnis klären.

Der lothringische Abt Regino berichtet in seinem Jahrbuch über die Vertreibung der Ungarn aus Skythien durch die Petschenegen unter dem Jahr 889.¹¹ Das Datum von Regino bzw. der ihm folgenden Altaicher Jahrbücher¹² wurde als Jahr der Landnahme auch von den frühen ungarischen Chroniken übernommen, so von der kurzen Agramer Chronik, die die verlorengegangene Gesta aus dem 11. Jahrhundert widerspiegelt, wie von Anonymus, Magister Ákos und Kézai, bei denen die römische Zahl wegen Schreibfehler auf das Jahr 884, 888, bzw. 872 verkürzt wurde.¹³ Die Jahreszahl 889 wurde in der neueren Geschichtsschreibung als das Jahr eines früheren Petschenegenangriffes und des Umzugs aus Levedia nach Etelköz erklärt. Die Jahreszahl von Regino ist aber zu einer solchen Schlußfolgerung nicht geeignet. Der Abt in Lothringen hat nämlich sein Jahrbuch nicht auf die Weise zusammengestellt, daß er Jahr für Jahr die gerade erfolgten Ereignisse eintrug, sondern er hat nachträglich, im Jahre 906 die in den vergangenen Jahrzehnten erfolgten Ereignisse nach Jahren eingeteilt. Was er von den Ungarn wußte, angefangen bei ihrer skythischen Urgeschichte bis zu ihrem italienischen Streifzug in den Jahren 899—900, faßte er alles unter der Jahreszahl 889 zusammen. In diesem Passus wurde auch die Vertreibung der Ungarn aus Skythien durch die Petschenegen aufgezeichnet, daß darunter aber die Landnahme zu verstehen ist, zeigt, daß er an anderer Stelle, so unter dem tatsächlich bestätigten Jahre 895 der Landnahme vom Auszug der Ungarn nicht spricht. Gerade darum ist die Jahreszahl 889 nicht geeignet, aus ihr Schlußfolgerungen auf einen ersten Petschenegenangriff und auf den Zeitpunkt des Umzugs nach „Etelköz“ zu ziehen.¹⁴ Abgesehen davon, daß Kaiser Konstantin um 950 aufgrund ungarischer bzw. savardischer mündlicher Überlieferung alldas aufzeichnete, was er

¹¹ s. Anm. 5.

¹² GOMBOS, a. a. O. S. 91—92.

¹³ SRH, I. S. 41, 164, 286. Das *Chronicon Budense* enthielt die Jahreszahlen des Magisters Ákos. Das Jahr 677 wurde vom Verfasser des *Chronicon Pictum* (Bilderchronik) im 14. Jahrhundert aufgrund einer *Cronica Romanorum* eingeführt. (Ebenda und S. DOMANOVSKY a. a. O. S. 49). Vgl. GY. PAULER: *A magyar nemzet története Szent Istvánig* (Die Geschichte der ungarischen Nation bis St. Stephan). Budapest, 1900. S. 217—.

¹⁴ GY. GYÖRFFY, Sur la question de l'établissement des Petchénègues en Europe. *Acta Orient. Hung.*, XXV. (1972) S. 283—292.

von dem Überfall der Kangar-Petschenegen, der die Savard-Ungarn in zwei Teile riß¹⁵, wußte, weist der Ablauf der Völkerwanderung Ende des 9. Jahrhunderts darauf hin, daß die Petschenegen nicht 889, sondern vier-fünf Jahre später über die Wolga setzten. Es ist eine andere Frage, ob sie — falls sie 893 oder 894 über die Wolga setzten — noch im Herbst 893 oder im Frühjahr 894 die östlichen Stämme der Ungarn überfielen und Etelköz nicht mit einem, sondern mit zwei Angriffen besetzten. Faktisch kann man 893—895 mit zwei Petschenegenangriffen rechnen, die in zwei Phasen erfolgt sind, das bedeutete aber selbst für die zeitgenössischen Wahrnehmer der Völkerwanderung nur ein Vorrücken.

Unter den Ursachen der Völkerwanderungen im Inneren Asiens muß mit mehreren Faktoren gerechnet werden. Ein Austrocknen infolge von Dürre oder Klimaveränderung führt ebenso zum Mangel an Weide, wie wenn unter günstigen Bedingungen der Tierbestand allzusehr anwächst. Der tatsächliche oder relative Mangel an Weide führt zu Kämpfen. Die Kriege bedeuten für die Sieger neues Weideland und mehr Tiere, für den Verlierer hingegen den Verlust von Heimat und Tieren, den er im günstigen Fall durch die Annektierung der Weiden und Tiere eines anderen Stammes oder Volkes ersetzt. Solche Ursachen haben auf der Steppenlandstraße mehrmals Reihen von Völkerverschiebungen ausgelöst. Um die Wende des 9—10. Jahrhunderts können wir sogar mit dem Beginn einer Trockenperiode rechnen,¹⁶ die Klimaveränderung wirkt jedoch nur verspätet und mittelbar zurück, und den historischen Angaben zufolge war der unmittelbare Auslöser der Völkerwanderung um 894 nicht die Klimaveränderung, sondern ein Mohammedanerangriff von außergewöhnlichem Ausmaß. Die Herrschaft über die südlich vom Aralsee gelegenen Länder (Khoresm, Bokhara, Khorasan, Seistan) fiel 875 an die iranische Samaniden-Dynastie, die dem Namen nach ein Vassall des Kalifen von Bagdad war, in Wirklichkeit jedoch selbständig geherrscht hat. In ihren Städten (Samarkand, Balkh, Schasch) wurden jene silbernen Dirhems geprägt, die in den osteuropäischen Münzenfunden aus der Zeit um die Landnahme zum Vorschein kommen.¹⁷ Der 892 an die Herrschaft gelangte Ismael ibn Ahmed unternahm im Jahr darauf einen großen Feldzug gegen die Oguz-„Türken“ (Uzen) der Steppe. Wie der Zeitgenosse Tabarī berichtet, begann der Feldzug im Frühjahr und war so erfolgreich, daß selbst die Türkfürstin, die Katun gefangengenommen wurde, 10 000 Gefangene gemacht und unzähliges Vieh und Reittiere erbeutet wurden. Erschwert wurde der Schlag dadurch,

¹⁵ Die Rolle der Tradition hebt hervor: J. DEÉR, Le problème du chapitre 38. du De Administrando imperio. *Annuaire de l'Institut de Philologie et d'Histoire Orientales et Slaves*, XII. (1952.) S. 93—121; Annahme eines alten Kangar-Petschenegen Angriffes bei: K. CZEGLÉDY, *IV—IX. századi népmozgalmak a steppén* (Volksbewegungen der Steppe im 4—9. Jahrhundert). Budapest 1954, S. 12—45.; Gy. GYÖRFFY, *Budapest Régiségei* (Altertümer von Budapest). XVI. (1955) S. 31. Neuerdings identifiziere ich die Kangaren nicht mit den Petschenegen, sondern mit den im Transkaukasus, neben den Savarden wohnenden Kangaren: Arpad. Persönlichkeit und historische Rolle. *Acta Antiqua Acad. Scient. Hung.*, XXVI. (1978) S. 125—127.

¹⁶ P. T. VERES, *Valóság*, XV. (1972/5) S. 8—12.; I. ERDÉLYI, *Földrajzi Értesítő*, XIX. (1970) S. 87—93.

¹⁷ L. HUSZÁR, *Acta Arch. Hung.*, V. (1955) S. 67—; A. BARTHA, *Hungarian Society in the 9th and 10th Centuries*. Budapest 1975. S. 114—117.

daß die besiegten Uzen vom Norden her auch von den Kimek-Türken überfallen worden sind.¹⁸ Die Uzen fielen, nach dem Verlust eines Großteils ihres Tierbestandes, den ungeschriebenen Gesetzen der Steppe zufolge, über ihre westlichen Nachbarn, die Petschenegen her.

Die Petschenegen tauchten unter den Steppenvölkern im Inneren Asiens zwischen 750 und 850 auf, als sie dem in Tibetanisch abgefaßten Bericht eines ujurischen Gesandten nach nur 5000 Kämpfer stellen konnten.¹⁹ Um 870 nomadisierten sie auf der östlich vom unteren Wolgalauf gelegenen Steppe; um diese Zeit war ihr Reichtum an Pferden, Rindern und Schafen, sowie an Gold- und Silbergefäßen allgemein bekannt.²⁰ Das war der Hauptgrund dafür, daß die Uzen, die ihre Tiere 893 verloren, das Land der Petschenegen überfielen.

Kaiser Konstantin berichtet aufgrund der zur Zeit des Erscheinens der Petschenegen erstellten Meldung, daß 55 Jahre vor der Zeit der Meldung (948—950), also um 894 die Uzen in Bündnis mit den Kazaren die Petschenegen aus ihrer Heimat um den Fluß Ural vertrieben.²¹ Sie waren gezwungen unter Zurücklassung eines Großteils des Viehs zu fliehen, denn ihre gewaltigen Schafherden, ihre Kamele und all ihre Pferde konnten sie nicht über die Wolga bringen. Vor den über die Wolga geflüchteten Petschenegen war der Weg im Süden durch das Kazarenland, vom Norden durch die Bewohner der bewaldeten Steppe, die Burtasen und die Wolgabulgaren versperrt. In dieser Lage hatten die Petschenegen keine andere Wahl, als über den Don zu setzen und den Ungarn das zu entreißen, was sie selbst verloren: Weide, Vieh und neue Heimat. Daß es den Petschenegen gelang, wurde durch die in der Donaugegend stattgefundenen Ereignisse erleichtert.

Das Karpatenbecken war das Grenzland dreier benachbarter Länder.²² Die von Regino erwähnten „Karantanenmark“ ist mit Transdanubien, die „Mährische Mark“ mit der westlichen Hälfte von der heutigen Slowakei, die „Bulgarische Mark“ mit

¹⁸ TABARĪ III. S. 2138.; vgl. weiter *Act. Orient. Hung.*, XXV. (1972) S. 286.

¹⁹ J. BACOT, *Journal Asiatique*, CCXLIV. (1956) S. 147.

²⁰ MHK, S. 151.

²¹ *Constantine Porphyrogenitus De Administrando Imperio*. Ed.: GY. MORAVCSIK—R. J. H. JENKINS, Washington 1967. (Abk.: DAI I.) S. 166—167.; in der Quelle sind 50 und dann 55 Jahre angegeben; über die verschiedenen Meinungen s. unter obigen Titel Vol. II. *Commentary*. Ed.: R. J. H. JENKINS, London 1962, S. 144. Der Meinung von GY. PAULER (a. a. O. S. 143) und J. B. BURY (*Byzantinische Zeitschrift* XV. [1906] S. 563, 568) folgend halte ich das 55. Jahr für origineller, vgl. *Valóság* XV, (1974/7) S. 6.

²² P. HUNFALVY, *Magyarország ethnographiája* (Ungarns Ethnographie). Budapest 1876. S. 190—195.; B. HÓMAN, *Geschichte des ungarischen Mittelalters*. Berlin 1940. I. S. 84—99.; P. VÁCZY, *Magyarország kereszténysége a honfoglalás korában* (Ungarns Christentum zur Zeit der Landnahme.) *Szent István emlékkönyv*. (Abk.: SzIEml.) Budapest 1938. I. S. 213—265.; E. FERENCZY, *A magyar föld népeinek története a honfoglalásig* (Die Geschichte der Völker des Ungarlandes bis zur Landnahme). Budapest 1958. S. 90—131.; GY. GYÖRFFY, *Formation d'États au IX^e siècle, suivant les „Gesta Hungarorum“ du Notaire Anonyme. Nouvelles Études Historiques publiées à l'occasion du XI^e Congrès International des Sciences Historiques*. Budapest 1965. S. 27—53.; I. BÓNA, *Magyarország története tíz kötetben* (Geschichte Ungarns in zehn Bänden). Red.: Zs. P. PACH. I. Budapest 1984. S. 340—373. Reginos geographische Bestimmungen zur Zeit der Landnahme sind: *Pannoniorum et Avarum solitudines . . . Carantanorum, Marahensium et Vulgarum fines* (GOMBOS, S. 2039).

Siebenbürgen und dem südlichen Teil der Ungarischen Tiefebene zu identifizieren, während die „Avarenöde“ die größere nördliche Hälfte der Tiefebene ist, das entleerte Grenzland zwischen den benachbarten Mächten.

Transdanubien (Pannonien) gehörte zum Ostfränkischen Reich, dessen König Arnulf zum letzten Mal 892 einen Feldzug gegen den mährischen Fürsten Swatopluk führte, der den Vasalleneid verweigerte und er konnte 892/93 zuwege bringen, daß den Mähren kein Salz mehr verkauft wird.²³ Mit diesem Abkommen kam im Donau-becken eine antimährische ostfränkisch-bulgarische Koalition zustande und zur Polarisierung der politischen Kräfte trug sehr bald bei, daß Kaiser Leo der Weise gegen die Bulgaren ein byzantinisch-ungarisches Bündnis entstehen ließ.

Der griechisch-bulgarische Gegensatz kam infolge einer Handelseinschränkung zur Explosion, die Bulgariens Interessen verletzte. Kaiser Leo hat nämlich die bulgarischen Kaufleute aus Byzanz ausgewiesen, ihr Handeln auf Saloniki beschränkt und sie mit hohen Zöllen belegt. Nach einem erfolglosen Protest zog Zar Simeon gegen den Kaiser zu Felde und schlug in Mazedonien das gegen ihn aufmarschierende byzantinische hauptstädtische Heer, in dem auch eine mohammedanische kazarische (= kalisische) Hilfstruppe gekämpft hat. Simeon hat den gefangenen „Kazaren“ die Nasen abschneiden lassen und sie so nach Byzanz zurückgeschickt. Da der große Teil der griechischen Kräfte vom Sommer 894 an gegen die Araber kämpfte, bat der Kaiser gegen die Bulgaren die Ungarn um Hilfe. Er sandte den Patrizier Niketas Skleros mit dem Schiff zur unteren Donau, damit er mit den ungarischen Fürsten verhandelt. Der mit Geschenken beladene hochrangige Gesandte traf Árpád und Kurszán und überredete sie, ein Heer gegen Simeon zu schicken.²⁴ Nachdem der mit „Gyula“ betitelte Heerfürst und der den Titel „Kende“ führende, über weniger Macht verfügende Sakralfürst ihre Einwilligung gegeben haben, sandte der Kaiser unter der Führung des Flottenbefehlshabers Eustathios eine Flotte, um das ungarische Heer über die Donau zu setzen. Mit der Heeresführung wurde Árpáds Sohn, Levente, Führer der kazarischen Kavaren betraut, was zeigt, daß an dieser streifzugähnlichen Aktion nur die Krieger einiger Kavarenstämme beteiligt waren, gewiß einige tausend rachgierige mohammedanische Reiter. Während der griechische Feldherr Nikephoros Phokas Bulgarien vom Süden her angriff, landete Leventes Heer erfolgreich im Norden und schlug in mehreren Schlachten die Bulgaren, so daß Zar Simeon selbst mit knapper Not in die Burg von Distra (Silistria) entkam. Nach dem Streifzug machte sich das Heer aus der Gegend von Preslaw und Madara mit vielen Gefangenen auf den Heimweg. Durch die an der unteren Donau wartenden griechischen Schiffe haben sie Kaiser Leo aufgefordert, die Gefangenen freizukaufen. Daraufhin sandte der Kaiser seine Beauftragten nach Etelköz und erfüllte ihre Forderung.²⁵

²³ Ebenda, S. 132.

²⁴ GY. MORAVCSIK, *Antik Tanulmányok* (Antike Studien), IV. (1957) S. 275–288.; MEH, S. 69–71.; GOMBOS, S. 2195–96.

²⁵ DAI, I. S. 176–177. Dazu, daß Levente Archon der Kavaren war, s. J. MARQUART, *Ost-europäische und ostasiatische Streifzüge*. Leipzig 1903. S. 52. Vgl. noch Anm. 94.

Den Feldzug, der in den byzantinischen Quellen nach der Sonnenfinsternis von 891 und dem Tod des Patriarchen Stephanos (893) erwähnt wird,²⁶ müssen wir auf das Jahr 894 legen, denn danach, aber noch vor dem Petschenegenangriff von 895 trafen Kaiser Leo und Zar Simeon Maßnahmen, die längere Seefahrten erforderten.

894, als gegen die antimährische fränkisch-bulgarische Koalition ein anti-bulgarisches byzantinisch-ungarisches Bündnis entstand, konnte sich Swatopluk nur an die sich als natürliche Verbündete anbietenden Ungarn um Hilfe wenden, um aus der Handelsblockade auszubrechen, in die ihn Arnulf von Deutschland bis Bulgarien eingesperrt hat. Der mährische Fürst schickte seine Gesandten wahrscheinlich noch im Frühjahr 894 zu den Fürsten Árpád und Kurszán mit der Bitte, Truppen ins Karpatenbecken zu entsenden und seine Gegner, an erster Stelle Pannonien, anzugreifen. Die Erinnerung an dieses Bündnis blieb in der Sage vom weißen Pferd erhalten, derzufolge Swatopluk mit Árpád, Sohn von Álmos durch die Vermittlung von „Kusid“, Sohn von Kündü ein Abkommen geschlossen habe. Der Sage nach habe Árpád dem mährischen Fürsten Swatopluk ein weißes Pferd, Sattel und Zaumzeug geschickt und von ihm ein Bündel Gras, einen Krug Wasser und eine handvoll Erde gekauft.²⁷ Dieser später als Landkauf ausgelegte Akt war in Wirklichkeit der Ritus des nomadischen Vertragsabschlusses. Der bulgarische Khan Omortag hat 815 mit Kaiser Leo V. nach christlichem und bulgarischem Brauch Frieden geschlossen. Der bulgarische Ritus bestand darin, daß das Blut eines in zwei Teile geschnittenen Hundes gekostet wurde, danach der Kaiser einen Humpen Wasser auf die Erde goß, einen Sattel umdrehte, ein Zaumzeug berührte und einen Büschel Gras hochnahm.²⁸ Daß die Art des Vertragsabschlusses der Ungarn genauso war, geht aus dem Brief des Salzburger Erzbischofs Theotmar (900) hervor, der sich beim Papst wegen der Anklage der Mähren entschuldigte, daß die Franken 899 den Ungarn „bei Hund, Wolf und anderen gottlosen und heidnischen Dingen“ ein Bündnis geschworen haben sollen. Theotmar beantwortet diese Anklage damit, was er einmal getan haben soll, hätten die Mähren mit den Ungarn jahrelang mehrmals begangen. Theotmar berichtet aber auch, daß die Ungarn zuvor in Bündnis mit den Mähren Pannonien verwüstet haben,²⁹ und diese Verwüstung fand, den Fuldaer Jahrbüchern nach 894 statt,³⁰ offensichtlich als Folge des mit Swatopluk geschlossenen, bei Hund, Wasser, Gras, Sattel und Zaumzeug bekräftigten Vertrages.

Das ungarische Heer unternahm Streifzüge in Pannonien, als Fürst Swatopluk unerwartet gestorben ist.³¹ Als das ungarische Heer, das wahrscheinlich aus

²⁶ MHK, S. 104. Zum Jahr des Feldzuges s. G. OSTROGORSKY, *Geschichte des Byzantinischen Staates*. München 1952. S. 206.

²⁷ SRH, I. S. 288–289.

²⁸ Patriarch Ignatios beschreibt es in der Biographie seines Vorgängers, des Patriarchen Nikephoros, *Nicephori opuscula*. Ed.: C. DE BOOR, Lipsiae 1880. S. 206–207. vgl. G. FEHÉR, *A bolgártörökök szerepe és műveltsége* (Die Rolle und die Kultur der Bulgartürken). Budapest 1940, S. 9.

²⁹ MHK, S. 326–327.

³⁰ GOMBOS, S. 132.

³¹ Ebenda.

Hilfsvölkern bestand, um die Zeit der Streifzüge durch Pannonien vom Tode Swatopluku erfuhr, kehrte es vermutlich nicht nach Etelköz zurück, sondern zog sich in die obere Theiß-Gegend zurück, wo, im Vorraum von Verecke laut archäologischen Funden mit arabischen Dirhems Kavarensiedlungen waren³² und wo Anonymus zufolge Árpáds einziehendes Heer in der Gegend von Bihar—Nyírség Kazaren und Szekler vorfand, die zu den Hilfsvölkern der Ungarn zugerechnet werden können.³³

Dem Streifzug in Pannonien und dem Rückzug in die obere Theiß-Gegend folgte noch im Frühling des Jahres 895 Árpáds Abstieg an der Spitze der Reiter der ungarischen Stämme durch den Paß von Verecke und bei Ungvár in die Pannonische Tiefebene, dessen Gedenken die ungarische Überlieferung als die triumphale Landnahme Árpáds bewahrte. Eine Erinnerung daran ist jene andere Chronistenüberlieferung, die darüber berichtet, daß Árpád bei der Landnahme „den anderen Fürsten zuvorgekommen“ sein soll.³⁴ Für den Feldzug von Árpád und seinem Heer Anfang 895 spricht die Aufzeichnung von Kaiser Konstantin, derzufolge das ungarische Heer während des Angriffes von Petschenegen und Bulgaren (895) nicht zu Hause war.³⁵ Den Aufenthaltsort verrät Regino, der mitteilt, daß die Ungarn zunächst in die „Öden von Pannonen und Awaren“ eindringen und von dort aus die Grenzgebiete der benachbarten Mächte angriffen.³⁶ Árpáds Heer hat zunächst gewiß die bis zur südlichen Hälfte der Tiefebene ausgedehnten „Bulgarischen Marken“ angegriffen, indem es die Erdburgen der Bulgaren, Csongrád, Titel und andere Festungen besetzte. Anonymus, der die Stammesüberlieferungen vom oberen Theißgebiet vermittelt, bewahrte im wesentlichen die Erinnerung dieses Eindringens und der Kämpfe gegen die Bulgaren, obwohl die meisten Figuren, die historische Umgebung und die Episoden seiner romantischen Geschichte Ausgeburten seiner schriftstellerischen Fantasie sind.³⁷

³² Vgl. GY. GYÖRFFY, *Kronikáink* S. 96.; *Száz.*, XCII. (1958) S. 610.; Cs. BÁLINT, *A szegedi Móra Ferenc Múzeum Évkönyve* (Jahrbuch des Móra Ferenc-Museums in Szeged). 1963. S. 96–99.; 1968. S. 68–72.; K. BAKAY, *Régészeti tanulmányok a magyar államalapítás kérdéseihöz* (Archäologische Studien zu den Fragen der ungarischen Staatsgründung). Pécs 1965. S. 28.; K. MESTERHÁZY, *Folia Archaeologica*, XVI. (1975) S. 99–117.

³³ SRH, I. 49, S. 101–102. Vgl. GY. NÉMETH, *Száz.*, LXIX (1935) S. 137.; E. MÁLYUSZ, *Melich Emlékkönyv* (Melich Gedenkbuch). Budapest 1942, S. 254–262.; irrtümlich: GY. KRISTÓ, *A XI. századi hercegség története Magyarországon* (Die Geschichte des Herzogtums in Ungarn im 11. Jahrhundert). Budapest 1972, S. 40—.

³⁴ SRH, I. S. 37, 50–52, 163–165, 290. Zur Quellenkritik dieser Teile s. B. HÓMAN, *A magyarok honfoglalása és elhelyezkedése* (Die Landnahme und Niederlassung der Ungarn). Budapest 1923, S. 35.; *A Szent-László kori Gesta Ungarorum* (Die Gesta Ungarorum aus der Zeit des Hl. Ladislaus). Budapest 1925, S. 45.; GY. GYÖRFFY, *Kronikáink*, S. 91–94.; J. HORVÁTH, a. a. O. S. 347–348.; GY. GYÖRFFY, *Tanulmányok a magyar állam eredetéről* (Studien über den Ursprung des ungarischen Staates). Budapest 1959. (Abk.: *Tanulmányok*) S. 146.

³⁵ DAI, I. S. 176–177.; vgl. noch *Tanulmányok*, S. 8.

³⁶ S. Anm. 22.

³⁷ SRH, I. S. 48, 51, 53, 56, 71 ff. Diese Quellen wurden überbewertet von J. MELICH, *A honfoglalás kori Magyarország* (Ungarn zur Zeit der Landnahme). 1925—1929. passim und GY. MORAVCSIK, *Der ungarische Anonymus über die Bulgaren und Griechen. Revue des Études Sud-Est Européennes*, VII. (1969) S. 167–174. Zu Anonymus' Authentizität s. GY. GYÖRFFY, *Acta Antiqua Acad. Scient. Hung.*, XX. (1972) S. 215–222.

Neben der siegreichen Landnahme durch Ungvár bewahrten die ungarischen Chroniken auch die Erinnerung an die fluchtartige Landnahme von Siebenbürgen, jene, die aufgrund ausländischer Quellen mit dem gemeinsamen Angriff von Bulgaren und Petschenegen verbunden werden kann.

Die Petschenegen, die 893 von einem überraschenden Angriff der Uzen zur Flucht gezwungen waren, mögen nach einem kurzen Aufenthalt zwischen Wolga und Don am mittleren Don-Lauf überraschend übergesetzt sein und — wie bei Kaiser Konstantin beschrieben ist — die Grenzwahe der Ungarn vertrieben haben. Das wird vor allem die militärischen Hilfsvölker im Don- und Donezgebiet bedeutet haben und ihr Vertrieb mag dem im Bündnis mit den Bulgaren 895 begonnenen Petschenegenangriff vorausgegangen sein.

Wegen der großen Flüsse konnten die Petschenegen nur in Abschnitten vorstoßen. Das mochte bedeutet haben, daß die östlich vom Dnepr wohnenden Kavaren und Ungarn unter Zurücklassung ihrer Habe nach Westen flohen und auch jenseits des Dnepr nicht lange ruhen konnten. Je näher aber ein Stamm den Karpaten wohnte, umso mehr Möglichkeiten hatte er, sein Vieh hineinzutreiben. Der geordnete Abzug wurde dadurch verhindert, daß das Heer des Zaren Simeon über die untere Donau setzte und die Flüchtigen vor den Süd-Karpaten angriff.

Wie groß waren die Verluste der Ungarn?

Nach 55 Jahren hat aufgrund von Überlieferungen und Gerüchten Kaiser Konstantin das düstere Bild entworfen, das manche dazu anregte, die landnehmenden Ungarn als ein Heer von Männern ohne Frauen sich vorzustellen: „Als die Turken [= Ungarn] ins Feld zogen, kamen die Petschenegen mit Simeon gegen die Turken, haben ihre Familien völlig vernichtet und die zur Bewachung ihrer Felder hinterlassenen Turken gemein vertrieben“.³⁸ Die älteste ungarische Überlieferung berichtet aber ausdrücklich über den Einzug vom Weibervolk, sie beklagt nur den Verlust von Vieh, wenn es darin heißt, daß die Ungarn an ihrem früheren Wohnort „nicht mehr bleiben konnten, da die Adler (in der altungarischen Sprache *bese*) sie von den Bäumen herab wie die Fliegen überfielen und ihr Vieh und ihre Pferde töteten; . . . in Siebenbürgen . . . haben sie sieben Erdburgen gebaut, um ihre Frauen und ihre Habe zu hüten“.³⁹ Diese legendäre Überlieferung bewahrte die Hauptsorge der landnehmenden Ungarn. Auf der von Flüssen zerklüfteten Steppe gab es weder Zeit noch Möglichkeit, die langsam ziehenden Schaf- und Rinderherden vor sich herzutreiben, und in der neuen Heimat konnten sie sich nur an den Resten des einstigen avarischen Viehbestandes entschädigen.

Die hier beschriebene zweite Phase der Landnahme mündete vor allem in Siebenbürgen. Der ungarischen Urchronik zufolge sind sie nach der Flucht vor den Adlern und nach dem Ersteigen der Berge „an den Grenzen Ungarns, nämlich in

³⁸ DAI, I. S. 176–177. Das Umkommen der Frauen hat anthropologisch widerlegt K. ÉRY, *Anthrop. Közöny*, XIV. (1970) 31.

³⁹ SRH, I. S. 287–288.

Siebenbürgen angelangt . . . Hier bauten sie sieben Erdburgen, um ihre Frauen und ihre Habe zu hüten und blieben eine Zeit lang hier . . . In Siebenbürgen ruhten sie sich also aus und ließen ihr Vieh zu Kräften kommen“.⁴⁰

Im Augenblick der Landnahme galten Süd-Siebenbürgen und das untere Maros-Tal noch als Grenzgebiete von Bulgarien und darauf mag sich auch die Bemerkung der Jahrbücher von Fulda bezogen haben, derzufolge nach dem bulgarischen Sieg über die Landnehmenden die Bulgaren und Ungarn „noch Schlachten gegeneinander zu bestehen hatten“.⁴¹ Ebenso aber wie die Petschenegen den fliehenden Uzen, und die Ungarn ihrerseits den heimatlos gewordenen Petschenegen nicht mehr widerstehen konnten, fiel jeglicher bulgarischer Widerstand in Siebenbürgen und auf der Maros-Ebene zusammen. Zugleich blieb aber die bulgarisch-slawische Grundbevölkerung, dem Zeugnis der Ortsnamen nach vielerorts seßhaft und aller Wahrscheinlichkeit nach sind auch die Salzhäuer, die in den Salzgruben gearbeitet haben, da geblieben.⁴²

Die Ungarn kamen in Etekköz ans Meeressalz heran. Nach der Evakuierung von Etekköz wurde aber für die Ungarn der Besitz der Salzgruben lebenswichtig. Der alten, in den ungarischen Urchroniken aufgezeichneten Traditionen nach ließen die nach Siebenbürgen geflüchteten sieben Stammesfürsten sieben Erdburgen bauen,⁴³ die an der geschützteren Seite des Beckens lagen. Es ist wahrscheinlich, daß sie zu ihren unter Verwendung der römischen Ruinen und der bulgarischen Schanzen gebauten provisorischen Lagern auch jeweils eine Salzgrube zu sichern suchten.

Die ungarische Urchronik bewahrte außer der Flucht nach Siebenbürgen, dem Verlust des Viehbestandes und dem provisorischen Burgbau noch eine weitere authentisch scheinende Tradition: „Álmos wurde in Siebenbürgen ermordet, er konnte nämlich in Pannonien nicht hineingehen“.⁴⁴

Die in Siebenbürgen erfolgte Ermordung von Álmos wurde von vielen mit dem kazarischen Brauch des Königstötens in Zusammenhang gebracht. Die Kazaren hatten zwei Herrscher: den sakralen Oberkönig und den faktisch herrschenden Vizekönig, und beide konnten von der rituellen Aufopferung, bzw. von der Hinrichtung ereilt werden.⁴⁵ Obgleich der greise Álmos keinen der beiden Posten mehr bekleidete, weil an seine Stelle, an den Posten des Heerfürsten sein Sohn Árpád

⁴⁰ Ebenda vgl. Lit. d. Anm. 34.

⁴¹ *Annales Fuldenses*, rec.: FR. KURZE. (Scriptores Rerum Germanicarum.) Hannoverae 1891. S. 130; GOMBOS, S. 132–133.

⁴² Damit kann das ung. Wort *akna* (Schacht) südslawischen Ursprungs in Zusammenhang gebracht werden (vgl. *A magyar nyelv történeti-etimológiai szótára*. Budapest 1967—. I. 117), obgleich die Bedeutung Salzschant nicht im Bulgarischen, sondern im Serbo-Kroatischen nachgewiesen werden kann.

⁴³ SRH, I. S. 286. Daß die Stelle über den Bau der „sieben Burgen“ keine spätere Einfügung in die Chronik ist, sondern ein altes Element, s. TH. NAGLER, *Muzeul Bruckenthal: Studii*, XIII. (1967) S. 195.; GY. GYÖRFFY, *Valóság*, 1973/7. S. 15.

⁴⁴ SRH, I. S. 287.

⁴⁵ MHK, S. 237.; ZEKI VALIDI TOGAN, A., *Ibn Faqlān's Reisebericht*. Leipzig 1939, S. 101, 268.; G. RÓHEIM, *A kazár nagyfejedeleme és a turulmonda*. (Der kazarische Großfürst und die Turulsage.) *Ethnographia*, XXVIII. (1917) S. 60—; GY. GYÖRFFY, *Tanulmányok*, S. 77–78, 140.; Diskussion über die

getreten ist, war seine Ermordung offensichtlich eine Folge der von den Petschenegen erlittenen Niederlage.

Unter den nach Siebenbürgen Geflüchteten mochte auch Árpáds Mitherrscher, der nominale Sakralfürst der Ungarn, der „Kende“ oder „Kündü“ Kurszán gewesen sein. Die dynastische Tradition des Árpádenhauses versuchte seine Rolle erblassen zu lassen. Darum wurde des Kündü (*Cundu*, mit falscher Lesart: Kond) Sohn Kurszán zu einem der sieben Fürsten degradiert, ja, in der Sage vom weißen Pferd erschien sogar „Kündüs Sohn Kusid“ als Árpáds Bote bei Swatopluk.⁴⁶

Die von den Petschenegen erlittene Niederlage führte im Kräfteverhältnis der Fürsten in Etelköz gewiß zu einer Verschiebung, aus der innere Gegensätze entstanden. Dieser konnte aber Árpád gewiß Herr werden, weil das von ihm geführte Heer dem Angriff der Petschenegen auswich und die Bulgaren im Karpatenbecken überlegen besiegte.

Die Landnahme von 895 traf, den Jahrbüchern von Fulda nach nur die Bulgaren, und westlich von der Nord-Südlinie der Donau ging das Leben weiter als wäre nichts geschehen.

Der Frankenkönig Arnulf traf zwar Sicherheitsmaßnahmen, indem er Zalavár seinem treuen slowenischen Dux, Braslaw anvertraute,⁴⁷ er selbst zog aber Anfang 896 nach Rom, um sich zum Kaiser krönen zu lassen.

Die ungarischen Fürsten hüteten sich, im Rücken die Petschenegen und an der Seite die Bulgaren, die Zahl ihrer Feinde zu vermehren; sie griffen Pannonien nicht erneut an, hielten aber die guten Beziehungen zu Swatopluks älterem Sohn, Mojmir II. aufrecht.⁴⁸ Auf eine ungarisch-mährische Freundschaft weist Erzbischof Theotmar in seinem Brief klar hin und der Umstand, daß in Mähren 898—900 mit päpstlicher Erlaubnis ein Erzbischof und drei Bischöfe — unter ihnen gewiß auch der von Neutra — geweiht wurden, macht wahrscheinlich, daß bis zum gegebenen Zeitpunkt zwischen dem ungarischen und dem mährischen Fürstentum Friede herrschte. Zugleich verwüstete Mojmir Pannonien, einerseits, um sich auf diese Weise für die bayerischen Angriffe von 898—99 zu rächen,⁴⁹ andererseits um seinen Gesandten den freien Zugang nach Italien zu sichern.

Für Kaiser Arnulf waren Mojmir's Aktionen in Pannonien nicht gefährlich, umso empfindlicher traf ihn die in der italienischen Politik erfolgte Veränderung, und

Theorie von N. FETTSCH in Zusammenhang mit Álmos' Grab. *Arch. Ért.*, XCIII. (1966) S. 278—283.; XCVI. (1969) S. 109—125; K. CZEGLÉDY, Das sakrale Königtum bei den Steppenvölkern. *Numen*, XIII. (1966) 14—26.

⁴⁶ GY. GYÖRFFY, Kurszán és Kurszán vára (Kurszán und Kurszán's Burg). *Budapest Régiségei*, XVI. (1955) S. 9—40; *Système des résidences d'hiver et d'été chez les nomades et les chefs hongrois du X^e siècle. Archivum Eurasiae Medii Aevi* (Abk.: *AEMA*), I. (1975) S. 54—57; *Acta Antiqua Acad. Scient. Hung.*, XVI. (1978) S. 115—133.

⁴⁷ GOMBOS, S. 133.

⁴⁸ MHK, S. 324.

⁴⁹ SRG, *Annales Fuldenses*, rec.: FR. KURZE. Hannoverae 1891, S. 131—133.

das veranlaßte ihn, 899 ein Bündnis mit den ungarischen Fürsten zu schließen und das ungarische Heer für einen Italienfeldzug aufzufordern.

Die Vorgeschichte des ersten Italienfeldzuges war, daß sich Norditalien zwei Rivalen vom Kaiser Arnulf, „Kaiser“ Lambert von Spoleto und König Berengar teilten. Nach Lamberts Tod im November 898 bemühte sich Berengar ganz Italien unter seinem Kaisertum zu vereinigen und in dieser Situation versuchte Arnulf, Berengar mit Hilfe der Ungarn aus dem Sattel zu heben.⁵⁰ Anfang 899 mag er seine Gesandten zu den seit vier Jahren in Frieden lebenden ungarischen Fürsten geschickt haben. Wie aus dem Brief vom Erzbischof Theotmar, in dem er sich selbst verteidigt, hervorgeht, hat Arnulf mit den Ungarn auch nach der Weise der Nomaden, mit Schwur beim Hund den Vertrag geschlossen und seine Geschenke vor dem Feldzug in Form von Silbergeld und Tuch dargebracht.⁵¹ Das aus 5000 Mann bestehende ungarische Heer zog, vermutlich mit den von Braslaw bekommenen Führern frei durch Pannonien und fiel bei Aquileia in die Lombardei ein, wo es zunächst die Ebene nördlich vom Po verwüstete. Als das Heer von Berengar nahte, zogen sie sich an das Ostufer der Brenta zurück, und griffen am 24. September, nach einer unerwarteten Umkehr, Berengars Heer an und zerschlugen es.⁵²

Während des Italienfeldzuges, am 8. Dezember starb Kaiser Arnulf, der die Ungarn zu Hilfe rief, was in der gegebenen Lage einen Dambruch an der Grenze des Reiches verursachte. Das beim Hund geschworene Bündnis wurde durch den Tod des einen Vertragspartners aufgehoben, zu dem Zeitpunkt hatten aber die Ungarn freien Durchzug durch Pannonien. Es genügte für Árpád und Kurszán, das Heer aus Italien heimzurufen. Beim Durchzug durch Pannonien machte das Heer halt und besetzte es, abgesehen von örtlichen Widerständen, ohne Kampf.

Die Besetzung Pannoniens wurde dadurch erleichtert, daß die mehrmalige Verwüstung durch die Mähren⁵³ die fränkisch-bayerische Besitzerschicht mit ihrer Gefolgschaft und den wenigen Kolonisten aufrieb und zur Flucht zwang. Pannoniens slowenische Bevölkerung blieb am Ort, nur ihre Herren wechselten.

Die Besetzung Pannoniens verletzte die Interessen nicht nur der Franken, sondern auch der Mähren. Die mährischen Fürsten bemühten sich seit Mitte des 9. Jahrhunderts um eine Expansion in Pannonien, was außer ihren eroberischen Versuchen auch mit dem Streben nach dem Ausbau einer selbständigen mährischen Kirche zusammenhing. Nach Rom führte nämlich der Weg über Pannonien; er mußte freigelegt werden, wofür die Voraussetzung die Zerstörung der Niederlassungen der

⁵⁰ G. FASOLI, *Il re d'Italia (888—962)*, Firenze 1949.

⁵¹ MHK, S. 326, Dazu, daß Arnulf die Ungarn zu Hilfe ruf, s. GOMBOS, S. 24, 522, 710, 1127, 1179, 1469 (!), 2126, 2626.

⁵² GOMBOS, S. 1469—1472.; G. FASOLI, *Le incursioni ungarie in Europa nel secolo X*. Firenze 1945, S. 91—111.; A. F. GOMBOS, *A honfoglaló magyarok itáliai kalandozása 898—904* (Die Streifzüge der landnehmenden Ungarn in Italien 898—904). Budapest 1928.; SZ. DE VAJAY, *Der Eintritt des ungarischen Stammesbundes in die europäische Geschichte*. Mainz 1968. S. 29—32.

⁵³ *Annales Fuldenses* im Jahr 884, 885, 892, 894. S. Anm. 49.; MHK, S. 327. Zu Pannonien s. A. Sós, *Die slawische Bevölkerung Westungarns im 9. Jh.* München 1973.; I. BÓNA a. a. O.

pannonischen Bayern, und ihrer slawischen Vasallen und die Besetzung mancher Erdburgen war. Wenn die in den ungarischen Chroniken beschriebenen ungarisch-mährischen Kämpfe⁵⁴ eine in der Tradition verankerte Grundlage haben, dann kann angenommen werden, daß das aus Italien heimkehrende und Pannonien besetzende Heer den Kämpfern Mojmir begegnete. Die daraus entstandenen Kämpfe mögen dazu geführt haben, daß im Jahre 900 die ungarischen Heere von der Donau her vordringend, die Eroberungen Mährens an der Neutra-Gegend besetzten. Daß die Kleine Tiefebene bis zu den Kleinen Karpaten, den Grenzen von Groß-Mähren spätestens im Laufe 900 unter ungarische Herrschaft gerieten, geht daraus hervor, daß im Herbst des gleichen Jahres ein ungarisches Heer gegen Bayern vom Nordufer der Donau zog.⁵⁵

Im Sommer 900 war das gesamte Karpatenbecken im Besitz der Ungarn.

Die Bayern verzichteten auf Pannonien nicht leicht. Noch in der zweiten Hälfte von 900 wiesen sie die Boten der Ungarn als Kundschafter zurück und schlossen ein Bündnis mit den Mähren. Daraufhin unternahmen die Ungarn serienweise Angriffe gegen das Gebiet des heutigen Österreich (Ende 900, 901)⁵⁶, und besetzten 902 das im Mährenbecken liegende Großmähren.⁵⁷ Obwohl es den Bayern gelang, 904 bei einem

⁵⁴ SRH, I. S. 164, 281.

⁵⁵ GOMBOS, S. 133.

⁵⁶ Ebenda.

⁵⁷ In den *Annales Alamannici* wird das Jahr des Sieges über Mähren aufs Jahr 902 gesetzt: *Et bellum in Maraha cum Ungaris et patria victa* (GOMBOS, S. 91). Heimische und ausländische Autoren setzen es auf später, obgleich es aus späteren Jahren keine authentischen Angaben gibt. Mährens Fall wird auf 904–906 gesetzt von E. DÜMLER, *Geschichte des Ostfränkischen Reiches*. III. Leipzig 1888². S. 531–534; auf 902–906 von PAULER a. a. O. S. 44; vor 906 von HÖMAN, a. a. O. 105; auf 906 von FASOLI, a. a. O. S. 117.; auf 903–906 von K. REINDEL, *Die bayerischen Luitpoldinger*. München 1953, S. 56–57; auf 904–906 von SZ. VAJAY a. a. O. S. 41. Das Hauptargument für eine spätere Datierung wird dadurch geliefert, daß die Zollvorschriften von Rafelstetten noch den Handel mit den Mähren erwähnen (MGH Capit. II. 26), die Ausstellung dieser Schrift kann nach dem Tod des Bischofs von Passau, Richar (16. 9. 902) und vor dem Tod des Erzbischofs von Salzburg Theotmar (4. 7. 907) angenommen werden (vgl. DÜMLER, a. a. O.). Die Zollvorschriften sind aber zu einer derartigen Datierung nicht geeignet: 1. Einen Untergang im Herbst 902 widerlegen die angegebenen Zeitgrenzen nicht. 2. In den Zollvorschriften erneuert König Ludwig die Maßnahmen seiner Vorgänger, d. h.: einzelne Verfügungen können aus einer früheren Vorlage stammen. 3. Die Bayern konnten selbst nach der Niederlage von Mojmir II. im Jahre 902 nicht annehmen, daß Mähren endgültig zerschlagen ist und konnten so formulieren, daß sie mit künftigem Handel rechnen, wie ja die mährischen Städte archäologischen Funden zufolge bis um 950 noch weiter bestanden (B. DOSTÁL, *Slovenská pohřebišťe ze střední doby hradištní na Morave*. Praha, 1966). Ein Ansetzen der Zerstörung um das Jahr 906 ist ausgeschlossen laut folgenden Umständen: 1. Regino, der sein Jahrbuch 906 beendete (908 schrieb er nur eine Widmung dazu), trug zum Jahr 894, zum Tode Swatopluku ein, daß „sein Land von den Söhnen nur kurze Zeit gehalten wurde, weil die Ungarn alles dem Erdboden gleichmachten“ (GOMBOS, S. 2039); 906 ist eine solche Formulierung nur dann möglich, wenn seit der Verwüstung schon mehrere Jahre vergangen sind. 2. 906 haben die Ungarn auf Bitten der Daleminzier schon Sachsen überfallen, das über Mähren hinausliegt, was nur dann denkbar ist, wenn Mähren schon vorher gefallen ist. Die zeitgenössischen deutschen Jahrbücher schweigen von 902 an über Mähren. Die Quellen, die 902 von einem Sieg der Mähren über die Ungarn berichten, sind späteren Ursprungs und basieren auf dem Mißverstehen obigen Textes. Ein solches ist das um 1050 entstandene Jahrbuch von Herimannus Augiensis, das bis 901 die Jahrbücher von Fulda und von da an die Schwäbischen Jahrbücher (*Annales Alamannici*) kürzt und stilisiert und die Quellen an mehreren Stellen, so auch bei der Angabe von 902 mißversteht: *Ungari Marahenses petunt, pugnaque victi terga verterunt* (Ebenda, 1142). Der daraus gemachte Auszug: „Epitome Sangallensis Herimanni Augiensis“

Festmal im ungarisch-bayrischen Grenzgebiet Fürst Kurszán zu ermorden,⁵⁸ und sie nach drei Jahren ein Reichsheer starteten, um Pannonien wieder zu erobern, erlitt ihr Heer bei Preßburg eine vernichtende Niederlage,⁵⁹ und von 907 an machten die Ungarn von ihrem Besitz ungestört Gebrauch.

Zwischen 894—900 haben die Ungarn das Karpatenbecken im großen und ganzen in drei Etappen besetzt: 894—895 das Gebiet der oberen Theiß und Siebenbürgen, 895—900 den Teil östlich von der Donau—Eipel- (Ipoly-) Linie und 900 Pannonien und die Mährische Mark bis zu den Kleinen Karpaten. Ob jeder neuen Eroberung auch eine neue allgemeine Aufteilung unter den Fürsten folgte, wodurch das Land in 10 Stammesgebiete eingeteilt wurde, oder ob die Fürsten ihre provisorischen ersten Lagergebiete als Sommerweide behielten, ihre Hauptniederlassung in der Tiefebene hatten, und Pannonien untereinander ebenfalls aufteilten, ist fraglich. Die Beschreibung der Chroniken über die Niederlassung der sieben Fürsten ist nämlich das Ergebnis späterer Kombinationen.⁶⁰ Die Namen der ungarischen Stämme sind den Chroniken nicht bekannt, und sind nur durch die Beschreibung von Kaiser Konstantin VII. erhalten geblieben: die Namen der sieben ungarischen Stämme lauten nach heutiger Aussprache *Nyék*, *Megyer*, *Kürt-Gyarmat*, *Tarján*, *Jenő*, *Kér* und *Keszi*, sowie die drei Stämme unbekanntens Namens der Kabaren,⁶¹ die wir in den ähnlich den aus den Stammesnamen resultierenden Ortsnamen verstreut zu findenden Ortsnamen *Örs*, *Varsány* bzw. *Oszlár* und *Berény* zu suchen haben.⁶² Die Feststellung, in welchem Gebiet sich welcher Stamm niederließ, kann mit Hilfe der Stammesortsnamen mit der Methode des Ausschließens versucht werden. Es ist bekannt, daß der Name aller ungarischen Stämme verstreut in Ortsnamen des Karpatenbeckens in 20—30 Orten zu finden ist und daß die Stammesortsnamen Gruppen bilden. Die gesellschaftshistorische Untersuchung der Dörfer, die mit Stammesnamen bezeichnet werden, führte zum Ergebnis, daß diese Dörfer von der Umgebung nach der Stammeszugehörigkeit der in ihnen wohnhaften militärischen Elemente bekannt wurden. Daraus kann auch geschlossen werden, daß die Umgebung nur jene von sich

oder „Chronicon Suevicum“ faßt dies ohne Jahreszahl wie folgt zusammen: *Ungari a Maruis occiduntur* (Ebenda, 684), was in späteren Jahrbüchern teils unter 903, teils unter 906 weiter verzerrt wird: *Ungari amarius occiduntur* (Ebenda, 135, 155, 480, 692, 866), nur der Annalista Saxo schreibt im 12. Jahrhundert: *Ungari a Marahis caeduntur* (Ebenda, 216). Diese haben gegenüber der Urquelle keinerlei Beweiskraft. Das Jahr 902 wurde angenommen von SENGÅ TORU, *Moravia bukása és a honfoglaló magyarok* (Der Fall von Mähren und die landnehmenden Ungarn). Száz., CXVII. (1983) S. 307–345.

⁵⁸ Monumenta Germaniae Historica. Scriptorum (Abk.: MGH. SS.), I. S. 54. vgl. GOMBOS, S. 91. 140.; zur Jahreszahl: Gy. Györffy, *AEMA*, I. (1975) 55.

⁵⁹ MGH. SS., XXX/2. S. 742.; GOMBOS, S. 916; alle Quellen gesammelt bei K. REINDEL a. a. O. S. 62–70.

⁶⁰ Frühere Vorstellung: B. HÓMAN, *A magyarok honfoglalása és elhelyezkedése* (Die Landnahme und Ansiedlung der Ungarn). Budapest, 1923. S. 38–47; B. HÓMAN, *Magyar történet* (Ungarische Geschichte). I^o. S. 144–145 eine Darstellung mit Landkarte. Kritik s. Gy. Györffy, *Kronikáink* S. 108–124.

⁶¹ DAI, I. S. 174–175.; DAI, II. S. 150.; Gy. NÉMETH, *A honfoglaló magyarság kialakulása* (Die Herausbildung des landnehmenden Ungartums). (Abk.: HMK.) S. 241–273.

⁶² Gy. Györffy, *Tanulmányok*, S. 44—; H. GÖCKENJAN, *Hilfsvölker und Grenzwachter im mittelalterlichen Ungarn*. Wiesbaden 1972. S. 35—; S. TÖRÖK, *Száz. CXVI.* (1982) 986–1059.

unterschied, die einem fremden Stamm zugehörten. Auf diese Weise kann dort, wo der Name eines Stammes vorkommt, die Niederlassung des genannten Stammes mit großer Wahrscheinlichkeit ausgeschlossen und seine Niederlassung nur dort angenommen werden, wo sein Name nicht auftaucht.⁶³ Ein Gebiet, wo alle Stammesnamen bis auf einen vorkommen, konnte nur im Komitat Bács beobachtet werden, und aufgrund dessen kann angenommen werden, daß im Süden des zwischen Donau und Theiß gelegenen Gebietes der Stamm Jenő seinen Wohnsitz hatte.⁶⁴

Árpád und seine Söhne haben sich, wie aus ihren Namen gebildeten Ortsnamen festzustellen ist, an den beiden Donauufnern zwischen den Inseln Csepel und Mohács niedergelassen. In diesem Gebiet kommt der Ortsname *Megyér* häufig vor, so kommt die Verbindung Árpáds mit dem Stamm *Megyér* nicht in Frage. Da in diesem Gebiet der Stammesname *Tarján* nicht zu finden ist, kann als wahrscheinlich angenommen werden, daß Árpád der Herr dieses Stammes war, umso mehr, da in der türkisch-kazarischen Staatsorganisation „*Tarján*“ (ursprünglich *Tarkan*) eine Rangesbezeichnung des Feldherrn war.⁶⁵

Während im Hinblick auf die Niederlassung der Stämme bis heute keine beruhigende Lösung gefunden wurde, kann über die Niederlassung der Fürsten bzw. Stammeshäuptlinge mehr gesagt werden.

Obgleich die Liste der ungarischen Fürsten um die Zeit der Landnahme nicht erhalten blieb, wurde um 1200 von Anonymus eine Liste der Fürsten zusammengestellt, zu der er die Leitfiguren zuzählte, deren Erinnerung in der Tradition bewahrt wurde: Árpád, Sohn von Álmos; Szabolcs, Sohn von Előd; Kurszán, Sohn von Kündü; Ete, Sohn von Ónd; Lél (Lehel), Sohn von Tas; Huba; schließlich Harka, Sohn von Tétény (Tühütüm). Selbst wenn in die Liste Tas und Lél, die um 950 eine Rolle spielten, irrtümlich aufgenommen wurden, ist die Existenz der anderen um 900 wahrscheinlich. Historisch weniger authentisch ist die in den Chroniken bewahrte Liste der Fürsten: Árpád, Szabolcs, Gyula, Künd, Lél, Vérbulcsú, Örs, obgleich auch diese Namen in historischen Sagen überliefert wurden.⁶⁶

Bei der Feststellung der Niederlassung der einzelnen Fürsten ist behilflich, daß bei der Landnahme im Karpatenbecken eine neue Herrschaftsordnung erfolgte, die im

⁶³ J. KARÁCSONYI, *A magyar nemzet honalapítása 896–997* (Die Heimatgründung der ungarischen Nation 896–997). Nagyvárad 1925. S. 18–19.; E. MOÓR, *A honfoglaló magyarság megtelepülése és a székelyek eredete* (Die Ansiedlung des landnehmenden Ungartums und die Abstammung der Székler). Szeged 1944. S. 16—; GY. GYÖRFFY, *A magyar törzsi helynevek* (Die ungarischen Stammesortsnamen). *Névtudományi vizsgálatok* (Namenskundliche Untersuchungen). Hrsg.: D. PAIS—S. MIKESY, Budapest, 1960. S. 27—33.

⁶⁴ GY. GYÖRFFY, *Geographia historica Hungariae tempore stirpis Arpadianae*. Amsterdam 1966². I. S. 202.

⁶⁵ GY. GYÖRFFY, *Budapest története az Árpád-korban* (Die Geschichte von Budapest zur Zeit der Arpaden). *Budapest története* (Geschichte von Budapest), I. Budapest 1973. Hrsg.: L. GEREVICH, S. 257.; *Történelmi Szemle*, XV. (1972) S. 315.; vgl. noch GY. LÁSZLÓ, *A honfoglaló magyar nép élete* (Das Leben des landnehmenden ungarischen Volkes). Budapest 1944. S. 230.

⁶⁶ Kritik s. GY. GYÖRFFY, *Krónikáink*, S. 97–125.

Hinblick auf die Ortsnamen *tabula rasa* schaffte.⁶⁷ Die Siedlungen wurden von da an zumeist mit dem Namen der Häuptlinge benannt, denen das Quartier gehörte und da die zweite, dritte, vierte uws. Generation immer weniger unbenannte Orte fand, blieben die meisten Spuren der Siedlungsverhältnisse der ersten Generation im Gedächtnis der Nachkommen. Seit der Namensgebung im 10. Jahrhundert wurden auch viele Veränderungen im Ortsnamenmaterial vollzogen, wozu beitrug, daß manche Fürstennamen, wie z.B. *Bulcsú* in Mode kam und auch später entstanden mag. Die Namen der Árpádsöhne und mehrerer bekannter Fürsten kamen im Kreise der Adligen nicht in Mode, weil es besitzrechtlich eine gefährliche Situation geschaffen hätte. So können wir aus den Orten, die ihre Namen bewahrten, mit großer Wahrscheinlichkeit auf ihre Quartiere schliessen.⁶⁸

Bei den Niederlassungen der Herrscher der türkisch organisierten Völker, vor allem bei den Siedlungen der mongolischen Adligen von Kiptschak (Südrußland) ist eine Regelmäßigkeit zu beobachten: ihre Winter- und Sommerquartiere befinden sich möglichst am unteren und oberen Lauf eines Flusses: vom Winterquartier in der Nähe der Mündung ziehen sie im Frühjahr am Wasser entlang zum Sommerquartier, und im Herbst wieder zurück.⁶⁹

Diese quartierwechselnde Siedlungsordnung entlang den Flüssen wurde von mehreren praktischen Gesichtspunkten herausgebildet. Erstens kann das besetzte Gebiet am besten nach den Flüssen zwischen den Fürsten bzw. Stammeshäuptlingen verteilt werden, während die Nebenarme der Flüsse geeignet sind, die Gebiete zwischen den Häuptern der Geschlechter und Sippen zu trennen.

Die gleiche Siedlungsordnung verlangen die Wirtschaftsverhältnisse. Während das ständige Winterquartier in einem verkehrsreichen, bewohnten Gebiet, in der Nähe von Handwerker-niederlassungen sein sollte, ist für den Sommeraufenthalt ein Tal, eine Insel oder eine mückenfreie Gegend vorteilhaft. Der Umzug der Häuptlinge erfolgt immer mit gewaltiger Begleitung, mit einer großen Anzahl von Pferden und karrenziehenden Ochsen und das allein erforderte den Quartierwechsel in Wassernähe. Die höheren Ansprüche der Fürsten wurden durch die Verzollung der Waren von fahrenden Kaufleuten befriedigt, darum richteten die mongolischen Großen ihre Sommer- und Winterquartiere in der Nähe von Fähren ein, wo sie mohamedanische Kaufleute und russische Fährleute ansiedelten. Der Durchzug auf den Hauptwegen des Herrschaftsgebietes war nicht nur für das Eintreiben der Fährensteuern geeignet, sondern auch für das Regieren und für das Rechtsprechen über die Untertanen, deren Winterquartiere an den Wassern lagen.

⁶⁷ Gy. GYÖRFFY, Zur Frage der Herkunft der ungarländischen Dienstleute. *Studia Slavica*, XXII. (1976) S. 313–315.

⁶⁸ Gy. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) 61—.

⁶⁹ *Napkelet felfedezése. Julianus, Plano Carpini és Rubruk útjelentései* (Die Entdeckung des Morgenlandes. Reiseberichte von Julianus, Plano Carpini und Rubruk). Hrsg.: Gy. GYÖRFFY. Budapest 1965. S. 96, 138, 146.

Nach dieser nomadischen Ordnung siedelten sich die landnehmenden Fürsten und ihre Nachkommen im 10. Jahrhundert, nach dieser lebten und regierten sie. Aus den nomadischen Beispielen wissen wir, daß die Herrschaft über einer Ufergegend und die dort Lebenden von der Gnade des Khans abhing und daß der Herrscher den ihm untergeordneten Häuptling von einem Ufer zum anderen umsiedeln konnte. Diese Praxis ermahnt uns, die Beziehungen zwischen Stämmen und Stammeshäuptlingen bzw. Fürsten in der ungarischen Gesellschaft des 10. Jahrhunderts nicht so starr vorzustellen, wie es in der Vergangenheit geschah. Im 10. Jahrhundert waren es schon die Herrschaftsverhältnisse, die bestimmten, welcher Häuptling über wieviel Geschlechter herrschte und die expandierende fürstliche Gewalt konnte die Häuptlinge ihres Ufergebietes berauben und in ein anderes Gebiet beordern oder bei Aufruhr vernichten.⁷⁰

Die ungarischen Fürsten haben sich nach der Besetzung Pannoniens, 900 endgültig am Ufer von verschiedenen Flüssen niedergelassen. Árpád wählte sein Winterquartier bei der im 9. Jahrhundert wiederauferstandenen antiken Ruinenstadt Fünfkirchen (Pécs), wo der alte Dorfname *Árpád* die Erinnerung an sein ständiges Winterquartier bewahrte, während sein Sommerquartier, wie auch Anonymus berichtet, auf der Csepelinsel lag. Daneben hatte er laut der Chroniken und Ortsnamen ein Quartier in der Nähe, bei Stuhlweißenburg (Székesfehérvár). Sein Mitherrscher, der Kende Kurszán ließ sich neben dem „Colosseum“ von Aquincum nieder, wo nicht nur die ausländischen Handwerker angesiedelt wurden, sondern auch die Donaufähre versteuert werden konnte. Von seinem Sommerquartier zeugt ein Ortsname auf der Schüttinsel (Csallóköz). 904, als Kurszán im Grenzgebiet zu seinem Sommerquartier auf einem Festmahl von den Bayern ermordet wurde, nahm Árpád wahrscheinlich die ganze rechte Seite der Donau in Besitz von Pécs bis Csallóköz, denn dort zeugt der Ortsname *Árpád* von seinem Sommerquartier.

Die vier Söhne von Árpád nomadisierten bei den Nebenwassern des väterlichen Flußabschnittes, so daß bei Kalocsa ihre Gebiete zusammenliefen: Tarhos im Komitat Tolna, von den Bächen Szék und Kapos abwärts, Üllő vom Ufer des Csepeler Donauarmes südwärts, Jutas in Veszprém am Sárviz und Zoltán in Bodrog, entlang des Flübchens Vajas. Da von keinem der Fürstensöhne bei den Quartieren Árpáds Spuren hinterblieben, außer den ihnen zugewiesenen Flußabschnitten, kann angenommen werden, daß Árpád infolge des Senioratenerbrechts von seinem Neffen Szabolcs gefolgt wurde. Szabolcs, der im Komitat Fejér über ein vererbtes Quartier verfügte und zu Árpáds Lebzeiten Herr der Kavaren und Szekler in Nyírség und Bihar war, bekam, aufgrund der Quartiersnamen zu schließen, nach Árpáds Tod das fürstliche Ufer zwischen der Insel Csepel und Pécs und wurde so „zweiter Fürst“, wie es in den Chroniken heißt, die die chronologische Folge in eine Rangfolge der Fürsten änderten. Bei alledem kann Szabolcs nicht als Alleinherrscher betrachtet werden: den einstigen Flußabschnitt von Kurszán bekam nicht er, sondern Tétény (Tühütüm),

⁷⁰ Gy. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 45–153, besonders 51 ff.

Urvater der Gyulas, von Tétény bis zum Wiener Becken. Der darauffolgende Großfürst, Fajsz, erlangte zwar vermutlich auch den Uferabschnitt von Téténys Nachfolger, Harka, er mußte jedoch die Macht mit zwei anderen Würdenträgern, mit Harka, der sich in der Theißgegend einrichtete, und mit dem Gyula Zombor bzw. mit Bulcsú von Balatongegend teilen. Nach der Schlacht auf dem Lechfeld kam der Zweig des jüngsten Árpád-Sohnes an die Macht. Taksony, Sohn von Zolta wurde der neue Fürst, der in Angst wegen eines Angriffes vom Westen her seinen fürstlichen Uferabschnitt am linken Donauufer, von Pest bis hinunter nach Apatin einrichtete. Zu seinem Erben und zum Herren des Herzogtums über die Kavaren, des „Dukatus“, machte er zunächst seinen Neffen, Tar Zerind und dann seinen Sohn, Géza, während die Nachkommen der Gyulas Herren von Siebenbürgen geworden sind.

Außer den Fürstenfamilien der großen Würdenträger (Großfürst, Gyula, Harka), nomadisierten andere Stammesfürsten an den Ufern der übrigen Flüsse. Da einige von ihnen ihr Tierbestand und Gefolge schon bei der Landnahme verloren, und andere im Laufe der inneren Kämpfe zu Fall kamen, gerieten ihre Namen in Vergessenheit. Anonymus bewahrte die Erinnerung an Ónd und Huba; der Erstgenannte herrschte am rechten Ufer der Bodrog und Theiß, der zweite in der Gegend des Flusses Raab.⁷¹

Während auf die Verhältnisse von Fürsten und Häuptlingen aus den Quellen und den Ortsnamen geschlossen werden kann, können wir uns von den übrigen Schichten der Gesellschaft anhand der Ergebnisse der Archäologie ein Bild machen.

Obwohl um die chronologische und ethnische Absonderung der Funde aus der Zeit der Völkerwanderung Diskussionen bestehen, gelang es heute schon, aufgrund der Forschungsarbeit von Béla Szőke und István Dienes, die Schichten der ungarischen Gesellschaft des 10. Jahrhunderts abzutrennen.⁷²

Das Grab eines ungarischen Großfürsten konnte bis zum heutigen Tag nicht gefunden werden, es ist aber wahrscheinlich, daß das Grab von Geszteréd das in der Nyírség freigelegt wurde, den Leichnam eines Árpád-Sohnes barg. Sein mit Gold beschlagener Säbel ähnelt nämlich auffallend dem in Wien bewahrten „Säbel von Attila“, einer ungarischen Schmiedearbeit aus dem 10. Jahrhundert, die im Schatzhaus der Árpádenkönige bewahrt wurde, vielleicht als Herrschaftszeichen der Thronfolger, bis sie von der Witwe von Andreas I. dem bayerischen Herzog Otto gegeben wurde.⁷³

Die zur führenden Schicht gehörenden Herren wurden ebenfalls in einsamen Gräbern bestattet. Ein solches mag das neben der Erdburg von Zemplén gewesen sein, aus dem ein goldbeschlagener Säbel, ein reich verziertes vergoldetes Silbergefäß und

⁷¹ Ebenda.

⁷² B. SZŐKE, A honfoglaló és kora Árpád-kori magyarság régészeti emlékei (Archäologische Denkmäler des Ungarntums aus der Zeit der Landnahme und zur frühen Árpádenzeit). *Régészeti tanulmányok* (Archäologische Studien), I. Budapest 1962.; I. DIENES, *Die Ungarn um die Zeit der Landnahme*. Budapest 1972. S. 11–26.

⁷³ L. KISS, *A geszterédi honfoglaláskori sirlelet — Der altungarische Grabfund von Geszteréd*. Budapest 1938.; vgl. Z. TÓTH, „*Attila's Schwert*“. Budapest 1930.

an den fünf Zöpfen des Toten mit Symbolen verzierte Scheiben zum Vorschein kamen.⁷⁴ Ebenfalls allein wurden die Hauptfrauen der polygamen Fürsten bestattet, wie z. B. im sandigen Gebiet zwischen Donau und Theiß, in Balota, eine Fürstin in mit Gold reich verziertem Kleid und mit einem Pferd, dessen Zaumzeug ebenfalls reich verziert wurde. Solche Bestattungen fanden gewiß heimlich statt, damit das Grab nicht geplündert wird.

Die mittlere Schicht, die nicht so wertvolle, sondern nur mit Silber verzierte Kleidung trug und deren Zaumzeug mit Silber beschlagen wurde, hatte meistens kleine Familienfriedhöfe (z. B. Karancslapujtő, Bene). Die Mittelschicht selbst war nicht völlig einheitlich, die Palette reichte von reicheren Kriegern bis zu einfacheren Bewaffneten, so daß in der Nähe ihrer Gräber oder daneben gelegentlich auch Hausdiener bestattet wurden.

Der Mittelschicht steht jener Typ von Großfamiliengräbern nahe, dessen gesellschaftliche Bedeutung von Gyula László erkannt wurde. Etwa um die Mitte eines solchen Friedhofes wurden die männlichen Familienmitglieder mit Pfeil und Bogen und den Teilen des beim Totenmahl verzehrten Pferdes, an den Rändern die armen Verwandten und das Gesinde bestattet.⁷⁵ Aus einem ähnlichen Kreis mag der in Homorog in Bihar freigelegte Friedhof stammen, der über 2—3 Generationen Zehnergruppen von mit Pfeil und Bogen bestatteten Kriegern mit Familie beinhaltete.⁷⁶

Die gemeinen Armen wurden im großen Friedhof der Dorfgemeinschaft bestattet, ohne nach Familieneinheiten gruppiert zu werden, obgleich aus den hie und da unterbrochenen Grabreihen auf eine gemeinsame Bestattung von Kleinfamilien geschlossen werden kann. Den neuesten anthropologischen Forschungsergebnissen zufolge weisen die kleinen Dorffriedhöfe des 10. Jahrhunderts (z. B. Sárbogárd, Kálkápolna) auf eine Population heterogener Abstammung hin, auf Gemeinschaften, die durch das Zusammenziehen von anthropologisch unterschiedlichen Individuen oder Kleinfamilien entstanden. In Sárbogárd war z. B. der Führer einer aus 25—30 Menschen bestehenden Gemeinschaft, in der ersten Generation ein Mann mit metallbeschlagenem Gürtel und Lederbeutel, in der zweiten Generation ein Mann, der mit 7 Pfeilen und Zaumzeug bestattet wurde. Die anderen Gräber enthielten wenig Schmuck (z. B. Haarring mit S-förmigem Ende) und andere Gegenstände.⁷⁷

⁷⁴ V. BUDINSKY-KRIČKA—N. FETTICH, *Das altungarische Fürstengrab von Zemplín*. Bratislava 1974.; Diskussion darüber s. Anm. 45.

⁷⁵ GY. LÁSZLÓ, *A honfoglaló magyar nép élete* (Das Leben des landnehmenden ungarischen Volkes). Budapest 1944. S. 166–255.

⁷⁶ I. DIENES, Árpád fia Tarhos ijászainak nyomában (Auf den Spuren der Bogenschützen von Tarhos, Sohn des Árpád). *Élet és Tudomány*, XXIV. (1969) S. 610–615.

⁷⁷ K. ÉRY, *Alba Regia*, VIII—IX. (1967—68) S. 93–147.; *Anthropologia Hungarica*, IX. (1970) S. 9–62.

Ein ähnlicher, umfangreicher Friedhof des Gemeinvolkes ohne Krieger wurde in Halimba freigelegt, wo von der Landnahme an bis um 1100 kontinuierlich bestattet wurde.⁷⁸

Das Gemeinvolk war den Funden zufolge selbst nicht homogen dem Rang nach: es gab Begütertere unter ihnen und Sklaven machten die Zusammensetzung noch bunter. Auf Sklaven wird aus dem Fehlen von Beigaben geschlossen. Mancherorts wurden Menschen verschiedener gesellschaftlicher Stellung nebeneinander in verschiedenen Friedhöfen bestattet, wie z. B. in Bashalom oder Szeged. Der größere Teil der 8—9 Friedhöfe um Székesfehérvár diente als Ruhestätte dem ungarischen Gemeinvolk: es sind unter ihnen nur wenige zu finden, die mit Waffe und Pferd bestattet wurden. Beim kleineren Teil kann die avarisch-slawische Urbevölkerung vermutet werden, wir müssen aber auch mit Gefangenen rechnen, die bei den Feldzügen gemacht und neben den Fürstenquartieren untergebracht und von der örtlichen Bevölkerung assimiliert wurden.⁷⁹

Was das anthropologische Bild der Bevölkerung zur Avaren- und früheren Árpádenzeit betrifft, standen die landnehmenden Ungarn der europiden Bevölkerung der Avarenzeit näher als den mongoloiden wirklichen Avaren.⁸⁰ Diese relative Nähe zeigt sich sehr anschaulich im Fundmaterial, das auf die Lebensweise des Gemeinvolkes hinweist; all das macht verständlich, daß das etwa 4—500 000 Mann ausmachende landnehmende Ungartum in relativ kurzer Zeit die hier vorgefundene, zahlenmäßig kleinere avarisch-slawische Bevölkerung in sich aufnahm. Parallel zur Assimilierung war die Vereinheitlichung der Mode, was am deutlichsten die Verbreitung des Haarrings mit S-förmigem Ende zeigt. Nach der Mitte des 10. Jahrhunderts wurde dieser ein typisches Kleidungsstück des christlichen Gemeinvolkes in Ostmitteleuropa, wengleich das Zentrum seiner Verbreitung das von den Ungarn bewohnte Theißgebiet blieb.⁸¹

Je mehr sich unsere Kenntnisse auf dem Gebiet der Archäologie erweitern, um so mehr erweitert sich unser Wissen über die Verhältnisse der ungarländischen Gesellschaft, was Siedlung, Demographie, Schichtung und Kultur anbelangt, zugleich wird aber immer klarer, daß aus Gegenständen und aus der anthropologischen Erscheinung ihrer Träger auf die Sprache nicht gefolgert werden kann, und eine

⁷⁸ Gy. TÖRÖK, *Die Bewohner von Halimba im 10. und 11. Jahrhundert*. Budapest 1962. Vgl. noch A. KISS, Studien zur Archäologie der Ungarn im 10. und 11. Jahrhundert. *Die Bayern und ihre Nachbarn*. II. Wien 1985. S. 217—379.

⁷⁹ I. DIENES, *Acta Archaeologica*, VII. (1956) S. 245—277; A. TOČIK, *Altmagyarische Gräberfelder in der Südwestslowakei*. Bratislava 1968.; A. KRALOVÁNSZKY—K. ÉRY, *Alba Regia*, II—III (1963) S. 69—89.; *Székesfehérvár Évszázadai* (Jahrhunderte von Székesfehérvár), I. (1967) S. 7—18. vgl. K. BAKAY, *Történelmi Szemle*, XII. (1969) S. 117—122.

⁸⁰ P. LIPTÁK, An anthropological survey of Magyar prehistory. *Acta Linguistica*, IV. (1954) S. 133—168.; A magyarság ethnogenezisének paleoantropológiája (Die Paleoanthropologie der Ethnogenesis des Ungartums). *Anthrop. Közl.*, XIV. (1970) S. 85—90.

⁸¹ A. KRALOVÁNSZKY, Beiträge zur Frage der Ausgestaltung, Chronologie und der ethnischen Bestimmung des sog. Schläfenringes mit S-Ende. *Studia Slavica*, V. (1959) S. 327—361.

Annäherung an die Zeit der Völkerwanderung mit den Begriffen der modernen Sprachnation nur zu anachronistischen Vorstellungen und unfruchtbaren Diskussionen führt.

Die wirkliche Bedeutung der Landnahme und Ansiedlung ist nur dann klar zu erkennen, wenn wir sie unter den Völkerbewegungen betrachten, die sich in Osteuropa im 1. Jahrtausend abspielten und die zur Herausbildung Europas im 2. Jahrtausend führten.

*

Mit der Geschichte der ungarischen Landnahme und der Ansiedlung hängt das Problem des Ursprungs der Székler zusammen. Die Hauptfrage besteht darin, ob die Székler Nachkommen eines vor der Landnahme ins Karpatenbecken gezogenen verwandten Volkes, oder Nachkommen der Kavaren sind, die sich den ungarischen Stämmen angeschlossen haben. Anonymus zufolge, der um 1200 schrieb, gehörten sie zu Attilas Völkern und schlossen sich den landnehmenden Ungarn in der Tiefebene an. Aus diesem Kern entfaltete der Verfasser der Hunnisch-Ungarischen Chronik im 13. Jahrhundert die Geschichte der von den Hunnen des Csaba, Sohn von Attila hiergebliebenen Székler, die den landnehmenden Ungarn entgegenkamen und sich an der Landnahme beteiligten.⁸² Da selbst Anonymus schon über 300 Jahre von der Landnahme trennten und über deren Geschichte keine geschriebene Quelle zur Verfügung stand, baute er in seine romanhaften Gesta selbst aus den „törichten Liedern der Bauern“ nur färbende Motive ein, und seinem Bericht über Attila bzw. der Abstammungstheorie von den Hunnen können wir keinen Glauben schenken. Die Hunnen bildeten selbst im Attilas Reich nur eine führende und kämpfende Schicht und keine Volksmasse, und die restlichen Hunnen sollen, laut Jordanes, nach Skythien zurückgeflüchtet sein. Mehr Realität hat die Annahme, derzufolge die Székler Nachkommen der Avaren seien, da ein Teil der Avaren auch nach den Feldzügen von Karl dem Großen an Ort und Stelle geblieben ist, und sie werden nur durch ein Jahrhundert von den Landnehmenden getrennt. Die Grundlage dieser Annahme ist eine Interpretation der Chroniken, derzufolge jener wahre Kern, daß Árpád bei der Landnahme die Székler schon hier vorgefunden hat und diese sich dann im Gefolge der Ungarn Land nahmen, aus mündlicher Tradition stammt. Was das Motiv des hier gefundenen Volkes betrifft, wurde schon darauf hingewiesen, daß dies nicht nur für die Avaren zutrifft, denn wenn die Kavaren den Ungarn vorausgingen, dann waren sie im Vergleich mit den sieben ungarischen Stämmen als „Erstlandnehmer“ zu betrachten.⁸³

⁸² Gy. GYÖRFFY, *Krónikáink*, S. 126–146.

⁸³ L. SZÁDECZKY KARDOSS, *A székely nemzet története és alkotmánya* (Geschichte und Verfassung der Székler Nation). Budapest 1927. S. 5–8.; Gy. NÉMETH, *A székelyek eredetének kérdése* (Die Frage der Herkunft der Székler). Száz., LXIX. (1935) S. 137.

Diese Rolle der Kavaren wird durch die Mitteilung von Kaiser Konstantin wahrscheinlich gemacht, wonach sie im Krieg den Ungarn vorausgegangen seien; diese Pflicht ist aber durch das ganze Mittelalter hindurch den Székler nachzuweisen. Den ersten zeitgenössischen, die Székler betreffenden authentischen Angaben zufolge bildeten sie 1116 und 1146 an der westlichen Landesgrenze zusammen mit den Petschenegen den Vorhut des ungarischen Heeres, aber selbst 1499 verpflichtete sie König Wladislaw II. den Vor- und Nachhut für das im Osten kämpfende ungarische Heer zu geben.⁸⁴ Die Identifizierung der Vorfahren der Székler mit den „onogurischen“ Untertanen der Avaren ist darum diskutabel, weil die Onogur-Avaren im 9. Jahrhundert Untertanen des onogur-bulgarischen Khans geworden sind, und als Kämpfer des Zaren Simeon gegen die landnehmenden Ungarn auf Leben und Tod ausfochten. Eine Annahme, derzufolge die Székler ungarisch sprechende, ethnisch ungarische Teile der Onogur-Avaren gewesen seien, und sich später gegen die Onogur-Bulgaren den sprachlich verwandten landnehmenden Ungarn angeschlossen haben sollen, ist aus zwei Gründen unwahrscheinlich. Erstens wurde die Zugehörigkeit der Untertanen im Mittelalter viel stärker durch die Loyalität bestimmt, als durch die gemeinsame Sprache,⁸⁵ andererseits kannte man die Székler im 12. Jahrhundert, den Petschenegen gleich, als ein auf nomadische Weise kämpfendes Ethnikum, das sich den Ungarn anschloß. Wären die Székler von den „Sieben-Ungarn“ nur durch ihre Benennung unterschieden worden, dann wären sie bereits im 11. Jahrhundert im ungarischen Ethnikum so aufgegangen wie die Nyék, Megyer und die anderen ungarischen Stämme.

Der „Volksname“ der Székler bedeutet im Hinblick auf den Ursprung ihres Ethnikums mehr als jeglicher Stammesname. Die Ungarn nannten die angeschlossenen Volksteile nicht nach Stammes-, sondern nach Volkszugehörigkeit. Dementsprechend nannten sie die angesiedelten Gruppen von Petschenegen und Kumanen nicht mit ihrem petschenegischen Stammesnamen *Ertem*, *Čur* oder mit ihrem kumanischen Stammesnamen *Čertan*, *Olaš*, sondern mit ihrem zusammenfassenden Volksnamen. Daraus folgt, daß der Volksname *sikil* nicht zu den ephemeren Stammesnamen gehört, als „Székler“-Stamm eines Volkes, sondern ist als ein ausgerissener Teil eines unter dem Namen *sikil* bekannten orientalischen Volkes. Wären die Székler im 8. Jahrhundert Völker des Avarischen oder im 9. Jahrhundert des Bulgarischen Khanats gewesen, dann hätten die Ungarn sie mit dem Namen *várkony*: Avar oder *nándor*: Onogundur, Donaubulgare belegt. Alldas bedeutet auch, daß der Ursprung des Volksnamens *székely* in keinem türkischen oder anderen Wörterbuch beim Wort *sikil* — welche Bedeutung es auch immer hat —, zu suchen ist, sondern auf der

⁸⁴ Ebenda S. 131—132.; vgl. noch Gy. Györffy, Der Ursprung der Székler. *Ungarische Jahrbücher*, XXII. (1942) 129—151.; E. Mállyusz, A székelység eredetéről (Über den Ursprung des Széklerturns). *Melich Emlékkönyv* (Melich-Gedenkbuch), Budapest 1942. S. 254—262.; Gy. Györffy, *Tanulmányok*, S. 64—76.; H. Góckénjan, a. a. O. S. 114—.

⁸⁵ Vgl. J. Szűcs, *Nation und Geschichte*. Budapest 1981. 78—.

ethnographischen Landkarte der Steppenwelt im frühen Mittelalter. Es ist der Name eines Volksteiles des von den Ungarn noch in Osteuropa unter dem Namen *sikil* bekannten Volkes, der sich den Ungarn anschloß. Ein Volk der Sikil kennen wir bisher nicht, seit langem werden aber die Forscher von der Ähnlichkeit der Volksnamen *sikil* und *eskil* beschäftigt. In den Aufschriften von Orchon ist von einem um 720 besiegten westsibirischen Volk namens *izgil* die Rede, von diesem ist aber Näheres nicht bekannt. Schon vorher hieß aber schon, um 565 ein alttürkischer Fürst *Eskil* und es war der Brauch bei den Nomaden, Fürsten nach den unterjochten Völkern zu benennen.⁸⁶

Mit den Székeln können die zwischen Wolga und Don wohnenden bulgarisch-türkischen *Eskil* in Verbindung gebracht werden; diese gehörten zusammen mit den bulgarisch-türkischen Barsilen unter die Herrschaft des Fürsten der Wolga-Bulgaren, sie alle waren aber Tributzahler des kazarischen Kagans. Ihr Wohngebiet war mit dem der Ungarn um der Don-Gegend benachbart,⁸⁷ und wie auch Eskils unter die Ungarn gekommen sein mögen, können auch Ungarn schon in der alten Heimat sich mit ihnen vermischt haben. Doch blieb ihr Name als *eskil*~*eskel* oder in anderer Form nicht erhalten unter den Stammesortsnamen des Karpatenbeckens oder unter den Personennamen aus der Árpádenzeit, obgleich im ungarischen Namenmaterial der Name des weiter entfernt lebenden Volkes der Wolga-Bulgaren (*Bolar*) und der Barsilen (*Bercel*) zu finden ist. Obwohl die Namensformen *Sikil* und *Eskil* nicht übereinstimmen, ist das Fehlen des Vokals am Wortanfang in turkologischer Hinsicht nicht unüberwindbar (der Volksname *onogundur* blieb im Ungarischen in der Gestalt von *nándor* erhalten!).⁸⁸ Und wer könnte sagen, durch welche Vermittlungen welcher anderen Sprache die Ungarn den Namen dieses Volkes, vielleicht noch um die Mitte des 1. Jahrtausends kennengelernt haben!?

Unter Berücksichtigung des Vorangegangenen halte ich heute für wahrscheinlich, daß die Székler bereits in Osteuropa mit den Ungarn im Kazarenreich zusammen gelebt haben. Sie bildeten nicht einen Stamm der Kavaren, ihr Schicksal war aber ähnlich. 894 wurden sie vermutlich als Erste vom Schlag der Petschenegen getroffen und als Erste drangen sie ins Karpatenbecken ein und nahmen danach zusammen mit den Ungarn das Land. Um 950 sprachen sie schon ungarisch, obgleich sie ihre ethnische Besonderheit noch lange Zeit bewahrten.

⁸⁶ GY. MORAVCSIK, *Byzantinoturcica*, Berlin 1958. II², S. 75; GY. NÉMETH, HMK, S. 83.

⁸⁷ MHK, S. 163–164, 167.; A. ZEKI VALIDI TOĞAN, *Ibn Fadlān's Reisebericht*. S. 76, 80, 223.

⁸⁸ GY. GYÖRFFY, *Tanulmányok*, S. 64–65.

II

Das Zeitalter der Streifzüge wird in der „Geschichte der Ungarischen Nation“ die anlässlich der Millenniumsfeierlichkeiten (1896) erschien, von der Landnahme bis zur Thronbesteigung von Géza gerechnet.⁸⁹ Der Beginn am Ende des 9. Jahrhunderts, sowie die Niederlage von 955, die das Ende der Feldzüge im Westen bedeutete, wird von vielen als zwei im Leben der ungarischen Gesellschaft erfolgte Wenden betrachtet. Neueren wirtschaftshistorischen Erklärungen zufolge entstanden die Streifzüge aus der Krise der in der neuen Heimat unter ungünstigere wirtschaftliche Umstände geratenen Nomaden-Hirtengesellschaft, welche Krise nach der Niederlage auf dem Lechfeld durch den Übergang zum Ackerbau gelöst wurde.⁹⁰ Diese Erklärung steht, so offensichtlich sie auch sein mag, in keiner Übereinstimmung mit der tatsächlichen Chronologie der Streifzüge, sie geht von der Annahme einer Nomaden-Hirtengesellschaft aus, die von den neuesten Forschungen nicht bestätigt wird und sie berücksichtigt nicht, daß ähnliche Streifzüge anderer Völker nicht aus der Krise des Nomadismus entstanden sind.

Die Ungarn unternahmen Streifzüge zum unteren Donaulauf schon um 837, ins Ostfränkische Reich 862, aber nach 955 wurden die Feldzüge noch anderthalb Jahrzehnte (970) ins Griechische Reich fortgesetzt.⁹¹ 895 war also ebenso kein Anfang, wie 955 kein Ende. Aber auch die Auffassung vom Ungarntum als eines Nomadenvolkes ohne gesellschaftliche Schichtung, in Gentilorganisation bedarf einer Revision.

Aufgrund der Beschreibung von Dschaihani wissen wir, daß sich das ungarische Gemeinvolk auch mit Ackerbau befaßte, was bedeutete, daß im frühen Frühjahr gepflügt und gesät, im Sommer geerntet wurde.⁹² Zugleich kann von den Aktionen der

⁸⁹ *A magyar nemzet története*. Hrsg. von S. SZILÁGYI, H. MARCZALI, Budapest 1895. I. S. 137–206.

⁹⁰ Zur Krisentheorie E. MOLNÁR, *A magyar társadalom története az őskortól az Árpád-korig* (Die Geschichte der ungarischen Gesellschaft von der Urzeit bis zur Árpádenzeit). Budapest 1945. S. 114—; Gy. BÓNIS, *István király* (König Stephan). Budapest 1956. S. 7–22.; E. LEDERER, *Magyarország története az őskortól 1526-ig* (Die Geschichte Ungarns von der Urzeit bis 1526). Budapest 1961. S. 47–48.; zur Widerlegung der Krise s. A. BARTHA, *István és kora* (Stephan und seine Zeit) *Népszabadság* 12. August 1970. S. 6. Die lebensumgestaltende Wirkung der Niederlage bei der Schlacht von 955 wird vor allem von ausländischen Historikern verkündet; neuerdings z. B. von G. FASOLI, *Points de vue sur les incursions hongroises en Europe au X^e siècle*. *Cahiers de Civilisation Médiévale*, II. (1959) S. 32–33; FR. HEER, *The Fires of Faith, Milestones of History*. II. New York 1970. S. 98.

⁹¹ Zur Chronologie der Streifzüge s. ST. KATONA, *Historia critica primorum Hungariae ducum*. Pestini 1778; K. SZABÓ, *A magyar vezérek kora Árpádtól Szent Istvánig* (Das Zeitalter der ungarischen Fürsten von Árpád bis zum Hl. Stephan), Pest 1869; Gy. PAULER, *A magyar nemzet története Szent Istvánig* (Die Geschichte der ungarischen Nation bis zum Hl. Stephan) Budapest 1900; R. LÜTTICH, *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert*. Berlin 1910; G. FASOLI, *Le incursioni ungarie in Europa nel secolo X*. Firenze 1945. S. 91—; Sz. DE VAJAY, *Der Eintritt des ungarischen Stämmebundes in die europäische Geschichte (862–933)*. Mainz 1968.

⁹² MHK, S. 169; vgl. I. SZABÓ, *A fahrendszer kialakulása Magyarországon* (Die Herausbildung des Dorfsystems in Ungarn). Budapest 1966, S. 26; Gy. GYÖRFFY, *Wirtschaft und Gesellschaft der Ungarn um die Jahrtausendwende*. Budapest 1983. 22–57.

Krieger auf den Streifzügen festgestellt werden, daß sie im zeitigen Frühjahr, vor Pflug und Aussaat sich aufmachten und meistens im Herbst, nach der Ernte heimkehrten, manchmal aber, wie 899/900 und 904/905 auch den Winter im Ausland verbrachten. Daraus folgt, daß das Gemeinvolk der Halbnomaden, das sich mit Tierzucht und Ackerbau befaßte, mit der Schicht der Krieger nicht identisch ist; das Heer bestand bei den Streifzügen aus der bewaffneten Gefolgschaft der Fürsten und Häuptlinge, aus den Jungen der über einen größeren Tierbestand, über Weide und Quartier verfügenden Reichen und aus orientalischen Hilfsvölkern. Diese 20 000 Mann starke berittene Streitkraft stellte sich zwar unter den Fürsten, die die einzelnen Flußgebiete beherrschten, zusammen, nahm aber an den Aktionen der Streifzüge nicht nach Lust und Laune der Fürsten teil, denn der oberste Feldherr, Árpád entschied zusammen mit dem Kende über den Beginn der Feldzüge und über deren Führung. Das wird von Dschaihani bestätigt, wenn er berichtet, „ihr Fürst“ ziehe mit 20 000 Reitern aus,⁹³ aber auch von der Beschreibung der Entsendung von Boten aus Byzanz, die der Landnahme vorausging. Der griechische Kaiser hat sich nämlich an die beiden Fürsten Árpád und Kurszán mit der Bitte gewandt, Bulgarien anzugreifen und Árpád setzte seinen ältesten Sohn, den Herrn der Kavaren als Feldherr ein.⁹⁴ Aus ähnlichen Gründen gab es in der ersten Hälfte des 10. Jahrhunderts unter den bekannten Feldherren Herzöge aus dem Hause Árpád (Tarhos, Taksony)⁹⁵ und obwohl Mitte des Jahrhunderts der dritte Würdenträger, Bulcsú im Ausland auftrat, ging, ihm zugeordnet auch ein Herzog aus dem Árpádenhaus (Tormás, Lél) mit.⁹⁶

Alldas deutet darauf hin, daß die ungarische Heerführung zentralisiert war, obgleich die Entscheidungen vom Fürsten des Árpádenhauses gewiß aufgrund einer Beratung mit den Führern gefällt wurden. Die Fürsten waren durch die Bruderschaft, befestigt mit dem Blutvertrag, miteinander verbunden, und diese war gültig, solange der Thron des Fürsten nach „altem Gesetz“ besetzt war und sie zerfiel vorübergehend, als ein Bruch bei der Thronfolge erfolgte. Die relative Verselbständigung mancher Würdenträger war eine provisorische Erscheinung und obwohl sich in einer solchen Situation eine Aktion ohne Wissen des Fürsten denken läßt, sind uns keine Angaben

⁹³ MHK, S. 167.

⁹⁴ MORAVCSIK, *Fontes*, S. 47, 59–60. Dazu, daß Levente der *archon* der drei kavarischen Stämme war, s. J. MARQUART, a. a. O. S. 52–53, 522. Die Auffassung von Marquart wurde neustens von F. MAKK fehlerhaft in Zweifel gezogen (*Acta Historica*, Szeged. LXXXII. [1985] 3–9). Der kritische Satz lautet: „At that time they had Liountikas, son of Arpad, for their prince“ *Τῷ δὲ τότε καιρῷ τὸν Λιούντικα, τὸν υἱὸν τοῦ Ἀρπαδῆ εἶχον ἄρχοντα* (DAI. I. 176–177). Das Subjekt befindet sich vorangehend in dem Satz: „Having thus combined with one another, the Kabaroi dwelt with the Turks in the land of the Pechenegs“ *Καὶ οὕτως ἀλλήλοις συναφθῆντες, μετὰ τῶν Τούρκων οἱ Κάβαροι εἰς τὴν τῶν Πατζινικιτῶν κατῴκησαν γῆν* (Ebenda 174–175). Daß in diesem Satz nicht drei — so Makk — sondern nur ein Subjekt existiert, *οἱ Κάβαροι*, ist ganz evident. Zur Unterstützung von Marquarts Meinung soll ich darauf hinweisen, daß die Zeitbestimmung „at this time“ ist eine Zurückweisung auf einen vorangehenden Satz, wo es steht „There is one prince (ἄρχων) among them, I mean among the three clans of the Kabaroi, who is even this day“ (*μέχρι τὴν σήμερον*). (Ebenda).

⁹⁵ GOMBOS, S. 1473–74; vgl. GY. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 61, 96.

⁹⁶ MORAVCSIK, *Fontes*, S. 47, 59–60.; vgl. GY. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 56, 102.

bekannt, die bestätigen würden, daß der Gyula, der Harka oder ein anderer Führer einen kleineren Streifzug im Ausland aus eigenem Antrieb geführt hätte.

Die scheinbar auf eine Desorganisiertheit hinweisenden Angaben sind nämlich mit den ungarischen Kriegsverhältnissen in Einklang zu bringen. 881 kämpften die „Sieben Ungarn“ und die „Kavaren“ um Wien getrennt,⁹⁷ das bedeutete aber keine selbständige kavarische Führung, denn aus den späteren Angaben geht hervor, daß die Kavaren unter der Führung des Thronfolgers standen. 955, als Bulcsú das westtransdanubische ungarische Heer führte, stand Herzog Lél an der Spitze des mit ihm zusammenarbeitenden kavarischen Heeres von Nyitra.⁹⁸ Die Heere arbeiteten nicht immer im Einklang. Damit läßt sich die Verwirrung in Sachsen im Jahre 906 erklären. Ein ungarisches oder kavarisches Heer verwüstete, begleitet von den slawischen Daleminzier Sachsen und als es ins Land der Daleminzier zurückkehrte, traf das andere ungarische Heer ein, das sich über das Ausbleiben der Beute empörte und die Daleminzier überredete, noch einen Feldzug nach Sachsen zu führen.⁹⁹ Daraus müßten wir auf zwei selbständige Heere schließen, die auf Feldzüge gingen, wenn die Geschichte nicht damit endete, daß das erste Heer im Land der Daleminzier die Rückkehr des zweiten abwartete. Das Abwarten deutet darauf hin, daß die beiden Heere vom Gesichtspunkt der oberen Führung zusammengehörten und die Sonderaktion eher ein Startfehler war.

Zeitgenössische Aufzeichnungen, z. B. die Beschreibung des Abenteuers von St. Gallen berichten, daß im ungarischen Heer eine strenge Disziplin herrschte: auf ein vereinbartes Zeichen stiegen alle aufs Pferd, aber auch die Heeresteile gehorchten höheren Befehlen.¹⁰⁰

Die Beschreibung von drei Feldzügen in Sachsen (924, 933, 938) bewahrten die gewohnte Strategie der Streifzüge. Das ungarische Heer fiel in zwei Teilen ins angegriffene Land ein, und teilte sich dann in kleinere Truppen für die Beutezüge und Verwüstungen auf.¹⁰¹ Wenn Liudprand in Mazedonien von Auftreten von 2—300 Mann starken Truppen berichtet,¹⁰² dann handelt es sich gewiß um selbständig Streifzüge machende Teile eines Hauptheeres. Der „Streifzug“ war demnach nur eine Phase des Feldzuges, andere Phasen waren der Aufmarsch, die Schlacht und der Rückzug, den man möglichst durch die Vereinigung der Kräfte durchführte. Nur auf diese Weise konnten sie 942 den Kalifat von Cordoba auf der Iberischen Halbinsel angreifen.¹⁰³

Über die Ursachen, die diese Feldzüge auslösten, gab es viele unfruchtbare Diskussionen. Das Haupthindernis für ihr wirkliches Verständnis war, daß die

⁹⁷ MGH SS. XXX/2. S. 742.

⁹⁸ S. Anm. 96; GOMBOS, S. 199, 553.

⁹⁹ GOMBOS, S. 2660; zum Jahr 906: ebenda, S. 92, 119, 140, 168, 186, 212, 554, 1389, 2040.

¹⁰⁰ Ebenda, S. 448—452; Sz. VAJAY, a. a. O. S. 74.

¹⁰¹ GOMBOS, S. 2660—2662.

¹⁰² Ebenda, S. 1475.

¹⁰³ P. CHALMETA, *Rivista degli Studi Orientali*, L. (1976) S. 342—344; vgl. *Die Werke Liudprands von Cremona*. Hrsg.: J. BECKER. Hannover—Leipzig 1915. S. 141.

meisten eine Lebensäußerung des gesamten ungarischen Volkes in ihnen erblickten und nicht damit rechneten, daß an ihnen die Mittelschicht, in erster Linie die Gefolgschaft der Großen teilnahmen. Es war die gleiche gesellschaftliche Formel wie die kazarische Reiterei oder die russische Drushina. Dementsprechend sind Zusammensetzung und Zielsetzung des Heeres mit diesen verwandt.

Vor allem ist die Verbindung des Heeres ausschließlich mit dem ungarischen Ethnikum diskutabel. Für die bewaffnete Gefolgschaft ist im allgemeinen der heterogene Ursprung charakteristisch, es gibt aber auch konkrete Hinweise darauf, daß am ungarischen Heer fremde Elemente beteiligt waren. Der Araber Mas'ūdī schreibt über den Streifzug der Türken (Ungarn) gegen Konstantinopel von 934, daß in ihrer Vorhut kazarische und alanische Mohammedaner waren.¹⁰⁴ Darauf, daß die Reiterei der Streifzüge über der Gesellschaft des Gemeinvolkes stand und in gewisser Weise multinational war, kann aus Liudprands Bericht geschlossen werden, demzufolge nach 960 die Griechen in Mazedonien 60 ungarische Krieger festnahmen, die vom Kaiser bekleidet und in seine Leibgarde einbezogen wurden.¹⁰⁵ Es ist gewiß, daß im ungarischen Heer zu einem bedeutenden Teil Männer ungarischer Zunge kämpften, ihre Reihen wurden aber nicht aus den Vertretern des Gemeinvolkes, die ihrer Tiere verlustig gingen, aufgefüllt. Auf der Steppe wurde aus dem verarmten Habenichts zumeist ein Diener in der Wirtschaft des Vermögenden und es ging schon gut, wenn ihn der Herr in seine Gefolgschaft aufnahm.¹⁰⁶ Nur der Vermögende verfügte über eine Anzahl von überflüssigen Pferden und Waffen, was die Teilnahme am Feldzug ermöglichte, und über Diener, die an seiner Statt daheim arbeiteten, während er am langen Feldzug teilnahm.

Was die Zielsetzungen der Feldzüge betrifft,¹⁰⁷ müssen wir, abgesehen von den Kämpfen nach der Landnahme, die der militärischen Sicherung der neuen Heimat dienten, trotz aller Beschönigungsversuche festhalten, daß sie Raubzüge waren. Die Beute bereicherte aber nicht das Gemeinvolk, sondern die Großen und die kämpfende Mittelschicht.

Das Überleben jedes Herrschaftssystems hängt davon ab, ob es die materiellen Bedürfnisse der bewaffneten Gefolgschaft bzw. der Krieger befriedigen und ihre Treue durch regelmäßige Schenkungen zu sichern vermag. Wenn der Fürst kein regelmäßiges Einkommen hat, von dem er den Kriegern Sold und Zuwendungen sichern, und er sie in keine Feldzüge führen kann, die die Beute gewährleisten, wird er von seinen

¹⁰⁴ MHK, S. 281, J. MARQUART, *Osteuropäische und ostasiatische Streifzüge*. Leipzig 1903. S. 62; vgl. GY. GYÖRFFY, *Tanulmányok*, S. 55.

¹⁰⁵ S. Anm. 102.

¹⁰⁶ Vgl. W. RADLOFF, *Das Kudatku Bilik*. Petersburg 1891. I. S. LII—.

¹⁰⁷ Die Vermutungen über die Gründe für die Streifzüge kann ich an dieser Stelle nicht aufzählen. Neben der in der Anmerkung 90. erwähnten Ansicht bedarf jene geistesgeschichtliche Überlegung keiner ausführlicheren Widerlegung, die in diesen Feldzügen einen „bewußten Drang nach Westen“ und den Weg eines Weiterziehens nach Westen suchte, s. J. DEÉR, *A magyar törzsszövetség . . . külpolitikája* (Die Außenpolitik des ungarischen Stämmebundes). Kaposvár 1928, S. 14.

Kriegern verlassen oder diese wenden sich gegen ihn.¹⁰⁸ Die russischen Jahrbücher erwähnen mehrmals, daß sich die Drushina an den Fürst wandte, mit der Bitte, einen Feldzug ins Ausland oder gegen einen slawischen Stamm zwecks Tributeintreibung zu unternehmen.¹⁰⁹

Vor 895 unternahmen die ungarischen Fürsten gegen die slawischen Stämme im Osten tributeintreibende Feldzüge; die Nahegelegenen hatten regelmäßig Tribut in Form von Marderfellen zu entrichten, die Entfernteren mußten über sich unregelmäßige Feldzüge ergehen lassen, in denen Gefangene gemacht wurden; die Gefangenen wurden nach Kherson auf der Krim gebracht und dort gegen Stoffe, Bedarfs- und Luxuswaren getauscht.¹¹⁰ In den unbekanntem Balkan oder nach Mitteleuropa fielen sie nur dann ein, wenn sie von den Bulgaren, Byzantinern, Mähren oder den Franken durch Boten gerufen wurden.¹¹¹ In solchen Fällen schlossen die Fürsten mit den Boten einen Vertrag, gaben und nahmen Geisel, bekamen Begleiter und wenn bei ausreichenden Geschenken auch die Beute gesichert zu sein schien, begab man sich auf den Feldzug.

Das gleiche blieb auch die Triebkraft der Feldzüge nach der Landnahme. Von 899 bis 970 wurden sie jeweils von bayerischer, italienischer, karolingertreu-französischer, westslawischer, byzantinischer, bulgarischer und russischer Seite zu Hilfe gerufen, und wir wissen sogar von einem Feldzug zwecks Unterstützung des römischen Papstes.¹¹² Sofern der Feldzug erfolgreich zu werden versprach, hat der Großfürst der Ungarn nach Beratung mit den Fürsten die Heerführer auserkoren. Das Heer marschierte mit dem Begleiter des Auftraggebers durch das verbündete Land, — die Lombardei (905—950), Bayern (914—939), Böhmen (906—928) und Bulgarien (934—970) waren Länder, durch die das ungarische Heer unbeschadet und geordnet durchmarschieren konnte! — fiel in das zu plündernde Gebiet ein und machte Beute.¹¹³ Gefangene wurden nur in den ersten Jahrzehnten mitgebracht,¹¹⁴ denn aus der Versorgung der Gefangenen und ihrem Transport über große Entfernungen erwachsen mehr Lasten als Nutzen. Darum bürgerte sich nach 920 ein, daß die Gefangenen, Leibeigene wie Edelleute, zu einer der Burgen ihres Landes gebracht und

¹⁰⁸ Vgl. B. VLADIMIRTSOV: *Le régime social des Mongols. Le féodalisme nomade*. Paris 1948. S. 110 ff.

¹⁰⁹ S. z. B. zu 945, 980: *Повесть временных лет*. Ак. Наук СССР. 1950. S. 34, 56.

¹¹⁰ MHK, S. 169, 172; MEH, S. 54.

¹¹¹ Auf bulgarischen Ruf s. MORAVCSIK, *Fontes* S. 55.; im byzantinischen Auftrag s. ebenda, S. 59.; im Bund mit den Mähren s. MHK, S. 327; Sz. VAJAY a. a. O. (Anm. 91) S. 16, 90; Gy. GYÖRFFY, *Valóság*, 1973/7. S. 8.; im fränkischen Auftrag: MHK, 316; GOMBOS, S. 132.

¹¹² Im fränkisch-bayerischen Auftrag: MHK, S. 326; vgl. Gy. GYÖRFFY, MEH², S. 34; im italienischen Auftrag: GOMBOS, S. 1473—1474; im westslawischen Auftrag: GOMBOS, S. 2660; im byzantinischen Auftrag: DAI, I. S. 56.; im russischen Auftrag: GOMBOS, S. 1357; im Auftrag des Bruders des Papstes: ebenda, S. 395. Im Auftrag der Karolinger-Anhänger Franzosen und Auvergnier: Sz. VAJAY, a. a. O. S. 60, 68—69, 76, was durch einen Münzfund aus 924 bestätigt wird: I. GEDAI, *Cumania I.* (1972) S. 169—171; E. TÓTH, *Arch. Ért.*, Cl. (1974) S. 116, 124. Überfall auf Byzanz mit bulgarischer „Erlaubnis“: G. FEHÉR, *Keleti Szemle*, XIX. (1920—22) S. 140.

¹¹³ Die Meinung, daß ab 913 ein ungarisch-bayerisches Bündnis entstand und die Ungarn freien Durchzug durch Bayern für ihre Streifzüge hatten, s. B. HÓMAN (1923) *Hóman Bálint munkái* (B. Hómans Werke). II. Budapest 1938. S. 302—303; K. REINDEL, *Die bayerischen Luitpoldinger 893—989*. München,

dort gegen Edelmetalle erlöst wurden. Das geschah z. B. 921 mit den gefangengenommenen italienischen Feinden¹¹⁵ Berengars, 934 vor den Mauern von Byzanz mit den griechischen Gefangenen,¹¹⁶ ja, sogar die Großmutter des deutschen Erzkanzlers Heribert erlangte als kleines Mädchen durch Freikauf ihre Freiheit wieder.¹¹⁷ Bezeichnend ist in dieser Beziehung der Italien-Feldzug von 937. Im Vorjahr hat der griechische Kaiser Romanos II. den italienischen König Hugo von der Provence gebeten, gegen die Herzöge von Benevent, Capua und Salerno, die sich gegen die byzantinische Herrschaft erhoben, einen Feldzug zu unternehmen.¹¹⁸ Hugo sandte das wegen des Jahrestributs eingetroffene ungarische Heer in die Gegend von Neapel auf „Streifzug“ hinunter. Die Ungarn verwüsteten die Gegend und geleiteten die gefangengenommenen Leibeigenen der Abtei von Montecassino ans Tor des Klosters, wo der Abt sie gegen Schätze im Werte von 200 Goldsolidi freikaufte. Aus dem damals aufgenommenen Inventar wissen wir, daß sich die Krieger außer an Geld und Kirchenschatz aus Gold und Silber für die Meßgewänder und Decken aus Brokat am meisten interessierten. Der Streifzug soll ein böses Ende genommen haben, denn in einem Engpaß wurden die ungarischen Krieger von den Kämpfern eines italienischen Edelmannes überfallen, viele von ihnen getötet, und alle ihrer Beute beraubt.¹¹⁹ So wanderte ein Teil der Schatzkammer der Abtei in den Besitz eines italienischen Edelmannes und seiner Krieger, es wäre aber ein leichtes gewesen, daß anstelle der Ungarn die italienischen Söldner von König Hugo oder die griechischen Soldaten von Romanos in ähnlicher Lage wären, wenn sie sich zu dieser Aktion bereit erklärt hätten.

Es kämpften hier nicht Völker — Italiener, Griechen, Ungarn — gegeneinander, sondern die Machtapparate, die über Europas Völker herrschten und die Beute hatte im großen und ganzen das gleiche Schicksal, gleich wem sie in die Hände fiel.

Die nach Hause transportierte Beute gehörte nicht dem, der sie an sich riß. So wie sie im gemeinsamen Kampf, in gemeinsamen Gefahren errungen wurde und auch der Heimtransport nur gemeinsam geschehen konnte, wurde sie auch aufgeteilt: außer dem Heerführer und den Kriegern bekam auch der Großfürst seinen Teil ab. Zu welchen Anteilen verteilt wurde, ist uns nicht bekannt, es ist jedoch wahrscheinlich, daß es etwa so geschah, wie nach der Belagerung von Belgrad 1071, als, in Ungarn

1953, S. 106—; zum Bündnis mit den bayerischen, sächsischen, böhmischen und italienischen Mächten s. B. HÓMAN, *Geschichte des ungarischen Mittelalters*. Berlin 1940. I. S. 134–136; die Bündnisse und deren Möglichkeiten werden in einer breiteren Perspektive vorgestellt bei Sz. VAJAY, a. a. O.

¹¹⁴ 906: GOMBOS, S. 169.; 909: ebenda, S. 91, 140; 919: ebenda, S. 120; 919–920: ebenda, S. 1395; 926: Cs. BÁLINT, *A Móra Ferenc Múzeum Évkönyve* (Jahrbuch des Ferenc Móra-Museums), 1968, S. 73.

¹¹⁵ Die bulgarischen Gefangenen wurden schon 895 durch byzantinische ausgetauscht: MORAVCSIK, *Fontes* S. 63; Gefangenenfreikauf 921: GOMBOS, S. 1473.

¹¹⁶ Ebenda, S. 2197.

¹¹⁷ Ebenda, S. 2440–2441.

¹¹⁸ Konstantinos Porphyrogenetos, *De Cerimoniis*, CB. I. S. 661–662; vgl. F. DÖLGER, *Regesten der Kaiserurkunden des Oströmischen Reiches*. München—Berlin I. 1924. Nr. 629.

¹¹⁹ Das Inventar s. GOMBOS, S. 1449; die Jahrbücher die den Streifzug aufs Jahr 937 setzen: Ebenda S. 110, 409, 544; zum Jahr 936: Ebenda, S. 229, 703, 1481; für das Jahr 937 entscheidet sich G. FASOLI, *Le incursioni*, S. 167–171.

angekommen, alles am Hofe des Gespans Vid in Sirmien zusammengetragen und in vier Teile geteilt wurde.¹²⁰ Ein solcher Verteilerplatz mag zur Zeit der Fürsten Szabolcs und Fajsz die Ortschaft *Szabolcs* in Sirmien und das Fürstenquartier *Fajsz* bei Agram gewesen sein.¹²¹

Die Streifzüge hatten die Funktion, den Sold zu ersetzen und mittelbar die fürstliche Macht zu sichern. Obwohl die Fürsten von ihnen Gebrauch machten, waren ihnen die regelmäßige Einnahmen sichernden jährlichen Tribute lieber als die auf Feldzügen mit zweifelhaftem Ausgang erworbene Beute, von denen sie einen wesentlich kleineren Teil abbekamen. Von 910 an diente ein Teil der scheinbar ziellos verwüstenden Feldzüge geradezu dem Ziel, den Gegner zu brechen und zur Entrichtung von Jahrestribute bzw. zur Sicherung des freien Durchzugs zu zwingen.

Das erste westliche Land, das den Ungarn regelmäßig Tribut entrichtete, war Oberitalien. 899 schloß Kaiser Arnulf einen Vertrag mit den ungarischen Fürsten gegen Berengar ab und nachdem die ungarische Reiterei die Heere Berengars zerschlug und Arnulf unerwartet verstorben ist, schloß Berengar schon 900 einen Frieden mit den Ungarn.¹²² Seit dem Frieden, der den Streifzügen von 904/905 folgte, rief er um seinen wackligen Thron zu verstärken mehrmals die ungarischen Heere zu Hilfe und wahrscheinlich begann Anfang des 10. Jahrhunderts mit ihm die Entrichtung des Tributs von jenen 10 Scheffel Silberlinge (etwa 375 Kilo Silber, nach damaligem Wert von etwa 30 Kilo Gold), die Italiens Könige den ungarischen Fürsten bis etwa 950 zahlten.¹²³ Diese regelmäßige Einnahme ersetzte, zusammen mit der Marderfell der Slawen im Karpatenbecken, mehr oder weniger den Ausfall des regelmäßigen Pelztributes, die den ungarischen Fürsten nach der Evakuierung von Etelköz verlorenging,¹²⁴ sodaß die fürstliche Macht in keine Krise geriet.

¹²⁰ SRH, I. S. 375.

¹²¹ Gy. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 75, 89, 138, 140.

¹²² GOMBOS, S. 1313.

¹²³ Die Chronologie der Streifzüge von 904/905 (s. G. FASOLI, *Incursioni*, S. 114) unterstützt Sz. Vajays Annahme über den italienischen Auftrag nicht (a. a. O. S. 39). Liudprand (GOMBOS, S. 1473, 1474), der früher am Hofe von Hugo und Berengar II. diente und 943 sowie 947 beim Abmessen der 10 Scheffel Silberlinge für die Ungarn anwesend sein mochte, nahm beim Schreiben seines Werkes *Antapodosis* um 960 als Sekretär des deutschen Königs Otto I. nicht gern darauf Bezug, daß er einst mit dem „Hauptfeind“ paktierte, und er schreibt viel weniger über die Arten des Bündnisses mit den Ungarn als er wußte, und selbst wo er etwas darüber schrieb, läßt er es in einem Licht erscheinen, das ihm oder dem beliebten König Hugo nicht ungünstig ist. Wenn es um den italienischen Hof geht, sagt er auch nicht ausdrücklich, daß sie den Ungarn regelmäßig Tribut zahlten, geht es aber hingegen um das feindliche Byzantinische Reich und um Bulgarien, dann beeilt er sich mitzuteilen, daß sich die Ungarn nicht lange nach 900 [!] das Volk der Bulgaren und Griechen zum Tribut verpflichteten (Ebenda, S. 1470). Das kann jedoch schwerlich früher, als nach dem Streifzug gegen Konstantinopel 934 erfolgt sein, als der byzantinische Chronist mit verschämter Wortkargheit berichtet, der Freikauf der Gefangenen hat viel gekostet. (Ebenda S. 2197.)

¹²⁴ Dazu vgl. MHK, S. 169, 172; MEH, 54. Über eine Art des Tributs berichten die Russischen Jahrbücher als über den „Kazaren“ entrichtetes Felltribut der Slawen und da sie die an die Kazaren gegebene Felltribute aus den Jahren 862 und 883 erwähnen, (*Die Altrussische Nestorchronik Povest' Vremenyech Let.* Hrsg.: R. TRAUTMANN, Leipzig 1931. S. 11, 13), können wir, da sich die Ungarn in der Nachbarschaft der Russen mehr oder weniger von den Kazaren unabhängig machten, unter den kazarischen Türken auch „westliche Türken“ d. h. Ungarn verstehen.

Zu außerplanmäßigen kriegerischen Unternehmungen, die in erster Linie von den Häuptlingen und von den Mitgliedern des Gefolges forciert wurden, um die in Etelköz erlittenen Verluste an Vieh und Dienerschaft zu ersetzen, sowie um Handelstauschwerte zu erlangen, bot das feindliche Ostfränkische Reich.

Nachdem Ende 899 Kaiser Arnulf gestorben ist und die Ungarn Pannonien besetzten, baten sie den neuen fränkischen König, Ludwig das Kind durch Boten, mit ihnen „Frieden“ zu schließen, auf Deutsch gesagt, ihre Eroberungen anzuerkennen. Die Deutschen wollten aber vom Verlust Pannoniens nichts wissen, und wiesen die Boten ab.¹²⁵ Damit begann eine Kriegsserie von 14 Jahren Dauer, die Bayern an den Rand des Ruins brachte. 902 besetzten die Ungarn Mähren,¹²⁶ 907 vernichteten sie bei Preßburg das angreifende deutsche Heer und unternahmen danach ungehindert Feldzüge in die deutschen Lande, von denen sie Massen an Vieh und Gesinde heimtrieben.¹²⁷

Die Niederlage der Ungarn im Jahre 913 am Inn¹²⁸ und wahrscheinlich die Gefangennahme eines ihrer Oberhauptes wurden vom bayerischen Herzog Arnulf benutzt, um mit den ungarischen Fürsten Frieden zu schließen. Das Folgen der Politik von Berengar war für Arnulf umso wünschenswerter, da er mit dem deutschen König Konrad konfrontiert war, und als ihn dieser überfiel, floh der bayerische Herzog für Jahre nach Ungarn und es ist zu vermuten, daß er sein Land 917 mit ungarischen Hilfstruppen zurückeroberte. Danach wurde Bayern von den ungarischen Truppen verschont und sie bekamen freien Durchzug, wenn sie die westlichen Feinde Arnulfs angriffen.¹²⁹

924 schloß Heinrich der Vogler nach der Festnahme eines ungarischen Herzogs auf dem Streifzug einen Frieden mit den Ungarn für 9 Jahre, der Sachsen mit schwerem Tribut belastete.¹³⁰ Die Zeit von 924 bis 933 war die materiell blühendste Periode des ungarischen Fürstentums: westlich von Ungarn zog sich von der Lombardei bis zum

¹²⁵ GOMBOS 133. Der Annalist stellt es so ein, daß die Ungarn ihre Boten tückisch als Friedensbitter gesandt hätten, in Wirklichkeit aber wegen Spähdienste gegangen seien, und diesen würden dann die Überfälle von 900 und 901 gefolgt. Da zu den Aufgaben aller Boten das Ausspähen dazugehört, ist dessen alleinige Betonung und das Verschweigen der Friedensangebote der Ungarn tendentiös. Da die Ungarn 900 Pannonien und das Neutra-Gebiet frisch besetzten, hätten sie zur Konsolidierung einige Jahre Ruhe gebraucht. Daß aber der deutsche Hof auf Pannonien nicht verzichtete, zeigt ihr großer Überfall im Jahre 907. Meines Erachtens sind die ungarischen Angriffe die Folge dessen, daß die Bayern auf Pannonien nicht verzichteten und zu einem solchen Preis keinen Frieden schlossen. Die Überfälle hörten gleich auf, sobald der Frieden geschlossen war.

¹²⁶ S. Anm. 57.

¹²⁷ Zum Schlachtort Brezalauspurc von 907 s. GOMBOS, S. 754, 916; unterm Jahr 907: Ebenda, S. 91, 124, 126, 140, 155, 216, 366, 677, 781, 1142; irrtümlich beim Jahr 897: Ebenda, 676; beim Jahr 905: Ebenda, S. 24, 1762; beim Jahr 906: Ebenda, S. 89, 314; beim Jahr 908: Ebenda, S. 50, 140, 146, 199, 205, 212, 313, 314, 590, 866, 1389; ohne Jahr: Ebenda, S. 684, 692, 1577, 1671, 1672. Die Quellen gesammelt bei: REINDEL, S. 62–70; vgl. VAJAY, S. 42–43. Zu den Streifzügen der Jahre 908–912 s. VAJAY, S. 47–51.

¹²⁸ REINDEL, S. 103–106; VAJAY, S. 52.

¹²⁹ B. HÓMAN, *Geschichte des ungarischen Mittelalters*. I. S. 118; REINDEL, S. 106–116; VAJAY, S. 54–57; K. REINDEL, *Handbuch der bayerischen Geschichte*. Hrsg.: M. SPINDLER, München, 1971. S. 211—.

¹³⁰ GOMBOS, S. 2660–2661; HÓMAN, a. a. O. I. S. 123; VAJAY, S. 71 ff.

Nordmeer eine 500 km lange Bündniszone entlang, deren Länder den Frieden mit Tribut erkaufte und gegen ihre Feinde die Ungarn um Hilfe bitten konnten. Der Verfall begann 933. Heinrich benutzte den langen Frieden dazu, ein schlagkräftiges Heer und im Lande ein Burgsystem auszubauen. Nach Ablauf des Friedens weigerte er sich, weiterhin Tribut zu zahlen und besiegte das gegen Sachsen anmarschierende ungarische Heer bei Merseburg.¹³¹

Der schwere materielle Verlust hätte sich für das ungarische Fürstentum leicht in eine Krise ausarten können im Hinblick auf die Versorgung der Gefolgschaft, wenn es dem Fürsten, vermutlich Szabolcs, nicht gelungen wäre, bereits im darauffolgenden Jahr über den Balkan Tribut zu verhängen.

Bulgarien und das byzantinische Reich wurden seit der Niederlage von 895 von den Ungarn auf ihren Streifzügen gemieden. Der Angriff gegen eines von beiden hätte einen Überfall der Petschenegen auf Ungarn ausgelöst und davor fürchteten sich die Ungarn über alle Maßen. 934 konnte diese Gefahr gebannt werden, dadurch, daß sie auch die Petschenegen in einen Feldzug gegen Konstantinopel miteinbezogen haben. Das bunt gemischte Nomadenheer schlug auf bulgarischem Territorium das Heer von Kaiser Romanos und zog mit unzähligen Gefangenen vor Byzanz. Der Kaiser erkaufte den Frieden mit teuren Textilien,¹³² und wahrscheinlich ist von da an das Jahrestribut von Byzanz und dem damit verbündeten Bulgarien gegenüber dem ungarischen Fürsten zu rechnen.¹³³

Parallel zur Erhöhung der sächsischen Dynastie wurden die Tributzahlungen im Westen immer mehr eingeengt. 936 haben die deutschen Fürsten Otto I. auf den Thron erhoben. In den darauffolgenden Jahren wehrte Otto zwei ungarische Probeangriffe ab, gewann 938 Bayern für sich, besiegte 939 die deutschen Herzogtümer, unterwarf 946 und 950 Böhmen und besetzte 951 Norditalien,¹³⁴ den letzten Verbündeten der Ungarn. Dadurch wurden für Ungarn die Tore vor den westlichen Beutezügen und Tributeintreibungen zugeschlagen und die Herrschaft des Fürsten Fajsz geriet in eine Krise. Byzanz und Bulgarien blieben die letzten tributzahlenden Verbündeten; die Entrichtung in Naturalien (teure Textilien), die von den Griechen und Bulgaren kam, genügte aber bei weitem nicht für die Befriedigung der Ansprüche des Fürsten, der Häuptlinge und der bewaffneten Gefolgschaft. Die ungarischen Fürsten sahen in den 40er Jahren schon klar daß im Hinblick auf die innere Einrichtung ein

¹³¹ GOMBOS, S. 2661–2662; C. ERDMANN, Die Burgordnung Heinrichs I. *Deutsches Archiv für die Geschichte des Mittelalters* (Abk.: DA), VI. (1943) S. 59–101; VAJAY, S. 77–78.

¹³² Gombos, S. 2197; J. MARQUART, *Osteuropäische und ostasiatische Streifzüge*. Leipzig, 1903, S. 62–; MHK, S. 280–282; MEH, 64–67.

¹³³ Liudprand (II. 7.) erwähnt nach den Ereignissen von 906, die Ungarn hätten „das Volk der Bulgaren und der Griechen zu ihren Tributären gemacht“ (SRG, Ed.: J. BECKER, Leipzig 1915, S. 41; vgl. GOMBOS, S. 1470; MORAVCSIK, *Fontes*, 64, 68). Darum setzten die ihn als Quelle benutzenden westlichen Jahrbücher den Anfang dieser Tributzahlung auf die Jahre 906–907 (GOMBOS, S. 24, 522, 2126); dies hat aber keine ernstzunehmende Grundlage.

¹³⁴ E. DÜMMLER—R. KÖPKE, *Kaiser Otto der Große*. Leipzig 1876; R. HOLTZMANN, *Geschichte der sächsischen Kaiserzeit*, München, 1943. S. 110–249, 537–538 (Literatur); Festschrift für Jahrtausendfeier der Kaiserkrönung Ottos des Großen. MIÖG. Erg. Bd. XX/1. (1962).

neuer Weg beschritten werden und die ausgefallene Beute und Tribute aus inneren Ressourcen ergänzt werden müssen, da sich sonst der Machtapparat gegen die Herrschaft wenden wird.

In dieser Situation mag es zum Ausbau des Systems der Dienstdörfer, die den Fürstenhof versorgten, gekommen sein. Die Dörfer der ansässigen und angesiedelten Dienstleute in der Nähe der Fürstenhöfe wurden zu verschiedenen Dienstleistungen auf dem Gebiet des Handwerks und der Landwirtschaft gezwungen und die Dörfer, die zu einem Dienst verpflichtet wurden, bekamen ihre Namen nach dieser Beschäftigung. Lebensmittellieferanten waren z. B. in den Dörfern *Szántó* 'Pflüger', *Szöllös* 'Weinbauer', *Födemes* 'Imker', *Halász* 'Fischer' tätig; Handwerksdienste leisteten die Einwohner der Dörfer *Kovácsi* 'Schmied', *Csatár* 'Schildmacher', *Sarlós* 'Sichelmacher', *Gerencsér* 'Töpfer'.¹³⁵

Dieses System hatte auch unter barbarischeren Verhältnissen eine Vorgeschichte, daß aber bei dem Ausbau des Systems Fürst Fajsz eine Rolle gespielt haben muß, zeigt folgendes: Árpád, Kurszán und Szabolcs haben ihre Winterquartiere neben den neubelebten und mit Gefangenen wieder aufgebauten antiken Ruinenstädten ausserkoren (Pécs, Óbuda), sie haben sich also noch nach den lokal aufgefundenen Gegenbenheiten gerichtet. Auf dem Gebiet der Familienniederlassung von Fürst Szabolcs, im Komitat Fejér fehlen noch die Dörfer der Dienstvölker, dagegen um das Quartier von Fajsz in Veszprém sind die meisten Dienstdörfer zu finden. Schließlich lag südlich von seinem Quartier bei Agram (Zagreb), am Ausgangspunkt der Heerstraße nach Italien (*Strata Ungarorum*) ein Dorf namens *Csatár* (heute: Ščitarevo), und da die hiesige Heerstraße der streifzügenden Ungarn 951 an Bedeutung verlor, kann ihre Einrichtung für die Jahre nach 940 angenommen werden, obgleich man auch mit einer Gründung zur Zeit Königs Stephan I. rechnen kann.¹³⁶

Diese Einrichtung kann im ostmitteleuropäischen Raum ausgesprochen als eine Institution betrachtet werden, die durch die Stabilisierung der materiellen Kraftquellen der Herrschaft die Voraussetzungen für die Organisierung von Staat und Kirche schafft. Obwohl die Taufe der führenden Schicht in Böhmen bereits Mitte des 9. Jahrhunderts anliefe, blieben sie zum großen Teil Heiden, zur Schaffung eines Missionsbistums kam es erst in der zweiten Hälfte des 10. Jahrhunderts, etwa gleichzeitig mit ähnlichen polnischen und ungarischen Maßnahmen.

Als in den Jahren nach 940 der deutsche Druck erstarkte und es vor den ungarischen Fürsten klar zu werden begann, daß die einzige unblutige Art der Abwehr die Taufe ist, wandten sie sich natürlicherweise nicht an das feindlich gesonnene Deutsche Reich, das den Anspruch auf Herrschaft über die bekehrten Slawen erhob, sondern sie wählten den bulgarischen Weg. Der bulgarische Fürst Boris nahm nämlich das Christentum nach einigem Schwanken 865 von Byzanz an und sein Sohn Simon

¹³⁵ G. HECKENAST, *Fejedelmi (királyi) szolgálonépek a korai Árpád-korban* (Fürstliche [königliche] Dienstvölker in der frühen Árpádenzeit). Budapest, 1970.

¹³⁶ Gy. GYÖRFFY, *Studia Slavica*, XXII. (1976) S. 39–83.

erkämpfte sich eine selbständige Kirchenorganisation.¹³⁷ Konstantin Porphyrogenetos bemühte sich persönlich um die Bekehrung der Ungarn, nicht allein aus religiösen Gründen, sondern auch darum, weil er auf diese Weise hinter Bulgarien einen stabilen Verbündeten erlangen konnte.

In einer solchen politischen Lage kam es 948 dazu, daß Ungarns dritthöchster Würdenträger, der Harka Bulcsú und Herzog Tormás, der Urenkel von Árpád nach Byzanz reisten. Der Kaiser taufte beide, und Bulcsú verlieh er den Titel eines Patricius, Tormás den des Freundes.¹³⁸

Der für fünf Jahre geschlossene Vertrag lief 953 ab, zwei Jahre danach, daß das Deutsche Reich alle Wege nach Westen verschloß und der bayerische Herzog Heinrich den ersten erfolgreichen Feldzug gegen Westungarn führte. Diese Ereignisse ließen den zweiten Schritt reifen: 953 reiste der dem Harka übergeordnete Gyula, namentlich wahrscheinlich Zombor, nach Byzanz, vermutlich auch er in Begleitung eines Herzogs aus dem Hause Árpád. Der Gyula ließ sich taufen und brachte sogar einen Bischof namens Hyerotheos nach Ungarn mit.¹³⁹ Bis heute blieb ein Siegel mit der Aufschrift „Theophylaktos, Bischof von Turkia“ erhalten, was darauf hinweist, daß Hyerotheos auch einen Nachfolger hatte. Auf der Rückseite des Siegels von Theophylaktos ist das Bild vom Hl. Demetrius zu sehen,¹⁴⁰ und da die Bischöfe auf ihrem Siegel in der Regel das Bild des Schutzheiligen ihrer Kirche hatten, können wir den Ort des griechischen Bistums in einer Kirche des Hl. Demetrius suchen. In Ungarn gab es mehrere Kirchen des Hl. Demetrius, weshalb man es nicht genau sagen, aber doch annehmen kann, daß der Bischof die antike Stadt Sirmium, Szávaszentdemeter (Sremska Mitrovica) zum Sitz auserkoren hatte. Szávaszentdemeter lag nämlich vom byzantinischen Gesichtspunkt am günstigsten, weil es von Griechenland aus auf der Donau mit dem Schiff zu erreichen war.¹⁴¹

Der griechische Bischof begann mit dem Bekehren gewiß unter den Herzogen des Hauses Árpád und großen Würdenträgern. Überbleibsel seiner christianisierenden Tätigkeit mögen einige in griechischer Bauweise errichteten Kirchen, exponiert verehrte Schutzheilige der griechischen Kirche und byzantinische Gegenstände

¹³⁷ C. J. JIREČEK, *Geschichte der Bulgaren*. Prag, 1876. S. 150–160; W. N. SLATARSKI, *Geschichte der Bulgaren*. Leipzig, 1918. S. 35–49; ST. RUNCIMAN, *A History of the First Bulgarian Empire*. London 1930, S. 71–130.

¹³⁸ DAI, I. S. 178–179; GY. MORAVCSIK, *Görögnyelvű monostorok Szent István korában* (Griechische Klöster zur Zeit von Stephan dem Heiligen). *SzIEmI.* I. S. 396.

¹³⁹ Ebenda, S. 392 ff.; vgl. GY. GYÖRFFY, *Cultus et cognitio*. Warszawa 1976. S. 174–178; J. P. RIPOCHE, *Ungarn-Jahrbuch*, VI. (1974–75) S. 9–23.

¹⁴⁰ V. LAURENT, L'évêque des Turcs et le proêtre de Turquie. *Académie Roumaine. Bulletin de Section Historique*, XXIII. (1942) S. 147—; vgl. GY. MORAVCSIK, *Studia Byzantina*. Budapest 1967. S. 329.

¹⁴¹ GY. GYÖRFFY, Das Güterverzeichnis des griechischen Klosters zu Szávaszentdemeter (Sremska Mitrovica) aus dem 12. Jh. *Studia Slavica*, V. (1959) S. 9–74. Die Ortsnamen und Patrocinium vom Hl. Demetrius gesammelt bei: K. MESTERHÁZY, *A Debreceni Déri Múzeum Évkönyve* (Jahrbuch des Debreciner Déri-Museums), 1968, S. 166.

(Kruzifixe, Münzen usw.) sein. Vielleicht kann auch die runde Kirche¹⁴² von Kiszombor dazugerechnet werden, gelegen am Marosufer, im Gebiet jenes Gyula, der den Bischof mitbrachte. Hier kam eine Konstantinos-Romanos-Münze (945—959) zum Vorschein,¹⁴³ und das mag auch die Vorgeschichte der griechischen St. Johannes-Kirche in Marosvár (Csanád)¹⁴⁴ gewesen sein. An der Uferstrecke von Fajsz bzw. nach 955 von Taksony kommt die bis zum 18. Jahrhundert bestandene griechische Kirche mit 12 Bögen in Apostag¹⁴⁵ als eine damalige Stiftung in Frage. Im Quartiergebiet von Herzog Tormás müssen wir mit der kirchlichen Wiederbelebung von Pécs (dessen Name auch in griechischer Form *Pente ecclesia* vorkommt) rechnen,¹⁴⁶ aber auch am energischen Punkt des Zusammenflusses von Theiß und Maros ist aufgrund des Patrociniums eine derartige griechische Vorgeschichte einer früheren Kirche, auf deren Platz die Hl. Demetrius-Kirche von Szeged stand, denkbar.¹⁴⁷ Wahrscheinlich blieb vom Kirchenbau auch der griechisch-orthodoxe Harka Bulcsú nicht aus. In Siebenbürgen kann allein die am linken Ufer des Kleinen Kokel erbaute Hl. Demetrius-Kirche mit dieser Bekehrungswelle in Verbindung gebracht werden; diese Uferstrecke befand sich nämlich früher in den Händen von Fajsz, später in denen der dorthin versetzten Gyulas.¹⁴⁸

Es ist gewiß, daß diese griechische Bekehrungswelle nicht allein auf die Vornehmen beschränkt blieb, sondern auch die Christianisierung des Gemeinvolkes begann. Da in Ungarn mit der griechischen Sprache nichts anzufangen war, hingegen die Meisten der mit den Slawen seit langem in einer Symbiose lebenden Ungarn etwas Slawisch konnten, mag der griechische Bischof seine Predigten mit bulgarisch-slawischen Dolmetschern begonnen haben. Von den Anfängen des Klosters von Szávaszentdemeter wurde aufgezeichnet, daß dort ursprünglich griechische und slawische Priester zusammenarbeiteten, was ein Hinweis auf die Epoche vor dem Klosterzustand im 11. Jahrhundert sein mag. Die Überbleibsel dieser bulgarisch-slawischen Bekehrung unter griechischer Führung sind die bulgarisch-slawischen bzw.

¹⁴² Literatur s. V. GERVERS-MOLNÁR, *A középkori Magyarország rotundái* (Die Rotunden des mittelalterlichen Ungarn). Budapest, 1972, S. 46; K. DÁVID, Die Kirche von Kiszombor. *Acta Historiae Artium*, XVI. (1970) S. 201–230.

¹⁴³ L. HUSZÁR, *Acta Archaeologica*, V. (1955) S. 87; L. KOVÁCS, *Acta Arch.*, XXXV. (1983) 133–154.

¹⁴⁴ I. HENSZLMANN, *Archaeológiai kirándulás Csanádba* (Archäologischer Ausflug nach Csanád). *Arch. Közl.*, VIII. (1871) S. 2–34; K. DÁVID, *Az Árpád-kori Csanád megye művészeti topográfija* (Die kunsthistorische Topographie des Komitates Csanád in der Árpádenzeit). Budapest, 1974, S. 15.

¹⁴⁵ M. JANKOVICH, *Magyar szónemzés öven példákban* (Ungarische Wortschöpfung an fünfzig Beispielen). Pest 1812. S. 34; vgl. *Magyar Sion*, 1865. S. 442; Gy. GYÖRFFY, *Száz.*, LXXXVII. (1953) S. 683.

¹⁴⁶ Gy. GYÖRFFY, *Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza — Geographia historica Hungariae tempore stirpis Arpadianae*. I. Budapest 1963. S. 357; AEMA, I. (1975) S. 69, 137; F. FÜLEP, Beiträge zur frühmittelalterlichen Geschichte von Pécs. *Acta Arch.*, XXV. (1973) S. 307—325.

¹⁴⁷ S. BÁLINT, *Szeged városa* (Die Stadt Szeged). Budapest, 1959. S. 11–13; Újabb adatok Szeged középkori történetéhez (Neuere Angaben zur mittelalterlichen Geschichte von Szeged). *A Móra Ferenc Múzeum Évkönyve* (Jahrbuch des Ferenc Móra Museums). 1970. S. 207—208.

¹⁴⁸ B. ORBÁN, *A Székelyföld leírása* (Die Beschreibung des Széklerlandes). Pest 1868, S. 157—159; Gy. GYÖRFFY, AEMA, I. (1975) S. 75, 110, 138, 145.

griechisch-orthodoxen Elemente der ungarischen Sprache aus der slawischen Kirchentерminologie: *kereszt* 'Kreuz', *karácsony* 'Weihnacht', *szent* 'heilig', *pap* 'Priester', *barát* 'Mönch'.¹⁴⁹

Die mit ernsthaften Schritten begonnene griechische Bekehrung wurde durch die Folgen einer unerwarteten politischen Wende zurückgeworfen und dann eingestellt.

954 erhoben sich gegen Otto I. sein Sohn Liudolf, sowie sein Schwiegersohn Konrad, der Herzog von Lothringen und zahlreiche deutsche Adlige. Die Rebellen baten um ungarische Unterstützung und der Großfürst und seine Großen gaben der Verführung nach, gewiß in der Hoffnung auf Erneuerung der Tributeintreibung, und weil sie die Forderung ihrer Krieger nach Abenteuer und Gold seit fünf Jahren nicht befriedigen konnten. Im letzten Augenblick schreckten die deutschen Herzöge vor der Tat zurück, lenkten Bulcsú mit seinem Heer über den Rhein und ergaben sich dem König. Als 955 sich bayerische Herren wieder erhoben und um ungarische Hilfe baten, erlitt das von etlichen Bayern geleitete und von Bulcsú, Lél und Súr angeführte Heer auf dem Lechfeld eine entscheidende Niederlage und was als ein noch größerer Schlag galt, die heimkehrenden Fürsten wurden gefangengenommen und von Herzog Heinrich in Regensburg hinrichten lassen.¹⁵⁰

Die Hinrichtung des Fürsten Bulcsú und des Herzogs Lél hatte in Ungarn eine psychologische Schockwirkung. Heidnischer Glaubenswelt der ungarischen Gesellschaft zufolge wurden Bulcsú, Lél und die anderen im Jenseits Diener der Deutschen, ja als rachsüchtige Wesen, die ohne Wegzehrung beerdigt wurden, konnten sie auch den Diesseitigen schaden. Dieser lähmende Glaube führte dazu, daß die Ungarn keine Feldzüge mehr gegen den Westen zu unternehmen wagten, obgleich Bulcsú und Lél nur die westungarischen Krieger anführten, es also nicht stimmt, daß das gesamte ungarische Heer verlorengegangen sein soll.

Eine unmittelbare Auswirkung der Lechfelder Schlacht auf die Veränderung der Lebensform gab es nicht. Das war schon darum nicht möglich, weil an der Schlacht nur die Mittelschicht aus Westungarn teilnahm,¹⁵¹ und selbst wenn die Hälfte oder zwei Drittel des Heeres verloren ging, arbeitete das Gemeinvolk nach wie vor in den Dörfern. Daneben führten die Polygamie und der Levirat (Ehe der Witwe mit dem Bruder ihres verstorbenen Mannes) dazu, daß auch der demographische Verlust, der die Mittelschicht betraf, in ein-zwei Jahrzehnten ersetzt wurde. Die unversehrte Kriegerschicht aus anderen Landesgebieten führte noch anderthalb Jahrzehnte lang Streifzüge durch.

¹⁴⁹ Vgl. ebenda und G. BÁRCZI, *A magyar szókincs eredete* (Der Ursprung des ungarischen Wortschatzes). Budapest 1958², S. 94; I. KNIEZSA, *A magyar nyelv szláv jövevényszavai* (Die slawischen Lehnwörter der ungarischen Sprache). Budapest 1955.

¹⁵⁰ S. Anm. 46. Primäre Quellen bezüglich der Schlacht: GOMBOS, S. 199, 552, 2615—2616, 2663—2664; REINDEL, S. 216—220; aus der Literatur s. E. DÜMLER—R. KÖPKE, a. a. O. S. 251—263; GY. PAULER, a. a. O. S. 79—88; G. FASOLI, a. a. O. 202—212; B. EBERL, *Die Ungarnschlacht auf dem Lechfeld (Gunzenlé) im Jahre 955*. Augsburg 1955; T. BOGYAY, *Lechfeld. Ende und Anfang*. München 1955. passim; K. LEYSER, *The Battle at the Lech. 955. History*, L. (1965) 1—25; L. WEINRICH, *Tradition und Individualität in den Quellen der Lechfeldschlacht*. *DA*, XXVII. (1971) S. 291—313.

¹⁵¹ GY. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 102—103, 143.

Wenn wir nach der gesellschaftsformenden Wirkung der Schlacht auf dem Lechfeld suchen, kommen wir zum Ergebnis, daß sie in erster Linie durch den Überbau eine positive innere Entwicklung anregte. Daß das neue Regime nach 955 nicht auf dem begonnenen „bulgarischen Weg“ sich friedlich ins christliche Europa einfügen konnte, wurde durch die Außenpolitik der beiden Großmächte vereitelt.

Zum Zeitpunkt der Lechfelder Schlacht war in Ungarn ein griechischer Bischof tätig; ein Teil der Großen, der Kämpfer und des Volkes haben sich pro forma taufen lassen und Kaiser Konstantin befestigte das Bündnis mit jährlichem Tribut, mit „Geschenken“. Im darauffolgenden Winter brachten die Abgesandten des Kaisers Otto I. derart feindliche Informationen über die unrühmliche Niederlage von Bulcsú und seines Heeres, daß der Kaiser Konstantin den weiteren Jahrestribut einstellte.¹⁵² Dies tat er umso mehr, da 957 die russische Großfürstin Olga nach Byzanz fuhr, sich taufen ließ und Ansprüche auf große Geschenke erhob.¹⁵³

Die zu dieser Zeit erbrachte Entscheidung von Kaiser Konstantin beeinflusste Europas weiteres Schicksal bis zum heutigen Tag. Einerseits „verlobte“ er das Kiewer Rußland mit der griechisch-orthodoxen Kirche, andererseits wandte er Ungarn vom griechischen Christentum ab.

958 zog der Feldherr Apor mit seinem Heer gegen Byzanz, um den Tribut zu verlangen und nachdem der Kaiser sich weigerte, das Bündnis einzuhalten und Tribut zu zahlen — die ungarischen Chroniken verewigten das Ereignis in der Sage über den Zweikampf von Botond —, zog er nach Ungarn heim, indem er alles auf dem Wege verwüstete.¹⁵⁴ Damit verlor Byzanz seinen militärischen Verbündeten in Bulgariens Rücken und die Eroberung der griechischen Kirche in Ungarn. Obwohl der Gyula für seine Person und im Kreis seiner Anhänger ein eifriger Christ blieb, die Bekehrungen förderte und die griechischen Gefangenen freikaufte¹⁵⁵ — wahrscheinlich gelangten die 11 Goldsolidi von Nikephoros II. und Basileios II. aus den Jahren nach 960¹⁵⁶ durch ihn in den Schatz von Tokaj, neben dem Dorf „Zombor“ — wurde nach seinem bald darauf eingetretenen Tod die griechische Orientierung unterbrochen.

Der neue Zweig des 955 zur Herrschaft gelangten Árpádenhauses begann eine von Grund aus neue Innen- und Außenpolitik.

Für die Niederlage auf dem Lechfeld lastete die Verantwortung von den vier Zweigen der Árpád-Söhne auf zwei: auf Fajsz, Sohn des Jutas, und auf Lél, Enkel des

¹⁵² F. DÖLGER, *Regesten der Kaiserurkunden des Oströmischen Reiches*. I. München 1924. S. 83; SRH, I. 310–311.

¹⁵³ G. OSTROGORSKY, *Geschichte des Byzantinischen Staates*. München 1952, S. 228.

¹⁵⁴ SRH, I. S. 310–311; GOMBOS, S. 2197; zu den Parallelen in den Sagen s. E. MÁLYUSZ, *Az V. István-kori gesta* (Die Gesta aus der Zeit von Stephan V.). Budapest 1971, S. 102–106. Der historische Quellenwert der Sage ist größer als bisher angenommen wurde.

¹⁵⁵ Gy. MORAVCSIK, *SzIEmI*. I. S. 392–401.

¹⁵⁶ MHK, S. 573; L. HUSZÁR, *Acta Arch.*, V. (1955) S. 101; zur Literatur Z. KÁDÁR, Der Schatzfund von Tokaj und seine byzantinisch-slawischen Beziehungen. *Slavica*, I. (1961) S. 193–209; P. NÉMETH, Bemerkungen zur Auswertung des sog. Schatzfundes von Tokaj. *A Móra Ferenc Múzeum Évkönyve*, 1969. S. 189–199.

Üllő; diese wurden, auch militärisch geschwächt, gewiß aus der Herrschaft verdrängt. Zwei Zweige waren es, die ihre Autorität und auch ihre militärische Gefolgschaft unbeschadet bewahrten: der Thronfolger Taksony, Sohn des Zolta und der Herzog Tormás, Enkel des Tarhos. Zum Großfürsten wurde der 947 auch in Italien gewesene, erfahrene Taksony gewählt, der wie es aus seinen und den Quartieren seiner Zeitgenossen entnommen werden kann, sich auf Verteidigung einrichtete. Er entschied sich für die geschütztere, östliche Uferstrecke der Donau von Pest und von Taksony an der Insel Csepel bis Aranyán, unweit von Zolta. An der gefährdeten westlichen Uferstrecke der Donau setzte er seinen Feldherrn Apor ein, der, wie es aus den Besitztümern des Apor-Geschlechts und aus den Ortsnamen hervorgeht, sein Winterquartier in der Tolna und sein Sommerquartier bei Szentendre einrichtete. Herzog Tormás, der bis nach Byzanz gekommen war, und der seine Quartiere in der Baranya vermutlich behielt, erlangte den Dukat in Neutra, während am unteren Donaulauf, im Dukat von Bihar Zerind, Vater von Koppány Quartiere besaß.¹⁵⁷

Der Verteidigungspolitik von Taksony diente auch seine Heirat. Anonymus zufolge heiratete er aus „Kumanien“,¹⁵⁸ da aber Kumanien vor 1050 Petschenegland war, kann es nahezu als gewiß angenommen werden, daß er die Tochter eines Petscheneg-Stammesfürsten heiratete. Dadurch sicherte er sich im Falle eines eventuellen westlichen Angriffs die Hilfe der Petschenegstämme. Mit dieser Heirat mag zusammenhängen, daß der Petschenegfürst Tonuzaba mit seinem Volk nach Ungarn zog.¹⁵⁹ Tonuzaba bekam neben Taksonys Quartier an der Theiß, in Heves Besitz, wo die angeheirateten Sippen der Fürsten öfter Quartierbesitze bekamen. Das macht wahrscheinlich, daß auch Tonuzaba mit dem Großfürsten verschwägert war. Taksony siedelte die zugezogenen Petschenegen zum größten Teil im Grenzgebiet an; damals mag eine bedeutende Gruppe von ihnen in die Gegend des Neusiedler Sees¹⁶⁰ gekommen sein, das vom Westen her der meistgefährdete Punkt war. Auch in den westeuropäischen Chroniken wird darauf hingewiesen, daß sich die Ungarn nach der Schlacht auf dem Lechfeld mit „Mauer und Moor“ umgaben,¹⁶¹ worunter der Bau von Grenzhindernissen und die Einbeziehung der Moore in die Verteidigungslinie zu verstehen sind.

Die Grundlage der Außenpolitik von Taksony war der Friede mit den Nachbarländern. An der Westgrenze hat sich nach 955 nichts verändert. Otto unternahm ebenso keinen Angriff auf Ungarn, wie die Witwe des bayerischen Herzogs Heinrich, Judith, die Tochter des ungarnfreundlichen Arnulf. Es gibt keine Angaben

¹⁵⁷ Gy. GYÖRFFY, *AEMA*, I. (1975) S. 69—70, 76—77, 102 ff., 139, 143.

¹⁵⁸ SRH, I. S. 114.

¹⁵⁹ Ebenda, S. 116—117.

¹⁶⁰ Ebenda, S. 113; vgl. Gy. GYÖRFFY, *Besenyők és magyarok* (Petschenegen und Ungarn). KCsA, Erg. Bd. I. S. 404.

¹⁶¹ GOMBOS, S. 690, 1763.

darüber, daß Ottos Vasall, Boleslaw, Herzog von Böhmen auf Kosten Ungarns eine Expansion anstrebte, obgleich anzunehmen ist, daß er zu dieser Zeit ins Land der mit den Ungarn verbündeten Weißkroaten eindrang.¹⁶² Taksony hielt mit Rußland, mit den Petschenegen und mit Bulgarien gleichermaßen Frieden. Das einzige Land war das über Bulgarien hinaus liegende Byzantinische Reich, dessen mazedonische und thrakische Provinzen von den ungarischen Reitern — mit Erlaubnis, und sogar auf Anregung der Bulgaren — von 961 an öfter aufgesucht und geplündert wurde.¹⁶³

Die Hinwendung der byzantinisch-ungarischen Beziehungen zu Feindseligkeiten führte dazu, daß sich Taksony auf religiösem Gebiet an Rom orientierte. Liudprand, der seine Gegner als Teufel hinstellte, berichtet im Zusammenhang mit der Schmähung des verhaßten Papstes Johann XII, daß der Papst im Winter 961/62 einen Bischof für Ungarn weihte. Liudprand, der Sekretar von Otto I. stellt diesen Akt als eine päpstliche Intrige gegen Otto, als Vorbereitung eines Angriffs gegen ihn ein, aus seinen Worten geht aber hervor, daß aus Ungarn ein aus Bulgarien stammender Bote namens Salek in Rom eintraf; der Papst weihte Zacheus zum Bischof der Ungarn und sandte sie mit einer päpstlichen Bulle nach Ungarn, Ottos Leute nahmen aber in Capua die ganze Gesandtschaft gefangen.¹⁶⁴

Die ungarischen Großfürsten waren also schon in den 50er, 60er Jahren zum Ausbau der christlichen Kirchenorganisation bereit und wenn dies damals nicht gelang, so lag es nicht an ihnen.

Mit der christlichen Orientierung wurden auch zunehmend die wirtschaftlichen Voraussetzungen der Verwirklichung des „friedlichen Lebens“ geschaffen. Nach dem Ausbau der Organisation der fürstlichen Dienstvölker profitierte Taksony wirtschaftlich von Frieden mit den Nachbarn. In den Jahren nach 960 schloß er das Land in den Fernhandel mit den Nachbarn an; aus Ungarn kommende mohammedanische, jüdische und „turkische“ Kaufleute erschienen auf dem Prager Markt,¹⁶⁵ wo auch mit Westeuropa Handel getrieben wurde; böhmische und ungarische Kaufleute brachten Silber bzw. Pferde auf den Markt in Perejaslawetz an der Donau-Delta, wo neben Nomaden auch Russen und Bulgaren mit den dort zu Schiff ankommenden Griechen handelten.¹⁶⁶ Den Zoll des Transithandels durch Ungarn rahmte der Großfürst ab;

¹⁶² Die Hypothese von P. RATKOŠ entbehrt jeden Grund; ihm zufolge hätten die Přemisliden die „Slowakei“ — die fast 1000 Jahre später entstand — von den Ungarn etwa bis zu den heutigen Staatsgrenzen erobert: *La conquête de la Slovaquie par les Magyars. Studia Historica Slovaca*, III. (1965) S. 7–32. Vgl. Gy. GYÖRFFY, *Néppé válás Európában és az Északi Kárpátokban* (Volkswendung in Europa und in den Nordkarpaten). *Valóság* XXVI. (1982) 296–302.

¹⁶⁵ T. KOWALSKI, *Relacja Ibrāhīma ibn Jakūba z podróży do krajów słowiańskich w przekazie al-Bekriego*, Kraków 1946. S. 146.

¹⁶⁶ R. TRAUTMANN: *Die Altrussische Nestorchronik*. Leipzig 1931. S. 46.

gewiß nahm er ein Zehntel von allem, wie der Fürst der Wolga-Bulgaren. Als Zollbeamte siedelte Taksony in die Burg von Pest Ismaeliten aus Wolga-Bulgarien an und daselbst sicherte er das Übersetzen mit slawischen Fährleuten.¹⁶⁷ Der Friede mit den Nachbarn führte zur Steigerung von Umsatz und Verkehr und zur Bereicherung der Schatzkammer des Fürsten, was wiederum dem Fürsten immer mehr die Erhaltung der bewaffneten Gefolgschaft mit friedlichen Mitteln ermöglichte.¹⁶⁸

¹⁶⁷ SRH, I. S. 115; GY. GYÖRFFY, *Budapest története* (Geschichte von Budapest). Hrsg.: L. GEREVICH. Budapest, 1973. I. S. 258.

¹⁶⁸ *Leonis diaconi Caloënsis historiae libri decem*. Rec.: C. B. HASIUS (CB) Bonnae 1828. S. 61–63, 77–79, 103–111, 157 und passim; *Ioannes Cedrenus Ioannis Scylitze ope ab I. BEKKERO suppl.* (CB) Bonnae 1839. II. S. 372–376, 383–388, 413; vgl. GY. MORAVCSIK: *Fontes* S. 72, 86–89. Die russischen Jahrbücher geben ab 965, vom Zusammenbruch des Kazarischen Reiches bis 972, dem Tod von Swjatoslaw eine ausführliche Geschichte: *Повесть временных лет*. Ак. Наук СССР. 1950, I. S. 47–53; R. TRAUTMANN, *Die Altrussische Nestorchronik Povest' vremennyh let*. Leipzig 1931. S. 34–51; ausführliche Geschichte s. K. SZABÓ, a. a. O. S. 322–329; W. N. SLATARSKI, *Geschichte der Bulgaren*, Leipzig, 1918. S. 67–71; G. OSTROGORSKY, a. a. O. S. 234–237.

Der Weg zum österreichischen Österreich Gedanken über die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins (1918—1968)

LAJOS KEREKES†

Eine der am meisten diskutierten Fragen der modernen Geschichte Österreichs ist, warum nach dem Zusammenbruch der Österreichisch-Ungarischen Monarchie Ende 1918 die Bewohner des auf das deutsche Sprachgebiet reduzierten Österreich erst nach Jahrzehnten ihre nationale Identität erkannten, welche eigentümliche innere und internationale Gründe es erklären, daß sich die österreichische Nation erst in naher Vergangenheit wirklich zu ihrer Existenz kam. Die Diskussionen hierüber sind eigentlich bis zum heutigen Tage noch nicht abgeschlossen, obwohl in der Kardinalfrage, der Existenz der eigenständigen österreichischen Nation, heute schon weitestgehende Übereinstimmung zu beobachten ist bei Historikern, Politologen, Soziologen und anderen Fachleuten, die den speziellen Charakter des historischen Prozesses untersuchen.¹ Ihre Fragestellungen wie auch ihre Antworten beweisen gleicherweise, daß sich die Probleme der Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins wesentlich von den Fragen unterscheiden, die mit der Entwicklung des Nationalbewußtseins anderer mittel- und südosteuropäischer Völker — unter ihnen auch des ungarischen Volkes — zusammenhängen. Dennoch meinen wir durch die Hervorhebung einiger entscheidender Charakteristika der sukzessiven und durch Krisen führenden Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins einen Beitrag zur Aufhellung der weniger bekannten Zusammenhänge der komplexen Problematik der nationalen Frage leisten zu können.

¹ Neueste Literatur über das österreichische Nationalbewußtsein: R. A. KANN — F. E. PRINZ, *Deutschland und Österreich. Ein bilaterales Geschichtsbuch*. Wien—München 1980; F. KLENNER, *Eine Renaissance Mitteleuropas. Die Nationswerdung Österreichs*. Wien—München—Zürich 1978; FRIEDRICH HERR, *Der Kampf um die österreichische Identität*. Wien—Köln—Graz 1981; F. KREISSLER, *La Prise de conscience de la nation Autrichienne*. 1938—1935—1978. Paris 1980.; F. RENNHOFFER, *Ignaz Seipel. Mensch und Staatsmann. Eine biographische Dokumentation*. Wien—Köln—Graz 1978; H. RUPLER, *Österreich vom ‚Staat wider Willen‘ zur österreichischen Nation (1919—1955)*. In: *Deutsche Frage im 19. und 20. Jahrhundert*. München 1983.; FRITZ FELLNER, *Die Historiographie zur österreichisch-deutschen Problematik als Spiegel der nationalpolitischen Diskussion*. In: *Deutsche Frage... und ders.: Das Problem der österreichischen Nation nach 1945* (Vortrag); A. STAUDINGER, *Zur ‚Österreich‘-Ideologie des Ständestaates*. In: *Das Juliabkommen von 1936*. Wien 1977; O. SCHULMEISTER, *Die Zukunft Österreichs*. Wien 1967.

LAJOS KEREKES, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014

Wir behandeln unser Thema im Zusammenhang mit vier historischen Jahreszahlen, die — unseres Erachtens — auch für die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins qualitative Veränderungen oder herausragend wichtige Zäsuren darstellen. 1. 1918, der Zerfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie. 2. 1938, Österreichs Einverleibung in das Dritte Reich. 3. 1945, die Wiedergeburt der unabhängigen und souveränen österreichischen Republik und 4. 1955, mit der Unterzeichnung des österreichischen Staatsvertrages die Entstehung des unabhängigen und neutralen Status von Österreich.

1. Von der Monarchie zur Republik. Am Scheideweg von Anschluß, Donaukonföderation und der staatlichen Souveränität

Der Zerfall des Habsburgerreiches drückte — so glaubten die Zeitgenossen — den Sieg des nationalen Prinzips über die multinationale Staatsidee aus. Die Völker der dualistischen Monarchie wollten im Oktober des Jahres 1918 — dabei die föderalistischen Reformvorschläge Karls IV. zurückweisend — nichts mehr von der Erhaltung des Vielvölkerstaates hören.² Mit elementarer Kraft bekundeten sie ihren Wunsch, den Staatsrahmen der Monarchie verlassend, sich zu unabhängigen Nationalstaaten zu vereinigen und das System der politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Institutionen, das ihr früheres Zusammenleben geregelt hatte, restlos zu beseitigen. So stürmisch auch der Verlauf des Auflösungsprozesses der Monarchie vor sich ging, in Wirklichkeit hatte das Bindematerial zwischen den Nationen der Monarchie, das man für haltbar geglaubt hatte, schon Jahrzehnte früher zu bröckeln begonnen. Die innere Kohäsion des Reiches war immer spürbarer durch die Abfall- und Unabhängigkeitsbestrebungen der Nationalitäten ausgehöhlt worden. Das durch die Niederlage im Weltkrieg ausgelöste Erdbeben beschleunigte nur noch den Zusammenbruch des in seinen Grundfesten bereits morschen Gebäudes.

Während die ehemaligen Nationalitäten der Doppelmonarchie sich mit euphorischer Begeisterung ihren ethnischen Brudervölkern anschlossen und der ungarische Teil des dualistischen Reiches — auch trotz einschneidender territorialer Verluste — mit unveränderter Überzeugung an die Notwendigkeit seiner selbständigen nationalen und staatlichen Existenz glaubte und sich zu dieser bekannte, sah der größte Teil der in der Westhälfte des Reiches sich selbst überlassenen deutschsprachigen Einwohner im Anschluß an das Deutsche Reich den einzigen möglichen Weg zur hoffnungsvollen Gestaltung ihres Schicksals. Der Zerfall von 1918 legte eine interessante Eigenheit des Werdegangs in früheren Jahrzehnten des Habsburgerreich spürbar frei: während von den zehn Nationalitäten, die das Habsburgerreich bildeten, neun auch im Rahmen des multinationalen Staates zur schrittweisen Erkenntnis ihrer eigenen nationalen Existenz und Sendung gelangten, durchlebten die in der westlichen

² Auflösung des Habsburgerreiches. Zusammenbruch und Neuorientierung im Donaauraum. Wien 1970.

Hälfte des Reiches mit 37% dominierenden deutschsprachigen Einwohner nicht den historischen Prozeß der Nationwerdung. Die Politik des, das Vielvölkerreich regierenden Hauses Habsburg basierte nämlich auf dem Axiom — im Gegensatz zu der, die ungarische Suprematie betonenden Staatsidee des Heiligen Stephan, die im ungarischen Teil des Reiches herrschte —, daß die Dynastie nur solange imstande sein würde, ihre Macht über die 63% Nationalitäten — und dadurch die Einheit des Reiches — aufrechtzuerhalten, solange die Bevölkerung deutschen Ethnikums in Österreich ihrer Aufgabe als Bindeglied zwischen den Nationalitäten gerecht würde. Diesen Gedanken vertrat auch Palacký. Über die wünschenswerte Entwicklung der „österreichischen Staatsidee“ sprechend, meinte er schon im Jahr vor dem österreichisch-ungarischen Ausgleich, daß die Regierung Österreichs weder deutsch, noch ungarisch, slawisch oder rumänisch sein dürfe, sondern in einem höheren und allgemeineren Sinne österreichisch sein müsse, das heißt allen Untertanen gegenüber das gleiche Recht anwenden müsse.³

Es würde weit über den Rahmen dieser Studie hinausführen, wollten wir untersuchen, ob die österreichischen Regierungen in den folgenden Jahrzehnten auf allen Gebieten des Lebens der Forderung nach gleicher Behandlung genüge getan haben, doch können wir in der nationalen Frage, die unser Thema ist, eindeutig feststellen, daß sie sich den Bestrebungen der deutschen nationalen Bewegungen konsequent entgegengestellt haben, weil sie jene als Gefahr für die Einheit des multinationalen Staates betrachteten. Ja, im Hinblick auf die Berufung der deutschen Bevölkerung im Gesamtreich hielten sie diese für schädlicher als die nationalen Bewegungen der anderen Völker, da ja der „Deutschnationalismus“ bestrebt war, im Zentrum des Reiches die Ideen der nationalen Absonderung zu verbreiten, die die Grundlagen des multinationalen Staates bedrohten. Der Herrscher und die Wiener Regierungen waren peinlichst darauf bedacht, auch nur den Schein dessen zu vermeiden, daß das Haus Habsburg die Vorrechte der deutschen Volksgruppen des Reiches symbolisiere. Tatsächlich bedeutete Österreich für das Bewußtsein der Zeitgenossen vielmehr das vielfarbige Konglomerat der Völker als die führende Rolle des deutschen Ethnikums, obwohl nach 1866, als Österreich aus dem Deutschen Bund ausgeschlossen wurde und Bismarck sich für die „kleindeutsche Lösung“ unter der Führung Preußens entschloß, ein Teil der Deutschösterreicher die Ansicht vertrat, daß die Erfüllung der „Kulturmission“ des Deutschtums im südosteuropäischen Raum nunmehr ganz allein ihnen überlassen bleibe.⁴

Die Dynastie der Habsburger hatte also die deutschen nationalen Bestrebungen auf dem Altar der Idee des Vielvölkerreichs geopfert, wodurch die Deutschen im Habsburgerreich nicht das historische Erlebnis des Erwachens zum Nationalbewußt-

³ FRANTIŠEK PALACKÝ, *Österreichs Staatsidee*. Prag 1866, S. 27.

⁴ Ignaz Seipel, der spätere österreichische Bundeskanzler, schrieb: „Die österreichischen Deutschen fühlten sich nach 1866 gegenüber Kleindeutschland als die wahren Großdeutschen, die, obwohl vom Reich getrennt, die alten deutschen Reichsideale gradlinig fortsetzen, während sie das neue Reich einem westlerischen Staatsideal verfallen sahen...“ zitiert bei F. RENNHOFFER, *Ignaz Seipel...*

sein erfuhren. Natürlich hatte die Dynastie das auf diese Weise dargebrachte „Opfer“ nur mit Unterstützung des deutschösterreichischen Bürgertums und der wohlhabenden Schichten auf sich nehmen können, was aber gleichzeitig auch bedeutete, daß die deutschen bürgerlichen und Mittelschichten ihre Interessen im Rahmen des multinationalen Staates besser durchsetzen konnten, als sie dazu unter den von den großdeutschen Nationalisten vorgeschlagenen pangermanischen und alldeutschen Vorstellungen in der Lage gewesen wären.

Auf die um die Jahrhundertwende zusehends stärker werdenden nationalen Bewegungen reagierten die Deutschösterreicher in einer Weise, daß man daraus schon damals schließen konnte, daß sie, sollte die Monarchie auseinanderfallen, den Anschluß für die einzig mögliche Lösung betrachten würden. Der spätere Führer der Christlich-sozialen Partei, Ignaz Seipel, schrieb: „Ich erinnere mich an meine Jugend, wie sehr in der jungen Intelligenz die Ansicht vertreten war, uns österreichischen Deutschen könne nichts passieren: Halte das alte Österreich zusammen, dann gut und schön; halte es nicht zusammen, dann gingen wir einfach zu den anderen Deutschen ins Reich zurück, woher wir gekommen sind!“⁵ Keine einzige deutschösterreichische politische Richtung dachte daran, ein eigenständiges „Deutschösterreich“ zu schaffen. Allgemein verbreitet war die Überzeugung, im Falle des Auseinanderbrechens des Vielvölkerreiches und der Entstehung unabhängiger Nationalstaaten würde für die Deutschösterreicher kein anderer Weg bleiben, als im Geiste des „nationalen Prinzips“ in das Reich zurückzukehren, von dem die Deutschösterreicher bis dahin die nunmehr verlorene Sendung im Donaauraum und Osteuropa ferngehalten hatte. An diese Rolle der „Kulturmission“ knüpften sich übrigens ebenso unklare Interpretationen wie an den Begriff „Österreich“, unter dem manche nur die deutschsprachigen Gebiete des Habsburgerreiches, andere wiederum die Gesamtheit der dem Kaiserhaus unterstellten Länder und Provinzen verstanden.

Deshalb ist es auch zu verstehen, daß die am 12. November 1918 proklamierte österreichische Republik als allerersten Akt ihrer unabhängigen Existenz ihren Wunsch erklärte, sich als ein Mitgliedstaat der drei Tage zuvor gegründeten deutschen Republik anzuschließen. Auf der Sitzung der österreichischen Provisorischen Verfassungsgebenden Nationalversammlung erklärte Staatskanzler Renner — unterstützt von der einstimmigen und begeisterten Zustimmung der Abgeordneten —, daß Österreichs deutsches Volk sich mit den Reichsdeutschen als ein Körper fühle, deshalb schlage er vor, daß die provisorische Verfassung der österreichischen Republik Österreichs Anschlußabsicht an Deutschland zum Ausdruck bringe. Dementsprechend besagte der zweite Artikel der provisorischen Verfassung: „Deutschösterreich ist ein Bestandteil der Deutschen Republik. Besondere Gesetze regeln die Teilnahme Deutschösterreichs an der Gesetzgebung und Verwaltung der Deutschen Republik sowie die Ausdehnung des Geltungsbereichs von Gesetzen und

⁵ Brief Dr. Ignaz Seipels an den in Paris lebenden Dr. W. Bauer, 30. Juli 1928. Zitiert bei Rennhofer, *op.cit.*, S. 571.

Einrichtungen der Deutschen Republik auf Österreich.“⁶ Ebenfalls im Geiste dieses Artikels der provisorischen Verfassung war das an den amerikanischen Präsidenten Wilson gerichtete Telegramm der österreichischen Regierung vom 15. November 1918 abgefaßt, in dem sie ihn darum bat, entsprechend des von ihm verkündeten Prinzips des Selbstbestimmungsrechtes der Völker Österreichs Anschluß an Deutschland im Kreis der Siegermächte zu unterstützen. „Wir hoffen, Herr Präsident, daß Sie, den von Ihnen so oft ausgesprochenen Grundsätzen entsprechend, diese Bestrebungen des deutschen Volkes in Österreich unterstützen werden. Das Recht der Polen, der Italiener, der Südslawen, die bisher dem österreichischen Staat angehört haben, sich mit ihren Nationalstaaten außerhalb Österreichs zu vereinigen, haben Sie, Herr Präsident, verfochten; wir sind überzeugt, daß Sie dasselbe Recht auch dem deutschen Volk in Österreich zuerkennen werden. . . .“⁷

Der im November 1918 verkündete Anschlußgedanke blieb — als negative Antwort auf die historische Existenzberechtigung der österreichischen Nation — in den nächsten zwei Jahrzehnten das immer wiederkehrende Problem der europäischen Politik. Im Augenblick seiner Entstehung schien er die gemeinsame Plattform aller Parteien zu sein, die in der österreichischen Politik eine wichtigere Rolle spielten, obwohl die durch die revolutionären Erschütterungen an die Macht gelangten Parteien unter dem Begriff „Anschluß“ für die Schicksalsprobleme der deutschsprachigen Bevölkerung Österreichs Lösungswege völlig verschiedenen sozialen und nationalen Inhalts verstanden. In dem aufgewühlten, fieberhaften Zustand, der in den Tagen und Wochen nach dem Zusammenbruch herrschte, hatten die Führer der Parteien wohl kaum Zeit und Möglichkeit, das langfristige „nationale Programm“ ihrer Parteien zu durchdenken und auszuarbeiten. So erschien dann schließlich die Losung vom Anschluß scheinbar als Ausdruck des einheitlichen Willens der provisorischen Regierung.

In erschöpfenden theoretischen Werken beschäftigten sich als erste die Führer der Austromarxisten mit der nationalen Problematik,⁸ nachdem der Bodengewinn der nationalen Ideen auch die Gefahr einer Aufgliederung der Arbeiterbewegung nach Nationen in den Bereich der Möglichkeiten rückte. Die Schlußfolgerungen Karl Renners und Otto Bauers gipfelten in der Feststellung, daß der Nationalismus integraler Bestandteil der Ideologien der Ausbeuterklasse sei, mit der die arbeitenden Klassen keine geistige Gemeinschaft eingehen könnten. Die Arbeiterklasse stehe, sich über die bewußt aufgestellten nationalen Schranken erhebend, auf den Grundfesten des Internationalismus, sie beurteile ihre gesellschaftliche Stellung auf Grund der Klassenlage und nicht der nationalen Zugehörigkeit. Durch die konsequente Verwirklichung der kulturellen und nationalen Autonomie werde es möglich sein, das

⁶ KARL R. STADLER, *Hypothek auf die Zukunft. Entstehung der österreichischen Republik. 1918–1921*. Wien 1968, S. 86.

⁷ Ebenda, S. 87.

⁸ KARL RENNER, *Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat*. Wien 1902; OTTO BAUER, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. Wien 1907.

Unrecht, das den Nationen zugefügt worden sei, wiedergutzumachen, und danach könne es für den Fortbestand der den allgemeinen Interessen der Arbeiterklasse dienenden großen wirtschaftlichen Einheit kein Hindernis mehr geben. Weder Renner noch Bauer erkannten den Aspekt der Nationalitätenfrage, daß durch die explosionsartige industrielle Entwicklung in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts auch in den von Nationalitäten bewohnten Gebieten eine qualitative Veränderung in der Struktur der Wirtschaft und Gesellschaft vor sich gegangen war. Die nationale Kapitalistenklasse war entstanden und mit ihr eine neue Verknüpfung der Interessen, die indirekt auch die Arbeiterklasse an der Verwirklichung der nationalen Bestrebungen interessiert machte. Es wurde selbstverständlich, daß die Nationalitäten die auf ihrem Gebiet vorhandenen wirtschaftlichen Ressourcen, Absatzmärkte selbst besitzen wollten und nach einem eigenen Zollgebiet, einer unabhängigen Wirtschaftspolitik strebten, in Politik und Verwaltung einen Apparat wollten, der ausschließlich ihre nationalen Interessen vertrat und Institutionen, die im Zeichen ihrer nationalen Kultur und Bildung standen. So weitgehende Ziele hätten sie nicht einmal bei noch so konsequenter Anwendung der kulturell-nationalen Autonomie erreichen können. Es gelang den größten Teil der nationalen Ziele in die Programme der Arbeiterorganisationen der verschiedenen Nationalitäten zu integrieren, was zur Folge hatte, daß die deutschösterreichische sozialdemokratische Partei, die das Programm der „Aufrechterhaltung der großen wirtschaftlichen Einheit“ verkündete, sich verdächtig machte, sie verteidige das Habsburgerreich. Als Zeichen für den historisch charakteristischen Zustand zerfiel die Arbeiterbewegung der Monarchie früher in ihre nationalen Bestandteile, als die Monarchie selbst.

Am Vorabend des unvermeidlichen Zerfalls der Doppelmonarchie vertraten selbst noch die sozialdemokratischen Führer verschiedene Ansichten über die mögliche Lösung der Zukunft Österreichs. Karl Renner beharrte zunächst noch auf dem Gedanken der kulturell-nationalen Autonomie beziehungsweise der Schaffung einer republikanischen Föderation innerhalb des Reichsrahmens. Viktor Adler und Engelbert Pernersdorfer erachteten, sich dabei an großdeutsche Vorstellungen annähernd, den Anschluß als die einzige annehmbare Lösung. Otto Bauer sprach sich ebenfalls für den Anschluß aus, doch machte er ihn von der gesamtdeutschen revolutionären Veränderung oder zumindest von der Bildung eines einheitlichen demokratischen Deutschlands abhängig. Nach dem Sturz des Hauses Hohenzollern verpflichtete er sich vorbehaltlos der Sache des Anschlusses, was durch die Kettenreaktion der Auflösung der Monarchie relativ schnell zum allgemeinen Bekenntnis der Parteiführung wurde.

Otto Bauer — einer der angesehensten Theoretiker der Partei — betrachtete die Verwirklichung der deutsch-österreichischen Vereinigung als das revolutionäre Ziel der gesamtdeutschen progressiven Kräfte. In seinen Artikeln und Studien betonte er, sich dabei auf Marx und Engels berufend, nach dem Sturz der Dynastien Romanow und Hohenzollern müsse sich die Auflösung der Habsburgermacht gesetzmäßig ereignen, denn in Zukunft bestehe keine Notwendigkeit mehr, die mittel- und

südosteuropäischen Völker vor der Expansion der beiden reaktionären Großmächte zu schützen. Nach der Liquidierung der beiden imperialistischen Zentren könnten sich die Nationalitäten der dualistischen Monarchie in unabhängigen und souveränen Nationalstaaten vereinigen, die ehemaligen herrschenden Nationen, die Deutschen und die Ungarn, würden zu ihrem Programm der Revolution vom Jahre 1848 zurückkehren. Ungarn konstituierte sich als unabhängiger, souveräner Staat, die deutschsprachige Bevölkerung des ehemaligen Reiches vereinige sich in einer demokratischen föderativen Republik mit den Reichsdeutschen. Da diese Entwicklung durch den Zusammenbruch des deutschen und des zaristischen kaiserlichen Imperialismus möglich geworden sei, diene die Entstehung einer vereinten, demokratischen deutschen Republik gleichzeitig auch den Interessen des europäischen Fortschritts.⁹

Max Adler, ein weiterer hervorragender geistiger Repräsentant des Austromarxismus, begründete die Notwendigkeit des Anschlusses mit wirtschaftlichen und sozialen Faktoren.¹⁰ Nach dem Abfall der industriell entwickelten, von Nationalitäten bewohnten Gebiete, wäre das auf den deutschsprachigen Raum zusammengeschrumpfte, zumeist agrarische Österreich ein wirtschaftlich lebensunfähiges Staatsgebilde, argumentierte er, das auf Grund seiner unnatürlichen und rückständigen wirtschaftlichen und sozialen Struktur ein unüberwindbares Hindernis für die Schaffung des Sozialismus darstellen würde. „Als ein Teil der deutschen sozialistischen Republik ist der Fortbestand einer bloß bürgerlichen Republik bei uns unmöglich. Indem wir unseren Anschluß an das deutsche Volk vollziehen, werden wir durch seine soziale Kraft mit einem Male auf eine Entwicklungsstufe hinaufgerissen, die wir allein erst beträchtlich später zu erreichen vermöchten.“¹¹ Die sozialdemokratische Argumentation von der wirtschaftlichen Lebensunfähigkeit — die durch die Unmenge der scheinbar unlösbaren Probleme nach dem Auseinanderfall der Monarchie bestätigt zu werden schien — traf in der österreichischen ökonomischen Literatur und im allgemeinem Denken auf fast ungeteilte Zustimmung.¹²

⁹ OTTO BAUER: *Die österreichische Revolution*. Wien 1923.

¹⁰ Von Otto Bauer stammt die Losung: „Anschluß an Deutschland, Anschluß an den Sozialismus!“

¹¹ MAX ADLER, *Der Krieg ist aus, der Kampf beginnt*. Der Kampf 1919. Jg. 11, Nr. 12, S. 781; L. KEREKES: Von St. Germain bis Genf. Österreich und seine Nachbarn 1918–1922. Budapest, Wien–Köln–Graz 1979, S. 24.

¹² G. STOLPER, *Deutsch-Österreich als Sozial- und Wirtschaftsproblem*, München 1921; OTTO BAUER, *Die Wirtschaftskrise in Österreich. Ihre Ursachen, ihre Heilung*. Wien 1925; F. HERTZ, *Ist Österreich wirtschaftlich lebensfähig?* Wien 1921; E. SCHEFFER, *Österreichs wirtschaftliche Sendung*. Leipzig 1927; E. GEBERT, *Flammenzeichen. Österreichs Wirtschaftsschicksal*. Wien 1927; G. HÖPER, *Österreichs Weg zum Anschluß*. Berlin 1928; H. FRANZEN, *Die deutsch-österreichischen Wirtschaftsbeziehungen in der Nachkriegszeit*. Köln 1928; SCHILDER, *Der Streit um die Lebensfähigkeit Österreichs*. Stuttgart 1926; G. SLAVIK: *Der Außenhandel und die Handelspolitik Österreichs. 1918–1928*. Klagenfurt 1928; F. HABER, *Die österreichische Wirtschaftsbilanz*. München 1927; O. Ehrlich: *Kann Österreich geholfen werden?* Wien–Leipzig–London 1927; V. KIENBÖCK, *Das österreichische Sanierungswerk*. Stuttgart 1925; KLEINWÄCHTER, *Der deutsch-österreichische Mensch und der Anschluß*. Wien 1926; H. KNIESCHE, *Die Großdeutsche Wirtschaftseinheit*. Leipzig 1929; H. KNALLBRUNNER, *Der Wiederaufbau der Landwirtschaft Österreichs*. Wien 1926; BASCH—DVORAČEK, *L'Autriche et son existence économique*. Prague 1925.

Die Konzeption der nationalen Unabhängigkeit Österreichs hielt Otto Bauer für ein Instrument der Machtpolitik des siegreichen Imperialismus, was seiner Meinung nach auf die Vereitelung der Gründung einer einheitlichen deutschen Republik abzielte. Frankreich wolle sich für die Sünden der Hohenzollern an den deutschen demokratischen Kräften rächen. Auch mit der demonstrativen Verkündung einer Donaukonföderation wolle Frankreich, so meinte Bauer, lediglich erreichen, auch Österreich in den antideutschen und antisowjetischen Block einzureihen, der unter französischer Hegemonie stehen sollte.

Die *deutschnationalen Parteiengruppierungen*¹³ forderten ebenfalls unterschiedslos den Anschluß, doch faßten sie das Ziel des Anschlusses auf sehr unterschiedliche Weise auf. Viele aus den demokratisch-kleinbürgerlichen und intellektuellen Schichten der nationalen Richtung wünschten zu den Idealen der Revolution von 1848 zurückzukehren, als die Wiener revolutionären Massen unter der die Forderung nach der vereinten deutschen Republik symbolisierenden schwarz-rot-goldenen Fahne gegen die schwarz-gelben konterrevolutionären Truppen von Windischgrätz gekämpft hatten, und als das Frankfurter Parlament in der Person des liberalen Erzherzogs Johann einen österreichischen Erzherzog als Reichsverweser an die Spitze des Reiches stellte. Diese zahlenmäßig nicht allzu bedeutenden Kreise wähten einen direkten Zusammenhang zwischen den revolutionär-nationalen Zielen von 1848 und 1918 zu entdecken, wobei sie aber vergaßen, daß Bismarck bereits im Jahre 1871 von oben, „mit Blut und Eisen“, unter preußischer Vorherrschaft und im konterrevolutionären Geiste die deutsche Einheit verwirklicht hatte. Die auf das Erbe der Revolution von 1848 zurückgreifenden Kreise gingen jedoch davon aus, daß die Österreich ausschließende „kleindeutsche“ Lösung die reaktionäre Antwort auf die nationale Problematik sei, denn statt des die nationalen Minderheiten befreienden revolutionären Einheitsgedankens triumphierte die über Millionen von Menschen der unterschiedlichsten nationalen Zugehörigkeit herrschende Habsburgerdynastie. Der Ausschluß Österreichs aus der deutschen Einheit erfolgte ihrer Meinung nach im Zeichen jener reaktionären imperialistischen Überlegung, durch die Bewahrung des Hauses Habsburg die deutsche Hegemonie über die Millionen von Nationalitäten in Südosteuropa zu erhalten.¹⁴

Mit dem Namen Georg Schönerers ist die Gründung der pangermanischen und alldeutschen deutschnationalen Richtung verbunden, die die Sprengung des Habsburgerreiches und den Anschluß der deutschen Bevölkerung der dualistischen Monarchie an das deutsche Reich forderte, im Zeichen des militanten Nationalismus und Antisemitismus. Schönerer verkündete gegenüber dem immer schnelleren Bodenge-

¹³ Zu dieser Gruppe können nach dem Zusammenbruch der Monarchie mehrere Parteien und politische Vereinigungen gezählt werden: Deutsche Agrarpartei, Deutsche Arbeiterpartei, Deutsche Fortschrittspartei, Deutsche Gemeinbürgerschaft, Deutsche Nationalpartei usw. Am 5.—7. September 1920 entstand in Salzburg aus dem Zusammenschluß von 17 deutsch-nationalen Richtungen die Großdeutsche Volkspartei.

¹⁴ DIÓSZEGI, ISTVÁN, *Österreich-Ungarn und der französisch-preußische Krieg 1870–1871*. Budapest 1974, S. 285.

winn der slawischen, ungarischen, italienischen, jüdischen und anderer Volksgruppen im Habsburgerreich werde das deutsche Ethnikum auf ein immer kleineres Territorium zurückgedrängt und wenn es nicht gelänge, das deutsche Volk Österreichs durch den Anschluß diesem Nationalitätenchaos zu entreißen, so werde es unweigerlich in dem ihm umgebenden Meer der fremden Völker aufgehen.¹⁵

Nach dem Zerfall im Jahre 1918 wünschten die deutschnationalen Richtungen den Anschluß, wobei jene Hoffnung des österreichischen Industrie- und Bankkapitals keine unwesentliche Rolle spielte, auf diese Weise vereint mit dem deutschen Kapital, das trotz seiner Niederlage im Krieg den größten Teil seines wirtschaftlichen Einflusses hatte hinüberretten können, in der Lage zu sein, die Mehrzahl der durch den Zusammenbruch der Doppelmonarchie verlorenen wirtschaftlichen Positionen im Donauraum erneut zurückzugewinnen.¹⁶ Als wichtigste Voraussetzung war dafür in ihren Augen, daß es gelingen würde, der revolutionären Bewegungen in Deutschland Herr zu werden und die Volksbewegungen, die die Hohenzollern zur Abdankung gezwungen hatten, im Rahmen der „Verfassungsmäßigkeit“ der kapitalistischen Eigentumsverhältnisse unversehrt bewahrenden bürgerlichen Republik abzuleiten. Im Gegensatz zu den Sozialdemokraten, die sich durch den Anschluß an die deutsche Republik die erfolgreichere Verwirklichung der gemeinsamen Ideale erhofften,¹⁷ suchten die österreichischen Großdeutschen in ihm ein geeignetes Instrument zur Konsolidierung der kapitalistischen Herrschaft, dann zur gemeinsamen Durchsetzung ihrer expansiven Ziele, womit ihre Anschlußbestrebungen ein eindeutig retrogrades, imperialistisches Programm ausdrückten.

Die Liberalen sympathisierten schon seit der Jahrhundertwende eher mit dem gemäßigten Flügel der deutschnationalen Richtung als mit den Christlichsozialen, denn letztere betrachteten sie als das politische Sprachrohr des Klerikalismus und des Konservatismus. Es entstand eine derart eigenartige Situation, daß die von Moritz Benedikt redigierte angesehenere bürgerliche Zeitung, die durch ihren liberalen Geist bekannte „Neue Freie Presse“, die wilden Ausfälle der intransigenten deutschen nationalistischen Partei Schönerers gegen die Christlichsoziale Partei an die breite Öffentlichkeit brachte.¹⁸ Am 12. November des Jahres 1918 sprach sich die Neue Freie

¹⁵ Zur Charakterisierung Schönerers siehe: ALBERT FUCHS, *Geistige Strömungen in Österreich*. Wien 1978, S. 177—196.

¹⁶ NORBERT SCHAUSBERGER, *Der Griff nach Österreich. Der Anschluß*. Wien 1979, S. 75.

¹⁷ „Unsere bürgerlichen Parteien haben das alte Deutschland geliebt: das Deutschland der Hohenzollern, der preußischen Junker, des völkermordenden preußischen Militarismus. Dieses Deutschland haben wir Sozialdemokraten gehaßt. Aber jetzt ist ein neues Deutschland entstanden: Die Hohenzollern sind verjagt, das deutsche Volk hat sich von der Herrschaft des Preußentums befreit, in der großen deutschen sozialistischen Volksrepublik ringt sich die deutsche Arbeiterklasse in gewaltigen Kämpfen zum Sozialismus empor. . .

Wir aber wollen zu dem roten Deutschland! . . . Der Anschluß an Deutschland ist jetzt Anschluß an den Sozialismus.“ Zitiert bei Schausberger, op.cit. S. 36.

¹⁸ FRIEDRICH FUNDER, *Vom Gestern ins Heute. Aus dem Kaiserreich in die Republik*. Wien—München 1971, S. 211—212.

Presse ebenso für den Anschluß aus,¹⁹ wie angesehene Persönlichkeiten der liberalen Politik, so Czernin, Rothschild, Benedikt oder hervorragende Vertreter der liberalen Richtung des literarischen Lebens wie Karl Kraus.²⁰

Die in der Republik zur Regierungspartei gewordene Christlichsoziale Partei vertrat einen ziemlich ambivalenten Standpunkt in der Frage der nationalen Selbständigkeit. Ihre unbestreitbar anschußfeindliche Linie versuchten später einige zu einem eindeutigen Bekenntnis zum Gedanken des unabhängigen und souveränen Österreich hochzustilisieren, obwohl die Christlichsoziale Partei in Wirklichkeit — wie wir noch sehen werden — unter einem besonderen Vorzeichen ebenfalls die Existenzberechtigung der im Friedensvertrag von Saint-Germain geschaffenen österreichischen Republik leugnete. Der geistige Führer der Partei, der als Politiker und Wissenschaftler gleichermaßen bedeutende Ignaz Seipel, hatte bereits in seinem im Jahre 1916 verfaßten Buch „Nation und Staat“²¹ seinen Standpunkt in der nationalen Frage und der Zukunft Österreichs dargelegt. Sein Buch war die theoretische Antwort der Christlichsozialen Partei auf die Herausforderung der die Existenzgrundlagen der Monarchie erschütternden nationalen Unabhängigkeitsbewegungen. Seipels Folgerungen beruhten im wesentlichen darauf, daß die historische Notwendigkeit des über den kleinlichen und selbstsüchtigen nationalen Interessen stehenden Integrationsgedankens das Habsburgerreich ins Leben gerufen habe. „Wahrlich es muß, soll die Menschheitskultur nicht in eine rückläufige Bewegung geraten, auch solche Staaten geben, die die Brücke bilden von einer Nation zur anderen, die in ihrem Schoß viele Nationen versammeln, auf daß sie, einander verstehen und lieben lernend, sich gegenseitig zu höheren Idealen erziehen als dem bloß nationalen! Und ein solcher Staat ist Österreich. Auf dieser Erkenntnis vor allem beruht unser besonderer, österreichischer Patriotismus.“²²

Die logische Konsequenz dieses idealisierten Bildes von der Monarchie war, daß die Christlichsoziale Partei die Auflösung von 1918 sowie die Existenz des unabhängigen Österreich nur als ein Provisorium für jene Übergangszeit betrachtete, bis die Völker der ehemaligen Monarchie, aus der Betäubung durch die nationalen Losungen erwachend — nach der Einführung gewisser Reformen — wieder in das „gemeinsame Heim“ zurückkehrten.

In seinem Brief an den Theologieprofessor an der Freiburger Universität, Engelbert Krebs, vom 16. Dezember 1918 führte Seipel aus: „Das alte Österreich ist noch keineswegs tot. Die ‚Donauföderation‘ wird bestimmt kommen und es erneuern. Die Frage ist nur, ob wir Deutschösterreicher sie den Slawen, Magyaren und Rumänen

¹⁹ Die Neue Freie Presse schrieb: „Großdeutschland ist wieder lebendig geworden. Die Erinnerung an die Paulskirche in Frankfurt, wo die Vertreter von Österreich in der verfassungsmäßigen Versammlung saßen, kommt in den Vordergrund.“ Zitiert bei FRANZ ENDLER, *Österreich zwischen den Zeilen. Die Verwandlung von Land und Volk seit 1848 im Spiegel der Presse*. Wien-München-Zürich 1973, S. 216.

²⁰ KARL KRAUS schrieb in der Zeitschrift Die Fackel mit vernichtender Ironie über den Gedanken einer selbständigen österreichischen Nation.

²¹ IGNAZ SEIPEL, *Nation und Staat*. Wien-Leipzig 1916.

²² Ebenda S. 17.

überlassen oder selbst dabei mittun sollen. Es scheint, daß die wirtschaftlichen Notwendigkeiten uns ebenso wie der wahre Vorteil des ganzen deutschen Volkes das zweite anraten.“ In seinem Brief formulierte er auch klar die konservativ-reaktionären Motive seines anschlußfeindlichen Standpunktes: „Wir werden uns an Deutschland nur anschließen, wenn es ein wahrhaft freier Staat wird. In dem Deutschland von heute, in dem es den Terror von Soldatenräten und eine sozialistische Diktatur gibt, in dem ein Kurt Eisner regieren kann u. s. f., haben wir nichts zu suchen.“²³

Historisch bizarr war die Situation, daß keine einzige der Ende 1918 an die Macht gelangten österreichischen Parteien auf der Basis der nationalen Eigenständigkeit des auf den deutschsprachigen Raum zusammengeschrumpften Österreich stand. Im Vergleich zu Ungarn bewegte sich Österreich auf einer diametral entgegengesetzten Entwicklungsbahn. Während nämlich Ungarn nach dem Verlust seiner Nationalitätengebiete und dem entscheidenden Durchbruch des einheitlichen nationalen Charakters des Landes unter den geistigen Einfluß des militanten Nationalismus geriet, glaubte das österreichische Volk, nach dem Abfall der Nationalitätengebiete sei es am Endpunkt seiner historischen Sendung angelangt und verzichtete deshalb resigniert auf die weitere Aufrechterhaltung seiner eigenständigen staatlichen Existenz. Scheinbar waren beide Länder einheitliche Nationalstaaten geworden, doch fiel eine von Ungarn wesentlich abweichende Besonderheit des österreichischen Reichsteiles deutlich ins Auge, daß nämlich zwischen den Ländern mit deutscher Bevölkerung keine echte nationale Einheit entstanden war. Das Gefühl der „nationalen Zusammengehörigkeit“ kam dort fast ausschließlich nur im Rahmen der einzelnen Länder zum Ausdruck, das heißt unter Tirolern, Steiermärkern, Vorarlbergern und Kärntnern, die in der Person des in Wien regierenden Kaisers bei weitem nicht die Personifizierung irgendeines „deutschen Ideals“ gesehen hatten, sondern den über den Nationen stehenden zusammenhaltenden Faktor des Vielvölkerreiches. Die Tiroler verhielten sich — hinter dem Schutzwall ihrer eigenen Verfassung — gegenüber den Problemen der fernen Kaiserstadt ziemlich gleichgültig, wie sich auch die anderen Länder — abgesehen von Ober- und Niederösterreich — hinter die Mauern ihrer Landessouveränität zurückzogen, wohin die aus der geistigen Zusammenarbeit des Vielvölkerstaates resultierende „österreichische Kultur“ kaum einzurdringen vermochte.²⁴ Die meisten deutschsprachigen Länder waren auf der Ebene der „Heimatkunst“ und der Landesfolklore steckengeblieben, was sich geistig als eine ebenso hohe Trennwand erwies wie es im geographischen Sinne die Alpen waren.

Das Gefühl der inneren Zusammengehörigkeit einer Nation wird durch besonders kritische oder gefährliche Situationen einer wirklichen Kraftprobe ausgesetzt. Dann zeigt sich, ob die Bedrohung einzelner Teile des Landes das solidarische Auftreten der anderen Teile beziehungsweise des ganzen Landes auslöst.

²³ F. RENNHOFFER, op.cit.

²⁴ Das größere Österreich. Geistiges und soziales Leben von 1880 bis zur Gegenwart. Hrsg. von Kristian Sotriffer. Wien 1982. In diesem Band: ERNST KRENEK, *Von der Aufgabe, ein Österreicher zu sein*. S. 11—15.

Bis zur endgültigen Festlegung der Staatsgrenzen der österreichischen Republik mußten manche ihrer Länder schwere Prüfungen durchmachen, und diese beweisen fast ohne Ausnahme, daß bei den Ländern nicht einmal die elementarsten Spuren des Gefühls nationaler Zusammengehörigkeit entdeckt werden konnten. Die italienische Besetzung Südtirols wollten Teile der Tiroler Landesregierung durch die Schaffung einer selbständigen Republik Tirol abwehren,²⁵ mit der Existenz eines von Wien losgelösten Tirol wollten die Tiroler dem italienischen Argument den Boden entziehen, zum Schutz vor der „österreichischen Bedrohung“ brauche Italien unbedingt die Brennergrenze. Als auf der Friedenskonferenz der Plan eines unabhängigen Tirol zurückgewiesen wurde, forderten rechte Tiroler Richtungen den auf Bayern begrenzten Anschluß, wohinter sich die Absicht der bayerischen und österreichischen konterrevolutionären Gruppen verbarg, sich auf diese Weise von dem Einfluß der durch den Vormarsch der links-revolutionären Bewegungen bedrohlich gewordenen Hauptstädte Berlin und Wien zu befreien.²⁶ Auch die bewaffneten Kämpfe wegen der jugoslawischen Besetzung Südkärntens und der Zugehörigkeit des Klagenfurter Beckens blieben innerhalb der Grenzen des Landes Kärnten und mobilisierten keine anderen Teile Österreichs um das deutschsprachige Gebiet zu schützen. Der von Oberstleutnant Ludwig Hülgerth aufgestellte Kärntner „Heimatschutz“ blieb in seinem Kampf für die Erhaltung der territorialen Einheit des Landes so gut wie auf seine eigenen Kräfte angewiesen.²⁷ Vorarlberg wollte sich von den bedrückenden Folgen der militärischen Niederlage und von den wirtschaftlichen Problemen den unabhängigen Österreich durch den Anschluß an die Schweiz befreien. Den Erfolg dieser Anschlußaktion an die Schweiz vereitelten nur das Verbot durch die Friedenskonferenz und der abweisende Beschluß des Schweizer Staatsrates und nicht irgendein „österreichisches Gefühl“ der Vorarlberger Bevölkerung.²⁸ Die Zugehörigkeit des Burgenlandes blieb durch die politischen Veränderungen in Ungarn relativ lange ungewiß, und das entscheidende Urteil ist auch in diesem Falle eher aus internationalen Gründen zu erklären als etwa mit dem überzeugenden Auftreten der spontanen und starken nationalen Bewegungen der dort lebenden deutschsprachigen Bevölkerung.²⁹

Aus dem Gesagten kann man ohne jede Übertreibung die Schlußfolgerung ziehen, daß die jeden inneren nationalen Zusammenhalt beinahe vollständig vermissen lassende österreichische Republik in den Jahren 1918—19 unvermeidlich mit Deutschland verschmolzen wäre, wenn nicht die die neue Ordnung des Weltfriedens diktierenden Siegermächte — vor allem Frankreich — im Interesse des Machtgleichge-

²⁵ Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHSStA) Wien, K. 261 (Otto-Bauer-Nachlaß) S. 153.

²⁶ Auswärtiges Amt (AA) Bonn. Abteilung II. Pol. 2. Österreich, Nr. 1, Bd. 1.

²⁷ ERWIN STEINBÖCK, *Die Volkswehr in Kärnten unter Berücksichtigung des Einsatzes der Freiwilligenverbände*. Wien—Graz 1963.

²⁸ LAJOS KERÉKES, *Von St. Germain bis Genf. Österreich und seine Nachbarn 1918—1922*, S. 101—113.

²⁹ SOÓS, KATALIN, *Burgenland az európai politikában 1918—1921* (Das Burgenland in der europäischen Politik 1918—1921). Budapest 1971.

wichts im Donauraum auf der Unabhängigkeit Österreichs bestanden hätten. Die Möglichkeit des österreichischen Anschlusses war schon während des Weltkriegs ein wesentlicher Punkt der Bestrebungen der einander gegenüberstehenden Machtblöcke gewesen. 1916 erklärte Reichskanzler Bülow: „Selbst wenn wir diesen Krieg verlieren sollten, werden wir die Partie doch gewinnen, wenn wir Österreich annectieren.“³⁰ Das sah jedoch auch die französische Heeresleitung klar, deshalb vertrat Clemenceau die Ansicht, daß „... wenn die Folge des Krieges der Anschluß Österreichs wäre, Deutschland nicht der Besiegte, sondern der Sieger wäre“.³¹

Nach langen Debatten und trotz scharfer Meinungsverschiedenheiten einigten sich die Sieger schließlich über das Verbot des Anschlusses, das der mit Deutschland unterzeichnete Versailler Friedensvertrag gleichlautend mit dem von der österreichischen Republik unterschriebenen Friedensvertrag von Saint Germain regelte, indem er besagte, Österreich werde sich jedweder politischen oder wirtschaftlichen Bindung enthalten, die direkt oder indirekt geeignet wäre, seine nationale Unabhängigkeit zu gefährden.³²

In einer historischen Situation, in der die Völker Mittel- und Südosteuropas vom Zauber nationaler Ideale gefangengehalten wurden, sahen die Deutschösterreicher ein diskriminierendes Vorgehen der französischen Machtpolitik darin, daß die Siegermächte überall dort die nationalen Erwartungen erfüllten, wo es ihre eigenen Interessen erforderten, sich jedoch dort — selbst unter Verletzung der Interessen einer dauerhaften Friedensregelung — über das nationale Prinzip hinwegsetzten, wo dies den Erfolg ihrer auf den Ausbau der eigenen Einflußpären gerichtete Politik — wie sie glaubten — in Frage stellen würde. Es durften sich Völker und Volksgruppen im Zeichen des „nationalen Prinzips“ vereinigen, zwischen denen viel größere historische, kulturelle, ja sogar ethnische Unterschiede bestanden als zwischen den Deutschösterreichern und den benachbarten Süddeutschen. Es geschieht jedoch in der Geschichte nur selten, daß die durch ein Machtwort geschaffenen nationalen Lösungen auch die Zustimmung der betroffenen Völker erhalten, ausgenommen jene Fälle, in denen diese Entscheidungen mit territorialem Zuwachs oder anderen Vorteilen verbunden sind. So war das auch im Falle Österreichs. Wenige akzeptierten die Argumentation der französischen Politik, die deutsch-österreichische Vereinigung würde eine gefährliche Bedrohung der Sicherheit in Mittel- und Südosteuropa darstellen. In dem durch das Machtwort ausgesprochenen Anschluß-Verbot sahen viele die Verletzung des nationalen Selbstbestimmungsrechtes und diese Auffassung wurde auf lange Zeit ein Faktor, der die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins behinderte. So wie viele in der Weimarer Republik die Demokratie als einen Importartikel aus dem Westen betrachteten, so war im Bewußtsein vieler Österreicher die Existenz der selbständigen und unabhängigen, der „zum Leben verurteilten“ Republik Österreich

³⁰ BENOIST-MÉCHIN, *Griff über die Grenzen. 1938*. Oldenburg 1966. Zitiert bei KURT SCHUSCHNIGG, *Im Kampf gegen Hitler*. Wien-München-Zürich 1969, S. 43.

³¹ LUDO MORITZ HARTMANN, *Großdeutsch oder Kleindeutsch?* Wien 1921, S. 25.

³² E. C. HELLBLING, *Österreichische Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte*. Wien 1956, S. 426.

gleichbedeutend mit den Großmachtinteressen der französischen Politik im Donauraum. Es stimmt, führende politische Kreise Frankreichs erkannten schon in den Monaten nach der Auflösung der Monarchie, daß die im Donauraum überhandnehmenden Kleinstaat-Nationalismen — die nützliche Kriegsverbündete gewesen waren, weil sie zur inneren Schwächung der Monarchie beigetragen hatten — die Verwirklichung der in osteuropäischen Dimension entworfenen Pläne der französischen Außenpolitik durchkreuzen könnten. Der Politik, in deren Mittelpunkt der Plan stand, an die Stelle des zerfallenen Habsburgerreiches ein neues Bündnissystem der mittel- und südosteuropäischen Länder zu setzen, das mit Unterstützung, ja sogar unter Führung Frankreichs stark genug sein würde, zwischen Sowjetrußland und Deutschland eine selbständige Machtrolle in dieser Region zu spielen. Um diesen großangelegten Plan verwirklichen zu können, tat Frankreich nun in allem das Gegenteil von dem, was es während des Krieges getan hatte: statt der Zerstörung begann es nun ein strukturell verändertes Gebäude aufzubauen. Während es im Krieg die den inneren Zerfall der Monarchie vorantreibenden nationalen Bewegungen unterstützt hatte, war es nun bestrebt, die Verbindungsfäden zwischen den Nationen des Donauraumes zu verstärken. Zur erfolgreichen Verwirklichung seines Planes war es gerade auf die Überwindung jenes Kleinstaat-Nationalismus angewiesen, den es im bedeutenden Umfang selbst ins Leben gerufen oder derart gefördert hatte, daß er zum dominierenden Faktor der neuen Lage nach dem Krieg werden konnte. Frankreich sorgte auch dafür, daß Bestimmungen in die Friedensverträge von Trianon und Saint Germain aufgenommen wurden, die die Möglichkeit offen ließen, daß die unabhängig gewordenen Länder der ehemaligen Monarchie auch weiterhin die Gemeinsamkeit im Zollwesen und bei der Zahlungsmitteln aufrechterhalten konnten.³³ Auch auf politischem Gebiet bemühte es sich, zwischen Österreich und Ungarn und den anderen Nachfolgestaaten zu vermitteln.³⁴ Seine Versuche scheiterten aber einer nach dem anderen, denn die inzwischen herrschende Idee des politischen und wirtschaftlichen Nationalismus sah in jeder noch so kleinen Beibehaltung der alten Bindungen eine unerträgliche Beschränkung der nationalen Souveränität. Besonders abweisend reagierten die Tschechoslowakei, Jugoslawien und Rumänien auf jeden Versuch Frankreichs, zwischen Österreich und Ungarn sowie den anderen Staaten ein engeres Bündnis zu erreichen.³⁵

Der unlösbare Widerspruch der damaligen französischen Politik im Donauraum lag darin, daß es eine Art mittel- und südosteuropäische Konföderation mit politischen Kräften schaffen wollte, die unfähig waren, über ihren eigenen begrenzten nationalen Horizont zu blicken. Das Ergebnis konnte auch kein anderes sein, als was in der Form der kleinen Entente entstand: das Interessenbündnis der drei neuen Staaten gegen die beiden herrschenden Nationen der ehemaligen Monarchie, die

³³ AA Bonn, Abt. II, Pol. 4.

³⁴ HHSStA NPA. K. 822/19110.

³⁵ AA Bonn, Abt. II, Pol. 4. Konferenz von Portorose (Rom) Bd. I. 249.

Österreicher und die Ungarn. Der gemeinsame Nenner, der die Bündnisbeziehungen zwischen den in wirtschaftlicher, politischer und sozialer Hinsicht so unterschiedlichen Länder ermöglichte, war in Bezug auf Österreich die — bewußt aufgebaute — Gefahr der Habsburgrestauration und in Bezug auf Ungarn der vereinte Schutz der territorialen Entscheidungen des Friedensvertrages. Im nachhinein versuchte die Kleine Entente ihre Existenz als die Verwirklichung der Bestrebungen der französischen Politik im Donauraum hinzustellen, obwohl die Kleine Entente in Wirklichkeit nicht einfach nur eine limitierte Variante der ursprünglichen französischen Vorstellungen war, sondern ihrem Wesen nach und auch qualitativ etwas anderes, als Frankreich hatte erreichen wollen. Da es nicht gelungen war, Österreich und Ungarn in die unter französischer Führung geplante Donaukonföderation einzubeziehen — der sich auch die nationalistischen Kreise Österreichs und Ungarns verschlossen —, war der Plan eines Staatenbündnisses, das die Großmachtfunktion des Habsburgerreiches ausüben sollte, praktisch illusorisch geworden.

Mit dem Anschlußverbot wollte Frankreich eigentlich für Österreich die Möglichkeit offenhalten, seine wirtschaftlichen und nationalen Probleme in einem neuartigen Bündnis mit den unabhängig gewordenen Nachfolgestaaten zu lösen. Aus dem Scheitern dieses Planes zog ein großer Teil der österreichischen Öffentlichkeit die Schlußfolgerung, daß von den Alternativen Anschluß oder Donaukonföderation jetzt nur noch die des Anschlusses als einzig gangbarer Weg übriggeblieben sei. Das kam auch in den Ergebnissen der Volksabstimmungen über den Anschluß im Frühjahr und im Sommer des Jahres 1921 zum Ausdruck,³⁶ obwohl man bei deren Beurteilung die Wirkung der umfangreichen materiellen und propagandistischen Unterstützung bestimmter Organisationen aus dem Reich nicht außer acht lassen darf.

Unter den Faktoren, die die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins verzögerten oder hemmten, müssen wir unbedingt den Umstand erwähnen, daß die am 1. Oktober 1920 in Kraft gesetzte neue Verfassung der Republik Österreich³⁷ als Kompromiß zwischen der nach Zentralisation strebenden Sozialdemokratie und der auf der föderativen Lösung bestehenden Christlichsozialen Partei und anderer bürgerlicher Parteien zustande kam: sie teilte Österreich in neun föderative Länder auf und überließ ihnen ziemlich wichtige Angelegenheiten. In der Zuständigkeit des Bundes blieben die Angelegenheiten des Äußeren, die Verteidigung, das Justiz- und das Zollwesen sowie das Post-, Telegraphen- und Telefonwesen, in die Kompetenz der Länder entfielen die Wirtschaft, die Steuern, das Bildungswesen sowie das Sicherheitswesen.³⁸ Ohne Zweifel hat die aus dem föderativen Charakter des Staates folgende

³⁶ Am 24. April 1921 gingen in Tirol 90% der Stimmberechtigten zu den Urnen, um sich in der Anschlußfrage zu entscheiden. Von 131 708 stimmten 129 838 (98,6%) für den Vorschlag, die österreichische Regierung möge den Völkerbund um Zustimmung zum Anschluß ersuchen. Am 29. Mai stimmten in Salzburg 99,3% mit Ja.

³⁷ Die erste Verfassung der österreichischen Republik hat Hans Kelsen, der später in der ganzen Welt bekannte Rechtsgelehrte ausgearbeitet.

³⁸ E. C. HELLBING, op.cit. S. 433—449.

Unabhängigkeit der einzelnen Länder — die die konservativen Länder im Jahre 1920 zur Begrenzung der Macht der linkslastigen Hauptstadt zu konservieren versuchten — der sozialdemokratischen Führung im „roten Wien“ die günstige Gelegenheit für ihre damals einmaligen sozialen und kulturellen Erfolge geboten. Doch wirkte sich der Umstand auf die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins lähmend aus, daß sich zwischen dem an der Spitze der europäischen Progression stehenden „roten Wien“ und den konservativ-bäuerlichen Ländern unüberwindlich hohe Trennwände auftürmten, die das Land — weit polarisierter als in anderen kapitalistischen Ländern — in feindliche Lager spalteten. Der ständig zwischen dem sozialdemokratischen „Republikanischen Schutzbund“ und der rechten „Heimwehr“ latente oder offene Kampf machte jedweden nationalen Konsens unmöglich, ja die einander gegenüberstehenden Gegner suchten sogar mit ausländischen Kräften, die ihren Standpunkt teilten, ein Bündnis zur Bekämpfung des „inneren Feindes“ einzugehen.³⁹

In kultureller Hinsicht war unklar und heftig umstritten, ob die deutschsprachige Kultur Österreichs Bestandteil des sich in Wechselwirkung entwickelnden — und innerhalb des deutschen Reiches in mehrerer Schattierungen vorhandenen — deutschen Kulturkreises war oder ob als Ergebnis des jahrhundertlangen Zusammenlebens mit den mittel- und südosteuropäischen Ländern als geistiger Überbau des multinationalen Staates eine besondere deutschsprachige „österreichische Kultur“ entstanden war, von der reichsdeutschen Kultur geistig völlig unabhängig. Auch heute trifft man auf jene Auffassung, die „österreichische Kultur“ habe einem bunten Gewebe gleich die geistigen Werte der Völker des Habsburgerreiches zu einer Einheit zusammengefaßt und so sei die vom norddeutschen Kulturkreis abgezweigte und zu eigenständigem Leben erwachte „österreichische Kultur“ entstanden. In diesem Zusammenhang beruft man sich unter anderem auf die Namen Franz Kafka, Robert Musil, Karl Kraus, Franz Werfel, Egon Erwin Kisch, Joseph Roth, Ödön von Horváth. Ihr Wirken beweist in der Tat überzeugend die Entstehung der in den Nationalitäten wurzelnden deutschsprachigen „österreichischen Kultur“, wobei es eine ganz andere Frage ist, inwieweit jene Völker, die — durch einzelne ihrer hervorragenden Künstler — zur Entfaltung dieser aus dem multinationalen Nährboden erwachsenden Kultur beigetragen haben, diese auch als ihre eigene betrachteten. Robert Musil verneinte eindeutig den übernationalen Charakter der „österreichischen Kultur“, als er im März des Jahres 1919 die Existenzberechtigung des selbständigen österreichischen Staates in Zweifel zog und sich für den Anschlußgedanken aussprach. „Aber wer war dieser Staat? Keine einzige Nation und keine freie Vereinigung von Nationen trug ihn ... es fehlte die zentrale Willens- und Ideenbildung. Es war ein anonymer Verwaltungsorganismus; eigentlich ein Gespenst, eine Form ohne Materie ... Unter solchen Umständen hat sich das herausgebildet, was von manchen recht naiv die österreichische Kultur genannt wird, der sie die

³⁹ LAJOS KEREEKES, *Abenddämmerung einer Demokratie. Mussolini, Gömbös und die Heimwehr*. Wien 1966.

besondere Feinheit nachsagen, die angeblich nur auf dem Boden eines nationalen Mischstaates gedeiht; neuestens glauben einige, sie vor dem Aufgehen in der deutschen ‚Zivilisation‘ schützen zu müssen und machen aus ihr sogar ein Argument für das Wiederaufleben Österreich-Ungarns in der aus den Angstträumen der Großindustrie geborenen Gestalt der Donauföderation. . . Man spart viele Worte in dieser Frage, wenn man drei Feststellungen gleich zu Beginn macht: Erstens haben weder die Slawen noch die Romanen, noch die Madjaren der Monarchie eine österreichische Kultur anerkannt; sie kannten nur ihre eigene und eine deutsche, die sie nicht mochten: die ‚österreichische‘ Kultur war eine Spezialität der Deutschösterreicher, welche gleichfalls eine deutsche nicht haben wollten. . . Die österreichische Kultur war ein perspektivischer Fehler des Wiener Standpunkts. . . Die Rede von der österreichischen Kultur, die auf dem Boden des nationalen Mischstaates stärker erblühen sollte als anderswo, diese so oft beteuerte Mission der sancta Austria, war eine niemals bewahrheitete Theorie. . .“⁴⁰

Musils negative Meinung ändert nichts an der Tatsache, daß im Bewußtsein breiter Kreise der deutschösterreichischen Intellektuellen die österreichische Rolle der „Kulturmission“ im Donauroaum als Wirklichkeit galt. Hierdurch wird es verständlich, daß in der neuen Situation nach dem Zerfall der Monarchie viele ratlos vor dem Dilemma der ihrer Existenzbedingungen beraubten „österreichischen Kultur“ standen. Da vorerst kaum jemand die Entstehung einer eigenständigen österreichischen Nationalkultur als eine denkbare Alternative ansah, wurde die Überzeugung allgemein, die österreichische Kultur müsse sich in den deutschen Kulturkreis integrieren. Diese Überzeugung vertraten auch die österreichischen Historiker,⁴¹ die nach 1919 ausschließlich die Kritik der „kleindeutschen“ Auffassung und das Problem der „großdeutschen“ Neueinschätzung der deutschen Geschichte beschäftigte.⁴²

2. Von der Losung „Ein Volk in zwei Staaten“ zur Verwirklichung der Losung „Ein Volk, ein Reich, ein Führer“

Die Diskussionen über die selbständige und unabhängige staatliche Existenz Österreichs kamen schließlich an einen Ruhepunkt, als das im Oktober 1922 unterzeichnete Genfer Protokoll als Bedingung für den durch den Völkerbund garantierten Sanierungskredit erneut das Verbot des Anschlusses aussprach.⁴³

⁴⁰ ROBERT MUSIL, *Der Anschluß an Deutschland (März 1919)*. In: R. Musil, *Gesammelte Werke* in neun Bänden. ed. A. Frisé. Reinbeck 1978, 1039—1041. Zitiert bei F. Fellner, *Die Historiographie*. . . S. 41.

⁴¹ Die österreichischen Historiker gehörten dem Verband Deutscher Historiker an, sie hielten ihre Kongresse auch gemeinsam ab. Viermal in Österreich: 1896 in Innsbruck, 1904 in Salzburg, 1913 in Wien und 1927 in Graz. Dagegen haben die Historiker im Habsburgerreich niemals eine Organisation gegründet. (F. Fellner, *Die Historiographie*. . . S. 38.)

⁴² F. FELLNER, *Die Historiographie*. . . S. 49—51.

⁴³ DR. GOTTFRIED LADNER, *Seipel als Überwinder der Staatskrise vom Sommer 1922. Zur Geschichte der Entstehung der Genfer Protokolle vom 4. Oktober 1922*. Wien—Graz 1964, S. 158.

Bundeskanzler Seipel unterzeichnete persönlich dieses bedeutende Dokument der nationalen Unabhängigkeit, das den Beginn relativ konsolidierter Verhältnisse in Österreich darstellte.

Es wäre jedoch ein Irrtum anzunehmen, die internationale rechtliche Garantie der Existenz des neuen Staates habe automatisch den Prozeß der Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins eingeleitet. Die Parteien, die im politischen Leben eine maßgebende Rolle spielten, änderten im Grunde genommen nichts an ihrem abweisenden Standpunkt gegenüber der Existenz des unabhängigen österreichischen Staates.

Ab März 1922 regierte die von Ignaz Seipel geführte Christlichsoziale Partei in einer Koalition mit der Großdeutschen Partei, was nur dadurch möglich geworden war, daß beide am Zustandekommen der Koalition interessierten Parteien in grundsätzlichen Fragen, die das Schicksal und die Zukunft der Nation betrafen, prinzipielle Zugeständnisse machten. Die Großdeutsche Partei verzichtete aus realpolitischen Erwägungen — in erster Linie auf Grund internationaler zwingender Umstände — auf ihre Forderung nach dem sofortigen Anschluß, doch hielt sie an der Möglichkeit der Vorbereitung des Anschlusses durch evolutionäre Mittel fest. Die Christlichsoziale Partei ihrerseits machte sich die Losung „Ein Volk in zwei Staaten“ zu eigen und verpflichtete sich jedes Bündnis zu vermeiden, das darauf gerichtet sei, eine Art Donaukonföderation zu schaffen oder Österreich in eine antideutsche Gruppierung einzubeziehen.⁴⁴

In dem Jahrzehnt von 1922 bis zur Machtübernahme Hitlers im Januar 1933 finden wir in Österreich die historisch geradezu einzigartige Erscheinung der Trennung von Nationalbewußtsein und Staatsbewußtsein. Ein großer Teil der Öffentlichkeit akzeptierte die zwingende Notwendigkeit der Gründe für die Existenz des selbständigen Österreich, deshalb halten wir es für falsch, in der damaligen Situation vom „Staat den keiner wollte“⁴⁵ zu sprechen. In Wirklichkeit standen ansehnliche Kräfte auf der Plattform der staatlichen Selbständigkeit, wenn auch fast alle politischen Richtungen darin übereinstimmten, daß die in Saint Germain und Genf geschaffene Form der österreichischen Souveränität nur als ein Provisorium für jene Zeit zu betrachten sei, bis eine Veränderung in der internationalen Lage die endgültige Regelung der nationalen Schicksalsfragen ermöglichen würde. In dieser Hinsicht jedoch unterschieden sich die Ansichten der Christlichsozialen und der Großdeutschen wesentlich voneinander. Gemeinsam war ihnen, daß keine die ihren Idealen entsprechende nationale Lösung innerhalb der gegebenen Grenzen suchte. Deshalb könnte man die wirkliche Situation eher als „Nation, die keiner wollte“ charakterisieren.

In seinen öffentlichen Reden begründete Bundeskanzler Seipel die Notwendigkeit der Erhaltung des staatlichen Rahmens immer wieder mit dem Argument, Österreich müsse bereit sein, im gegebenen Augenblick seine, aus der jahrhundertal-

⁴⁴ R. LORENZ, *Der Staat wider Willen. Österreich 1918–1938*. Berlin 1940, S. 201.

⁴⁵ H. ANDICS, *Der Staat, den keiner wollte*. Wien 1962.

ten historischen Vergangenheit resultierende Mission weiter zu erfüllen: Vermittler zwischen den Völkern des Donauraumes und der westlichen — vor allem deutschen — Kultur zu sein. „Wir österreichischen Deutschen hatten eine besondere Mission in Mittel- und Osteuropa für Slawen, Magyaren usw. zu erfüllen.“⁴⁶ Über den Inhalt dieser Rolle sagte er in seiner Rede, die er an der Wiener Universität hielt: „Gerade zu den nationalen Aufgaben der Hochschulen gehöre die Bewahrung und stetige Vermehrung des Kulturgutes der Nation und auf dem Umweg über die Nation der ganzen Menschheit, die Pflege ‚ihrer geschichtlich gewordenen oder geographisch bedingten Sonderaufgaben neben den allgemein nationalen‘. Darin liege für die deutschen Hochschulen in Österreich die spezifische Aufgabe, die wertvollen Elemente österreichischer Eigenart innerhalb des Rahmens des Deutschtums zu pflegen und damit das gesamt deutsche Wesen zu bereichern. Auch die historische und kulturelle Aufgabe des österreichischen Deutschtums, den Völkern des nahen Ostens den Anschluß an die westliche Kultur zu vermitteln, ist keineswegs mit den politischen Veränderungen, die dem Weltkrieg folgten, abgeschlossen.“⁴⁷ Unter seinen Argumenten gegen den Anschluß finden wir nicht einmal zufällig den Gedanken der Bejahung einer selbständigen und unabhängigen österreichischen Nation. Die Verlockung des Anschlusses versuchte er mit der irrationalen Erklärung der besonderen südosteuropäischen Mission der Österreicher zurückzudrängen. Wenn aber Österreich nicht mehr mit dieser Rolle in Südosteuropa rechnen könne, dann, schrieb er, würden die Deutschösterreicher ins Reich zurückkehren. Den scheinbar gangbaren dritten Weg, daß nämlich Österreich bewußt die Rolle Belgiens oder der Schweiz übernehme und versuche, „künstlich“ irgendein „Nationalbewußtsein“ zu schaffen, verwarf er. Dies wäre weder im deutschen noch im österreichischen Sinne eine gute Konzeption, sondern wäre die Verwirklichung des realitätsfremden französischen oder tschechoslowakischen Planes. Österreich hätte nie nur für sich selbst gelebt, die Österreicher lebten während ihrer gesamten Geschichte für die Idee der Großstaatlichkeit.⁴⁸

Die Großdeutschen und die Sozialdemokraten vertraten — wenn auch mit unterschiedlichen Klasseninhalt — unverändert den Anschlußgedanken, also die Verneinung der österreichischen Nation. Erstere unterstützten mit besonderer Aktivität den Bodengewinn des deutschen Kapitals in Österreich, damit die Schaffung der wirtschaftlichen Voraussetzungen für den Anschluß. Das deutsche Großkapital baute sich nach 1925 in kurzer Zeit feste Positionen im österreichischen Hüttenwesen und in der Elektroindustrie aus. Bereits 1926 kamen 50% der Aktien der Alpine Montangesellschaft — des größten österreichischen Hüttenwerkes —, also der bestimmende Einfluß über den Großbetrieb, in die Hände der Vereinigten Stahlwerke, die ihren Sitz in Düsseldorf hatten. Die deutschen Banken verwandten einen Teil der

⁴⁶ ERNST HOOR, *Österreich 1918–1938. Staat ohne Nation. Republik ohne Republikaner*. Wien–München 1966, S. 56.

⁴⁷ F. RENNHOFFER, *Ignaz Seipel*... S. 441.

⁴⁸ V. REIMANN, *Zu groß für Österreich. Seipel und Bauer im Kampf um die Erste Republik*. Wien 1968, S. 190–193.

im Rahmen des Dawes-Planes aufgenommenen Anleihen zum Kauf von Industrieaktien. Die Berliner Handelskammer, die Darmstädter und die Münchener Nationalbank erreichten ebenfalls bedeutenden finanziellen Einfluß in der österreichischen Industrie. Die zuletzt genannte Bank gründete die Steierische Landesbank, in der sie selbstverständlich entscheidendes Gewicht besaß.⁴⁹

Otto Bauer wurde beizeiten auf die Anschlußbestrebungen im Dienste der kapitalistischen Interessen aufmerksam und wies 1927 in der Zeitschrift „Der Kampf“ darauf hin, daß diese Anschluß-Vorstellungen bereits nichts mehr mit den Vorstellungen der Sozialdemokraten gemein hätten, die die deutsch-österreichische Vereinigung stets vom Sieg der revolutionären, antikapitalistischen Kräften in beiden Ländern abhängig gemacht hätten. In seinem Artikel führte er aus, daß die zwischen 1919 und 1927 zu beobachtenden Anschlußbestrebungen vom Gesichtspunkt der Klasseninhalte in drei Perioden eingeteilt werden könnten: 1918—19 wollten die Sozialdemokraten sich mit dem revolutionären Deutschland vereinigen, der Charakter der Bewegungen war also links-demokratisch. 1921 sprachen sich in den Ländern bei den Volksabstimmungen über den Anschluß die kleinbürgerlichen Schichten für den Anschluß aus, während in der gegenwärtigen dritten Phase die Kreise des Großkapitals beider Länder den Anschluß wollten, deren Gefühle sich entsprechend den Aktienkursen veränderten und sich nun auf die starke Mark orientierten.⁵⁰

Neben der schrittweisen Festigung der wirtschaftlichen Verbindungen wurde der Anschluß auch auf dem Gebiete des politischen, des geistigen und des Verwaltungslebens vorbereitet. Auf deutscher wie auf österreichischer Seite. In Berlin wirkte unter der Leitung von Paul Löbe, dem sozialdemokratischen Reichspräsidenten, der „Österreichisch-Deutsche Volksbund“ (gegründet im Jahre 1918), dessen Hauptziel die Massenpropaganda für die deutsch-österreichische Vereinigung war, er erhielt vom Auswärtigen Amt und von anderen offiziellen Organen regelmäßig finanzielle Unterstützung. In einem Brief, den er im August 1925 an Löbe richtete, drückte der deutsche Außenminister Stresemann die Grundsätze seiner Anschlußpolitik klar aus: „Über das Endziel in der Anschlußfrage sind wir uns ja wohl alle einig, es fragt sich nur, welche Mittel die wirksamsten sind. Nach meiner Kenntnis der außenpolitischen Zusammenhänge weiß ich, daß eine jede Kundgebung für den Anschluß, und besonders wenn sie derart ist, daß das Ausland ihr einen offiziellen Charakter beilegen kann, nur geeignet ist, der Verwirklichung des Anschlusses schwere Hindernisse in der Weg zu legen.“⁵¹ Statt demonstrativer Auftritte muß also durch ausdauernde Tätigkeit für die Sache des Anschlusses gearbeitet werden. Und so sah es auch in der Praxis aus. 1925 wurde in Wien die Parallelorganisation zum Berliner Volksbund gegründet, zu deren Vorsitzenden man Dr. Herrmann Neubacher wählte, den die Deutschen nach der Annexion von 1938 zum Bürgermeister von Wien

⁴⁹ N. SCHAUSBERGER, op.cit. S. 145—153.

⁵⁰ OTTO LEICHTER, *Otto Bauer. Tragödie oder Triumph*. Wien—Frankfurt—Zürich 1970, S. 138—139.

⁵¹ AA Bonn, Öst. 16. Büro d. RM. 2/614 130.

ernannt. Zur Vertiefung der wirtschaftlichen, kulturellen, rechtlichen, wissenschaftlichen Beziehungen und der Kontakte im Bildungswesen wurden die sogenannten deutsch-österreichischen beziehungsweise österreichisch-deutschen Arbeitsgemeinschaften⁵² gegründet, in denen auf beiden Seiten angesehene Wissenschaftler, Politiker, Wirtschaftsfachleute und einflußreiche Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens — unter ihnen führende sozialdemokratische Politiker wie Karl Renner und Robert Danneberg — mitwirkten. Dieser Umstand macht aber auch deutlich, daß sich den damaligen Anschlußbestrebungen auch bedeutende demokratische Kräfte anschlossen, weshalb man jene nicht ohne weiteres mit den späteren nationalsozialistischen Annektionsbestrebungen identifizieren darf. Ohne Zweifel war es der große innere Widerspruch dieser Bewegungen — wofür später ein hoher Preis gezahlt werden sollte —, daß mit den großdeutschen Richtungen auch jene Sozialdemokraten harmonisch zusammenarbeiteten, die auch in der damaligen Situation an der Illusion des in den Jahren 1918—1919 verkündeten „demokratischen Anschlusses“ festhielten. Als charakteristisches Beispiel möchten wir die Studie erwähnen, die Kelsen, der geistige Vater der Verfassung der Republik, auf Ersuchen der Arbeitsgemeinschaft über die möglichen internationalen rechtlichen Bedingungen der Durchführung des Anschlusses verfaßte. Aus der Studie ist die Pro-Anschluß-Auffassung des Verfassers erkennbar, die er bereits einmal in einem öffentlichen Vortrag dargelegt hatte, als er nämlich sagte, es sei moralisch untragbar, daß 5,6 Millionen Menschen in eine Gemeinschaft gezwungen werden, die jeden inneren Sinnes und jedweder politischen Idee entbehre. Weder historische noch nationale oder religiöse und kulturelle Motive würden die Existenz des zeitgenössischen Österreich begründen.⁵³

Zu den vorbereitenden Schritten für den Anschluß gehörten die Vereinheitlichung des Bibliotheks- und Archivwesens, die wesentliche Ausweitung der kulturellen und künstlerischen Beziehungen, die Vereinheitlichung der Vorschriften für das Schul- und Bildungswesen, die Koordinierung der Bestimmungen des Straf- und des Arbeitsrechts, die Einführung des Inlandtarifs bei den Telephon- und Telegraphenverbindungen, enge Zusammenarbeit in der Zollpolitik und sogar die Abstimmung der Dienstvorschriften und der Mobilisierungspläne der Armee. Über die Gesamtwirkung dieser einzelnen Schritte schrieb Thomas Manns Sohn, der Historiker Golo Mann, nach der Annexion Österreichs im Jahre 1938, es sei eine historische Tatsache, daß bis zu den Jahren um 1929 die deutsch-österreichischen Staatsgrenzen praktisch kaum noch existierten.⁵⁴

Im Zeitabschnitt 1918—38 bildete die Tatsache für die weitere Entwicklung der österreichischen nationalen Schicksalsfragen einen wichtigen Meilenstein, daß Hitler am 30. Januar 1933 an die Macht gekommen war. Der in der restlosen Liquidierung der Weimarer Demokratie, im Ausbau der gnadenlosen nationalsozialistischen

⁵² AA Bonn, Po.2, Deutsch-Österreichische Arbeitsgemeinschaft. Bd. I—II.

⁵³ HANS KELSEN, *Zur Anschlußfrage*. In: Republikanische Hochschulzeitung. 1926, S. 2.

⁵⁴ GOLO MANN, *Geschichte und Geschichten*. Frankfurt a. M. 1966.

Diktatur und in der Losung „Ein Volk, ein Reich, ein Führer!“ zum Ausdruck kommende Forderung, alle außerhalb der Reichsgrenzen lebenden deutschsprachigen Völker und Volksgruppen unter Anwendung jeglicher Mittel mit dem Dritten Reich zu vereinigen, zerstörten die Hoffnung auf die mögliche Verwirklichung des Anschlusses auf der Grundlage demokratischer Rechtsgleichheit.

Hitlers Biographen stellen einstimmig fest, daß es in der Geschichte nur wenige Staatsmänner gegeben habe, die gleich ihm, geleitet vom Gefühl mystischen Sendungsbewußtseins gehandelt hätten. In dem mit monomanem Glauben die Überzeugung gelebt habe, die „Vorsehung“ habe ganz allein nur ihn für die Rolle auserwählt, sein Land zur führenden Weltmacht zu erheben. Wie der Verfasser einer unlängst erschienenen Studie meint, habe Hitler zum Beispiel nur deshalb auf den möglichst baldigen Beginn des Weltkrieges gedrängt und den ungünstigen Zeitpunkt nur deshalb in Kauf genommen, weil er die Vision des Großdeutschen Reiches noch zu seinen Lebzeiten verwirklicht sehen wollte, da er offensichtlich daran gezweifelt habe, daß seine Nachfolger das Werk mit der notwendigen Willensstärke und Entschlossenheit vollenden würden.⁵⁵ In seinem Verhalten gegenüber Österreich zeigten sich die subjektiven Eindrücke besonders deutlich, die er in der Zeit seines politischen „Erwachens“ gesammelt hatte. Bekanntlich stammte Hitler aus Österreich und hatte erst im Januar 1932 die deutsche Staatsbürgerschaft angenommen, als er um den Titel des Reichspräsidenten gegen Hindenburg in den Wahlkampf zog. Seine Jugendjahre waren angefüllt mit den alldeutschen Parolen der deutschnationalistischen Partei Schönereers, die in dem angrenzenden Oberösterreich, aus dem Hitler stammte, einen besonders günstigen Nährboden fanden. Hitler lernte diese Parolen als Schüler der Linzer Realschule durch Vermittlung seines Geschichtslehrers Dr. Leopold Pötsch kennen. „Es genügt hier, nur festzustellen, daß ich im Grunde genommen schon in der frühesten Jugend zu einer Einsicht kam, die mich niemals mehr verließ, sondern sich nur noch vertiefte: Daß nämlich die Sicherung des Deutschtums die Vernichtung Österreichs voraussetzte, und daß weiter Nationalgefühl in nichts identisch ist mit dynastischem Patriotismus; daß vor allem das habsburgische Erzhaus zum Unglück der deutschen Nation bestimmt war.“⁵⁶ Im „Mein Kampf“ widmet er viele Seiten der begeisterten Würdigung seines ehemaligen Geschichtslehrers, der in ihm das Gefühl für die „deutsche Größe“ und die europäische „deutsche Kulturmission“ geweckt, zugleich aber auch kategorisch die Existenz eines selbständigen Österreich verneint habe. (Es ist keine seltene Erscheinung unter den großen Eroberer-Gestalten der Weltgeschichte, daß kleine periphere Völker den großen Nationen die Diktatoren geben.)

In Hitler wurde Schönereers Geist wiedergeboren, nach 1933 jedoch nicht nur als wiederkehrende Versuchung, sondern als furchterregende Realität der militärischen, wirtschaftlichen und propagandistischen Überlegenheit des deutschen Reiches. Unter

⁵⁵ SEBASTIAN HAFNER, *Anmerkungen zu Hitler*. München 1981, S. 106.

⁵⁶ ADOLF HITLER, *Mein Kampf*. München 1942, S. 14.

historisch besonderen Bedingungen zeichneten sich erneut die Frontlinien der „alldrutschen“ und „gesamtdrutschen“ Richtungen ab. Erstere im Zeichen des Gedankens eines streng zentralisierten deutschen Reiches, letztere im Geiste eines deutschen föderativen Staates. Als historische Vorläufer standen auf der alldrutschen Seite Georg Schönerer und sein Kreis, während die genealogische Linie der „gesamtdrutschen“ Richtung über Otto Steinwender, Emil Strohal, Richard von Kralik und Ignaz Seipel zu Engelbert Dollfuß und Kurt von Schuschnigg führte.⁵⁷

Die mit Hitler beginnende neue Phase der deutschösterreichischen Beziehungen kann man als Periode des mit geheimen und brutal offenen Methoden geführten Krieges bezeichnen, in dem Methoden des politischen Terrors (die Ermordung Kanzler Dollfuß' und Tausender Österreicher) mit denen der diplomatischen Beeinflussung (der Vertrag vom 11. Juli 1936 sowie die Verhandlungen zwischen Hitler und Schuschnigg in Berchtesgaden im Februar 1938) sowie den Waffen des modernen Propagandakrieges kombiniert wurden.⁵⁸ Die neue Situation führte zu einer veränderten Beurteilung der staatlichen Souveränität und in gewissem Maße auch der österreichischen Nation. „Die Partei erklärte in einer Kundgebung der sozialdemokratischen Abgeordneten vom 13. Mai, daß die Partei weiter den Anschluß an ein freies Deutschland erstrebe. . .“⁵⁹ Im Prinzip hatte also die SPÖ ihren verneinenden Standpunkt in bezug auf eine selbständige österreichische Nation nicht geändert, sondern orientierte sich außenpolitisch, ihren weltanschaulichen und politischen Idealen entsprechend, nach der faschistischen Machtübernahme auf Paris und Prag. Es tauchte nicht einmal der Gedanke auf, daß man den Kampf gegen die äußere Gefahr durch Erweckung des Gefühls nationaler Eigenständigkeit aufnehmen könnte. Ja, die Führer der SPÖ verwarfen die „österreichische Theorie“ von Dollfuß und Schuschnigg eindeutig als Theorie des konservativen christlichen Sozialismus und als Gedanken der Habsburgerrestauration.⁶⁰

Die liberalen Mitglieder der großdeutschen Parteiengruppierungen wandten sich von dem Gedanken eines Anschlusses unter preußischer Hegemonie ab und näherten sich den Christlichsozialen um Dollfuß-Schuschnigg an, während die Mitglieder der „Deutschen Gemeinschaft“ (mit Seyß-Inquart an der Spitze) und die die großdeutsche Richtung vertretenden steirischen Heimwehr-Verbände mit der österreichischen NSDAP verschmolzen und Hitler als fünfte Kolonne dienten.⁶¹

Trotz der die Existenz des Staates bedrohenden Situation bekannte sich selbst die regierende Christlichsoziale Partei nicht eindeutig zur selbständigen österreichi-

⁵⁷ A. FUCHS, *Geistige Strömungen*. . . S. 186—188.

⁵⁸ KERÉKES, LAJOS, *Anschluss 1938. Ausztria és a nemzetközi diplomácia 1933—1938* (Anschluss 1938. Österreich und die internationale Diplomatie 1933—1938). Budapest 1963.

⁵⁹ OTTO LEICHTER, *Glanz und Ende der ersten Republik. Wie es zum österreichischen Bürgerkrieg kam*. Wien—Köln—Stuttgart—Zürich 1964, S. 185.

⁶⁰ WOLFGANG ROSAR, *Deutsche Gemeinschaft. Seyß-Inquart und der Anschluss*. Wien—Frankfurt—Zürich 1971, S. 59.

⁶¹ BRUCE F.—PAULEY, *Hahnenschwanz und Hakenkreuz, Steirischer Heimatschutz und österreichischer Nationalsozialismus 1918—1934*. Wien—München—Zürich 1972, S. 176.

schen Nation. Ähnlich ihrer Praxis in der sozialen Sphäre, die auf jener Illusion fußte, die Nazis durch Abwürgung der Demokratie und Schaffung des faschistische Züge tragenden Ständestaates zu toleranterem Verhalten gegenüber Österreich veranlassen zu können, versuchten sie Hitler in der Frage der nationalen Souveränität durch die Theorie des „zweiten deutschen Staates“ und der „deutschen Mission Österreichs“ mit dem Gedanken der Existenz eines unabhängigen Österreich zu versöhnen. Im Grunde genommen änderten Dollfuß und Schuschnigg nichts an Seipels Losung „Ein Volk in zwei Staaten“. Schuschnigg schrieb über das Österreich der dreißiger Jahre: „Ich glaubte an Oesterreich und hielt seine Aufgabe für keineswegs schon vollendet. Ich sah in seinem Bestehen die Möglichkeit eines deutschen Bindegliedes im Herzen Europas, eine kulturvermittelnde Brücke, deren Vorhandensein zugleich den Bestand und die Fortentwicklung des Friedens zu garantieren vermochte.“ Oder in anderem Zusammenhang: „Die deutsche Aufgabe Oesterreichs war geschichtlich, psychologisch und ökonomisch begründet; sie hatte in Bluts- und Kulturgemeinschaft ihre tiefsten und unzerstörbaren Wurzeln.“⁶²

Mit der Betonung des deutschen Charakters von Österreich — wenn auch zum Zwecke der Selbstverteidigung — hatten Dollfuß und Schuschnigg sich selbst eine Falle gestellt, denn die mit der Mission der Kulturvermittlung begründete selbständige österreichische Staatlichkeit erwies sich als ein immer wirkungsloseres Schutzmittel gegenüber der Reichspropaganda, die die Parolen der nationalen Zusammengehörigkeit lauthals verkündete und immer breitere österreichische Massen mit sich riß. Darüber hinaus wurde hierdurch auch die außenpolitische Bewegungsfreiheit des Landes auf fatale Weise eingengt, denn jeder Schritt, den das sich als „deutscher“ Staat bekennende Österreich im Interesse der Verteidigung der eigenen Unabhängigkeit unternahm (selbst wenn es sich dabei um Gömbös und Mussolini handelte), wurde in Berlin als Verrat der „deutschen nationalen Interessen“ gewertet.

Es entstand eine in der Geschichte beispiellose Konfusion um die Begriffe „national“ und „patriotisch“, was die österreichischen Massen verständlicherweise in ihrer Orientierung verwirrte. Die gegen die österreichische Unabhängigkeit gerichteten Bewegungen und Geistesströmungen nannten sich „national“, während die auf der Grundlage der Unabhängigkeit stehenden Kräfte ihre diametral entgegengesetzten Ziele durch das Attribut „patriotisch“ zum Ausdruck brachten.⁶³ Einige der Vertreter des österreichischen politischen und geistigen Lebens — von den Christlichsozialen und den Kommunisten gleichermaßen — erkannten die Unhaltbarkeit der Theorie vom „zweiten deutschen Staat“, den irreführenden Charakter des mit den Attributen „national“ und „patriotisch“ geführten Zweikampfes, deshalb meinten sie, daß im Interesse der „geistigen Landesverteidigung“ gegen die vom deutschen Reich drohende Gefahr offen bekannt werden sollte, daß der historische Weg der

⁶² KURT VON SCHUSCHNIGG, *Ein Requiem in Rot-Weiß-Rot*. Zürich 1946, S. 313.

⁶³ Die österreichischen Nazis benutzten mit Vorliebe die Bezeichnungen „nationale Opposition“, „betont national“, während von österreichischer Seite die Organisation, die die Rolle der Parteien übernahm, „Vaterländische Front“, die bewaffnete Organisation „Heimatschutz“ genannt wurde.

Österreicher sich endgültig von dem Deutschlands getrennt habe, daß trotz der gemeinsamen Sprache und gewisser kultureller Traditionen Österreich praktisch schon seit 1866 einen selbständigen nationalen Entwicklungsprozeß durchgemacht habe, wenn auch die Deutschösterreicher bis zum Zerfall des Habsburgerreiches ihre nationalen Ziele auf Grund des Charakters des Vielvölkerstaates nicht offen verkündet hätten. Auf christlichsozialer Seite standen an der Spitze der „österreichischen Aktion“,⁶⁴ in deren Rahmen sie in Artikeln und Studien (vor allem in den Spalten der „Wiener Politischen Blätter“) die Realität der österreichischen Nation zu beweisen versuchten, die Politiker Ernst Karl Winter, August Maria Knoll, Alfred Missonig, Hugo von Zessner-Spitzenberg, Leopold von Adrian und Wilhelm Schmid. In der illegalen Zeitschrift der Kommunistischen Partei Österreichs, „Weg und Ziel“, trat Alfred Klahr in seiner Artikelreihe aus dem Jahre 1937 der Auffassung entgegen, daß „das österreichische Volk ein Teil der deutschen Nation ist. . . Eine Einheit der deutschen Nation, in die auch die Österreicher einbezogen sind, hat es bisher nicht gegeben und gibt es auch heute nicht. Das österreichische Volk hat unter anderen wirtschaftlichen und politischen Lebensbedingungen gelebt als die Deutschen im Reich und daher eine andere nationale Entwicklung genommen“.⁶⁵

Es ist als fast sicher anzusehen, daß Österreich auch dann Nazi-Deutschland zum Opfer gefallen wäre, wenn die Mehrheit seiner Staatsbürger sich eindeutig zu dem Gedanken der nationalen Selbständigkeit bekannt hätte. Die souveräne Existenz Österreichs wurde nicht deshalb vernichtet, weil ein bedeutender Teil seiner Bevölkerung die Losung „Ein Volk, ein Reich, ein Führer“ anerkannte, sondern weil die Westmächte, die die Friedensregelung nach dem Krieg aufgestellt hatten und an der Aufrechterhaltung des Status quo interessiert waren, die gewalttätige Demontierung der Friedensregelung untätig mitansahen und weil das offizielle England die deutsche Einverleibung Österreichs geradezu als eines der „legitimen deutschen nationalen Ziele“ betrachtete.

3. Die Wiedergeburt Österreichs

So paradox die Feststellung auch klingen mag, unserer Meinung nach begann das österreichische Nationalbewußtsein in dem Denken der breiteren österreichischen Massen erst dann Boden zu gewinnen, als Österreich seiner souveränen Existenz beraubt und mit den rücksichtslosen Methoden der nationalsozialistischen Diktatur in das „Tausendjährige Reich“ eingegliedert wurde. Die Liquidierung der verwaltungsmäßigen Selbständigkeit Österreichs begann bereits in den Tagen nach dem am 13. März 1938 vollzogenen Anschluß. Der auf deutschen Druck ernannte „österreichische

⁶⁴ E. HOOR, *op.cit.* S. 72.

⁶⁵ FRITZ FELLNER, *Das Problem der österreichischen Nation nach 1945* (Vortrag, dessen Text der Autor uns zur Verfügung gestellt hat). 1983, S. 4.

Kanzler“ Seyß-Inquart riß die Zuständigkeit des Staatspräsidenten an sich — da sich Miklas geweigert hatte — und unterzeichnete, ebenfalls auf deutsche Anweisung das Gesetz über die Vereinigung, das in lapidarer Form feststellte: „1. Österreich ist ein Land des Deutschen Reiches. 2. Sonntag, den 10. April 1938, findet eine freie und geheime Volksabstimmung der über zwanzig Jahre alten deutschen Männer und Frauen Österreichs über die Wiedervereinigung mit dem Deutschen Reich statt.“ Bevor jedoch das österreichische Volk tatsächlich seine Meinung über die „Wiedervereinigung“ hätte kundgeben können, folgten einander die die österreichische Unabhängigkeit liquidierenden Bestimmungen, die schon vor der Volksabstimmung vom 10. April vollendete Tatsachen schufen: am 14. März ernannte Seyß-Inquart Hermann Neubacher (einen exponierten Führer der Deutschen Gemeinschaft) zum Bürgermeister von Wien; am gleichen Tage wurde die österreichische Armee auf Hitler vereidigt und das Tragen der deutschen Uniform obligatorisch; man gab das Gesetz über die Reorganisation des Reiches heraus, das den österreichischen Nationalrat, den Bundesrat und die Landtage auflöste; man bestimmte über die Einschmelzung der österreichischen Nationalbank in die Reichsbank; das Flaggengesetz führte den sofortigen obligatorischen Gebrauch der deutschen Hoheitszeichen ein, gleichzeitig wurde selbstverständlich das Verbot der österreichischen Hoheitszeichen verfügt; schließlich wurde die Gültigkeit des Reichsgesetzes über die Einheit von Partei und Staat auch auf Österreich ausgedehnt.⁶⁶

Die am 10. April 1938 abgehaltene „Volksabstimmung“ erzielte in Österreich den größten „Erfolg“. Von 4474 138 stimmberechtigten österreichischen Staatsbürgern gaben 4460 778 ihre Stimme ab, davon stimmten 4443 208 mit Ja, das heißt 99,73% der österreichischen Bevölkerung brachte ihre Zustimmung zum Anschluß zum Ausdruck. War es ein Wahlbetrug? Eine Verfälschung der Ergebnisse der Volksabstimmung? Es ist vorstellbar, daß an den Endresultaten bestimmte kosmetische Eingriffe durchgeführt wurden, damit Österreich — die Heimat des Führers — mit einem sensationellen Ergebnis die mitreißende Kraft des Gefühls der „nationalen Zusammengehörigkeit“ dokumentierte. Demographen meinen, daß zwischen der Zusammenstellung der Listen und der Abhaltung der Volksabstimmung die Todesquote höher war, als es die Abweichungen zwischen den Wahlberechtigten und den tatsächlichen Wählern zeigen. Trotzdem hatten keine künstliche Korrekturen zu einer derartigen Mehrheit geführt. Bei der Volksabstimmung hatte das österreichische Volk so gut wie geschlossen Ja zum Anschluß gesagt.

Die Nachwelt ist dem österreichischen Volk gegenüber oft ungerecht, wenn es ihm Jahrzehnte später die Bilder der aufs höchste gesteigerten Begeisterung in Erinnerung ruft oder sie den Österreichern gleichsam vorhaltend sagt: seht hinein, so habt ihr euch für Hitler und für Nazideutschland begeistert! Der Wahrheit halber müssen wir sagen, daß es ein Trugschluß wäre, den Jubel um Hitler am 15. März 1938

⁶⁶ GERHARD BOTZ, *Wien vom ‚Anschluß‘ zum Krieg*. Wien–München 1980, S. 77–91.

auf dem Heldenplatz oder das Resultat der Volksabstimmung am 10. April als Ausdruck bedingungslosen Vertrauens oder gar als Voraus-Zustimmung zu den später begangenen Greueln des Dritten Reiches anzusehen. Das österreichische Volk war im Frühjahr 1938 in die Falle der Parolen von der „deutschen Einheit“ getappt, für die es seit dem Zerfall der Monarchie besonders anfällig war. Die Hoffnung auf „Größe“, „Emporsteigen“, auf die Beseitigung der seit Jahrzehnten ungelösten wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die Verbitterung über das Dollfuß-Schuschnigg-System, die soziale Demagogie der Nationalsozialisten, die Vision des durch die deutsche „Volksgemeinschaft“ erreichbaren allgemeinen Wohlstandes, die Minderwertigkeitsgefühle gegenüber den dynamischen Norddeutschen, das von Kraft und Macht strotzende Auftreten der Nazis, als dessen ausschließliches Ziel die Verwirklichung der nationalen Wiedervereinigung der Deutschen in den Vordergrund gestellt wurde, all das zusammen hatte eine solche massenpsychologische Wirkung auf das österreichische Volk, daß es dem Führer des Reiches — vorübergehend — geradezu in einem tranceartigen Zustand folgte. Damals wußte es noch nicht, daß der Weg, den der Führer wies, nach Stalingrad und nach Auschwitz führen würde. Und man darf auch nicht vergessen, daß die Gegner des Anschlusses am Tage der Volksabstimmung bereits in Dachau auf ihr weiteres Schicksal warteten.

Drei Monate später warnte die Gestapo die politische Führung in einem für den internen Gebrauch bestimmten Lagebericht⁶⁷ davor, die tatsächliche Stimmung im österreichischen Volk auf Grund des Ergebnisses der Volksabstimmung vom 10. April zu beurteilen. Der Bericht enthielt eine interessante prozentuale Aufteilung der Bevölkerung nach ihrer Stimmung: der Anteil der aktiven Nazis, auf die das Reich unter allen Umständen rechnen könnte wurde mit 15 Prozent beziffert. 30 Prozent der Bevölkerung würden zwar mit den Nazis sympathisieren, doch werde ihr Verhalten in erster Linie durch wirtschaftliche und persönliche Interessen motiviert und nicht etwa durch wirkliche Identifizierung mit den nationalsozialistischen Ideen. 10–20 Prozent der Bevölkerung unterstützten die nationalsozialistische Bewegung gelegentlich, völlig unzuverlässig und könnten also nicht als Verbündete betrachtet werden. 35–40 Prozent der Österreicher seien links eingestellt oder katholisch und demnach Gegner der neuen nationalsozialistischen Ordnung. Ein Teil von ihnen sei sogar zum aktiven Kampf gegen das Reich bereit.

Diese Feststellungen stehen scheinbar im Widerspruch zum Ergebnis der Volksabstimmung vom 10. April. Es handelt sich in der Tat um einen Widerspruch, der damit erklärt werden könnte, daß die nationalsozialistischen Ideen die politischen und weltanschaulichen Gegensätze eine Zeitlang in den Hintergrund zu drängen vermochten, wofür die Volksabstimmung im Saargebiet im Januar 1935 — wo die Entscheidung über die nationale Zugehörigkeit zugleich eine Wahl zwischen Demokratie und Diktatur war — ein alarmierendes Beispiel bot.

⁶⁷ Rot-Weiß-Rot-Buch. Darstellungen, Dokumente und Nachweise zur Vorgeschichte und Geschichte der Okkupation Österreichs. Wien 1946, S. 18–28.

Sofort nach der unter der Parole von der „deutschen Einheit“ durchgeführten Volksabstimmung begann Deutschland mit einer grundlegenden Veränderung des Verwaltungsaufbaus des in Ostmark umbenannten Österreich. Zwei Bundesländer — Burgenland und Vorarlberg — verschwanden, das gesamte Landesgebiet wurde in sieben Gaue aufgeteilt: Oberdonau, Niederdonau, Wien, Steiermark, Kärnten, Salzburg und Tirol. (Das Burgenland wurde zwischen den Gauen Steiermark und Oberdonau aufgeteilt, Vorarlberg an Tirol angeschlossen.) Bald jedoch erblickten die Nazis in der mittelalterlichen Bezeichnung „Ostmark“ die Gefahr einer Sonderstellung, deshalb änderten sie den Namen zuerst in Reichsgau der Ostmark, später in Alpenland-Donau-Reichsgau. Außerdem wurde auch die Einheit der öffentlichen Verwaltung des ehemaligen Österreich schrittweise beendet, denn die sieben Gaue wurden Berlin direkt unterstellt, was praktisch bedeutete, daß Wien ein dem Reich untergeordneter Bezirk geworden war.⁶⁸

Während die Naziführer im Rausch der schnellen Kriegserfolge lauthals die Parolen vom Aufbau der „neuen eropäischen Ordnung“, das heißt des deutschen Weltreiches verkündeten, begannen sich die in der Emigration wirkenden österreichischen politischen Richtungen und die Regierungen der antifaschistischen Alliierten Mächte — nach 1942 immer intensiver — mit der Frage der Zukunft des von der faschistischen Unterdrückung zu befreienden Österreich zu beschäftigen. Die in der Illegalität und in der Emigration lebenden österreichischen Politiker suchten, je nach Parteizugehörigkeit, auf unterschiedlichen Wegen Möglichkeiten für die Neugestaltung Österreichs. Die Kommunistische Partei Österreichs hatte sich schon unmittelbar nach der Durchführung des Anschlusses zur Wiederherstellung einer unabhängigen Republik Österreich bekannt. Die Losung der Partei „auch zum dritten Mal rot-weiß-rot“, wies auf drei Perioden der österreichischen Geschichte: auf die Zeit der Babenberger (976–1246), auf die Zeit der ersten Republik und auf die künftige zweite Republik. Sie vertrat bis zur Befreiung konsequent den Standpunkt, den ein Flugblatt aus dem Jahre 1943 zum Ausdruck brachte: „Österreicher! Ohne Unterschied Eurer politischen und religiösen Überzeugung einigt Euch im Kampf um Frieden und Freiheit!

Nehmt Kontakt mit Allen auf, die gegen Hitler und für das Wiedererstehen unseres unabhängigen Österreich sind!

Bildet überall illegale Kampfausschüsse zur Befreiung unserer Heimat!

Für Frieden, für ein unabhängiges, demokratisches Österreich!“⁶⁹

In den Auffassungen der sozialdemokratischen Richtungen gingen während des Krieges wesentliche Veränderungen vor sich. Der vom sozialdemokratischen Auslandsbüro, das im Sommer 1938 von Brünn nach Paris umgezogen war, herausgegebene „Der Sozialistische Kampf“, den Otto Bauer bis zu seinem Tode am 4. Juli 1938 redigierte, blieb zunächst unverändert bei der Losung der gesamtdeutschen

⁶⁸ G. BOTZ, *op.cit.* S. 431—437.

⁶⁹ *Die Rote Fahne*, Nr. 3, 1938.

Revolution und der Beibehaltung des vollzogenen Anschlusses.⁷⁰ (Karl Renner, der im besetzten Österreich geblieben war, erklärte sich in einem Interview Anfang April 1938 ebenfalls für den Anschluß, doch brachte er auch zum Ausdruck, daß sich die Sozialdemokraten die deutsch-österreichische Vereinigung unter anderen politischen Bedingungen vorgestellt hätten.) Der in der Emigration in London lebende kommunistische Schriftsteller Albert Fuchs teilte noch 1939 diese Auffassung und sagte in seiner Sylvesterrede 1939: „Keinen Augenblick dürfen wir uns dazu hinreißen lassen, das abscheuliche Regime, das heute dort besteht, mit einem trotz allem großen und liebenswerten Volk gleichzusetzen. Es wird in nächster Zeit schwierig werden, an dieser Unterscheidung festzuhalten, es wird dazu intellektueller, vielleicht sogar physischer Mut erforderlich sein, dennoch werden wir diese Aufgabe zu lösen haben, wollen wir würdige Repräsentanten des anderen, besseren Deutschland sein und bleiben.“⁷¹ Hans Sailer, einer der Leiter des „Austrian Labour Committee“ schrieb noch 1942, es habe sich herausgestellt, daß es gewöhnliche Agentenversuche seien, die Unterschiede zwischen den Österreichern und den übrigen Deutschen zu vergrößern; diese als Grundlage der politischen Zukunft anzusehen wie dies die österreichischen Reaktionäre und Monarchisten täten, wäre eine Dummheit, die in deren Pläne paßte.⁷²

Um den Standpunkt der beiden Richtungen, deren Perspektive die „gesamtdeutsche Revolution“ war, verstehen zu können, muß man die Ziele der österreichischen konservativ-monarchistischen Kreise beachten, die sie mit der Losung einer unabhängigen österreichischen Nation verkündeten. Der hervorstechendste Vertreter dieser Gruppe war Otto Habsburg, der nach der Kapitulation Frankreichs über Portugal in die Vereinigten Staaten gefahren war, um dort die von ihm als wünschenswert betrachtete Nachkriegsregelung allgemein bekanntzumachen. Der junge Mann, der ein gutes Auftreten und gewinnendes Äußeres hatte, noch dazu nicht irgendein kompromittierter europäischer Aristokrat war, von denen Dutzende in der besseren Gesellschaft verkehrten, sondern Sproß einer jahrhundertealten Dynastie, erregte selbstverständlich in den Kreisen des amerikanischen Finanzkapitals beträchtliches Aufsehen und bot den Klatschkolumnen der angesehensten amerikanischen Zeitungen den ersehnten Gesprächsstoff. Es versteht sich, daß die Gedanken und Vorschläge des „Erzherzogs“ in den Blättern eine breite Publizität und bei den Führern der politischen Institutionen der USA Gehör fanden. Seine Aktivitäten wurden von Guido Zernatto, dem ehemaligen Generalsekretär der Patriotischen Front und Verfasser eines Buches über die österreichischen Probleme, von Richard Schüller, dem früheren Leiter der wirtschaftspolitischen Abteilung im ehemaligen

⁷⁰ OTTO LEICHTER, *Otto Bauer* . . . S. 361.

⁷¹ ULRICH WEINZIERL, *Albert Fuchs (1905—1946). Ein Intellektueller im Exil*. In: Helmut Konrad — Wolfgang Neugebauer: *Arbeiterbewegung — Faschismus — Nationalbewußtsein*. Wien—München—Zürich 1983, S. 323.

⁷² KARL HANS SAILER, *Über die Zukunft Österreichs*. „Magyar Fórum“ New York 1942, S. 41 (aus dem Ungarischen von Dr. Aurél Kálnai).

Ministerium des Äußeren, von Walter von Schuschnigg, Felix Habsburg und vielen anderen unterstützt. Seine Vorstellungen unterschieden sich von den Mittel- und Südosteuropaplänen der monarchistischen Kreise von 1918–1919 nur darin, daß er jetzt an eine konstitutionelle Monarchie dachte. Er lancierte zwei Lösungsmöglichkeiten: einmal den Plan eines „süddeutschen katholischen Staates aus Österreich, Bayern und der Pfalz“ — etwas Ähnliches hatte Frankreich nach 1919 als „Pufferstaat“ gegen das preußische Norddeutschland unterstützt —, die andere Möglichkeit bezog sich auf den Donauraum und wollte durch einen Staatenbund zwischen Österreich, der Tschechoslowakei und Ungarn die Zukunft dieser drei Länder regeln. Beide Kombinationen wären — natürlich unter der Leitung des Hauses Habsburg — gleichzeitig gegen Deutschland und die Sowjetunion gerichtet gewesen.⁷³

So unglaublich es auch klingen mag, diese verstaubten Pläne waren selbst dem in internationalen Fragen so scharf urteilenden englischen Ministerpräsidenten Churchill nicht fremd. Ja um die Jahreswende 1942–1943 beschäftigte sich sogar die amerikanische Führung mit ähnlichen Gedanken. Der amerikanische stellvertretende Außenminister Sumner Welles legte dem Ministerpräsidenten der polnischen Exilregierung in London, General Sikorski, im Dezember 1942 dar, Osteuropa müßte nach dem Weltkrieg in zwei größeren Konföderationen zusammengeschlossen werden, wobei die eine im Norden von Polen, der Tschechoslowakei, Ungarn, Österreich sowie Rumänien, die andere im Süden von Jugoslawien, Griechenland, Albanien und Bulgarien gebildet werden sollte.⁷⁴

Von 1943 ab änderte sich der Standpunkt der Sozialdemokratie schrittweise, wozu einmal die Erkenntnis beitrug, daß mit der „gesamtdutschen Revolution“ wohl kaum noch zu rechnen sei und daß am 1. November 1943 die Moskauer Deklaration veröffentlicht worden war. In ihr erklärten die Vertreter der Sowjetunion, der USA und Englands, daß Österreich seine Unabhängigkeit durch das gewaltsame militärische Vorgehen des Deutschen Reiches verloren habe, weshalb die Alliierten Mächte den im März 1938 vollzogenen Anschluß und alle daraus resultierenden Veränderungen als nichtig betrachteten und bestrebt seien, das freie und selbständige Österreich wiederherzustellen.⁷⁵

Julius Deutsch, der in den USA in der Emigration lebte, war einer jener sozialdemokratischen Politiker, der den Gedanken der Unabhängigkeit und Neutralität als mögliche Alternative am ehesten in den Spalten von „Austrian Labour News“ zur Sprache brachte. Die Anfang 1944 erschienene Studie „Österreich und die Schweiz“ von Hugo Breitner war ein wesentlicher Beitrag zur Festigung der Einheit in der Frage der Unabhängigkeit und Selbständigkeit. Ähnliche Auffassungen vertraten die in Schweden lebenden Bruno Kreisky und der Gewerkschaftsfunktionär Franz

⁷³ HELLMUT ANDICS, *Die Insel der Seligen. Österreich von der Moskauer Deklaration bis zur Gegenwart*. Wien–München 1968, S. 12–14.

⁷⁴ Ebenda, S. 15.

⁷⁵ GERALD STOURZH, *Geschichte des Staatsvertrages 1945–1955. Österreichs Weg zur Neutralität*. Graz–Wien–Köln 1975, S. 214.

Novy, die die Idee der Wiederherstellung der unabhängigen Republik Österreich in „Österriska Informationer“ darlegten.⁷⁶

Währenddessen machte sich auch in Österreich Enttäuschung über die Konsequenzen des Anschlusses breit. Die immer unerträglicheren Formen und Ausmaße des Naziterrors, die Enteignung der wirtschaftlichen Ressourcen des Landes durch die Deutschen, die totale Mobilisierung der österreichischen Bevölkerung für Hitlers Welteroberungspläne, die religiöse Unduldsamkeit gegenüber der katholischen Bevölkerung Österreichs — all das trug in großem Maße dazu bei, daß die anfängliche Begeisterung der immer offener gezeigten Unzufriedenheit Platz machte. Der zunehmenden Deutschfeindlichkeit lieferten die Besatzer selbst Nahrung, indem sie Österreich als unterstellte Provinz, als Beutegebiet des Reiches behandelten. Sie waren nicht in der Lage, die österreichische Mentalität zu verstehen und traten in Österreich auf, als seien sie allein durch eine Art höhere Sendung dazu berufen und befähigt dieses „bis ins Mark korrupte“, „organisationsuntüchtige“, in der Traumwelt der Operette lebende, nicht ernst zu nehmende Volk an Disziplin und Ordnung zu gewöhnen. Sie standen den österreichischen geistigen und künstlerischen Leistungen fremd gegenüber, denn, wie Heinrich Mann in dem in London erscheinenden „Zeitspiegel“ schrieb, der Nationalsozialismus sei nichts anderes als die Revolte des Provinzialismus gegen die industriellen und intellektuellen Zentren, und als Sprecher der demokratischen Norddeutschen sagte er in diesen Zusammenhang: „Der feige Überfall auf Österreich ist eine Schande; Deutsche, die den Namen verdienen, werden schamrot. Die Stunde wird schlagen, da alle Beleidigungen sich rächen und alle Verirrungen gebüßt werden.“⁷⁷

Im kulturellen Leben machten sich die ersten Anzeichen der Enttäuschung und Ernüchterung besonders schnell bemerkbar. Aus Anlaß des 50jährigen Bestehens des Volkstheaters wurde am 15. Februar 1939 Grillparzers historisches Drama „König Ottokars Glück und Ende“ wiederaufgeführt, wobei das Publikum jene Stellen des Stückes mit besonderem Beifall bedachte, an denen Ottokar über die tiefen Gegensätze zwischen Deutschen und Österreichern spricht. Wir können noch weitere Beispiele anführen. Baldur von Schirach, der sich in der Rolle des sachverständigen Mäzens gefiel, gab in seinem Toast bei einem Abendessen für eine Gruppe Wiener Künstler seiner Hoffnung Ausdruck, Wien möge ein wirklich großes Kulturzentrum des Dritten Reiches werden, worauf der hervorragende Burgschauspieler Raoul Aslan einwarf: „bleiben, Herr Gauleiter, bleiben!“⁷⁸

Wir haben an dieser Stelle keine Möglichkeit auf die österreichische Widerstandsbewegung einzugehen, über die in den letzten Jahren in Österreich eine

⁷⁶ FELIX KREISSLER, *La Prise de conscience de la nation autrichienne*. Paris 1980. Tom. I. S. 338.

⁷⁷ HEINRICH MANN, *Huldigung an die österreichische Seele*. Zeitspiegel. London, 7. März 1942.

⁷⁸ GOTTFRIED HEINDL, *Und die Größe ist gefährlich. Oder wahrhaftige Geschichten zur Geschichte eines schwierigen Volkes*. Wien-Berlin 1969, S. 228.

umfangreiche Literatur erschienen ist.⁷⁹ Die Zahl derer, die am aktiven bewaffneten Kampf oder an Sabotageaktionen gegen die deutsche Wehrmacht teilgenommen haben, geht in die Zehntausende. Diese Kämpfe haben wesentlich zur Entstehung des österreichischen Nationalbewußtsein beigetragen, zur Entstehung und Verbreitung der Überzeugung, daß Österreich trotz der gemeinsamen Sprache nach dem zweiten Weltkrieg als selbständige und unabhängige Nation wiedergeboren werden müsse. Bemerkenswert in diesem Zusammenhang ist eine Beratung zwischen den Vertretern deutscher und österreichischer Widerstandgruppen in den Monaten der Vorbereitung des Attentats auf Hitler. Eine Unterredung fand in der Wiener Wohnung Lois Weinbergers, dem ehemaligen christlichsozialen Gewerkschaftsführer statt, an der noch der christlichsoziale Rechtsanwalt Dr. Felix Hurdes und auf deutscher Seite Dr. Carl Goerdeler, der frühere Oberbürgermeister von Leipzig, und Jakob Kaiser, der Führer der ehemaligen deutschen christlichsozialen Gewerkschaften teilnahmen. Die Deutschen erklärten, in den nazifeindlichen politischen und militärischen Kreisen des Reiches formiere sich eine Bewegung zur Beseitigung Hitlers und zur Beendigung des Krieges, wozu diese auch die Unterstützung der österreichischen antifaschistischen Kräfte erhalten möchte. Die Goerdeler-Regierung, die an die Stelle Hitlers treten würde, möchte die Einheit des Reiches erhalten, deshalb wollte sie Deutschland in den Grenzen von 1914 wiederherstellen, das heißt es würden auch Österreich, das Sudeten- und das Memelgebiet in Rahmen Deutschlands verbleiben. Im Prinzip verschlossen sich die Österreicher der Zusammenarbeit nicht, doch stellten sie kategorisch fest, die Christlichsozialen würden unter allen Umständen auf der Unabhängigkeit Österreichs bestehen.

Im Mai 1944 reiste der zur Goerdeler-Gruppe gehörende socialdemokratische Politiker Wilhelm Leuschner nach Wien, um die Vertreter der österreichischen Sozialdemokraten für den Plan — vor allem für die Idee der Beibehaltung des Anschlusses — zu gewinnen. Sein Gesprächspartner war Dr. Adolf Schärf, der Sekretär der sozialdemokratischen Parlamentsfraktion vor 1934, der jedoch mit Entschiedenheit erklärte: „Der Anschluß ist tot. Die Liebe zum Deutschen Reich ist den Österreichern ausgetrieben worden.“ Deshalb halte er eine Zusammenarbeit auf dieser Grundlage für undurchführbar. Schärf informierte die in unfreiwilliger Zurückgezogenheit lebenden Karl Renner und Karl Seitz, die mit der Antwort, die er Leuschner gegeben hatte, vollkommen einverstanden waren.

Diese Gespräche verdienen von zwei Gesichtspunkten Beachtung. Einerseits, weil sie zeigen, daß die bei der Vorbereitung des Attentats auf Hitler führenden Politiker, ja sogar der Kanzler und Vizekanzler der nach Hitlers Tod zu bildenden Regierung, Goerdeler und Leuschner, derart von der Kontinuität der großdeutschen Idee gefangen waren, daß selbst sie noch an der Schwelle des Zusammenbruchs nicht auf Elsaß-Lothringen, Österreich und andere Gebiete verzichten wollten. Anderer-

⁷⁹ Widerstand und Verfolgung in Wien 1934–1945. Eine Dokumentation. Hrsg. vom Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes. Bd. 3. Wien 1975.

seits, weil sie dartun, daß die österreichischen Sozialdemokraten und die Christlichsozialen es nicht mehr für möglich hielten, nach Hitlers Beseitigung noch am Anschluß festzuhalten, daß sie also die Ideologie von der deutschösterreichischen Zusammengehörigkeit überwunden hatten. Dadurch entstand in der wichtigsten Zukunftsfrage des Landes von den Kommunisten bis zu den Christlichsozialen Einstimmigkeit, was zur Fortsetzung des Widerstandskampfes, später dann zur Zusammenarbeit nach der Befreiung des Landes eine gemeinsame Plattform bot.⁸⁰

4. Österreichs Befreiung und das Zustandekommen des neutralen Status

Deutschlands militärische Niederlage, der Zusammenbruch des „tausendjährigen Reiches“ brachte eine entscheidende Veränderung in der Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins. Ein einziges Jahrzehnt genügte, daß sich die Mehrheit des österreichischen Volkes von der großdeutschen Idee abwandte und sich die Überzeugung von der Existenz einer unabhängigen, selbständigen österreichischen Nation zu eigen machte. Die Erklärung für die Beschleunigung dieses Prozesses — der bereits während des Krieges spürbar war — ist auf eine Reihe komplexer und in Wechselwirkung miteinander stehender Gründe zurückzuführen. An erster Stelle sei erwähnt, daß der antifaschistisch-demokratische Teil des österreichischen Volkes — vor allem die Sozialdemokraten, die über Jahrzehnte die Fürsprecher des demokratischen Anschlusses gewesen waren — nach dem zweiten Weltkrieg die These von der deutsch-österreichischen nationalen Zusammengehörigkeit aus ihrem Parteiprogramm strichen,⁸¹ weil sie in Zukunft nichts mehr von jenem Deutschland wissen wollten, dessen Name in der ganzen Welt verhaßt war, weil es einen großen Teil Europas in Schutt und Asche gelegt und Millionen Menschen bestialisch ermordet hatte. Es muß aber auch hinzugefügt werden, daß die österreichischen politischen Parteien, die 1945 das politische Parkett betraten, ihre Tätigkeit nur mit Genehmigung und unter der Kontrolle der Alliierten Mächte ausüben durften, so daß verständlicherweise keine Organisation eine Tätigkeitserlaubnis erhalten hätte, die nicht das Programm der Wiedergeburt des unabhängigen und souveränen österreichischen Staates bejahte. In dieser Hinsicht bestanden also ganz andere Voraussetzungen als 1918, womit wir jedoch nicht behaupten wollen, nach 1945 hätten äußere zwingende Kräfte die bestimmende Rolle gespielt. Die koalitionsbildenden Parteien, die das Erbe der Christlichsozialen antretende ÖVP, die SPÖ und die KPÖ verkündeten das Programm des Aufbaus des dem Unabhängigkeitswillen des österreichischen Volkes entsprechenden unabhängigen Staates.⁸²

⁸⁰ ADOLF SCHÄRF, *Österreichs Erneuerung 1945–1955*.

⁸¹ Die österreichische Sozialdemokratie im Spiegel ihrer Programme. Wien 1971, S. 70.

⁸² HANS MOMMSEN, *Österreichs Weg vom habsburgischen Nachfolgestaat zur demokratischen Nation*. In: Arbeiterbewegung — Faschismus — Nationalbewußtsein, S. 382.

Unter Betonung der redlichen Motive des prinzipiellen Standpunktes der österreichischen demokratischen Kräfte, muß man jedoch auch sehen, daß nicht wenige mit dem „historischen Bruch“ nach dem zweiten Weltkrieg die Spuren ihrer Mitschuld an den Verbrechen des Dritten Reiches verwischen wollten. Otto Schulmeister, der konservativ-katholische Chefredakteur der Zeitung „Die Presse“ spricht über diese Erscheinung in seiner geistreichen und viele originelle Ideen enthaltenden Analyse der Probleme der österreichischen Nation von „kollektiver Verdrängung“ der Schuld.⁸³ Natürlich kann man Hitler trotz seiner österreichischen Herkunft nicht Österreich anlasten, selbst dann nicht, wenn er die Grundelemente der Rassentheorie in Österreich in sich aufgenommen hat, Kanzler wurde er in Deutschland, aber es läßt sich nicht bestreiten, daß unter den einflußreichen Partei und Staatsfunktionären relativ viele Österreicher zu finden sind, die Hitlers Befehle ebenso blind ausgeführt haben wie die reichsdeutschen Funktionäre (Eichmann, Kaltenbrunner, Seyß-Inquart, Wächter, Baldur von Schirach, Skorzeny usw.). Für die ehemaligen NSDAP-Mitglieder und die kompromittierten Staats- und anderen Funktionäre kam natürlich die von den Alliierten vertretene Auffassung zu Recht, Österreich sei das erste Opfer Nazideutschlands geworden, deshalb müsse der Bruch Österreichs mit dem ehemaligen Reich konsequent durchgeführt werden. Diese Möglichkeit nutzten viele mittlere Kader der Nazipartei um sich der Verantwortung zu entziehen, indem sie sich selbst als Opfer hinstellten. Ja gerade aus ihren Reihen kamen jene, die jetzt im Geiste einer Rassentheorie mit „umgekehrtem Vorzeichen“ das ganze deutsche Volk mit dem Faschismus gleichsetzten, alles zum Scheiterhaufen verurteilten, was deutsch war. Zu dieser Erscheinung sagt Fritz Fellner, die konservativen Vertreter des Nationalbewußtseins hätten das frühere „Feindbild“ dahin gewandelt, daß jetzt statt der Juden alle Deutschen Gegenstand des allgemeinen Hasses und der Verachtung geworden wären.⁸⁴

Aber auch abgesehen von diesem subjektiven Faktor schien die Zukunft des besiegten und besetzten Deutschland in den Jahren nach 1945 völlig ungewiß. Die Grenzen zwischen der militärischen Besatzungszonen erstarrten innerhalb kurzer Zeit zu Trennlinien zwischen den einander gegenüberstehenden Weltblöcken, hinter denen sich die immer dauerhafter scheinenden Umriss der beiden Deutschland herausbildeten. Westdeutschland wurde 1949 unter dem Namen Bundesrepublik Deutschland zu einem selbständigen Staat, worauf als Gegenzug in der von der Sowjetunion besetzten Deutschland die Deutsche Demokratische Republik gegründet wurde. Die Existenz zweier deutscher Staaten wurde zu einer geschichtlichen Realität und in dem Maße, in dem ihre Konsolidierung und Integrierung in zwei gegensätzliche gesellschaftliche und militärische Bündnisse voranschritt, nahm die Möglichkeit eines Friedensschlusses, der die deutsche Einheit wiederherstellte, ab. Unter solchen Umständen erkannte auch der Teil des österreichischen Volkes, der früher den „gesamtdeutschen“ Standpunkt

⁸³ OTTO SCHULMEISTER, *Die Zukunft Österreichs*. Wien 1967, S. 85–106.

⁸⁴ F. FELLNER, *Das Problem...* S. 10.

vertreten und sich zum deutschen Kulturkreis gezählt hatte, allmählich die Sinnlosigkeit großdeutscher Illusionen.

Abgesehen von dem Tiefpunkt an Macht und Moral, auf dem sich Deutschland 1945 befand — mit der Situation von 1918 nicht zu vergleichen —, hätte das besetzte und zum großen Teil zerstörte Deutschland Österreich 1945 auch wirtschaftlich keine Hilfe zur Wiedergesundung leisten können. Daher wurde 1945 — nicht wie 1918–1919 — der Gedanke eines wirtschaftlichen Anschlusses nicht einmal als prinzipielle Möglichkeit aufgeworfen.

Die über die Fragen eines deutschen Friedensvertrages verhandelnden ehemaligen Verbündeten betrachteten die österreichische Frage Jahre hindurch als Teil des deutschen Problems, was wegen der Reparationen und der Komplexität des österreichischen und deutschen Staatsvermögens durchaus verständlich war. Aber im gleichen Umfange wie die Aussichten für eine vertragliche Regelung der deutschen Frage abnahmen, verstärkte sich beim österreichischen Volk der Wunsch, die Großmächte sollten die Entscheidung über die österreichischen Schicksalsprobleme von den deutschen trennen. Immer deutlicher wurde, daß die Aufhebung der Besetzung durch die Alliierten, und damit die Wiederherstellung der Einheit des Landes, nur dann erreicht werden konnte, wenn die Siegermächte — entsprechend der von ihnen verkündeten Prinzipien — Österreich als selbständigen und unabhängigen Staat behandelten. Die schweren Bedenken wegen der noch nicht wiederhergestellten staatlichen Einheit wurden vom Ende der vierziger Jahre noch durch die Gefahr gesteigert, daß die besetzten österreichischen Westgebiete in die Nato einbezogen wurden,⁸⁵ wodurch Österreich — ähnlich wie Deutschland — auf unabsehbare Zeit zum Schauplatz des Zusammenpralls der einander gegenüberstehenden Weltmächte werden konnte. Aus dieser Erkenntnis resultierten zwei Forderungen: einmal die Akzeptierung der Österreicher als eigenständiger Nation, zum anderen die vertragliche Fixierung eines internationalen Status, der es Österreich ermöglichen würde, seine in jeder Hinsicht als unverletzlich betrachtete Neutralität zu wahren.

Als Ergebnis hier nicht näher darzulegender internationaler Verhandlungen wurde im Mai 1955 mit Österreich der Staatsvertrag unterzeichnet, der die Wünsche der Mehrheit des österreichischen Volkes erfüllte.

Der Staatsvertrag relativierte den unweigerlichen Vorteil der „großen“ Länder gegenüber den „kleinen“. Die erste österreichische Republik hatte sich nie von ihren übertriebenen Komplexen wegen ihres geringen Gebietsumfanges befreien können. In nicht geringem Maße war auch das irrationale Minderwertigkeitsgefühl gegenüber „Größe“ und „Kraft“ die emotionale Triebfeder der Anschlußbewegung gewesen.

⁸⁵ Der Befehlshaber der amerikanischen Truppen in Österreich, Keyes, äußerte im Sommer 1949 in einem Bericht an seine Regierung, die Präsenz der amerikanischen Truppen in Österreich gehe bereits über den aus dem zweiten Weltkrieg resultierenden und zu regelnden Kreis der militärischen Probleme hinaus, „Hauptzweck unserer Präsenz ist der Kampf gegen den Kommunismus und die Verhinderung der gegen Westeuropa gerichteten sowjetischen wirtschaftlichen und politischen Aggression“. Zitiert bei G. STOURZH, op.cit. S. 64.

Jetzt war alles umgekehrt. Deutschland mit seinen fast 70 Millionen Einwohnern und der stärksten Nationalwirtschaft Westeuropas konnte gerade wegen seiner „Größe“ keine so günstige Lösung seiner Schicksalsprobleme erreichen wie das „kleine“ Österreich. So wurde dann der Staatsvertrag, der Österreich in der Gemeinschaft der Völker einen sicheren Platz gewährte, zu einem wichtigen Faktor bei der Entwicklung und Festigung des österreichischen Nationalbewußtseins.

Die sozialistische Umgestaltung in Mittel- und Südosteuropa zwang Österreich, den Charakter und die realen Entwicklungsmöglichkeiten seiner Beziehungen zu diesem Raum zu überdenken. Die Überzeugung von einst, die Aufgabe der „Kulturmission“ erfüllen zu müssen, hinter der sich eindeutig kapitalistische Expansionsinteressen und zugleich auch eine Geringschätzung des kulturellen und geistigen Lebens der Völker im Donauraum verbargen, wurde von den, auf den zwischen gleichberechtigten Staaten üblichen, auf wechselseitigen Interessen basierenden Beziehungen abgelöst. In historische Zusammenhänge gestellt bedeutet dies, das sich die zweite österreichische Republik von dem, die Geschichte der ersten Republik begleitenden Irrglauben befreite, Österreichs Zukunft könne nur durch den Anschluß oder durch irgendeine Variante der alten Monarchie gesichert werden. Die Entwicklung in den drei Jahrzehnten seit Abschluß des Staatsvertrages ist ein überzeugender Beweis für die Lebensfähigkeit eines selbständigen und unabhängigen Österreich.

Wir erwähnten schon, wirtschaftliche und soziale Faktoren sind — unserer Meinung nach — wichtige Elemente der Entwicklung des Nationalbewußtseins. In dieser Hinsicht unterscheidet sich Österreichs Lage heute von seiner Situation in der Zwischenkriegszeit. Durch seine dynamische Wirtschaftsentwicklung ist Österreich aus einem ehemals Industrie-Agrarland zu einem entwickelten Industrieland geworden, wo sich — im Gegensatz zu den meisten westlichen Ländern — die Lebensbedingungen der werktätigen Schichten durch Vollbeschäftigung und breite soziale Sicherheit im Vergleich zu der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen wesentlich gebessert haben. Die ehemaligen wirtschaftlichen und sozialen Niveau-unterschiede, die im Konflikt zwischen dem „roten Wien“ und den „reaktionär-konservativen“ Bundesländern zum Ausdruck gekommen waren, gab es nicht mehr, die schnelle industrielle Entwicklung der westlichen Bundesländer und die nicht unbedeutenden Deviseneinnahmen aus dem Fremdenverkehr ermöglichten eine Nivellierung.⁸⁶ Wie die geerbten strukturellen Verzerrungen und ständigen Schwierigkeiten in der Wirtschaft der ersten Republik Quelle der Theorie von der „Lebensunfähigkeit“ gewesen waren, so stärkten die wirtschaftlichen Erfolge der zweiten Republik die Überzeugung der nationalen Eigenständigkeit. Und dies so wirkungsvoll, daß auch die außergewöhnlich intensiven Wirtschaftsbeziehungen zur BRD das heute als allgemein

⁸⁶ DR. HEINRICH SIEGLER, *Österreich-Chronik 1945–1972*. Wien–Bonn–Zürich 1973, S. 230–240.

zu betrachtende Bekenntnis zur nationalen Selbständigkeit nicht mehr beeinflussen können.⁸⁷

Es würde uns allerdings auf einen Irrweg führen, wollten wir die nationale Identität, zur der sich das Volk des heutigen Österreich bekennt anhand der im 19. Jahrhundert herrschenden Kriterien der Nationalidee beurteilen. In der Zwischenzeit, besonders aber in den letzten drei Jahrzehnten sind die wirtschaftlichen Beziehungen derart internationalisiert, haben Masseninformation und Nachrichtenwesen nationale Grenzen derart überschritten, werden Schöpfungen der Kultur so schnell zum internationalen Allgemeingut, daß „national“ für viele bedeutungsgleich mit vergangener Epoche ist. Alte Begriffe erhalten in unserer Zeit neue Wertungen. Vor einem halben Jahrhundert zum Beispiel drückte die Bezeichnung „demokratisch“ eine bestimmte weltanschaulich-ideologische Grundhaltung aus, die sich scharf von der „antidemokratischen“, autoritären Weltanschauung unterschied. Heute erscheint die Tatsache, daß die österreichische Verfassung das Land eine „demokratische Republik“ nennt, als selbstverständlich, als natürlich, die im Bewußtsein der Menschen eher den gewohnten Mechanismus der Machtausübung als den Hinweis auf eine ideell-weltanschauliche Lagebestimmung erweckt. Die meisten österreichischen Staatsbürger sind bereits in der demokratischen Republik geboren und können sich überhaupt nicht vorstellen, wie ihre Eltern unter den Bedingungen des antidemokratischen Systems gelebt haben. In ihrem Denken gibt es keinen Abgrund zwischen „res publica“ und „res privata“.

Ähnlich denken sie auch über die nationale Identität. Für sie ist das unabhängige Österreich die einzig vorstellbare Realität, die sie — in ihrer Mehrzahl — ohne genauere Kenntnis der historischen Vorgeschichte akzeptieren. An die Welt der Urgroßeltern, das Habsburgerreich erinnern die junge Generation nur Denkmäler und der als Requisite der längst vergangenen Zeit bewahrte Titel Hofrat oder die Ansichtskarten mit dem Bild Kaiser Franz Josephs, von der Zeit ihrer Großeltern sprechen aus der Ferne die Nachrichten über die ständigen Kämpfe zwischen Austromarxismus und Heimwehr, über den Wiener Arbeiteraufstand im Februar 1934 und über die Eingliederung in das Nazireich. Die meisten Österreicher vermögen diese Ereignisse nur schwer als organische Bestandteile des zu den heutigen Gegebenheiten führenden Prozesses zu betrachten. Deshalb spielt das Geschichtsbewußtsein unter den Komponenten des heutigen österreichischen Patriotismus nur eine geringe Rolle, und wenn es auch hier und da auftaucht, dann eher als Nostalgie, die mit der Wirklichkeit nichts gemein hat, denn als relevantes Mittel der Formung des modernen Nationalbewußtseins.

Wenn wir in Betracht ziehen, daß in unseren Tagen die nationalen Trennungslinien unscharf geworden sind und der Internationalismus eines der wesentlichen Elemente der Weltanschauung des modernen Durchschnittsmenschen geworden ist,

⁸⁷ Wichtigster Handelspartner Österreichs ist die BRD, wohin mehr als ein Drittel seines Exports geht. Im Fremdenverkehr ist die BRD mit 77% vertreten.

auch dann können wir feststellen, daß in den letzten vierzig Jahren das österreichische Österreich entstanden ist, dessen Existenz nicht mehr nur internationale Verträge garantieren, sondern auch die Veränderungen, die in seinem Volke vor sich gegangen sind.

Wenn es auch schwer ist, das Gefühl nationaler Identifikation statistisch zu erfassen, zeigen doch Erhebungen in den letzten Jahrzehnten eindeutig, daß sich immer mehr Österreicher dafür erklären, daß es eine selbständige österreichische Nation gibt. Im Jahre 1966 hat Professor William T. Bluhm (University of Rochester, New York) 2 500 österreichische Männer und Frauen über 16 Jahren in den verschiedenen österreichischen Bundesländern befragt. 72 Prozent von ihnen erklärten, die Österreicher seien bereits eine selbständige Nation geworden, 20 Prozent betrachteten die Österreicher noch als Teil der deutschen Nation, die restlichen 8 Prozent meinten, sie hätten den Weg zu einer selbständigen Nation beschritten.⁸⁸ Nach einer Befragung des Gallup-Instituts im Jahre 1970 leugneten nur noch 8 Prozent die Existenz einer österreichischen Nation und hielten sich selbst für Teil der deutschen Nation.⁸⁹

Als Charakterisierung hierfür seien — die Probleme treffend hervorhebend — die Worte der früheren Bundesministerin für Wissenschaft und Forschung, Hertha Firnberg, angeführt: „In der letzten Periode der österreichischen Geschichte hat sich ein ausgeprägtes eigenständiges Nationalbewußtsein gebildet, das nun schon fest verankert erscheint und gerade auch von der Bildungsschicht und der Jugend in die Zukunft getragen wird. Das Selbstbild des Österreichers trägt zwar etwas phäakenhafte Züge, es lassen sich auch noch beträchtliche Mängel an Klarheit über die historischen Wurzeln, das Geschichtsbild und die internationale Einbindung Österreichs konstatieren, doch alles in allem besteht kein Zweifel mehr an der Identifikation des Österreichers mit seiner Nation.“⁹⁰

Übersetzt von
Johanna Till

⁸⁸ E. HOOR, op.cit. S. 31.

⁸⁹ HELMUT KONRAD, *Die Arbeiterbewegung und die österreichische Nation*. In: *Arbeiterbewegung* . . . S. 379.

⁹⁰ F. FELLNER, *Das Problem* . . . S. 27.

The Road to German Occupation (Hungary in 1944)

GYÖRGY RÁNKI

The past never dies, as Faulkner remarked in his play *Requiem for a Nun*. Is that, then, the motive for recalling the past? Or was not Nietzsche right in calling the propensity to forget the sole possible course of action, and saying that too much reflection, an exaggerated sense of history on the part of a people, an individual or a culture merely affronted the living and undermined their opportunities? Who can avoid feeling such scruples when looking back on such tragic events in Hungary's history as those of the year 1944?

After forty years, enough time has elapsed for historians to go beyond a faithful representation of the events in their research, to weigh the logic of events, what was avoidable and what inevitable, and to examine the long-term internal and external processes from which one can analyse the everyday historical events in terms of the mutual influences between the European power system and the domestic political structure of Hungarian society. Can we escape the horrific, oppressive weight of the memory of 1944? How far can we master our collective fear felt over the decades? Do we now have the stature to contemplate a historical nadir which wittingly or unwittingly bore within itself the historical potential for an elevation and a new beginning?

One can also ask if this great downfall was inescapable, and from what it derived. Was it outside pressure, the steadily more baneful embrace of Hitlerite violence, the internal structure and narrow foreign policy view of the Horthy régime, the internal fragmentation and bureaucratic incompetence of Hungarian society and its ruling stratum, or the actively Fascist minority, defining and pursuing its purposes more decidedly than the silent majority? Or was it plain stupidity, which plays, after all, no small part in the history of mankind? And where can we find a point of departure? In 1919, in the difficulty of enduring the break-up of historical Hungary and in the stamp received from the imposed Treaty of Trianon, which discredited all democratic principles? In the experiment of the heroic yet increasingly hopeless Council Republic, during which grave errors were also committed, or in the outworn internal structure that was incited by the Horthy régime to resort to force again, so delaying for decades

GYÖRGY RÁNKI, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014

the necessary political and social transformation, and what is more, reinforcing the authoritarian features of the Hungarian political scene and its lack of political cultivation, while conveying into the current of illusions packaged into national slogans a *Realpolitik* based upon a careful consideration of the power relations pertaining? Yet currents have a dynamism of their own, just as the historical framework does. This internal dynamism (or more accurately, stasis, since the Horthy régime lacked dynamism almost entirely) was very largely the delimiting factor on certain issues and in certain attempts to find solution. Ultimately it was not fortuitous or geographically determined that the Horthy system with its openly right-wing conservatism and revanchist obsessions, should have sought alliance with the very power that brought about a new war in Europe and the total suppression of political and social freedom, and led eventually to mass extermination.

Political systems can hardly be said to have definitive foreign policies. And if they have, these stem very largely from their geographical position. Yet who can deny their foreign policy affinities? The political system that emerged in Hungary in 1919 defined its affinities clearly. It arose out of counter-revolution, and perpetuated a social structure that was increasingly anachronistic in 20th century Europe. Its very essence alienated it not only from political movements that sought to dismantle the inherited social hierarchy by a freer impetus towards internal change in society, but even from political currents which aimed at least at amplifying the political means of humane social equality, even though they did not envisage any more fundamental changes. The political and ideological isolation of the Horthy system launched a self-generating process by which its representatives came to see the same fatal, suicidal danger in democracy as they saw in liberalism. Though the mutual influence of internal and external policy was exerted with varying force during the 25-year history of the system, this isolation nudged and dragged the country along an obligatory path that was also impelled from within. But the rejection of democracy may be additionally ascribed to a recognition that democratic frames could cause the collapse of the political system and the social structure behind it, and it was tied up with the idea that Trianon, which had mortally offended and humbled the nation, was the doing of countries in which scope was allowed for democracy and human freedom. Certainly the Horthy system was prompted from time to time by foreign policy and *Realpolitik* to pursue negotiations with the western bourgeois democracies and make domestic policy concessions, but its affinity of domestic policy tended to impel it in the opposite direction, particularly in the 1930s, when that affinity was not obstructed by foreign policy realities either. To a large extent the authoritarian political system found its legitimacy in Trianon. Trianon had wrought too deep a trauma for one to dismiss—with more than 60 years' hindsight—questions of adaptation to the new situation or circumstances merely by reference to the desires or illusions expressed by left-wing thinkers and poets for cooperation among the peoples of the Danube valley. Yet who can deny that the Horthy system picked the worst of whatever alternative reactions there may have been, since by urging the Hungarians to forget nothing it demonstrated that it had learnt

nothing itself. Regardless of whether it cited the lessons of history, the economic facts of life or the statistics on culture, it was leadership in the Danube valley and the slogan of getting "everything back" that formed the catalyst for a fatal automatism by which the issue of the three-million-strong oppressed Hungarian minority outside the Trianon borders became the means by which the eight million remaining were cast asunder. The process was set in motion by Trianon, but the fatally erroneous reaction to Trianon arose from the internal structure of the Horthy system, and that reaction was what thrust it along the fateful path to alliance with Nazi Germany. Of course an internal structure can only take shape through a historical situation, but when Hitler came to power in Germany in 1933, numerous other elements in the historical situation, not least the grave economic problems, were likewise propelling Hungary towards a German alliance.

From the Hungarian point of view three factors prompted the establishment and development of the German alliance. The first, of course, was revision of the terms of Trianon, which could not be accomplished under the given international circumstances without German assistance, whether one liked it or not. Although the revision of Trianon was from the outset the deciding element in the establishment of closer German-Hungarian cooperation, I feel by and large that this motive behind the alliance only became the dominant factor in the period 1938 to 1942, the years of Germany's political and military success.

More important, or at least as important in forging the German-Hungarian alliance in the 1930s were the necessary economic relations, the dependence on the German market, which can be considered as the second factor.

The third essential factor I see in the political and ideological proximity between the two systems, which I feel should be stressed even though it would undoubtedly be a gross oversimplification to equate the two political, ideological and power structures entirely. Under the historical circumstances, however, it was of no small importance that both systems should have been anti-liberal and anti-democratic. Admittedly, neither economic interest nor the chance of revision bound Hungary to Nazi Germany any more in the final years of the alliance, roughly speaking from 1942 to 1944, by which time the decisive factor in maintaining the alliance was German pressure. Yet despite the essential differences between them, the common features in the nature of the two systems (the fear of democratic or liberal change, and the attempt to sustain an old and outworn structure of power and society) exerted a certain linking influence.

What could Hungarian policymakers have expected from Germany? After all, the many conflicts that arose over the years show that doubts about whether this path was correct emerged to a considerable extent even among those who had initiated and actuated it. Hungary too came across reports and early accounts of Hitler like Rauschnig's book, in which Hitler expressed his ideas for Europe not as an alliance between peoples of equal standing but in terms of a system that would deny the subsidiary peoples any policy, economy or armed forces of their own. The same prospect could be seen by anyone who did not shut his eyes completely in the German

chancellor's remark, "The time of small states is up." Nazi Germany showed a far greater sense of political reality than Hungary in evolving its policy for the Danube valley, in which, momentarily, it granted a major part to Horthy's Hungary. It made use of the leading Hungarian stratum that was prepared to cooperate without sympathizing with that stratum or still less with Hungary's demands in the Danube valley, which Berlin considered megalomania. This dismissal and contempt shows up plainly in the remarks Goebbels made about the Hungarians in his diary for 1939 to 1941, which recently came to light: "That corrupt, feudal system is as far removed from us as the sun from the moon. We shall never get anywhere at all with Hungary. One day we shall have to annihilate it", he wrote on November 22, 1940, the day after Hungary had celebrated its accession to the Tripartite Pact. Teleki was extremely sceptical about the New Balkan Order and handled the Jews with kid gloves, the propaganda minister charged. He had only contempt for Bethlen as well. "When we have won, the Hungarians will see our other face as well." (Dec. 28, 1939) "We must keep a constant eye on the Hungarians, the masters of betrayal." (April 19, 1941) Did the Hungarians consider betrayal? If they did, it was certainly not in 1941, and in 1943, when certain politicians did begin to consider the possibility of changing sides, the word is still not appropriate. After all, a politician in a situation of that kind has to follow Machiavelli's advice: "If the fate of the country depends on the course upon which we wish to embark, no deciding role can be played by consideration of justice or injustice, humanity or ruthlessness. All other considerations must be set aside and a single question remains: What is the course by which the existence and freedom of the country can be spared?" In the tragedy of 1944 a fatal part was played by the shortage of politicians in Hungary who thought matters through in that way. And that shortage can hardly be considered simply as a historical accident.

The outside pressure exerted on Hungary grew stronger in the final years of the Second World War. Ultimately the force of circumstances and the power of Germany gained the deciding role in the process by which the policy line that sought to distance itself from the Germans and cooperated with them only reluctantly was swamped by the policy that the Sztójay government embodied. However, the curious thing in Hungarian political relations was that the Hungarian army and its officers were still able and inclined to accept German hegemony as the sole course by which the political objectives of Hungary could be accomplished, and to exert with that view a strong influence on public opinion in the country. It is in this that one must seek the crisis of the middle class, which was the leading social element in the apparatus of state and in the army. Undoubtedly the historical decline of Hungary's middle class was a crucial factor in Hungary's political failure. More than once in the 1950s the criticism of the Hungarian middle class descended to gross exaggeration and oversimplification, and was used to serve specific political purposes. But abandoning bias and distancing oneself from political purposes hardly precludes the need to analyse this aspect of the processes that led to 1944.

Szekfü's criticism was recently republished: "There had never been a leading stratum so incapable of political direction as the one from the beginning of the 1930s," wrote that historian, who knew the period both from inside and out. Szekfü blames "the grave errors committed in foreign political and military leadership" on "the steadily declining curve of intelligence among the leading circles." Without examining the causes of this phenomenon, which are in any case familiar to a greater or lesser extent, let us mention the ultimate consequence of it: "The ground was shaking under Hitler's Empire," Szekfü wrote, "and everyone in Europe and the four continents of the world heard the rumble that marked the end, while the leading stratum in this country (including those in whose hands the real power was) still retained a blind faith in German victory, in the miracle weapons, and in the approaching clash between the Anglo-Saxons and the Soviets which would bring about an alliance between Hitler and Churchill. Our leaders did not reckon with Roosevelt at all, since he was generally considered a Jew."

No less critical of this middle class was Sándor Márai, who considered rotten to the roots, selfish and uncultured a stratum whose majority were solely concerned with defending their own privileges and lacked any responsible national conscience. "Christianity, they said, and meant trade licences claimed by those without professional training. Christianity, they said, and meant intimidation of all free thinking and individual opinion. I am a Christian, they said arrogantly, and put out their hands for the money."

Márai saw the relation with Nazism as the last stage in the historical downfall of the Hungarian middle class.

György Barcza's verdict is no less harsh, although not placed within so comprehensive a historical or cultural historical process, and emphasizing the role of foreign policy mistakes, personalities and the officer corps. In his memoirs the well-known diplomat blamed Horthy and his military retinue in particular. Horthy, whom "the nation and the whole world supposed on the strength of his outward appearance and reputation to represent vigour and the valour of military patriotism, was not in fact the man he seemed. . . . He was entirely under the influence of his military retinue and limited politically. . . . The regent's political ignorance, human weakness, and well-intentioned but utterly ill-conceived sense of responsibility baffled all attempts to save the situation. The soldier in him was a quite apolitical being which consisted of the assertion of a heroism suited to the battlefield but was at complete variance with the requirements of political foresight and reason, and even of political courage."

Barcza mentioned how "the primitive nature of Hungary's diplomatic proceedings compounded the revisionist climate of opinion stirred up to the extreme by the country's geographical position, and the failure brought about by a lack of the necessary courage." He expresses appreciation for the efforts and manoeuvrings of Kállay, but his criticism also accords with certain observations Bajcsy-Zsilinszky made: "Good intentions are valueless in politics if they cannot be accomplished in

practice, particularly when one faces powers which are engaged in a life-and-death struggle and expect deeds, not sentiments.”

When a section of the leading stratum in Hungary realized in 1943–4 that “we had lost our way somewhere” (to use Szekfü’s phrase) and sought a way out of the labyrinth, its downfall (if one looks for internal causes) stemmed from the curious way in which it combined the various characteristics of the four known forms of bad government: *dictatorship*, which made it incapable of substantial political change at home even when it recognized the need for it if the nation was to be saved; *exaggerated ambition*, which prevented it aiming for what was possible, or even on occasions for what was just in the border question; *incapacity*, which was supported by the lust for power among the officer corps and bureaucracy it had educated and granted power; and finally, *plain stupidity*. It was a stupidity that was incapable of any all-round assessment of realities, that only believed in whom it wanted to believe, and that could not work out worth-while alternatives, so that it ultimately proved damaging from its own point of view and ruined its own objectives and conceptions. It is stupidity indeed when a system is unable to recognize and protect its own interests because the narrow selfishness of its own apparatus prevails over and destroys any politician or statesman who has an eye for the future.

Of course one can scarcely ignore the fact that the resistance of such an apparatus can hardly prevail unless it enjoys substantive support from an outside power. After all, the tragedy of Hungary (even though the room for manoeuvre was severely limited for internal reasons) became total because outside pressure, the power of Germany, propelled it towards the abyss and forcibly prevented any attempts to change course.

Right after the withdrawal of Italy, Hitler ordered a plan for the occupation of Hungary to be drawn up. By September 30, 1943 the high command of the Wehrmacht was circulating its ideas on this occupation. If Germany were so prepared to forestall Hungary’s withdrawal, the country’s leaders should have prepared for a successful implementation of their own plan far earlier. I hardly think anyone would claim that they had. The Germans were able to thwart Kállay’s plans on March 19, 1944 and to do the same again on October 15 of the same year. In talks with General Jodl on June 31, 1944 Hitler again underlined the significance he attached to the military and economic control of Hungary. “The securing of the Hungarian zone must remain now and in the future the main element of our activities. For this zone from the food point of view is one of the still possible sources for replacing all we have lost, and from the point of view of raw materials supplies holds an important position in several respects, bauxite, manganese, etc. But one can add that the zone has great importance from the point of view of transport policy, since it is traversed by the lines to south-east Europe, and for that very reason defence of the Hungarian zone is of vital importance, so important to us that its significance can hardly be overestimated.”

This is not the place to discuss in detail the role of the Danube valley antagonisms in the tragedy of Hungary. Its historical causes and the factors involved

have been analysed by many, from many angles. Unfortunately they have not been examined by all or in all places from the critical and selfcritical standpoint of Hungarian historians.

Yet all one has to do is read the minutes of the negotiations with Hitler. The Romanian leadership, more precisely Antonescu, struggled with a fervour for the role of Germany's number one satellite. The Romanians made huge sacrifices on the Soviet front, and on the strength of their truly astounding scale lost no opportunity of bringing up the subject of Hungary's comparatively modest contribution, and of laying charges at Hungary's door for its comparatively lenient treatment of the Jewish population and for the secret talks it was conducting with the western powers, openly urging Hitler to occupy Hungary and offering to take part in the operation. They argued in this way until they had achieved their expected purpose: that Hitler, verbally at least, should declare the Second Vienna Award null and void.

It is a sad and shocking tale. Sadder still is that fear of the Romanians should have contributed to Horthy's ultimate acceptance of Hitler's terms on March 18, 1944. No resistance awaited the German troops that marched in. On March 11, 1944, the commander of the occupying forces, General Weichs, made this entry in his diary:

“Possibilities:

a) If the stronger part of the [Hungarian] army and a part of the population join forces with us, as it seems to be believed in the highest quarters, the military operation will be carried out comparatively swiftly and without bloodshed.

b) This does not occur. As I myself doubt the possibility of solution a). In that case we shall have to reckon with the great national pride of the [Hungarian] nation. We must not allow the lack of success of their troops on the eastern front to mislead us. In other words, we think we shall manage with the Hungarians as we did with the Italians. They [the Hungarians] will fight to the end for the freedom of their country.

March 19. . . “The invasion is taking place as planned. In Budapest all is quiet, nowhere is there any resistance. In part the Hungarian army has welcomed us ceremoniously.”

For the days following the invasion one finds in the diary some remarks on the establishment of the Sztójay government and on the debates over the disarming of the Hungarian army, which Weichs (unlike the German Foreign Ministry) was opposed to, since he thought the Hungarians could be of some use against the Soviet Union. But from the beginning of April the diary largely tells of dinners and nights at the opera. April 1: *Tosca*, April 2: *Madame Butterfly*, April 9: *La fanciulla del West*—all a pleasant way for the commander of the occupying army to pass the time. Certainly there was a bit too much Puccini, but luckily there was a ballet on April 10, and then *I pagliacci*.

The lack of resistance has often been analysed, just as many have weighed the scope and chances for it. Going beyond the deeper, more far-reaching historical causes, I should like here to mention only that at certain critical times, when various historical processes come into practical confrontation, the direction of events can be determined by human factors. Clearly, if the Kállay government had not pursued a policy of camouflage and concealed its efforts to bale out by continuing to heap praises on the German alliance in its propaganda, the behaviour of the public would have been different during the events that followed. Barcza was right to stress the personal responsibility of Horthy: "From Horthy's attitude towards the army, the officers' colleges and the people it logically followed that they continued along the old line whose continuity Horthy guaranteed." But alongside the passive majority, under circumstances of outside pressure and military compulsion, there was a highly dangerous, active minority which in practice legitimated the occupation régime and implemented what the Germans demanded. Moreover, this active minority had no small social basis in the corps of officers, the middle and landowning classes, and a section of the apparatus of state — among those whom even a bourgeois liberal system would threaten with loss of their sociopolitical privileges. The German occupation and the anti-Jewish laws were also backed by the hundreds of thousands of beneficiaries from them: the munitions manufacturers, certain sections of the intelligentsia and administrative employees, the petty bourgeois monopolists with their trade licences and other permits, and not inconsiderable sections of the lumpenproletariat. This active minority played a decisive part in ensuring that Germany was able to swallow up Hungary with ease. Apart from forestalling a secession from the alliance, the occupation had three other purposes. First, it sought to mobilize the country's economic strength, its food stocks, oil, bauxite and industrial capacity, and place them at the Germans' disposal. Secondly, it set out to mobilize the country's manpower reserves and send them to the front. (Within a few weeks several hundred thousand Hungarian soldiers were again waging the senseless battle against the Soviet army.) Last but not least, the occupation was aimed at a final solution of the Jewish question. If I speak about this in rather more detail on this occasion, that is because it was one of the essential specifics of the Nazi occupation and one of the burning issues in the tragedy of 1944. After all, Hitler, and I quote his own words, thrust "forcible friendship" on Hungary. There is nothing surprising about that, just as there is nothing surprising about an occupying power exploiting and plundering those whom it has conquered. Armies had been sent to the front before to sacrifice themselves for alien interests. Although it was all done with a ghastly regularity and the brutality that typified National Socialist practice, the practice itself cannot be described as unique in the history of a great power and a small country. But the holocaust that was concomitant with Nazism and its Hungarian equivalent was unique indeed.

For years strong pressure had been exerted through German foreign policy with the aim of persuading Hungary to apply the homicidal programme of the "final solution". Between 1941 and 1944 there had hardly been a set of diplomatic or political

negotiations at which the Germans had not commented that Hungary was doing too little about the Jewish question and that its Jewish policy was way behind that of all the other states. The Kállay government did not want to go further than the anti-Jewish laws which had been enacted earlier, and rejected the idea of mass deportation, on more than one occasion having to pursue a hard struggle with the strongly anti-Semitic pro-German forces in the army and the rightwing parties, which in this sphere would have fulfilled the German demands without a thought, and indeed did so in certain places by the way they treated the forced labourers.

In 1944 the position was essentially changed by Germany's occupation of Hungary. The Sztójay government formed with Horthy's blessing sought to make up for the "omissions" of its predecessors in a matter of months. First, a flood of legislation in six short weeks robbed the Jewish population of any means of earning their livelihood and forced them into the ghettos. And in mid-May (when the neighbouring countries were no longer prepared to take a part in the "final solution" in this way) they started the deportations. Under the direction of the Eichmann squad, the Hungarian authorities and gendarmerie despatched 437,000 inhabitants classed as Jewish from the provincial towns and villages to Auschwitz at record speed. Prime Minister Sztójay could rightly say on June 7, 1944: "Solution of the Jewish question in Hungary is a maximal accomplishment."

In the same month Horthy himself remarked on the inhumanity of forcibly removing the Jews. But it was less the inhumanity of the deportation that made it an exceptional tragedy than the fact that the plan had been worked out and implemented by Hungarian officials and the gendarmerie. All Eichmann's staff of 150 or 200 did was to give directions, advice and occasional orders. In 1944 the occupiers would not have been able to see through the deportation of almost half a million people if they had not had the Hungarian apparatus of state and the Hungarian gendarmerie to help them. The whole episode can scarcely be explained solely in terms of ideological factors or anti-Semitic influences and traditions.

Past events teach how ordinary men, when subjected to constant political manipulation and duress, can be turned into criminal accomplices at times when politics and the system of institutions lose their internal grip and firm ideological foundations, and when the gravest outrages can be represented as in the national (or other) interest and so legitimated, if not exactly glorified.

Ultimately, the Jewish question points to a grave sickness in Hungarian society at that time. For one may rightly ask whether the holocaust in Hungary could have occurred as it did if the victims had possessed the courage or chance to defend themselves, if Hungarian society had not been paralysed by fear or indifference, if the apparatus of state, tainted with anti-Semitism, had not joined with the gendarmerie, accustomed to obey orders without question, in being criminal accomplices, if the church, by its passive attitude, had not legitimated the earlier policy of anti-Semitism and none too reluctantly set aside its former reservations about it, if the larger part of the intelligentsia had not previously dissipated its strength in the sterile debate between

the populists and the supporters of urban culture and instead had uttered a cry of protest against the atrocities in time, and if the resistance had actually been capable of mobilizing the masses. The sin can scarcely be atoned for by shifting the blame totally onto others. Nor was it cleansed after the liberation, when explanations vacillated between a summary denunciation of Hungary's past and an exaggeration of the resistance, while the worthy mourning and remembrance were long put off on a variety of political grounds. But despite a responsibly critical and self-critical facing up to the facts, who can doubt that the main responsibility rested on German National Socialism, which had turned mass murder into a political programme, planned it and executed it, and without which there would have been no holocaust in Hungary? Racial hatred, national prejudice, pogroms and white terror arose out of Russian, Polish and Hungarian society as well. But systematic extermination of millions of people was the creation of Nazi Germany, where traditional and modern anti-Semitism changed into an organized war to exterminate Jewry, at a time when policy had become the forcible subjugator instead of the regulator of society, and anti-Semitism part and parcel of the struggle for political power. What some in Hungary in the summer of 1944 may have thought was only the tragedy of the Jews swiftly became a general tragedy. The logical continuation of this was noted in the autumn of 1944 by the Swiss news correspondent, whose impressions were these: "The times are changing. The noose is tightening around non-Jewish as well as Jewish necks. Non-Jews as well as Jews are being hunted down. The Calvary of the Jews has become consummated in the Calvary of the Hungarian nation."

The past never dies, Faulkner wrote in his play *Requiem for a Nun*. It is 40 years since Hitler's Hungary was destroyed by the Allied victory, and 40 years since the Horthy system vanished. But despite the vast social and political changes of those 40 years, one can still read in the press of the nuclear missiles stationed in both hemispheres and of dictatorships in the name of national ideals depriving minorities of their cultural existence. One can perceive the signs of anti-Semitism, and the faces of dictators inciting people against one another can sometimes be seen on the television screen. Who cannot avoid wondering whether the past has not only failed to die but may not entirely have passed.

Поворот в политике Венгерской Партии Трудящихся летом 1953 года

БАЛИНТ САБО*

Центральное руководство Венгерской Партии Трудящихся (ВПТ) в июне 1953 года приняло решение о значительных переменах в политическом курсе партии. Решение о повороте в политике партии, вскрытие ошибок прежней политики, провозглашение нового политического курса явились неожиданно не только для широкой общественности, но и для членов партии, более того, для большинства членов Центрального руководства. Неожиданно, можно сказать, безо всяких предзнаменований в политике партии были предприняты значительные перемены.

Перемены эти были, однако, необходимы и обоснованны; причины их следует искать в политике прежних лет, в ставших господствующими с 1949 года сектантских, догматических ошибках. Осознание ошибок, их политико-теоретическое продумывание и подготовка пленума Центрального руководства — все это было проделано в исключительно короткие сроки.

Непосредственным поводом и стимулятором событий — как это давно доказано в партийно-исторической литературе — явилась развернувшаяся переоценка положения в международном коммунистическом движении, внесение корректив в оказавшиеся ошибочными и устаревшими принципы и методы. Центральный Комитет Коммунистической партии Советского Союза после смерти Сталина приступил к искоренению ошибок, связанных с культом личности и рекомендовал партиям братских социалистических стран также самокритично пересмотреть свой политический курс. Такие же рекомендации были направлены и ВПТ.¹

Делегация венгерской партии выехала в Москву в середине июня 1953 года. О переговорах делегации генеральный секретарь партии Матьяш Ракоши доложил на пленуме Секретариата 17 июня. Секретариат принял к сведению доклад и решил: «Ошибки, допущенные в руководстве партией, в ее политичес-

* BALINT SZABÓ, Institut d'Histoire de la Partie. Budapest, Alkotmány u. 2. 1054.

¹ *A magyar forradalmi munkásmozgalom története.* (История венгерского революционного рабочего движения.), Budapest 1970, т. 3. стр. 207

ком курсе и практической деятельности, и задачи, связанные с исправлением этих ошибок, должны быть раскрыты перед общественностью и всем народом». Было также решено на 20 июня созвать Политбюро, а на 27–28 июня — пленум Центрального руководства.²

Итак, руководство партии наметило очень короткий срок для подготовки пленума Центрального руководства. По существу за десять дней предстояло подготовить рефераты и проект решения, представить их Политбюро, затем доработать, причем одновременно с этим надо было готовить первую сессию избранного в мае нового Государственного собрания, разработать новую правительственную программу, принять решения по целому ряду организационных вопросов и персональных дел.

Чем был вызван столь напряженный план, такая поспешность? Очевидно, определенную роль сыграли в этом обоснованная критика политики партии, понимание того, что руководством партии допущены грубые ошибки. Несомненное влияние на руководителей ВПТ оказали берлинские события 16–17 июня, когда правым контрреволюционным силам удалось воспользоваться вызванным различными ошибками недовольством части рабочего класса и перейти в наступление против народного строя. Критика, берлинские события вызвали среди отдельных руководителей горячку, в какой-то степени даже панику. 20 июня Ракоши подчеркнул: «Ошибки, вскрытые в процессе переговоров, таковы, что если их быстро не исправить, если *тотчас же* не предпринять поворот в политике, они грозят нам самым тяжелым кризисом». (Подчеркнуто автором. — Б. С.)³

Можно без преувеличения утверждать, что критика со стороны советских партийных руководителей потрясла и узкое руководство ВПТ. Один из секретарей партии Йожеф Реваи во время обсуждения доклада делегации на пленуме Политбюро 20 июня сказал: «Первое, что я почувствовал после отчета товарища Ракоши на Секретариате, был стыд.» Реваи отметил: три-четыре товарища, составлявшие ядро партии, прошли международную школу, и не заметили, что что-то не так. А ведь сигналы были, но мы тотчас же подвергали критике всех, кто хоть робко, но посмел сказать правду.⁴

На самом деле, руководителям партии были известны трудности, напряженности, противоречия, распивавшие экономику и общество, у них имелись сведения и о недовольстве масс. Причем они получали информацию о проблемах не только по отдельным сигналам, не только из робко и от случая к случаю высказываемых жалоб, а из докладов компетентных органов партии, из отчетов руководящим органам.

Достаточно лишь просмотреть доклады и отчеты государственных органов, отделов Центрального руководства ВПТ за первое полугодие 1953

² Архив Института истории партии (далее — АИИП), 276. ф. 54/248

³ АИИП 276. ф. 53/122.

⁴ Там же.

года. В хронологическом порядке укажем лишь на несколько наиболее важных документов и решений. В марте два отчета были посвящены проблемам крестьянства и сельскохозяйственного производства. В отчетах констатировалось: ликвидация кулачества на практике продолжается, что неправильно, «неблагоприятно влияет на середняков, особенно на зажиточные слои среднего крестьянства, ускоряет опустошение земель». Отмечалось, что компенсации, которыми облагаются крестьяне, не выполняющие обязательных поставок государству, настолько высоки, что выполнить их невозможно и «крестьяне не принимают их всерьез». ⁵ В подготовленных в марте того же года документах о развитии техники связи и о строительных производственных издержках вполне определенно указано на то, что выпускаемая в стране продукция устарела, качество изделий плохое, весьма низок уровень организации труда, неудовлетворительно используется техника, производственные издержки в строительстве слишком высоки. ⁶ В майском отчете о положении в угольной промышленности указано, что в I квартале 1953 года наметилось 10%-ное отставание от плана, состояние шахт из-за пренебрежительного отношения к организации ремонтно-восстановительных работ ухудшилось, нет единства в управлении, большинство машин и оборудования простаивает, исключительно высоко число сверхурочных часов и выходных смен. ⁷

Руководству были известны проблемы, трудности отдельных отраслей, отставание от плана в промышленности и сельском хозяйстве, однако как отчеты, так и заявления руководящих органов указывали на то, что причины следует искать не в политике партии — в данном случае в ошибках экономической политики, — а в неудовлетворительной работе местных органов, в искажении правильного политического курса, в активизации врага.

Перемены в этой области стали ощутимы в процессе подготовки к созыву вновь избранного Государственного собрания, под воздействием корректив, начатых и планируемых в других социалистических странах. Секретариат на заседании 3 июня 1953 года после обсуждения пункта повестки дня «Созыв Государственного собрания и образование правительства» в решении постановил: «Секретариат констатировал, что и в нашей стране освоение капиталовложений ведется такими масштабами и темпами, что из-за этого у нас нет возможности в достаточной мере развивать производственные отрасли, служащие повышению уровня жизни трудящихся масс.» ⁸ Секретариат считал необходимым, чтобы Центральное руководство дало указание Государственному управлению по планированию пересмотреть народнохозяйственные планы «по возможности уже на 1953 год» и на последующие годы с тем, чтобы

⁵ Там же, 276. 54/233., 236

⁶ Там же, 276. 54/237

⁷ Там же, 276. f. 54/245

⁸ Там же, 276. f. 54/246

«значительно увеличить количество и улучшить качество потребительских товаров, расширить жилищное строительство и т.д.».

Решение Секретариата от 3 июня вне всякого сомнения коснулось важных новых аспектов, однако преувеличивать его значение было бы неправильно. Наряду с определенными организационными изменениями и перестановкой кадров, было принято решение лишь о незначительном сокращении капиталовложений в промышленность; и речи не было о пересмотре политического курса партии, о том, что — словами Реваи — «что-то не так», что — как говорил Ракоши уже 20 июня — «вновь надо пересмотреть все основополагающие вопросы жизни партии и народной демократии», ибо очень мало таких сфер жизни, где не было допущено серьезных и грубых ошибок.⁹

Таким образом, московские переговоры партийной делегации были значительны не столько с точки зрения раскрытия явлений, трудностей, возникших в ходе социалистического строительства, тяжелых противоречий, ошибок и перегибов, сколько прежде всего с точки зрения *анализа причин, корней* различных проблем и отрицательных явлений. Стало ясно, что предстоит принять решения не о частных мерах, более-менее крупных организационных изменениях, определенных изменениях плана: задача состоит в пересмотре политического курса партии, всей ее практической деятельности. Все более утверждалось понимание необходимости в глубоком, настоящем повороте. Ракоши на пленуме Политбюро, обсуждавшем работу делегации, подчеркнул, что речь идет о событии исторического значения, о таком повороте, «который будет крупнейшим и решающим с момента захвата власти»¹⁰. Относительно сложившегося положения и задач наиболее остро выступил Реваи: «нет сомнения, — сказал он, — что такого потрясения партия еще не переживала за всю свою историю. Были уже кризисы в партии, но одно дело кризис партии, работающей в подполье, и совершенно другое — кризис в правящей партии. Тот кризис не получил отклика по всей стране, а в данном случае этого не избежать. И все же вскрытие ошибок абсолютно правильно, и надо смело смотреть в глаза предстоящим потрясениям. . . Нельзя бояться бури, которую вызовет кризис партии в руководстве страной. Затушевывая истину, частными, мелкими постановлениями и решениями исправить допущенные ошибки невозможно. . . »¹¹ Многие указали на то, что партия с момента освобождения страны от фашизма не получала еще столь значительной помощи от КПСС. Было обращено внимание на то, что в развязке большое значение будет иметь подход Ракоши к ожидающим решения задачам.

Пленум Политбюро, состоявшийся 20 июня, подтвердил принятое ранее решение о созыве на 27 июня пленума Центрального руководства. Было решено,

⁹ Там же, 276. ф. 53/122

¹⁰ Там же.

¹¹ Там же.

что на пленуме будет заслушано два реферата по одному и тому же вопросу — о допущенных ошибках и новом политическом курсе партии, докладчики — Ракоши и Имре Надь.

Проект решения готовил член Политбюро и Секретариата Эрнё Герё. Первый вариант проекта получился весьма объемным. «Проект решения, — писал Герё в сопроводительном письме Ракоши и Имре Надю от 23 июня — стал длиннее, чем мы предполагали, но мне думается, что сокращать его существенно нельзя, если мы хотим. . . говорить не вообще, а конкретно, языком цифр и фактов»¹².

Проект решения обсуждался на пленуме Политбюро 25 июня и был одобрен со следующими замечаниями: Проект решения должен однозначнее указать на то, что речь идет прежде всего об отношениях партии и рабочего класса и что изменение политики происходит прежде всего в интересах укрепления союза рабочего класса и крестьянства. Необходимо открыто говорить о том, что II съезд ВПТ одобрил неправильный курс, ошибочную экономическую политику. Далее, в решение надо включить, что Имре Надь выступал против чрезмерной коллективизации.¹³

После таких дискуссий был разработан окончательный вариант проекта, который от имени Политбюро был представлен пленуму Центрального руководства.

Июньский пленум Центрального руководства и его решение

Члены Центрального руководства получили проект решения, в котором были вскрыты прежние ошибки и закреплены изменения и запланированные новые меры. Доклады, выступления Ракоши и Имре Надя были посвящены главным образом обоснованию необходимости в переменах, анализировали допущенные ошибки, сформулировали новые задачи. Выступившие в прениях выразили согласие с представленными докладами; дискуссии, особые мнения в связи с проектом решения возникли только по отдельным частным вопросам.

Проект решения был основательным, подробным документом. На пленуме практически не прозвучало таких мнений и предложений, которые в какой-то форме не были бы занесены в проект решения, причем в четкой, ясной, подчас сырой, откровенной формулировке (особенно учитывая условия того времени). Поэтому нам кажется, что прежде чем перейти к анализу пленума Центрального руководства, к оценке значения пленума, необходимо ознакомиться с самим решением.

¹² Там же, 276. f. 65/213/b.

¹³ Там же, 276. f. 53/123.

Документ¹⁴, получивший название «Решение Центрального руководства Венгерской партии трудящихся об ошибках, допущенных в политическом курсе и практической деятельности партии, и задачах по их исправлению», состоит из четырех разделов. В первом разделе анализируются наиболее важные из допущенных ошибок, во втором раскрываются их причины. Третий раздел содержит меры, которые могут быть предприняты по искоренению ошибок, очередные и дальнейшие задачи, в четвертом приведены условия ликвидации ошибок.

В вводной части решения подчеркивается: «Пленум Центрального руководства Венгерской партии трудящихся»¹⁵ констатирует, что в последние годы руководство партии во главе с товарищем Матьяшем Ракоши допустило серьезные ошибки в политическом курсе практической деятельности партии. Эти ошибки оказали неблагоприятное воздействие на уровень жизни населения, и не в последнюю очередь рабочего класса, ослабили связь с рабочим классом, ухудшили отношения партии, государства с трудящимися массами вообще и вызвали большие трудности в народном хозяйстве».

Документ определил важнейшие из допущенных ошибок в следующем:

1. «Руководство партии взяло курс на чрезмерно быструю индустриализацию, особенно на чрезмерно быстрое развитие тяжелой промышленности, не считаясь при этом с реальным положением страны и жизненными потребностями трудового народа.» В решении указывалось, что II съезд ВПТ, исходя из ошибочных принципов, утвержденных руководством партии, принял неправильную экономическую политику. Как производственные задачи, так и программа капиталовложений были форсированными, неправильно были распределены и госбюджетные ассигнования на капиталовложения в народное хозяйство. «Эта неправильная экономическая политика не приняла во внимание ресурсы страны, не учла в достаточной мере требований рентабельности и целесообразности капиталовложений. . . Эта была сектантская по духу политика, которая считала самоцелью социалистическую индустриализацию, пренебрегая при этом интересами рабочего класса, трудового народа. В этой ошибочной экономической политике в какой-то мере нашла проявление мания величия; в то же время она носила в себе определенные моменты авантюризма, базируя необоснованно напряженные темпы развития тяжелой промышленности страны на ресурсах, часть которых не была еще обеспечена, не имелась в распоряжении народного хозяйства. В этой политике проявилось и стремление к какому-то «самообеспечению», автаркии, не принявшее в необходимой мере во внимание то обстоятельство, что Венгрия создает основы социализма не на

¹⁴ Там же, 276. f. 60/371 — Далее и в случае цитирования не буду ссылаться на источник.

¹⁵ На пленуме, помимо членов и кандидатов в члены Центрального руководства, присутствовали ведущие секретари областных и районных комитетов партии, члены Совета Министров и Председатель Президиума ВНР Иштван Доби.

необитаемом острове, а будучи членом социалистического содружества, не посчитавшееся должным образом с возможностями и необходимостью разделения труда, экономического сотрудничества между Советским Союзом и странами народной демократии.»

2. «Руководство партии пренебрежительно отнеслось к развитию сельскохозяйственного производства и необоснованно ускоренными темпами проводило коллективизацию сельского хозяйства.» Пренебрежительное отношение к сельскохозяйственному производству — указывалось в решении — явилось закономерным следствием форсированных темпов индустриализации; страна не располагала необходимой материальной базой для развития сельского хозяйства. Темпы коллективизации сельского хозяйства «не отвечали сложившимся в стране к тому времени политическим и экономическим условиям». Перестройка местами проводилась с применением административных, принудительных методов, сложная и постоянно меняющаяся система поставок государству «породила неуверенность среди трудового крестьянства, вбила клин в отношения партии и крестьян-средняков, и в то же время препятствовала укреплению сельскохозяйственных кооперативов, быстрому улучшению их хозяйственной деятельности, повышению доходов членов кооперативов». В результате ошибок аграрной политики крестьяне-единоличники забросили свои хозяйства, особенно капиталовложения с длительным сроком окупаемости, сельскохозяйственные кооперативы по выращиванию целого ряда культур не достигали урожаев хозяйств крестьяне-единоличников, большинство хозяйств «погрязло в государственных долгах», доходы значительной части членов кооперативов не достигали среднего дохода ведущих индивидуальное хозяйство крестьян-средняков. В результате этой экономической политики быстро росла площадь предложенных для сдачи государству или заброшенных т.н. резервных земель; она достигла 10% всех пахотных земель страны (примерно 890 000 гектаров). «Грубые ошибки были допущены и в изоляции кулачества. Политика изоляции на практике все более сменялась политикой ликвидации.» Чрезмерно быстрыми темпами росли посевные площади государственных хозяйств, что препятствовало «обеспечению высоких урожаев и рентабельности производства, развитию хозяйств в настоящие образцово-показательные хозяйства. Ошибочным было и стремление удовлетворить потребности в продукции животноводства в первую очередь через государственный сектор.

3. «Руководство партии забросило и оттеснило на задний план работу по удовлетворению жизненных потребностей населения, в результате неправильной экономической политики падал жизненный уровень трудящихся.» В этом, наряду с ошибками экономической политики, сыграло роль «превышающее необходимые масштабы и темпы развитие вооруженных сил и разбухание штатов государственного аппарата». Одной из причин падения реальной заработной платы явился и неурожайный 1952 год, «но главная причина падения

уровня жизни состояла не в этом, а в том, что в экономической политике и в общем политическом курсе партии были допущены грубые ошибки». В 1952 году товарооборот розничной торговли «вместе с рыночным товарооборотом» был на 5,7% ниже уровня 1951 года. Ухудшилось качество промышленных товаров, часто неудовлетворительным был ассортимент. Нередки были случаи скрытого повышения цен (товары низшего качества не уценялись, или одни и те же товары под другим названием или в другой упаковке продавали по повышенной цене). «Падению уровня снабжения населения товарами способствовали форсированные темпы вытеснения мелкой частной торговли и ремесел. В результате этого бытовое обслуживание населения (слесари-сантехники, электрики, слесари, стекольщики, маляры и т.д.) не в состоянии удовлетворить потребности.» Не уделяется должного внимания жилищному строительству, с 1950 года из года в год сокращается количество новых квартир, строящие жилье своими силами едва получают строительные материалы. Осложняет жилищное положение и сокращение объема работ по ремонту и восстановлению квартир, выделенные для этих целей ассигнования (из-за недостатка материалов, оборудования и рабочей силы) не были использованы. Напряженные планы вызвали необходимость в организации сверхурочных смен, работы в выходные дни, особенно в горнодобывающей промышленности и металлургии, «где систематически нарушаются положения Кодекса законов о труде, регулярной стала работа в выходные дни, трудящимся не обеспечивается предписанное законом время отдыха. Этот форсированный труд во многих случаях приводит к пренебрежительному отношению к охране труда, является причиной участвовавших несчастных случаев на производстве, дает повод для справедливого недовольства в определенных кругах рабочего класса. Эти форсированные темпы в значительной степени мешали ритмичности производства и существенно повысили себестоимость.»

4. «Необоснованное распространение административных методов, неоправданно большое число судебных дел и разбирательств, самоуправство по отношению к населению.» Ошибки, допущенные в политике партии, «сыграли немалую роль в том, что по отношению к трудящимся массам широко применялись и применяются административные меры, полиция и суды в массовых масштабах привлекают к ответственности, власти холодно, недружелюбно обращаются с населением, нередко случаи самоуправства.» Полиция как орган вынесения наказаний за проступки в последние два с половиной года в 850 000 случаях выносила наказания, правда, в большинстве случаев (90%) налагала штрафы в размере до 100 форинтов, суды с 1950 года за три года и один квартал рассмотрели 650 000 персональных дел и применили различные меры наказания к 387 000 граждан. Цифры свидетельствуют о том, что «в Венгрии применение административных мер по отношению к населению приняло масштабы, недопустимые в народной демократии, в государстве трудового народа.» Подобным образом была недопустимой система массовых денежных

штрафов за невыполнение обязательств по сдаче излишков сельскохозяйственной продукции. Денежные штрафы применялись против трудового крестьянства, кулаков и кооперативов, значительная часть этих штрафов была вынесена в нарушение существующих положений, то есть была незаконной. Широкие «возможности» для самоуправства открывает система интернирования, в целом ряде случаев граждан арестовывают безо всякого основания, «часто не соблюдаются требования социалистической законности и конституционности, защищающие права граждан, неприкосновенность и безопасность личности».

Во второй главе решения были вскрыты причины допущенных ошибок. В качестве обобщения решение констатировало: «Весьма важная причина ошибок в политическом курсе, экономической политике и практической деятельности партии кроется во внутреннем положении партии и партийного руководства, в неправильных методах руководства, в неправильной работе с кадрами и их расстановке, в неудовлетворительных связях между партийным и государственным руководством и отсталости идеологической работы.»

1. «Один из источников всех допущенных ошибок: отсутствие коллективного руководства, замещение коллективного руководства единоличным. . . Это единоличное руководство сопровождалось культом личности и вредным для развития народной демократии главарством.» В решении было подчеркнуто, что в распространении культа личности повинен прежде всего Ракоши, затем указано, что «главарство, начальничество и широкое распространение культа личности имело место и в рядах вооруженных сил, где это сопровождалось чрезмерным развитием армии без учета производительной и реальных возможностей народного хозяйства», в чем повинен прежде всего Михай Фаркаш. В решении далее отмечалось, что за грубые ошибки в экономической политике ответственность лежит прежде всего на Эрнё Герё, за серьезное отставание в идеологической сфере — на Йожефе Реваи. Вредным было и то, что за руководство отдельными сферами и в партии, и в государственном управлении отвечало одно и то же лицо. В решении указывалось: индивидуальный характер руководства воспрепятствовал тому, чтобы во главе партии и государства сложился настоящий руководящий коллектив. «В руководстве сложилась клика, бразды правления были сосредоточены в руках четырех человек — Ракоши, Герё, Фаркаша и Реваи.» Члены этой узкой руководящей группы не критиковали друг друга или «в крайнем случае выступали с критикой друг друга в отдельных случаях, не в руководящих партийных органах, а в узком кругу, между собой. Следствием этого было то, что в партийном руководстве критика и самокритика как основополагающие методы партийного руководства, отсутствовали, на беды и ошибки часто смотрели сквозь пальцы, не вырывали плохое с корнем. Все это в значительной мере препятствовало развитию новых, верных рабочему классу, народу молодых кадров.» Культ личности распространялся в партии сверху вниз, воздействовал на партийную жизнь, работу партийных организаций, оттеснил на задний план «обязательную для ком-

муниста скромность, ухудшил отношения партийных работников, партийных органов с массами и практически превратился во всеобщий метод партийного руководства.»

2. Неправильная экономическая политика партии «привела к отрыву партии от масс.» Справедливая критика, жалобы со стороны трудящихся часто не доходили до руководителей. Сложившаяся в партийном руководстве клика не уделяла внимания и тем сигналам, которые «поступали от различных партийных, общественных и государственных органов, более того, в ряде случаев и от отдельных членов руководства партии. Эти сигналы часто клеймились как проявления оппортунизма. Если же руководство все-таки обращало внимание на отдельные сигналы, анализировало их не во взаимосвязи с жизненными корнями и применяло лишь симптоматическое «лечение». Так например, уже длительное время было известно о положении в металлургии, о проблемах с сырьем, о постоянном отставании от плана в угольной промышленности, о чрезмерном нагромождении т.н. резервных земель, о трудностях в снабжении населения. Несмотря на это, не было принято никаких мер, не были пересмотрены планы, форсированные темпы роста; более того, партийное руководство неоднократно выступало с санкционированием непозволительных методов, например, нанесения материального ущерба населению путем манипулирования цен. Часто трудности объяснялись «объективными» причинами: скопление резервных земель объяснялось засухой, или рассматривалось как явление, естественно и закономерно сопровождающее социалистическую перестройку сельского хозяйства.

3. «Отрыв от масс проявился и в том, что узкое руководство партии не реагировало на поступающие от населения сигналы о нарушении социалистической законности, о неправильном, недоброжелательном отношении к трудящимся со стороны органов полиции и государственной безопасности, о часто неудовлетворительной, несправедливой по отношению к гражданам и незаконной деятельности местных советов, о неоправданно большом числе судебных приговоров и т.д.». Узкое партийное руководство не обратило внимание и на то, что партийные органы также часто участвовали в нарушении прав и интересов граждан, в попирании социалистической законности в отношениях с кулаками. «Отсутствие коллективности руководства сыграло немалую роль в том, что руководство партии не искало настоящих, глубоких корней распространения административных методов, связи этих явлений с экономической политикой, с неправильными методами партийного руководства, и поэтому оказалось неспособным ликвидировать вредные и непозволительные отношения, установившиеся между партией, государством и массами.» Рост числа нарушений законности, отсутствие гарантий соблюдения прав вызвало недовольство среди рабочих, трудящихся, особенно среди крестьян-середняков, породило безразличие в кругу интеллигенции; ухудшились связи партии со значительными слоями населения.

4. «Нагромождению ошибок в существенной мере способствовало серьезное отставание партии, наметившееся в сфере идеологии и теории. Центральное руководство ВПТ ни разу не обсуждало принципиальных идеологических или теоретических вопросов. Не было сколько-нибудь сорьезных дискуссий по идеологическим вопросам ни в Политбюро, ни в Секретариате. Не занимались касающимися конкретной венгерской действительности идеологическими вопросами ни центральный орган партии — газета «Сабад Неп», ни теоретический политический журнал «Таршадалми Семле». Ошибкой было и то, что руководство партии «по сути дела сдало в аренду одному товарищу — товарищу Реваи — все вопросы идеологической жизни, и этот товарищ долгие годы занимал монопольное положение в идеологической жизни». Это мешало тому, чтобы «борьба мнений в литературе, искусстве и науке превратилась в полноценную движущую силу развития».

5. «Сужение руководства партии, замена коллективного руководства единоначалием привели к кризису государственного руководства: руководители партии экспроприировали большинство функций государственных органов, Совета Министров. Правительство было лишено самостоятельной роли и оказалось в тени партийного руководства.» Способствовало этому и то обстоятельство, что функции генерального секретаря Центрального руководства ВПТ и главы правительства были сосредоточены в одних руках. Ошибкой было то, что партия и лично Ракоши непосредственно руководили работой Управления государственной безопасности, более того, Ракоши «лично давал указания Управлению о том, как вести расследование, кого арестовать, давал распоряжения о подвержении арестованных физическому наказанию, пыткам, что запрещалось законом». Кроме всего прочего, «указания Ракоши часто были неправильными и затрудняли выяснение истины». Не оправдало себя и создание президиума Совета Министров, ибо «этот шаг замедлил решение государственных дел, расширил бюрократизм, ограничил ответственность министров».

Так, и по сути своей в таком разрезе вскрыло решение Центрального руководства допущенные ошибки и их причины. Опираясь на этот анализ и один за другим рассматривая приведенные выше вопросы, Центральное руководство наметило задачи и определило условия, призванные обеспечить искоренение ошибок.

Относительно задач:

1. «Необходимо коренным образом изменить экономическую политику партии, сократить темпы индустриализации, прежде всего темпы развития тяжелой промышленности; следует пересмотреть планы развития народного хозяйства, а в связи с этим и капиталовложения. Главная цель этой коренной переработки экономической политики, нового курса экономической политики — значительное и непрерывное повышение уровня жизни населения, прежде всего рабочего класса, развитие социального и культурного обеспечения трудящихся при продолжении — более умеренными темпами — социалисти-

ческой индустриализации, по-прежнему являвшейся главным курсом партии.» В соответствии с этим уже в 1953 году необходимо сократить темпы роста промышленного производства и ассигнования на капиталовложения. На 1954 год необходимо предусмотреть развитие промышленного производства на 8 процентов. Кардинальные перемены должны быть внесены в пропорции развития тяжелой, легкой и пищевой промышленности. Следует существенно расширить капиталовложения в легкую промышленность, и особенно в пищевую промышленность и сельское хозяйство. При пересмотре капиталовложений надо учитывать рентабельность, возможности сотрудничества с социалистическими странами, и «ни в коем случае нельзя стремиться к автаркии». Капиталовложения надо пересмотреть и с другой точки зрения: в какой степени отвечают они экономическим и природным особенностям страны, требованиям пропорционального развития отраслей народного хозяйства. Необходимо значительно сократить развитие металлургии, замедлить строительство подземной железной дороги в столице. В будущем необходимо определить такие темпы освоения капиталовложений, которые соответствуют производительной способности страны. Следует внимательно следить за быстрым трудоустройством рабочей силы, которая освободится в результате упомянутых выше мер.

2. «Необходимо увеличить капиталовложения в сельское хозяйство, развивать сельскохозяйственное производство и повышать урожаи, распространяя все это и на хозяйства крестьян-единоличников; следует замедлить количественный рост сельскохозяйственных кооперативов; нельзя допустить дальнейшего расширения посевных площадей госхозов.» Необходимо предоставить значительную производственную помощь крестьянам-единоличникам с тем, чтобы они выполнили свои обязательства по сдаче продукции государству и смогли вывести значительное количество продукции на свободный рынок. Следует упразднить принудительный характер производственных договоров, сделать их более привлекательными. Далее в решении подчеркнуто: «Сельскохозяйственный кооператив по-прежнему является курсом социалистического строительства села, но в кооперативном движении в качестве очередной задачи следует определить не количественное развитие, а экономическое укрепление существующих кооперативов, повышение их урожаев, развитие животноводства, повышение рентабельности». Необходимо обеспечить последовательную реализацию принципа добровольного вступления в кооперативы, для чего желающим покинуть кооператив надо предоставить такую возможность в конце хозяйственного года» (до сих пор это было возможно только после 3 лет). «Необходимо разрешить роспуск кооперативов там, где большинство членов требует этого». Следует пересмотреть государственные долги сельскохозяйственных кооперативов, срок возвращения которых истек, и если их взыскание юридически необоснованно или нереально (около 200 миллионов форинтов), опустить их. Компенсацию в размере около 400 миллионов форинтов, которой были обложены кооперативы и крестьяне-единоличники за

невыполнение обязательных поставок, следует полностью упразднить. Следует позаботиться об обработке резервных земель, разрешить свободную выдачу земель в аренду и временно прекратить размежевание земель. Нужна более простая система сдачи госпоставок с тем, чтобы «система сбора и количество сдаваемой отдельными производителями продукции на несколько лет оставались неизменными.» Продолжая политику изоляции кулачества, необходимо прекратить преследование кулаков и упразднить кулацкие списки. Следует стимулировать мелиорацию, посадку фруктовых садов и виноградников.

3. «Следует кардинально улучшить снабжение рабочего класса, крестьянства и населения в целом материальными благами. Необходимо упразднить ошибочные меры, которые в результате необоснованно форсированной индустриализации привели к падению жизненного уровня рабочего класса, всего населения страны. Следует принять такие меры, которые позволят повысить уровень жизни рабочего класса, крестьянства, населения. Наряду с этим необходимо позаботиться об увеличении потребления рабочим классом и населением продовольственных и промышленных товаров первой необходимости.» Следует покончить со скрытым повышением цен и наказывать за это со всей строгостью закона. Необходимо улучшить снабжение населения мясом и обеспечить бесперебойное снабжение хлебом и жиром. Следует сократить количество дефицитных товаров, улучшить качество потребительских товаров, сократить необоснованно высокие цены ряда товаров. Следует повысить уровень производственного питания, гигиену, оборудовать заводские столовые умывальниками, установить на предприятиях раздевалки. Необходимо сократить работу в сверхурочное время, значительно сократить объем работ в выходные дни, упразднить на производстве денежные штрафы как меру дисциплинарного взыскания. Следует расширить выпуск оборудования по подготовке и переработке продуктов питания, организовать создание хранилищ, холодильников. Необходимо существенно повысить уровень коммунальных услуг в городах и селах, по необходимости выдавать разрешения на производственную деятельность частникам-ремесленникам. Надо интенсифицировать жилищное строительство, особенно строительство жилья для рабочих, главным образом в Будапеште, предоставлять больше помощи строящим жильё своими силами, строящим собственные дома шахтерам. Следует ускорить ремонт квартир и жилых домов, повысить уровень, качество таких работ, сократить численность личного состава вооруженных сил и раздутого государственного аппарата и «за счет сэкономленных таким образом средств также повышать уровень жизни населения».

4. «Следует создать правильные отношения между народно-демократическим государством и населением». Надо покончить с практикой нарушения социалистической законности в работе полиции, органов государственной безопасности и государственного управления и советов. Следует создать Генеральную государственную прокуратуру как важную гарантию законности.

Следует разработать и представить на утверждение Государственному собранию законопроект об амнистии и освобождении всех, кто не угрожает безопасности государства, общественному порядку и собственности, упразднить систему интернирования. Выселенцам следует предоставить возможность свободного выбора места жительства. «Во всех сферах жизни всеми силами и средствами надо восстановить пошатнувшуюся законность.»

Условием решения всех перечисленных задач, как это отмечается в четвертом разделе решения, является пересмотр всей деятельности партии: «Основополагающим условием исправления, коренной и бесповоротной ликвидации ошибок, допущенных в общем политическом курсе партии, в экономической политике, является изменение внутреннего положения партии, методов партийного руководства, кадровой политики и идеологической работы партии, а также создание правильных отношений между партийным и государственным руководством.»

В интересах этого предстоит решить следующие главные задачи:

1. «Надо создать коллективное руководство партией, коллектив, несущий полную ответственность за политику, всю деятельность партии. Следует ликвидировать единоличное руководство, окончательно покончить с культом личности в партии и в стране, с тем, чтобы отдельных лиц превозносили и ставили сверх партии, сверх Центрального руководства. Политику партии разрабатывает и утверждает ее высший орган — съезд, а в перерыве между съездами — Центральное руководство, причем коллективно. Надо обеспечить, чтобы Центральное руководство поистине было коллективным руководящим органом партии». В интересах этого необходимо упразднить «выполняющие в настоящее время функции руководящего органа Секретариат и Оргкомитет». Надо создать такое Политбюро, которое в период между пленумами Центрального руководства способно ответственно руководить партией. Секретариат должен функционировать в качестве органа, подчиненного Политбюро и контролирующего выполнение решений. Пост генерального секретаря следует упразднить, один из секретарей ЦР будет первым секретарем. Следует обеспечить, чтобы в новых руководящих органах партии все члены получали информацию по всем важным вопросам и участвовали в их решении. «Надо принять в качестве закона, что если компетентные органы партии избрали кого-то на руководящий пост, этому человеку надо предоставить все положенные по должности полномочия и возможности для успешной работы. Это касается всех органов партии.»

2. «В партии сверху донизу надо смело развивать и превращать в повседневную, органичную часть партийной работы критику и самокритику, возводя их в ранг основополагающего метода партийного руководства.» Так можно достичь того, чтобы организации и органы партии своевременно обращали внимание на мнения трудящихся, не допускали разрастания ошибок,

своевременно ликвидируя их. Все это означает, что необходимо развивать внутрипартийную демократию.

3. «Следует ликвидировать отставание в идеологической и теоретической работе, где также необходимо обеспечить коллективность руководства.»

Следует позаботиться о том, чтобы печатные органы партии и другие газеты и журналы смело поднимали идеологические вопросы. Надо открывать здоровые, служащие делу прогресса идеологические дискуссии. В идеологической сфере также необходимо пересмотреть расстановку и подбор кадров, «смело продвигая молодые, талантливые, верные делу народа кадры и назначая их на ответственные посты».

4. «Руководство партии главное внимание, наряду с правильностью политического курса, должно уделять развитию, подбору и выдвижению кадров.» Надо стремиться к тому, чтобы талантливые, верные рабочему классу кадры выдвигались на соответствующие их способностям должности и при поддержке коллективного руководства должным образом развивались. «При подборе руководящих кадров надо добиваться сплочения старых, опытных партийных работников с молодыми кадрами партии». Подготовка новых кадров также требует пересмотра учебного материала партийных школ: «из него надо исключить идеологические ошибки, а также все то, что показывает историю партии не объективно, а в виде подвига отдельных лиц.»

5. «Необходимо установить правильные отношения между партийным руководством и руководством государства — Советом Министров. Следует обеспечить, чтобы Совет Министров полностью выполнял свое призвание в руководстве государством, страной. В интересах этого надо отделить функции первого секретаря партии и главы правительства и назначить на эти посты отдельных товарищей.» Следует сократить число министерств и расширить полномочия министров. Необходимо предложить Государственному собранию упразднение «президиума Совета Министров, обеспечив тем самым, чтобы Совет Министров стал полноценным органом государственного управления».

В завершении в документе подчеркивается: «Центральное руководство считается с тем, что враги партии и венгерского народа попытаются использовать открытую, смелую самокритику нашей партии. . . для того, чтобы внести раскол в наши ряды, вести подрывную деятельность против народной демократии. Поэтому Центральное руководство призывает к особой бдительности всех членов нашей партии, все партийные организации.» Наконец в решении выражена уверенность в том, что «искренняя, беспощадная, но правильная самокритика» еще теснее сплотит ряды партии, повысит авторитет партийного руководства и правительства, укрепит единство партии, правительства и народа.

Как следует из сказанного выше, решение охватило широкий круг вопросов и задач, рассмотрело политику партии во взаимосвязях, как единое целое. В то же время надо констатировать и то, что решение не коснулось всех

без исключения ошибок, пленум не извлек необходимых выводов по персональным делам.

Хотя в решении детально и конкретно говорится о нарушении социалистической законности, о самоуправстве по отношению к населению, в нем не раскрыта полная картина; решение не коснулось несправедливых приговоров, вынесенных против целого ряда руководителей и бойцов партии, концепционных процессов. Руководители, прежде всего ответственные за допущенные ошибки — Матьяш Ракоши и Эрнё Герё — остались в первых рядах руководства партии, по-прежнему играли ключевую, определяющую роль в формировании ее политики. Имре Надь, который в 1948 году хотя и предостерегал от опасностей сектантской политики в перестройке сельского хозяйства, но делал это исходя из ошибочной позиции, на пленуме был чуть ли не превознесен до небес; создалось впечатление, будто все его прежние взгляды были абсолютно правильными.¹⁶ Таким образом авторитет Имре Надя в руководстве возрос, и на него были возложены важные функции в исполнении принятых решений.

¹⁶ В решении Центрального руководства об этом сказано следующее: «Слишком быстрые темпы обобществления сельского хозяйства явились чрезвычайно грубой ошибкой, тем более что товарищ Имре Надь выступил против этой политики, но руководство партии, вместо того чтобы проанализировать его позицию, просто назвало ее «оппортунистической» и применило против товарища Надя положения организационного устава.» Все это соответствовало действительности, однако не было пролито света на то, что Имре Надь выступил с критикой собственных взглядов, а затем был назначен заведующим административным отделом ЦР. В 1951 году Надь вновь был введен в состав Политбюро, назначен министром по заготовкам, затем с 1952 года — заместителем Председателя Совета Министров, и на этом посту играет значительную роль в претворении в жизнь политики группы Ракоши. И что еще важнее: были преданы забвению прежние ошибочные взгляды Надя относительно классового содержания народной демократии, а также то, что Имре Надь и сам с недоверием относился к среднему крестьянству, не связывал больших надежд со вступлением среднего крестьянства в кооперативы, только он склонялся к другому характера выводам, чем Ракоши и его группа. (По этому вопросу см.: Балинт Сабо, *Népi demokrácia és forradalomelmélet*, (Народная демократия и теория революции), издание 2-е, Budapest, 1974, стр. 196, 231—232, а также «История венгерского революционного рабочего движения», стр. 209—210.) Здесь необходимо заметить: ситуация сложилась так, что ошибочные взгляды Имре Надя относительно развития сельского хозяйства не были преданы гласности ни в 1948–1949 гг., ни в 1953 году, ни после 1953 года. Статью, написанную им для журнала «Таршадалми Семле» в 1948 году, журнал не опубликовал, а последовавшую за этим дискуссией партийное руководство не раскрыло перед общественностью. Опубликованные в 1954 году два тома избранных работ и статей Имре Надя (*Egy évtized*, «Десятилетие», Budapest, 1954) содержали уже неполные и откорректированные выдержки из этой дискуссии. Лишь Михай Фаркаш цитирует осенью 1953 года из проекта статьи Имре Надя, положительно отзываясь об авторе. Из этой цитаты выясняется, что, по мнению Надя, хозяйство крестьян-единоличников также развивается по социалистическому пути, хотя и медленнее, чем кооператив. (Михай Фаркаш, *Az új szakasz és a politikai tömegmunka feladatai*, (Новый этап и задачи политико-массовой работы.) Лекция для сотрудников аппарата ЦР 22 ноября 1953 года. Budapest, 1953, стр. 13–14.) Это выдержка в свободном переводе с венгерского оригинала звучит так: «Было бы ошибкой считать некооперативный сельскохозяйственный сектор просто капиталистическим сектором, в отличие от прокладывающего путь к социализму демократического кооперативного сектора. Правда, в некооперативном секторе есть носящие капиталистический характер кулацкие хозяйства, но большинство этого сектора составляют мелкотоварные хозяйство крестьян-бедняков и середняков, базирующиеся на собственном труде крестьян, которые не являются капиталистическими хозяйствами. Однако некооперативный сектор нельзя в целом считать капиталистическим еще

Изучая решение, можно определить далее, что по-настоящему глубокого теоретического обобщения пройденного пути, освещения и теоретического анализа недочетов, ошибок и преступлений и вместе с тем теоретического обоснования нового политического курса сделано не было; эта задача решением была выполнена лишь в весьма ограниченном объеме, что в какой-то степени понятно, ведь не было достаточно времени, к тому же отставание идеологической, теоретической работы вряд ли позволило бы сделать все это сразу. Историко-теоретическое освещение прежней политики, нового политического курса представляли собой весьма сложную задачу, и в отсутствие нового, дополнительного практического опыта, без дальнейшего развития политики (и не только венгерской коммунистической политической линии) решить ее практически едва ли представлялось возможным.

Все это тогда еще не сложилось в качестве требования у членов Центрального руководства, во всяком случае у подавляющего большинства членов ЦР; незамеченными остались и другие недостатки принятого решения, ведь серьезность вскрытых ошибок, исключительно большие задачи нового политического курса оказали шокирующее влияние, и усвоить, «переварить» положения решения было нелегко и непросто.

Это отражалось и в работе пленума, и во многих выступлениях в прениях. Многие с замешательством восприняли доклад, рефераты, искали причины отдельных грубых ошибок или же занимались детальным анализом отдельных из них. Было высказано, что члены ЦР на самом деле боялись узкого руководства партии, члены которого свысока, в не терпящем противоречия тона общались со всеми, в том числе и с членами выборных руководящих органов. В то же время члены ЦР, стимулируемые откровенной, смелой самокритикой со стороны в первую очередь ответственных за допущенные ошибки руководителей партии, бичевали прежнее положение, вскрытые недочеты, гигантоманию, зазнайство, самокритично отзываясь и о собственной работе. Большинство выступавших говорили больше о прошлом, о задачах будущего было сказано относительно немного. Однако не вызывает сомнения, что большинство членов

и потому, что демократическое преобразование, осуществленное в нашей экономики путем национализации крупной промышленности и банков, решающим образом изменило условия развития некооперативного сектора, поскольку на место крупного капитала вступил развивающийся по социалистическому пути государственный сектор, и его экономическое влияние будет проявляться и в некооперативном секторе. В результате этого капиталистические тенденции, еще имеющие место в мелкотоварных хозяйствах, в процессе развития будут постепенно ограничиваться. Неравномерность развития, которая, как следует из сказанного выше, все еще существует, и на значительном этапе развития, хотя и в постепенно сокращающейся мере, но сохранится, не означает, что кооперативный сектор будет развиваться вперед, к социализму, а некооперативный — назад, к капитализму. Эта неравномерность означает, что — за исключением кулацко-капиталистического хозяйства — кооперативный и некооперативный сектор развиваются по демократическому пути к социализму, с тем лишь различием, что кооперативный сектор будет развиваться по этому пути быстрее, а некооперативный — медленнее.» (АИИП 276, ф. 62/3. 11. п.)

ЦР не были готовы, не могли подготовиться к основательному анализу будущего, задач, к тщательному учету стоящих перед партией проблем.

Что касается задач и запланированных мер, особое мнение было высказано практически лишь по одному вопросу. Иштван Доби предостерег Центральное руководство от предоставления сельскохозяйственным кооперативам права самороспуска. Он знал допущенные ошибки, хорошо знал настроения крестьянства и доводы в пользу этого предложения, но опасался за достигнутые дорогой ценой результаты и боялся неоправданно широкого распада кооперативов. К осторожности в решении этого вопроса призвал и Янош Матольчи. Дёгеи выступил против предложения Доби. Мнение Иштвана Доби и Яноша Матольчи не было принято.¹⁷

Как-то странно состоялось принятие представленного проекта решения. Ракоши вначале сказал в своем реферате следующее: «Принятый Центральным руководством проект решения мы хотим довести до сведения каждого члена партии, в то же время намерены детально опубликовать его в печати.» Позже в своем выступлении, ссылаясь на дискуссию, он внес следующее предложение: «... относительно использования представленного на голосование проекта решения предлагают отойти от того, о чем я говорил в своем отчете вчера.» Ракоши сослался на то, что собрания актива, на которых намеревались представить принятое решение, за один день подготовить невозможно. Поэтому: «Официальное заявление для печати предлагается опустить, а вместо этого на сессии парламента предать гласности принятые положительные меры.» Далее, предлагалось: «... пусть ЦР даст новому, вновь избранному Политбюро полномочия относительно того, как, когда и каким образом использовать проект решения. Политбюро наилучшим образом использует проект решения.» Наконец, председательствующий Эрнё Герё представил следующее предложение по первому пункту повестки дня: «Представляю Центральному руководству следующий проект решения: Центральное руководство принимает за основу представленный проект решения и поручает новому составу Политбюро с учетом проведенной дискуссии окончательно отредактировать его.» Предложение Эрнё Герё было единогласно принято пленумом.¹⁸

Так проект решения превратился в решение. Центральное руководство в соответствии с уставом приняло его за основу, то есть одобрило его. Однако одновременно вновь избранному Политбюро было поручено окончательное редактирование. Политбюро на пленуме 2 июля рассматривало вопрос внесения изменений в решение; были приняты некоторые, не касающиеся существа изменения, но «доработка», точнее переработанный текст решения — по имеющимся у меня сведениям — разослан не был. Вряд ли можно принять за окончательный текст решения директивы, направленные партийным организаци-

¹⁷ Там же, 276. f. 52/24, 53/124.

¹⁸ Там же, 276. f. 52/24

ям 8 августа 1953 года от имени Политбюро «К обсуждению и исполнению решений июньского 1953 года расширенного пленума ЦР ВПТ». Полагаю, что это было лишь использование решения (предложенное Ракоши), но уже не само решение, не его «окончательно отредактированный» текст. К этому вопросу мы еще вернемся ниже.

Провозглашение поворота, ознакомление с решениями

О предании гласности решения июньского пленума ЦР, о его «доведении до низов» было принято несколько решений.

Согласно решению, принятому на пленуме Политбюро, состоявшемся 20 июня, Ракоши в первый день пленума ЦР предлагал, как упоминалось выше, детально опубликовать решение в печати. В соответствии с решением Политбюро от 20 июня, далее предполагалось после пленума ЦР созвать будапештский и областные партийные активы, будапештский с участием 200, областные — с участием 30–40 человек.¹⁹ 25 июня Политбюро увеличило число участников активов, которые предполагалось провести после пленума ЦР (29 июня, в понедельник): в Будапеште до 300–400 человек, в областях — до 100–120. После этого предполагалось созвать районные активы (30 июня, 1 июля) с участием 40–50 человек.²⁰ В городах, районах, на предприятиях и в учреждениях для секретарей первичных партийных организаций — согласно решению Секретариата от 29 июня — лишь после совещаний будапештского и областных активов и сессии парламента предполагалось провести собрания, на которых надо было ознакомить участников со значением парламентской речи Имре Надя. И только после этого, 6 июля, было запланировано проведение партийных собраний, на которых на основе речи Имре Надя и статьи-комментария в газете «Сабад Неп» предстояло ознакомить присутствующих с политическим курсом партии.²¹

В соответствии с этими планами по всей стране тысячи партийных и государственных руководителей до созыва парламента получили предварительную информацию об июньском пленуме Центрального руководства. что немало. Однако, принимая во внимание характер решений, а именно то, что руководство партии готовилось к значительному, в определенном смысле драматическому повороту, необходимо отметить, что о планируемых переменах знал лишь узкий круг членов партии, руководителей. Не только члены партии, но даже партийный аппарат — в более широком смысле этого слова — не получили своевременной информации. И еще надо добавить: секретари первичных организаций, партийные руководители получили информацию не

¹⁹ Там же, 276. ф. 53/122.

²⁰ Там же, 276. ф. 53/123

²¹ Там же, 276. ф. 54/249

только с опозданием, уже после принятия новой правительственной программы, но информация эта была неаутентичной, недостаточно глубокой, не были разъяснены причины перемен, их обоснованность и даже намерения партийного руководства.

Так как согласно решению ЦР, решение пленума не было предано гласности,²² общественность и члены партии узнали о пленуме ЦР лишь из краткого сообщения, опубликованного в газетах 30 июня. В сообщении говорилось лишь о том, что на основе рефератов Матяша Ракоши и Имре Надя и проведенной дискуссии «Центральное руководство приняло соответствующие решения», а также о том, что были приняты решения по организационным и персональным вопросам. Решения о политическом и экономическом положении и новых задачах стали известны лишь 4 июля из речи нового главы правительства Имре Надя в парламенте.

Речь Имре Надя получила широкую гласность. Еще в тот же день, в субботу вечером она была передана по радио. Газеты опубликовали речь в воскресном номере 5 июля. Речь получила широкий и смешанный отклик. Однако прежде чем перейти к реакции на речь, остановимся кратко на самом экспозе главы правительства.

Речь Имре Надя основывалась на решении пленума ЦР от 28 июня и содержала вытекающие из решения задачи, без детализации ошибок прошлого (как это было сделано в решении). Члены Политбюро получили эту речь, могли представить свои замечания, для окончательного одобрения парламентской речи Политбюро составило свою выездную комиссию (Ракоши, Надь, Герё и Хегедюш).²³

Речь, естественно, в определенных аспектах отличалась от решения. Отличия состояли не только в том, что в речи не приводились ошибки прошлого, но и в том, что речь не анализировала (это и не являлось целью) положения внутри партии, не знакомила с ошибками прежнего стиля руководства, с планами и мерами по оздоровлению партийной жизни, повышению уровня партийной работы. Однако во введении оратор остановился на самоотверженном труде рабочего класса, трудового народа, на помощи Советского Союза, вдаваясь в детальное перечисление исторических завоеваний, результатов, достигнутых в развитии страны после Освобождения. Не коснулся Имре Надь и июньского решения Центрального руководства, но отметил, что правительство на основе директив центрального руководства ВПТ продолжает работу, что «предложения, представленные правительству Центральным руководством

²² Причин этому могло быть несколько. По всей вероятности, хотели избежать предания гласности острой самокритики партийного руководства: ведь это в значительной мере затруднило бы сохранение большей частью старых руководителей своих прежних позиций. Руководство не пожелало на глазах у общественности детально анализировать допущенные ошибки и намеревалось осуществить поворот, делая главный акцент на заявлении о принятии положительных мер.

²³ АИИП 276. f. 53/124

Венгерской партии трудящихся», воплощают в себе программу самого широкого национального единства. В заключение была выражена надежда, что «под руководством Венгерской партии трудящихся, опираясь на предложения партии, в единстве с народом мы будем гораздо увереннее двигаться вперед — . . . по пути благосостояния нашего народа к нашему прекрасному будущему — социализму».²⁴

Речь, касаясь задач, во многих местах чуть ли не дословно цитировала текст решения, его формулировки. В одном аспекте, однако, Имре Надь отошел от текста решения, причем, пожалуй, не столько в сути, сколько в акцентах. Решение уделило большое внимание оказанию поддержки индивидуальным хозяйствам, обеспечению надежности сельскохозяйственного производства, однако в экспозе главы правительства это было особо подчеркнуто, выдвинуто на самое первое место: «Правительство считает своей первостепенной задачей поддержку производственной деятельности индивидуальных хозяйств, оказание помощи этим хозяйствам производственными и рабочими средствами, оборудованием, удобрениями, семенами и агротехническими средствами.» В то же время менее акцентированной (и несколько отличающейся от формулировок решения) была та часть речи, в которой говорилось о сельскохозяйственных кооперативах. Здесь речь шла лишь о том, что правительство и в будущем будет оказывать всяческую помощь кооперативам, ибо «это наиболее приемлемый путь подъема крестьянства».²⁵ Правда, в тот период подъем индивидуальных крестьянских хозяйств был одним из ключевых вопросов улучшения снабжения, повышения уровня жизни, а значит, выполнения решения. Однако и с учетом этого не лишено основания утверждение о том, что Имре Надь уже и ранее переоценивал значение и особенно возможности мелкотоварного крестьянского хозяйства, и после июня 1953 года вновь вернулся к этим своим взглядам.

В связи со сказанным выше заслуживает внимания и то, что в речи не было уделено должного внимания выводу решения партии о том, что, несмотря на более умеренные темпы индустриализации, политика социалистической индустриализации неизменно является главным курсом партии. Было лишь указано — кстати, правильно — на то, что «развитие социалистической тяжелой индустрии не может быть самоцелью. По пути народной демократии, социалистической индустриализации надо так двигаться к социализму, чтобы это сопровождалось постоянным повышением уровня жизни, улучшением социального и культурного обеспечения трудового народа, и в первую очередь авангарда социалистического строительства — рабочего класса»²⁶.

Хотя в речи неоднократно говорилось о необходимости сознательного, дисциплинированного труда — Имре Надь призвал рабочих к укреплению

²⁴ Имре Надь, „Egy évtized”. («Десятилетие»). Избранные речи и статьи (1948–1954), том II, Budapest, 1954, стр. 376.

²⁵ Там же, стр. 357–358. (В этом абзаце везде выделено автором. — Б. С.)

²⁶ Там же, стр. 353

дисциплины, крестьян, к выполнению обязательств по сдаче обязательных поставок и уплате налогов, к соблюдению законности, — не была надлежащим образом подчеркнута важность лучшего, более эффективного решения производственных задач. Речь Имре Надя явилась еще одним свидетельством того, что руководители партии сумели полностью осознать сложность поставленных перед страной задач, того, что обоснованное повышение уровня жизни трудящихся требует принятия целого ряда сложных мер, и что эта цель за короткий срок недостижима, ибо прежде всего необходимо создать соответствующие условия. А так как последний фактор не был достаточно освещен и подчеркнут в речи главы правительства, речь дала повод для определенных иллюзий.

В целом, однако, надо констатировать, что речь главы правительства в сущности достоверно обобщила вытекающие из решения ЦР правительственные задачи, все то, что предстояло решить по государственной линии на основе принятого партией решения о смене политического курса. Следовательно, речь идет не о том, — как это получило распространение в свое время, — будто отрицательные явления, проявившиеся после объявления новой правительственной программы, коренятся в искаженной трактовке Имре Надем партийного решения, или во всяком случае вытекают главным образом из этого. (Другой вопрос, удачной ли была эта речь главы правительства, надо ли было в такой форме предавать гласности принятые решения, что одновременно означало игнорирование значительной части решения.)

Новая правительственная программа получила широкий отклик среди значительной части населения и породила большие надежды и ожидания. Однако очень скоро начали проявляться и негативные явления.

Среди определенной части тех, кто приветствовал новую программу, наблюдалось замешательство относительно причин изменений, их курса, глубины, подчас серьезности и устойчивости. Все приветствовали повышение уровня жизни, но в отдельных слоях населения были опасения насчет определенных, нежелательных для представителей этих прослоек последствий.

Часть хозяйственных руководителей боялась увольнения значительных групп рабочих как ожидаемого последствия запланированного сокращения производства в тяжелой промышленности.

Занятые в тяжелой промышленности рабочие также боялись безработицы или сокращения заработков, временных трудностей, связанных со сменой места работы. Эти настроения более всего ощущались на крупных предприятиях, на Чепельском, Сталинварошском и других металлургических комбинатах, на строительстве метро и т.д.²⁷

²⁷ Относительно данного вопроса см. Миклош Хабуда: *A Magyar Dolgozók Pártja munkáspolitikájának néhány kérdése a Központi Vezetőség 1953. júniusi határozata után.* (Некоторые вопросы рабочей политики Венгерской Партии Трудящихся после решения Центрального Руководства в июне 1953 г.) *Párttörténeti Közlemények*, 1980, № 1, стр. 35.

Подобные явления имели место и среди интеллигенции. Многие представители технической интеллигенции, преподаватели средних школ, университетов и институтов боялись сокращения темпов индустриализации, запланированного в правительственной программе свертывания сети высшего образования, опасались за свое будущее. Таким образом, июньские перемены и новая правительственная программа оказали противоречивое воздействие и на интеллигенцию.²⁸ Несмотря на положительные меры — как об этом будет говориться ниже, — беспокойство наблюдалось и среди определенной части кооперативного крестьянства.

Однако самую серьезную проблему вызвало то, что классовый враг, обладавший тогда еще значительной силой, из-за допущенных ошибок располагал немалым влиянием, особенно в провинции, быстро активизировался, подстрекал, выступал против существующего строя. Как об этом свидетельствует один из сохранившихся документов (доклад от 7 июля об откликах на речь Имре Надя): в провинции бывшие полицаи, кулаки и прочие правые элементы стали заводилами; они объясняли крестьянам правительственную программу, говорили о правительственном кризисе, смене государственного строя, о приближающейся революции, клеветали на коммунистов, советских и кооперативных руководителей. Осложнялось положение тем, что партийные секретари, местные руководители «лишь издали следили за ходом событий». Местные руководители — указывалось в отчете — колеблются в оценке решения ЦР и речи Имре Надя. Многие пришли в разлад с самими собой. Люди ждут выступления Ракоши, не понимают, почему не он представил новой программы, не знают, что происходит вокруг него. Везде царит тревога, люди боятся за достигнутое.²⁹ Уже на проведенной 5–6 июля конференции секретарей первичных партийных организаций было сказано: ведь были не только ошибки, но и результаты, достижения, заслуги; перемены — шаг назад в социалистическом строительстве; руководящая роль партии сейчас оттеснена из-за того, что партийных секретарей не подготовили к нынешним событиям, не раскрыли перед ними причины ошибок, перемен.³⁰

Таким образом, положение характеризовалось, с одной стороны, активизацией противника, с другой — парализованностью, беспомощностью аппарата, партийных организаций. Поэтому Политбюро приняло решение о созыве на 11 июля будапештского партийного актива. Было решено, что с главным рефератом на активе должен выступить Матьяш Ракоши, но в прениях надо выступить и Имре Надю. Согласно решению, речь Ракоши одобрила та же

²⁸ См. Карой Урбан, „Az 1953-as fordulat és a magyar értelmiség” (Поворот 1953 года и венгерская интеллигенция). *Párttörténeti Közlemények*, 1981, №4, стр. 49 и далее.

²⁹ АИИП 276. ф. 88. Не упорядочен.

³⁰ Там же, 276. ф. 88. Не упорядочен.

комиссия (Ракоши, Надь, Герё, Хегедюш), которая просмотрела парламентскую речь Имре Надя.³¹

На будапештском активе Ракоши, по существу в соответствии со сформулированной Политбюро задачей, попытался остудить пыл и надежды правых сил, мобилизовать парторганизации и государственные органы с тем, чтобы дать отпор враждебным силам, активизировать аппарат. Ракоши считал своей задачей рассеять всякие сомнения относительно того, что страна неизменно идет вперед курсом строительства социализма, и дать ответ на отдельные вопросы, имеющиеся у членов партии и трудящихся в связи с принятыми решениями.

Сама цель и назначение актива в целом ряде аспектов предопределили тон и в значительной степени содержание речи Ракоши. Нельзя упускать из виду и то, что реферат, хотя и был зачитан для партийного актива, был адресован не только участникам актива, но и всей стране, и что ликвидация иллюзий, сомнений, порожденных экспозе главы правительства, представляла собой реальную, чрезвычайно важную с точки зрения дальнейшего прогресса задачу. Речь была передана по радио, газеты опубликовали полные тексты выступлений Ракоши и Имре Надя.

Очевидно, что речи Ракоши и главы правительства преследовали разные цели, из чего заведомо следовали определенные различия, как и речи Надя на активе и в парламенте также имели неодинаковое назначение, чем объяснялись закономерные различия в тоне и содержании. Эти факторы должны быть приняты во внимание, и анализировать эти выступления правильно можно только с учетом вышесказанного.

Это необходимо подчеркнуть потому, что механическое сопоставление выступлений двух руководителей (речи Имре Надя 4 июля и Ракоши 11 июля), без учета вытекающих из конкретной обстановки различий — что в одно время было весьма распространено — подсказывает более существенные различия между позициями двух руководителей, чем это было бы обосновано. По существу анализ речей без учета конкретных обстоятельств указывает на различия, проявившиеся на самом деле несколько позже, и может показаться, что единство партийного руководства уже тогда было нарушено, хотя это произошло не сразу.

Ракоши вне всякого сомнения был кровно заинтересован в том, чтобы скрыть, завуалировать допущенные ошибки, и когда у него появлялись возможности для этого, он их не упускал. Однако было бы неправильно оценивать речь на июльском активе исключительно или даже в первую очередь с этой точки зрения, считая самокритичное замечание о том, что о готовящихся переменах вначале надо было заявить от имени партии и что здесь была

³¹ Там же, 276, f. 53/125

допущена ошибка³², только проявлением тонкого тактического чутья с целью укрепления собственных позиций.³³ Здесь речь шла о действительной ошибке, упущении, которое, несомненно, было связано с тем, что столь глубокие перемены намеревались осуществить без серьезных изменений в составе руководства.

Это обстоятельство наложило отпечаток на речь Ракоши (как и на речь Имре Надя в парламенте). И все же не вызывает сомнения, что Ракоши на активе правильно подчеркнул значение достигнутых рабочим классом крупных результатов, задачи в связи с развитием промышленного производства, важность укрепления производственной дисциплины и повышения производительности труда, значение экономии, качества. Правильно говорил он и о невозможности быстрого повышения уровня жизни: «в этой сфере мы должны проявлять осторожность, чтобы не пробудить необоснованные ожидания». Нужным и правильным было то, что Ракоши подчеркнул: «Партия неизменно признает преимущества кооперации сельскохозяйственного производства; здесь же он призвал членов кооперативов сплотить свои ряды и отстоять свои коллективные хозяйства. С большой симпатией воспринял актив призыв к партийным организациям, к коммунистам. Не поддавайтесь унынию, не поддавайтесь вражеской пропаганде, которая сейчас перегибами наших правильных мер попытается перейти в наступление против всего кооперативного движения. Члены и сторонники сельскохозяйственных кооперативов могут быть уверены в том, что их поддерживает наша партия, что на их стороне — сила нашей народной демократии».³⁴ Ракоши, хотя и значительно короче и местами оправдывая прежние ошибки, указал на все важные задачи, новые цели, содержащиеся и выраженные в речи главы правительства. Ракоши — как и Имре Надь в своей речи в парламенте — остановился главным образом на вопросах экономической политики.

Имре Надь в своем выступлении решительно подчеркнул, что июньское решение Центрального руководства — компас для правительства. Как и Ракоши, он выступил против правых сил и торопил бесперебойное проведение сбора урожая и сдачи государству сельскохозяйственной продукции. На этот раз он особо подчеркнул поддержку сельскохозяйственных кооперативов, более того, занял по этому вопросу т.н. «левацкую» по условиям того времени позицию, зашел в этом вопросе слишком далеко. Он сказал: «... *единственным приемлемым путем подъема крестьянства, строительства социализма является кооперативное ведение хозяйства*». (Выделено автором. — Б.С.)³⁵

³² См. Матьяш Ракоши, *A szocialista Magyarorszáért*. (За социалистическую Венгрию.) Budapest, 1955, стр. 302.

³³ Эден Барла Сабо, *Gazdaságpolitika és gazdasági fejlődés az MDP KV 1953. júniusi ülése után*. (Экономическая политика и хозяйственное развитие после июньского пленума ЦР ВПТ.) Párttörténeti Közlemények, 1981, №2, стр. 8

³⁴ Матьяш Ракоши, см. выше, стр. 313

³⁵ Имре Надь см. выше, стр. 383

В выступлении Имре Надя был один чрезвычайно важный момент, указывающий на судьбу июньского решения, на важность его проработки. Имре Надя заявил: «В решении намеченных задач, наряду с прочным организационным единством партии, решающее значение и роль играет идейное, идеологическое единство партии, единство взглядов, в формировании которого в связи со стоящими перед партией вопросами главнейшую роль играет решение Центрального руководства. Именно поэтому чрезвычайно важно основательное обсуждение последнего. В конечном счете именно этот документ вскрывает ошибки прошлого и намечает новые задачи для широких масс рядовых членов партии. Наши коммунисты, опираясь на решения Центрального руководства, сумеют дать подобающий ответ попыткам врага вызвать замешательство в наших рядах. В этом отношении в работе партийных организаций наметилось серьезное отставание, которое в обязательном порядке и в кратчайшие сроки должно быть ликвидировано.»³⁶

Этот вывод поднял, несомненно, весьма важный вопрос. Актив внес некоторое спокойствие в ряды партии³⁷, однако оказался далеко не подходящим форумом для подготовки членов партии к выполнению июньских решений. Актив мог помочь активизировать коммунистов, оттеснить правые силы, но с точки зрения осуществления решений мог принести только временный и частичный успех, не говоря уже о том, что идейное единство партии и единство действий можно было упрочить только на основе знания, понимания и единой трактовки июньских решений.

В то же время донесение решений ЦР «до низов», аутентичное ознакомление с июньскими решениями в партийных организациях весьма запаздывало. После проведения актива прошел уже почти месяц, пока Политбюро утвердило, наконец, директивы по распространению июньских решений в партийных организациях. А ведь в тот период Политбюро заседало весьма часто (за месяц было проведено шесть заседаний). Правда, были приняты весьма важные решения о выполнении важных мер, вытекающих из июньского решения. Однако несомненно и то, что доведение июньских решений до партийных организаций началось с опозданием в полтора месяца, более того, практически (из-за летних отпусков) только в сентябре началась проработка в партийных

³⁶ Там же, стр. 387—388

³⁷ В отчете от 15 июля относительно откликов на заседание актива сказано, что все без исключения районные комитеты партии докладывают о «полном успокоении» в рядах партии, о «всеобщей радости». Отчет в то же время указал и на то, что противник пытается противопоставить речи Ракоши и Имре Надя. Есть мнения о том, что Ракоши в своей речи аннулировал то, что обещал Имре Надя. (АИИП 276. Не упорядочен.) Политбюро, обсудив доклад о воздействии будапештского актива и дальнейших задачах, также констатировало, что в партийных организациях восстановилось спокойствие. В то же время в решении было подчеркнуто: «Все еще существует опасность того, что задачи будут решаться старыми методами, что при выполнении решений не будут стремиться к исправлению ошибок.» Была подчеркнута необходимость усиления политической работы, а также то, что «печать и радио должны последовательно распространять и популяризировать достигнутые результаты». (АИИП, 276, ф. 53/126)

организациях принятых Политбюро директив об «обсуждении и выполнении» июньских решений.

Политбюро 29 июля выдвинуло на повестку дня обсуждение предложения «о разработке и обсуждении в партийных организациях тезисов июньского пленума Центрального руководства 1953 года» и приняло следующее решение: «Политбюро поручает разработку тезисов товарищам Ракоши, Надю, Герё и Ачу. Тезисы должны быть представлены на заседание Политбюро 5 августа. Политбюро обращает внимание членов комиссии на то, что в тезисах необходимо принципиально поднять вопросы относительно коллективного руководства, углубления партийной демократии, усиления критики и самокритики и повышения уровня идеологической работы. В тезисах должно быть указано, что необходимо сделать для решения настоящих задач.»³⁸ В итоге Политбюро обсудило и приняло тезисы на внеочередном заседании 8 октября. В решении о проработке тезисов подчеркивалось, что низшие органы обязаны проанализировать проблемы на основе того, как «на местах обстоит дело с коллективным руководством, критикой и самокритикой. . . В процессе этой работы надо во всех партийных органах и организациях смело вскрывать недостатки и разрабатывать конкретные решения по их ликвидации. . .».³⁹

Тезисы «Директивы по обсуждению и выполнению решений июньского расширенного пленума Центрального руководства Венгерской партии трудящихся 1953 года» были разосланы за подписью Политбюро. Тезисы в значительной, примерно наполовину сокращенном объеме, приводят решения ЦР и связанные с ним конкретные задачи. В соответствии с полученной на заседании 29 июля директивой они на самом деле лишь принципиально поднимают вопросы и задачи коллективного руководства, партийной демократии, развития критики и самокритики. В них не говорится конкретно о лично ответственных за допущенные ошибки руководителей, не детализуются конкретные ошибки политического курса и стиля работы; однако в директивах указаны, пусть очень кратко, практически все проблемы, о которых говорится в июньском решении.

В вводной части директив указано на борьбу партии за достижения социалистического строительства, говорится о правительственной программе и июльском совещании актива, представившим рядовым коммунистам экономико-политические устремления партии. Затем в письме констатируется: «Ввиду того, что до сих пор главное внимание уделялось экономико-политическим целям Центрального руководства, а его решения относительно внутренней жизни партии отошли на задний план, в настоящее время партийные организации не уделяют необходимого внимания борьбе против грубых ошибок и серьезных недочетов в партийной жизни, в вопросах руководства, в кадровой политике партии и идеологической работе. Это тормозит борьбу

³⁸ АИИП 276, ф. 53/128

³⁹ Там же, 276. ф. 53/130

партийных организаций за реализацию экономической политики партии, постоянное повышение уровня жизни венгерского рабочего класса, всего трудового народа. Поэтому необходимо, чтобы все члены партии как можно лучше ознакомились с решениями Центрального Руководства в связи с внутренней жизнью партии.»⁴⁰

Письмо Политбюро обсуждало проблемы в отличной от июньского решения структуре.

Первый раздел документа назывался «Ликвидация ошибок в руководстве, кадровой политике партии, идеологической работе, укреплении внутренней жизни партии». В нем указывалось, что одним из главных источников ошибок является отсутствие коллективного руководства, «непартийное руководство со стороны группы из нескольких товарищей», индивидуальное, единоличное руководство, сопровождающееся культом личности и главарством. Это нарушало связи партии с массами, сужало базу партии в массах. В документе отмечалось: «Для высших и низших органов партии в равной мере справедливо утверждение о том, что руководитель, не опирающийся на мнение коллектива, не терпит критики, не признает самокритики, считает себя непогрешимым.» Это ведет к запущению политической работы, к распространению мер повелительного характера, ликвидации партийной демократии, падению активности членов партии. Далее в этой главе приводятся принятые ЦР организационные меры, направленные на восстановление коллективного руководства; указано на важную роль выборных партийных органов, партийных собраний, вообще на повышение роли выборных органов. Уделено внимание недостаткам критики, самокритики, работы с кадрами, идеологической работы, задачам по их устранению. Указывается, что партийные организации и органы часто экспроприировали функции государства, широкое распространение получил метод применения административных мер.

Второй раздел посвящен экономической политике партии. В документе сказано: «С 1951 года руководство партии переоценило возможности, взяло курс на форсированное развитие тяжелой промышленности», в результате чего сократилась заработная плата рабочих и служащих. Способствовало этому и то обстоятельство, что меньше капиталовложений было ассигновано на развитие сельского хозяйства, в результате чего «тормозилось производство индивидуальных крестьянских хозяйств». Ошибкой было и то, что руководство партии слишком быстро проводило обобществление сельского хозяйства и не уделяло достаточно внимания укреплению сельскохозяйственных кооперативов. Затем были перечислены задачи, которые в целом были уже известны членам партии, и приведены принятые меры (льготы по уплате налогов, жилищное строительство, снижение цен, постановление об амнистии и т.д.).

⁴⁰ Там же, 276. f. 60/376

Здесь привожу лишь некоторые формулировки, касающиеся сельского хозяйства, так как они содержат определенные новые моменты в сравнении с прежними выступлениями и решениями. Партия — подчеркивается — намерена развивать производство всех секторов сельского хозяйства. Вначале, однако, документ остановился на кооперативах: «Необходимо интенсивнее поддерживать кооперативы, ибо сельскохозяйственный кооператив — главный путь социалистической перестройки сельского хозяйства.»⁴¹ В этой сфере очередной задачей является экономическое укрепление кооперативов, повышение урожая и рентабельности производства. Затем в документе сказано о производственной помощи трудящимся крестьянам-единоличникам с тем, чтобы «росло их благосостояние, чтобы они имели возможность развивать свое хозяйство и после выполнения обязательств по сдаче продукции государству и уплате налогов могли выносить значительное количество товаров на свободный рынок».

Третий раздел назывался: «Мобилизуем каждого члена партии, каждую партийную организацию на выполнение решений Центрального руководства и программы правительства». В нем говорилось о подрывной деятельности врага, направленной на ослабление плановой и производственной дисциплины, на подрыв кооперативного движения. В разделе было подчеркнуто: «На будапештском партийном активе руководство партии выдвинуло перед партией и всей страной главным образом вопросы, связанные с экономической политикой. Поэтому среди партийных руководителей и членов партии сложилось мнение, будто в экономической политике нужны перемены, но в самой партии не было и нет никаких проблем, и все может оставаться по-старому.» Директивы решительно выступили против «опасных настроений» успокоения»,

⁴¹ Здесь следует отметить: вряд ли можно считать случайным, что оценка роли сельскохозяйственных кооперативов в разных документах и речах приведена по-разному. То сельскохозяйственный кооператив считается главным курсом социалистического строительства села (сельского хозяйства) (например, в июньском решении ЦР), то с еще большим акцентом подчеркивается, что кооператив — единственный приемлемый путь строительства социализма (более того, подъема крестьянства) (например: в речи Имре Надя 11 июня). В других документах кооператив упоминается лишь как главный путь социалистического строительства на селе (по протоколу Политбюро от 2 июля), или же как главный путь развития сельского хозяйства. Безо всякого преувеличения можно утверждать, что это отражало неуверенность в теоретических вопросах и, в частности, было тесно связано с прежними ошибочными взглядами Имре Надя, согласно которым сельское хозяйство может идти к социализму двумя путями — кооперативным и некооперативным. (Относительно этого см. сноску 16.) Это так, даже если учесть, что временами Имре Надь впадал или вынужден был вдаваться в «левые» крайности, как это было и в речи 11 июля. Очевидно, что, с одной стороны, в условиях того времени, в начале 50-х годов было бы неправильно утверждать, что кооператив — единственно приемлемый путь подъема крестьянства. Тогда еще поддержка мелкотоварного крестьянского хозяйства также считалась одним из возможных путей подъема крестьянства. Однако, с другой стороны, считать кооперативы лишь одним из возможных путей социалистической перестройки сельского хозяйства также было неправильно. Первый тезис подвел теоретическую базу под ускоренное, необоснованное по темпам развитие кооперативного движения, а второй мог означать (у многих означал), что социалистическое преобразование сельского хозяйства может быть отложено в далекое будущее.

торопили подъем партийной жизни, повышение уровня партийной работы, укрепление партийного просвещения в духе правительственной программы.

Наконец, документ обобщил стоящие перед партией задачи: на всех уровнях следует осуществить коллективность руководства, обеспечить правильный выбор кадров, сплотить старых и новых работников; следует добиться смелого применения критики и самокритики, особенно разворачивания критики снизу, расширения партийной демократии, повышения активности; надо повысить уровень идеологической, теоретической работы; следует обеспечить руководящую, ведущую роль партии в государстве, во всем обществе так, чтобы не смешивались функции государства и партии; следует мобилизовать всех членов партии на выполнение партийных решений и правительственных мер, усилить бдительность в выявлении врага.

Это последнее определение получило большое, слишком большое место в документе, в то время как раскрытию, анализу прежних ошибок было уделено мало внимания. Но директивы, хотя и не в столь открытой и прямой форме, как июньское решение ЦР, все же вскрыли важнейшие ошибки, и документ мог послужить основой для того, чтобы партийные организации критически пересмотрели свою работу и приступили к развитию своей деятельности.

Обсуждение директив в партийных организациях помогло выяснить целый ряд вопросов. Информационное сообщение от 30 сентября констатировало: «Обсуждение решения Центрального руководства на основе директив Политбюро покончило с политической неуверенностью, замешательством, сложившимися в партии после провозглашения правительственной программы.»⁴² Хотя в сообщении имелись преувеличения, не вызывает сомнения, что удалось внести ясность в намерения правительственной программы, в ее связь с общей политикой партии; руководители и члены партии уяснили и осознали необходимость внесения изменений в партийную работу. Особенно широкий отклик получили положения тезисов относительно культа личности, коллективного руководства, критики и самокритики.

Однако после тщательного изучения и анализа отчетов того времени выясняется и то, что низшие руководящие органы и рядовые члены партии еще далеко не полностью понимали значение июньского поворота, партийные организации были пока не в состоянии привести свою работу в соответствие с новыми требованиями. Даже на бюро обкомов партии бросалось в глаза, что многие не понимают, что в партийной работе должен наступить поворот. Многие члены обкомов, областные секретари вообще не считали необходимым вновь выдвинуть на повестку обсуждение задач, вытекающих из июньского решения, «не поняли, что обстоятельное обсуждение директив Политбюро, глубокое вскрытие ошибок поистине должны привести к повороту в партий-

⁴² АИИП 276. ф. 61/305

ной работе» — отмечалось в информационной записке Политбюро от 24 августа.⁴³

К 25 сентября был подготовлен проект обобщающего отчета об обсуждении тезисов, в котором констатировалось, что при в целом положительной оценке заседаний партийных комитетов и партийных собраний «ощущаются серьезные недостатки; можно констатировать, что члены партии, руководители не усвоили еще по-настоящему решений Центрального руководства и директив Политбюро».⁴⁴ Партийные комитеты, и особенно руководители первичных организаций не извлекли из тезисов необходимых выводов, не применили их с должной самокритикой к собственной работе. В частности, поэтому они не мобилизуют еще необходимых сил на решение сформулированных задач, для партийных организаций все еще характерен «уход в себя».⁴⁵

В таком ходе событий — помимо того, что партийные организации и государственный аппарат не были надлежащим образом подготовлены к повороту — сыграл роль целый ряд факторов.

Хотя органы Центрального руководства и правительство приняли ряд важных мер по выполнению программы и улучшению условий жизни трудящихся,⁴⁶ их действие проявлялось лишь весьма медленно и противоречиво. Роль в этом сыграло и то обстоятельство, что меры принимались раздробленно, по частям; особенно отрицательное воздействие оказала неспособность провести в жизнь целый ряд принятых мер. Причем речь идет о мерах, оказавших значительное воздействие на настроение населения. Так, например, хотя правительство и партия приняли решение о расширении мелких частных услуг населению, об улучшении снабжения (и широкие массы справедливо требовали этого после принятия правительственной программы), по различным причинам эти решения остались невыполненными. Как отмечал в своем докладе 28 сентября министр легкой промышленности, надо выдать по крайней мере 10 000 удостоверений на право ведения частной производственной деятельности, а до настоящего времени выдано лишь 1 200, отчасти из-за медленного рассмот-

⁴³ Там же, 276. f. 53/133

⁴⁴ Там же, 276. f. 88. Не упорядочено

⁴⁵ Там же

⁴⁶ С середины июня примерно в течение двух месяцев были приняты решения и меры по следующим вопросам: объявили амнистию, создана генеральная прокуратура, ликвидирована система интернирования, началось сокращение капиталовложений, их перегруппировка, сократили численность личного состава вооруженных сил, были приняты меры по расширению торговой сети, сократили выход государственного кредита и плату за услуги машинно-тракторных станций, сельскохозяйственное население получило льготы в уплате налогов в сумме более полмиллиарда форинтов, были приняты меры по расширению и ускоренной выдаче разрешений на частную промышленную деятельность, по улучшению снабжения товарами сельского населения, начали разработку новой системы сдачи государству сельскохозяйственных продуктов, по отдельным культурам на 10% сократили нормы сдачи для крестьян-единоличников, повысили самые низкие заработные платы, сократили цены на продукты питания в среднем на 10%, на разные виды одежды — в среднем на 20%, повысили закупочные цены договорного производства. Этот перечень далеко не полный.

рения прошений, отчасти же из-за малого числа желающих. К тому же нехватает помещений и материалов. «В снабжении и обслуживании населения прогресс лишь едва наблюдается, и лишь на тех участках — говорится в отчете — куда уже были выданы удостоверения.»⁴⁷

Подобные сложные проблемы имели место и в снабжении населения товарами. В записке Секретариата местных советов при Совете Министров от 6 ноября отмечалось, что в сентябре-октябре снабжение населения по-прежнему было плохим: нехватало материалов для ремонта и строительства квартир; необходимо незамедлительно принять меры по улучшению положения, ибо «население через эти шаги ощущает осуществление правительственной программы, заботу о трудящихся» — говорилось в записке.⁴⁸ По-прежнему плохим было качество товаров (трикотажа, хлеба, капусты, кондитерских изделий и т.д.). Как констатируется в отчете отдела планирования, финансов и торговли Центрального руководства о поставках товаров, в поставках наметилось серьезное отставание. Так, до 20 ноября подписаны контракты на 19 процентов нужного количества сапог, 5,5% — ветровых фонарей, 63% — спортивной обуви. Плохо выполняются планы по ритму поставок: в магазины поступило всего лишь 20% посуды, 38% обуви, борон промышленность вообще не выпускает.⁴⁹

Очевидно, что сложившаяся обстановка, с одной стороны, резкая критика прежней политики партии, обещания и меры по улучшению условий жизни, с другой — по-прежнему сложные условия существования, особенно трудности в снабжении товарами, другие серьезные проблемы не способствовали тому, чтобы партийные организации покончили с изолированностью и начали плодотворную, активную просветительскую работу. Осложняло эту работу еще одно обстоятельство, на котором я намерен подробнее остановиться ниже. Речь идет о том, что — как на это указывалось в цитируемом выше отчете — аппарат Центрального руководства также медленно прорабатывал и усваивал решение Центрального руководства, партийные органы и организации не получали необходимой и достаточной помощи для раскрытия обсуждаемых в решении принципиальных вопросов.⁵⁰ Ведь новый политический курс нуждался не только в практическом объяснении, но и в теоретическом обосновании, в пересмотре прежних теоретических тезисов и положений, в раскрытии отношения политики и теории, в теоретическом подкреплении «политики нового этапа».

⁴⁷ АИИП 276. ф. 61/306

⁴⁸ Там же, 276. ф. 65/207/a

⁴⁹ Там же

⁵⁰ Там же, 276. ф. 61/305

Оценка исторического опыта, трактовка новой политики

Потребность в теоретической трактовке перемен, оценке исторического опыта проявилась относительно быстро. Это вытекало из совершенного политического поворота, то есть явилось внутренней потребностью, в проявлении которой, однако, определенное влияние сыграли и внешние факторы.

Прежде всего необходимо указать на 50-летие образования КПСС, по случаю которого компетентные органы ЦК КПСС издали тезисы. В тезисах, получивших широкую гласность, было подчеркнуто пагубное влияние культа личности и необходимость его ликвидации. «Полувекковая история Коммунистической партии Советского Союза показала, — говорится в тезисах, — сколь велико значение ленинских принципов и норм партийной жизни и партийного руководства. . . Необходимо искоренить из практики пропагандистской работы партии неправильное, немарксистское освещение вопроса исторической роли личности, выразившееся в том, что пропагандировалась чуждая духу марксизма-ленинизма, идеализированная теория культа личности. Культ личности противоречит принципу коллективного руководства. . . и не имеет ничего общего с марксистско-ленинской трактовкой значения управленческой деятельности руководящих органов и руководителей.»⁵¹

Политбюро на пленуме 29 июля в качестве отдельного пункта повестки дня обсуждало тезисы к 50-летию образования КПСС. В решении — в соответствии с тоном тезисов, прежде всего с точки зрения пропагандистской работы — подчеркивалось: тезисы вновь выдвигают на передний план эпохальное значение деятельности Ленина, которая в пропаганде последних лет несколько поблекла». Решение подчеркнуло, что вновь необходимо выдвинуть на передний план «огромное значение марксизма и особенно деятельности Маркса», «роль коммунистических партий и масс в формировании истории, которая из-за немарксистской оценки исторической роли руководителей отошла на задний план». Решение обратило внимание на то, что «главнейшим принципом руководства коммунистическими партиями является коллективное руководство». Решение коснулось и роли Сталина: «При подчеркивании исторической роли масс необходимо показать великую историческую роль и значение товарища Сталина, без искажений и культа личности».⁵²

Здесь необходимо упомянуть, что, несмотря на критику относительно культа личности, авторитет Сталина был по-прежнему велик. Его работа «Экономические проблемы социализма в Советском Союзе», едва полгода

⁵¹ Társadalmi Szemle, 1953 г., №7—8, стр. 635—636 Оригинал см. «Правда» за 26 июля 1953г., в газете Szabad Nép 27 июля 1953 года

⁵² АИИП 276. ф. 53/128

назад вышедшая в свет на венгерском языке,⁵³ была в Венгрии книгой, на которую часто ссылались при объяснении нового политического курса.

Эта работа Сталина после июньских перемен рассматривалась в новом свете.⁵⁴ Если раньше, в первой половине 1953 года у целого ряда авторов выдержки из книги использовались для подтверждения правильности прежней ошибочной политики, то после июня 1953 года новый курс в целом ряде аспектов обосновывался выдержками из этой же книги.⁵⁵ Работа, кстати, давала достаточно поводов для этого. Наряду с целым рядом ошибочных выводов и определений Сталина (в частности, о сужении капиталистического рынка и производства, но и по другим вопросам), его мысли об объективном характере экономических законов, об экономических законах социализма, об отдельных вопросах проявления товарного производства и закона стоимости при социализме были несомненно важны и актуальны. Сталин этим объективно дал доводы для подавления субъективизма, волюнтаристской экономической политики, решения наших очередных экономических задач, прежде всего обеспечения пароднохозяйственного баланса и повышения уровня жизни. Сложилось своеобразное положение: смерть Сталина облегчила процесс обновления коммунистического движения, однако процесс этот начался со ссылки на Сталина, особенно на выводы его последней работы. На первых порах это придало процессу определенную аутентичность, легитимацию.

Наконец, здесь, касаясь внешних факторов теоретической работы, обстоятельств, оказывавших влияние на эту работу, необходимо остановиться на решении состоявшегося 24—26 июля пленума Центрального Комитета Социалистической Единой партии Германии, подробно проанализировавшего июньские события и определившего новый курс и задачи партии.⁵⁶ Новый курс и цели, намеченные решением, во многих отношениях похожи на задачи, очерченные венгерской правительственной программой. В целом ряде аспектов наблюдается идентичность ошибок партийного и государственного руководства (хотя ошибки, допущенные СЕПГ, действовали не столь длительное время и нанесли меньше вреда.) Однако в отличие от июньского решения ЦК ВПТ, решение СЕПГ детально остановилось на правильных целях, которым следовала партия, и на достигнутых результатах (что в июньском решении венгерской партии было полностью опущено); решение анализировало тактику противника, мобилизовало на укрепление единства партии, точнее определило и подробно перечислило задачи, указало на значение и самостоятельную роль

⁵³ Сталин: «Экономические проблемы социализма в Советском Союзе». Budapest, 1952 г. (на русском языке опубликовано в сентябре 1952 года в журнале «Большевик»).

⁵⁴ Различная, более того, противоречивая трактовка работы Сталина хорошо прослеживается в номерах *Társadalmi Szemle* за первое полугодие 1953 года, затем с сентября 1953 года

⁵⁵ *Társadalmi Szemle*, №7—8 за 1953 год. Решение опубликовано в «Нойес Дойчланд» от 28 июля 1953 года

⁵⁶ АИИП, 276. ф. 53/129

профсоюзов, важность функционирования других организаций в соответствии с их назначением, остановилось на историческом опыте КПСС и подчеркнуло важность творческого использования этого опыта; наконец, был сделан весьма однозначный вывод: «Наша партия вступила на новый этап исторического развития.» Решение СЕПГ также дошло до широкого партийного актива, вызвало интерес и определенные перемены в отношении трактовки нового политического курса и могло оказать помощь руководителям венгерских коммунистов в решении стоящих перед страной задач, в повышении уровня партийной работы, в частности в повышении эффективности теоретической работы.

Однако ознакомление с июньскими решениями протекало медленно, эта же медлительность была характерна и для разработки теоретических вопросов. Точнее, не было достаточно склонности, готовности к обсуждению теоретических вопросов, к их продумыванию, использованию наметившихся в этой области результатов. А ведь работа и в этом направлении началась и давала уже первые плоды!

Касающийся теоретической работы первый документ, который можно считать документом принципиального характера, был представлен на заседание Политбюро 5 августа 1953 года под следующим названием: «Отчет о недостатках в работе и задачах отдела агитации и пропаганды Центрального руководства ВПТ». В письменном докладе подробно анализировались ошибки, допущенные в партийной учебе, агитации, идейно-воспитательной работе, научной жизни, слабости работы и задачи. На первом месте стояли вопросы теоретической работы, ибо это считалось наиболее важным. «Главнейшим источником допущенных ошибок — говорилось в докладе — была слабость теоретической работы. Мы пренебрежительно относились к регулярному анализу кардинальных вопросов, возникающих в связи с развитием народной демократии, строительством социализма, не занимались разработкой научно обоснованного применения марксизма-ленинизма, исторического опыта Советского Союза к нашим условиям.» Из этого был сделан вывод о том, что «в интересах коренной ликвидации неуверенности, проявляющейся среди членов партии, колебаний, обеспечения полного идейного единства партии, единства действий всех коммунистов, правильного формирования и осуществления политики партии решающей задачей партии является повышение уровня теоретической работы. Это — основополагающее условие улучшения и агитационно-пропагандистской работы.»⁵⁷

Затем в докладе детально перечисляются все те теоретические — добавим, исторические — вопросы, проработка которых может оказать помощь в

⁵⁷ Там же

понимании проблем, поднятых в решении Центрального руководства от 28 июня.

Первый вопрос — анализ различий между условиями Советского Союза и Венгрии, учет меняющихся и отличающихся друг от друга международных условий социалистического строительства. Это было важно, ибо ранее на переднем плане стояло механическое копирование единой цели, подобиий, советского опыта (часто лишь воображаемого опыта); об отличиях, о разных исходных условиях социалистического строительства не было и речи. В документе в связи с этим констатируется: «В нашей стране строительство социализма ведется в более легких и благоприятных условиях, чем в Советском Союзе в двадцатые и тридцатые годы. Наше положение определяется не капиталистической изоляцией; капиталистическое окружение лишь отчасти влияет на нашу внутреннюю жизнь, ибо мы, будучи членами социалистического содружества, лагеря мира, можем опираться на первую в мире социалистическую державу — Советский Союз. Наша страна приступила к строительству социализма, находясь на более высоком уровне экономического развития, чем в свое время Советский Союз. . . В то же время необходимо принять во внимание, что, если Советский Союз располагает практически безграничной сырьевой и топливной базой, наши запасы основных видов сырья ограничены.»⁵⁸

Из сказанного выше авторы документа извлекли несколько важных выводов: 1. Наши народнохозяйственные планы — наряду с полным использованием собственной топливно-сырьевой базы — необходимо прежде всего базировать на широком и глубоком экономическом сотрудничестве с социалистическими странами. 2. Из условий нашей страны следует не то, что мы должны проводить индустриализацию и коллективизацию, опережая Советский Союз; как раз наоборот, более благоприятные условия страны позволяют нам двигаться вперед медленнее, лучше учитывая при этом потребности масс. 3. Есть возможность избежать обострения классово-борьбы в такой степени, как это имело место в свое время в Советском Союзе. Итак, экономическое и политическое положение страны позволяют и требуют, чтобы на этапе строительства социализма полнее проявлялся основной экономический закон социализма. То есть — в материале это по пунктам не указано, но сформулировано — в наших условиях в процессе осуществления перспективных целей можно было и нужно уделять больше внимания удовлетворению повседневных потребностей трудящихся.

Все это чрезвычайно важно, ибо ошибки были схвачены не на уровне явлений, отнесены не за счет определенных перегибов, неправильного стиля руководства, а проанализированы в историческом аспекте, с претензиями на теоретическую проработку. Точнее, была создана возможность для более основательного, теоретического выражения нового политического курса.

⁵⁸ АИИП 276. ф. 60/386

Наряду с этим, документ поднял целый ряд других вопросов и требований теоретического, политического характера, как-то: более последовательная реализация принципов социалистической оплаты труда; в период социалистической перестройки села необходимо и возможно, чтобы сельскохозяйственное производство временно не сокращалось, а наоборот, увеличивалось; есть возможность для ускоренного развития демократического характера пролетарского государства, для того, чтобы уже на первых порах главными функциями диктатуры пролетариата стали хозяйственно-организаторская и культурно-воспитательная деятельность. В то же время документ указал и на такие особенности, которые могут стать источниками опасности: массы не располагают таким богатым боевым опытом, как в Советском Союзе, классовое сознание развивается медленнее, партия слишком разрослась, идейный уровень понизился, что благоприятствует распространению и утверждению буржуазного объективизма, открытых буржуазных взглядов.

Авторы доклада в интересах более основательной проработки указанных выше вопросов, подъема теоретической работы считают необходимым скорейшее проведение и публикацию лекций и научных трудов, подготовку которых предлагалось поручить рабочим группам. Были предложены, в частности, следующие темы: 1. Особенности строительства социализма в Венгрии. Проблематика применения НЭП в Венгрии. 2. Проявление основного экономического закона социализма в нашей стране. 3. Закон планового, пропорционального развития народного хозяйства и народнохозяйственное планирование в Венгрии. 4. Интенсификация производства, повышение производительности труда — основа повышения уровня жизни. 5. Экономические связи нового типа между социалистическими странами. 6. Союз рабочего класса и крестьянства — основа государства народной демократии. 7. Вопросы укрепления сельскохозяйственных кооперативов. 8. Внутрипартийная демократия. 9. Тематика, связанная с законностью. Документ считал необходимым незамедлительную проработку истории партии.

В письменном докладе содержалось немало важных и правильных выводов относительно прежних ошибок партийного просвещения, агитации. На них я не стану подробно останавливаться, ибо они отчасти выходят за рамки нашей темы, к тому же Политбюро по существу, не приняло никакого решения по этим вопросам, и лишь значительно позже, 14 октября родилось решение о состоянии и задачах партийной пропаганды, определившее рамки агитационно-пропагандистской работы. Однако то решение уже существенно отличалось от обсуждаемого нами доклада: круг вопросов был сужен, проблемы были подняты недостаточно глубоко и основательно.⁵⁹ 5 августа было принято решение относительно анализированного выше доклада, согласно которому на ближайшем заседании предстояло выдвинуть на повестку дня вопросы идеоло-

⁵⁹ Там же, 276. f. 53/129

гической и теоретической работы партии. С этой целью была создана подготовительная комиссия в следующем составе: Йожеф Реваи, Имре Надь, Иштван Фришш, Мартон Хорват.⁶⁰

Подробных и достоверных сведений о работе комиссии у нас нет, известно лишь то, что она закончила работу к концу сентября. Документ был назван «Директивы», его можно считать работой прежде всего Йожефа Реваи.⁶¹ Это подтверждает рукописное письмо Мартона Хорвата Матьяшу Ракоши от 26 сентября, в приложении к которому был направлен упоминаемый документ. В письме сказано: «Направляю разработанные комиссией (в первую очередь товарищем Реваи) тезисы для использования по необходимости в реферате ЦР».⁶²

И действительно, материал был подготовлен еще во-время для использования в процессе подготовки реферата к последующему пленуму ЦР, который намеревались созвать на 17 октября, а в итоге созвали на 31 октября. «Директивы», разработанные комиссией и связанные прежде всего с именем Реваи, действительно были пригодны для того, чтобы обогатить содержание реферата.

Документ был одним из важнейших проявлений теоретической работы после июня 1953 года. Для него были характерны обобщение пройденного исторического пути, стремление к поискам с претензиями на теоретический труд. Документ мог бы послужить исходной базой для того, чтобы партия не только приспособилась к весьма значительным переменам, развернувшимся в международном коммунистическом движении, не только следовала примеру других партий (что и в тот период носило на себе отпечатки копирования), а осуществила поворот в теоретической работе: вступила на путь поистине творческого, самостоятельного применения революционной теории — марксизма-ленинизма. Поэтому в настоящей статье считаю необходимым кратко обобщить главные аспекты содержания документа.

Нелишне было бы привести здесь полный текст вводной части документа, ибо в нем дана сжатая, ясная и правильная характеристика положения партии и вытекающих из него задач:

«Июньские решения Центрального руководства 1953 года, а затем основанная на этих решениях правительственная программа застали партию неподготовленной. В рядах партии возникло замешательство.

Хотя это замешательство в результате проведенных совещаний актива, партийных собраний и мер по практическому осуществлению правительствен-

⁶⁰ АИИП, 276. ф. 53/138

⁶¹ У Йожефа Реваи в то время не было определенной должности, но он принимал участие в решении задач теоретического характера, и на основе решения Политбюро работал над этим письменным докладом. Реваи 8 октября было поручено возглавить редакционную коллегию Társadalmi Szemle (АИИП, 276. ф. 53/140).

⁶² Там же, 276. ф. 65/213/b.

ной программы значительно сократилось, нельзя утверждать, что партийные организации, члены партии уже полностью понимают происшедшие в политике партии перемены и в идейно-политическом отношении вооружены всем необходимым для решения новых задач.

Одно из решающих условий укрепления идейно-политического единства партии, ликвидации всяких колебаний, максимальной мобилизации партийных организаций, коммунистов, партийного актива, сплочения вокруг партии и правительства рабочего класса и всего трудового народа состоит в том, чтобы в принципиальном политическом отношении раскрыть происшедшие в политике партии перемены и в свете этих перемен дать всему трудовому народу Венгрии ясную перспективу строительства социализма.»

После вводной части документ касается и прорабатывает шесть больших вопросов, причем делает это конспективно, в форме тезисов.

Первая такая тематическая группа посвящена проявлению в Венгрии основного экономического закона социализма, уровню жизни и «перестройке» народнохозяйственного плана. Указано, что среди допущенных в экономической политике ошибок самой грубой явилось нарушение основного экономического закона социализма. Внимание уделялось главным образом наращиванию производства, при этом руководство пренебрежительно отнеслось, недооценило удовлетворение материальных и культурных потребностей общества. Документ, хотя непомерно преувеличивает достигнутый к 1949 году уровень жизни (в сравнении с 1938 годом), в целом правильно показывает снижение уровня жизни после 1950 года. Подчеркнуто, что снижение уровня жизни явилось закономерным последствием ошибочного, нереального планирования (неурожай 1952 года может рассматриваться только в качестве дополнительной причины, усугубившей положение). Документ, касаясь вопросов экономической политики и уровня жизни, обращает внимание на то, что годовой общественный продукт должен быть распределен на основе марксистского анализа актуального политического положения (внутреннего и международного). Необходимость постоянного повышения уровня жизни не исключает возможности того, что по различным причинам темпы повышения уровня жизни могут меняться. Подчеркнуто, что повышение уровня жизни — вопрос не только экономический, но и политический, важный фактор формирования и укрепления правильных связей между партией, государством и массами. В документе подчеркнуто, что повышение уровня жизни зависит от развития производства, и эта зависимость распространяется и на мелкотоварный сектор в сельском хозяйстве. Не исключено, что это будет сопровождаться обогащением отдельных прослоек крестьянства и произойдет сдвиг в области потребления в пользу мелкотоварных производителей при повышении уровня жизни рабочего класса. «Обогащение определенных прослоек крестьянства — хотя ни в коем случае не может быть лозунгом и целью партии — на данном этапе развития — меньшее зло, чем та польза, которую даст для строительства социализма рост сельскохозяйствен-

ных производительных сил, а вместе с тем и общественного фонда потребления». Говорится в документе о важности перегруппировки ассигнований на капиталовложения; задача это нелегкая, но «надо смело идти на это, подавляя чрезмерные опасения и тревогу». Наконец, было указано на то, что так как при повышении уровня жизни решающим фактором является рост сельскохозяйственного производства, решить эту задачу можно лишь шаг за шагом, постепенно. «Из всего этого следует, — говорится в завершение первого раздела, — что партия обязана, с одной стороны, по возможности быстро исправить ошибки, допущенные в вопросе уровня жизни, с другой — не допускать распространения иллюзий относительно возможности скачкообразного повышения уровня жизни.»

Во втором разделе анализируется проблема индустриализации. Указано, что курс на индустриализацию, в том числе на развитие тяжелой промышленности — курс правильный, и его следует сохранить. Однако серьезные ошибки были допущены в определении темпов, направления индустриализации и распределения капиталовложений. Практически невыполнимыми стали такие требования, как улучшение качества, развитие технического уровня, экономное, рентабельное производство, сокращение себестоимости продукции. Все это привело к серьезным диспропорциям, напряжениям; однако нами созданы условия для быстрого развития производства металлического ширпотреба, наращивания темпов жилищного строительства, развития электрификации сельского хозяйства и села, в целом выросла промышленная база развития производства потребительских товаров и сельского хозяйства. Таким образом, путем ликвидации ошибок, на основе международного социалистического разделения труда надо продолжать развитие промышленности. Лозунг партии — Венгрию надо превратить в индустриальную страну с развитым сельским хозяйством — был правильным и остается в силе.

Затем анализируются вопросы развития сельского хозяйства, обобщаются уже раскрытые, известные ошибки. И здесь была подчеркнута необходимость использования возможностей индивидуальных крестьянских хозяйств. Документ напоминает о том, что на III съезде ВКП, а затем в программном заявлении ВПТ было правильно указано на необходимость поддержки и развития сельских крестьянских хозяйств, но после того, как было начато развертывание кооперативного движения, руководство партии сошло с этого пути и заняло неправильную позицию, согласно которой «растущие диспропорции в развитии промышленности и сельского хозяйства можно ликвидировать только переходом на крупнохозяйственное сельскохозяйственное производство». Подчеркнуто: «Экономическая политика партии оставила без внимания, что противоречие между социалистической промышленностью и мелкотоварным сельским хозяйством можно смягчить определенным сокращением темпов промышленного развития при одновременном развитии мелкотоварного сель-

ского хозяйства, продолжая естественно социалистическую перестройку сельского хозяйства темпами, отвечающими развитию объективных и субъективных условий.»

Отдельная глава посвящена вопросу союза рабочего класса и крестьянства. Подчеркнуто, что главный курс партии на создание и укрепление рабочего класса и крестьянства после освобождения страны был в принципе правильным и явился важным условием достижения наших результатов. Партия после 1948, и особенно после 1951 года и в этом отношении допустила грубые ошибки. Решающей ошибкой явилось пренебрежительное отношение к союзу с середняком, что было связано с чрезмерно быстрыми, нереальными темпами организации кооперативов. Ошибочно сформулированную задачу невозможно было решить даже при нарушении принципа добровольного вступления в кооператив. Вред нанесли также нарушение кооперативной демократии, начальничество, неквалифицированное руководство, что дало о себе знать и в результатах хозяйственной деятельности кооперативов. Ошибкой было и стремление к ликвидации кулачества. Прекращение самоцельного подстрекательства против кулачества — условие укрепления союза и со средним крестьянством. Ошибкой было и то, что партия после 1948 года сочла экономическое укрепление новых мелких хозяев и середняков за зарождение нового кулачества и не опиралась в должной мере на крестьян-бедняков. Сейчас необходимо взять курс на одновременное развитие мелкотоварных крестьянских хозяйств и социалистического сектора сельского хозяйства, отдавая серьезное предпочтение социалистическому сектору. Надо решительно выступить против взглядов, носители которых считают, что политика уступок и льгот среднему крестьянству — просто крестьянская политика, эта политика — политика рабочего класса, ведь в укреплении союза рабочего класса и крестьянства заинтересованы и рабочие. Нельзя бояться того, что «развитие мелкотоварного производства чревато определенными опасностями. Сегодня решающими являются преимущества, выгоды, а не опасности.»

Раздел, посвященный НЭП, отвергает взгляды о том, что июньские решения ЦР и правительственная программа означают введение «новой экономической политики» в Венгрии. В то же время констатируется, что партия обеспечила относительно узкий простор для реализации этой политики. С одной стороны, хотя в Венгрии не было военного коммунизма, но было военное хозяйствование, и нами был перенят целый ряд институтов этой системы (карточная система, обязательная сдача госпоставок, ограничение цен, монополия государственных закупок). С другой стороны, из года в год повышались обязательства крестьян по сдаче продукции, и система сдачи была направлена на то, чтобы по возможности охватить все товарное производство крестьянских хозяйств. Таким образом, были сужены рыночные связи, недооценено значение товарооборотных, рыночных связей с крестьянами-единоличниками и перео-

ценено значение производственных связей. Производство на договорных началах также превратилось в скрытую форму сдачи госпоставок. Ошибкой было слишком быстрое вытеснение мелких ремесел и мелкой частной торговли, что явилось тяжелым бременем для крестьянства — и как для производителя, и как для потребителя. Констатируется: партия должна изменить эту политику, которая намеревалась слишком быстро миновать первый этап НЭП, использующий свободные товарные связи и поэтому содержащий определенные капиталистические элементы. «Это означает, что после слишком быстрого продвижения вперед мы возвратимся к чрезмерно быстро перешагнутому нами этапу НЭП без того, чтобы это стало опасностью для наших завоеваний в строительстве социализма.»

Наконец, документ анализирует перспективы и роль опыта Советского Союза. В нем указано: в связи с июньскими решениями у членов партии справедливо возникает вопрос относительно перспективы социалистического строительства. Подчеркивается, что исправление ошибок, искажений, перегибов не означает отступления, как и продолжение ошибочной политики не означает «движения вперед». Сокращение темпов индустриализации, коллективизации сельского хозяйства, расширение рыночных связей означает исправление ошибок, а значит, укрепление завоеваний социалистического строительства, отказ от отдельных неудержимых позиций. Следует пересмотреть главную цель пятилетнего плана: к концу 1954 года нам не заложить основ социализма. «Цель заложения основ социализма, построения социалистического общества неизменна, срок ее достижения отодвигается. Мы движемся к победе социализма медленнее намеченного нами срока. Но только так можно двигаться вперед, к намеченной цели.» Продолжение прежней, ошибочной политики вновь породило бы опасность разрыва между партией и рабочим классом, рабочим классом и трудовым крестьянством. «К какому сроку удастся заложить основы социализма, сегодня со всей определенностью сказать трудно, — говорится в документе. Чем лучше мы будем работать над выполнением июньских решений ЦР и правительственной программы, тем быстрее.» Далее констатируется: «Речь идет об относительно спокойном, безболезненном пути построения социализма. Мы ясно видели эту возможность уже в 1946 году, на III съезде ВКП, подчеркивали ее на съезде объединения рабочих партий, но позднее, после 1948 года, и особенно после 1951 года позабыли о ней и, оставив без внимания особенности собственного развития, спутали использование опыта Советского Союза с механическим копированием развития Советского Союза.» Опыт Советского Союза по-прежнему является основополагающим для нас. Советский Союз — пример главных методов строительства социализма, но нельзя допустить, чтобы использование опыта переходило в его механическое копирование. К этому еще добавлено: «Опыт Советского Союза был и является огромной помощью для нас, но не мог и не может служить рецептом для наших

своеобразных условий.»⁶³ В докладе далее указано, что в Советском Союзе быстрые темпы индустриализации, относительно быстрые темпы массовой коллективизации сельского хозяйства и принесенные во имя этого большие жертвы были связаны с положением Советского Союза (изолированностью, тогдашней экономической отсталостью, своеобразием классовых отношений). Условия Венгрии были иными (не единственная страна, строящая социализм, иными были классовые отношения и экономика). «На основе всего этого, но в первую очередь в результате существования и поддержки Советского Союза стало возможным и необходимым строительство социализма в Венгрии относительно более мирным путем, меньшими жертвами.» Документ не отвергает «закона обострения классовой борьбы», но отмечает, что могут быть и есть этапы, когда острота классовой борьбы падает, и не в интересах народной демократии «раздувать, обострять» классовую борьбу. В завершение документ обращает внимание на то, что «партии угрожает опасность с двух сторон: опасность потери социалистической перспективы (опасность справа), недооценка и непонимание изменений, происшедших в политике партии (опасность слева). Последняя в данной ситуации является главной опасностью, но опасность справа и ее элементы также существуют и могут возрасти.»

Приведенные выше «Директивы» явились хорошей базой для дальнейшей теоретической работы и после определенной переработки могли быть пригодными для того, чтобы помочь в ориентации партийного актива и членов партии, в освещении причин июньского поворота, сущности нового курса.

Июньский поворот, политика нового этапа требовали продуманного, основательного, теоретически обоснованного ответа уже хотя бы потому, что из уст руководителей партии прозвучали разные определения и объяснения. Имре Надь впервые упомянул о новом этапе в связи с ростом роли парламента: «Можно с уверенностью сказать, что с нынешней сессией парламента начался новый этап в нашем развитии, в котором решительнее должны быть выражены

⁶³ Здесь имеет смысл вспомнить, как отзывался Реваи в 1946 году о «более спокойном, безболезненном» пути к социализму и что он говорил об опыте Советского Союза в 1948 году. На III съезде он сказал: «Народная демократия служит, в частности, тому, чтобы те общественные прослойки, которые являются союзниками рабочего класса в демократии, без спешки, терпеливой работой убедить в том, что социализм служит и их кровным интересам. Это движение вперед к социализму будет, несомненно, медленнее, чем путь, которым мы следовали в 1919 году, но мы, товарищи, в интересах интеллигенции, крестьянства, простых людей, то есть всего трудового народа, готовы предпочесть пусть медленный, но безболезненный путь к социализму, чем быстрый, но через кровавую гражданскую войну». (Развитие народной демократии. Протокол III съезда Венгерской коммунистической партии, стр. 137—138, венгерский текст.) На конференции по партийной учебе ВПТ в сентябре 1948 года Реваи подчеркнул, что Советский Союз — пример для нас, но указал и на то, что «учиться у Советского Союза» не означает «лакейского копирования», точнее, «Сталин не мыслит и не действует вместо нас». Szabad Nép от 26 сентября 1948 года и АИИП 276. Реваи не случайно и абсолютно справедливо указал на 1946—48 годы, на тот период, когда партия, большинство руководителей партии, если и не без погрешностей, но творчески и по существу правильно применяли революционную теорию к конкретным условиям нашей страны.

суверенитет народа, растущая роль парламента в законном управлении государственной жизнью, в определении принципов и целей ответственного правления, в реализации конституционных прав Государственного собрания.⁶⁴» Ракоши позже расширил смысл этого понятия, более того, применил его в нескольких аспектах. С одной стороны, он трактовал поворот как временную передышку, выдвигая на первое место закрепление достигнутых результатов, с другой — как курс на новышение уровня жизни, подчеркивая необходимость интенсивного развития сельского хозяйства: «Передышка, замедленные темпы развития тяжелой промышленности, укрепление достигнутых результатов, в то же время быстрое и широкое развитие сельского хозяйства вместе составляют наиболее характерные особенности того нового этапа, на который мы вступили после принятия решений Центрального руководства и правительства.» Затем несколько ниже в его же речи выделено: «... мы вступили в новый этап строительства социализма, в этап, где центральным вопросом является стремительное развитие сельского хозяйства, где мы выдвигаем на повестку дня постоянное повышение уровня жизни трудового народа, усиленную реализацию основного закона социализма».⁶⁵ Эти две формулировки не противоречат друг другу, но акценты неодинаковы и дают повод для разного подхода и анализа.

О неразберихе в этом вопросе, о разной, очень даже отличающейся трактовке нового этапа свидетельствует реакция членов партии. Одни не придавали особого значения прежним ошибкам, другие—их довольно много — считали политику партии до июня 1953 года абсолютно неправильной, ошибочной».⁶⁶ Во многих местах возник вопрос о том, чем вызвана необходимость в новом этапе: «... во многих местах ведутся дискуссии о том, — отмечается в той же записке, — исправление ли ошибок, допущенных в экономической политике, вызвало необходимость в новом этапе, или новый этап означает не просто исправление ошибок, а нечто большее. Многие трактовали новый этап так, что он распространяется только на последующие два-три года, за которые можно будет исправить сложившиеся в результате ошибок диспропорции. «Поднимается и вопрос о том, в какой степени замедляет новая политика построение социализма, и вообще, «означает ли наша нынешняя политика отступление?» Но задают и вопрос относительно того, «есть ли новый этап в других странах народной демократии, и допущенные партией ошибки вызвали ли необходимость в сходных по содержанию с нашими экономико-политических переменах».

⁶⁴ Имре Надь, цитируемое выше, стр. 352

⁶⁵ Доклад Политбюро ЦР ВПТ о выполнении решения Центрального руководства от 28 июня 1953 года. Речь Матяша Ракоши и решение ЦР от 31 октября 1953 года. Budapest, 1953 г., стр. 26

⁶⁶ АИИП 276. f. 61/336

Как видно из сказанного выше, был поднят широкий круг вопросов, члены партии ждали аутентичного, основательного ответа. Особенно ждали этого ответа партийные руководители разного уровня, которым пришлось столкнуться с большим числом проблем и которые оказались в исключительно сложном положении. С одной стороны, эти руководители и сами не могли до конца разобраться в новой ситуации, с другой — многие из них терзали себя за допущенные собственные ошибки и просчеты, к тому же в целом ряде случаев им приходилось занимать позицию, прямо противоположную той, которую они занимали раньше, с чем многие были не согласны. На эти тяжелые, поистине таящие в себе элементы партийного кризиса условия указывает целый ряд документов того времени.

Антал Апро, который в те времена по решению Политбюро в качестве председателя комиссии, занимающейся положением на предприятиях, среди рабочих, много ездил по заводам и фабрикам, в письме в Секретариат от 17 октября указал на то, что из-за недостаточно продуманных мер сложилось впечатление, будто «и в руководящих кругах партии, и в правительстве царит неуверенность, в какой-то степени даже горячка, суматоха.» За исключением снижения цен, люди не понимают связи между принимаемыми мерами. Затем указывалось: «. . . в министерствах, на предприятиях, в партийных организациях многие не убеждены в необходимости и правильности новой политики». ⁶⁷ К этому Апро еще добавил, что многие не понимают новой политики, важности укрепления связи с массами и из-за порожденной прежними ошибками неуверенности не смеют выступать против недостатков и в тех случаях, когда это необходимо и обосновано.

Эрнё Герё в письме к Ракоши от 13 октября в связи с подготовкой октябрьского пленума ЦР также обратил внимание на сложное положение выборных партийных работников. В связи с проектом реферата Герё отметил, что было бы неправильно обвинять членов партии в «жеманстве», связанном с непониманием июньского решения Центрального руководства. Замешательство было вызвано двумя причинами. С одной стороны — писал Герё, — руководство очень неудачно представило решения партии. «Вбило их в головы». С другой стороны, выборные партийные работники «с одного дня на другой были вынуждены говорить трудящимся прямо противоположное тому, что утверждали день назад и отстаивали во весь голос. . .» ⁶⁸. В письме Герё подчеркнул: «Надо постараться придать тезисам и самому реферату более принципиальный, всеобъемлющий, лучше обобщающий накопленный опыт характер.» Необходимо было бы подробнее заняться идеологическими вопросами.

⁶⁷ Там же, 276. f. 61/312

⁶⁸ Там же, 276. f. 65/213/b

Понятно, что члены партии, партийные руководители и руководители государственных органов с большими надеждами ожидали очередного пленума Центрального руководства — первого после принятия июньских решений, ждали от него помощи и указаний для решения своих нелегких задач.

Октябрьский пленум Центрального руководства

Забегая вперед, можно определить: пленум не оправдал возложенных на него надежд, не выполнил должным образом своей задачи, не использовал тех возможностей, которые были заложены в партии, в партийном руководстве, и которыми можно было бы воспользоваться. Причины этого связаны прежде всего с представленным Ракоши рефератом Политбюро и в основном вытекают из реферата.

Забегая вперед и констатируя это, мы не хотим утверждать, будто реферат не решил ряда важных вопросов, не дал в целом ряде аспектов правильных указаний, более того, не мобилизовал на решение многих задач, вытекающих из июньских решений. Однако не вызывает сомнения и то, что реферат не дал достаточно указаний, по целому ряду вопросов не пошел достаточно глубоко, не смог пронести дальше — в соответствии со сложившимися условиями — провозглашенный в июне поворот в политике партии, не смог укрепить единство партии на основе нового курса. Сложившиеся в стране и партии после провозглашения правительственной программы замешательство и кризис хотя и сократились, но полностью ликвидированы не были, и октябрьский пленум Центрального руководства значительных изменений в этом отношении не принес.

Так как реферат и решение в свое время были опубликованы, а протокол пленума не сохранился, нет ни необходимости, ни возможности подробно останавливаться на его работе. Здесь необходимо остановиться главным образом на некоторых определениях реферата и решения, уделяя особое внимание вопросам, составляющим тему настоящей работы.

Ракоши в своем реферате на пленуме Центрального руководства 31 октября подробно остановился на вопросах партийной жизни. Он подчеркнул важность коллективного руководства, развития критики и самокритики, партийной демократии. Решение подчеркнуло, что в этой области можно доложить пока еще лишь о первых результатах. Внимание всех партийных органов и организаций было обращено на то, что «дело внутривнутрипартийной демократии, коллективного руководства нельзя считать явлением временным, разовым, задачей, которую можно решить путем кампании; это, как указывалось в решении — постоянный метод, закон действия ленинской революционной рабочей партии

— Венгерской партии трудящихся.»⁶⁹ Подробно остановился реферат и должным образом отразило решение задачи, связанные с укреплением связей партии с рабочим классом, с широкими массами беспартийных, особенно со средним крестьянством. В связи с этим указывалось: необходимо ликвидировать настроения «ухода в себя» в партийных организациях, улучшить просветительскую и агитационную работу; важно, чтобы партийные организации усвоили правильные методы руководства, должным образом согласовали политическую и хозяйственную работу, эффективно руководили, организовывали производственное соревнование, содействовали росту производства. Реферат остановился на работе массовых организаций, профсоюзов, союза молодежи и совета женщин, местных советов, выделил необходимость укрепления сельских партийных организаций, повышения их роли.

Как в реферате, так и в решении были тщательно перечислены принятые после июньского пленума меры, служащие повышению уровня жизни трудящихся, укреплению производственной надежности и уверенности крестьянства, восстановлению социалистической законности. Особое место среди задач занимало развитие сельскохозяйственного производства, поддержка кооперативов и крестьян-единоличников. В реферате подчеркивалось: производственная деятельность крестьянских хозяйств еще долгие годы будет необходимой и решающей. Все наше социалистическое строительство назидательно требует — отметил Ракоши, — чтобы мы «всеми имеющимися у нас средствами увеличивали объем производства в крестьянских хозяйствах, количество производимых ими продуктов питания. Поэтому надо укрепить уверенность крестьян-единоличников в завтрашнем дне, всеми средствами поддерживать производственный дух, делать все для облегчения производства дополнительной продукции, для того, чтобы заинтересовать крестьян в расширении производства».⁷⁰ Говорилось об этом и в решении, но более сдержанно; решение подчеркивало необходимость наращивания производства сельскохозяйственной продукции, и этот вопрос предполагалось обсудить еще в том же году.

Большое внимание уделили и реферат, и решение задачам по перераспределению ассигнований на капиталовложения и развитие промышленного производства. Было подчеркнуто сокращение капиталовложений в тяжелую промышленность и ускоренное развитие легкой и пищевой промышленности, важность тщательной, продуманной разработки народнохозяйственного плана на 1954 год. Отдельно рассматривались вопросы развития энергетики, металлургии и угольной промышленности. В целом, однако, документы в этом отношении дали особенно мало новых, конкретных указаний.

⁶⁹ Доклад Политбюро ЦР ВПТ о выполнении решения Центрального руководства от 28 июня 1953 года, стр. 57

⁷⁰ Там же, стр. 21

В реферате получили место определенные рассуждения исторического, теоретического характера. Ракоши остановился на опыте Советского Союза, указав на то, что было бы ошибкой копировать советские темпы индустриализации, отметив, что в применении новой экономической политики были допущены определенные ошибки. Ракоши подчеркнул, что та экономическая политика, основы которой были изложены в июньском решении ЦР, представляет собой не отступление, а напротив, шаг вперед. Он констатировал, что главная опасность сегодня — опасность слева, и остро выступил против тех, кто не понимает политики партии и затягивает ее выполнение. Все это, однако, было высказано без надлежащей самокритики, и что на этот раз еще важнее: об очередных задачах Ракоши говорил так, будто эти задачи возникли (могли возникнуть) лишь в данный момент и что политика, которой намерена следовать партия, верна на данный период. Несмотря на все объяснения, создавалась видимость, будто это временная политика, то есть политика, действительная на определенный отрезок времени.

Рассмотрим некоторые формулировки, касающиеся сказанного выше. Ракоши во введении, единственным предложением коснувшись допущенных ошибок, продолжил свой реферат следующими словами: «Поэтому Центральное руководство нашей партии приняло ряд решений, направленных на улучшение руководства партией, *дальнейшее углубление связей между партией и массами, на более решительную реализацию руководящей роли рабочего класса, дальнейшее укрепление союза рабочего класса и крестьянства.* Эти решения осветили ряд актуальных проблем строительства социализма в нашей стране, наиболее важные, *проявившиеся на данном этапе* новые вопросы *современного периода* перехода от капитализма к социализму и вытекающие из них новые задачи.» (Выделено автором. — Б.С.)⁷¹

В других местах реферата Ракоши так говорит о новых задачах, новой политике: «Если мы сейчас, после того, как подняли промышленное производство до уровня, в три раза превосходящего довоенный, интенсивно увеличим сельскохозяйственное производство, в том числе производство продуктов питания с тем, чтобы повысить уровень жизни рабочего класса — это не отказ от строительства социализма, а необходимая и неизбежная ликвидация диспропорций, сложившихся в процессе чрезмерно быстрой индустриализации, единственно правильный путь продолжения социалистического строительства *на данном этапе нашего развития*». Далее подчеркивается: решения нашей партии означают не остановку или отступление, «они намечают единственно приемлемый путь продолжения социалистического строительства *на нынешнем этапе нашего развития*». (Выделено автором. — Б.С.)⁷²

⁷¹ Там же, стр. 5—6

⁷² Там же, стр. 31—32

Не вызывает сомнения, что Ракоши попытался мобилизовать партийный и государственный аппарат на решение отдельных задач, прежде всего на повышение уровня партийной, политической просветительской работы, укрепление работы по политическому убеждению, выполнение определенных решений экономической политики. Однако Ракоши попытался избежать более глубокого и принципиального анализа прежнего периода, допущенных ошибок, и по существу хотел создать видимость того, что если и были допущены ошибки в предшествующий период, в целом курс был правильным, а сейчас, в новых условиях, правильным является июньский курс.

В этот период и позже, при трактовке поворота, нового политического курса, нового этапа пришлось столкнуться и вступить в борьбу с двумя ошибочными позициями.

Согласно первой, речь идет не только о том, что прежняя политика была ошибочной; период до 1953 года вообще не дал сколько-нибудь значительных, весомых результатов. Хорошим подспорьем в отстаивании такой позиции явилось само июньское решение, в котором не было сказано ни слова о достижениях истекшего времени, не было сделано комплексного анализа этого периода. В первом официальном публичном заявлении о повороте — в экспозе главы правительства в парламенте — об этих достижениях было сказано весьма кратко, по существу формально. С другой стороны, определенную роль в односторонней трактовке минувшего периода сыграло и то обстоятельство, что все больше людей понимали: жертвой нарушений законности пали и коммунисты, в том числе и отдельные руководители партии, однако руководство партии молчало относительно пересмотра концепционных процессов. В результате этого вне партии, да и в партии укреплялась убежденность в том, что минувший период принес одни только беды и трудности. Относительно быстро, осенью 1953 года, в начале 1954 года, главным образом среди интеллигенции, в литературных кругах стали распространяться взгляды, носители которых в процессе критики ошибок прошлого выступили против всякого партийного и государственного руководства, поставили под сомнение рабочий характер власти и понимали под раскрытием правды исключительно вскрытие и показ ошибок.⁷³

Сторонники второй позиции не только оправдывали прежние ошибки, но и считали политику нового этапа достижением, заслугой прежней политики. Так, например, Эрнё Герё, правильно раскрывая особенности нового этапа (согласование развития производительных сил с повышением уровня жизни, реализация требований пропорционального развития, ускоренное развитие сельского хозяйства, укрепление товарных связей между городом и селом и т.д.), пришел к выводу, будто, в частности, прежняя политика индустриализации сделала возможной политику нового этапа. «Огромные достижения в области социалис-

⁷³ АИИП, 276, ф. 61/322., 53/162

тической индустриализации, превращение Венгрии в индустриальную страну, а также успехи социалистического строительства в других странах социалистического лагеря . . . обеспечили необходимые предпосылки для того, чтобы наша страна вступила на новый этап строительства социализма. . . Поэтому необходимо было совершить поворот в нашей экономической политике в интересах того, чтобы привести ее в соответствие с уже созданными условиями нового этапа строительства социализма».⁷⁴

Очевидно, что обе позиции таили в себе серьезные опасности, не только в данный период наносили вред и мешали выполнению принятых правильных решений, но и были чреваты самыми тяжелыми последствиями для будущего. Отрицание достижений пройденного этапа могло стать хорошим поводом для отрицания руководящей роли партии, отрицания исторического значения власти рабочего класса, распространения взглядов, носители которых видели и намеревались представить выход из создавшегося положения в ликвидации выдающихся завоеваний минувших лет, основ социализма. Эти взгляды практически соприкасались, совпадали с трактовкой и целями правых сил, стремившихся к ликвидации законного строя. С другой стороны, оправдание допущенных ошибок, показ политического курса до июня 1953 года как политики, позволившей перейти к политике нового этапа, не только затрудняло исправление ошибок, не только привело к новому замешательству в рядах партии и среди партийного актива, но и создало политическую и отчасти теоретическую основу для упразднения нового политического курса и возврата к старой политике. Эти взгляды с точки зрения их влияния объективно были равноценны правым трактовкам и устремлениям, так как нарушали связь партии с массами, изолировали партию от масс, могли ослабить, и ослабили устои рабочей власти, союз рабочего класса и крестьянства, дезориентировали партийный и государственный аппарат. преобладание любой из позиций, их распространение (и вместе, и в отдельности) действовали в направлении углубления политического кризиса.

Ракоши в своем реферате в октябре 1953 года выступил против затягивания работы по выполнению решений июньского пленума, против недопонимания, медлительности, внутреннего противостояния, «которое проявляется со стороны некоторых наших товарищей при выполнении решений». Как указывалось выше, Ракоши подчеркнул: «в современной обстановке главной опасностью, которая препятствует быстрому выполнению правильной политики нашей партии и против которой надо бороться всеми силами, является дух левого сектантства»,⁷⁵ однако при разъяснении политики нового этапа, особенно отношения этой политики к политике предыдущего этапа заставил

⁷⁴ Там же, 276. f. 53/171

⁷⁵ Доклад Политбюро ЦР ВПТ о выполнении решения Центрального руководства от 28 июня 1953 года, стр.27—29

усомниться в достоверности этого своего заявления. Он справедливо выступил в защиту достижений минувших лет, но оправдывал и прежние ошибки, и в этом плане вел борьбу уже только на одном фронте. Исходная позиция о том, что прежняя политика отвечала условиям прежнего этапа, а нынешняя — современного этапа, была неубедительной, звучала фальшиво. Такая оценка вряд ли двигала, вряд ли могла двигать дело вперед. Не могла она успокоить и партийных работников, оказавшихся в кризисном состоянии из-за прежних ошибок. Об этом свидетельствовал и отклик, который получила речь среди выборных партийных работников. «Главным образом среди будапештских партийных работников поднимается вопрос о том, — говорится в отчете от 12 ноября об откликах на октябрьский пленум ЦР и выступление Ракоши, — что решение ЦР носит слишком общий характер, дает очень мало нового по сравнению с июньским решением, недостаточно конкретное, не указывает путей и методов решения задач».⁷⁶

Для реферата, несмотря на имевшиеся в нем отдельные правильные размышления, в целом была характерна теоретическая невзыскательность; в нем не было именно того, чего члены партии ждали с особым нетерпением: освещения международных, исторических связей и зависимостей поворота, нового курса.

Политика нового этапа означала не только усиление роли парламента, не только расширение самостоятельности и ответственности государственных органов вообще (как об этом говорил в июне Имре Надь). Нельзя ограничить содержание нового этапа и только новыми чертами экономической политики, «быстрым и интенсивным развитием сельского хозяйства», повышением уровня жизни (как это было сформулировано в октябре Ракоши.) Политика нового этапа даже в свете июньских решений означала нечто большее, охватывала по существу все области политики партии. Это была новая политика постольку, поскольку отличалась от политики предшествующего этапа — периода 1949—1953 года; но это была «старая» политика — продолжение того политического курса, которым следовала партия после освобождения страны, основные принципы которой на этапе строительства социализма были уже заложены съездом объединения рабочих партий; но выполнение этой политики было приостановлено, точнее, правильный курс оказался искаженным. Однако ни реферат, на решение этого не коснулись ни одним словом.

Не вызывает сомнения, что летом 1953 года в определенной степени изменилось международное соотношение сил; несмотря на все трудности, новых успехов достигло социалистическое строительство. Все это вызвало необходимость в изменении политики партии: ведь политика марксистско-ленинской партии не может быть «застывшей»; она может быть в сути своей неизменной и непреломной, только отражая и выражая изменение конкретных

⁷⁶ АИИП, 276, f. 61/320

условий. Однако необходимость в провозглашении новой политики, политики нового этапа возникла не из-за изменения объективных условий, коренной перемены условий классовой борьбы, а потому, что — согласно сохраняющему свою силу и по сей день определению декабрьского 1956 года пленума Центрального Комитета ВСРП — клика Ракоши — Герё в конце 1948 года сошла с платформы марксизма-ленинизма,⁷⁷ оказалась неспособной творчески применить революционную теорию в новых условиях, в условиях развертывания и решения практических задач социалистического строительства. Поэтому стал неизбежен поворот 1953 года, разработка нового политического курса.

Подчеркивая это, я не имею в виду, что октябрьский пленум Центрального руководства в условиях того времени мог бы разработать все компоненты политики нового этапа. Спрашивать сегодня это с членов ЦР было бы неисторично и нереально, причем не только по причинам персонального характера. Этого не позволяли сделать условия того времени, общее состояние движения. Я не удивляюсь и тому, что октябрьский пленум не пошел значительно дальше решений июньского пленума. Можно и нужно в то же время обратить внимание на то, что партия по-прежнему молчала о пересмотре концепционных процессов, в которых был повинен прежде всего Ракоши, но ассистировали ему в свое время Имре Надь, Михай Фаркаш и Эрнё Герё. Можно без преувеличения утверждать, что октябрьский пленум Центрального руководства, реферат, который был определяющим с точки зрения работы всего пленума, в целом явились не шагом вперед, а отступлением по отношению к июньским решениям, не ознаменовали сколько-нибудь существенного укрепления боеспособности партии, более того, в определенном смысле еще более затруднили реализацию руководящей роли партии. Реферат Ракоши на время приговорил к забвению теоретическую работу, на время оттеснил те устремления внутри партии, которые служили теоретическому обоснованию нового курса. Укрепились тенденции, возлагавшие ответственность за трудности на государственные органы и вызвавшие замешательство, напряженность в отношениях партийных и государственных органов.

Однако односторонность и недостатки июньских решений, ошибки в ознакомлении с решениями, слабости реферата и решения октябрьского пленума, то есть тот факт, что — как сказал в июне 1957 года на Всевенгерской конференции ВСРП Янош Кадар, — отправные действия были неудачными,⁷⁸ не могут перечеркнуть, изменить того, что ошибки были вскрыты партией, что в середине 1953 года начался новый этап в политике ВПТ. После принятия июньских решений были приняты важные меры по исправлению ошибок. Повысился уровень жизни трудящихся масс, начался пересмотр судебных дел,

⁷⁷ *A Magyar Szocialista Munkáspárt határozatai és dokumentumai*, (Решения и документы Венгерской социалистической рабочей партии) 1956—1962. Budapest, 1964, p. 13—14

⁷⁸ Янош Кадар: *Szilárd népi hatalom: független Magyarország*, (Прочная пародная власть: независимая Венгрия). Budapest, 1958 г. стр. 161—162

возбужденных в нарушения социалистической законности. Правда, процесс этот затормозился, почти остановился. Но разработка нового политического курса продолжалась, исправление целого ряда ошибок — хотя и при наличии сложных конфликтов — продвинулось. Июньские решения 1953 года дали целый ряд таких важных выводов, на которые впоследствии, в годы социалистической консолидации, а затем многогранного развертывания социалистического строительства можно было опираться.

Тридцать лет спустя, анализируя документы и события того времени, вскрывая новые зависимости и выводы, еще раз можно подтвердить: не только ошибки начального этапа социалистического строительства и замалчивание ошибок привели к вылившимся в контрреволюцию тяжелым потрясениям, а недостатки и слабости в процессе исправления этих ошибок, волокита, правое и левое искажение июньских решений создали благоприятные возможности внутренней и международной контрреволюции для перехода в наступление.

Поворот июня 1953 года — событие большого значения, явившееся исходным пунктом важных процессов. Последующие события могут затмить значение июньского поворота, но его роль в обновлении венгерской коммунистической политики, в разработке политического курса после контрреволюционного мятежа 1956 года неоспорима, и недооценивать ее нельзя. Поворот 1953 года, хотя за ним и последовали трагические события, был закономерным, его расширение и последовательное доведение до конца оказались необходимыми. Убедительным доказательством этого служит история, события последних трех десятилетий, и особенно последней четверти века.

COMMUNICATIONS

Les activités journalistiques de Zoltán Rónai après 1919

JÁNOS JEMNITZ

Zoltán Rónai (1880–1940) est un des chefs sociaux-démocrates, littéraires et politiques, au talent le plus varié, à la vie la plus intéressante, au plus riche produit, et le plus oublié, dont il est assez difficile de tracer l'œuvre entier comme l'exigerait son importance, et quant à certains de ses éléments considérables, c'est presque impossible. Il avait un diplôme d'avocat, à partir du début du siècle il travailla comme juriste, devint l'avocat, en tant que social-démocrate, de différents syndicats, et collaborateur du périodique du parti social-démocrate hongrois *Népszava* (Voix du Peuple) et, à partir de 1906, de *Szocializmus*, mensuel théorique du parti. Il prit part en outre aux activités de la Társadalomtudományi Társaság (Société des Sciences Sociales) née du ralliement des intellectuels radicaux et socialistes de l'époque, faisait de l'enseignement à l'école libre de cette Société et écrivait des articles dans son périodique de haut niveau, le *Huszadik Század* (Vingtième Siècle).

Dans les travaux du théoricien-publiciste on découvre dès avant 1914 la marque qui à ce temps-là n'était pas hors de pair parmi les jeunes juristes, la veine de polygraphe. Rónai écrivit des études sur des thèmes juridiques, d'histoire et de théorie du droit, sociographiques, politiques, voire éthiques, ce qui, par contre, n'est pas un « phénomène général » c'est le haut niveau de tous ces écrits qui, sur n'importe quel thème, n'ont toujours pas vieilli. On est impressionné par la richesse de matériaux et de données, par le large horizon international, et souvent par leur concision.

Avant 1914 Rónai n'était pas membre de la direction du parti, mais son influence commença déjà à s'intensifier. En 1914 il était un des premiers qui, même sous forme imprimée, condamnaient vigoureusement le nationalisme. Ses écrits, parus dans *Szocializmus* pendant la guerre, suivent une ligne brillante, dont un point intéressant et précieux est son article paru au centenaire de la naissance de Marx. Comme il était un des plus compétents observateurs, dans *Szocializmus*, des questions sociales-politiques, dans le gouvernement Károlyi né après la révolution d'octobre de 1918 en

JÁNOS JEMNITZ, Institut d'Histoire de l' Académie Hongroise, Budapest, Űri u. 53. 1014

Hongrie, en sa qualité de membre de la direction du parti, il devint sous-secrétaire d'Etat au ministère de la prévoyance sociale. Bientôt, il fut nommé professeur d'université.

Avec Zsigmond Kunfi (dont il était beau-frère) il représenta la tendance sociale-démocrate de gauche, ceux qui acceptaient l'union avec le parti communiste. Dans la République Hongroise des Conseils, née le 21 mars 1919, il devint commissaire du peuple à la justice, et démontra brillamment ses capacités théoriques et pratiques de juriste. Il avait une part de lion dans l'élaboration de la première constitution socialiste au monde, et déployait une activité exemplaire, tenace, mais à peine encore dépouillée, pour mettre en place le nouvel ordre légal socialiste — ce qui, évidemment posait des problèmes.

Ces mois, exigeant d'immenses énergies, étaient suivis de plus de deux décennies de « long repos », de l'émigration. Pourtant, Rónai n'a jamais été un homme inactif, mais, sous plusieurs aspects, il est plus difficile d'esquisser cette période de son œuvre que celle d'avant 1919. Dans cet article nous présentons Rónai qui, à partir de 1934, devint collaborateur régulier, sous un pseudonyme, rédacteur et chef de deux rubriques de *Szocializmus*. Il écrivait régulièrement des articles pour *Népszava* aussi (Voix du peuple — quotidien social-démocrate), et avant cela pour *Világosság* (Lumière) publié à Vienne. Nous n'avons cité ici que partiellement les organes paraissant après 1919 en hongrois, mais Rónai écrivait aussi dans des organes en autres langues. Comme avant il pouvait publier des articles dans *Neue Zeit*, après 1919 ses écrits paraissaient souvent dans *Der Kampf*, périodique théorique des sociaux-démocrates autrichiens. Ici, nous n'en parlerons pas, comme de ceux non plus qui parurent dans *New Leader*, organe du parti ouvrier anglais et du Independent Labour Party. Une attention particulière est due à son activité déployée dans *Arbeit und Wirtschaft*, organe théorique des syndicats autrichiens, dont il soignait la rubrique de politique sociale. Au fond, il y « continuait » le travail d'avant 1914 dans *Szocializmus*, mais déjà à une époque toute nouvelle, avec des connaissances enrichies, en analysant la réalité autrichienne sur de nouveaux fondements, dans une lutte aiguë, et, « naturellement », de nouveau avec une richesse de matériaux extraordinairement concise. Il y a lieu de souligner qu'à l'époque de la « Vienne rouge » cette rubrique était, de toute évidence, « la rubrique des rubriques » — mais ces activités de Rónai sont, elles aussi, couvertes d'épaisses poussières.

De loin ce n'était pas l'unique activité de Rónai à Vienne. Avec Kunfi, lui aussi devint professeur de l'école supérieure viennoise du parti social-démocrate. Cette activité-là, nous la connaissons à peine, nous ne disposons que des références, d'une ligne chacune, faites dans leurs souvenirs par quelques Autrichiens. Il faisait part du cercle d'Otto Bauer et de Friedrich Adler, et après la mort de Kunfi prépara, avec Julius Braunthal, l'édition en allemand à Vienne des œuvres choisies de Kunfi pour laquelle il a écrit une biographie sommaire de Kunfi, qui venait d'être enterré, (*Die Neugestaltung der Welt. Ausgewählte Aufsätze von Sigmund Kunfi*. Vienne, 1930), et où Otto Bauer commémora, lui aussi, le défunt. C'est comme « héritier » de Kunfi que Rónai

devint « le chef » du groupement « Világosság » (Lumière) des anciens sociaux-démocrates de gauche. C'est lui qui représentait le plus souvent ce groupe aux congrès de l'Internationale Ouvrière Socialiste, très fréquemment aux séances du Comité Exécutif — ce qui est tout aussi peu étudié comme ce qu'il écrivait — et quand — dans l'Internationale Information rédigée par F. Adler et devenue journal officiel de l'Internationale Socialiste et dont Rónai était non seulement l'auteur, mais aussi le rédacteur, et ce pour un temps point du tout bref. Il y travaillait non seulement à Vienne, mais après les journées de février 1934 d'abord en Tchécoslovaquie, ensuite en émigration en Suisse, pour finir enfin tragiquement sa vie à Bruxelles. Sa femme étant morte dans un bombardement par les Allemands, il se suicida avant l'entrée à Bruxelles des troupes allemandes. Sur ses activités entre 1934 et 1940 ces articles offrent une image éloquente, d'autant plus que pour ainsi dire aucune donnée ne nous est parvenue concernant son travail à cette période en Tchécoslovaquie, en Suisse et en Belgique.

Zoltán Rónai et la « Világosság » de Vienne

Après la première guerre mondiale une profonde différenciation se produisit dans le mouvement social-démocrate, international et hongrois. C'est ce que reflète l'hebdomadaire « Világosság » publié à Vienne, en hongrois, à partir de juin 1920, dans un esprit de « deux et demi », avec l'aide des austro-marxistes et en grande partie d'Otto Bauer. Les membres de la rédaction étaient: Vilmos Böhm, Sándor Garbai, Ede Ormos, Zoltán Rónai et Zsigmond Kunfi, ce dernier étant pratiquement le directeur de la rédaction, le premier entre ses égaux.

Un des plus actifs collaborateurs était Zoltán Rónai. Il suivait avec intérêt les événements du mouvement ouvrier tant hongrois qu'international. En simplifiant un peu, nous pouvons grouper ses articles autour de trois grandes questions. Ce sont: histoire de la révolution hongroise, démasquage de la contre-révolution en Hongrie; et enfin, en étroit rapport avec la précédente, l'interprétation de la révolution russe. Il suivait aussi avec attention les événements d'actualité dans le mouvement ouvrier international. En 1920 il consacra des articles à l'Allemagne, au destin de la révolution allemande, en 1924 à la formation du gouvernement ouvrier en Angleterre.

De ses écrits sur la révolution hongroise, dans le premier numéro du journal fut publié celui sur le procès des commissaires du peuple, intitulé « Affaire criminelle ou révolution? ». Il démontra avec des exemples que la contre-révolution victorieuse prétendait non seulement en Hongrie que les révolutionnaires étaient simplement des criminels qu'il ne fallait pas seulement anéantir physiquement, mais aussi, en faussant leur rôle historique, ruiner moralement. Rónai cite, entre autres, les procès intentés après la révolution hongroise de 1848, après la Commune de Paris et la République Bavaroise des Conseils. Défendant la pureté morale des révolutionnaires, il se réfère au désintéressement de leurs chefs, tout en notant que ce n'était pas le plus important facteur du jugement porté sur le caractère du pouvoir d'Etat. Il souligne que la

République Hongroise des Conseils essaya d'ouvrir la voie au socialisme, ce que reconnaît aussi, comme il le constate, le tribunal contre-révolutionnaire, en déférant les ministres du gouvernement Károlyi à la justice civile et les commissaires du peuple à la justice criminelle. Comme Rónai écrit: « L'explication des deux mesures est simple. La première révolution avait un caractère politique, la seconde un caractère social. La non reconnaissance du socialisme, le discrédit porté à la révolution sociale, voilà le but de la dégradation des commissaires du peuple en criminels communs... C'est pourquoi le mouvement ouvrier international doit lutter de toutes ses forces contre la Hongrie réactionnaire qui veut noyer dans le borbier des procès criminels la cause de la révolution sociale, qui, pour le moment, subit une défaite en Hongrie. »¹

Nous attirons l'attention à un autre aspect de cet article qui aide à comprendre l'appréciation par Rónai des événements au cours de la révolution hongroise, appréciation qui jouera un si grand rôle dans la réorganisation des rangs de l'émigration révolutionnaire. Au fond, il aurait voulu revenir aux possibilités offertes par le gouvernement Károlyi, et même fin 1918 et au printemps 1919 l'optimum était pour lui l'avancement graduel, mais après la victoire de la révolution prolétarienne il tenait déjà pour impossible de s'écarter — comme il le constata dans sa brève biographie de Kunfi, écrite dix ans plus tard.² C'est, on dirait, l'exemple de Marx qui le hante, Marx aussi se pressa de défendre la Commune de Paris tout en étant convaincu que la révolution prolétarienne était prématurée, brusquée, ou comme plus tard Lénine reprocha à Plekhanov, il s'y refusa au moment de la révolution russe de 1905. Avec son ami, Zsigmond Kunfi, Rónai tenait pour inimaginable de rester dans la passivité. Et il ne pouvait pas non plus se taire quand la contre-révolution tâcha de saper le crédit historique de la République des Conseils de la manière dont nous avons parlé. L'ancien commissaire de la justice dans la République des Conseils prit la plume pour démontrer les falsifications, les contradictions dans le procès, mené de façon illégitime.³

Rónai monta en épingle les premières tentatives « historiographiques » du régime contre-révolutionnaire de se servir de l'édition de différentes collections d'études pour arriver au même but qu'avaient les procès: de discréditer la révolution et avant tout la République des Conseils.⁴ Rónai lutta, d'une part contre ces mémoires, études et représentations de la droite, d'un niveau acceptable ou non, et d'autre part il discuta aussi avec les communistes.

Ces discussions avaient, elles aussi, plusieurs aspects, elles touchaient l'unité du mouvement ouvrier international, les méthodes pratiques des communistes, et aussi le

¹ RÓNAI, ZOLTÁN, Bűnügy vagy forradalom? (Affaire criminelle ou révolution?) *Világosság*, 1^{er} juin 1920.

² Die Neugestaltung der Welt. Ausgewählte Aufsätze von Sigmund Kunfi. Herausgegeben und eingeleitet von Julius Braunthal. Vienne, 1930. 9. p.

³ RÓNAI, ZOLTÁN, Az ellenforradalom vádirata (L'acte d'accusation de la contre-révolution). *Világosság*, 29 juin 1920.

⁴ RÓNAI, ZOLTÁN, Az ellenforradalom „hiteles” történetírása (Historiographie «digne de foi» de la contrerévolution). *Világosság*, 6 juillet 1920.

passé récent du mouvement ouvrier hongrois, les deux révolutions, la République Hongroise des Conseils. Après l'écroulement de la République des Conseils les émigrés hongrois cherchaient les causes de la défaite, comme c'est normal dans l'histoire des émigrations, et ces recherches dépassaient souvent les analyses, les autocritiques justifiées pour se transformer en recherche de boucs émissaires. Les chefs communistes écrivaient souvent, en 1920, de la trahison des sociaux-démocrates. Ces accusations indignèrent Rónai qui occupait jusqu'au dernier moment un des postes dirigeants de la République des Conseils, tenant ces accusations pour injustifiées.

En septembre 1920 il répondit à ces questions dans un article plus long dont l'essence était que la République des Conseils subit la défaite non pas à cause de la trahison des sociaux-démocrates, mais à cause de l'intervention de l'Entente. En ce qui concerne la trahison du parti social-démocrate Rónai traita dans des sous-chapitres la situation militaire, l'atmosphère contre-révolutionnaire, la terreur, l'aide autrichienne et russe, et enfin la formation du gouvernement Peidl. Dans son écrit il avait certainement raison en critiquant certaines exagérations et en attirant l'attention sur certains points de vue passés sous silence (par exemple il cite les paroles de Varga exprimant son estime du travail des syndicats, celles de Zinoviev sur la grave situation militaire de la République Hongroise des Conseils, sur son encerclement, celles de Béla Kun sur la situation sans issue de la République des Conseils). Evidemment, ces constatations ne sont, elles non plus, que des demi-vérités, et Rónai ne prit pas en considération les divergences d'opinion, voire les différends politiques pratiques qui existaient entre les chefs sociaux-démocrates avant et après la proclamation de la République des Conseils, et ensuite dans les semaines critiques de la dictature du prolétariat.⁵

Outre ces questions Rónai s'occupait intensément des événements politiques d'actualité qu'il analysait dans ses articles parus dans *Világosság* (« Lumière » – périodique). Voyant l'insuccès du boycottage déclaré contre le régime Horthy, il écrivit : « le boycottage a subi un échec partiellement à cause de l'indifférence politique du prolétariat occidental ». Il ne se contenta pas de cette généralisation et continua : « Le travail déployé dans le boycottage offre pour ainsi dire un miroir du prolétariat européen de nos jours. On voit un travail intense chez les ouvriers italiens vifs et actifs, ainsi que dans le petit mais sérieux mouvement ouvrier allemand-autrichien qui déploya déjà un immense travail pour empêcher le flot réactionnaire de s'étendre. Mais les ouvriers anglais ne font que commencer à bouger. . . Toutefois, malheureusement, les Etats où la classe ouvrière représente une sérieuse force, ne comptent pas beaucoup. » Ici, Rónai déplore surtout l'indifférence des mouvements français et anglais tout en ajoutant que l'efficacité du secours fut encore affaiblie par le manque d'unité dans le mouvement ouvrier européen.

⁵ A magyar tanácsköztársaság és a szociáldemokraták árulása (La République hongroise des Conseils et la trahison des sociaux-démocrates). *Világosság*, 29 septembre 1920.

Rónai établit un lien entre la cause de la lutte contre la contre-révolution hongroise et celle de la Russie. Il se réfère à l'aide offerte par la Hongrie à l'intervention anticommuniste dirigée contre la Russie. La conclusion est évidente pour lui: «la réaction lutte contre la Russie et tous ceux qui ne sont pas réactionnaires doivent lutter contre la Hongrie blanche.»⁶

C'est cette politique, conséquente dans ses principes, qu'il poursuit quand, quatre ans plus tard, le régime Horthy—Bethlen demanda un emprunt à la Société des Nations. Rónai a fait son possible dans l'intérêt du boycottage.

Il était dirigé indiscutablement par de bonnes intentions dans sa lutte pour l'unité du mouvement ouvrier international ou dans ses activités pour défendre la Russie révolutionnaire, même si dans ses interventions dans ce domaine il y avait des passages critiques voire troublants. Dans la question de la Russie Soviétique Rónai était pour l'aide à prêter et fouetta avec fureur les sociaux-démocrates qui s'y refusaient ou fomentaient même de l'anti-soviétisme. Toutefois, en mesurant la réalité russe-soviétique il porta plus d'une fois des jugements erronnés.

Dans son article intitulé «La révolution russe et le socialisme occidental» il se fonda sur l'écrit d'Otto Bauer «Bolschewismus oder Sozialdemokratie» et adopta, comme point de départ, la thèse selon laquelle en Russie l'application de la dictature du prolétariat était nécessaire. Dans la suite pourtant, et se fondant sur Bauer, lui aussi il était d'avis que les bolcheviks pouvaient gagner la paysannerie pour la révolution uniquement grâce au partage des terres données en propriété privée. Selon Bauer et Rónai cela signifiait le renforcement de la paysannerie moyenne et, sous ce point de vue erronée, cela leur causait des angoisses nourries — si l'on veut — du côté «gauche».

A cette évolution des conditions agraire ils opposèrent la socialisation de l'industrie. Ils y croyaient voir un compromis dont la clé était, selon eux, dans la possibilité pour le socialisme de remporter la victoire dans les villes, dans l'industrie. Toutefois, ils n'étaient satisfaits même de cette forme du socialisme. Ils la ramenèrent, certes, aux conditions objectives en Russie, au fait qu'à un niveau culturel moins élevé le centralisme et les procédés bureaucratiques deviennent plutôt nécessaires et compréhensibles.⁷

Après avoir exprimé leur compréhension, la reconnaissance et l'adoption des faits, Bauer et Rónai soulignèrent que ces méthodes ne pourront pas être appliquées dans les pays occidentaux d'un niveau culturel et matériel plus élevé.

Rónai exposa aussi son opinion selon laquelle l'opposition aux socialistes sera certainement plus intense à l'Occident qu'elle ne l'avait été en Russie. Il se référa à ce propos à la différente stratification sociale, à la différente situation de la paysannerie (paysans propriétaire) à l'aisance relative des couches inférieures et moyennes, et à l'intelligentsia moins touchée par les idées du socialisme.

⁶ RÓNAI, ZOLTÁN, A bojkott vége (La fin du boycottage). *Világosság*, 11 août 1920.

⁷ *Világosság*, 8 juin 1920.

Se fondant sur tout cela, Rónai reprit l'argument typique de deux et demi : la méthode de la dictature du prolétariat ne serait plus efficace à l'Occident — écrivit-il en été de 1920, tout en soulignant que les révolutions russe et allemande devaient tâcher de réunir leurs forces, unique moyen qui donne l'espoir de faire reculer la contre-révolution. Rónai engagea des polémiques avec les communistes qui voulaient appliquer le système de la dictature du prolétariat dans les conditions occidentales. Selon Rónai, par cette imitation forcée ils causaient beaucoup de mal dont les conséquences étaient bien des bouleversements et de défaites. Rónai insista sur l'argument que « ce ne sont pas des révolutions avortées et des contre-révolutions victorieuses qui servent la cause de la révolution russe », mais le mouvement ouvrier se renforçant dans différents pays, ce qui impose de se conformer aux conditions spécifiques de ces pays.⁸

Rónai suivait passionnément les destins de l'Internationale, vu que seul un mouvement ouvrier international uni peut mettre des barrages à l'expansion des forces contre-révolutionnaires. Il passa en revue la désagrégation de la II^e Internationale, les circonstances dans lesquelles elle eut lieu. Il tenait pour inacceptables les célèbres paroles de Kautsky : « l'Internationale était un instrument non pas pour la guerre, mais pour la paix » — car cela prouvait son caractère absolument inutilisable.

En insistant sur l'union Rónai se rendait bien compte des difficultés et, à l'opposé de Kautsky, il n'abaissait pas l'échelle socialiste, mais ne voyait pas de possibilité de faire ressusciter la II^e Internationale. A ce propos il écrivit : « Avec un fort nationalisme, avec un zèle contre-révolutionnaire on ne peut pas faire du socialisme international. Un mouvement international authentique ne peut surgir que d'une organisation dont les parties, les membres sont, eux aussi, internationalistes et révolutionnaires. Ces considérations rendent impossible la résurrection de la II^e Internationale. De nos jours, dans la lutte intense entre l'internationalisme et le chauvinisme, les révolutions et contre-révolutions, il est absolument impossible d'avoir une organisation dont les communistes russes et les sociaux-démocrates polonais, ceux de la majorité allemande et les indépendantistes allemands seraient également membres. »⁹

Dans cette question Rónai avait un jugement pareil à celui des austro-marxistes sur la situation du mouvement ouvrier international et tenait pour son principal partenaire dans les débats Kautsky, aussi à cause de sa grande influence intellectuelle. Un des principaux arguments de Kautsky pour le renouveau de la II^e Internationale était qu'après 1914-18 c'est de nouveau l'Angleterre qui est devenue centre du mouvement ouvrier international, et le Parti Ouvrier anglais étant pour la II^e Internationale, les attaques contre celle-ci pousseraient ce parti vers la droite, vers les partis bourgeois.

⁸ Article I.

⁹ RÓNAI, ZOLTÁN, Az Internacionálé kérdése (La question de l'Internationale). *Világosság*, 8 septembre 1920.

A ce propos il est intéressant de citer les arguments de Rónai qui se réfère aux prises de position plus radicales du Parti Ouvrier Indépendant anglais et espérait que celles-ci feront loi dans le mouvement ouvrier anglais, ce qui s'est avéré être une erreur tout comme l'espoir des communistes anglais, et en général du mouvement communiste, croyant que les organisations communistes arriveront sous peu à rassembler autour d'elles les ouvriers anglais.

Ceux qui cherchaient à ressusciter la II^e Internationale, Rónai les tenaient pour des opportunistes, voire, dans plusieurs cas, pour être contaminés de nationalisme, tandis que dans la III^e Internationale ne se rassemblaient, selon lui, en dehors du parti russe, que des fractions de petit poids, des partis de pays pas trop influents.

Entre ces deux Internationales il signala pourtant que toute une série de partis influents (italien, français, socialistes indépendants allemands, socialistes espagnols et américains) abandonnèrent la II^e Internationale sans adhérer à la III^e Internationale, et qu'ils cherchent à rassembler tous les socialistes révolutionnaires du monde.

Et voilà qu'apparaît un nouvel élément dans l'article de Rónai qui marque et sa situation et sa conception de ce temps. Rónai menait la discussion à la fois avec les communistes et avec Kautsky et jugeait impraticable la plate-forme et de la II^e et de la III^e Internationale, et ce nonobstant la critique de la gauche le touchait plus douloureusement que celle de la droite. Tout simplement il était inexplicable pour lui pourquoi les communistes critiquaient plus durement les centristes que les chefs sociaux-démocrates opportunistes de droite.

Il consacra une attention toute particulière à ce phénomène et écrivit plus longuement sur l'insinuation selon laquelle les « partis centristes » et les communistes seraient divisés par leur jugement divergent sur la démocratie et la dictature. A ce propos il se réfère au III^e congrès international de l'Internationale Communiste après lequel l'opinion des communistes était déjà changée sur l'utilité et la valeur des cadres parlementaires. Ce n'est donc pas là qu'il voit la différence mais dans l'utilisation de la dictature comme moyen et en ce que, selon Rónai, les communistes tentent de réaliser le socialisme même en s'appuyant sur la minorité de la classe ouvrière. Ensuite il énuméra plusieurs points préjudiciables, et là le plus douloureux est qu'il qualifia simplement d'« organisations jaunes » les partis estimés par les ouvriers aussi et de « traîtres » leurs dirigeants. De cette façon le mouvement communiste repoussa des gens et des organisations qui sans cela interviennent volontiers pour défendre la révolution russe et contre la réaction. Et comme tant de fois déjà, là aussi le plus important critère pour lui est de repousser la réaction, de renforcer dans tous les pays le mouvement socialiste révolutionnaire autonome, ce que les organisations internationales ne peuvent qu'appuyer, et en aucun cas affaiblir.

Il revint plusieurs fois à ces questions. Il mettait en garde contre les objectifs irréalisables, car cela ne peut aboutir qu'à des défaites. Il professait qu'il était irraisonnable d'opposer avec trop de véhémence la démocratie et la dictature, la révolution et la réforme, et qu'en Hongrie, par rapport à la dictature contre-révolutionnaire du régime Horthy, « une démocratie est meilleure si elle offre au

mouvement ouvrier la possibilité d'évoluer vers le socialisme».¹⁰ Aussi, le plus important était-il pour lui de travailler au développement, à l'élargissement du mouvement ouvrier hongrois, tout en étant convaincu que le mouvement hongrois doit de nouveau arborer l'étendard d'octobre. Cette exigence opposa Rónai aux communistes hongrois et même aux chefs de la sociale-démocratie hongroise. Rónai ne croyait pas qu'un élan révolutionnaire fût proche, il était également contre «l'attente du Messie», mais le camouflage des buts à atteindre, les programmes hongrois indécis l'indignèrent tout aussi bien.

En ce qui concerne les perspectives du mouvement ouvrier international, Rónai était d'avis, en une certaine mesure comme Kautsky, que son avenir sera décidé en Angleterre, mais tandis que Kautsky en attendait la victoire de la tendance réformiste modérée, Rónai avait d'autres espoirs. Lui, il écrivit : «de nos jours c'est en Angleterre que le socialisme a le plus de chance de vaincre». Dans la suite il développa plus en détails cette idée. Il exposa qu'en Angleterre la paysannerie conservatrice, comme celle du continent, n'était pas une masse importante, que les partis politiques de la classe ouvrière «n'y sont pas en opposition les uns aux autres aussi rigide ment qu'en Allemagne», et que les difficultés économiques sont également moindres que dans d'autres pays.¹¹

Les espoirs de Rónai se sont avérés être des illusions. En Angleterre le socialisme n'a pas remporté de victoire, en Hongrie on n'a pas réussi à créer un mouvement de masse de puissance décisive, un parti influent pour pouvoir rétablir les conditions démocratiques. Malgré l'évolution des événements Rónai ne cessa pas de croire que l'évolution vers la démocratie des pays occidentaux fera sentir ses effets en Hongrie aussi. (Ce n'est pas un hasard si ces espoirs resurgirent en 1924 après la formation de gouvernements par le Parti Ouvrier anglais et les radicaux français.) Aussi bien Rónai était-il profondément indigné quand les commissions d'enquête du gouvernement anglais s'engagèrent à «blanchir la terreur blanche», quand la révolution prolétarienne «n'était pas tenue pour assez prolétaire» et l'on voulait présenter à l'Occident les révolutions hongroises à travers le prisme de l'antisémitisme, et de plus, voulant ainsi qualifier de «désintéressée» la série de meurtres.¹²

Rónai et les émigrés sociaux-démocrates hongrois suivaient avec grande attention, parallèlement à l'Angleterre, aussi les événements dans le mouvement allemand. Les résultats y causaient des déceptions. Au moment de la publication du livre d'Emil Barth, commissaire du peuple «indépendant, socialiste» allemand, Rónai donna ce résumé amer de la révolution et contre-révolution allemandes de 1918–1919 : «le puissant empire allemand, avec son puissant prolétariat produisit

¹⁰ 1^{er} article.

¹¹ RÓNAI, ZOLTÁN, A magyar probléma (Le problème hongrois). *Világosság*, 4 août 1920.

¹² R. Z.: Horthy és Troubridge, a két ellenforradalmi admirális (Horthy et Troubridge les deux amiraux contre-révolutionnaires). *Világosság*, 1^{er} juin 1920.

quelque chose de bien imparfait en ce qui concerne la révolution. Il est certain que la réaction n'y est pas aussi forte qu'en Hongrie. La révolution n'y est pas complètement écrasée. Elle ne s'est pas totalement écroulée sous les coups venus de l'étranger. Cependant, et c'est encore plus grave qu'en Hongrie, le prolétariat allemand passa le pouvoir à ses ennemis presque de sa libre volonté. Le pouvoir qu'il posséda déjà et qu'il aurait pu continuer à détenir s'il avait été uni. »¹³

Il y a lieu de citer spécialement l'œuvre de Rónai intitulée «La révolution d'octobre échouée» où il renonce définitivement à l'espoir de pouvoir mettre fin bientôt au régime contre-révolutionnaire. Il y reconnaît, comme une vérité amère, que dans les pays vaincus dans la guerre le nationalisme prit de nouvelles forces et que les anciennes classes dominantes en ont profité face aux puissances victorieuses. Rónai n'exclut pas la possibilité de «nouvelles révolutions qui puissent surgir du sol volcanique de la contre-révolution», mais cela reste une question à laquelle il n'est guère possible de donner aujourd'hui la réponse. «Malheureusement, les contre-révolutions sont construites de pierres plus stables que les révolutions. Le conservatisme nourri par des millénaires passés est l'allié des contre-révolutions. Il est toujours plus facile de faire échouer une révolution qu'une contre-révolution.»¹⁴

Rónai avait certainement raison quand, à la naissance de la République des Conseils, il tenait «le désespoir de la nation et la misère créée par la guerre» pour des forces motrices. Il constata que le gouvernement Károlyi ne pouvait pas satisfaire les exigences parce que les antagonismes sociaux étaient déjà «trop tendus». Jusqu'à ce point-là Rónai pesait et analysait avec objectivité la situation créée, mais dans la suite, possédé par la psychose de la recherche de bouc-émissaire qui suivait les expériences de la République des Conseils et, certainement, la victoire de la contre-révolution, il accusa les communistes et les instructeurs moscovites d'avoir attisé l'exaspération des masses, ce qui fit enfin «dérailler le train de la révolution d'octobre». Cela montre le conflit intérieur de Rónai qui, d'une part défend la République des Conseils, et de l'autre tient pour erronée ab ovo sa création. Cela lui suggéra la conclusion que seule la révolution hongroise d'octobre 1918 aurait pu offrir avec sa plate-forme une base solide pour la démocratie hongroise, si ce processus a échoué cela doit être mis, en une mesure considérable, sur le compte de «la gauche qui se rua en avant».¹⁵

Mais Rónai était toujours plus qu'un démocrate-bourgeois octobriste. Dans son compte rendu du livre d'Oszkár Jászi il fit des remarques critiques substantielles après des témoignages d'estime. Il souligna d'une part que Jászi avait raison en disant que «seule une Europe Centrale démocratique et pacifiste peut résoudre» la question hongroise. Cependant, il y ajoute: «une Europe Centrale démocratique et pacifiste n'est possible que dans une Europe socialiste». D'autre part il protesta contre Jászi qui

¹³ RÓNAI, ZOLTÁN, A német forradalom műhelyéből (Des chantiers de la révolution allemande). *Világosság*, 25 août 1920.

¹⁴ RÓNAI, ZOLTÁN, A bukott októberi forradalom (La révolution d'octobre échouée). *Világosság*, 10 novembre 1920.

¹⁵ I^{er} article.

fait des oppositions rigides, qui distingue rigoureusement le «socialisme catastrophique» du «socialisme anglais construit sur la discipline morale». Rónai avait plein droit de signaler qu'en ce qui concerne la dictature du prolétariat en Hongrie Jászi ne tenait pas compte des conditions historiques, et pourtant, il est compréhensible que le socialisme de guerre «ne peut être qu'imparfait», et que les socialistes marxistes non plus ne le tenaient pas pour idéal, mais ils devaient tenir compte des conditions en présence.¹⁶

En passant en revue les articles de Rónai sur ce sujet, il convient de toucher un autre groupe de thèmes qui l'occupait visiblement très intensément. C'est le succès des possibilités sociales. A l'hiver 1920 il avait déjà à sa disposition des expériences internationales. On peut remarquer que Rónai s'occupait avec passion de ces questions. Il traita comme problème politique, scientifique et pratique la question de savoir comment réaliser la socialisation sans qu'elle provoque une régression dans la production. Il voulait certainement répondre au défi de l'opinion publique bourgeoise, car les spécialistes bourgeois insistaient sur l'impossibilité d'y arriver. Rónai voulait y donner une réponse positive, mais il devait à la fois affronter les difficultés, les échecs de la socialisation. Il toucha les questions des matières premières, des conditions techniques et bien d'autres encore, comme par exemple la participation du «travail intellectuel», le problème de la socialisation mixte ou totale, le phénomène de la bureaucratie, car tout cela exerce son effet sur le succès de la socialisation même si le prolétariat dispose du pouvoir politique. A propos de la socialisation il toucha aussi le problème de la direction personnelle ou collective et même après la réalisation de la socialisation il n'exclut pas l'existence de la bureaucratie — ce qui montre également son sens des réalités. En fin de compte il accorda une grande importance au niveau de connaissances acquis déjà avant par la classe ouvrière, car ainsi — écrit-il — elle peut remplir les cadres de la socialisation «non seulement d'un savoir passif, mais de connaissances acquises par l'expérience».¹⁷

Dans un autre article il analysa le «défi économique» de la bourgeoisie. Il entra en polémique avec les affirmations répandues dans les écrits communistes concernant la banqueroute générale du système capitaliste de production. Il était d'avis que ce n'était vrai qu'en partie. La guerre était un coup terrible pour l'économie capitaliste et l'enlisement étant caractéristique à bien des endroits n'en est pas pour autant général, et les tentatives irréfléchies d'action révolutionnaire ont plus d'une fois contribué à la stabilisation du système capitaliste. En analysant dans cet article les phénomènes économiques il insista sur la nécessité d'analyses concrètes au lieu des simplifications de routine. Lui-même il fit une tentative dans cet article de faire une telle analyse.¹⁸

¹⁶ RÓNAI, ZOLTÁN, A két magyar forradalom (Les deux révolutions hongroises). *Világosság*, 22 décembre 1920.

¹⁷ RÓNAI, ZOLTÁN, A szocializmus kérdéseihöz (Sur les questions du socialisme). *Világosság*, 9 février 1921.

¹⁸ RÓNAI, ZOLTÁN, Megbukott-e a tőkés termelési rend? (Le système capitaliste de production a-t-il échoué?) *Világosság*, 13 avril 1921.

Zoltán Rónai et l'assainissement dans la Hongrie de Horthy — (1924)

A ce temps-là Rónai écrivit dans les organes de presse de plusieurs pays et aborda cette question sous différents aspects. Ces écrits n'en avaient pas moins une idée commune, notamment qu'il ne fallait pas accorder un emprunt économique à Horthy, surtout pas sans conditions rigoureuses, car autrement cela aboutirait à la consolidation du régime contre-révolutionnaire.

Rónai traita aussi la question de la nécessité où se trouvait la Hongrie de Horthy de recevoir un prêt à l'étranger. Dans *Arbeit und Wirtschaft*, bi-hébdomadaire des syndicats et conseils ouvriers autrichiens, il y donna une réponse bien documentée. Il y posa la question de savoir pourquoi la situation économique est pire en Hongrie qu'en Autriche, pourquoi le déficit est douze fois plus grand. La production céréalière ne l'explique pas tout comme le développement rapide de la production charbonnière, de l'industrie de textile, d'électricité, de sucre et de chaussure. Il trouve la réponse dans le système politique et social du pays, dans la politique économique des classes dominantes, dans cette « politique de gendarmes qui maintient les salaires à un bas niveau », sans pouvoir, malgré tout cela, assainir à un niveau fixe l'ancienne structure sociale réactionnaire. Il se réfère aux grands propriétaires endettés qui s'empressaient à « rendre » les crédits avec des monnaies sans valeur, aux impôts fonciers qui ont à peine été haussés, à la population urbaine exagérément imposée de droit de consommation, et aux menues mesures sociales liquidées à titre d'assainissement. Il confronta les salaires en Hongrie et en Autriche, les prix toujours plus élevés que les salaires, et enfin il cita les salaires incroyablement bas, même parmi les autres les salaires des travailleurs agricoles.¹⁹

Dans cet article Rónai signala les plus patentes contradictions et offrit en outre une analyse approfondie de la politique des impositions.

En février 1924, dans *Világosság*, il analysa les rapports internationaux et politiques de la stabilisation, et exprima son espoir qu'en Angleterre le gouvernement MacDonald et en France le cabinet formée par Herriot et l'alliance de gauche auront comme résultat que les deux grandes puissances de l'Europe occidentale se tourneront « vers la gauche » ce qui aura son effet sur les destins de l'Europe Centrale. Evidemment cela ne se passera pas automatiquement, mais les possibilités existent. Rónai écrit à ce propos : « Il n'y a pas de doute que des vents favorables pour les forces démocratiques viennent vers la Hongrie. Maintenant tout dépend des adversaires de la réaction hongroise, s'ils peuvent ou non bien manier leurs voiles. Dans des pays arriérés comme la Hongrie les masses, avec une foi messianique, attendent en général de l'extérieur le sauveur qui s'appelle soit Wilson, soit Lénine et maintenant MacDonald. Mais le Messie ressemble au Seigneur Dieu en ce qu'il aide seulement si l'homme aide soi-

¹⁹ RÓNAI, ZOLTÁN, Ungarn vor der Sanierung. *Arbeit und Wirtschaft*, 15 avril 1924, 315-320. pp. Nous signalons ici que Rónai écrivait régulièrement dans ce journal officiel des syndicats autrichiens, il y rédigeait la rubrique de politique-sociale, dont le dépouillement constitue une nouvelle tâche encore.

même. Des courants favorables de politique extérieure ne peuvent aider que s'il existe de forts courants intérieurs qui peuvent s'en servir.»²⁰

Comme il est bien connu, Rónai était mécontent et critique envers la direction social-démocrate en Hongrie, et en présence de nouvelles possibilités il revendiqua davantage, car l'enjeu était gros, — se libérer du régime contre-révolutionnaire. Il en voyait une des possibilités pour le parti hongrois s'il proclame la politique d'octobre, la consigne de la république démocratique, l'amnistie, la réforme agraire et l'exigence de la protection des locataires contre les propriétaires d'immeubles, les loyers d'usure. Il tenait tout cela pour un minimum de programme dont la proclamation ouverte non seulement ne peut pas nuire au parti mais qui est une condition sine qua non de développer son influence sur les masses et d'assurer sa bonne tenue morale.

Il reprocha spécialement aux chefs du parti hongrois d'avoir renoncé à une grande partie des revendications sociales-politiques, ou du moins de ne pas mener assez énergiquement cette lutte. C'est dans ce contexte qu'il exigea de condamner les mesures antisociales du régime hongrois aussi au Bureau International du Travail.

A propos de l'emprunt à l'étranger, à la Société des Nations il souligna qu'il fallait le refuser, car pour le moment le peuple hongrois a besoin non pas d'un soutien financier mais d'une aide morale pour se libérer de ses dirigeants.

Plus tard aussi il reprit ces idées dans *New Leader*, hebdomadaire du Parti Ouvrier Indépendant anglais. Dans cette feuille rédigée par Brailsford, il y avait plusieurs fois des articles sur la Hongrie qui condamnaient vigoureusement le régime Horthy et invitaient les ouvriers anglais à aider au mouvement hongrois persécuté. C'est dans ce sens qu'à côté de Brailsford, G. B. Shaw, Otto Bauer intervenait aussi Zoltán Rónai, et ce précisément dans les semaines où Ernő Garami et Gyula Peidl arrivèrent à Londres. L'éditorial du journal «salua» les chefs hongrois en déclarant que le nouveau gouvernement anglais du parti ouvrier doit exercer une pression sur le gouvernement hongrois dans l'intérêt de la garantie des libertés.²¹

L'article de Rónai fut introduit par des explications de la rédaction où il fut présenté aux lecteurs anglais comme ancien ministre socialiste de la justice dans le gouvernement de la République des Conseils. Il y fut noté qu'en fin de compte la République des Conseils a été renversée par les puissances de l'Entente qui sont donc responsables de la contre-révolution hongroise. De sa part, c'est à ce point-là que Rónai continua en protestant contre le renforcement par la Société des Nations de la position d'un gouvernement qui opprime le peuple le plus brutalement possible. Il y exposa longuement comment certains représentants étaient maltraités, comment des politiciens républicains étaient emprisonnés. Parmi les violations flagrantes des droits il cita la confiscation des biens de Mihály Károlyi et l'impunité d'assassins-criminels de droit commun contre-révolutionnaires.²²

²⁰ RÓNAI, ZOLTÁN, MacDonaldtól Horthyig (De MacDonald à Horthy). *Világosság*, février 1924.

²¹ Labour and Hungary (article de la rédaction). *The New Leader*, 15 février 1924.

²² RÓNAI, ZOLTÁN, Hungary and the League. *The New Leader*, février 1924.

Zoltán Rónai (Zoltán Vándor) dans la presse sociale-démocrate hongroise après 1919.

C'est encore une tâche à venir que de peser et apprécier cette question, car il faut encore faire de longues recherches pour étudier les *Népszava* de toutes ces années et pour découvrir sous quels autres pseudonymes, ou sous anonymat, Rónai pouvait encore écrire dans la presse hongroise. De toute façon ce problème est complexe, et de plus, nous ignorons la date du départ. Nous ne pouvons que nous référer à ce que Illés Mónus écrivit à Vilmos Böhm le lendemain de la mort de Zsigmond Kunfi: « Je ne peux pas taire une chose. La mort de Kunfi a anéanti un désir et espoir intimes, nourris pendant des années. Toute ma pensée et tout mon désir étaient que lui aussi revînt dans notre mouvement. Plus d'une fois je l'ai exprimé et dans le même but j'essayais bien des fois de le persuader d'écrire. Malheureusement je n'y suis jamais arrivé. . . Je serais heureux si vous et le camarade Rónai aussi — même si c'est sous pseudonyme — deveniez des militants actifs, permanents sur les pages de *Népszava* et de *Szocializmus*. » Ensuite Mónus soulignait plusieurs fois que cela ne pouvait rencontrer aucun obstacle insurmontable.²³

Cette lettre révèle seulement que jusqu'en 1929 une telle collaboration systématique n'avait pas encore lieu, mais à quelle date nous pouvons la situer, c'est aux recherches futures — comme nous l'avons signalé — à établir. En tout cas c'est un fait que ces relations étaient quand-même créées dans les années 1930 et apportèrent en tout cas un rafraîchissement intellectuel, un élargissement de l'horizon du parti hongrois.

C'est de nouveau dans « *Szocializmus* » que paraissaient les écrits plus étendus, plus approfondis de Rónai. Il y passait en revue la situation internationale, et souvent le mouvement ouvrier international. Nous pouvons ajouter que la date du commencement de ces publications se fait remarquer: c'est 1934, le lendemain de la victoire en Allemagne du fascisme, un vrai tournant dans l'histoire de cette époque.

Le premier article plus étendu de Rónai (signé déjà de Zoltán Vándor) traite le front uni en France, mais le départ n'en était pas moins le fascisme, la défense contre le fascisme, la lutte à mener. Il commença son article comme suit: « Une des plus importantes causes de l'échec du mouvement ouvrier allemand est la dispersion, les divisions intestines du prolétariat ». ²⁴ Avec amertume il ajouta que ces luttes intestines ne cessèrent pas même après la victoire du fascisme. Ensuite il traita les propositions des communistes de créer un front uni.

Tout d'abord, il constata les faits, notamment que la majorité des partis socialistes s'y refusèrent. Les partis italien et autrichien étaient une exception où, dans de graves conditions d'illégalité, les deux partis persécutés de chacun des deux pays s'allièrent. Là, il s'agissait donc de circonstances exceptionnelles. Partant de tout cela,

²³ P. I. Arch. 658, f. 5. Lettre d'Illés Mónus du 16 décembre 1929 à Vilmos Böhm.

²⁴ RÓNAI, ZOLTÁN, A francia egységfront (Le front uni français). *Szocializmus*, septembre 1934. 244. p.

il souligna que « du point de vue de tout le mouvement ouvrier européen, le plus important est toutefois le front uni en France » dont s'occupera bientôt le Comité Exécutif de l'Internationale Socialiste. Lui, il essaya de répondre à la question pourquoi en France les socialistes acceptèrent le front uni. Il indiqua deux raisons : d'une part, parce que, jusqu'ici, aux élections, et encore davantage aux scrutins de ballottage, les communistes et les socialistes étaient opposés, et ainsi l'affaiblissement de la gauche contribua à la victoire de la droite. D'autre part, il trouva une raison plus profonde dans la victoire des nazis qui effraya les ouvriers français et « les masses exigeaient le front uni antifasciste afin de parer au danger fasciste ».

Rónai signala encore d'autres raisons de la naissance du front uni. Il se référa, entre autres, aux efforts faits par l'Union Soviétique en politique extérieure, visant également à paralyser les puissances fascistes agressives, à consolider la sécurité internationale, à développer les rapports d'alliés franco-soviétiques.

Par suite des différents points de vue et des différents facteurs d'influence, l'accord sur l'union était né, et il en exposa les principaux points. Toutefois, pour le moment, il mit encore en question son efficacité et son avenir. Il n'était pas assuré si le front uni est considéré par l'Internationale Communiste comme un simple pas tactique. Il voyait ses craintes confirmées par le fait que, tandis que chez les Français l'accord fut atteint, dans le mouvement allemand les discussions, les luttes internes ne cessèrent pas. En somme, il était d'avis que tant que les accords du front uni ne sont conclus que dans les cadres des différents pays, et tant qu'ils ne sont pas suivis d'une réglementation générale entre les deux Internationales, la confiance absolue et mutuelle ne peut pas être créée.²⁵

Les deux grands événements de l'année 1934, tragiques pour le mouvement ouvrier, étaient l'insurrection à Vienne, et la grève générale et l'insurrection en octobre 1934 à Madrid, Barcelone, en Autriche, et leur défaite. Sur tous ces événements et sur leur enseignement Rónai écrivit, entre autres, des articles, mais il était seul à analyser les événements d'Espagne dans le journal *Szocializmus*. Il commença par le changement survenu dans les conditions réelles des pouvoirs, pour inventorier ensuite les changements dans les conditions des classes et dans les conditions politiques : « Malheureusement il ne peut plus y avoir de doute que l'élan extraordinairement héroïque de l'avril 1931 révolutionnaire était quand même suivi d'un octobre 1934 aboutissant à une contre-révolution. La république populaire espagnole où régnait, sous la direction de la classe ouvrière, une partie de la simple paysannerie et de la petite bourgeoisie, est remplacée par la dictature de la bourgeoisie et de la grande propriété terrienne. Il n'y a pas de différence essentielle, seulement formelle entre le règne d'Alphonse et celui de Zamora. Le fond social de la république s'est évaporé. Pour le moment, c'est la forme vide qui est restée. »²⁶

²⁵ Dans cet article Rónai souligne le grand changement que l'on voit dans l'appréciation de la démocratie par les partis communistes, mais il signala aussi des symptômes opposés, et ensuite il traite les causes qui, dans les partis socialistes, conduisent à l'opposition au front uni.

²⁶ VÁNDOR, ZOLTÁN, Madrid és Bécs (Madrid et Vienne). *Szocializmus*, novembre 1934, 344. p.

Rónai établit un rapport entre les insurrections autrichienne et espagnole. Dans les deux cas il souligne l'évolution légale, dirigée vers des buts sociaux, voire socialistes, mais qui se heurta, dans les deux pays, à la réaction. A Vienne, comme il l'écrit, c'est à la tendance « clérico-fasciste », en Espagne aux forces de la réaction traditionnelle — comme il le souligne. Rónai ne se contenta pas de mettre l'accent sur ces aspects fondamentaux, il traita les côtés différents, spécifiques et aussi les objections qui mettaient en général en question la méthode des insurrections. Il les traita en premier lieu et avant tout réagit à la remarque « il n'aurait pas fallu », y répondant que tout simplement il n'y avait rien d'autre à faire. Il ajouta que même la défaite peut servir la préparation de la classe ouvrière, car même la dictature autrichienne n'était pas devenue aussi sévère que la terreur nazi, et c'est ce que l'on peut espérer en Espagne aussi. Il répéta la constatation ancienne de Marx : « le terrain contre-révolutionnaire est le terrain révolutionnaire », et aussi bien à Madrid qu'à Vienne il attendait un nouvel essor du mouvement.

Outre ces remarques il attira l'attention encore à bien d'autres enseignements aussi. La référence à l'important rôle historique de la paysannerie était essentiel du point de vue des forces des masses. A propos de Vienne il cita l'isolement de la capitale révolutionnaire. Les expériences hongroises et autrichiennes ont, en partie, conduit en erreur Rónai, car en parlant de l'aspect social-politique de l'Espagne, il se réfère au caractère réactionnaire, « à la Vendée » de la paysannerie espagnole, ce qui n'était vrai qu'en partie. L'état arriéré, politique et culturel, des masses paysannes de Navarre et d'une partie de la Castille les avaient jetées dans les bras du clergé et de la réaction,²⁷ mais en Andalousie, et à bien d'autres régions la paysannerie était vraiment très révolutionnaire, ce que Rónai aussi signale comme une force essentielle.

Tout à fait justifiée est sa référence à un autre enseignement à tirer, à l'extraordinaire importance et au rôle de l'armée. Il cita les révolutions d'après-guerre en Europe Centrale en constatant que ces révolutions remportèrent la victoire en général dans les pays où la défaite dans la guerre avait simplement décomposé l'ancienne armée. La révolution espagnole y fournit de nouvelles expériences en 1931. Là aussi, encore que dans des conditions relativement pacifiques, les luttes menées pendant une décennie conduisirent à l'effritement de l'armée, à la perte de son crédit, mais seulement pour un temps transitoire. Ce au point qu'en Espagne l'armée a conservé une force de frappe bien plus grande et plus fatale que l'armée autrichienne. (Nous soulignons ces constatations écrites par Rónai après l'insurrection d'octobre 1934 en Asturies, et qui devinrent une triste vérité au bout d'un an et demi à deux ans.)

Rónai signala une autre différence essentielle aussi entre les révoltes autrichienne et espagnole et dont nos historiens ne parlent pas en général. Il indiqua que les chefs socialistes viennois appliquaient une tactique défensive, que la grève générale aussi

²⁷ Rónai indique ici qu'en Autriche un tiers de la population vit à Vienne, tandis qu'en Espagne 86% de la population vit dans des villes de moins de 100000 habitants, et 70% dans des villages. En ce qui concerne le niveau culturel en question, ici les analphabètes constituent 43% de la population.

avait un caractère défensif et « c'est pourquoi une partie considérable des ouvriers n'était pas incluse dans la marche de la révolution ». ²⁸ Il opposa à l'évolution autrichienne celle d'Espagne: « La révolution à Madrid, la révolution espagnole offre un tableau vraiment différent. Dès que la réaction commence ses provocations, dès qu'elle dissout les corps socialistes représentatifs, cherche les armes, arrête quelques chefs socialistes, dès qu'elle ordonne l'alerte à l'armée, les ouvriers répondent avec la résistance . . . La tactique de Madrid, de Caballero n'est pas défensive avec précaution comme celle de Bauer, mais ouvertement offensive. » ²⁹

Rónai attire l'attention à encore une différence. L'insurrection de Vienne était « une explosion héroïque, mais isolée des grandes masses » d'une élite restreinte de la classe ouvrière autrichienne, à laquelle la *Schutzbund* donna la force, tandis que le parti espagnol ne disposait pas d'une telle organisation armée, mais là « un puissant mouvement de masse s'était formé avec la participation de la majorité des ouvriers et même d'une partie de la paysannerie ». ³⁰ Quant au résultat, la grève à Madrid échoua tout aussi bien que celle à Vienne, ce qu'il attribua en tout premier lieu à la force de l'armée.

Ayant pris acte des faits il ne se résigna pourtant pas et encore moins blâmat-il les initiateurs et chefs de la grève. Il souligna d'ailleurs plusieurs fois qu'il ne s'agissait, ni à Madrid ni à Vienne, d'un putsch manqué, mais de la résistance des masses éclatée d'une force élémentaire. Il déclara, dans un sens valable généralement — ce qui avait une signification particulière dans le journal hongrois *Szocializmus* — que « A notre époque où, dans les Etats démocratiques, la liberté de mouvement de la classe ouvrière est menacée par l'horreur du fascisme qui s'approche, la résistance des ouvriers et des paysans a toujours son importance même si le danger de la défaite menace sérieusement cette résistance. » ³¹ Il continua ces idées notant que le fascisme était un phénomène international, mais dans les pays où la structure sociale est plus favorable, le niveau culturel plus élevé, et la lutte et l'état qui suivra la lutte seront un « signe avertisseur » qui bloquera la voie au fascisme. (Il pensa certainement à la France, à l'Angleterre et en général aux pays de l'Europe de l'Ouest.)

Outre l'analyse d'événements ayant de l'importance historique pour la politique ou le mouvement ouvrier, Rónai aborda, dans *Szocializmus*, bien d'autres questions aussi touchant d'autres contextes importants. C'est ce qu'il fit quand fut publié l'entretien entre Staline et H. G. Wells.

Au cours de cette conversation H. G. Wells parla de la « proximité » entre l'Amérique de Roosevelt et l'Union Soviétique de Staline, salua l'économie planifiée par l'Etat et exigea que la direction soit confiée à l'intelligentsia technique, avançant ainsi une conception technocrate. Staline par contre souligna que Roosevelt ne visait

²⁸ Op. cit. 344. p.

²⁹ Ibid.

³⁰ Op. cit. 345. p.

³¹ Op. cit. 346. p.

que le redressement du système capitaliste malade, tandis qu'en Russie c'est une nouvelle vie que l'on crée. Staline expliqua que l'intelligentsia, la paysannerie et en général les couches moyennes de la société peuvent jouer un grand rôle, mais c'est seule la classe ouvrière qui peut assurer la direction, fournir la force qui conduit sûrement à la liquidation du système capitaliste.

A la marge de cette discussion Rónai fit beaucoup de remarques et de réserves.³² Dans la plupart des cas, et quant à l'essentiel, il donna raison plutôt à Staline face à Wells désigné par lui comme « un représentant, certainement très de droite, du socialisme anglais ». Ces remarques critiques méritent notre attention.

A propos du New Deal de Roosevelt il nota : « Staline a raison que l'économie planifiée à la Roosevelt est une économie capitaliste. Mais ce n'est pas l'essence du problème. » Les Américains peuvent bien croire — dit Staline — qu'ils transforment la société, mais l'ancien système n'en reste pas moins. « C'est l'inverse qui est vrai. Roosevelt et son cercle croient sauver l'économie capitaliste par de nouvelles méthodes. Mais au fond, en renforçant l'intervention et la réglementation par l'Etat, ils sapent l'économie capitaliste. »³³

A ce point-là il devient clair qu'en cherchant la vérité quelque part entre Wells et Staline, en reprochant à Wells de courir après des chimères, et à Staline d'être doctrinaire, lui-même était pris par des illusions prédisant un très grand et rapide avenir à l'élargissement de l'économie planifiée par l'Etat aux Etats-Unis, qui apportera sans aucun doute d'importantes transformations. Des modifications étaient, certes, survenues, mais sans toucher vraiment la structure sociale et de propriété, et même celle de la répartition des biens. La question de la progression en Amérique et, encore davantage, celle du réveil socialiste offraient un si grand problème à propos duquel Rónai n'était pas le premier ni le dernier à avoir des espérances exagérées.³⁴

³² Entre autres, il écrit sur les rapports entre la classe ouvrière, les classes moyennes et la paysannerie : « Staline ne se trompe pas en ce que il n'y a pas de socialisme sans la lutte sérieuse de la classe ouvrière consciente. Mais il se trompe en pensant que l'attitude dans la lutte des classes des couches moyennes n'a pas souvent une importance déterminante. » Et il continue ainsi : « Face à Wells la situation était facile » — c'est que Wells se fondait sur l'Angleterre où la paysannerie a depuis longtemps disparu en tant que couche sociale influente, — ensuite il souligne : « Mais en Europe centre-orientale, en Europe méridionale et même dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest et du Nord, la paysannerie peut aider la classe ouvrière à remporter la victoire, mais elle peut aussi l'amener à un échec. » Et puis il examine, sous l'aspect historique, la différence entre l'évolution de la paysannerie en Russie et de celle en Europe centrale et occidentale. VÁNDOR, ZOLTÁN, Roosevelt, Staline, Wells. *Szocializmus*, décembre 1934. 387-388. pp.

³³ VÁNDOR, ZOLTÁN, Roosevelt, Staline, Wells. *Szocializmus*, décembre 1934. 385. p.

³⁴ Rónai s'exprime d'une façon assez nuancée et avance assez d'observations de détails et d'idées pour le citer exactement : « En Amérique le capitalisme des trusts a organisé l'économie privée. La politique de Roosevelt engage le contrôle et l'organisation de l'Etat capitaliste. Mais en même temps, sous l'influence de la classe ouvrière exaspérée par la pression de la crise, il appuie aussi l'organisation des ouvriers. Il dépend de l'évolution de cette organisation, de son tempo, de sa force et de son esprit, si l'intervention de l'Etat en Amérique sauvera le capitalisme et préparera le socialisme. La politique de Roosevelt contient des éléments qui peuvent favoriser l'évolution du socialisme américain. Ces éléments sont exagérés par l'enthousiasme de Wells, et ne sont pas vus par Staline à cause de son dogmatisme partiel. » (1^{er} article, 386. p.)

Les idées exprimées par Rónai à propos de la discussion sur le rôle de la classe ouvrière et de l'intelligentsia sont également intéressantes. « Staline a certainement raison face à Wells en ce que les masses prolétaires sont le plus important et le plus sûr appui du socialisme grâce à leur force et à leurs intérêts strictement opposés à ceux des capitalistes. Mais, même si l'intelligentsia n'a pas un rôle directeur dans la transition au socialisme comme le pense Wells et comme le déclare dans plusieurs de ses œuvres *De Man* — ce rôle est indiscutablement plus grand que ce ne fut jugé pendant la période d'avant-guerre du socialisme. Dans le capitalisme organisé et rationalisé ce n'est pas seulement le nombre des administrateurs qui augmente en même temps que celui des ouvriers diminue, mais le développement de la technique industrielle et organisationnelle intensifie l'importance de l'intelligentsia aussi. La classe ouvrière luttant pour sa montée doit se gagner cette intelligentsia. »³⁵

Un des points principaux dans le dialogue Staline—Wells était, de toute évidence, le fascisme. Là aussi, Rónai fait des remarques critiques. Il constate que dans le fascisme Wells voit simplement le « règne des gangsters » et Staline le capitalisme en déchéance qui se cramponne à sa survie. Face aux simplifications Rónai remarque que « Wells ne voit pas que le policier, en défense contre le fascisme, sympathise souvent avec le fascisme. Dans aucun pays européen le fascisme n'a remporté la victoire contre le pouvoir d'Etat. Partout c'est le pouvoir armé qui l'avait aidé à prendre le dessus. Staline par contre, qui attribue une si grande importance au soutien fourni aux masses ne voit pas que de grandes masses, surtout d'immenses masses de couches sociales moyennes, s'étaient mises au service du capitalisme qui défend leur vie. Nulle part le fascisme n'a vaincu sans la force des masses. » Aussi bien, Rónai insista sur la nécessité de gagner toutes les classes, dont aussi les classes moyennes, pour la lutte anticapitaliste et antifasciste.³⁶

Il y toucha encore une autre question, celle de la voie pacifique, plus exactement celle des voies différentes, qui peuvent conduire à la réalisation du socialisme. Il mit tout cela en rapport avec les possibilités et exigences qui se présentent au mouvement ouvrier de l'époque en question. « Il n'y a pas un patron unique pour la voie menant du capitalisme au socialisme. Cette voie est tout aussi variée que celle qui avait mené du féodalisme au capitalisme. »³⁷

Rónai constate que Staline aussi « commence » à envisager cette vérité mais cela ne pénètre pas encore dans toute sa conception, dans son système politique. Comme il s'exprime, « la 'solution' portée par l'histoire russe simplifiée offre une formule aussi peu appropriée à tous les pays comme l'histoire anglaise, encore plus simplifiée, position occupée par H. G. Wells ». ³⁸ Tenant compte des multiples voies variées,

³⁵ Roosevelt... op. cit. 386–387. pp. Ajoutons que la même année Rónai, sous la signature « i », traita aussi de la manière dont apparaît dans l'agriculture l'idée de « l'économie internationale planifiée ».

³⁶ Roosevelt... op. cit. 388. p.

³⁷ Roosevelt... op. cit. 388. p.

³⁸ Roosevelt... op. cit. 389. p.

étudiant la situation concrète, c'est avec « une stratégie élastique » qu'il faut garantir la plus grande efficacité pour arriver à la transformation de la société — professait Rónai.

En dehors des articles signés « Vándor » les numéros de la même année de ce journal publièrent encore deux articles signés R. Z. sur les questions de la politique internationale et du mouvement ouvrier international. Dans le premier Rónai traite la prise du pouvoir en Autriche par le fascisme et ses conséquences à attendre. Contre les critiques il répète qu'il était simplement impossible d'éviter l'insurrection qui, même dans son échec, était salutaire ayant donné un élan aux mouvements antifascistes d'autres pays. Il y touche encore d'autres problèmes, comme celui des pays où l'on voit des mouvements fascistes vigoureux (il cite l'Espagne, la Lettonie et la Tchécoslovaquie) tout en faisant différence entre le fascisme « pourrissant » des années 1920 et les « nouveaux et vigoureux » mouvements nazi.

L'autre article signé R. Z. est consacré aux destins et à la voie historique de la Société des Nations. Il y suit sa naissance, les problèmes des vainqueurs et des vaincus, la responsabilité de l'Entente et avant tout de l'impérialisme français, et puis confronte le caractère de la Société des Nations dans les années 1920 et 1930. Il constate que la prise du pouvoir par Hitler a créé une situation absolument neuve, dans tous les pays le désarmement a cédé la place à l'armement. Il note que l'adhésion des USA et de l'Union Soviétique peut créer de nouvelles conditions, peut sauver la Société des Nations (à ce propos il avance, comme possibilité réelle, la mise en place de la sécurité collective, opposant nettement, sous ce rapport aussi, la politique française représentée par Clemenceau et Blum). Quant au succès, il avait pourtant des doutes.³⁹

Il s'ensuivit des relations hongroises de Rónai que le journal *Népszava*, en célébrant le 50^e anniversaire de sa parution comme quotidien, demanda à Rónai aussi de publier ses souvenirs personnels. Sa réponse était la suivante : « Pour les marxistes les anniversaires ont une signification : ils aident à s'élever de la perspective momentanée aux hauteurs des vues historiques. Pour les militants du mouvement ouvrier rien n'est plus instructif que l'histoire. Pendant les trente ans de *Népszava* et du mouvement ouvrier hongrois que de fois s'éleva et s'apaisa la tempête des temps, que de fois on nous a enterrés, que de fois la diagnose des médecins des morts politiques, incultes en médecine, s'était avérée erronée ! Nous avons vu le baron Bánffy, qui voulait et croyait nous enterrer, chercher notre aide après sa chute, car la machine diabolique du scrutin ouvert, qu'il mania avec une telle maîtrise pendant son règne, s'est tournée contre lui après sa chute. Ou bien, que de fois l'empereur allemand, d'un tempérament tout jeune, enterrait le socialisme, et avec quelle joie éclatante il s'écria aux premiers jours de la guerre mondiale toute brève dans sa pensée : Je ne connais pas de partis, seulement des Allemands. Et dans quel silence il disparut plus tard de la scène de ses échecs . . . Trente ans, c'est une durée brève, mais pendant ces trente ans que de

³⁹ R. Z., A Népszövetség válsága (La crise de la Société des Nations). *Szocializmus*, 1934. 158-164. pp. La même année, dans le même journal, dans un article signé «-i-n» il fit une critique tranchante du pacifisme poussé dans le Labour Party.

marées hautes et de marées basses avaient lavé nos côtes historiques. Une bonne part des 'antimarxistes' ne se doute même pas que dans son sens original le marxisme est une manière de voir sociologique. Mais même ainsi on comprend leur horreur instinctive du marxisme. C'est que, pour les courants à la mode à notre époque, ces vues historiques constituent un memento mori. C'est que le sens profond du marxisme c'est la nature contrastée de l'ordre social de nos jours et l'énergie des mouvements ouvriers nourrie par ces contrastes, puisant ses forces des contrastes et des crises. Voir les événements d'un œil marxiste cela veut dire mesurer l'existence limitée des différentes conjonctures politiques, rappeler aux bénéficiaires du moment que leur festin ne peut pas durer à la fin des temps. Bruxelles, 25 avril 1935.»⁴⁰

Rónai écrivit aussi dans le *Calendrier de Népszava*. Il est frappant de voir que le *Calendrier*, paraissant tous les ans, et contenant en général les écrits de l'élite intellectuelle du parti, ne publia que bien tard, entre 1936—1938, les articles de Zoltán Vándor.

Ces articles sont, au fond, un large résumé de la vie politique internationale au cours de l'année écoulée. Parlant de l'an 1935 il est normal qu'il parle de la guerre italo-éthiopienne et de ses rapports internationaux.

Nous citons les premières lignes: «L'événement dominant l'an 1935 est la guerre en Éthiopie. Même si cette guerre n'a pas éclaté en Europe, elle intéresse de si près les puissances européennes qu'elle peut bien finir en Europe. Même si elle peut rester isolée, ses suites peuvent être fatales.»⁴¹

En quoi Rónai voyait-il le danger? Lui-même en écrivit comme suit: «L'Allemagne en train de s'armer inspire de la peur à l'opinion publique française et anglaise. Le fascisme italien sent son importance.» Face à la France, l'Angleterre cherche l'alliance italienne, l'Italie, de son côté, a besoin de l'aide de l'Angleterre. Depuis la prise du pouvoir par le fascisme il n'a pas eu de succès notable en politique extérieure, les salaires sont bas, le chômage et le mécontentement augmentent — et c'est dans ces conditions que Mussolini et le gouvernement italien décident de commencer l'agression.

Dans son article Rónai analyse très soigneusement l'arrière-fond diplomatique de la crise, il cite le front de Stresa et sa décomposition, la Société des Nations, les ambitions de Hitler, et n'oublie pas les relations soviétiques non plus. Il note que dans la situation en présence (quand Laval est au gouvernement) «face à la France l'hitlérisme fait montrer de pacifisme, mais change absolument de ton face à l'Union Soviétique». Il souligne que «le fascisme est intransigeant» et, comme les négociations précédentes le montrent, ne se contente pas de conquêtes territoriales de moindre importance. Il décrit avec animation que les partis socialistes aussi ont fait des pas contre le danger, que l'opposition de gauche, groupée autour des partis socialistes,

⁴⁰ *Népszava*, 1^{er} mai 1935.

⁴¹ VÁNDOR, ZOLTÁN, Hogyan jutott el Európa az afrikai háborúig? Ezerkilencszázharmincöt a mérlegen. (Comment l'Europe est-elle arrivée jusqu'à la guerre en Afrique? Mille-neuf-cent-trente-cinq mis en balance.) *Calendrier de Népszava*, 1936, 35. p.

intervient contre les gouvernements anglais et français, et la Société des Nations devient plus active. En parlant de cette dernière il se réfère au rôle important qu'ont joué dans ce fait les petits Etats (Belgique, Suède, Danemark, Norvège) où l'influence des partis socialistes est « particulièrement grande ».

Malgré tout cela, ses articles écrits en octobre 1935 ont un ton pessimiste. Il doute que l'on puisse freiner les forces agressives de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon quand la situation est encore aggravée par l'isolationnisme des Etats-Unis et par la politique anti-soviétique de la Pologne. A la fin de son article il dit adieu à l'an écoulé en disant que personne ne peut avoir des illusions quant à la paix.

De l'analyse du phénomène du fascisme relève encore un autre article de Rónai où il traite, face aux fascismes de vieux type, le fascisme polonais « neuf et vif ». Comme dans ses articles sur l'Espagne ici aussi il remonte à un passé éloigné, aux particularités de l'évolution historique en Pologne, soulignant que la Galicie autrichienne était la région la plus arriérée de la Monarchie où la noblesse polonaise conservatrice opprimait des masses populaires non seulement polonaises mais aussi ukrainiennes. Les régions prussiennes et russes-polonaises ont également pris un autre aspect à cause des contre-attaques vigoureuses, sociales, nationales et des nationalités. Celles-ci continuèrent après 1918 aussi. Il esquisse les positions de combat de la droite et de la gauche dans la vie politique en Pologne, et, partant des tensions bien décrites, il explique comment, en 1926, Pilsudski put créer sa dictature.⁴²

Rónai analyse toute la politique économique, intérieure et extérieure du système d'assainissement, et constate que la mort de Pilsudski, survenue en 1935, ne fera qu'augmenter l'incertitude interne du régime, le règne des « colonels » sera plus faible que celui de l'ancien dictateur. Tout en montrant que face à la dictature réactionnaire, de caractère fasciste, se forme et se renforce un « bloc ouvrier-paysan » — dont il prévoyait le renforcement avec un certain optimisme — il ne prédit pas un avenir sûr et tout en rose.

Indiquant que les lignes de force déterminant le destin d'Europe sont au niveau de la politique extérieure, il n'en cessa pas moins d'analyser soigneusement la politique intérieure des différents pays, et surtout l'évolution de leurs mouvements ouvriers. Sous cet aspect aussi se font remarquer les articles où il analyse, de la manière peut-être la plus détaillée, la situation politique française qui, ces années-là, avait en effet une importance fondamentale.

A l'été 1938 il publia un article d'importance où il constate que la balance de l'évolution politique en Europe a en général penché à droite. Les principaux signes en sont: la prise du pouvoir par Hitler, à Vienne le putsch Dollfuss—Heimwehr et la liquidation de la Vienne Rouge, et en France le scandale de corruption Stavisky ayant

⁴² VÁNDOR, ZOLTÁN, Mit ért el a lengyel fasizmus? (Qu'est-ce que le fascisme polonais a obtenu?) *Szocializmus*, octobre 1935, 440–446. pp. La même année, dans ses notes « Historicus » il traita plusieurs fois des problèmes du mouvement ouvrier polonais.

compromis tant de députés et à propos duquel la droite a engagé l'attaque contre les partis bourgeois du centre et contre la gauche.

Il serait difficile de discuter cette manière de présenter les conjonctures, tout au plus, vu aujourd'hui, on y trouve bien des choses généralement connues. Mais tout cela n'était qu'une ouverture chez Rónai et dans la suite il signale déjà des « détails » à propos desquels il n'y a plus question d'être « connus ». C'est que, au cours des décennies précédentes, nos historiens ont accordé trop peu d'attention au rôle des partis français du centre, dans notre cas aux radicaux (ce n'était évidemment pas une particularité hongroise), bien qu'il soit évident que sans eux une vraie coalition de gauche n'est pas viable. Tout cela était déjà pesé par Rónai, d'une manière instructive, compte tenu de toutes les contradictions internes.

Dans son article de juillet 1935 il souligne que le 6 février 1934 (la manifestation de la droite) « a inspiré de la crainte au plus fort des partis en France, au parti radical de Herriot ». Et à l'opposé de l'image de Herriot, tracée souvent plus tard et un peu embellie, il constate que « le cartel des gauches qui, aux élections générales (en 1932—J. J.) a contribué à la victoire de Herriot sur le centre et la droite, s'est décomposé ». ⁴³

Non seulement il s'est décomposé, mais le parti radical s'est tourné vers la droite et « s'est allié aux forces politiques conservatrices », tandis que les partis du centre droit conservateur se sont également tournés vers la droite au point d'entrer en contacts même avec les groupements nettement fascistes. Ensuite Rónai constate, sans aucun but démagogique: « Dans les anciens pays démocratiques de l'Europe le danger fasciste semblait être sérieux dans la seule France. » ⁴⁴

Après cette analyse approfondie, cette description générale des tendances, il apprécie les élections municipales de mai et constate: « leur grande importance politique consiste en ce que les masses du parti radical, dans la plupart des cas, rétablissent aux élections municipales le cartel de gauche tenu pour liquidé ». ⁴⁵ Il y revient de nouveau à la personne de Herriot, indiquant que, face aux masses, il s'allia à la droite conservatrice à Lyon, cette citadelle du monde financier où il avait été maire pendant des décennies.

Analysant les enseignements des élections municipales Rónai créa, lui aussi, sa carte géographique politique (méthode appliquée avec préférence par les historiens français depuis vingt-cinq—trente ans). Selon les résultats politiques il y distingue quatre types (rayons) d'importance. Il traite à part Paris où la majorité de la population a voté gauche, mais dans les arrondissements du centre la droite conservatrice eut la majorité. Les environs de Paris constituèrent encore « l'anneau rouge », et le département de la Seine est également resté de gauche. Une nouveauté est que dans les villes provinciales importantes la gauche a fait des avances visibles ce qui

⁴³ VÁNDOR, ZOLTÁN, A francia szocializmus problémái (Les problèmes du socialisme français). 1935, *Szocializmus*, juillet, 295. p.

⁴⁴ 1^{er} article, 295. p.

⁴⁵ Ibid.

peut avoir des conséquences considérables dans la vie politique française, comme aussi le fait que la gauche a fait son entrée dans les villages.⁴⁶

Rónai analysa avec critique également les problèmes du front uni des ouvriers français, les difficultés de former une unité ouvrière durable, et tout en cherchant à la réaliser, il ne cacha pas les divergences d'opinions non plus. Il souligna par exemple que, vu le danger représenté par Hitler, le fascisme allemand, les communistes français favorisent encore plus que les socialistes — et ce, paraît-il, avec l'assentiment de l'Internationale Communiste — la formation d'une coalition gouvernementale socialiste-radical. Tout cela pour bloquer la voie à un gouvernement français de droite qui ouvrirait éventuellement les portes à Hitler et vers Berlin. Les socialistes français, plus exactement leur majorité a de grandes réserves concernant un tel gouvernement, elle voit bien que Herriot et les chefs des radicaux cherchent la solution pour le moment du côté de la droite française, ou plus exactement du contre-droite. Les socialistes, souligna Rónai, se refusent à renoncer à l'application de moyens socialistes dans un éventuel gouvernement de coalition, car sans cela on ne peut pas lutter avec succès contre les suites de la crise.

En fin de compte Rónai toucha ici une question de fond qui, aussi bien en Espagne qu'en France, causa beaucoup de soucis en 1936 et après: c'était l'alternative de la gauche socialiste française et espagnole. L'aile gauche des socialistes pressa l'évolution socialiste accélérée, ce que Rónai présente clairement sans s'en délimiter. Cette conception était différente de celle du gros des radicaux français et même de celle des communistes français. A la différence de la ligne fixée par le VII^e congrès du Komintern en août 1935, Rónai offre l'analyse et le programme suivants dans son article paru en juillet 1935: « Profiter de la crise du capitalisme pour la lutte menée afin de créer la société socialiste, voilà l'idée dont étaient empreintes toutes les nuances, représentées au congrès de Mulhouse, du parti socialiste français. On peut dire que c'est cette conception qui sépare le socialisme français du communisme. Tandis que les communistes ne tiennent pas mûre la situation actuelle pour une solution socialiste et utilisent la crise pour des revendications transitoires, de politique sociale et agraire, et tandis qu'ils veulent mettre en place un programme antifasciste avec un programme d'action pratique destiné à la collectivité, les socialistes sont d'avis que seule la lutte pour une société socialiste peut donner un véritable élan à la lutte antifasciste. »⁴⁷

⁴⁶ 1^{er} article, 296. Dans ses notes « Historicus » Rónai parle aussi de la politique agraire différente des socialistes et des communistes.

⁴⁷ 1^{er} article, 298. p. Sous le pseudonyme « Historicus » Rónai fit paraître un article à part sur le VII^e congrès de l'Internationale Communiste, et dans ses notes il analysa plusieurs fois l'évolution belge et suisse.

L'article cité de Rónai (Bilan du septième congrès du Komintern, *Szocializmus*, octobre 1935, pp. 450-451) mérite l'attention et l'estime. Dans cet article précoce Rónai divise déjà exactement en quatre périodes l'histoire du Komintern, esquisse les traits déterminant chaque période, et met tout cela en rapport avec la situation internationale et la politique de l'Union Soviétique. Ainsi, en signalant avec exactitude que l'an 1933 introduit une nouvelle période, la quatrième, il en dit. La quatrième période du Komintern est en relation certaine avec les besoins de la politique intérieure et extérieure de l'Union Soviétique. Besoin intérieur: l'exécution en paix du deuxième plan quinquennal. L'intérêt et la politique extérieure s'y joint: la défense de la Russie face au Japon et à l'alliance polonoise-allemande. C'est ce but que servent non

Rónai souligne que dans cette question une opinion pour ainsi dire unanime s'est formée dans le parti socialiste français. Il fait pourtant sentir les divergences d'opinion dans d'autres questions. Il les situe dans le domaine de la « méthode » sans pour autant les tenir, et de loin, pour inessentiels. C'est que dans cette politique offensive visant la réalisation du socialisme, l'aile gauche socialiste (dont les chefs étaient Zyromski et Pivert) partait de l'idée que l'on ne pouvait pas compter sur une réalisation pacifique, et certains pressaient même, suivant le modèle autrichien, la création de milices armées. Le « centre marxiste » (Blum—Faure—Auriol—Lebas) le rejeta et mit l'accent sur les masses à gagner ce qu'il considéra comme unique voie pour réaliser le but. En fin de compte Rónai sympathisait avec ce centre, mais dans sa revue il exposa très largement les arguments de l'opposition de gauche aussi, indiquant même que cette opposition de gauche disposait d'une base, d'un arrière-fond très forts dans les syndicats. Il ne clôt pas ces questions après les avoir présentées. Vu que les discussions s'engagèrent autour des problèmes de l'avenir, Rónai considéra que celles-ci et la justification des conceptions restaient ouvertes. L'année suivante, dans la revue de l'an 1936, il traita naturellement des événements en Espagne. Dans sa petite étude de vingt pages il donne une revue fondamentale de l'histoire d'Espagne à partir de l'époque maure du Haut Moyen Age, par les luttes de la Réforme et Contre-Réforme, les révolutions et contre-révolutions du 19^e siècle, jusqu'à l'Espagne du 20^e siècle. Dans de brèves esquisses il décrit les efforts du mouvement ouvrier pour prendre son essor, tout en

seulement l'alliance franco-russe, mais aussi le Front Populaire française et, sous ce rapport, la nouvelle tactique de front uni et de front populaire de la Troisième Internationale. La nouvelle tactique de front uni ne signifie pas un simple retour à la deuxième période du Komintern.»

Dans l'analyse concise de Rónai il faut estimer non seulement la « périodisation » précise de Rónai mais aussi son analyse correcte des aspects essentiels qui, dans la quatrième période, distinguent la politique du Komintern des précédentes : « La nouvelle tactique diffère à plusieurs points des conceptions du Komintern au cours de ses trois périodes précédentes. On peut dire qu'il y a quatre importantes différences entre l'ancienne et la nouvelle tactiques. La première : le jugement porté sur la démocratie. Le Komintern juge aujourd'hui la démocratie comme une valeur sinon définitive, mais transitoire d'importance. Face au fascisme, il estime acceptable la participation au gouvernement de coalition, tellement mésestimé plus tôt. Mais la participation au gouvernement de coalition est bien motivée non seulement contre le fascisme, mais aussi contre le danger de guerre. Deuxième différence essentielle entre le passé et le présent : l'estime accordé avec intensité à la paix. . . le Komintern sait aujourd'hui que la guerre mettrait en danger le destin de la révolution russe. La troisième différence est dans l'appréciation de la social-démocratie. La tactique de front uni ne se présente pas aujourd'hui comme un front uni avec les masses, mais avec les dirigeants des partis, avec les principaux organes internationaux. Quatrième différence : renoncement à la mise au même moule du monde entier ».

Cet article concis de Rónai présente encore un autre aspect essentiel. C'est qu'il ne considère pas comme définitif le tournant survenu au VII^e congrès du Komintern. Sans le mésestimer (il analysa donc à fond les aspects de ce tournant) il avait certaine réserve concernant l'évolution suivante. Il le rédigea comme suit : « Si le septième congrès avait mis en valeur dans un esprit de conséquence les points de vue nouvellement adoptés, un changement révolutionnaire aurait apparu dans l'évolution du Komintern. Mais la situation n'était pas telle. » Dans ce qui suit Rónai explique que « conformément à l'esprit de discipline propre au Komintern » tous acceptèrent au congrès les nouveaux principes, mais les débats, les interventions, révélèrent « d'importantes différences pratiques parmi les délégués ». Cela veut dire que dans les différents milieux du Komintern l'adoption de la nouvelle politique, et surtout de la nouvelle pratique provoqua une résistance.

n'oubliant pas de signaler les antipodes, les mouvements ouvriers anarchistes et syndicalistes, et de mettre en lumière les différends entre les socialistes et les syndicalistes concernant le jugement sur le parlementarisme.

Une attention particulière doit être accordée à son analyse des tendances contre-révolutionnaires en Espagne (d'autant plus qu'elles sont en liaison avec nos actuels débats historiques, avec les recherches sur le fascisme). A propos du régime de Primo de Rivera il constate que le général espagnol « veut imiter le fascisme italien . . . Cette dictature du général repousse à l'arrière plan la royauté espagnole, tout comme la dictature italienne le fait avec la dynastie italienne. Elle diffère pourtant du fascisme italien en ce qu'elle n'a aucune base populaire. »⁴⁸ A ce propos Rónai traite à part l'Union patriótica créée par Primo de Rivera et qui aurait dû fournir cette base populaire, mais qui, malgré les promesses démagogiques du dictateur, n'a pas apporté le résultat désiré. L'attention de Rónai était attirée à ces tendances de modernisation, mais ce nonobstant il ne tenait pas la dictature pour du fascisme. Il tenait pour bien plus dangereux le fascisme espagnol, les forces traditionnelles de la réaction, tels que les grands propriétaires fonciers, l'armée et le clergé. Il traite en détails de l'affaiblissement intérieur de la dictature, cita les élections municipales bien connues de février 1936 qui sapèrent définitivement le régime réactionnaire et conduisirent, après la chute du dictateur, à la proclamation de la république. Il écrit à la marge de cet événement : « La première grande transformation révolutionnaire en Europe survient en Espagne » — bien qu'il soit discutable lequel fût vraiment le « premier » de ces événements. Il n'y a cependant pas de doute que les précédents, au lendemain de 1918, étaient en rapport avec la guerre.

Dans l'étude parue en 1937 il ne toucha que brièvement le putsch contre-révolutionnaire des officiers, le déchaînement de la guerre civile. Comme il nota, il ne voulait pas parler du présent, ce qui n'était certainement pas dirigé par sa volonté subjective. Il fixa que là il ne voulait parler que des racines de l'insurrection contre-révolutionnaire. (Et à ce propos il se référa aux guerres maures, à la Contre-Réforme et aux contre-révolutions du 19^e siècle.)

Immédiatement après le coup d'Etat militaire de juillet 1936 Rónai fit, dans le journal *Szocializmus*, des commentaires sur les événements en Espagne. Déjà là, il traita les événements dans une perspective historique, mais dans *Szocializmus*, il devait être plus bref que dans son article paru dans le *Calendrier de Népszava*. Il décrit par contre relativement plus largement la politique de Gil Robles, les différends internes du mouvement ouvrier (ici il nota surtout les conflits entre CNT et UGT, donc entre l'anarcho-syndicalisme et la tendance socialiste, la conception divergente des valeurs de la démocratie.).

Là-même, il offre une appréciation intéressante et, à bien des égards, exacte des idées sur la politique intérieure et du décalage du rapport des forces : « La contre-

⁴⁸ VÁNDOR, ZOLTÁN, A kordovai kalifáktól a rifkabil katonákig (Des califes de Cordoue aux soldats Kabyles du Rif. *Calendrier de Népszava*, 1937. 82. p.

révolution des militaires compte sur la désunion du front populaire, en premier lieu sur les discordes au sein du prolétariat. Ce compte ne s'est pas justifié. Les militaires contre-révolutionnaires espéraient de remporter une victoire subite s'ils surprennent le prolétariat avec une attaque brusquée grâce à un complot bien organisé. Mais cette espérance s'est évanouie. Le coup d'État militaire fit disparaître les discordes au sein du prolétariat, et unit à la classe ouvrière la partie radicale de la petite bourgeoisie, et au sein du parti radical il passe la direction à la gauche. C'est l'essentiel politique dans les deux changements de gouvernement survenus après la contre-révolution éclatée.⁴⁹ La contre-révolution pousse dans le camp de la révolution les paysans craignant pour leur terre et attendant d'avoir de la terre. « Face à ce camp large et qui donne de l'espoir, se trouvent les grands propriétaires fonciers, l'Eglise, l'armée et la monarchie, le manque de culture. » « Face au passé espagnol c'est l'avenir de l'Espagne » et comme Rónai souligne « le monde progressiste tout entier croit profondément que le nouveau vaincra l'ancien. . . »⁵⁰

Rónai posa encore d'autres questions en dehors de la structure interne — selon les classes et la politique — des deux camps opposés, et en dehors du succès à attendre. Entre autres la question de savoir quel système introduira le Front Populaire s'il peut prendre le dessus : « en cas de la victoire de la révolution il est presque indubitable que la victoire du peuple armé sur la contre-révolution menant une attaque armée, conduira à un déplacement vers la gauche, à un règlement de compte, rapide et impitoyable avec les restes du féodalisme. » Il y ajoute à la fois que cette évolution ne ressemblera pas à celle en Russie, elle sera spécifiquement espagnole.⁵¹

Là-même Rónai attire l'attention sur un élément essentiel, voire un des plus importants problèmes et contradictions internes de l'évolution du front populaire espagnol (que l'historiographie marxiste en langue hongroise avait à peine remarqué pendant de longues décennies) notamment sur la possibilité de frictions qui peuvent surgir entre les tendances contemporaines visant le front populaire et les conceptions socialistes radicales, comme c'est même arrivé en Espagne et de plus non seulement au niveau théorique. Après avoir présenté les unes après les autres les forces de gauche, et après avoir constaté qu'après les socialistes et les anarchistes la troisième plus grande force dans le mouvement ouvrier est celle des communistes, Rónai dit : « Tandis que Prieto (chef du centre socialiste — J.J.) et Gonzales Pefia (chef d'un groupement des anarcho-syndicalistes — J. J.) voulaient, suivant le modèle français, entrer dans le gouvernement du front populaire, rien que pour pouvoir voter au gouvernement le pouvoir extraordinaire nécessaire dans la lutte contre le fascisme, Caballero (chef du plus fort courant de gauche, du parti socialiste — J. J.) et ses partisans se refusèrent à

⁴⁹ Ici Rónai se réfère au gouvernement Quiroga et Giral.

⁵⁰ VÁNDOR, ZOLTÁN, A spanyol forradalmi ciklus (Le cycle révolutionnaire espagnol). *Szocializmus*, août 1936. 380–381. pp.

⁵¹ Ici, Rónai attire l'attention en tout premier lieu sur l'aspect politique, nettement différent, de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie, mais il souligne aussi l'importance de la Catalogne et des tendances à l'autonomie. Il signale également que le camp de la bourgeoisie catholique et libérale n'est pas non plus uni, il est fort divisé, ce qu'il démontre avec l'exemple de Zamora et de Gil Robles.

faire ce pas. C'est uniquement un gouvernement entièrement socialiste que Caballero considérait propre à pouvoir créer l'unité totale de la classe ouvrière espagnole, à unir les communistes et les anarcho-syndicalistes. »⁵²

Cette année-là Rónai donna une appréciation à la formation du front populaire non seulement espagnol mais français aussi. C'est également dans le contexte international qu'il regarda la victoire du front populaire français, et c'est ce qu'il souligna comme le plus important. En sa qualité de correspondant parisien de *Népszava* il commence ainsi son rapport : « Le dernier dimanche d'avril et le premier de mai le peuple français manifesta contre la croix gammée et le faisceau, contre le fascisme allemand et italien. »⁵³ Il souligne que le peuple français a dit non non seulement aux fascistes français, mais au danger nazi.

Il n'est pas étonnant de voir que dans le quotidien socialiste hongrois Rónai analysa en premier lieu, dans le succès du front populaire français, le renforcement du parti socialiste.⁵⁴ Il traita en outre assez longuement de la division dans le parti radical, l'attitude à attendre de celui-ci. Il fit d'intéressantes observations aussi concernant la paysannerie, comparant les expériences espagnoles et françaises, vu que dans les deux pays la paysannerie avait eu un rôle important dans les résultats des élections de 1936. En dehors de révéler les aspects identiques, il signale aussi, avec un sens sûr, les différences essentielles : « Tandis qu'en Espagne l'élargissement important du socialisme paysan est lié au partage des grandes propriétés terriennes, en France, où la grande révolution avait en gros liquidé les latifundia, ce n'est pas la réforme agraire qui mène la paysannerie vers le socialisme. C'est du parti socialiste que le paysan français attend des acheteurs, l'augmentation de la consommation des couches urbaines, la lutte intrépide contre l'augmentation des prix par les cartels, la stabilisation du prix des produits agraires à l'aide de méthodes de l'économie planifiée, en somme la mise en œuvre de la politique agraire du front populaire. »⁵⁵

Les mauvais présages n'échappèrent pas non plus à l'attention de Rónai, notamment que le grand capital français s'opposa au programme économique du Front populaire et mit en scène le maréchal Pétain considéré encore comme relique historique, ni que l'opinion du parti radical n'était pas unanime dans ces questions. L'aspect extérieur des destins du Front populaire l'occupait au moins autant, notamment la présence et à Londres et à Paris de nombreuses personnes qui cherchaient un arrangement pacifique avec le fascisme. Rónai mit sa confiance dans le parti ouvrier anglais et le parti socialiste français qui se dresseront « contre le simulacre

⁵² 1^{er} article, 38. p.

⁵³ VÁNDOR, ZOLTÁN, A horogkereszt és a vesszőnyaláb ellen (Contre la croix gammée et le faisceau). *Népszava*, 10 mai 1936. (Cité dans le recueil intitulé „A Népszava szabadságharca. 75 év írásban és képen” (La lutte pour la liberté de Népszava. 75 ans en écrits et en images). Budapest, *Népszava*, sans date (1947), 231. p.

⁵⁴ C'est que dans la victoire de la gauche le rapport des forces montre une forte majorité socialiste : 800 000 votes pour les communistes, 910 000 pour les radicaux et 1 460 000 pour les socialistes. Rónai signale en outre que l'aile droite radicale et socialiste détachée a tout perdu.

⁵⁵ Op. cit. 233. p.

de politique de la Société des Nations», par suite de quoi les différentes forces arriveront à ce que le régime «Pax Romana», appuyé sur les forces armées, des puissances fascistes soit remplacé par «la paix universelle née de la justice internationale, du nouvel ordre du monde nouveau».

Comme il est bien connu, ces espoirs s'effaçaient d'année en année, il fallait affronter des défaites répétées, malgré que, ces années-là, la confiance n'ait pas encore, à juste titre, disparu complètement, vu les faits, les efforts et les nouvelles luttes.

Cette année-là Rónai écrivit particulièrement beaucoup d'articles dans *Szocializmus*. Il y traita des phénomènes aussi bien promettants que sombres, d'une part l'avance du fascisme et l'intensification de l'incertitude internationale, et de l'autre le destin des tentatives de front populaire et, à ce qu'il tenait tout particulièrement, le renforcement des partis socialistes.

Ainsi, parmi les présages sombres, il a écrit un article sur la décomposition du système de Locarno, signalant là aussi la responsabilité de l'impérialisme français dans la détérioration des rapports allemands, dans le discrédit de la démocratie allemande et du mouvement ouvrier, mais dans les conditions présentes en 1936 il voyait déjà bien qu'après le refus du système oriental de Locarno le système occidental était également renversé, et ce à cause du revanchisme, de l'impérialisme agressif de l'Allemagne.⁵⁶

Au cours de 1936 il s'occupait plusieurs fois des plans de travail socialistes, des conceptions relatives à l'économie planifiée, en indiquant que l'idée «substantielle» y était la socialisation partielle. En tout premier lieu il faut socialiser les grandes banques, les mines et les entreprises d'industrie lourde.

A propos des nouveaux programmes de travail des sociaux-démocrates Rónai mit en lumière plusieurs idées intéressantes, des parallèles historiques. Il constata que «dans les révolutions de l'Europe centrale la victoire politique de la classe ouvrière n'a pas été illimitée. Les partis socialistes ne pensaient pas à la réalisation complète de la socialisation», et à ce propos il se référa aux révolutions allemande, autrichienne et hongroise d'octobre où fut déclarée «la nationalisation des seules branches de production mûres pour être socialisées», et il ajouta que «des nombreux projets rien ne fut réalisé ou seulement une partie très insignifiante».⁵⁷

Rónai chercha une réponse à l'échec et indiqua les causes comme suit: «deux circonstances mirent des obstacles à la réalisation des projets de socialisation des révolutions centre-européennes. L'une était le renforcement rapide des courants contre-révolutionnaires, l'autre que les larges masses ouvrières étaient plus intéressées

⁵⁶ VÁNDOR, ZOLTÁN, Európa Locarno romjain (L'Europe sur les ruines de Locarno). *Szocializmus*, avril 1936. 162–165. pp.

⁵⁷ VÁNDOR, ZOLTÁN, Munkaterv, fasizmus, demokrácia (Plan de travail, fascisme, démocratie). *Szocializmus*, février 1936, 49. p. Il n'engage pas l'analyse approfondie de cette question concrètement pour l'Autriche et la Hongrie. Cela se rapporte à la mise en lumière de la conception aussi bien de la «maturité» que de la socialisation et nationalisation. Au cours de 1935–36 il résuma plusieurs fois des plans de travail élaborés dans différents pays et des débats aux congrès des partis socialistes.

dans les problèmes du salaire que dans la réalisation du socialisme.»⁵⁸ En Europe centrale les projets de socialisation ont en fin de compte échoué pour le moment et, dans les cadres de la retraite — écrit-il — « au lieu de la socialisation le premier plan fut occupé par la politique sociale et la réforme sociale ».⁵⁹ Il y ajoute : « l'écroulement des révolutions allemande et autrichienne, ayant mis en place une longue série de réformes sociales, le triomphe du fascisme, signifient un sérieux danger aussi pour les classes ouvrières de l'Europe de l'Ouest. » Ensuite il cite les différents plans de travail socialistes dont le programme économique rappelle les programmes de travail d'après-guerre des partis centre-européens. Il y souligne un aspect, tenu par lui pour particulièrement important : « Ces plans de travail se rendent compte de l'effet fascisant de la crise économique, en premier lieu du chômage croissant. » Aussi exigent-ils la socialisation du crédit, des industries-clés, des trusts, ce qui peut donner des chances à la liquidation du chômage. Il souligne qu'il est également nécessaire de soutenir les couches sociales moyennes et puis constate : « le fascisme exerce son effet en premier lieu sur les sentiments des masses, le socialisme a, lui aussi, besoin d'appliquer des méthodes appropriées à intensifier les passions des masses. La lutte contre le fascisme rend donc nécessaire d'avoir de forts moteurs idéologiques, et de ne pas s'astreindre à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. »⁶⁰

Rónai traite à part la question de savoir quel doit être en Hongrie le plan de travail moderne. Il met l'accent sur trois aspects : il faut favoriser la réforme agraire, la liquidation de l'état arriéré du pays, et enfin la transformation du régime politique du pays vu que « le préalable politique de la mise en œuvre du plan de travail est la réalisation de la démocratie hongroise ».⁶¹

En fixant les objectifs plus importants on ne peut pas renoncer aux réformes immédiates et sous cet aspect il attribua, en Hongrie, une grande importance à ce que les couches moyennes soient gagnées à la cause. Il s'occupa à l'échelle européenne aussi du contenu démocratique du plan de travail, et évoqua comment les tendances syndicalistes dans le mouvement ouvrier sont arrivées, après, et au prix de, différentes expériences, dans les années 1930, à reconnaître les côtés avantageux de la démocratie ce qui est à observer aussi dans le syndicalisme espagnol « dernier bastion du syndicalisme à la mode ancienne ». D'autre part, un objectif important était selon lui que les organisations ouvrières soient efficaces, qu'elles puissent fonctionner avec compétence et sans tarder.⁶²

Rónai analysa d'une manière plus approfondie les postes français et belges du front antifasciste. Dans ces deux pays les socialistes sont devenus chefs de gouvernement, ont remporté des succès aux élections. Il toucha aussi bien les victoires

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Op. cit. 50. p.

⁶⁰ Art. cité, 60. p.

⁶¹ Art. cité, 51. p.

⁶² Art. cité, pp. 52-54. Sous ce rapport aussi il accorda une attention particulière à la formation, après la « Vienne Rouge », de « Londres Rouge ».

aux élections que les partis opposés, l'affaiblissement de l'ancien parti radical français et du parti catholique belge, le rôle des partis fascistes de ces pays, le danger du fascisme. Dans ces articles il s'occupa aussi des mots d'ordre, des conflits d'intérêts et de l'attitude des partis communistes. Il ne refusa pas la coopération avec le mouvement communiste tout en étant sûr que dans ce domaine bien des difficultés surgiront encore. Il observa certainement avec scepticisme les tendances dans la politique de front populaire des partis communistes placées sous le signe des programmes patriotiques nationaux, de la recherche d'alliance avec les radicaux bourgeois et même avec les catholiques. Mais même à son avis l'exigence de la sécurité collective, la lutte contre le fascisme et la politique de front populaire offrirent des gages suffisants à la réalisation de l'unité malgré les divergences d'opinions.⁶³

La même année il écrivit une étude analytique plus étendue sur la question des fronts populaires. Dès l'introduction il y constate que « la victoire du national-socialisme allemand n'a pas transformé seulement la politique extérieure européenne, mais a également changé l'aspect de la politique intérieure »—et la classe ouvrière ne peut nulle part échapper à la leçon posée. La réponse—comme il le souligne—« n'est pourtant pas univoque ». La plus connue et la plus notable est la méthode de front populaire, mais qui ne se fait valoir qu'en France et en Espagne. Ici, à propos de ces articles nous ne nous arrêtons pas à évoquer l'analyse de Rónai faite du programme économique intérieur par le front populaire français, de ce que le front populaire a donné aux différentes couches sociales, de ce qu'il a professé, et des problèmes de politique intérieure surgis en France et en Espagne,⁶⁴ nous soulignons seulement à part une observation qui, en octobre 1936, dans un périodique légal hongrois, devait en tout cas donner à réfléchir : il constate l'importance particulière de l'unité du mouvement ouvrier prouvée aussi par les expériences pratiques. Les relations internationales le démontrent encore davantage, en Espagne, dans la lutte entre le gouvernement espagnol et la contre-révolution les démocraties bourgeoises ne déclarent que la neutralité vu que « elle craint non seulement le risque de la guerre mais aussi les effets sur la politique intérieure de la victoire de la gauche. Les luttes en

⁶³ VÁNDOR, ZOLTÁN, Szocialisták a radikálisok és klerikálisok örökében (Socialistes, héritiers des radicaux et des cléricaux). In: *Szocializmus*, juin 1936. 261–265. pp.

⁶⁴ Dans ce domaine Rónai cite une série de règlements qui, dans le contexte français, dépassent les cadres des « accords Matignon » bien connus (journée de travail de 8 heures, congé payé de trois semaines). Rónai écrit à ce propos : « Le tempo de la révolution sociale-politique du front populaire est plus accéléré que celui des réformes de Roosevelt dans la politique sociale américaine. Ce n'est pas seulement à la place de l'édifice délabré de la politique sociale française que se construit une politique sociale toute moderne. Dans l'intérêt de la paysannerie est institué le bureau des céréales. La réforme de la banque nationale, la nationalisation de l'industrie de guerre prêtent une couleur intense de socialisme et de pacifisme à la nouvelle politique économique. » (VÁNDOR, ZOLTÁN, Az európai demokrácia állása (Situation de la démocratie européenne). *Szocializmus*, octobre 1936, 469. p.) Tout indique qu'ici Rónai surestime certaines tendances et possibilités, mais l'analyse de cette politique économique est en effet indispensable et instructive. Lui-même, il se référa à la politique des salaires et à la dévaluation mémorable—mesures graves—qu'il qualifie imposées par la nécessité.

Espagne posent avec une force pressante la question fatale de la coopération étroite entre les mouvements ouvriers». ⁶⁵

A côté des réponses disant «front populaire» Rónai distingue encore deux autres réponses aussi, l'une c'est celle des pays scandinaves où des fronts ouvriers-paysans s'étaient formés mais sans l'adhésion des communistes. (Ici, Rónai n'engagea pas leur analyse détaillée.) La troisième variante de réponse fut fournie par les ouvriers anglais: comme le Labour Party y était une organisation qui s'offrait à remplir toutes les fonctions du front populaire car elle peut étendre son influence à de nouvelles couches sociales, à de nouvelles masses ouvrières, et comme — ici Rónai cite plusieurs politiques anglais du Labour Party — en dehors d'eux il n'y pas de force appréciable de gauche dans le pays (il y rangea aussi les communistes et les libéraux). Il se référa, certes, à ceux (nommant à ce propos Cole) qui insistaient sur une telle collaboration, mais sans présenter les idées soit de Cole, soit de ILP ou de la Ligue Socialiste concernant le front populaire. ⁶⁶

L'écrit où Rónai affronte les problèmes centre-européens offre un aspect spécial, intéressant. Il passe en revue les antécédents historiques, les influences allemande et russe contrecarrées, le conflit entre l'impérialisme allemand et les tendances libérales allemandes, la naissance de la Petite Entente après la guerre, les efforts déployés en vue de l'Anschluss, l'influence des puissances occidentales qui s'affirme. Située dans la revue générale, la politique extérieure des gouvernements hongrois d'après 1919 est traitée à part, comme politique orientée vers les puissances occidentales conservatrices et professant en même temps un hermétisme national.

Un nouvel élément fut apporté dans ce système par la crise économique mondiale touchant surtout sensiblement les pays en gros agraires, leur imposant la recherche de la coopération, étant touchés non seulement par la crise agricole mais aussi par le renversement des rapports de crédit. Il présente les différentes conceptions, l'apparition des grandes puissances allemande, française et italienne dont le résultat est enfin que les deux pays vaincus, l'Autriche et la Hongrie, s'orientent vers l'Italie, tandis que dans les autres c'est encore l'influence française qui domine. Un nouvel élément est encore apporté par la transformation de l'Allemagne et par la naissance de son agressivité.

Voyant la nouvelle réalité des années 1930, l'apparition des projets et intérêts impérialistes français, italiens, allemands, Rónai professe la collaboration des peuples

⁶⁵ 1^{er} article, 471. p.

⁶⁶ 1^{er} article, 472. p. Rónai note que Cole ne comptait pas non plus sur le parti libéral en tant qu'allié sérieux, de valeur, mais c'est tout ce qu'il dit. Une observation plus intéressante est quand il souligne que « le vent favorable de la conjoncture gonfle les voiles des démocraties ouvrières scandinaves, tandis qu'en Angleterre une des difficultés auxquelles se heurte l'avance du Labour est que le gouvernement fut renversé par la crise et l'amélioration de la conjoncture profita au gouvernement des conservateurs ». (471) Il est également notable, et un des résultats de l'atmosphère dense et surchauffée de l'époque, qu'à l'intérieur des unités régionales survivent les «pays insulaires» qui ne pouvaient qu'intensifier la tension. Ainsi « le Portugal reste fasciste dans le voisinage de l'Espagne révolutionnaire, la Tchécoslovaquie reste démocratique dans le voisinage de l'Allemagne et de l'Autriche fascistes ». (473)

danubiens. Tout en sachant et professant que cette collaboration dépend de préalables politiques, comme la mise en place de la démocratie, il voit et déclare que « l'ordre centre-européen ne constitue qu'une partie de l'ordre international en Europe » — mais il n'en faut pas moins d'efforts pour obtenir l'amélioration de la situation. Dans ce but il faut arriver aussi bien à rendre efficace la Société des Nations, à protéger les minorités nationales, qu'à faire se rapprocher les petits Etats danubiens sur le plan culturel, politique et économique.

Dans cet article de décembre 1936 il conclut ses analyses par les intéressantes lignes suivantes: « La Bulgarie était un petit pays et ce nonobstant c'est son écroulement qui a émiétté le front des empires centraux. L'Autriche est un petit pays et ce nonobstant le renversement de sa démocratie a avancé d'un énorme pas la formation du front fasciste. La Hongrie non plus n'est pas un grand pays, mais de nos jours elle est pour ainsi dire la clé du bassin danubien. La stabilisation de la démocratie hongroise est la plus importante garantie du rapprochement des Etats danubiens. »⁶⁷

Dans sa revue de l'an 1937 Rónai aborda les possibilités et un nouveau front de lutte, en traitant la guerre chino-japonaise.⁶⁸ Ce qui frappe dans cet article c'est qu'en dehors de peser le rapport de forces en politique internationale il analyse en profondeur la réalité et le passé historique de la Chine. S'appuyant sur les œuvres de Marx, il analyse les vérités de la nouvellement découverte « méthode asiatique de production » en indiquant qu'en Chine, malgré les survivances médiévales, le sort des contraintes féodales est, sous bien des rapports, différent de celui en Europe, que la noblesse féodale y est reléguée au second plan, et un lien direct est créé entre l'empereur et la paysannerie — en partie contre les féodaux — et que le système de canalisation et les grands travaux publics y ont joué un grand rôle, et que, face à la noblesse féodale de naissance c'est la bureaucratie qui avait joué un rôle plus important. Ensuite, on y trouve un parallèle intéressant: tandis que dans l'Europe médiévale les villes jouissaient d'autonomie et les communes étaient soumises au propriétaire foncier, en Chine c'est la population des villages qui disposait de son propre sort, tandis que les villes étaient soumises à l'autorité des mandarins. Rónai souligne que le plus important élément de la civilisation chinoise est le paysan. Le problème essentiel pour la Chine était le problème de la terre. Il passe en revue l'apparition des Européens, la guerre d'opium et, comme réponse, les mouvements populaires antiimpérialistes,

⁶⁷ Il est à noter que c'est Rónai qui écrivit dans *Szocializmus* le plus d'articles dans la rubrique « politique mondiale » où il offrait des informations globales sur les événements internationaux d'actualité du mois. La solution de la rédaction de cette rubrique était également caractéristique. Evidemment, les « grands » événements d'actualité dernière du mois occupaient la première place. Mais en outre, la simple routine rédactionnelle a créé la pratique de Rónai de traiter les événements groupés dans quatre grandes régions: les démocraties ouest-européennes, les puissances fascistes, l'Europe Centrale ou région danubienne (sous ce rapport la désignation, l'approche et l'horizon changeaient), et enfin l'Extrême Orient, la région de l'Océan Pacifique où, naturellement il s'occupait le plus souvent du Japon et de la Chine. Dans ce cadre le lecteur trouvait toujours un tour d'horizon des problèmes des pays environnants, et des problèmes de la collaboration ou des possibilités de celle-ci.

⁶⁸ VÁNDOR, ZOLTÁN, A kínai faltól a kínai lövészárkokig (De la grande muraille de Chine aux tranchées chinoises). In: *Calendrier de Népszava*, 1938, 97-124. pp.

antiféodaux, empreints de nationalisme, de xénophobie (le mouvement T'ai-p'ing et révolte des Boxers), les avances du capitalisme, le déploiement d'un nouveau mouvement national, démocratique moderne, les débuts du Kouo-min-tang et l'entrée en scène de Sun Yat-sen.

A propos de la vie dans la Chine moderne aussi Rónai se réfère aux guerres paysannes, aux dissensions intestines dans le Kouo-min-tang, aux actions contre-révolutionnaires de Tchang Kai-chek contre les communistes, aux mouvements ouvriers et paysans. Après avoir offert un tableau nuancé de l'évolution interne en Chine, il traite de l'agression armée japonaise, la guerre menée contre la Chine, dont il constate qu'elle apportera peut-être un tournant dans l'histoire de la Chine comme c'était le cas, dans la vie du Japon, de l'irruption de la flotte américaine ayant conduit à la liquidation du Japon féodal. L'invasion japonaise imposa à Tchang Kai-chek, fier de ses assassinats de communistes, de « se réconcilier avec l'armée rouge de la révolte paysanne et Nankin avec Moscou ». Cette fois-ci aussi Rónai a fait des constatations valables: l'an 1937 a en effet ouvert une nouvelle phase dans l'histoire chinoise, celle de la guerre anti-impérialiste, pleine de contradictions. Ce qui frappe dans l'article de Rónai, c'est l'indication rapide et exacte des périodes et des caractéristiques qui, sous bien des rapports, coïncident avec les appréciations de l'historiographie marxiste devenues accessibles en hongrois seulement dix à quinze ans plus tard.

De toute façon, il traita régulièrement des problèmes de l'Extrême-Orient dans la rubrique « Politique Internationale » du journal *Szocializmus*. Là-même, il attira l'attention sur la naissance, à côté de l'axe fasciste allemand-italien, du « triangle », de l'alliance des puissances fascistes agressives, dans lequel, en tant que troisième grande puissance, le Japon adhéra à ses alliés européens.

L'autre région constante qu'il traita dans cette rubrique, à côté de l'analyse des grands fronts diplomatiques, des négociations, était l'Espagne en 1937, ce qui est compréhensible. Il y parla, certes, de la guerre civile plutôt sous ses rapports avec les grandes puissances, avec la diplomatie, faisant toujours ressortir la grande influence exercée sur les fronts intérieurs par le contexte de politique extérieure. Il avait encore de l'espoir après la victoire des républicains à Guadalajara. Il cherchait à découvrir si la réaction française et une partie des milieux conservateurs anglais, prenant connaissance de plus près des faits de la contre-révolution espagnole et de l'intervention germano-italienne, se tournent également contre Franco.⁶⁹ En posant cette possibilité Rónai était certainement conduit par l'espoir, étant un de ceux qui signalèrent l'importance que Londres avait dans l'issue du destin de la République espagnole.

La politique d'Angleterre intéressait de toute façon Rónai qui accorda toujours une grande importance, de point de vue de l'évolution du mouvement ouvrier européen, à ce qui se passait en Grande-Bretagne. Probablement dès 1919 il était d'avis que le front peut-être le plus important du mouvement social-démocrate était l'Angleterre. Pourtant, tandis que, au début des années 1920 et en 1924, il espérait que

⁶⁹ VÁNDOR, ZOLTÁN, *Nemzetközi frontok Spanyolországban* (Front internationaux en Espagne). *Szocializmus*, janvier 1937. 27. p.

le Labour Party ouvrirait de nouvelles voies pour le pays, en 1937 il ne pouvait plus avoir un tel fol espoir. Dans un article plus étendu il examina les faits économiques, en opposant les systèmes économiques et politiques anglais et allemand. En effet, qu'est-ce que l'on pouvait en lire en Hongrie? A propos de l'Angleterre on entendait parler de la crise économique, tandis qu'à propos de l'Allemagne on parlait dans les journaux des plans, de la liquidation du chômage, de la réglementation des gros monopoles, de l'augmentation de la production, du socialisme « national-socialiste ».

Compte tenu de ces faits, Rónai mit en lumière le caractère tellement illusoire de l'économie planifiée en Allemagne, dont l'idée motrice est l'économie de guerre rappelant les années de la première guerre mondiale, il indiqua que l'énorme profit était assuré aux grands monopoles et à leurs capitalistes, souvent en maintenant les salaires à un bas niveau—c'est-à-dire ce système économique n'a rien à voir avec le socialisme. D'autre part, il nota que l'économie anglaise est également sortie du point le plus bas tout en étant moins dirigée que l'économie allemande, bien que l'intervention de l'Etat y soit également plus intense. Il signala aussi les phénomènes neufs (blocage du sterling, protection de l'agriculture, politique économique à la Keynes).⁷⁰

Cette revue de Rónai devait évidemment comprendre l'évolution des conditions de vie de la classe ouvrière anglaise. A cet égard la réponse est loin d'être rassurante. Il y parle du chômage et tout en notant qu'il diminue ces derniers temps, signala la crise chronique dans certaines branches industrielles (charbonnière, textile) qui a créé une situation grave et par endroits des régions miséreuses (Wales du Sud, Lancaster). Rónai y ajoute: la rationalisation de l'économie est « impossible » sur la base des conditions capitalistes, les entrepreneurs s'opposent à une rationalisation poussée, et les propriétaires fonciers tiennent à leurs « privilèges féodaux ». Partant de tout cela il est évident que « sans l'avance intensive de la classe ouvrière il est impossible de donner une solution au problème des régions miséreuses ».⁷¹

Enfin, dans les revues de politique extérieure faites par Rónai il est frappant, mais tout à fait compréhensible, de voir l'attention toute particulière accordée aux problèmes danubiens, plus exactement à la coopération dans cette région. Comme en 1936 et 1937 aussi, il analyse l'attitude que les pays concernés doivent prendre face à la politique agressive des grandes puissances fascistes.

Dans un de ses derniers articles, plus étendu, paru en langue hongroise, Rónai-Vándor envisage la possibilité de la guerre. Il confronte la situation en présence avec

⁷⁰ Il écrivit sur Keynes et sa politique économique: « Dans l'état de l'économie anglaise Keynes ne voit pas de raison de s'inquiéter. Il est d'avis qu'il faut continuer la politique des bas taux d'intérêt et favoriser la croissance de la production. Aujourd'hui il n'y a pas besoin de faire des investissements par l'Etat, mais il faut préparer les plans d'investissement, de sorte que le changement de la conjoncture trouve l'économie anglaise bien préparée. Cet économiste libéral ne peut pas au fond se représenter le capitalisme moderne sans économie planifiée. Sans aucun doute Keynes devance de quelques pas l'économie anglaise de nos jours. Mais les racines de sa théorie remontent au sol de l'économie anglaise de nos jours. » (VÁNDOR, ZOLTÁN, Angol gazdasági valóság—német gazdasági „csoda” (Réalité économique anglaise — « miracle » économique allemand) *Szocializmus*, février-mars 1937, 70. p.)

⁷¹ 1^{er} article, p. 72.

celle d'avant 1914 et constate que, de point de vue de l'approvisionnement en matières premières, les puissances de l'axe se trouvent dans une situation plus défavorable que les puissances de l'Entente de ce temps. Il pèse à part les forces qui poussent à la guerre et celles qui agissent contre.

Dans le premier groupe une place de premier ordre est accordée à la course aux armements. De son avis celle-ci ne dépasse qu'en quantité celle d'avant 1914. La vie économique à l'intérieur du pays est plus profondément touchée par une autre transformation, notamment l'introduction de l'économie de guerre et la tendance vers l'autarcie. Le système des alliances pousse également à la guerre. Par contre, l'espoir de sauvegarder la paix est renforcé d'un côté par les graves difficultés d'approvisionnement auxquelles doivent faire face les puissances agressives, et de l'autre par l'aisance dont jouissent les peuples des puissances de l'Entente et qu'il ne veulent ni menacer ni perdre à cause de la guerre. Comme il écrit : « . . . les démocraties repues ne peuvent que perdre dans la guerre. Aussi cherchent-elles, par toutes les forces et toutes les faiblesses, à éviter la guerre. . . »⁷²

Fort judicieusement Rónai y ajoute : « mais il ne faut pas commettre l'erreur de dire que la question de guerre ou paix dépend simplement de l'appréciation raisonnable des chances de la guerre ou de la paix. Elle en dépend aussi », si elle était absente « depuis longtemps déjà nous serions en guerre ». Ensuite, il continue ces idées : les passions et les besoins de prestige peuvent aboutir à un éclatement de la guerre même si « personne ne le veut ». ⁷³ C'est là que Rónai voyait un des principaux dangers de la guerre. Et c'est là qu'il se trompa, car ce n'est pas de cette façon qu'en 1939 la guerre devint une guerre mondiale. Mais lui, il ne pouvait que vivre ce fait et non pas en écrire pour les journaux hongrois. Cette crise l'a supprimé, lui aussi, il s'est suicidé.

Tout un groupe de chefs sociaux-démocrates fut attiré-poussé, comme par quelque chose de fatal, au suicide. Après Kunfi et Bauer, Rónai les suivit aussi. Les contemporains qui l'avaient rencontré à Bruxelles en 1938, ou qui avaient reçu des lettres de lui ces mois-ci,⁷⁴ écrivaient tous qu'il était amer et pessimiste. Manó Buchinger l'a encore rencontré entre 1938 et 1940 à Bruxelles, où il vivait dans l'indigence, et plus tard il nota sur les derniers jours que « à Bruxelles aussi, Rónai travaillait constamment pour la Népszava, et nous avons connaissance de la grande attention que les milieux compétents de Hongrie accordaient à ses excellents comptes rendus de la politique internationale. »⁷⁵

⁷² VÁNDOR, ZOLTÁN, A béke peremén (Au bord de la paix) *Szocializmus*, juin 1938, 261. p.

⁷³ 1^{er} article, 262. p.

⁷⁴ Communication personnelle d'István Presser. Ces notes « Historicus » de ce temps le reflètent également, les observations sur les problèmes du « Front Populaire » français traitent des profondes tensions sociales et politiques.

⁷⁵ BUCHINGER, MANÓ, *Küzdelem a szocializmusért*. (Lutte pour le socialisme). Budapest, sans date (1957), t. II, 259. Le dépouillement de ses articles écrits pour Népszava est encore une tâche à accomplir.

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

The Hungarian Jewry in the Twentieth Century

A conference on “The Hungarian Jewry in the Twentieth Century” was held at the Institute for History of the Hungarian Academy of Sciences on the 15th and 16th of August, 1984. Addressing the conference, Professor György Ránki stressed that the conference was intended to touch upon issues that pass beyond the confines of a formal memorial session on one of the most tragic years of Hungarian history. The aim was to provide a historical analysis of the road leading up to the Holocaust focusing on social conflicts both within the Hungarian and the Jewish community. In order to better understand the Holocaust of the Hungarian Jewry, the events of 1944 were to be discussed in a wider framework of the historical circumstances that inevitably led up to the tragedy itself.

Therefore, the two days of the conference were committed to the issues of the assimilation of the Hungarian Jewry and their plight during the Holocaust. In addition to the members of the Institute for History, scholars were invited from various Hungarian institutions of learning and from Israel.

In his paper on “Assimilation and the Jewish Question in the Austro-Hungarian Monarchy”, *Peter Hanák* talked about the process of the unfolding of the Jewish question within the Austro-Hungarian Monarchy and Germany in the last decades of the 19th century, a period when the “Jewish question” had genuinely become a major social and political problem. The high level of bourgeois development, the modernization of the social structure, and the concomitant changes in mentality in the bourgeois democracies of Western Europe provided an opportunity for the actual integration of Jews in those countries. The relatively small number of Jews in that area was also a favourable circumstance in the process of their integration. If not totally free from conflicts and occasional outbursts of anti-Semitic sentiments, integration in these countries was not, on the whole, disturbed by regular and continuous anti-Semitic drives. Meanwhile, in the Eastern part of Europe, that is, in Russia (Poland) and Romania the assimilation of the Jewry had hardly begun, Jews practically lived in segregation, confined to their ghettos. The harassment and pogroms of Jews in these countries were directed against an oppressed *minority*, but

anti-Semitism did not, on the whole, become a basic framework in which social and political conflicts found their expression. Unlike the above two types of development, the problematic integration of the large masses of Jews in Central Europe created a crucial cleavage among the host society and that of the Jews. The assimilation of approximately a half, or two-thirds of the Jewish population of the region brought about deep social conflicts, conflicts that account for the fact that the Jewish question eventually became a major and crucial social issue.

Assimilation of the Jewry within the Austro-Hungarian Monarchy proceeded according to three different patterns: 1. The Austrian type. Instead of assimilating to a nation, assimilation in this case meant adoption of a state, to the Monarchy and the dynasty (a supranational dynastic elite). This, in itself was not a unique phenomenon, a similar development could be observed in Great Britain and in the United States. The success, however, of this type of assimilation depended largely on the fact whether the state identity and state patriotism of the host country had been forceful enough, and whether the ruling elite of the given state was open to accept assimilationists within its own ranks. These two criteria were not fully met in Austria. The quick and successful process of assimilation of the Jewry during the period from Joseph II. to the Austro-Hungarian Compromise thus became frustrated parallel to the decline of the cohesiveness of the Austrian state, the growing isolationism of the Austrian aristocracy, and the spread of anti-Semitic sentiments within the middle layers of German society. This frustration led to a crisis of identity or gave rise even to dissimilationist trends and to the development of a new Jewish identity.

2. The second type of assimilation was that of the Jews in the Polish territories. In statistical terms, this process was quick and successful. By 1910, 92 per cent of the Jews living in the Polish-Ukrainian regions belonging to the Monarchy had declared themselves Polish. (True enough, census statistics in 1910 did not recognize Jewish as a nationality, or Yiddish as a language.) The conditions of the Galician Jewry in many ways resembled those of their co-religionists living in those territories of the former Polish Kingdom which were annexed to Russia. Throughout the period, emancipation had remained more or less formal, the bulk of the Jewry clung to Orthodoxy, lived in isolation enforced by the segregationist sentiments of Polish society. No more than a part of the rich bourgeoisie and of the urban professionals integrated to the Polish middle class, but even in their case, integration was accompanied by strong reservations on both sides. All in all, the majority of Jewry in this region basically continued to hold the status of alien settlers, while a minority was experiencing the controversial phase of *dual commitment* . . .

3. Assimilation in Dualist Hungary proceeded according to a different pattern. In Hungary, the majority of the Jews had genuinely integrated into the host society and reacted to emancipation with a religious reform. Three-fourth of the Jews in Hungary declared themselves Hungarian in 1910. That these numbers display a real Magyarization is substantiated by the fact that no less than 40 per cent of all Hungarian Jews no longer spoke any language but Hungarian. The rapid integration of the

Hungarian Jewry was reinforced by their dynamic embourgeoisement, by the strong attraction exerted by Hungarian nationalism, by the sincere and receptive liberalism of the political elite, the landed nobility and the professionals. The class of the Hungarian landowners — even the gentry — was, by the force of both economic and ethnic circumstances, compelled to accept co-operation with the rich and educated Jewish bourgeoisie and professionals, and to welcome the assimilation of the Jews to the Hungarian middle class. If the Jewish bourgeoisie had unquestionably owed its rise to the liberalism (liberal nationalism) of the ruling elite, it is no less a fact that Jewish capital had a major role in the embourgeoisement of the country, in financing Hungarian large estates, just as the Jewish intelligentsia had an important role in spreading Hungarian culture.

Below the peaceful surface however, anti-Semitic feelings not only survived but gradually grew in strength. The reasons were numerous: the conspicuous strangeness of the Jews, especially those belonging to the Orthodoxy, in their appearance; the dynamic competition of the Jewish professionals and the bourgeoisie; the takeover of bankrupt gentry estates by the Jews; the anti-capitalism of the nobility, the traditional burghers and peasants which in fact served as a force of cohesion among them; the political anti-Semitism imported from the neighbouring countries and finding a fertile soil in Hungary; the frictions of the traditional value system of the nobility with that of the bourgeoisie.

The majority of the Hungarian ruling elite had undoubtedly accepted assimilationists and co-operated with them, especially in politics. In social terms, however, they had never really accepted the Jews, they did not like them, on the contrary, they harboured a growing repulsion against them. On the other side, while sincerely accommodating to the traditions and habits of the Hungarian ruling elite, the magyarized Jewish bourgeoisie and intelligentsia did not surrender its own bourgeois ethos, Jewish traditions and habits, and in fact displayed a definite dislike for the laziness, haughtiness and prodigality of the conceited magnates of the gentry. On both sides therefore, a persistent cognitive dissonance survived, a complementary dissonance which could only be temporarily mitigated by an extremely tactful, and, in many respects, unsincere, political guidance under the auspices of the liberal Monarchy.

Professor *Nathaniel Katzburg* of Bar-Ilan University approached the problem of assimilation from another angle. He stressed the importance of distinguishing between individual and collective assimilation. The Jewry of the 19th century had collectively accepted political assimilation, but did not surrender its religious traditions. By the middle of the century, the problem of modernization, of accommodating to the new requirements became a crucial issue within the Jewish community. The majority of the Hungarian Jewry chose the path of assimilation, but refused radical reforms. By this time, however, the Hungarian host society increasingly demanded religious reforms, not independently of the rapid progression of political and linguistic assimilation.

Following the law of emancipation, the Hungarians firmly supported assimilation. By this time, however, the Jews had modified their attitude. Due to the

significant flow of Jewish immigrants and the concomitant strengthening of rabbinical authority, the Orthodox community witnessed the growing influence of those who refused any kind of compromise. Although by the end of the 1860s Orthodox Jews made no more than 40 per cent of Jewish society within Hungary, they by no means lost their strong influence. By the turn of the century, a change in the attitude of the Hungarians also became evident: they increasingly expressed disappointment with the Jews and their assimilation.

Because of his obligations abroad, *Károly Vörös* submitted his paper on "The Jewry of Budapest at the Turn of the Century" in writing. He pointed out that the changes in the life of the Budapest Jewry were in close connection with the development of Hungarian capitalism. This was demonstrated by the social and occupational structure of the Jewry in the capital, and their proportion within certain occupational groups. A decisive role was played by the Jews in trade and in the professions, and they were largely responsible for the development of Budapest's *par excellence* capitalistic petty bourgeoisie and middle class. The Jews had also appeared at the top of the economic hierarchy constituting the group of big capitalists and industrialists.

Due primarily to immigration, the growth of the Jewish community was most rapid in the years of economic prosperity. When, at the end of the century, this prosperity slowed down, Hungarian society reacted to the change with conservative anti-capitalist anti-Semitism. Simultaneously, new political forces appeared within the Jewish society opposing the loyal assimilationist attitude of earlier generations.

Ferenc Mucsi accounted the history of one of the most conspicuous manifestations of the above schism: the enquete organized by the journal *Huszadik Század* (Twentieth Century) in May, 1917. The editors of the journal intended to find answers to the question: was there a Jewish question in Hungary and, if yes, what were the reasons and how to react them. As has been pointed out by Professor Mucsi, the editors of the journal had correctly sensed that the problem "was in the air". During the war years the conflicts that had already been apparent in the early years of the century deepened and brought about a shift to the right in the political ideology of the Hungarian ruling class. Parallel to this shift, and partly as a result, this period witnessed the spread and growth of anti-Semitism. The occasion for the enquete had been the publication of a book by Peter Ágoston, entitled *The Road of the Jews*. The enquete was successful, the journal received a good number of replies reflecting a wide range of opinions. Analysing these replies, Professor Mucsi stressed that the most realistic views had been put forward by those participants who had managed to place the Jewish question in a wider social and economic perspective. They were of the opinion that the assimilation of the Jewry was inevitable, provided that it was a spontaneous process amidst a democratic development resulting in a cultural rapprochement, similar to that in Western Europe. These hopes however, were soon to vanish.

Professor *László Varga* gave an overview of the controversial phenomena of anti-Semitism and assimilation during the interwar period. He began by outlining the historical antecedents of the frustration of the harmonious assimilation of the Jewry. "While liberalism had merely demanded from the Jews that they accept Hungarian national identity, without necessarily surrendering their religion and traditions, the new ideologies no longer exhibited such a tolerance: they demanded an outright denial of their Jewishness from the Jews." The "Christian regime" of the postwar years straightforwardly held the Jewry responsible for the unfortunate turns in the country's history. It is in fact in Hungary that the extremist concepts of the "solution" of the Jewish question had been first formulated. With the gradual shifts to the right of the consecutive governments of the interwar period, Hungarian anti-Semitism became increasingly articulate and, with the coming to power of Szálasi and his movement, developed into the concept of "Endlösung".

Professor Varga emphasized that assimilation can by no means be held responsible for the Holocaust, all the less so as there was no difference whatsoever in the fate of the assimilated and the non-assimilated Jewry. But nor could it be denied that "the interwar period had witnessed a frustration of assimilation".

The leaders of the Jewry had mostly accommodated to the new conditions and chose co-operation with the regime. Among the Jewry, only a small fraction of Zionists arrived at openly criticising the process of assimilation. Their criticism however, remained within the confines of Zionist ideology. At the end, neither they, nor their adversaries within the Jewish community were able to exert any influence on the fate of their people.

Professor *Yehuda Don* of Bar-Ilan University talked about the economic consequences of Hungarian anti-Jewish legislation. He stressed that while the first draft of the first anti-Jewish law in 1937 aimed at the restriction of Jewish economic strength, it also served the braking of the dynamics of the Arrow-Cross movement. The explicit aim of the first anti-Jewish law passed in 1939 was the creation of "more effective guarantees for the balance of the economy" and to overcome professional unemployment. The law ordered the creation of chambers in most of the so-called liberal profession and set the upper limit to the proportion of Jews in the chambers. Execution of the law was to be completed in five years. The discriminative effects of the law were the most severe for professionals freshly out of university and those in permanent employment.

The second anti-Jewish law greatly differed from the first one in a number of ways. It no longer defined Jews as a religious community, but as members of a race. Secondly, it expressively aimed at the displacement of the Jewry both from the economy and from public life. Thus, besides the serious restrictions of the political rights of the Jews, it provided for a further reduction in the proportion of the Jews in public offices. Worse even, it ordered the withdrawal of licences of those small traders whose business was tied to state monopolies. At the same time, it forbade the possession of leasing of land by Jews. As to the realization of the provisions of the

second anti-Jewish law, in the years preceding the takeover by the Kállay government, "it was rather the spirit of the law than its actual stipulations that were implemented" by depriving Jews of their means of living. In the capital, 52.4% of Jewish traders lost their work. The "deficiencies" in the implementation of the anti-Jewish law until 1944 were mostly due to the fact that the Győr Program created an economic boom which in turn led to a labour shortage in various fields. In addition to this labour shortage, the forced labour service of masses of Jews deprived the economy of a significant part of the most capable generations of the labour force. On the other hand, Horthy himself was of the opinion that the implementation of the anti-Jewish measures should proceed slowly so as to avoid greater shocks. As a "matter of course", Jewish landed property remained intact, since any change in the property relations of landed estates would have questioned the basic tenets of the system. Following the takeover by the Kállay government, Hungarian policies towards the German demands were increasingly becoming "reluctant".

Professor Don drew attention to another important consequence of the anti-Jewish laws, namely to the fact that these measures deepened the splits within the Jewish community itself. Until 1944, Jewish capital was practically left intact, while the living conditions of the poorer petty bourgeoisie were seriously damaged.

Professor *Gyula Juhász* talked about those prominent intellectuals whose influence on Hungarian public opinion was instrumental in shaping the attitudes of Hungarian cultural circles towards the Jews. He showed how *Dezső Szabó's Elsodort Falu* (The village whirled away) had an important role in the ideological articulation of Hungarian anti-Semitism. Szabó's views underwent some modifications with time, and by 1938 "it was his writing that gave impetus to the growth of a movement that intended to utilise anti-Jewish legislation to strengthen the position of the so-called pure-blooded Hungarian element in the country's middle class against ethnic Germans, and aimed at turning Hungarian nationalist sentiments against German expansionism". Although Szabó's views concerning the Jews had hardly changed, he eventually admitted: "at least the Jews are not backed by the military strength and terrible chauvinism of a one-hundred million strong people."

As late as 1938, Géza Féja whose views did not greatly differ from Szabó's, stated that the replacement of Jewish capitalists by Hungarians would not suffice to achieve the real aims of the "defense of the race", to improve the living conditions of the peasantry. But when the debate on the first anti-Jewish law had begun in Parliament, Féja was already joining the collective protest statement of Béla Bartók, Imre Csécsy, István Csók, József Darvas, Zoltán Kodály, Zsigmond Móricz, Arthur Somlay and other notable intellectuals published in the journal *Pesti Napló* opposing this kind of legislation. Géza Losonczy and Endre Bajcsy-Zsilinszky were also among those who raised their voice against anti-Semitic discrimination.

Professor Juhász stressed that in spite of such protests, Hungarian public opinion displayed, on the whole, a kind of persistent blindness towards the fate of the Jews. Many continued to polemize on the alternative roads of assimilation, all this at a time

when Hungarian society had already excluded from within its ranks a good part of its own members. In his book entitled *Kisebbségben* (Being a minority), László Németh accused the Jewry of not surrendering its leading role within the Hungarian intellectual left. Németh insisted that if the Jews were to assimilate, they first had to accept “conversion to the Hungarian faith”.

Following the outbreak of the war and the third anti-Jewish law, many among the prominent Hungarian intellectuals withdrew to silence. There were, of course, exceptions on both extremes: on the right and on the left. On the left we find the contributors of the Babits memorial volume and of the *Magyar Csillag* (Hungarian Star) edited by Gyula Illyés. On the right, we find a number of authors joining the extremist political trends. The most significant writers undergoing sharp political turns were József Erdélyi and Géza Féja. On the whole—Professor Juhász concluded—Hungarian public opinion did not unanimously stand by anti-Semitic politics. Zoltán Bosnyák of the extreme right had a point in complaining: “On the leading posts of our cultural establishments we still find a good number of those who failed to understand the word of the times and do not exhibit an interest in the great internal war of independence of the Hungarian people.”

Following the German occupation, the purificators of Hungarian culture no longer confined themselves to excluding Jewish authors from Hungarian culture, but set out to purge those writers who “in spite of their Hungarian origins, were infected with the Jewish spirit.” This movement was supported by the renowned poet József Erdélyi.

Finally, Professor Juhász stressed that following the liberation of the country, Hungarian intellectuals on the whole were unable to face the realistic evaluation of the dark episode of the war years.

In his paper on the Jewish aspects of interwar Hungarian literature, Professor *Miklós Lackó* analysed those Jewish stereotypes that were featured in the mainstream novels of the time. He also talked about the varying attitudes of Hungarian authors of Jewish origin towards the Jewish question following 1919. A typical position was taken by those who chose to relegate the problem into silence: many among the Jewish writers feared that the political relevance of their works would suffer a significant narrowing had they treated the Jewish question according to its due importance. Others developed a more objective, sometimes “pseudo-objective” self-image. For example, Lajos Hatvany’s novel *Urak és emberek* (Gentlemen and Men) was widely accused of straightforward anti-Semitism. A good number of Jewish intellectuals were unable to escape the distorting effects of assimilation on their world view. The best examples are the negative Jewish types found in the writings of Béla Zsolt and the essay of Károly Pap entitled *Zsidó sebek és bűnök* (Jewish wounds and sins) testifying to a Jewish “consciousness of guilt”. A more fortunate attitude was formulated by Imre Keszi in the early 1930s. Utopistic as it may have seemed, he proposed the notion of dual commitment according to which writers of Jewish origin might simultaneously remain committed to the heritage of both Hungarian and Jewish culture. By far the

most rational attitude towards his own Jewishness was revealed in the writings of Aladár Komlós. As early as in 1919, he set out to fight the growing insecurity of Jewish identity as such. He attempted to create the framework of an objective Jewish characterology and argued brilliantly, though more or less fruitlessly, against anti-Semitism in the public debate on assimilation following 1938.

The first speaker of the second day of the conference, *Elek Karsai* analysed the role of Hungarian state bureaucracy in the deportations of 1944. He began by pointing to the three basic tenets of the ideology of Hungarian state bureaucracy following 1919: anti-Communism, anti-Semitism and revision. An important feature of interwar state bureaucracy was the conscious struggle of its members to preserve their autonomy. Talking about the deportations, Professor Karsai pointed out the significance of the Law on Defense of 1939 which empowered the government to issue decrees in deportations, and secured a semblance of legality for the participation of state bureaucracy in the deportations.

Following the German occupation, "in an atmosphere of terror, neither the paralysed public, nor the masses of civil servants voiced protests against the anti-Semitic decrees issued by the government. True, there were local differences in the execution of the orders, but these differences stemmed mostly from disagreements among the local officials and the government as to the best and most effective way of achieving the same aims: local officials had frequently attempted to take the initiative even before certain measures were ordered by the government, or, upon receiving orders, decided on a more strict implementation than required by the government. In very few cases did local officials display a more tolerant attitude than that suggested by the spirit of the Government decrees."

Following March 19, 1944, Hungarian authorities placed all their powers of decision in the hands of the Germans. This was most evident in the country outside of Budapest where the Germans gave direct orders to the Hungarian authorities and to the leaders of the Jewry. Those who turned to their Hungarian superiors for confirmation of German orders, were told to obey German demands unconditionally.

The role of the Germans was not limited to giving orders. On the one hand, it was Eichmann himself who supervised deportation through László Baký and László Endre. On the other hand, the Germans made sure to hand over their "rich experience" in suggesting and working out the methods and time-table of the "final solution".

A significant part of Hungarian civil servants needed no special incentive for obeying these orders, on the contrary, they wholeheartedly fulfilled or even overfulfilled the role assigned to them. In many places civil servants were rather inventive in aggravating the conditions of the Jews. For example there were regions where Jews ordered to insure their property of which they were being robbed, in other places they were asked to pay for the costs of moving out Christian inhabitants from the area designated for ghettos. In most places the life of the ghettos were strictly regulated, but there were places, such as the Sub-Carpathian region where ghetto-life was not regulated at all. Eventually it turned out that this latter solution was probably

worse. There were regions, such as the Transdanubian area where civil servants attempted to keep up a semblance of legality, or even, in minor issues, a semblance of humanitarianism. Thus, in these places the deportation of the Jews proceeded in an “organized” and “orderly” way.

The subject matter of Professor György Ránki's paper was the role of the Germans in the destruction of Hungarian Jewry. In his introduction he stated that “there is no way of arguing that the destruction of the Jewry could have happened the same way without the Germans.”

Analysing the role of the Germans he drew attention to three different issues: 1. The development and specific features of German-Hungarian relations between 1933 and 1945; 2. The role of the *Endlösung* in the foreign policy of the Germans; 3. The significance of the Jewish question in connection with the German efforts at keeping Hungary within the alliance system of the Axis.

The first phase of German-Hungarian relations following 1933 were, on the whole, built on economic grounds, even if similarities in the political system and efforts of the two countries also played a role. In the second phase, following the annexation of pre-Trianon Hungarian territories to Hungary, the issue of anti-Semitism was definitely present in both direct and indirect German demands. In the third phase when the concept of *Endlösung* was already clearly articulated by the Germans, relations between the two countries were determined by direct German pressure.

The Kállay government attempted to refuse the demand of “handling” the Jewish question according to the German example. This was especially true of the period following the battle of Stalingrad. From this time on, the Hungarian government displayed a reluctance even in fulfilling German military demands and Kállay was determined to refuse the total “excommunication” of the Jews.

This was the main subject matter of the talks between Horthy and Hitler. Hitler clearly stated that he expected from Horthy a solution similar to what had already been carried out in Poland: “If the Jews refused to work, they were shot, and those who were unable to work, died.”

At this point however, Hitler did not succeed in forcing his will on Horthy. The leaders of the neighbouring countries used Horthy's reluctance as an argument in convincing Hitler to turn against Horthy.

The German occupation of Hungary opened up a new area in the country's history. The plan devised by the Germans for the destruction of the Hungarian Jewry was executed by Hungarian authorities. In the light of the changes in the military situation of the Germans, and under the pressure of both internal and external forces, Horthy eventually gave up his passivity and halted deportations.

Professor Ránki stressed that although the role of the Germans in the destruction of the 437.000 Jews belonging to Hungary was decisive, an analysis of the responsibility of the Hungarians was nonetheless important. No doubt, the Germans were aided in their efforts by the anti-Semitism of Hungarian society. Due to

anti-Jewish sentiments and to military considerations, the organizing of a strong resistance in which Jews could also have taken part was out of question.

Professor Ránki ended his paper by stressing that a real understanding of these events, and, in a wider sense, of the dilemmas of assimilation is only possible "through studying German national socialism, the system and the program which, by attempting to reach paradise brought hell into our world".

Professor *Jenő Gergely* talked about the role of Christian churches in the events of 1944. These churches supported the war against the Soviet Union, and they eventually arrived at the thought of breaking off from the Germans only after the catastrophe at the Don, at a time when the government circles were themselves nourishing the same idea. Professor Gergely listed those leaders of the clergy who openly protested against the barbarism of the war and even found their way to the movement of resistance. He emphasized the role of Vilmos Apor, the Catholic bishop of Győr, Imre Révész, the Reformed bishop of Debrecen, and Albert Bereczky, the Reformed bishop of Budapest. He also mentioned that many among the Lutheran clergy acted the same way.

Professor Gergely concluded that "even if not thoroughly consistently, the Christian churches of Hungary opposed, at least in principle, the persecution of the Jews, and in fact attempted to practically restrain persecution which, in their view, violated basic Christian norms." Both the Catholic and the Reformed churches openly stood by converted Jews. And although no concerted action was taken by the Christian churches for the halting of the deportations, a good number among the clergy made individual and collective efforts to rescue the persecuted.

László Váradi gave an account of the attempts by the neutral states at rescuing Hungarian Jews. These attempts dated back to May, 1944, following the dissemination of the Auschwitz Protocols, and the appearance of the news about the details of deportations from Hungary. Horthy was requested to halt deportations by President Roosevelt, by Her Majesty's Foreign Secretary, A. Eden, by the Pope, the King of Sweden and other foreign notabilities. Though not as a straight response to these requests, the deportations were eventually halted. By this time, however, only the transports from Budapest could be saved.

At this stage the emigration of the Jews, or at least a part of the Jewish community again seemed to have become an alternative solution. The Hungarian government deferred to the decision of the Germans who gave permission for a group no bigger than 1.500 people organized by Rezső Kasztner to emigrate to Switzerland. And yet this occasion created the conditions for the organizing of the *aliah* into Palestine by the Swiss embassy which was joined in this effort by the embassies of a number of other neutral states. These efforts provided protection for a significant number of Budapest Jews.

The protection of the capital's Jewry became of crucial importance following Szálasi's takeover. In the middle of November, 1944, Jews under the "responsibility" of various neutral embassies were put into the so-called international ghetto which

provided a more or less secure shelter for tens of thousands of Jews. Simultaneously to the advancement of Soviet troops however, it became more and more evident that the neutral states had no intention of recognizing the Hungarian government in office, and this in turn created a serious crisis. From this time on, the most decisive actions were those taken by individuals of outstanding courage. The success of individual actions, however, depended on restricting the number of those protected, so that the effectivity of such actions was limited. The heroic courage of the leaders of rescue operations such as Carl Lutz, Angelo Rotta, Raoul Wallenberg, Giorgio Perlasca and others have by no means been duly appreciated by posterity.

Professor *Asher Cohen* of the University of Haifa talked about the relations between Zionist resistance and the Hungarian anti-Nazi movement. Refugees from Slovakia and Poland were responsible for the spread of the Zionist Halutz movement in Hungary. In the beginning, the Zionists of Hungary aided these refugees in obtaining false papers and, occasionally, in finding a way of escape.

The refugees gave a new impetus to the movement of Zionists in Hungary which had, until then, been rather weak. The refugees acquainted Hungarian Zionists with the techniques of underground operations, and they were the source of information for Hungarian Zionists to learn about German intentions concerning the Jews.

Analysing the period after the occupation, Professor Cohen distinguished three phases. The first, which lasted until May, 1944, was the phase of creating the conditions of illegal operations. The second, from May, 1944 to October, 1944, was the phase of rescuing Jews — primarily Zionists — from deportations in the country by bringing them into Budapest. Many were smuggled into Romania where they enjoyed a relative security. It was in this phase that the Zionists succeeded in finding connections to the non-Jewish anti-Nazi elements, primarily to the communist party whose aims coincided with those of the Zionists in many respects. Thus, the Zionist movement could supply the communists with false papers in exchange for the hiding of their activists.

In the third phase which lasted from October, 1944 till the liberation of Budapest, the Halutz movement increased the production of false papers, both Hungarian and foreign (Swedish, Swiss, international, Red Cross), for Jews and non-Jews alike. In possession of financial support and under the protection of various diplomatic missions, the Zionists managed to provide food and shelter not only for Jews forced into the ghetto, but for the non-Jewish members of the resistance as well.

István Pintér gave a paper on the role of Hungarian anti-Fascist forces in rescuing Jews. The Horthy regime had from the beginning treated the Jewish question together with the problem of the left as if they were one and the same issue. The Jews and the left were, in conjunction, held responsible for the lost war, for the revolutions and for Trianon. The concept of equating the Jews with the left was especially strong when it came to the labour movement, one-fifth of which was made up of Jews. The proportion of Jews was even higher in the top ranks of the movement.

The Hungarian labour movement raised opposition to the anti-Jewish legislation in 1938. In Parliament, a number of Social-Democrats warned of the serious consequences of such legislation. Manó Buchinger called the second anti-Jewish law a manifestation of "savagery and barbarity", a stigma on Hungarian legislation which encouraged hundreds of thousands of Hungarians to commit mass murder.

The law of defense passed in 1939 provided for the forced labour of Jewish men. The same law stipulated the calling up of leftist prisoners for forced labour. A prominent role in protesting against the system of forced labour was played by Endre Bajcsy-Zsilinszky who managed to rescue a number of those called up for forced labour.

Following the German occupation, the left was primarily preoccupied with rearranging its own ranks, but already at this point the leaflet issued by the *Magyar Front* (Hungarian Front), a new organization, called for the rescuing of the Jews. Following the Arrow-Cross takeover, forces of the left joined in the efforts to rescue the remainder of the country's Jewish population. Besides the false papers, the courage of various groups of the left also had a role in the survival of a number of people. At the same time, Jewish refugees had a role in the actions organized by the resistance movement.

György Száraz analysed the presentation of the Jewish question in Hungarian literature. He stressed that "any distinction which would class writers of Hungarian literature according to their origin — in the past, or in the present — would be unjust and unfounded. Not only would such a distinction be suspected of attempts at discrimination, but it would be simply ahistorical".

György Száraz gave a developmental overview of how the figure of the Jew appeared in Hungarian literature. He talked about the formation of that generation of Jewish writers who already considered "their commitment to Hungarian linguistic and national culture" decisive. A break in this development was brought about by the First World War when a number of writers exhibited a lack of understanding of events.

Following 1945, a slow process of elaborating the past had started. With the study of *István Bibó* in 1948, this process could have been speeded up, but at this point, among other issues, the Jewish question was also relegated into silence. A new start was made in the early 1960s, but the problem is still alive. *György Száraz* quoted the poem by *András Mezei*: "Do not put your suffering on sale, my son, for you there is no way to ease. Do not remind people, do not hold a mirror to them with heedless challenge, because they may put the blame on you."

In the 1970s we have seen the growth of an interest in the Jewish question simultaneously in three generations. The same years witnessed the birth of new works on the problem "on both sides". *György Száraz* concluded by emphasizing that only a series of straightforward formulation of questions and answers may lead to the creation of a more clear atmosphere.

Professor *Ytzhak Arad*, director of the Yad Vashem Institute in Jerusalem talked about the activities of the Institute. Yad Vashem was created for a dual purpose. On the one hand, it was to collect documents on the six million Jewish victims of the Second World War. By collecting the names and data of all the victims, the Institute erects a monument to the memory of all of them. On the other hand, the aim of the Institute is to search for people who, during the war, rescued Jews selflessly, without any compensation, by risking their own lives. They plant trees to their memory and present those alive with a commemorative medal. Another part of the Institute is preoccupied with the research and teaching of the events of the Holocaust. A rich library and an archive containing nearly fifty million documents is provided for researchers.

Professor Arad talked about how the Institute gave support to various universities in the teaching of the Holocaust. Professors are also invited to Yad Vashem for courses on the subject where emphasis is put on the methodological aspects of the teaching of the Holocaust.

Research at Yad Vashem is focussed on two crucial issues. The first is the history of the Jewish communities in Europe. The volume on Hungary has already been completed. The second is the history of Jewish society in Hungary. This project is being supervised by Professors Nathaniel Katzburg and Randolph Braham.

Finally, Professor Arad expressed his thanks for the invitation and conveyed his hopes that co-operation between Yad Vashem and the Institute for History of the Hungarian Academy may develop further in the future.

Professor *Iván T. Berend* closed the conference with a short speech. He thanked the participants for their contributions, and expressed his hopes that discussion of the issues raised at the conference may continue in the future. This would be all the more important as the issues of the conference stirred emotions which testify to the need for further research and debates on this tragedy of Hungarian history.

LÁSZLÓ VÁRADI

COMPTES RENDUS DES LIVRES

Z. J. KOSTOLNYK, *Five Eleventh Century Hungarian Kings: their Policies and their Relations with Rome*

New York 1981. XV + 237. (East European Monographs, No. LXXIX)

The Hungarian researcher is always eager to read scientific works on Hungarian history written by foreign authors, partly because such works reveal how foreigners think about different issues of our national past, partly because this is how we can take over scientific achievements and engage in useful controversies, this is how the different opinions can clash which contribute to the development of historical science.

The American professor of history, Z. J. Kostolnyk devoted a whole monograph to 11th century Hungarian history. After a short prehistorical outline his book covers the history of the Carpathian Basin from St Stephen's coming into power (997) to the death of St Ladislav (1095). In our review we strive to concentrate mainly on those statements of the author which in our opinion can be of greatest interest for our researchers or which may encourage them to look at some problems more thoroughly.

Kostolnyk deals mainly with political history and covers the events of Hungarian political life including the detailed description of some major issues in ecclesiastical policy and the relations between the royal court and the Papal curia according to the objectives set in the title of the book. About 56 out of the 116 main pages of the book treat the period between 997 and 1046. Apart from some exaggerations and false conclusions, which we are going to mention here, these 55 pages can be regarded as the most significant and interesting part of the book. The monograph consists of several chapters, but in content four larger thematic units can be distinguished. The first and largest

among them discusses the events from the beginning of St Stephen's reign to the second fall of Peter Orseolo in 1046.

As the author is familiar with the achievements of Hungarian research in the field he also emphasizes the historic merits of Prince Geza in the significant turn as a result of which the raiding Hungarians, a dreaded enemy of European civilization, settled down, changed over to agriculture, founded a state and adopted Christianity. Of course, Geza himself meant only the starting point of this process, the creator of the great work, the founder of a Christian Hungarian state was his son St Stephen, who made it possible with his consistent and steadfast policy for the Hungarians to be admitted to and become a creative member of the community of European nations (*corpus politicum Europae*). In Kostolnyk's interpretation great emphasis is laid on the decisive role of Christian religion and the western church in this basic change in the life of the Hungarian nation. This recurring idea of his which is constantly stressed throughout the whole book often turns it to the greatest extremes. For instance nothing can justify Kostolnyk's view that Koppany's riot against Stephen's principality was not dictated by the interest of power but by religious motives. Neither can another statement of the author be proved by any source; he says that only dignitaries of the church attended St Stephen's coronation while secular groups of the highest rank stayed away. This view would suggest that Stephen was a king helped to the throne only by the bishops without any lay support. In the historical events and processes the author keeps attaching great im-

portance to religious factors, the activity of the clergy (simple priests and dignitaries alike). This conception is especially reflected in his presentation and analysis of the activity of the Csanád bishop, Gellert, who was Venetian by birth.

Hungarian researchers whose freshest findings are unfortunately not yet known by Kostolnyk are of the opinion that bishop Gellert was *one of* the key figures of the events at the time. Kostolnyk, however, does not stop here. He suggests that the Csanád bishop was the leading ideologist and politician of the age who had the fate of crowns in his hands, and his attitude in the matters of church and state determined a lot. At the same time the author is perfectly right to underline that Gellert's work entitled *Deliberatio* . . . , which he dates to the middle of the 1040s, is one of the most significant historical sources of the era; it is indispensable to turn to this work if one wishes to learn about the first half of the 11th century. So Kostolnyk also intends to rely on *Deliberatio* to a great extent.

While studying the events the author perfectly identifies himself with Gellert because he thinks that the bishop always fought for a good cause, his greatest concern was the support of church and royalty and he never acted from selfish motives. Kostolnyk sees the first half of the century through *Deliberatio* and the Gellert sagas — the eyes of the idealized bishop. For instance he takes *Deliberatio* as a work which continuously comments on the policy of St Stephen. As Kostolnyk says Gellert was sceptical about King Stephen's policy and he did not find it successful and fruitful for two reasons. One of them was that for Gellert it was a grave mistake to convert people to Christianity with violent methods, instead educated churchmen knowing the language of the population should have gradually taught the pagans how to become Christians. Gellert condemned violence both in Christianization and in state policy. But the following extract from the Gellert sagas seems to contradict Kostolnyk's statement: (when Gellert was) "irritated by some unlawfulness . . . he commanded: the sinner must immediately be lashed and shackled". Kostolnyk also says that the so-called "west orientated" policy of St Stephen again estranged Gellert and made him distrustful because similarly to the German Emperor the Hungarian king interfered in the life of the Hungarian church as a sovereign ruler, and in such cases Stephen was not

led by religious or ecclesiastical motives but by political interest. Kostolnyk presents bishop Gellert as the forerunner of militant Gregorian views in Hungary who declared that the church should grab lay power as well, and he wished for the dominance and the leading role of the church. In the author's conception Gellert thought about the conditions of the age that the Hungarian practice of lay investiture strengthened the German political influence in the country. As opposed to this Gellert himself supported an anti-German pro-Rome political trend.

It is also interesting why Kostolnyk thinks Gellert was appointed bishop of Csanád. According to the author the king entrusted Gellert with two important tasks when he put him at the head of the Csanád diocese: he had to Christianize the pagan population of the region and he was also to provide and foster ecclesiastical and political relations between the Hungarian Kingdom and the Byzantine Empire. To fulfil these tasks during the conversion Gellert strived to reconcile the pagan Hungarians of the provinces and make them cooperate with the more urban Bulgarian population pursuing industrial and trade activity because — as Kostolnyk puts it — in the Csanád diocese these two were the basic groups of Hungarian society at the time. The author also suggests that the pagan Hungarians meant the greatest danger for Gellert's activity, therefore the bishop supported the Christians of the Greek ritual. This also served his aim to strengthen Hungarian Byzantine relations against the German Empire which was a threat for the independence of the Hungarian kingdom. In spite of all its wit this conception of Kostolnyk, as we see it, is highly controversial in every respect. Here we deal with just a few points. It was the study of *Deliberatio* that called the attention of researchers to the fact that Gellert's work names the *Bogomil heretics* of Balkan origin (and not the pagans or the Greek Christians) as the greatest enemies of the Catholic church and religion. Gellert calls them Manicheans who believe in Uriel archangel, who are the children of the Devil attacking the church, the priests, etc. These were the people whom the learned bishop cruelly launched out against. No source mentions that Gellert may have supported believers of the Greek religion. On the contrary; the largest Gellert saga tells us: the first thing the bishop did when he arrived at Csanád

was to dislodge the Basilite monks from the episcopal seat whom he settled down in a lonely spot. And he brought Benedictine friars to Csanad. No sources mention that Gellert nursed Hungarian—Byzantine relations. Kostolnyk thinks that after the death of King Stephen Gellert played a leading role in the political life of the country. In the beginning he supported the crowning of Peter Orseolo, than that of Samuel Aba, later, however, he had a great share in their overthrow, Gellert turned against the ecclesiastical policy of both kings; under the reign of Peter the fact that the king accepted the German vassalage made the Csanad bishop take the side of prince Andrew. So it is true that Gellert was in the forefront of the events in those years, but it would be stretching things to suggest that the events were under his control. Kostolnyk deviates from the historical truth again when he declares that the pagan group of Vata was hired to murder the bishop in 1046 by the Germans who hated him.

The second large unit of the book is about the struggles for the throne between 1046 and 1077 covering the reign of Andrew, Bela, Salamon and Geza. Kostolnyk says about Andrew that he was a successful king who put an end to pagan restoration (the author accepts the *constitutio ecclesiastica* of 1047 as an authentic act) and who sought for good relations with the Papacy against the German Empire. The author tries to throw a new light upon the foundation of the Tihany monastery from this aspect. In his opinion Andrew established the monastery for basilite monks in order to conciliate the German Emperor with the mediation of the patriarch through the Pope of Rome. Instead of this forced and intricate explanation it is much more simple and probable to say that Andrew organised the Tihany hermit's cave for the monks who came from Russia with his wife while the Tihany monastery itself was founded for the Benedictines according to the charter of 1055. It is fairly obvious that in the period of the 1054 dramatic schism the Hungarian king could not think of getting the patriarch and the Pope excommunicating each other to cooperate in his own interest. Kostolnyk shows his appreciation for Bela I too, he considers him to be a capable king. So it is even more surprising and can by no means be proved when he says Bela was elected king only by the bishops and the army, but not by the nobility, and the king did not manage to win the support of the noblemen later either. In

connection with Bela's death he suggests that it might have been brought about by assassination. He gives a detailed description of the events during the reign of Salamon and Geza on the basis of the cronicles and he writes quite a lot about the Hungarian-Papal relations of the time. In his opinion the reign of Geza became legal when—against Salamon accepting the German vassalage—the Papacy could do nothing but sanction his election. Hungarian researchers have the same opinion about the matter.

The third unit of the monograph presents the reign of St Ladislav (1077-1095). After a rather intricate reasoning which contradicts the facts of the cronicle Kostolnyk comes to the conclusion that in the beginning Ladislav was not unwilling to accept the crown but the Hungarian nobility which did not intend to break with the Papal curia was reluctant to crown Ladislav while Salamon was still alive. In reality, however, at that time the Papal curia did not at all care for Salamon, but in return for recognition it demanded total feudal submission from Ladislav. Kostolnyk believes that Gregory VII got this loyalty from Ladislav. Ladislav's policy which was constantly on the side of the Papacy for many years allows of such a conclusion, but it lacks any written evidence. For Gregory VII, who was in a difficult situation as a result of the investiture contest, it was much more valuable that the Hungarian king took the field in arms on the Pope's side against the emperor than to force any formal feudal submission. Speaking about Hungarian foreign policy during St Ladislav's reign the author is right to mention that on the one hand Hungarian expansion in the Adriatic region interfered with the interests of Byzantium on the other hand it contributed to the break between the royal court and the Papal curia which was promoted also by Ladislav's sovereign ecclesiastical policy. However, we cannot accept Kostolnyk's view that the raid of the Comans into Hungary was inspired by Byzantium, it was rather encouraged by Russian and Cumanin motives which were independent of Byzantium.

The last part of the book is an appendix which deals with problems concerning the authorship and historical function of the laws and the Admonitions. While examining in detail the methods in the legislation of the age, the forms of codifying laws and the fate of the manuscripts containing the texts Kostolnyk misunderstands the

real historical function of St Stephen's legislation when he says that its main aims were the following: to merge the Hungarian and non-Hungarian population into one single united people and by this to ensure for this people the possibility of further development. The figure of bishop Gellert returns in this part too concerning the authorship of the laws and the Admonitions. Kostolnyk points out that no role can be attributed to Gellert in compiling and drawing up the laws, at the same time he is of the opinion that the Admonitions may have been worded by bishop Gellert on behalf of St Stephen for the heir to the crown, Peter Orseolo.

Kostolnyk works with a really impressive apparatus (from the 237 pages the notes, the reading-list and the index comprise 121). He uses a large number of sources, though he does not know about the legend of St Adalbert of Prague, nor

about C. Silagi's critical edition of *Deliberatio* from 1978. The amount of foreign and Hungarian literature he works with is really praiseworthy but we have to criticise his ignorance of the latest achievements of the *Deliberatio* research. No doubt that Kostolnyk's work is an original interpretation of 11th century Hungarian history from several points of view the findings of which—in spite of some errors—will make historians consider some points again. Several of his conclusions will probably become an organic part of further research. At last we especially appreciate the author's recognition that bishop Gellert's *Deliberatio* is of essential importance for studying the first half of the 11th century. Kostolnyk's work gives a good example for this therefore we would like to call the attention of historians to this monograph.

F. Makk—J. Petrovics

FERENC L. HERVAY, *Repertorium historicum Ordinis Cisterciensis in Hungaria.*

Roma 1984 (Bibliotheca Cisterciensis 7) 329 p.

Dans l'excellente série de l'Ordre de Cîteaux, lancée en 1961, parut un tome qui diffère des précédents et par son thème et par son genre et par sa langue. C'est le répertoire en langue latine de l'Ordre de Cîteaux en Hongrie. Le dernier tome de la série, reprise après un long intervalle, est, quant à son genre, un manuel pour la recherche concernant l'histoire de l'Ordre de Cîteaux depuis son introduction en Hongrie au XII^e siècle jusqu'à sa dissolution survenue en 1950. Son auteur passe en revue les huit siècles des institutions et des rapports cisterciens dans la Hongrie historique, dans la Croatie, et surtout les sources et la littérature concernant l'histoire de l'Ordre aux XII—XVI^e siècles. Dans les régions françaises et allemandes, bien plus riches en monastères, une pareille analyse des matériaux, dont la quantité est immense malgré les destructions, est une tâche impossible à remplir. En Hongrie, par contre, vu le nombre réduit des institutions cisterciennes et la relative pauvreté en sources, un travail dévoué de quelques décennies peut y arriver.

Le mouvement de réforme monastique engagé contre le luxe, la richesse, le pouvoir de Cluny et contre la discipline affaiblie des « moines noirs » dans les monastères bénédictins, conduisit à la fin du

XI^e siècle à la fondation d'un nouvel ordre. Robert, abbé bénédictin de Molesme, d'origine normande, s'installa en 1098 avec ses compagnons dans la forêt inhabitée de la vallée de la Saône au sud de Dijon et y fonda un nouveau monastère. Cîteaux (en latin Cistercium) devint bien vite le centre de l'ordre dénommé d'après cette localité. Au début du XII^e siècle il délégua quatre groupes et créa ainsi les quatre premières abbayes. Les monastères de La Ferté, Pontigny, Clairvaux et Morimond fondèrent, eux aussi, de nouvelles abbayes, et celles-ci, à leur tour, encore d'autres. Les églises des monastères furent dédiées à la Sainte Vierge suivant le modèle de l'église de Molesme d'où les fondateurs de Cîteaux étaient venus (*J.-M. Canivez, Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis... I.* Louvain, 1933. 17). Dans l'expansion de l'Ordre un rôle de première importance revient à Morimond et surtout à Clairvaux dont le premier abbé, Saint Bernard, était une personnalité éminente de l'Ordre. Les cisterciens recherchaient la solitude. C'est loin des bruits du monde, dans des forêts inhabitées qu'ils construisirent leurs monastères, où ils vivaient en communauté, en pauvreté, conformément aux règles de Saint Benoît. Dans l'habillement ainsi que dans l'architecture ils visaient la simplicité. Ils

portaient des vêtements non blanchis, sans teinture, de couleurs naturelles, en laine d'un blanc grisâtre. C'est pourquoi ils étaient désignés sous le nom de moines blans ou moines gris (*monachi albi, monachi grisei*) à l'opposé des bénédictins à vêtement noir, des moines noirs (*monachi nigri*). Ils vivaient non pas des revenus dus à l'Eglise ou au propriétaire foncier, mais de leur propre travail manuel. Ils rétablirent l'honneur du travail. Ils faisaient des déboisements, cultivaient la terre et s'occupaient surtout de l'élevage de bétail. Partant de la réalité sociale de la différenciation du travail intellectuel et du travail physique, ils classaient les membres de l'Ordre en deux groupes, celui des *monachi* et celui des *conversi*. Les premiers avaient une formation plus approfondie, ils chantaient l'office et accomplissaient le travail intellectuel, tandis que la tâche fondamentale des derniers était de s'occuper de la ferme du monastère. Comme on peut lire dans les statuts de l'Ordre de 1134, les *conversi* et les valets de ferme devaient faire les travaux pour les granges et les métairies (*Canivez, op. cit. 14*). Dans cet Ordre, qui au début cherchait tellement à se séparer du monde, le fractionnement interne, survenu après les débuts, était au fond provoqué par la structuration analogue de la société laïque. Un des statuts de 1188 dit nettement: *Nobiles laici venientes ad monasterium non fiant conversi sed monachi*. Mais le classement de ceux qui se présentaient à l'admission à l'Ordre pouvait être fait non seulement d'après leur origine, mais aussi, en tant qu'alternative, d'après leurs capacités et leur aptitude personnelle, comme cela ressort d'un autre ordre du même statut: *Provideant abbates ne personas generosas et quae in officio monachorum possunt utiliores esse quam in labore conversorum, inter conversos recipiant, sed inter monachos magis* (*Canivez, op. cit. 108-109*).

L'Ordre s'était vite répandu sur les territoires de la chrétienté de l'Europe Occidentale. Le monastère fondateur envoyait 13 personnes, un abbé et douze *monachi*, dans les monastères récemment fondés et déjà adaptés à la vie monastique. Dans l'esprit du centralisme spécifique de l'Ordre les divers monastères étaient autonomes. Leurs liens n'étaient pourtant pas rompus avec l'abbaye fondatrice dont l'abbé, l'abbé père (*pater abbas*) disposait du droit de contrôle sur les abbayes filiales. A l'occasion de ses visitations, une fois par an, il y surveillait l'observation des prescriptions de

l'Ordre. En outre, l'abbé de chaque monastère était obligé de se présenter au chapitre général tenu tous les ans à Cîteaux où des résolutions étaient prises dans les questions touchant l'ensemble de l'Ordre, concernant les nouvelles fondations et les affaires d'importance des différents monastères. Selon les statuts de 1134 chaque abbé pouvait être accompagné à cette occasion de deux cavaliers et d'un *conversus* (*Canivez, op. cit. 23*).

Aux périphéries de la chrétienté occidentale l'Ordre de Cîteaux s'implanta en gros en même temps, vers le milieu du XII^e siècle. Le roi de Hongrie, Géza II fonda à Cikádor, comitat de Tolna (Transdanubie) le premier monastère cistercien en Hongrie où les premiers moines furent envoyés en 1142 du monastère de Heiligenkreuz, fondé à peine quelques années plus tôt dans le margraviat autrichien.

Dans la partie générale de son œuvre Hervay résume brièvement ses recherches relatives à la fondation des monastères cisterciens en Hongrie et à leur histoire aux XII—XVI^e siècles. L'analyse et la confrontation très précise des catalogues des Ordres, de leurs statuts et des sources des monastères en Hongrie nous révèle enfin que dans la Hongrie médiévale vingt-deux monastères fonctionnaient plus ou moins longtemps; que dans neuf cas l'intention de fonder ou d'incorporer un monastère ne s'était pas réalisée, et six monastères furent par erreur classés parmi les monastères cisterciens.

Dix-huit des vingt-deux monastères étaient habités par des moines. C'étaient les suivants: Ábrahám, Bélaháromkút (Tres Fontes, Belpátfalva), Borsmonostor (Mons Sanctae Mariae, aujourd'hui Klostermarienberg en Autriche), Cikádor (Szék), Egres (aujourd'hui Igrış en Roumanie), Ercsi, Gotó (Honesta Vallis, aujourd'hui Kutjevo en Yougoslavie), Kerc (aujourd'hui Cîrța en Roumanie), Keresztúr (Sancta Crux, Vérteskeresztúr), Pásztó, Pétervárad (Belae Fons, aujourd'hui Petrovaradin en Yougoslavie), Pilis, Pornó, Szentgotthárd, Szepes (Savnik, aujourd'hui Spišský Štiavnik en Tchécoslovaquie), Toplica (aujourd'hui Topusko en Yougoslavie), Zágráb (aujourd'hui Zagreb en Yougoslavie), et Zirc. Les religieuses cisterciennes n'avaient que quatre abbayes: Brassó (Kronstadt, aujourd'hui Brașov en Roumanie), Ivanics (aujourd'hui Kloštar-Ivanić en Yougoslavie), Pozsony (Pressburg, aujourd'hui Bratislava en Tchécoslovaquie) et Veszprémvölgy.

A l'opposé des autres pays de la région périphérique, en Hongrie la première fondation, en 1142, fut suivie par la deuxième relativement tard, en 1179, quand le roi Béla III (1172-1196) créa à Egres un monastère cistercien. Ce n'est pas des territoires voisins que le roi de Hongrie invita des moines à Egres, mais de Pontigny, l'une des quatre premières abbayes de l'Ordre de Cîteaux. Pourquoi précisément de Pontigny? Hervay y fournit une explication plausible: Anne de Châtillon (originellement Agnes), la première femme d'origine française du roi Béla III avait des parents qui étaient en relations avec ce monastère. Il s'ensuivit de ces liens de parenté que des seize abbayes filiales de Pontigny l'unique qui ait été créée hors de la France était fondée en Hongrie. En outre, Béla III fit venir des moines directement de la France encore dans trois autres monastères. Ceux-ci venaient tous déjà de la branche de Clairvaux. En 1182 c'était Clairvaux qui envoya les premiers cisterciens à Zirc, en 1184 — Troisfontaines à Szentgotthárd et cette même année, Ancy à Pilis. A la demande de Pierre, abbé de Cîteaux, en 1183 Béla III garantit aux monastères en Hongrie les mêmes libertés dont ils jouissaient en France. Grâce à Hervay nous pouvons apprendre ce que ces libertés signifiaient. Conformément à la lettre de privilège de 1135 de Louis VI et à celle de 1171 de Louis VII les membres de l'Ordre et leurs compagnons de voyage jouissaient de l'exemption de droits de douane dans leurs déplacements dans le pays. La fondation de deux autres monastères est aussi l'œuvre du roi Béla III. En 1191, à son ordre des moines partaient du monastère de Pilis, déjà trop grand, pour s'installer à Pásztó. Suivant ses conseils, et avec sa permission, Domonkos de lignage Miskolc fonda l'abbaye de Borsmonostor près de la frontière autrichienne, première abbaye cistercienne en Hongrie qui n'était pas d'une fondation royale. En 1197, une année après la mort du roi, ce monastère commença à fonctionner avec les moines venus de l'abbaye filiale Morimond de Heiligenkreuz. Encore que l'installation en Hongrie de l'Ordre de Cîteaux ne fut pas due au roi Béla III, c'est à lui que l'ordre doit sa large expansion dans le pays, toute spécifique et différant des territoires voisins. C'est à juste titre que Hervay dédie son œuvre à sa mémoire.

A l'opposé des décennies précédentes, la consolidation au temps de Béla III favorisait l'établissement des cisterciens dans le pays. Les

relations familiales du roi (sa première et aussi sa deuxième femme étaient d'origine française, cette dernière, Marguerite, était la fille du roi de France Louis VII), les relations peu favorables germano-hongroises entre l'empereur Frédéric I^{er} (Barbe-rousse) et le royaume de Hongrie, et les clercs qui faisaient leurs études en France ont tous contribué à ce que l'Ordre se répandit en Hongrie non pas par l'intermédiaire allemand ou autrichien, mais directement par les monastères français. Même les fondations plus tardives répondent à cette particularité. Les fils du roi Béla III: Imre (1196-1204) et András II (1205-1235), et son petit-fils Béla IV (1235-1270) suivaient sous ce rapport leur grand ancêtre. Le roi Imre fit venir d'Egres des moines à Kerc, András II — de Clairvaux à Toplica, et Béla IV, encore dauphin, de Troisfontaines à Pétervárad. Suivant l'exemple du roi, les fondateurs particuliers, soit ecclésiastiques, soit laïcs, peuplaient les nouvelles institutions par des moines venant des abbayes hongroises d'origine française. La conséquence en était que, contrairement aux régions allemandes, autrichiennes, tchèques et polonaises où les monastères cisterciens furent établis partant de l'abbaye de Morimond ou de ses filiales, en Hongrie seulement quatre des 18 monastères de moines ont fait venir les premiers religieux des filiales de Morimond, notamment les monastères moins importants de Cikádor, Borsmonostor, Szepes et Zágráb. Par contre six des autres quatorze monastères: Egres, Zirc, Szentgotthárd, Pilis, Toplica et Pétervárad ont fait venir les premiers moines de la France, et les huit autres — de ces six monastères d'origine française. Onze monastères appartenaient à la branche de Clairvaux, qui était la plus populaire en Hongrie aussi, quatre à celle de Morimond et trois à celle de Pontigny.

Des vingt-deux monastères en Hongrie dix-sept étaient créés avant 1241 ou furent acquis par l'Ordre par incorporation. La décennie précédant l'attaque des Mongols a été particulièrement favorable pour les cisterciens. Entre 1232 et 1240 l'Ordre s'enrichit de six monastères (Bélgáromkút, Gotó, Pétervárad, Pornó, Pozsony et Veszprémvölgy). Comme Hervay l'indique, dans cette deuxième vague de fondation, bien plus modeste que celle du temps de Béla III, le légat papal, Jacques (Iacobus de Pecoraria Placentinus) avait aussi sa part. Chargé par le pape Grégoire IX, il séjourna en Hongrie entre la fin de 1232 et le printemps de 1234.

Le cardinal Jacques, évêque de Praeneste était lui-même cistercien, il vivait d'abord à Clairvaux et plus tard il était pendant plusieurs années l'abbé de Troisfontaines. Ce n'était donc sûrement pas un hasard qu'en 1233 le dauphin Béla s'adressa au chapitre général avec une demande de fondation et que le chapitre chargea précisément le successeur de Jacques, l'abbé de Troisfontaines, d'envoyer des moines en Hongrie, à l'abbaye de Bélakút (de Pétervárad), au dernier monastère cistercien de fondation royale. La même année, à la demande du légat Jacques, le chapitre général consentit à l'incorporation de Pornó. Après l'invasion des Mongols en 1241-42, l'Ordre s'enrichit encore de cinq monastères mais dont aucun n'avait d'importance.

Entre les deux Ordres réformateurs, celui des Prémontrés, plus jeune d'une vingtaine d'années, était plus populaire en Hongrie, même sans un patron qui eut égalé Béla III. Cet ordre posséda presque deux fois autant de monastères que les cisterciens. Dans d'autres régions européennes c'était le contraire: le nombre des monastères cisterciens dépassait de loin celui des monastères des prémontrés. C'est László Mezey qui attira l'attention à cette particularité de l'implantation en Hongrie des deux Ordres réformateurs. Il tenta même d'en saisir les raisons. Selon son explication, les cisterciens — à l'opposé des prémontrés — ne pouvaient pas concilier leurs principes et les libertés de leurs abbayes avec le système hongrois des monastères particuliers non royaux, avec l'institution des monastères de lignage. C'est pour cette raison que, par rapport aux prémontrés, les fondations des particuliers ont été si peu nombreuses à côté des fondations royales, et que le nombre des monastères cisterciens était si bas (Mezey, *László: Deákország és Európa. Irodalmi műveltségünk alapvetésének vázolata. Clergé et Europe. Une esquisse des fondements de notre culture littéraire.* Budapest, 1979, pp. 126-129.) En substance, Hervay (p. 21) reprend ces arguments en se référant à Mezey. „Ungarn und Europa im 12. Jahrhundert.“ (Kirche und Kultur zwischen Ost und West. In: *Probleme des 12. Jahrhunderts. Reichenau-Vorträge 1965-1967. = Vorträge und Forschungen XII, Konstanz—Stuttgart, 1968, 262-5).*

Mezey et Hervay cherchaient, et ont trouvé, l'explication de l'expansion particulière de l'Ordre de Cîteaux en Hongrie sous l'aspect de l'Ordre. Vu

que toute fondation de monastère est une affaire de double aspect, il me semble qu'il aurait fallu les analyser aussi du point de vue des fondateurs. Les membres des lignages qui ont fondé des monastères, avaient eux aussi sans doute des prétentions. Ce sont les monastères de lignage qui leur correspondaient le mieux, car ils constituaient les centres sacrés de leur lignage et formaient leur propriété commune, représentant la grandeur, la solidarité du lignage dont ils intensifiaient la conscience. C'est en général là que les membres du lignage fréquentaient les sacrements et, ce qui importe le plus, ils y étaient enterrés. L'Ordre de Cîteaux, séparé du monde extérieur, renonçant aux activités pastorales, à la décoration des murs des églises, et surtout, limitant l'enterrement dans ses monastères, ne répondait pas aux prétentions des lignages voulant fonder des monastères. Il n'est peut-être pas superflu de citer quelques statuts y relatifs du XII^e siècle: 1134: *Ad confessionem, ad sacram communionem, ad sepulturam, neminem extraneum praeter hospites et mercenarios nostros, intra monasterium videlicet morientes recipimus, sed nec ad oblationem ad missam in conventu, nisi in Purificatione sanctae Mariae. Ad sepulturam autem duos tantummodo quos voluerimus de amicis, de familiaribus nostris cum uxoribus suis.* 1152: *Nullus praeter regem sive reginam sive archiepiscopos et episcopos in nostris sepeliantur ecclesiis.* 1157: *Ad sepeliendum, non nisi fundatores recipiantur* (Canivez, op. cit. 19, 47, 68).

Se tenant à ces principes, le monastère cistercien ne se prêtait pas aux fonctions d'un monastère de lignage. Il existait une différence fondamentale entre les principes de l'Ordre et les prétentions des fondateurs particuliers. Dans ces divergences mutuelles les points de vue de ces derniers étaient malgré tout déterminants. Dans de telles conditions les fondateurs particuliers n'acceptaient simplement pas, dans la plupart des cas, de fonder un monastère cistercien. C'est pourquoi il y avait si peu de fondations non royales parmi les monastères cisterciens et même une partie considérable d'entre elles était due à des ecclésiastiques (Gotó, Bélaháromkút, Zágráb). Ugrin de lignage Csák, archevêque de Kalocsa, Cletus évêque d'Eger et Péter archidiacre de Zágráb pouvaient, pour des motifs compréhensibles, ne pas tenir compte de la mise en valeur des points de vue du lignage. Seuls trois monastères cisterciens, ceux de Borsmonostor, Szepes et Ábrahám, étaient

fondés par des aristocrates laïcs, notamment par Domonkos de lignage Miskolc, Dénes fils d'Apod et le palatin Mojs. Parmi les abbayes incorporées le monastère d'Ivanics fut créé par István, évêque de Zágráb, tandis que ceux de Keresztúr, Ercsi et Pornó furent fondés par des laïcs : par un membre de la famille Csák, par le palatin Tamás et par Mika (Michel) de lignage Ják. Toutefois, pour des raisons différentes ces quatre monastères ne furent acquis par les cisterciens que plus tard. Leurs fondateurs n'avaient certainement pas l'intention de fonder des monastères cisterciens. Les trois laïcs qui avaient fondé en effet des abbayes cisterciennes, étaient plutôt des exceptions. La majorité donnait sa préférence à l'Ordre des Prémontrés qui se chargeaient aussi des fonctions pastorales et de l'enterrement des laïcs au monastère [Oszvald, *Ferenc* : Adatok a magyarországi premonstreiek Árpád-kori történetéhez. (Contributions à l'histoire des prémontrés en Hongrie au temps des Árpádiens), *Művészettörténeti Értesítő* 6 : 1957, pp. 231-33, 240-41, 252.] on fondait donc des monastères de lignage prémontrés et non pas cisterciens. L'évêque de Zágráb, István de lignage Osl pouvait écrire en 1373 que ses ancêtres étaient enterrés dans le monastère prémontré de son lignage à Csorna, qui avait au moins 150 ans. (Magyar Országos Levéltár, Diplomataikai Levéltár. Archives Nationales de Hongrie, Archives Diplomatiques, dans la suite DL, 6158, cf. *Oszvald* op. cit. 240-41).

Les relations des cisterciens hongrois avec la France, certainement intenses au début, s'affaiblissaient au fil des temps. Vu les grandes distances, les supérieurs des monastères cisterciens en Hongrie devaient assister au chapitre général à Cîteaux non pas tous les ans, mais seulement tous les trois ans, voire tous les cinq ans pour l'abbé de Kerc, situé le plus loin. Il est même probable qu'à partir de la fin du XIII^e siècle ils aient participé encore plus rarement aux réunions de Cîteaux. De temps à autre, les supérieurs français faisaient des visitations dans leurs filiales en Hongrie. Cette tâche était accomplie à leur place, dès le XIII^e siècle, d'une part par les abbés des monastères en Hongrie, de l'autre par ceux de Heiligenkreuz en Autriche ou de Rein en Styrie. Au XV^e siècle, à plusieurs reprises la visitation incombait à l'abbé de Pilis pour tous les monastères hongrois de moines et de religieuses. Parallèlement à la réduction des relations françaises, celles avec les monastères autrichiens, styriens et

allemands s'intensifiaient. D'une part à cause de leur proximité, d'autre part à cause du statut du chapitre général pris en 1411, les moines cisterciens hongrois, surtout les abbés, fréquentaient l'université de Vienne, comme en témoignent les quatre données provenant du XV^e siècle (Békháromkút, Borsmonostor, Kerc, Pétervárad). Les personnes des visiteurs, la supériorité de Szentgotthárd transférée en 1448 à l'abbé de Rein, les moines installés au cours des tendances réformatrices du XV^e siècle consolidèrent aussi les relations entre les monastères hongrois et les monastères autrichiens, styriens et allemands. Parmi les moines et les abbés de Hongrie de plus en plus nombreux étaient ceux dont le nom témoignait d'une origine allemande et non pas française (Ulrik, Hermann, Rudolf etc.).

Lisant ces noms de sonorité étrangère la question se pose à juste titre de savoir quelle était la base sociale de l'Ordre et comment se recrutaient les membres en Hongrie. Selon Hervay au Moyen Âge le recrutement en Hongrie était toujours modéré et c'était le « superflu » des monastères étrangers qui garantissait la survie de l'ordre en Hongrie (p. 24.) cf. *Mályusz, Elemér* : *Egyházi társadalom a középkori Magyarországon* (Société ecclésiastique dans la Hongrie médiévale) Budapest, 1971. p. 215. Malheureusement, l'état nominatif des monastères est fort défectueux, nous ne connaissons en gros que les noms des abbés, mais même pas ceux-ci sans lacune; de plus, dans la plupart des cas on n'y trouve que leur prénom. Les sources contiennent assez rarement une forme signalant leur origine ou leur lieu d'origine, comme par exemple Petrus Hungarus (Egres), Petrus Alemanus (Pétervárad), Andreas dictus Toth (Toplica), Georgius Darabos de Nadasd (Szentgotthárd), Nicolaus de Adon (Zirc). Dans ces cas-là, ou dans des cas analogues, l'origine hongroise ou étrangère peut être établie. Parmi ceux qui sont désignés uniquement par le prénom, l'origine des *Ladislaus* est facile à déterminer puisque ce nom n'était utilisé qu'en Hongrie. Pour les autres noms, la situation est loin d'être aussi simple. *Andreas, Iohannes, Michael, Petrus, Stephanus* peuvent appartenir aussi bien à des moines étrangers ou hongrois. Ceux qui portaient un prénom de sonorité allemande n'étaient pas toujours des étrangers, ils pouvaient en partie provenir des Allemands de Hongrie, comme Hervay aussi le signale à propos du monastère de Zágráb (p. 207). Vu l'ethnie de la population aux environs des

abbayes de Szepes et de Kerc, ici la situation doit être pareille. Il faut aussi tenir compte du rôle que la mode jouait dans le choix des prénoms monastiques. En fin de compte je suis d'avis qu'à la base de l'état nominatif et d'autres sources documentaires il est impossible d'établir, même approximativement, la proportion des moines hongrois et étrangers dans les abbayes cisterciennes de Hongrie après la période de leur fondation. Les sources sont encore plus défectueuses concernant les *conversi*. Malgré cela on peut constater que beaucoup moins de *conversi* sont arrivés dans le pays que de monachi. A la fondation, il était prescrit d'envoyer douze monachi, conduits par l'abbé, et à d'autres occasions aussi, c'étaient surtout des moines qui étaient dirigés dans les monastères cisterciens de Hongrie.

Selon Hervay (p. 27) la grande époque de l'Ordre de Cîteaux en Hongrie était entre 1180 et 1280. La périodisation n'est, certes, pas facile vu le défaut des sources convenables, mais l'opinion de Hervay offre plus de probabilité que les vues exprimées antérieurement (*Mályusz*, op. cit. 214), selon lesquelles la principale période de l'épanouissement de l'Ordre en Hongrie était avant 1241, donc au temps des grandes fondations. L'invasion des Mongols ne causait pas de destructions irrémédiables. Les abbés cisterciens de Hongrie jouissaient d'une grande autorité au XIII^e siècle. Grâce à leur culture, à leurs capacités et à leurs relations internationales, ils étaient très souvent chargés par le pape d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques.

L'unique rapport écrit qui nous soit parvenu sur la visitation médiévale des monastères cisterciens en Hongrie au milieu du XIV^e siècle, offre un tableau déprimant de la situation de l'Ordre. A la demande du roi de Hongrie le chapitre général chargea l'abbé de Rein, Siegfried von Waldstein de la visitation. Il vint en Hongrie en 1356 et en 1357. Dans son rapport il présenta quelques informations sur chacun des dix-sept monastères de religieux, à l'exception de Borsmonostor et de Szentgotthárd. Selon ce rapport, Ábrahám, Pornó et Zágráb méritaient à peine d'être appelés des monastères. Le visiteur ordonna à leurs abbés de mener une vie monastique. Il proclama la déchéance de l'abbé du monastère d'Ercsi où il n'y avait pas de moines et de l'abbé de Zirc qui dirigeait mal les affaires. Il nomma un nouvel abbé à la tête du monastère inhabité de Pilis et concéda un délai d'épreuve d'un an à l'abbé

négligent de Cikádor. Dans le cas de dix monastères il donna des chiffres concrets de l'effectif qui témoignent des communautés réduites. Il y avait des monastères où, à côté de l'abbé, il n'y avait que deux moines (*monachi*). Les effectifs étaient convenables seulement à trois endroits; les abbés de Pétervárad et de Szepes dirigeaient douze moines, celui de Kerc treize. Le visiteur n'a pu changer cette situation que partiellement, puisque l'augmentation du nombre des moines était limitée par les revenus des monastères. Il prescrivit de créer des communautés monastiques de 24 personnes à Pétervárad et à Pilis, de 18 à Szepes, de 12 à Cikádor et à Gotó. A Pásztó, il ordonna d'admettre encore deux moines, en dehors des deux qui y vivaient déjà, tandis qu'il ne prit aucune mesure pour élargir les communautés de Bélapátfalva, consistant de l'abbé et de deux moines, d'Egres et de Toplica, comprenant six moines, et de Kerc ayant treize moines. Ces données concernant l'effectif reflètent plus ou moins exactement l'ordre de grandeur des monastères cisterciens en Hongrie. Elles permettent aussi de constater que ces monastères étaient peuplés, dans le meilleur des cas, d'environ 150-200 moines.

Il paraît que ce même problème n'existait pas chez les religieuses cisterciennes. Le plus important couvent cistercien, celui de Veszprémvölgy, n'éprouva aucune difficulté de s'acquitter de l'obligation prescrite, dans son affaire de propriété, dans le jugement du tribunal qui prescrivit que le 9 mars 1345 l'abbesse et onze religieuses prêtassent le serment probatoire devant l'autel de la Sainte Vierge. (Codex diplom. Hungaricus Andegavensis. IV. Réd. Imre Nagy. Budapest, 1884. pp. 619-621). Leurs noms révèlent que les religieuses de Veszprémvölgy descendaient de familles nobles. Le monastère ne devait pas voir de difficultés de recrutement vu qu'il était l'unique couvent cistercien en Hongrie qui, depuis son incorporation, pendant tout le Moyen Age et même plus tard, fonctionnait toujours comme abbaye cistercienne.

Dans sa synthèse, Hervay traite aussi de l'utilisation des sceaux (pp. 25-26). Comme nous le verrons, ce sont justement les toutes premières données hongroises qui ne figurent pas dans son œuvre, mais il n'en constate pas moins avec justesse que les prescriptions y relatives de l'Ordre étaient sans faille mises en pratique en Hongrie. Il aurait été aussi utile de dire que chez les cisterciens l'utilisation des sceaux avait certaines particularités et était

différente de celle des autres ordres. Notamment : jusqu'aux années 1330 seuls les abbés disposaient du sceau, et l'utilisation de doubles sceaux : du sceau abbatial et du sceau conventuel, commença bien tard par rapport aux autres ordres. Ce n'est qu'en 1335 que le pape Benoît XII prescrit l'utilisation du sceau conventuel. Conformément à la disposition du pape le sceau abbatial fut également modifié : au lieu du *sigillum* anonyme — sans le nom de l'abbé — il fallait se servir de sceaux où le nom de l'abbé était indiqué (*Erich Kittel* : *Siegel. Braunschweig*, 1970. pp. 416-417).

Hervay indique avec justesse (p. 26) que les monastères cisterciens prenaient à peine part aux activités spécifiques de délivrer des chartes — activités comparables surtout au travail des notaires — qui étaient tellement caractéristiques pour une grande partie des institutions ecclésiastiques de Hongrie. Tandis que, à côté des chapitres cathédraux et collégiaux, plusieurs des convents bénédictins, prémontrés et johannites se joignaient à ces activités en tant que *loca credibilia*, les cisterciens n'accomplissaient de telles tâches que rarement. Toutefois, cette constatation des faits reste sans explication bien qu'une telle ait déjà été donnée. László Mezey indiqua avec justesse que le manque du sceau conventuel, ou bien son utilisation tardive par rapport aux autres ordres avait joué un rôle important en ce que les monastères cisterciens ne sont pas au fond devenus des *loca credibilia* [(A pécsi egyetemalapítás előzményei. A deákság és hitelshely kezdeteihez). A pécsi egyetem történetéből. (Antécédents de la fondation de l'Université de Pécs. Sur les débuts de la clergie et des *loca credibilia*). Sur l'histoire de l'Université de Pécs. Réd.: Csizmadia, Andor. I. Pécs, 1967. 76.]

Les sceaux conventuels de l'Ordre étaient, à l'opposé des autres communautés ecclésiastiques, uniformes, voire monotones : à cause du saint patron qui en général était le même, et à cause des prescriptions de l'Ordre, ils représentaient la Sainte Vierge.

La partie spéciale du livre, plusieurs fois plus ample que la partie générale, offre, en ordre alphabétique, les données des vingt-deux monastères cisterciens de Hongrie, à partir de leur fondation jusqu'à leur disparition. Huit des vingt-deux abbayes furent perdues pour l'Ordre déjà au cours du Moyen Âge. Keresztúr et Pozsony déjà au XIII^e siècle, Cikádor, Ercsi, Ivanics et Kerc

au XV^e siècle, Egres et Zágáb au début du XVI^e siècle passèrent dans les mains des autres ordres monastiques ou même du clergé séculier. En général ce changement fut précédé par le dépeuplement de ces monastères. Dans d'autres treize abbayes la vie monastique, déjà à peine active dans la plupart des cas, cessa pendant l'avance des Turcs et pendant la guerre civile. Les religieuses de Veszprémvölgy tenaient le plus longtemps. Pour fuir le danger turc, elles s'installèrent à Körmend, où leurs activités cessèrent au début du XVII^e siècle. Après le refoulement des Turcs, seulement Pásztó, Pilis, Szentgotthárd et Zirc furent reconstruits et redevenus foyers des cisterciens.

Dans cette œuvre les données de chacun des monastères sont rangées selon une structure unique. Au début, on est renseigné sur la situation géographique, sur les changements du nom et sur la filiation de l'abbaye. L'auteur a réussi à localiser aussi le *monasterium Sanctae Crucis* qui figure dans les catalogues de l'Ordre à partir de 1214. Son site était cherché jusqu'ici à plusieurs endroits. Hervay l'identifie d'une façon rassurante avec le monastère de la Sainte Croix à Keresztúr, dans les montagnes de Vértes, de nos jours Vérteskeresztúr. Cette abbaye, originellement bénédictine, et fondée avant 1146 par le lignage Csák, fut peuplée vers 1214 par des cisterciens, comme filiale d'Egres. Ce changement est rendu probable et aussi motivé par les rapports qu'avaient les cisterciens avec les personnalités éminentes du lignage Csák : avec Ugryn, archevêque d'Esztergom et avec Miklós, sans oublier surtout les rapports de ce dernier et de sa femme française avec le monastère d'Egres.

Dans le cas de chaque monastère, c'est la publication plutôt abrégée des sources — surtout des chartes —, considérées comme importantes par Hervay qui constitue la partie essentielle des données. Il est à regretter que faute d'une introduction explicative on ne connaît pas les points de vue adoptés pour le choix des documents. En tout cas le résultat ne les justifie pas. De la partie publiée sous le titre *Res memorabiles* il manque, entre autres, des données comme par exemple la mesure prise par le convent, l'abbé et le patron de Borsmonostor vers 1222 concernant l'imposition des redevanciers, ou bien comme le conflit de 1282 entre l'abbé de Pétervárad et ses moines. Ces sources étaient d'ailleurs connues à l'auteur qui cite leur publication (pp. 76, 140). Dans la même partie, on retrouve

des extraits de documents concernant les funérailles des barons enterrés dans les monastères cisterciens. Nous y apprenons par exemple que le roi András II et sa seconde femme, originaire de la famille française Courtenay furent enterrés dans le monastère d'Egres, tandis que sa première femme Gertrud, assassinée en 1213 fut enterrée dans le monastère de Pilis. Le monument funéraire de cette dernière fut exécuté par Villard de Honnecourt qui était un peu plus tard de passage en Hongrie. Il manque par contre l'information fournie par la *Pozsonyi Krónika* (Chronique de Presbourg) selon laquelle Kálmán, roi de Galicie, fils du roi András II fut enterré en 1241 au monastère d'Ivanics habité à ce temps-là par des béguines, et plus tard par des religieuses cisterciennes (*Scriptores rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum*. Ed. Emericus Szentpétery. II. Budapestini, 1938. 43).

Les extraits des sources sont suivis par l'histoire de la construction des monastères médiévaux, dont la plupart est complètement détruite ainsi que par la liste de l'équipement et de l'ameublement des monastères. Ensuite une partie très importante est consacrée aux archives et bibliothèques.

A cause des grandes destructions, seulement les archives des monastères de Borsmonostor et de Veszprémvölgy ont été conservées. Mais, en raison des pertes importantes, les chartes médiévales y sont également peu nombreuses, dans le premier cas leur nombre dépasse à peine les 300, dans le second — les 150. Dans les monastères de Ábrahám, Bélaháromkút, Kerc, Szentgotthárd, Toplica et Zágráb une partie relativement petite des documents archivistiques médiévaux a été conservée, tandis que dans le cas des autres il nous reste tout au plus quelques chartes. La plupart des actes de l'abbaye de Toplica nous est parvenue par l'unique cartulaire cistercien en Hongrie, créé vers 1366. Les documents conservés sont fort unilatéraux : pour des raisons pratiques, dans la plupart des cas on conservait seulement les actes relatifs au droit de propriété ou aux différents privilèges (de juridiction, d'imposition etc). En général, ce sont les données sporadiques contenues dans ces documents qui nous offrent des informations sur la personne de l'abbé, des moines et des conversi, sur la vie intime du monastère. Nous ne possédons que deux inventaires complets. Celui de Bélaháromkút fut dressé en 1509,

celui de Zágráb en 1513. Ce dernier avait inventorié jusqu'à 76 chartes. De toute évidence, il existait plus d'inventaires; le bref inventaire de Cikádor, de 1361, permet de déduire que les biens du monastère étaient inventoriés à chaque élection d'abbé. Le livre nous informe sur les lieux actuels des archives, et, dans plusieurs cas, nous retrouvons également les cotes archivistiques des différentes chartes. Faute d'introduction explicative on ne connaît pas la raison pour laquelle les cotes des autres chartes ne sont pas mentionnées. Ainsi on peut trouver étrange que dans le cas du monastère de Borsmonostor, les cotes d'environ 300 chartes sont mentionnées, tandis que dans le cas de Veszprémvölgy, on n'en trouve que pour la moitié des chartes (p. 196). Il est vrai que, malgré tous les efforts, même la liste des chartes de Borsmonostor n'est pas complète non plus. Ses archives riches de Heiligenkreuz conservent également des chartes provenant de l'abbaye de Borsmonostor (*Johann Nepomuk Weis* : *Urkunden des Cistercienser-Stiftes Heiligenkreutz im Wiener Walde*. I—II. Vienne, 1856—1859. I. pp. 293—96, 307—8, 316), et dans les archives de Pannonhalma il y a également d'autres sources originaires de Borsmonostor, en dehors de celles qui sont citées dans l'œuvre (*Tudománytár* 15 : 1844, 57—65).

Parmi les données archivistiques, malgré les répétitions inévitables, Hervay énumère, comme de raison, dans une partie spéciale les publications de l'abbé et celles qui ont été faites en commun par l'abbé et le convent, car ces chartes ou ces brouillons appartenaient aux archives de ce temps. Le livre publie leurs dates, le nom des abbés, les cotes et la publication des actes. Il est à regretter que les chartes éditées par l'abbé ne sont pas séparées de celles qui ont été publiées en commun par l'abbé et le convent. Par contre, l'auteur fait référence aux sceaux de l'abbé et à ceux du convent, et aussi aux matrices de sceaux.

Les bibliothèques des cisterciens subirent des destructions encore plus importantes que leurs archives. Les sources ne nous fournissent des orientations que sur les livres médiévaux des monastères de Bélaháromkút, Borsmonostor, Egres, Kerc, Toplica et Zágráb. Particulièrement précieuse est la liste qui nous révèle les livres qu'Egres reçut, après sa fondation au XII^e siècle, de Pontigny, son abbaye-mère. Les informations succinctes nous permettent plutôt d'avoir une idée de l'importance des pertes. Si l'abbaye insignifiante de Bélaháromkút

possédait 85 livres selon l'inventaire de 1509, sans indications détaillées, combien il devait y avoir dans les riches monastères royaux, comme par exemple dans celui de Pilis dont la bibliothèque nous est connue d'un petit poème en latin de 1505.

La partie consacrée aux archives et aux livres est suivie par l'inventorisation des propriétés de l'abbaye et par les données, assez peu nombreuses, relatives aux revenus. Hervay localise les propriétés terriennes des cisterciens, les représente, dans la plupart des cas, sur une carte géographique, et indique les limites dans le temps de leur possession par les cisterciens. La partie consacrée aux personnes contient l'archéologie des abbés, les noms des religieux et, à part, les noms de ceux qui fréquentaient des universités. Dans l'*Index fontium editorum* il énumère les publications de sources où l'on peut trouver des informations concernant les monastères cisterciens dans une période donnée. Dans la partie finale on trouve une abondante bibliographie des œuvres parues jusqu'à 1982. Toutefois, il y a quelques œuvres qui ne figurent pas dans la bibliographie, comme par exemple *Petrovics, István* : Volt-e Szegeden bencés apátság? (Y eut-il à Szeged une abbaye bénédictine?), Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae. Acta Historica, Tomus LXXI. Szeged, 1981, 37-43. pp. Cette étude est importante car l'histoire du monastère d'Ercsi s'y enrichit d'une donnée de 1225 considérée jusque-là comme une charte concernant la ville de Szeged.

Parmi les monastères cisterciens de Hongrie, on retrouve également, dans l'ordre alphabétique, les monastères cisterciens de Heiligenkreuz (Autriche) et de Koprzywica (Pologne), puisque ces deux abbayes possédaient, grâce à des donations royales, des propriétés terriennes en Hongrie. Évidemment, ici la structure est différente, et les données publiées concernent presque entièrement seulement ces propriétés.

Enfin, dans le livre on trouve une revue concise des principaux événements qui marquent l'histoire de l'Ordre en Hongrie aux XVII^e-XX^e siècles. Vu que, sous la direction des abbés cisterciens de Velehrad en Moravie, de Heiligenkreuz en Autriche et de Heinrichau en Silésie (aujourd'hui Henryków en Pologne), furent réinstallés au XVIII^e siècle les abbayes de Páztó, Pilis, Szentgotthárd, Zirc, et que graduellement elles devinrent indépendantes et se réunirent au cours du XIX^e

siècle sous la direction de l'abbé de Zirc, l'auteur traite sous le titre Zirc (II) l'histoire des abbayes cisterciennes réunies de Zirc, Pilis, Páztó et Szentgotthárd, c'est-à-dire l'histoire de l'Ordre Cistercien en Hongrie à partir des difficultés de leur nouvelle installation jusqu'à la dissolution de l'Ordre sous Joseph II (qui, pour des raisons de politique extérieure, ne concernait pas Zirc, appartenant à Heinrichau qui se trouvait déjà sous le règne prussien), et enfin l'histoire de l'Ordre ayant accepté des fonctions d'enseignement, à partir de la nouvelle autorisation des activités jusqu'à la nouvelle dissolution en 1950. A ce chapitre l'auteur ajoute la description des différentes institutions de l'Ordre, y compris les institutions d'enseignement.

A la fin du livre on trouve une carte géographique de synthèse, plusieurs plans de monastères et une centaine de photos. Les chartes, les sceaux et les matrices de sceaux, les monuments, surtout architecturaux, souvent fragmentaires illustrent abondamment les huit siècles de l'histoire de l'Ordre Cistercien en Hongrie. Des index de localités, de noms et de matières facilitent l'utilisation du livre.

Ce livre, d'une belle présentation, contient beaucoup de données. Cette abondance est pourtant plus réduite qu'il ne paraît, car, vu la structure décrite du livre, la même charte peut y figurer de trois à quatre fois. Le grand nombre des données, considérable malgré les répétitions, produit l'impression que, sous quelque forme, on peut trouver dans cette œuvre toutes les sources de l'histoire médiévale de l'Ordre Cistercien. Pourtant, ce n'est pas le cas. Le plus grand défaut de cette œuvre est que les matériaux archivistiques rassemblés ne sont pas complets même *compte tenu des possibilités*, et que l'analyse complète des données publiées n'a été faite même pas dans les *cadres* donnés.

Il ne s'agit évidemment pas d'exiger de l'auteur la connaissance de toutes les sources médiévales relatives aux cisterciens. Presque tout ce qui nous est parvenu des actes de la Hongrie médiévale est conservé dans les Archives Diplomatiques et dans les Collections de Photos Diplomatiques des Archives Nationales de Hongrie. Faute d'index appropriés, une seule personne est incapable de connaître et d'analyser, du point de vue de l'Ordre, ces 200.000 actes, en gros encore inédits. Aussi bien, dans l'intérêt des recherches à suivre, il

aurait été particulièrement utile si l'auteur avait informé les lecteurs sur les matériaux déjà analysés, sur les aspects de ses recherches, et surtout sur les domaines où il faut encore procéder à des recherches archivistiques. Par exception il signale à propos de l'abbaye de Heiligenkreuz (pp. 109, 166.) que l'on y trouve des sources relatives à l'abbaye de Szentgotthárd et aux propriétés de l'abbaye de Heiligenkreuz en Hongrie. C'est dans ces archives qu'il faudrait travailler, car Elek Kalász était le dernier à y faire des recherches vers 1930, et comme on peut constater partant des matériaux publiés concernant les XII—XIV^e siècles (*Weis*, op. cit.), les documents y conservés concernent non seulement Szentgotthárd, mais aussi plusieurs autres abbayes de la Hongrie. On peut espérer que des données ignorées jusqu'ici seront découvertes dans les archives cisterciennes d'Autriche et d'autres pays, car ces monastères avaient des relations avec ceux de Hongrie. En Hongrie aussi, il y a encore pas mal à faire. On pourra découvrir de nouvelles données en premier lieu dans les archives des familles propriétaires et celles des établissements religieux se trouvant dans le voisinage des propriétés cisterciennes ainsi que dans celles des *loca credibilia* compétents dans la région. Pour Veszprémvölgy et Zirc par exemple les archives ecclésiastiques et civiles de Veszprém conservent des matériaux encore inconnus.

A l'opposé des sources non publiées, dans le cas des sources *déjà publiées* l'ouvrage devrait être complet. Il est, certes, visible que Hervay a cherché d'y arriver, mais malgré cela son œuvre ne contient, et de loin, le répertoire complet des sources publiées à ce sujet. Les défauts peuvent être expliqués par trois raisons.

1. Certaines publications de sources ont échappé à l'auteur. Entre autres, il ne s'est pas servi des ouvrages de *Vincent Sedlák*: *Regesta diplomatica nec non epistolaria Slovaciae*. I. Bratislava, 1980, et de *Gustav Gündisch*: *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*. VI. Bukarest, 1981, qui contiennent de nombreuses données concernant les abbayes de Szepes, Egres et Kerc. La publication slovaque contient par exemple six chartes de l'abbé et du convent de Szepes (*Sedlák*, op. cit. 100, 205, 242, 316, 355) du début du XIV^e siècle, tandis que Hervay ne publie aucune charte de la même période (pp. 177—178).

2. L'auteur n'a pas terminé l'analyse *complète* des éditions de sources utilisées et souvent citées. Ceci explique pourquoi il ne fait pas mention de la charte des *frater A. dictus prior, S. subprior et H. custos de Egris* qui a pourtant paru dans une des publications qu'il cite fréquemment (*Georgius Fejér*: *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis*. I—XI. Budae, 1829—1844, IV/1. 162—3, cf. DL 61141). La clause finale de cette charte de 1239 est une preuve éloquente de l'adoption en Hongrie de la manière spéciale de l'utilisation des sceaux, caractéristique des cisterciens: *In huius rei testimonium litteras presentes scripsimus et quia sigillum proprium habere non consuevimus, sigillo venerabilis patris I. abbatis de Egris eas fecimus roborari*. De même, le livre passe sous silence une des chartes de 1377 de l'abbé et du convent de Pilis (*Weis* op. cit. II. pp. 318—9).

3. Enfin, on peut voir que même les sources qui figurent sous une forme quelconque dans le livre ne sont pas complètement analysées par l'auteur, même pas selon ses *propres* points de vue. Ainsi par exemple il parle de *Cunradus*, abbé de Borsmonostor (76. p.) sans faire mention de son sceau qui est suspendu sur chacune des chartes-parties datant des environs de 1222 (DL 777). Cependant, en Hongrie on ne connaît pas de sceau cistercien qui soit plus ancien que celui-ci. Le sceau anonyme de l'abbé a une forme ovale, il représente un abbé qui se tient debout, avec la crose dans sa main droite et un livre fermé dans la gauche. La légende en est la suivante: *S[igillum] abbatis de Monte S[an]c[t]e Marie*. Il aurait été nécessaire de donner toutes ces informations aussi parce que le dernier éditeur des chirographes décrit, par erreur, le sceau de l'abbé comme étant un sceau de convent, tandis que les premiers sceaux de convent ne sont apparus qu'environ 100 ans plus tard (*Hans Wagner*: *Urkundenbuch des Burgenlandes und der angrenzenden Gebiete der Komitate Wieselburg, Ödenburg und Eisenburg*. I. Graz-Köln, 1955, 90). Le même défaut se présente dans le cas suivant: nous apprenons sur le palatin Tamás qu'il fut enterré au monastère d'Ercsi et qu'il avait voulu procurer à ce monastère des revenus provenant de la dîme (98, 100. pp.) Mais on ne nous apprend pas qu'il était le fondateur de ce même monastère, bien que la charte de 1269 sur la dîme le désigne comme *fundator monasterii* (*Fejér* op. cit. IV/3. 498).

Aux défauts signalés s'ajoutent les imprécisions des données bibliographiques, l'imperfection de l'index et les fautes d'impression encore plus nombreuses que de coutume. Dans ce livre sur les cisterciens une faute s'est glissée même dans l'année de fondation de Cîteaux, abbaye-mère de l'Ordre.

Autant nous devons saluer avec joie la parution du répertoire de l'histoire en Hongrie de l'Ordre Cistercien, autant il est regrettable qu'il soit paru ainsi. Une grande partie de ces défauts aurait

pu être évitée avec relativement peu de travail, avec un esprit plus ouvert, une attention accentuée et une aide plus importante de la part des censeurs. Malheureusement, cela n'est pas arrivé. Le manuel parut sous cette forme, c'est ainsi que les archéologues, historiens, historiens de l'art qui s'occupent de l'histoire de l'Ordre de Cîteaux en Hongrie et tous ceux qui désireront s'en occuper, devront et pourront s'en servir.

László Solymosi

PHILIP LONGWORTH, *Alexis. Tsar of All the Russia*

London, 1984, Secker and Warburg, XIII, 1, 305 p.

Алексей Михайлович, второй царь династии Романовых, отец Петра Великого, всегда оставался как-то вне поля зрения исторической науки. Интерес историков концентрировался на двух важнейших событиях того периода — катастрофе начала XVII века и конца XVII века, начале правления Петра, а более три десятилетия (1645–1676) правления Алексея Михайловича в лучшем случае считались периодом, заслуживающим скромного интереса со стороны науки, в худшем — этапом полного застоя и молчания. Алексей Михайлович считался то полностью впадшим в религию, находившимся под влиянием церкви правителем, то пешкой в руках бояр, порой беспощадным эксплуататором, но никак не царем, заслуживающим внимания. По всей вероятности, куда более впечатляющие десятилетия правления Петра также способствовали тому, что Алексей Михайлович остался в тени.

Преподающий в Монреальском университете английский историк Филип Лонгворт, специалист по раннему периоду новой истории России (автор книги о казаках, о трех императрицах XVIII века), полностью изучив всю буржуазную и советскую историческую литературу по этому вопросу, удосужился вернуться к первоисточникам, в большинстве своем неизданным, чтобы почти через сто лет после издания последней биографии беспристрастно проанализировать жизнь царя и найти ответ на сформулированные в противоречивых оценках его личности вопросы.

Он составил на первый взгляд весьма традиционную биографию, на самом деле в строгой хронологической последовательности проанализировал по крупницам жизнь царя. Главы с весьма меткими названиями рассказывают об отдельных этапах жизни царя, от детства до смерти и похорон. Выделяются из этой структуры только введение, где в кратком историографическом очерке сформулированы вопросы, и заключение, в котором даны ответы на эти вопросы.

Традиционной можно считать биографию и в том аспекте, что она написана интересно и живо, подчас драматизируя события. В книге отражено узкое окружение, в котором протекала жизнь царя, с пышной придворной жизнью в Кремле, с извечным звоном колоколов. События отражены ярко и оригинально, книга захватывает читателя как повесть о жизни человека, положение, происхождение которого поневоле позволяли ему вмешиваться в жизнь других людей.

И все же книга профессора Лонгворта представляет собой нечто большее, чем традиционную биографию, изображение царя и его советников, регистрацию событий большой политики. В эту строгую хронологическую последовательность автор как-бы незаметно компонирует всю Россию того времени, с ее внутренними и международными проблемами, влиянием колоссальных разрушений начала века, восстаниями 1648 и 1662 года, бунтом Степана Разина, польской и шведской войнами, постоян-

ными угрозами со стороны крымских татар, реформой церкви и последовавшим за ней разрывом церкви, постоянными конфликтами между церковью и государством, вызванными деятельностью патриарха Никона. Остается лишь сожалеть, что Юрий Крижанич (а с ним и вся проблематика славянских связей) отражены в книге лишь в кратком упоминании и длинной сноске. Мы и до сих пор знали, что время царствования Алексея Михайловича никак не назовешь периодом покоя, лишеного событий, но Лонгворт отражает все это в перспективе. Привести краткое содержание книги в столь краткой рецензии — попытка, заведомо обреченная на провал, поэтому мы приведем лишь некоторые выводы Лонгворта на основе представленного им фактического материала.

Лонгворт показывает Алексея как правителя целеустремленного и умного: он всегда тщательно следил за тем, чтобы создать о себе соответствующее впечатление у современников и последующих поколений, поэтому пытался показать себя как человека глубоко религиозного (таким он и был), одновременно стараясь возвести вокруг себя ореол беспощадности (на самом деле Алексей не был беспощадным царем, хотя часто сам присутствовал при пытках, но в тот период это было явлением обыденным). Алексей осознавал свое царское достоинство и давал об этом знать окружающим, но умел быть и исключительно теплым и дружелюбным. В молодости (Алексей занял русский трон в возрасте 16 лет) царь обращался за помощью к старшим советникам, прежде всего к Борису Морозову, но, когда во время восстания 1648 года толпа потребовала головы Бориса, царю ссылкой удалось спасти жизнь Морозову (который, кстати, через год вновь был в Москве, правда, потерял свои позиции при дворе). Абсолютизм в сложных событиях начала века понес ощутимые потери, и Алексей очень сознательно и целеустремленно укреплял самодержавие: вначале лишил полномочий собрания, затем практически исключил из управления страной боярскую Думу, все низы которой через царских секретарей сводились в руки правителя. К этому следует добавить, что Алексей предпочитал выдвигать бояр, аристократов на ведущие посты в армии и провинциальных органах государственного управления, а чиновников цент-

ральных правительственных органов выбирал по способностям, подготовке и заслугам, а также по надежности. Если эти чиновники были недостаточно высокого происхождения, давал им соответствующие титулы. В молодости под влиянием религиозного воспитания Алексей считал, что царь должен на земле создать господствующую во вневременных сферах гармонию, владычество правды. Со временем царь все яснее представлял, что эту гармонию на Земле можно воспроизвести лишь в искаженной, несовершенной форме и то только твердой волей царя. Так, религиозность можно связать с полным, не терпящим непослушания самодержавием — считает Лонгворт, и не без основания. Упрочению абсолютизма способствовало и то, что Алексей обращался с людьми — хвалил и наказывал — всегда по заслугам. Царь хвастился о том, чтобы в других европейских странах о его господстве и личности сложилась благоприятная картина. Он в определенном смысле проявлял заботу и о зарубежной пропаганде.

Войны царя велись с переменным успехом и, естественно, стоили огромных средств, поэтому царь старался контролировать внешнюю торговлю, мобилизовывать внутренние ресурсы. В своих постоянно расширявшихся имениях Алексей вводил на редкость современные для эпохи экономические методы (пятипольное хозяйство, освоение новых культур), с одержимостью капиталиста наращивал доходы. (Этот тип правителя получил распространение в Европе в следующем, XVIII веке.)

Переменные военные успехи, очевидная слабость старой российской армии феодального характера стимулировали царя к созданию армии западного типа. В интересах этого Алексей приглашал в страну сотни, тысячи иностранных специалистов, причем не только по военному делу. Лонгворт очень наглядно описывает, как во время временного взятия Риги Алексей впервые встретился с западноевропейской культурой и как она его пленила. В тот период и позже Алексей жадно впитывал в себя западноевропейский опыт.

Невозможно не вспомнить в связи с этим о Петре I. Вспомнить о нем необходимо в связи с отношениями между государством и церковью. Петр I вначале осуществил реформу церкви, затем еще сильнее подчинил последнюю госу-

дарству, отсюда и противоречия со староверами.

Сопоставления с Петром не избежать. А так как позже по личному указанию Петра князь Яков Долгорукий проводит тщательную параллель между правлением Алексея и Петра, Лонгворт также не может обойти это. Автор абсолютно прав в том, что Алексей начал то, что затем продолжил Петр, причем продолжил куда более впечатляюще. Более того, Алексей проводил свою политику продуманнее Петра: ведь последний проводил реформы часто лишь под давлением событий. Прав Лонгворт и в том, что Петр, вне всякого сомнения, сын Петра. (Общезвестно, что современники сомневались в этом, ходили всякие небылицы, среди вероятных отцов Петра вспоминали даже Никона, хотя патриарх в начале 70-х годов XVII века находился уже под строгим надзором в монастыре.)

Пожалуй, именно здесь можно сделать критическое замечание в адрес автора. Алексей действительно многое начал из того, что затем было продолжено Петром. Лонгворт как-бы наталкивает нас на мысль: Алексей начал более органичное развитие, чем то, которое внос-

ледствии осуществил Петр. Однако этим более органичным развитием лишь гораздо позже можно было бы превратить Россию в поистине европейскую державу. Петр считал, для органичного развития нет времени, нужен полный перелом. Если хотите, этим реформы Петра, несмотря на все их ошибки, более значительны, чем деятельность Алексея. Однако это уже историко-философские subtilities, не оказывающие никакого влияния на вполне справедливый и обоснованный вывод: Филип Лонгворт дал достоверный и новый портрет Алексея. В последних предложениях, когда Лонгворт сопоставляет Россию Алексея с современным Советским Союзом, мы уже не можем согласиться с автором, ибо считаем такое сравнение нереальным, неисторичным. Однако это не меняет нашего мнения о том, что написанная Лонгвортом биография дает такую обоснованную картину, которую занимающаяся этой эпохой историческая наука в будущем вряд ли сможет оставить без внимания.

Эмиль Нидерхаузер

CHARLES E. McCLELLAND, *State, Society, and University in Germany 1700—1914*
Cambridge 1980, Cambridge University Press, IX, 381 S.

Zu Beginn des 18. Jahrhunderts vegetierten die deutschen Universitäten, sowohl die protestantischen als auch die katholischen, noch innerhalb des engen Rahmens der mittelalterlichen Traditionen. Am Anfang des 20. Jahrhunderts sind sie bereits weltweit zu Vorbildern geworden, die Universität wurde ein Großbetrieb. Eine atemberaubende Entwicklung innerhalb von kaum mehr als zwei Jahrhunderten.

Der Verfasser, Professor der Universität New Mexico, wollte nur zwei Komponenten dieser Entwicklung erschließen; einerseits die Unterstützung und den Einfluß des Staates, die Ansprüche und Erwartungen der Gesellschaft und andererseits die Rolle der Universitäten bei der Gestaltung der Gesellschaft. Er sammelte ein umfangreiches Material und studierte nicht nur gewissenhaft die reichliche Literatur über dieses Problem,

sondern stellte auch umfassende Forschungen in Universitäts- und anderen Archiven dar. Wie er selbst darauf hinweist, war das Ergebnis in mehreren Fällen geringer, als er erwartet hatte, da gerade die Universitätsarchive den Fragen des Autors nur mit ärmlichen Angaben dienen konnten. Deshalb betrachtet er seine Ergebnisse auch nicht als endgültig, er will bloß die Hauptzüge der Entwicklung darstellen.

Nach einer kurzen historiographischen und methodischen Einleitung, worin er sein Forschungsobjekt angibt und nach vielen Seiten hin abgrenzt, untersucht er die Entwicklung, geteilt in vier größere Einheiten. Die erste ist das 18. Jahrhundert, wo es viele kleinere Universitäten gab, die Zahl der Studenten klein war und sich zudem noch stets verringerte. In dieser Periode stellte die Philosophische Fakultät das Generalstudium (*studium genera-*

le) für die anderen drei traditionellen Fakultäten (die theologische, juristische und medizinische) dar. Das Unterrichtsniveau war niedrig, die Mehrzahl der Studenten bildeten die vom Universitätsabschluß die Möglichkeit zu einem sozialen Aufstieg erhoffenden, aus armen Familien stammenden „Brotstudenten“. Ein Anspruch auf wissenschaftliche Forschung wurde dem Lehrkörper gegenüber gar nicht erhoben, und den Höhepunkt bedeuteten die zu dieser Zeit bereits völlig formalen und unfruchtbaren Disputationen. Die Universitäten waren von den Kirchen beherrscht, bei den Katholiken bedeutete dies den Einfluß der Jesuiten, bei den Protestanten die lutherische Orthodoxie. Die oberen gesellschaftlichen Schichten besuchten die Universitäten gar nicht.

Den ersten Durchbruch gegenüber dem überholten, alten Universitätstyp bedeutete 1737 die Gründung der Universität Göttingen, die auch für die ungarische kulturelle Entwicklung bedeutend war. Die Regierung in Hannover unterstützte die Universität mit viel Geld und war bestrebt, die besten Professoren dorthin zu holen. Binnen kurzer Zeit erreichte sie tatsächlich ein hervorragendes Studieniveau, es studierten hier in erster Linie die jungen Aristokraten und reichen Bürgersöhne. Diese Epoche betrachtet der Verfasser als die erste Reformbewegung des 18. Jahrhunderts; die zweite nimmt er in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts an, mit den immer erneuten Versuchen, den Einfluß der Kirche zu beseitigen, der Kritik an den vorhandenen Fehlern und gleichzeitig der staatlichen Unterstützung und dem Zuwachs des staatlichen Einflusses.

Die revolutionäre Epoche in Frankreich, die übrigens ziemlich viele deutsche Staaten auch unmittelbar betraf, verbesserte die Situation derjenigen, die gegen die Universität als Institution waren, da sich die Revolution selbst, auch in Frankreich, gegen die das vergangene Regime vertretende Universitäten wandte. In Deutschland, vor allen Dingen in Preußen, löste das aber auch eine Gegenwirkung aus, McClelland nennt die zweite Epoche Humboldt-Periode. Wilhelm von Humboldt war bestrebt, im Namen des (nach Ansicht des Verfassers schwer bestimmbar) Neohumanismus die Erneuerung der Universität zu fördern, um dadurch die von jedem materiellen Interesse freie, universelle Bildung des Menschen, die vielseitige Gestaltung des Individuums verwirk-

lichen zu können. Dieses Humboldtsche Ideal bemühte sich, die 1810 gegründete Universität Berlin zu verkörpern. Dabei schuf die Auflösung einer ganzen Reihe von kleineren Universitäten eine günstigere Situation, eine effektivere Konzentration der finanziellen Mittel durch den Staat. Gleichzeitig bedeutete die Institution der außerordentlichen Professoren neben den ordentlichen und jene der unbezahlten Privatdozenten die ersten Schritte zur Erhöhung des Unterrichtsniveaus, da dadurch unter den Professoren eine Rivalität entstand. Eine bedeutende Veränderung in der Struktur der Universitäten brachte die Schaffung der Gleichberechtigung der Philosophischen Fakultät mit sich. Sie brauchte nun keine Einleitungs- und Grundlagenfunktion mehr zu erfüllen, da diese das ebenfalls von Humboldt inspirierte klassische Gymnasium übernahm.

Der dritte Teil des Buches behandelt die Periode zwischen 1819 und 1866, die Epoche der wissenschaftlichen Revolution. 1819 ist das Jahr der von Metternich angeregten Karlsbader Beschlüsse des Deutschen Bundes, welche die politische Rolle der Universitäten und Studenten einstellen wollten. 1866 ist das Jahr der Gründung des Norddeutschen Bundes, praktisch das Entstehungsjahr des vereinten Deutschen Reiches. Das herausragende Ergebnis dieser Epoche war, daß die wissenschaftliche Forschung, die früher sozusagen unbekannt und auch während der Humboldtschen Ära sich nur als Anspruch zeigte, zu dieser Zeit Pflicht der Professoren wurde. Dieser Umstand brachte die weitere Entwicklung der Philosophischen Fakultät mit sich und drängte die Theologie in den Hintergrund. Die Medizinische und noch mehr die Juristische Fakultät behielten aber ihren Platz, da letztere die Studenten für die oberen Positionen der Staatsverwaltung ausbildete. In dieser Periode spielte das gerade durch seine Studien und sein Wissen aufstrebende Bildungsbürgertum, dieses spezifisch deutsche Gebilde, eine bedeutende Rolle. Die überwiegende Zahl der Studenten stammte selbst aus dieser Schicht und verstärkte sie nach ihrer Ausbildung. Ein kleiner Teil der Studenten stammte aus der Schicht der Aristokraten, noch weniger aus dem Industrie- und Handelsbürgertum. Ein Drittel der Studenten waren auch weiterhin in erster Linie Brotstudenten kleinbürgerlicher, seltener bäuerlicher Herkunft, die ihre Karriere begründen wollten.

Die oppositionelle Haltung der Universitäten und noch mehr der Studenten hörte trotz der Karlsbader Beschlüsse nicht auf, gegen 1848 nahm sie sogar zu. Die Rolle der Professoren und Studenten in der deutschen Revolution von 1848 ist allgemein bekannt, daher behandelt der Autor sie nicht eingehend, er macht nur darauf aufmerksam, daß die Wichtigkeit dieser Rolle nicht überschätzt werden sollte.

Zusammen mit vielen anderen Umständen veränderte sich auch dies weitgehend während der Periode des Deutschen Reiches, die im letzten Teil des Buches behandelt wird. Früher, besonders im 18. Jahrhundert, war die Zahl der Studenten niedrig, jetzt vergrößerte sie sich bedeutend stärker als der beträchtliche demographische Zuwachs des vereinten deutschen Staates. Zur gleichen Zeit verschwand die oppositionelle Haltung sowohl seitens der Professoren als auch der Studenten, die Universität fügte sich in das vereinte Deutschland ein.

Zu dieser Zeit entdeckte bereits auch die Bourgeoisie die Wichtigkeit der Universität, die Entwicklung der Wissenschaft wurde auch für die rapid zunehmende Industrie nötig. Freilich ging diese Entwicklung größtenteils auch an den technischen Hochschulen vonstatten, die bald in den Rang einer Universität aufstiegen, die McClelland jedoch nicht behandelt. Die Theologischen Fakultäten waren zu dieser Zeit bereits völlig in den Hintergrund gedrängt.

Im vereinten Deutschland war das Unterrichtswesen keine Reichsangelegenheit, es lag in den Händen der einzelnen Länder. McClelland untersucht deshalb vor allen Dingen die preußische Entwicklung, die ein Vierteljahrhundert (1882–1907) lang von Friedrich Althoff gelenkt wurde. Althoff war ursprünglich Professor in Straßburg gewesen und wurde dann Leiter der Universitätsabteilung des Preußischen Kultusministeriums. Gerade seine Tätigkeit war ein Zeichen für die bereits entscheidende Rolle des Staates. Die Universität konnte die Professoren nicht mehr frei wählen, diese wurden vom Staat, praktisch von Althoff, ernannt, und obwohl er in den meisten Fällen die Meinung des Lehrkörpers einholte, kam es mehrere Male vor, daß er eine Ernennung gegen dessen Willen vornahm. Selbstverständlich bedeutete die staatliche Unterstützung auch eine materielle Stärkung, das Gehalt der Professoren sicherte ihnen bereits ein

hohes Lebensniveau, während sie sich im 18. Jahrhundert zu ihrer Lebenserhaltung noch nach Nebeneinkünften hatten umsehen müssen. Neben den Ordinarien, das heißt den öffentlichen ordentlichen Professoren, wurde die Zahl der außerordentlichen Professoren und Privatdozenten immer größer, aber auch sie bekamen jetzt schon Gehalt. Die Universitäten erhielten einen immer höheren Teil des Staatshaushalts. Zwischen 1866 und 1914 vergrößerte er sich in Preußen auf das Zehnfache, die für die Universitäten verwendete Summe dagegen auf das Dreizehnfache. Im bayerischen Staatsbudget z.B. wuchs ihr Anteil noch stärker, denn während dieses auf das Dreifache stieg, erhöhte sich die für die Universitäten verwendete Summe jedoch auf das Zehnfache, so war hier die relative Zunahme der Universitäten noch größer. Die zahlenmäßigen Angaben könnten aufgrund des Buches von McClelland noch fortgesetzt werden.

Einen weiteren Faktor innerhalb des Universitätsbudgets bildete die für die Institutionen und Seminare und deren Einrichtung verwendete Summe. Während am Anfang der Periode die Professorengehälter den größeren Teil der Universitätsaufwendungen ausmachten, wurden sie Ende der Epoche im Vergleich zu den — mit modernem Ausdruck — Realausgaben stark in den Hintergrund gedrängt. Dieser Umstand zeigt, daß der Staat die Entwicklung der Wissenschaft größtenteils auf die Universitäten konzentrierte. Die staatlichen Forschungsinstitute außerhalb der Universitäten entstanden erst um die Jahrhundertwende und erfaßten auch dann nur einzelne Forschungsgebiete.

Die Konzentration auf die Forschung, auf die Wissenschaft betraf in erster Linie die Philosophischen Fakultäten. Greifbar zeigt sich diese Tatsache am Anteil derjenigen Studenten, die den Doktorgrad erwarben. Die gesamte Periode hindurch erwarb an den Philosophischen Fakultäten von je 20–30 Studenten jährlich einer den Doktorgrad, an der Juristischen Fakultät in den 1870er Jahren nur einer von 170, in den ersten Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts einer von 300, an der Medizinischen Fakultät war dagegen dieser Anteil in den entsprechenden Jahrzehnten größer: ein Student von 5 bzw. 14. Im Vergleich zur gesamten Studentenschaft war der Anteil der Doktoranden hier am größten (dadurch erhöhte sich nämlich das Prestige des Berufs), aber auch hier verringerte sich der Anteil.

Laut McClelland hatte das Verschwinden der oppositionellen Haltung der Universität mehrere Gründe. Der erste war das grundlegende Einverständnis von Professoren und Studenten mit dem Zustandekommen und der Politik des vereinten Deutschland; der zweite die bewußte Bestrebung des Staates, nur Professoren mit entsprechenden politischen Ansichten zu ernennen, was die früher noch vorhanden gewesene Freiheit der Wissenschaft wesentlich einschränkte. Dazu kam noch die aus der Entwicklung der Wissenschaft resultierende Spezialisierung: Die Professoren, in erster Linie die Privatdozenten, wurden zu Experten nur eines engen Bereiches, die ehemaligen Humboldtschen Prinzipien verschwanden spurlos. Andererseits brachte der erste grundlegende Faktor mit sich, daß die Professoren, oft auf staatliche Aufforderung hin, immer öfter öffentlich für die Politik des Staates (z. B. für den Ausbau der Kriegsflotte) Stellung nahmen. Gleichzeitig wurde die Loyalität der Studentenschaft dadurch gesichert, daß sie vorwiegend aus den herrschenden Klassen stammten, der Anteil der Studenten kleinbürgerlicher und bäuerlicher Herkunft sich verringerte und es Studenten aus der Arbeiterschaft praktisch gar nicht gab.

Die spektakuläre Entwicklung der deutschen Universitäten wurde also durch die großangelegte Zunahme der staatlichen Unterstützung gesichert. Das hatte auch günstige Auswirkungen auf die Verbesserung der finanziellen Situation der Universitäten. Selbst die Tatsache, daß der Anteil der praktischen Seminarstunden zu Lasten der traditionellen Vorlesungen vergrößert wurde, zeigt, daß die wissenschaftliche Forschung in den Vordergrund geriet. Gerade deshalb war man bestrebt, die Organisationsform der deutschen Universitäten in aller Welt nachzuahmen.

Auf der anderen Seite steht aber die ungünstige Wirkung der Stärkung des staatlichen Einflusses, der Zwang zur Unterstützung der Politik des Staates. Bis 1914 waren die bedauernswerten Folgen dieser Tatsache noch wenig wahrnehmbar, doch die ganze Organisationsform der Universität, das Verhältnis von Universität und Staat ermöglichte es der Hitlerregierung, die vollkommene Gleichschaltung der Universitäten fast reibungslos vorzunehmen.

An dem Buch von McClelland Kritik zu üben, ist sehr schwer, da er dies in der Einleitung des

Buches in weiser Voraussicht selbst getan hat, indem er aufzählte, worüber alles sein Buch nicht handeln wird. Wie gesagt, erörtert das Buch die technischen Hochschulen nicht, obwohl doch die Interessen der Gesellschaft und des Staates, konkreter formuliert der Großindustrie, in erster Linie in ihnen zur Geltung kamen. Dazu kommt aber, daß die ganze Problematik der höheren Agrarausbildung weggefallen ist. Die Entwicklung der österreichischen und schweizerischen Universitäten schloß der Verfasser schon von vornherein aus, höchstens in den ersten Teilen verweist er auf die Situation in Österreich. Dem ist weiterhin hinzuzufügen, daß er innerhalb der kleindeutschen Lösung, offensichtlich dem erschlossenen Material entsprechend, in erster Linie die preußischen Universitäten untersuchte. Und so erfahren wir z. B. sozusagen nichts über die bayerischen Varianten und im allgemeinen über die Situation der anderen deutschen Staaten in der letzten Epoche, erwähnt wird nur, daß die Unabhängigkeit vom Staat an den Universitäten in Baden verhältnismäßig am größten war. Da der Verfasser im vornherein auch festgelegt hat, daß er den Universitätsunterricht, die Unterrichtsobjekte und -methoden nicht behandeln werde, müssen wir ihm recht geben, daß die Entwicklung der deutschen Universitäten weniger positiv gewesen zu scheitern scheint, als sie es aufgrund der Erörterung vieler anderer Fragen hätte werden können.

Der Verfasser gibt eine ausführliche Bibliographie an, so braucht er viele Tatsachen nicht zu beschreiben, er interpretiert sie eher. Selbst innerhalb des von ihm festgelegten Rahmens ist es ihm schließlich gelungen, eine sehr interessante Entwicklung darzustellen, so ist sein Buch auch hinsichtlich der gesamten deutschen Geschichte sehr beachtenswert. Alle aufgeworfenen Fragen hat er beantwortet. Er hat darin recht, daß die Erörterung anderer Probleme mehrere Bände gefüllt hätte. Es möge uns aber erlaubt sein, zu hoffen, daß er diese „anderen Probleme“, vor allen Dingen den Universitätsunterricht, in seinen weiteren Studien noch behandeln wird. Gerade die Ergebnisse dieses Buches rechtfertigen die Erwartung, daß auch diese weiteren Forschungen bedeutende Ergebnisse ergeben könnten.

Emil Niederhauser

FRANÇOIS FEJTŐ, *La social-démocratie quand même*

Editions Robert Lafont. Paris 1980. 287 p.

Avant tout, il faudrait parler plus longuement de l'auteur, ce qui est en elle-même une tâche de haute exigence. Sa carrière est partiellement connue. Dans cette œuvre en tout cas on retrouve non pas Fejtő, le collaborateur actif de *Le Monde* et de l'AFP, mais celui qui a pris sa « retraite active » et qui, après des œuvres si variées sur l'histoire de nos jours, « s'est retourné » à la social-démocratie.

Evidemment, cette phrase est d'une simplification extrême. Né en 1909, le jeune Fejtő, d'une vingtaine d'années, arriva à la social-démocratie après un bref passé communiste, mais depuis longtemps déjà il a quitté « l'uniforme » social-démocrate, en tout cas il ne revêt pas l'uniforme social-démocrate « stricte ». Cela se révèle aussi dans son présent ouvrage que nous recommandons absolument aux lecteurs, vu son extrême richesse en matériaux, sa documentation historique et économique, riche source d'idées, son caractère bien fondé, ses remarques critiques. Il convient d'y ajouter encore un aspect, une sphère de sources dont la valeur est vraiment très estimable. Fejtő est bien connu dans le mouvement social-démocrate hongrois et international et son passé de plusieurs dizaines d'années lui a ouvert des portes qui seraient restées fermées devant d'autres ou, en tout cas, seraient ouvertes moins largement. Ainsi Fejtő pouvait se servir, à côté des documents statistiques, bibliographiques et de presse, de rencontres personnelles où il avait des entretiens avec par exemple Lord Balogh ou Lord Káldor sur la situation économique anglaise et les différentes vues du Labour Parti. Il cite également longuement sa conversation avec Kreisky, extrêmement passionnante de point de vue et politique et idéologique. On peut y classer aussi l'entretien de Fejtő avec Edmond Maire chef, aux idées partiellement sociaux-démocrates, du syndicat français le plus important après la CGT. Il a fait en outre des interviews tout aussi intéressantes avec des chefs sociaux-démocrates allemands, anglais, suédois etc. Il relève également de la même « vision » et des mêmes informations « de première ligne » que Fejtő avait des entretiens avec des dirigeants sociaux-démocrates de différentes nuances. Ainsi en Allemagne non seulement avec Brandt et Bahr, mais naturellement avec Schmidt aussi; en Angleterre

non seulement avec Wilson et Callaghan, mais avec Owen, Stewart et, bien sûr, avec Healey, et même avec Benn dont les tendances politiques n'ont point du tout gagné sa sympathie. Et dans ce contexte même il faut souligner que Fejtő est, depuis quarante ans, un journaliste authentique, il sait, et il veut interroger, il veut connaître la vérité et non pas la farder, aussi pose-t-il à ses partenaires des questions vraiment délicates. Ainsi, ces entretiens ne nous offrent pas de « bagatelles bien colorées », toujours « il s'attaque » très précisément aux problèmes fondamentaux. Si ce volume ne contenait rien d'autre que ces entretiens passionnants, rien que cela procurerait une valeur historique à cette œuvre.

De toute évidence, il s'agit de bien davantage dans ce livre. En fin de compte Fejtő dresse le bilan des derniers vingt à vingt-cinq ans dans l'évolution de la social-démocratie, des nouvelles tendances générales dans le domaine économique aussi bien que politique. Il dresse ce bilan pour Grande-Bretagne, l'Autriche, la République Fédérale Allemande, la Suède, le Danemark et la Norvège pour voir la situation dans les conditions spéciales des plus importants pays « développés de l'Europe de l'Ouest ». En dehors de données, d'observations précieuses (touchant aussi bien la vie économique que les hauts milieux scientifiques, les politiques, les syndicats et certains chefs syndicaux) l'auteur établit des catégories, fait des appréciations, crée ses propres jugements de valeur sans vouloir les cacher. Il reste très nettement un auteur « engagé », et l'auteur de ce compte rendu ne doit vraiment faire de grands efforts pour mettre en lumière « son véritable message », la solution qu'il offre.

Sans aucune équivoque Fejtő prend comme base « Bad-Godesberg », il est tout naturellement pluraliste (personne ne le conteste donc dans les milieux sociaux-démocrates), mais en ce qui concerne les structures économiques, dans ce domaine aussi il n'est pas seulement partisan de « l'économie mixte », mais très visiblement se méfie de tout élargissement du secteur d'Etat, voire de tout secteur communautaire, ne voyant que « l'échec » auquel aboutirait toute tentative de ce genre. Il fait bien voir les situations où les partis sociaux-

démocrates doivent affronter un dilemme, ce qui s'était souvent produit par exemple en Grande-Bretagne ces dernières années: notamment que les militants du parti, les cellules militantes «tendent vers la gauche», réclament une politique fondée sur les nationalisations, une profonde transformation structurelle, ce qui est «trop» non seulement pour la droite des partis et pour une partie des députés, mais encore davantage pour les électeurs. Mais si l'on ne tenait compte que de ces électeurs-là, les partis perdraient justement leurs membres militants. Les réflexions de Fejtő sont centrées sur cette observation, c'est pourquoi il prononce un jugement au fond cinglant sur Benn et prend pour une erreur grave de la gauche et du mouvement syndical de gauche d'avoir, par leur «incompréhension», pour ainsi dire «torpillé» les gouvernements de Wilson et de Callaghan. De l'autre côté il présente Kreisky comme un maître de la politique à qui, dans l'entretien personnel déjà mentionné, il pose ces questions de fond. De toute évidence, Kreisky rejette les variantes sociaux-démocrates de «gauche», soulignant que, «aujourd'hui» il n'existe plus d'école «austromarxiste», encore que, en ce qui concerne le passé, il se refuse à renier cette tradition, ou son propre passé (lui-même il y appartenait).

La variante allemande est en quelque sorte — d'une façon bien connue — différente de celle-ci. Ici, pour Fejtő (au temps où il écrivait encore ces lignes) le couple Brandt-Schmidt, et même avec Wehner ce trio particulier, paraissait constituer une unité viable de collaboration. L'alternative posée par Fejtő est donc très clair; pour lui le salut est dans la sauvegarde souple, sur de «larges bases», des unités de parti, dont le corollaire, pour ainsi dire le prix est de ne pas fixer comme objectifs la réalisation

de profondes réformes structurelles, de grandioses nationalisations, c'est-à-dire de ne pas dépasser le «consensus» des jeux politiques.

Le lecteur qui s'y intéresse ne doit pourtant pas porter sur ce livre des jugements avec précipitation. Fejtő offre la parole à ceux qui professent des opinions différentes, et même s'il est très nettement attiré vers l'un des côtés, il ne place pas «sous le niveau» les représentants de la gauche pour pouvoir les réfuter aisément. Au contraire, l'interview déjà citée avec Maire offre une preuve éloquentes montrant que des personnes même pas simplement de la «gauche doctrinaire» peuvent être bien critiques face à une liste de résultats simple, sociale-démocrate de droite, traditionnellement «modérée».

De toute façon, rien qu'à cause de l'année de sa publication, le livre de Fejtő est un produit de notre histoire d'hier. En Grande-Bretagne, l'union qu'il désirait voir dans le Labour Party a échoué, et le parti de Foot, ensuite celui de Kinnock se tiennent à une variante plus de gauche que celle offerte par Fejtő. C'est ce qui semble survenu aussi dans le parti social-démocrate allemand après le départ de Schmidt. En Autriche «l'ère Kreisky» est terminée, et en France quelque chose de neuf a commencé en 1981, promettant «le changement». En Suède aussi, le nouveau gouvernement Palme s'est présenté en 1983 avec un nouveau programme. Cela veut dire qu'aujourd'hui le livre aurait besoin de nouveaux chapitres de synthèse, des réappréciations, et des nouveaux sous-chapitres pour chaque pays, même si l'auteur ne change certainement rien dans sa vision fondamentale des choses.

János Jemnitz

DAGMAR ČIERNÁ LANTAYOVÁ, *A nově Maďarsko. (Korene, vznik a vývoj ľudovej demokracie 1941—1948)*

Um das neue Ungarn. (Die Wurzeln, die Ausbildung und die Entwicklung der Volksdemokratie)

Bratislava, Veda 1979. 292 S.

Die aus drei Teilen bestehende Arbeit untersucht die drei Entwicklungsstufen der volksdemokratischen Umgestaltung Ungarns, aufgrund der Kapitel: die Grundlegung der demokratischen Wiedergeburt (1941—1944), die politischen Kämpfe für die Volksdemokratie (1945—1947) und die Entstehung der Voraussetzungen für die sozialisti-

sche Umgestaltung (1947—1948). In innenpolitischer Hinsicht stellt die Verfasserin in den Vordergrund ihrer Untersuchungen die Ausbildung der neuen Staatsmachtorgane und die Entwicklung der parteipolitischen Verhältnisse. Die außenpolitische Analyse gruppiert sich im wesentlichen um die Fragen der sich aus der Nachkriegssituation erge-

benden Eigenarten Ungarns, der Kraftanstrengungen für die Vorbereitung des Friedensabschlusses sowie die Regelung des Verhältnisses zu den Nachbarstaaten. Den zusammenfassenden Charakter des Werkes von Čierna unterstreicht auch das wirtschaftspolitische Kapitel, das in allen drei Teilen vorhanden ist. Das das Ziel der Arbeit bestimmende Vorwort erwähnt auch die Absicht eines Vergleiches der tschechoslowakisch-ungarischen Entwicklung, wobei aber angezeigt wird, daß dessen Verwirklichung die Aufgabe einer im Entstehen befindlichen Monographie zur Beziehungsgeschichte sein wird.

Die Verfasserin — wie sie ebenfalls im Vorwort zum Buch erwähnt — hatte mit der vorrangigen Behandlung der Tätigkeit der kommunistischen Partei die Absicht, die Gestaltung der inneren Kräfteverhältnisse der volksdemokratischen Entwicklung darzustellen. Das Streben nach Darstellung der Gesamtheit des um das neue Ungarn laufenden Kampfes sowie die in den Mittelpunkt gestellte führende Rolle der KPU — allerdings bewußt — hat unumgänglich eine Art Proportionsverschiebung zur Folge. Deren Konsequenz spiegelt sich auch in den ersten Kapiteln wider, die die Eigenarten des ungarischen Widerstandes behandeln. Verf. betont hier zwar sehr richtig die konsequente und immer wichtigere Rolle der Kommunisten in der Organisation der antifaschistischen Kräfte, doch kann eine Erklärung der Eigentümlichkeiten ohne Eingehen auf Einzelheiten der — von den Massen sich trennenden und eben deshalb an Bedeutung immer mehr verlierenden — Aktionen der Sozialdemokraten und bürgerlichen Parteien kaum vollständig sein. Wir weisen hier nur darauf hin, daß der Name von Bajcsy-Zsilinszky lediglich zweimal erwähnt wird: unter den Verfassern der Weihnachtsausgabe der Zeitung *Népszava* und in der Charakteristik der in die Provisorische Nationalregierung eintretenden Partei der Kleinen Landwirte.

Die Voraussetzungen für eine volksdemokratische revolutionäre Umgestaltung behandelnd spricht Verf. kurz über die Wechselwirkung der Gestaltung der Befreiung durch die sowjetische Armee und die inneren Bedingungen. Wie in mehreren anderen Kapiteln, so auch in dem Kapitel über die Bodenreformen, beurteilt sie die „direkte Demokratie“, die von den spontanen Volksbewegungen aus den revolutionären Traditionen, der Kriegsgegnerschaft, den bewußt gemachten

sozialen Ansprüchen genährt, entstanden war. Zugleich aber erwähnt sie nicht die auch auf höchster Ebene in der Führung der KPU betonten Ansichten, die in der ungarischen Veränderung einseitig nur die Rolle der Befreiungsarmee hervorhoben. Ohne die Kenntnis der äußeren und inneren Bedingungen für die Umgestaltung sind aber die Ergebnisse der Parlamentswahlen von 1945, die Verhältniskräfte der Koalition, die Polarisierung innerhalb und zwischen den Parteien, die Konzeption des dritten Weges, die in den nichtkommunistischen linken Parteien Erfolge erreichte, in ihrer Gesamtheit nicht zu verstehen.

Die Charakteristik der Koalitionsparteien ist ein gutes Beispiel für den ökonomischen Textaufbau bei Čierna. Die Entwicklung der Klassenbasis, des Verhältnisses zu den grundlegenden politischen Aufgaben und den anderen Parteien sowie der Situation innerhalb der Parteien dienen als Anhaltspunkt für die Charakteristik des Fünfgespanns. Čierna stellt — wegen des synoptischen Charakters der Arbeit, die zu großen Übertriebenheiten mit vollem Recht umgehend — ähnlich den zahlreichen ungarischen Arbeiten, die Koalitionsepoche mit einer Analyse dar, die auf einen Vergleich der sich an konkrete Ereignisse knüpfenden Stellungnahme der Partei begründet ist. Es ist eine andere Frage, daß bei dieser parallelen Methode die Hervorhebung einer Partei nicht unbedingt im Einklang steht mit dem Anspruch auf eine adäquate Darlegung der damit verwickelten Fragen.

Mit einer glücklichen Paarung von chronologischer und ursächlicher Rangordnung untersucht Čierna in den folgenden Kapiteln in Hinsicht auf die immer häufiger auftretenden Schwierigkeiten in der Koalitionszusammenarbeit die Organisation der provisorischen Staatsmachtorgane, der Gesetzgebung und Durchführung, der Verwaltung, deren wichtigste innenpolitische Konsequenz sie richtig in der Raumgewinnung der kommunistischen Partei sieht. Schon aus diesem Grund ist es bedauernd, daß eine Darstellung des Einflusses der in der Gesetzgebung, in der Durchführung entstandenen Parteiverhältnisse später keinen entsprechenden Platz mehr in der Argumentation der Verfasserin bekommt.

Die außenpolitische Bedeutung der Ausbildung des Systems der Staatsmacheinrichtung wird bei der Verf. — wie auch bei dem im folgenden Kapitel behandelten ausländischen Echo der unver-

gleichlich schnellen und radikalen Bodenreform — mit der Darlegung einiger tschechoslowakischer Meinungen, Stellungnahmen betont. Während die Verf. im letzteren Falle die positive Wertung aus der Rudé Právo als auch aus der Pravda in Bratislawa zitiert, weist sie im vorigen Falle — sich auf die Mißbilligung von Károlyi berufend, der mit der tschechischen Emigrantenregierung in London in Verbindung stand — eindeutig darauf hin, daß die tschechische Regierung in London ihrer Besorgnis Ausdruck gab über den Eintritt von ehemaligen Horthy-Leuten in die Regierung, was bedeutete, daß die tschechisch-ungarischen Beziehungen in Gefahr seien. Unserer Meinung nach, wäre es hier notwendig gewesen, die durch die Sowjetunion befürwortete und offensichtlich taktische Rolle des Regierungseintritts von Abgeordneten des alten Systems zu betonen, sowie auch den realen Platz solcher und ähnlicher Dokumente, die in der Hierarchie der Faktoren die Entwicklung der Beziehungen zwischen den beiden Ländern beeinflussen.

Im letzten Abschnitt der drei Teile legte Čierna den Schwerpunkt des außenpolitischen Ausblicks sehr richtig auf die Untersuchung der Entwicklung der tschechisch-ungarischen Beziehungen. Bei der Behandlung der Frage ist sie bemüht, von den Abweichungen der in der tschechoslowakischen Außen- und Innenpolitik verhängnisvoll verknüpften Probleme der deutschen und ungarischen Minderheit ausgehend, die in den diesbezüglichen tschechischen Plänen bis einige Monate vor Ende des Krieges zu findende — eine differenzierte Behandlung bevorzugende — Absicht darzulegen. Gleichzeitig aber wiederholt die Verf. unter den in Rechnung zu ziehenden Ursachen für die Umsiedlungspläne der Ungarn die in der tschechischen Geschichtsschreibung traditionellen ungleichen Prinzipien: die angebliche ungarische Teilnahme an dem deutschen Angriff gegen den slowakischen Aufstand, die Ausdehnung der Bezeichnung „letzter Vasall“ auf die Ungarn der Minderheit durch tschechische Politiker, usw.

Čierna besteht richtig auf die historischen Tatsachen, nur läßt sie unter ihnen unerwähnt die Umstände der Ausbildung der ungarischen Minderheit in der Tschechoslowakei, ihre gesellschaftliche Zusammensetzung, ihr politisches Verhalten zwischen den beiden Weltkriegen, deren nüchterne Berücksichtigung von vornherein eine ähnliche

Lösung wie die der kollektiven deutschen Aussiedlung hätte ausschließen können. Die oft erwähnten tschechischen historischen Erfahrungen, die die tschechische und slowakische Bevölkerung im allgemeinen mit dem „Verrat“ der Minderheiten machte, bedeuten im Endergebnis Ausdruck des Anspruches auf Urteil aufgrund der nationalen Ausschließlichkeit.

Die anfänglich verhältnismäßig toleranten minderheitspolitischen Vorstellungen der slowakischen Widerstandsführer aber, über die die Verf. aufgrund ihrer eigenen Forschungen im Buch schreibt, bieten sich als günstige Basis für die Klärung der Wenden in dieser Frage. In der Lagemeldung, die der Kommunist Šmidka aus der sich erhobenen Slowakei nach Moskau brachte, werden „in der Mehrheit demokratische“ Ungarn erwähnt. Auch Čierna zitiert eine Äußerung von Novomeský, einem Führer der slowakischen KP aus dem Herbst 1944: „Sehr viele Ungarn sind der Republik treuer geblieben, als einige Tschechen oder Slowaken.“ (93.)

Aus diesem Grund glauben wir auch, daß die mit mehrschichtiger Argumentation unterstützte Feststellung des Buches nicht stichhaltig ist, wonach der sich hinziehende ex lex-Zustand der Ungarn in der Slowakei nach 1945 eine Folge der in der tschechoslowakischen Führung auftretenden Zweifel bezüglich der historischen Tatsachen und dem demokratischen Wesen der ungarischen Entwicklung gewesen oder damit erklärbar sei.

Die „innenpolitischen Kapitel“ des II. und III. Teiles, die sich mit dem durch die Wahlen ausgelösten Erstarken der Koalitionswidersprüche bzw. mit der Ausbildung der Koalitionsgruppierungen befaßt, geben im Verhältnis zu den Möglichkeiten der im ersten Kapitel gezeichneten Wirkung des Koalitionsmechanismus eine genaue, analysierende Beschreibung. Indem Čierna über die Koalitions-kämpfe spricht, die sich teils dem Rhythmus der außenpolitischen Ereignisse — in erster Linie den Friedensverhandlungen — angeschlossen, sich zwischen den gegensätzlichen Polen der Rechten der Partei der Kleinen Landwirte bzw. der kommunistischen Partei abspielten, sieht sie den wesentlichsten Grund für das Fiasko der sich in jeder nichtkommunistischen Partei zeigenden Kompromißversuche in der irrationalen Beurteilung der außenpolitischen Lage des Landes, in dem innenpolitischen Niederschlag, der Gestaltung der internationalen Lage.

Bei der Analysierung der die weitere Verschärfung der Koalitionskämpfe verhindernden Veränderungen untersucht Čierna ausführlicher die Linksverschiebung der Koalitionsparteien, die vereinigende Rolle der Politik der Volksfront bzw. die Verdrängung der Rechten in Opposition außerhalb der Koalition und die sich daraus ergebende Zersplitterung. Das Schlüsselproblem für die endgültige Klärung der nach den Wahlen von 1947 in vielem einfacher gewordenen Lage — aufgrund des Gedankenganges des Buches logischerweise — sieht die Verfasserin in der konsequenten Geltendmachung des Mehrheitsprinzips, das im wesentlichen durch die Vereinigung der beiden Arbeiterparteien gesichert war.

Die ungarischen Rezensenten des Buches von Dagmar Čierna Lantayová haben die Arbeit nicht vom Standpunkt der in erster Linie informativen Sendung beurteilt. Für die tschechoslowakischen Interessenten bedeutet das Buch ohne Zweifel in zahlreichen Einzelheiten, aber auch in seiner Ganzheit eine Neuheit, was auch für uns eine die Entwicklung in der Tschechoslowakei darstellende ähnliche Arbeit sein würde. Wir halten es für eindeutig nützlich, daß das besprochene Buch in vieler Hinsicht das Bild von der ungarischen Geschichte bei dem Leser, dem Interessenten, dem Historiker in der Tschechoslowakei modifizieren kann.

Piroska Póth — László Szarka

Magyarország külpolitikája a nyugati hadjárattól a Szovjetunió megtámadásáig
Außenpolitik Ungarns vom Feldzug Deutschlands im Westen bis zum Überfall der
Sowjetunion 1940–1941 (Dokumente zur ungarischen Außenpolitik 1936–1945. Bd. 5.)
 Redigiert von GYULA JUHÁSZ. Vorbereitung der Akten zum Druck: GYULA JUHÁSZ
 und JUDIT FEJES.

Akadémiai Kiadó, Budapest 1982, 1427 S.

„Hauptaufgabe der ungarischen Regierung in diesem europäischen Krieg ist es, Ungarns militärische, materielle und völkische Kraft bis zum Ende des Krieges zu erhalten. Um jeden Preis müssen wir uns von einer Teilnahme am Konflikt fernhalten. Der Ausgang des Krieges ist zweifelhaft. In jeden Fall aber ist es für Ungarn am wichtigsten, in der Periode der Beendigung des europäischen Konfliktes unversehrt dazustehen. Es kann sehr leicht passieren, besonders im Falle einer volligen Niederlage Deutschlands oder auch bei einer nicht vollständigen Niederlage Deutschlands, daß bei Kriegsende entweder in ganz Europa oder in diesem östlichen Teil Europas chaotische Zustände eintreten, die für jene Staaten die größte Gefahr bilden werden, die ungeschützt sind, die ihre materiellen Mittel und ihre Armee vor Beendigung des Konfliktes geopfert haben. . . Als Folge all dessen haben die Leiter der ungarischen Politik die erste und beinahe einzige Aufgabe, Ungarn bis zum Ende des Krieges gesund und bei Kräften zu erhalten. Das Land, unsere Jugend, unsere Armee dürfen wir nur für uns selbst auf Spiel setzen und für niemand anderen.“
 (Zitiert nach: Allianz Hitler-Horthy-Mussolini.

Dokumente zur ungarischen Außenpolitik 1933–1944. redigiert von Lajos Kerekes. Aus dem ungarischen übersetzt von Johanna Till. Akadémiai, Budapest 1966, im weiteren: *Allianz*, S. 289)

Mit diesen Zeilen begann Pál Teleki, Ministerpräsident Ungarns, seine umfangreiche Aufzeichnung an die ungarischen Gesandten in London und Washington. Ziel der Aufzeichnung war, die Worte der Gesandten bei den Verhandlungen über Ungarns Situation, über die Hauptziele seiner Außenpolitik zu lenken.

Die Akte entstand am 3.3.1941. Einen Monat später war Teleki bereits tot, nach nicht ganz drei Monaten trat Ungarn verhängnisvoll in den zweiten Weltkrieg ein.

Über den Hintergrund des Kriegsantritts, über die tiefe Kluft zwischen Absichten und Taten, noch mehr zwischen Absichten und Möglichkeiten, erfährt man sehr viel interessantes aus den 891 Dokumenten des neulich erschienenen 5. Bandes der Serie *Diplomáciai iratok Magyarország külpolitikájához 1936–1945* (Dokumente zur ungarischen Außenpolitik 1936–1945).

Die Vorbereitungsarbeiten für diese Serie begannen bereits Ende der 50er Jahre mit dem Ziel, die Außenpolitik Ungarns im zweiten Weltkrieg bzw. in der unmittelbar vorangehenden Periode durch Dokumente belegt, genau darzustellen. Deshalb wurde damals beschlossen, die auf sechs Bände berechnete Serie soll die Ereignisse von 1936 anschildern, als sich die Machtverhältnisse zugunsten Deutschlands — durch die Besetzung des Rheinlandes am 7. März, durch das deutsch-österreichische Abkommen, später durch das Berchtesgadener (Berliner) Protokoll, also die Entstehung der Achse Berlin-Rom — sich entscheidend veränderten und seine aggressiven Schritte ermöglichten.

Der erste Band der Dokumente erschien 1961, der zweite 1965. Beide Bände enthalten Akten aus der Periode 1936—38; ihre Abgrenzung geschah aufgrund von thematischen Prinzipien. Den ersten Band hat der 1984 erschütternd plötzlich gestorbene Lajos Kerekes redigiert und zum Druck vorbereitet. Der Band beschreibt die Entstehung der Achse Berlin-Rom, die Wirkung des Entstehungsprozesses in erster Linie auf die ungarische Außenpolitik und die Widerspiegelung des Wegs zum Anschluß in den ungarischen diplomatischen Akten. Der zweite Band stellte die ungarische Außenpolitik im Zusammenhang mit der Isolation der Tschechoslowakei, mit der Entstehung des Münchener Abkommens dar. Den 2. und 3. Band redigierte Magda Ádám. Der dritte Band ist 1970, der vierte bereits 1962 erschienen. Obwohl auch diese Bände grundlegend nach thematischen Prinzipien organisiert wurden, spielte bei ihrer Anordnung die Chronologie eine größere Rolle als vorher. So behandelt der 3. Band die Periode zwischen November 1938 und März 1939, im Mittelpunkt steht die völlige Zerstückelung der Tschechoslowakei, die Bestrebungen Ungarns, die Karpatoukraine zu erobern. Der 4. Band, den Gyula Juhász redigiert und zum Druck vorbereitet hat, untersucht die Außenpolitik Ungarns in der Periode des Ausbruchs des zweiten Weltkriegs, 19. März 1939 — 10. Mai 1940. Zwischen dem Erscheinen des jetzt zu beschreibenden Bandes und der vorigen gab es also eine Pause von mehr als einem Jahrzehnt. Um den Überblick vollständig zu machen, muß schließlich erwähnt werden: Der letzte Band wird die Periode zwischen 1941 und 1945, eine vergleichnismäßig lange Zeit, darstellen. Bereits aufgrund der ersten Materialaufnahmen war es nämlich zweifellos, daß der Akten-

bestand dieser Periode äußerst fragmentarisch erhalten blieb, dieser Umstand ist ein wichtiger Grund auch dessen, daß die Serie nach so langer Zeit immer noch nicht abgeschlossen ist.

Diese Serie ist das einzige Äquivalent in Ostmitteleuropa der die Außenpolitik der verglichen mit uns um vieles größeren Nationen — der Engländer, Franzosen, Deutschen und der Sowjetunion — schildernden umfangreichen Aktenpublikationen. Die Bedeutung dieses Umstandes darf nicht unterschätzt werden, besonders wenn man in Betracht zieht, daß die Archive oft schwer zugänglich sind.

Am 10. Mai 1940 überschritten deutsche Truppen die belgische und holländische Grenze, sie gingen gegen die französische und englische Armee zum Angriff über. Somit endete die Periode des „komischen Krieges“. In England wurde Churchill Ministerpräsident. Der 5. Band enthält Dokumente über die ungarische Außenpolitik von diesem Zeitpunkt an. Er beschreibt die Wirkung der deutschen Offensive auf die ungarische Politik und auf über 300 Seiten die Vorereignisse und Geschichte des zweiten Wiener Schiedsspruchs. Leider sind selbst die Protokolle der Verhandlungen über den zweiten Wiener Schiedsspruch (ähnlich wie die schriftlichen Dokumente zahlreicher ebenfalls sehr wichtiger politischer Ereignisse) verloren gegangen, die lehrreichen Protokolle der ungarisch-rumänischen Verhandlungen in Turnu-Severin sind aber erhalten geblieben. (Diese Protokolle sind besonders wichtig, da von rumänischer Seite die Dokumente des Wiener Schiedsspruchs bzw. seiner Vorereignisse nicht veröffentlicht worden sind. Da die erwähnten Protokolle von beiden Seiten her unterschrieben worden waren und die Stellungnahme der Verhandlungspartner ausführlich darstellen, kann mit ihrer Hilfe der Ablauf der Sitzungen ohne die Gefahr der sonst üblichen Einseitigkeit rekonstruiert werden.)

Im Band sind umfangreiche Dokumente über die Durchführung des zweiten Wiener Schiedsspruchs zu finden. Danach können die Leser Ungarns Beitritt am 20. November 1940 zum am 27. September zwischen Deutschland, Italien und Japan abgeschlossenen offen aggressiven Dreimächtepakt bzw. den inzwischen entflammten Balkankrieg und den damit im Zusammenhang zustande gekommenen ungarisch-jugoslawischen Vertrag über „ewige Freundschaft“ rekonstruieren. Schließlich

haben im Band Dokumente über den Ausbruch des Krieges gegen Jugoslawien und über die Vorbereitungen für die Aggression gegen die Sowjetunion Platz gefunden.

Gyula Juhász und Judit Fejes haben, wo es möglich war, die veröffentlichten Akten mit den entsprechenden Dokumenten ausländischer und anderer ungarischer Quellenausgaben verglichen, was die Anwendbarkeit des Bandes erleichtert. Die diesbezüglichen Anweisungen sind in genauen, zusammengefaßten Fußnoten zu finden. Ebenfalls in Fußnoten sind die ausländischen Quellen aufgezählt, welche die fehlenden ungarischen Geschichtsquellen ersetzen können. Die zweifellose Einseitigkeit der ausländischen Akten — Berichte von Gesandten, Anweisungen von Außenministern, sog. Tagesberichte usw. — wird durch Dokumente des Regierungschefs, militärische, militärpolitische Dokumente und Dokumente über den militärischen Nachrichtendienst ausgeglichen. Besonders wichtig sind in vieler Hinsicht die zahlreichen Noten des Generalstabschefs. Erstens ist bekannt, daß parallel zur Vorbereitung zum Krieg der Einfluß des Generalstabs auf die ungarische Politik immer bedeutender wurde, er begrenzte an vielen Stellen den Spielraum der bürgerlichen Staatsverwaltung. So waren diese Noten von grundlegender Bedeutung. Obwohl der Generalstab am klarsten sehen mußte, daß der Kampfwert der ungarischen Landesverteidigung trotz der schnellen Durchführung des im Frühling 1938 begonnenen 1-Milliarde-Bewaffnungsprogramms von Győr im Vergleich zu der lange her bestehenden kraftvollen Aufrüstung der Nachbarländer sehr gering war, bestrebte sich interessanterweise genau diese militärische Führung ganz entschieden, das Problem Siebenbürgens mit Hilfe von Waffen zu lösen und lenkte auch die politische Führung in diese Richtung. Schließlich beweist der Band selbst die Effektivität des damaligen ungarischen Nachrichtendienstes, da er der politischen Führung viele wirklichkeitstreue Informationen lieferte. Konkret können hier diejenigen konfidentiellen Meldungen erwähnt werden, welche die Komponenten der rumänischen Stellungnahme beleuchteten und welche aus diesem Grund auch für die historische Forschung wertvoll sind. Sowohl der beschriebene Band als auch die ganze Serie ist selbstverständlich in erster Linie für die möglichst genaue Erschließung der ungarischen Außenpolitik von Bedeutung. Zweifellos kann die Serie bei der

zukünftigen komparativen, synthetischen Bearbeitung der politischen Verhältnisse Ostmitteleuropas nützlich verwendet werden, genau diese Verwendbarkeit wird durch die folgenden Beispiele belegt. Der Band enthält eine Reihe solcher Schriften, die ausgezeichnete quellenkritische Analysen und verglichen mit anderen Dokumenten über denselben Themenkreis eine reale Rekonstruktion der historischen Prozesse ermöglichen.

Am 10. Juli 1940 kam es in München zu einer Unterredung zwischen Kanzler Hitler, dem deutschen Außenminister Ribbentrop, dem italienischen Außenminister Ciano, dem ungarischen Ministerpräsidenten Pál Teleki und dem ungarischen Außenminister Graf István Csáky. Die ungarischen Staatsmänner waren von den deutschen Verhandlungspartnern eingeladen worden, ihr Besuch hatte das Ziel, die Interessen der Achsenmächte und Ungarns bezüglich der Politik im Zusammenhang mit Rumänien abzustimmen. Durch die große westliche deutsche Offensive veranlaßt, rechnete man nämlich mit der Möglichkeit eines baldigen Kriegsabschlusses, im Zusammenhang damit trat man die Meinung, am wichtigsten sei es, Ungarns Revisionsforderungen noch vor dem Abschluß des europäischen Krieges zu realisieren. Deshalb sind die im Herbst 1939 begonnenen Kriegsvorbereitungen wieder intensiv geworden. Für die deutsche Führung war die Einstellung der Ungarn sehr ungünstig, da in ihrem Interesse eine Ruhe auf dem Balkan stand.

Den ungarischen Tagesbericht hat Außenminister Csáky selbst aufgezeichnet, den deutschen Paul Schmidt, der Dolmetscher des Führers, der den Rang eines Gesandten innehatte. Der Unterschied ist an und für sich wichtig, da Csáky bloß Verhandlungspartner war, Schmidt dagegen die Ereignisse unwillkürlich der Autorität des damals auf dem Höhepunkt seiner Macht stehenden Führers entsprechend festlegte. So ist der erste Unterschied vollkommen verständlich. In der deutschen Variante steht es: „In längeren politischen, historischen und ethnographischen Ausführungen begründete Graf Teleki zunächst mit den bekannten ungarischen Argumenten Ungarns Revisionsanspruch auf Siebenbürgen.“ (ADAP Serie D, Nr. 146) Aus der ungarischen Akte erfährt man, daß Teleki zuerst dem Führer den Brief Horthys übergab, welchen dieser noch vor dem eigentlichen Beginn der Verhandlungen durchlas, und danach

Teleki bat. „Ungarns Standpunkt und Revisionsforderungen an Rumänien bekanntzugeben“. (*Allianz*, S. 270)

Der Ton der beiden Akten ist auch weiterhin ganz unterschiedlich. Die ungarische Variante erweckt den Eindruck, Teleki und die anderen ungarischen Partner verhandelten aufgrund der Position eines selbstbewußten, unabhängigen Landes, die deutsche dagegen suggeriert, daß Hitler den erheblichen Unterschied zwischen der Situation der beiden Länder durchgehend fühlen ließ. Selbst in der deutschen Akte gibt es Stellen, die diesen Umstand mittelbar widerlegen. In Hitlers Interesse stand ja, die Ungarn im Zaum zu halten, und dazu war ein diplomatisches Verhalten geeigneteres Mittel als die brutale Kraftmeierei. Wenn nämlich die Atmosphäre der Verhandlung so sehr von den deutschen Partnern bestimmt worden wäre, hätte Teleki — selbst nach Schmidts Aufzeichnung — nicht äußern können, „daß Ungarn bereit sei, dem Wunsche der Achsenmächte nach Erhaltung der Ruhe im Donau- becken und auf dem Balkan Opfer zu bringen.“

Die ungarische Taktik — durch die Betonung des von Ungarn gebrachten „Opfers“ die Deutschen ebenfalls zu einem „Opfer“ zu veranlassen, nämlich im Streit gegen Bukarest für die Ungarn Stellung zu nehmen — wurde vom Führer abgelehnt, indem er bemerkte, daß „die Achsenmächte von Ungarn keinerlei Opfer verlangten“.

Im Zusammenhang damit betonte Hitler — seine Gedanken sind in beiden Quellen im wesentlichen ähnlich fixiert —, daß falls sich Ungarn in einen Krieg gegen Rumänien verwickelt und den Krieg verliert, Deutschland den Ungarn nicht helfen können wird. Er fragte dann, ob es sicher ist, daß Ungarn Rumänien auch allein besiegen kann. Die Antwort lautete nach der deutschen Akte folgendermaßen: „Graf Teleki und Graf Csáky zögerten sichtlich (Hervorhebung von mir — Pál Pritz) mit der Antwort und erwiderten dann, daß sie wohl glauben, gegen Rumänien erfolgreich kämpfen zu können, wenn die Aktion in einem günstigen Augenblick vor sich ginge.“ Nach der deutschen Quelle ertönte in diesem Zusammenhang die auch als verkappter Vorwurf erfaßbare Feststellung: „Ein günstiger Augenblick, in dem Rumänien erfolgreich hätte angegriffen werden können, sei allerdings schon vorübergegangen. Es sei dies der Zeitpunkt kurz vor dem Einrücken der Russen in Bessarabien gewesen, als die rumänische Armee

zum großen Teil an der russisch-rumänischen Grenze konzentriert war.“ In seiner erwähnten Aufzeichnung berichtet Csáky über ihre eindeutig positive Antwort.

Um entscheiden zu können, welche Akte die Wahrheit treuer widerspiegelt, hilft vielleicht ein — übrigens nur in der ungarischen Variante festgelegte — Moment: „Der Kanzler ließ darauf ein Taschenbuch über die einzelnen europäischen Armeen bringen und teilte uns die Stärke der rumänischen Armee mit.“ (*Allianz*, S. 271). Aus diesem Umstand folgt auch, daß die Position der Verhandlungspartner ausgeglichener war. Hitlers Macht war zu dieser Zeit selbstverständlich bereits ungeheuer groß, er beherrschte halbes Europa, was auch die deutsche Akte widerspiegelt. Um das Bild vollständig zu machen, muß in Betracht gezogen werden, daß die Balkanfrage für ihn ein großes Problem bedeutete, daß das Bewahren der Ruhe auf dem Balkan in seiner Politik eine sehr wichtige Rolle spielte. Deshalb führt er mit den ungarischen Politikern umsichtiger Verhandlungen, als darauf die deutsche Akte folgern läßt. Ebenfalls nur in dieser sind die früheren deutschen Waffenlieferungen nach Rumänien fixiert, die Hitler bloß erwähnte, um die Ungarn mit der Größe der bewaffneten Macht Rumäniens zu erschrecken. Ebenfalls nur der ungarischen Schrift sind Hitlers Erörterungen über die zum Sieg nötigen zahlreichen Gesichtspunkte, deren Tendenz der der vorherigen entsprach, zu entnehmen.

Es gibt nichts in der ungarischen Variante, wovon wahrscheinlich wäre, daß es an der Verhandlung nicht ertönte. Demgegenüber ist die deutsche Akte zu kurz. Die Verhandlung dauerte nach der deutschen Variante 2 Stunden, nach der ungarischen 2 Stunden und 45 Minuten lang, was auch für die größere Wahrheitstreu der ungarischen Akte spricht.

Nach der ungarischen Quelle wurde der italienische Außenminister Ciano vom Führer früher zum Sprechen aufgefordert, als es in der deutschen Variante beschrieben wird. Das weist auch darauf hin, daß Cianos unterstützende Argumentation für Hitler sehr wichtig war. (Gerade die ähnliche Fixierung dieser Argumentation beweist, daß beide Dokumente sehr sorgfältig und sachgemäß verfertigt worden waren. Der Unterschied zwischen ihnen wird durch ihre andersartige Einstellung und ihr abweichendes Interesse verursacht.)

Hitler äußerte sich lange und „außergewöhnlich abfällig über Rumäniens politische Akrobatik, Ungarn — dem ehemaligen Waffenbruder im ersten Weltkrieg — gegenüber schlug er milde Saiten an, auch dadurch wollte er die Ungarn zu Verhandlungen veranlassen. All dies wird in der deutschen Variante nicht betont, was ein Beweis dessen ist, daß Hitler vor einer einseitigen ungarischen Aktion ziemlich große Angst hatte. Im großen und ganzen geht es aus der ungarischen Variante klar hervor, welche wechselvolle Taktik der Führer verwendete, um seine Partner auf den Weg der Verhandlungen zu lenken. Und er erreichte tatsächlich sein Ziel. „Wir trennten uns vom Kanzler damit“, schreibt Csáky, „daß wir, soweit es von uns abhinge, über die Ruhe in Südosteuropa wachen werden, er uns aber unterrichtet, sobald er vom rumänischen König Antwort auf seinen Brief (Hitler versprach nämlich, von dem rumänischen König in einem Brief Vergünstigungen zu fordern — Pál Pritz) erhalten habe.“ (*Allianz*, S. 275) Höchstwahrscheinlich war dieser Umstand das Wesen der wirklichen Ereignisse. Die ungarische Aufzeichnung verschleierte die Tatsache, daß obwohl sie die erwähnte Frage Hitlers wahrscheinlich ohne Zögern bejahend beantworteten, der bewaffnete Konflikt für Teleki und Csáky eine schwere Sorge bereitete, die deutsche Variante dagegen den Umstand, daß die Lenkung der Ungarn für Hitler eine ernsthafte Aufgabe bedeutete.

Am 10. September 1940 empfing der Führer den ungarischen Gesandten in Berlin, Döme Sztójay. Die deutschen und ungarischen Beschreibungen der Verhandlung stimmen mehr überein, als es bei der Unterredung am 10. Juli der Fall war. Diese Veränderung hebt einen wichtigen Aspekt der Quellenkritik hervor, inwieweit nämlich die Politik der Verhandlungspartner übereinstimmend bzw. divergierend war. Es ist der Zeitpunkt nach dem zweiten Wiener Schiedsspruch, der Ungarn bedeutende Gebiete zukommen ließ, und aus dieser momentanen und vergleichmäßigen Harmonie folgt die Übereinstimmung der beiden Quellen. Eigentlich zeigt sich der Unterschied zwischen ihnen hauptsächlich im Umfang. Sztójays Aufzeichnung ist eher weitschweifig als gehaltreich. Die Äußerungen des Kanzlers sind sehr wichtig und für Ungarn gar nicht schmeichelhaft, und Sztójay gibt sie nach Budapest treu weiter. Hitler erklärte: Im Falle einer deutschen Niederlage wird auch die Revision Un-

garns nichtig, später formulierte er das anders: „Wenn also irgend jemand auf dem klaren Sieg der Achsenmächte interessiert sein müßte, so sei dies Ungarn.“ (ADAP Serie D. XI. Nr. 41)

Auch die Analyse dieser beiden Schriften zeigt deutlich, die andere wichtige Aussage der Quellenkritik: Die Quellen widerspiegeln in erster Linie das, was für den Aufzeichner wichtig war. Die deutsche Variante betont fast maniert den Umstand, daß für Deutschland bei der „Lösung“ der rumänischen Frage das Öl ausschlaggebend war. Bei Sztójay wird dies kaum erwähnt. Er betont dagegen wiederholt, daß nach dem ersten Wiener Schiedsspruch der Führer mit den Ungarn zufrieden war und er bei der Gebietsrevision Ungarn mehr Gebiete zukommen lassen wollte, was Sztójay hinsichtlich der Zukunft für sehr wesentlich hielt.

Es können noch weitere wichtige Vergleiche gemacht werden, zum Beispiel bei den Dokumenten bezüglich der Abstimmung des Angriffs auf Jugoslawien oder im Zusammenhang mit dem ungarischen Anschluß an die deutsche Aggression gegen die Sowjetunion.

Ein Beispiel für genaue Kenntnisse, entsprechende Erkenntnis und eigentlich schädliche politische Praxis ist der genaue Bericht des abreisenden ungarischen Gesandten in London, György Barcza vom 8. Mai 1941. Er stellt kraftvoll das Wesen des Weltkriegs dar, er betont den Umstand, daß der Krieg einen bitteren ideologischen Kampf zwischen Demokratie und Diktatur bedeutete. Er stellt auch fest, daß „der Schwerpunkt der Frage von Krieg und Frieden bereits nicht in London, sondern in Washington liegt. Ausschlaggebend sind in jeder Hinsicht die Vereinigten Staaten.“ Die Meldung enthält eine eindeutige Warnung: Die Deutschen können den Krieg nicht gewinnen, Ungarn darf sich nicht endgültig ihnen verpflichten. Da aber die ungarische Außenpolitik die unerschöpflichen Energiereserven der Angelsachsen traditionell sehr wenig in Betracht zog, wurde die tragische Entwicklung Ungarns nicht nur durch den geringen Spielraum des Landes, sondern auch durch einen subjektiven Moment verursacht.

Die Struktur des Bandes wurde früher bereits erörtert. Im Zusammenhang mit Barczas Meldung seien hier noch einige Akten im gleichen Gedankenkreis erwähnt, deren Aufzeichner außerhalb des geschlossenen Kreises der Führer der

Außenpolitik standen und die Meinung anderer Kräfte vernehmen ließen.

Markgraf György Pallavicini richtete am 8. April 1941 einen Brief an Ministerpräsidenten und bevollmächtigten Außenminister László Bárdossy, in welchem er ihn aufmerksam machte, daß den Krieg die Westmächte gewinnen werden. Er bemühte sich, die offizielle Politik von der deutschen Orientierung auch dadurch abwendig zu machen, daß er betonte: Selbst wenn gegen seiner Überzeugung Deutschland siegen würde, „würde Ungarn zu einem zweitrangigen Sklavenvolk“.

Fast an denselben Tagen — am 11. und 21. April griff auch der zum lebendigen Symbol der deutschfeindlichen Politik gewordene Endre Bajcsy-Zsilinszky „unter tödlichen Sorgen“ zur Feder, um „in der versklavten ungarischen Gesellschaft die Besorgnis und Kritik“ vernehmen zu lassen.

Im großen und ganzen war die Arbeit von Gyula Juhász und Judit Fejes beispielhaft, was bei einer solchen Aktenmenge einige kleinere Irrtümer nicht ausschließt. So ist in der Akte Nr. 305 über die Note des deutschen Gesandten in Budapest die Rede, in welcher der Gesandte die Tätigkeit der sog. „Verlumpten Garde“ tadelte. Nach der hinzugefügten Anmerkung 411 haben die Zusammensteller des Bandes die Note unter den Akten des Außenministeriums nicht gefunden. In Wirklichkeit haben sie diese Note gefunden und in demselben Band unter Nr. 279 veröffentlicht. Im Zusammenhang mit der bereits erwähnten Meldung von György Barcza vom 8. Mai 1941 (Nr. 779) steht in Anmerkung 112 folgendes: „Der Text ist nicht vollständig. Die Weglassungen ändern an der wesentli-

chen Aussage der Akte nichts.“ Unserer Meinung nach müssen die Weglassungen bei einer anspruchsvollen Quellenpublikation immer entsprechend angezeichnet werden und es muß auf den Inhalt der ausgelassenen Teile kurz hingewiesen werden. Im Zusammenhang mit den Akten Nr. 785, 786, 787 wäre es nötig gewesen, zu erwähnen, daß die entsprechenden deutschen Quellen in der 1968 in Budapest erschienenen ungarischsprachigen Aktenpublikation „A Wilhelmstraße és Magyarorszáგ“ (Die Wilhelmstraße und Ungarn) unter Nr. 399 und 400 zu finden sind. Nr. 802 wird ohne Anmerkung veröffentlicht, obwohl es hier nötig gewesen wäre, auf Nr. 786 und 787 zurückzuweisen. Die Anmerkung 266 der Akte Nr. 884 entspricht in der gegebenen Formulierung der in der Akte erwähnten Verordnung (MK 61) res. nicht. Die Anmerkung 269 der Akte Nr. 885 vermittelt eine falsche Information.

All diese Einwände verschwinden aber weitgehend neben den Vorzügen des Bandes. Im Zusammenhang mit den in den Dokumenten vorkommenden Personen kann die im Anhang veröffentlichte Personeneinteilung der Abteilung des Ungarischen Außenministeriums, der ungarischen Botschaften und das Namenverzeichnis der bei der ungarischen Regierung akkreditierten ausländischen diplomatischen Korps gut gebraucht werden. Der Anhang beinhaltet auch die Geschäftsordnung des Ungarischen Außenministeriums. Für die die ungarische Sprache nicht beherrschenden Forscher bedeutet die deutschsprachige Beilage, besonders die Inhaltsangabe der Dokumente eine wertvolle Hilfe.

Pál Pritz

Проблемы генезиса капитализма. Сборник статей к VII международному конгрессу экономической истории в Эдинбурге

Москва, Наука, 1979, 238 стр

Н. М. МЕЩЕРЯКОВА *Пролетариат Англии в процессе формирования (Первая половина XVIII в.)*.

Издательство Московского Университета Наука, 1979, 341 стр

The authors of these works discuss various aspects of the genesis of capitalism from an essentially identical point of view. We cannot be sure of it, but after a perusal of the three volumes we have to consider it likely that the authors know

Immanuel Wallerstein's "wholistic" historiography showing the world's phenomena in their unity and interaction. The processes not only of capitalist transformation in the centre of Europe but also of the extra-European world's development are sub-

jects of research on the beginnings of capitalism from this point of view. "Centre" and "periphery" are interconnected parts of a vast consistent whole. A great merit of the essays is to refer also to developmental tendencies prior to the primitive accumulation of capital in England and point at the same time to the earlier centres of capitalistic innovation, including Holland in the first place. Another new feature in the volumes is that they avoid the theory of the Elbe dividing line of economic development and indicate also the connection between the Prussian and American ways of development, pointing out that while in the agriculture of the territories west of the Elbe the classical leasehold system was established, the institutions of the second serfdom, which historians held to have been particularities of the regions east of the Elbe in the 17th—18th centuries, were to be found also in Spain and Portugal, i.e. west of the Elbe.

In the first volume Chistozvonov and Barg point to the appearance of capitalistic elements in West European economies during the 13th—14th centuries. This went together with the spread of technical innovations like mechanical watches, gunpowder, muskets, paper, the magnetic compass, typography, the perfection of glass-making and so forth. Cloth-weaving developed in Brabant and Flanders. More intensive branches of agricultural production, such as horticulture and viticulture, were also introduced. An improved variant of the three-field system together with crop rotation was first applied in Holland, where land reclamation was already practised in that period. The spinning and weaving of wool became widespread in Holland, Italy, England and France.

Characteristic of this period in West Europe was that the incomes of the nobility were decreasing, thus the nobles tried to get compensation by letting their lands on lease to share-farmers and tenants. That is how the *métayer* system and share-farming came about. The self-sufficient economy characteristic of the era of feudalism disintegrated, and peasant farms produced increasingly for the market. This period is usually called the age of agrarian crises, but authors point out that it was merely an agrarian depression due to the growth of wasteland areas, while the urban economy began prospering at the same time. Market orientation became stronger and stronger: there emerged the stratum of creditors and traders, the usurers' capital, and the early

national market and national state became established.

A. N. Chistozvonov discusses the genesis of Dutch capitalism from the 14th–15th centuries onwards. He notices that this period witnessed the introduction of the improved three-field system of cultivation and the system of crop rotation as well as the development of land reclamation. Simultaneously with agricultural innovations, better types of iron ploughs and fertilizers came into use and other methods of improving soils found wide application. At the same time new ploughing methods were employed to improve the supply of ground water as well. Flax growing and processing were also spread. The conditions of tenure by lease became general in agricultural production: in exchange for the lease the tiller could retain one-third of the crops. As a consequence the peasantry became stratified. Highly instrumental in the expansion of industrial production were the rural handicraftsmen, the wool and cloth weavers, who in that period worked under the *Verlag* system. These cottage industries were increasingly concentrated in the environs of market-towns.

Meshcheryakova investigates the genesis of industrial capitalism in England during the 16th and 17th centuries. One of the most remarkable features of her treatise is the supposition that English industrial capitalism had its origin primarily in the peasants' cottage industries of the *Verlag* system organized by commission merchants. Manufactural development originating from the cottage industries was thus similar to the process that could be observed in continental Europe and which is known mainly as a result of Wilhelm Abel's activity.

In two other essays of the first volume, written by Maier and Smilyanskaya, we can read about the 17th-century cities of the Osmanli-Turk empire and the Syrian cities of the 18th century. The Osmanli empire represented a strong central power with a servile prebendary nobility which expended its incomes mostly on the acquisition of luxury articles. As a result, craftsmen appeared in the cities of the Osmanli empire to provide the supplies of fancy goods in great demand, and such handicraft shops were opened sporadically in villages, too. Trade was specialized for luxury articles so there were hardly any signs of factories being erected. In that period the textile mills operated in the cities of the Osmanli empire carried on trade abroad, with

Levantine countries as well as with Italy and Russia. In Syria specific urban centres of the Muslim world were formed; the city was the residence of the ruling élite and an administrative seat, with characteristic institutions like mosques, seraglios, bazaars and government offices. Handicraft industry engaged in the production of luxury articles here as well. Handicraftsmen who pursued agricultural activities on the side lived also in market-towns and cities. The Syrian cities exemplified the pre-capitalistic relation between town and village; i.e. there was a gradual transition from the rural craftsmanship centres to market-town settlements and cities, where agricultural pursuits were also engaged in.

The introductory study in the second volume is a historiographic article by V. E. Maier on the Prussian way of development in the German territories east of the Elbe. The improved systems of shifting crops from field to field, the progressive methods of farming, the spread of agricultural literature in the 18th century are discussed by historians of the G.D.R.: Müller, Moll and Harnisch. According to these authors, leasehold agreements and peasant leases were in practice in spite of the Prussian way of development, besides which features of the American way of development could also be observed. In the same volume Bondarchuk presents Italian development in Piedmont under the kingdom of Sardinia. In the second half of the 18th century the feudal bonds broke up and conditions of tenure by lease developed in consequence of the intensive cultivation of rice. The share-farmer could retain not one-third but half of the crops. At the same time the social stratification of the peasantry progressed, a wealthy peasant class was rising with, on the other side, a stratum of cottars tilling their small plots of land as well as seasonal workers reminiscent of the East European *Deputatsarbeiter* or contract labourers.

Melnik presents the evolution of capitalistic conditions in Russia mainly by the example of the Ukraine. He points out that industrial production was a complementary economic activity on the large estates, where the landlords' industrial undertakings and manufactories employed the serfs as workers.

Examining the conditions in China during the 19th–20th centuries, Nepomin emphasizes in the first place that rural cottage industries were to be met also before the establishment of Chinese

manufactural production. Signs of vertical integration could be observed in such industries of the *Verlag* character, and the origin of capitalistic conditions can be traced back to the early feudal era. Chinese society implies several kinds of social formations. The authors describe this phenomenon by using the concept "multiformity" adopted in Soviet oriental studies.

Pavlov writes about the situation in the provinces of Bihar and Bengal in India in the 19th–20th centuries. First of all he deals with the so-called *yayaman* system in which the handicraftsman receives land from the *yayaman*, the landowner, and supplies craftsmanship products in return for the land and agricultural crops, a process in which a role is played by the caste system, since craftsmen, like carpenters, weavers and blacksmiths, belong to a different caste from the landowning *yayaman*.

Craftsmanship appears hand in hand with agricultural activities also in India, where the pre-capitalistic town-village relationship is equally to be observed: one formation gradually grows into the other, and agrarian pursuits are practised in the towns as well.

In the third volume, a work by Meshcheryakova, we can read about the genesis of the English proletariat in the 18th century. In analysing the origin of the manufactories the author strongly emphasizes that it was the cottage industries which gradually developed into larger enterprises and factories. She refers to the simultaneous outgrowths of English colonial expansion, such as the British West India Company and the slave trade. She analyses the paupers' migratory endeavours becoming general in that period and the Settlement Act intended to curb this tendency.

According to all three works under review capitalism in East and West alike grew out of the cottage industries in the first place. They equally talk about the innovation centres, Holland and Italy. The picture they give would be still more comprehensive if they referred to the similar Central and East European processes and if, in making comparisons, they took better into account that the 17th–18th-century conditions of those societies which we today call the third world were comparable to the conditions of Europe in the 13th–14th centuries.

Zoltán Tagányi

«Великий Октябрь и Венгерская Советская республика»

Москва, 1983, «Наука», 280 стр.

Сборник составлен из материалов совместных венгеро-советских научных конференций и издан под эгидой Венгеро-Советской Комиссии по сотрудничеству в области общественных наук в сотрудничестве с Венгеро-Советской Комиссией по историческому сотрудничеству. В соответствии с этим главные редакторы сборника — академики Жигмонд Пал Пах и П. Н. Федосеев, ответственный редактор — Т. М. Исламов, секретарь редакционной коллегии — Г. В. Макарова, члены — Б. Й. Желицкий, Б. И. Коваль, А. И. Пушкаш, Дьердь Милси и Ференц Мучи.

Во введении редактор делает выводы относительно подобия двух революций на основе сходных черт предшествующего развития двух стран, ссылаясь на организованность рабочего класса, на роль и значение находившихся в России военнопленных. Перечислены основные вопросы развития Советской республики, подчеркивается отказ от территориальной целостности, подчеркиваются экономические результаты, но указано и на недостатки, на проблемы, связанные с быстрым объединением двух рабочих партий.

Труды разделены на три большие группы. В первой с позиции международного революционного движения анализируется непосредственное влияние и значение двух революций, во второй главное внимание уделено внутренним вопросам Венгерской Советской республики, в третьей собраны актуальные по сей день выводы.

П. Н. Федосеев дает широкую историческую перспективу развития советско-венгерской дружбы на основе принципов социалистического интернационализма. Дьюла Мереи анализирует соотношение классовых сил в Венгрии в период 31 октября 1918 года — 21 марта 1919 года и подчеркивает обострение классовых противоречий, поляризацию противостоящих сил, заставившую колебавшиеся прослойки также занять четкую, однозначную позицию на стороне одной из группировок. Тибор Хайду рассматривает историко-теоретические вопросы пе-

рехода от революции буржуазно-демократической к революции пролетарской. Исходя из ленинского учения, автор подчеркивает, что велико было подобие уже буржуазно-демократических революций, особенно это касается роли рабочего класса. В Венгрии буржуазия лишь условно поддерживала Михая Карои, скорее оставалась пассивной, что было характерно и для крестьянства. Наиболее организованной силой был рабочий класс. Итак, в 1919 году ждать было нечего, возможностью социалистической революции надо было воспользоваться. Однако в работе упоминается, что рабочий класс — что впоследствии подчеркивали и руководители Советской республики — был недостаточно самоотвержен. Это поведение имело свои объективные причины, которые следует искать в развитии предыдущих лет. Автор отмечает, что обе революции произошли в период национальной катастрофы и предлагали два прямо противоположных решения: националистический путь Карои со стремлением к сохранению территориальной целостности и пролетарский путь Советской республики. Однако Советская республика не смогла оказать воздействия на мелкобуржуазные и крестьянские прослойки соседних стран.

Ференц Мучи анализирует влияние Февральской революции на события в Венгрии, указывает, что появилась надежда и возможность мира и демократического преобразования, о чем свидетельствуют отстранение от власти Иштвана Тисы и образование правительства Эстерхази, однако правительство выступило за продолжение войны. Янош Емниц анализирует непосредственную реакцию западных, конкретнее английских и особенно французских социалистов, на две социалистические революции. Б. И. Коваль, указывает, что после Октябрьской революции и революции начала 1918 года в Финляндии Венгерская Советская республика была третьей социалистической революцией. ее большим преимуществом было взятие власти мирным путем, в результате чего стало возможным разрывание творческого

труда как суть коренного перелома. Международное значение революции в Венгрии автор видит еще и в том, что была создана единая партия рабочего класса и обеспечена гегемония пролетариата в революции, что промышленные предприятия были переданы в социалистическую собственность, что были приняты реальные меры по улучшению материального положения трудящихся масс и что удалось накопить опыт по защите революционных завоеваний от внутренней и внешней контрреволюции.

Дьердь Милеи рассматривает распространение идей ленинизма, вступает в дискуссию с Дьердем Лукачем, который в конце 60-х годов в одной из своих работ утверждал, будто идеи Ленина были вовсе неизвестны, опровергая и другую утвердившуюся ранее трактовку, согласно которой ленинизм пустил глубокие корни. Милеи на основе анализа изданных в переводе работ Ленина и их влияния утверждает, что можно говорить о первых шагах усвоения ленинизма. Т. М. Исламов исследует идеологическое развитие оказавшихся в русском плену венгерских военнопленных, прежде всего на основе их печатных органов и на примере Бельи Куна показывает, каким быстрым могло быть это развитие, отождествление с социалистической революцией в России. Венгерские военнопленные в числе первых присоединились к социалистической революции в России.

И. Н. Мельникова и И. М. Кулинич рассмотрели связь Венгерской Советской республики с Советской Украиной, подчеркнули солидарность украинских трудящихся, выделили, что именно украинскому пилоту удалось первым 9 апреля приземлиться на территории Советской республики. Авторы знакомят нас и с соображениями по оказанию военной помощи. Е. Ю. Юсупов приводит факты и данные о той значительной помощи, которую оказали венгерские военнопленные Советской власти в Туркестане, где в 1920 году работало 17 организаций венгерских военнопленных.

В. И. Фомин с военно-исторической точки зрения анализирует проблемы военного сотрудничества Советской России и Венгерской Советской республики. Вначале было задумано установить военную связь и создать общий фронт через Буковину. В начале апреля этот план вновь был выдвинут на повестку дня; связь

предполагалось установить вновь с помощью железнодорожных линий. Однако интервенция и наступление Деникина перечеркнули этот замысел. В начале мая советский ультиматум королевскому правительству Румынии о выводе войск из Бессарабии связал в этом районе значительные румынские силы, поэтому в Венгрии румынские войска до июля оставались пассивными.

В. И. Худанич отражает провозглашение Словацкой Советской республики как осуществление ленинских идей интернационализма и подчеркивает, что руководитель Советской республики в Словакии Антонин Яноушек хотел объединить под знамя Советов и чешские, и моравские провинции. В своей телеграмме министру иностранных дел Чехословакии он подчеркнул, что словаки хотят жить в едином государстве с чешским пролетариатом. Ю. А. Писарев обобщает влияние Советской республики на революционное движение в Югославии. Несмотря на запретные меры правительства, массы были хорошо информированы о венгерских событиях и широко и положительно откликнулись на них. Это, наряду с внутренними трудностями, способствовало тому, что югославское государство не смогло принять участия в вооруженной интервенции против Советской республики, а в июле, когда Югославия выразила готовность включиться в интервенцию, в этом уже не было необходимости; однако из-за пассивности югославского правительства мирная конференция передала восточную часть Баната Румынии. М. В. Троян и Д. Д. Данилюк обобщают советскую историографию событий в Закарпатской Украине, мер по установлению власти трудящихся. В. А. Ламин и Л. Б. Санжиева показывают историографию деятельности венгерских интернационалистов в Сибири.

В первой работе второй части сборника А. И. Пушкаш дает принципиальное обобщение истории Венгерской Советской республики. Б. Й. Желицкий подытоживает общественно-экономические преобразования от национализации промышленности до реорганизации здравоохранения (даже больницы были переименованы и названы в честь выдающихся деятелей международного рабочего движения) и реформы школы. Дьердь Петери анализирует пробле-

матику национализации промышленности, указывает на чрезмерную спешку, с которой проводилась эта работа, и на недифференцированный подход, в результате которого были национализированы все предприятия с числом занятых более 20; более того, часто по местной инициативе национализировались еще меньшие мастерские, поэтому национализация была более радикальной, чем в Советской России. Ненационализированные предприятия не получали сырья и энергии, поэтому оказались недееспособными. В ходе форсированной концентрации производства многие мелкие предприятия были вообще ликвидированы. Обошлись по-иному лишь с теми предприятиями, которые находились в руках иностранных капиталистов: они либо не были национализированы, либо владельцам была обещана компенсация. В условиях сложной послевоенной экономической обстановки эти поспешные меры, несмотря на самые добрые намерения, затрудняли подъем экономики. Ласло Кеваго обобщает национальную политику Советской республики, план федерации социалистических советских республик, и особо останавливается на том, какие меры были приняты в Закарпатской Украине по осуществлению действительной национальной автономии. Бела Кёпечи рассматривает принципиальные вопросы культурной революции и ее решение в период Советской республики. Автор исходит из того, какие соображения на этот счет существовали в Венгрии до провозглашения Советской республики, включая буржуазно-радикальные соображения Оскара Яси, анализируя их прежде всего с точки зрения роли образования, культуры в классовой борьбе. Большая часть интеллигенции поддержала Советскую Республику. Кёпечи рассматривает соображения в области культурной политики, ссылается на то, что, по мнению Дьердя Лукача, литература может быть только либо хорошей, либо плохой. Однако среди руководителей Советской республики были и разногласия относительно роли культуры. Нарком народного образования Жигмонд Кунфи отверг идею реализации диктатуры пролетариата в области культуры. Дьердь Лукач предлагал и в культурной сфере направить диктатуру пролетариата про-

тив буржуазии. Бела Кун выступал не только против духовного влияния буржуазии: он осудил и авангардизм, представителем которого был Лайош Кашшак, отождествил это течение с декаденством. В завершение Кёпечи приводит весьма авторитетный список деятелей венгерской культуры, поддержавших Советскую Республику. И. И. Поп анализирует один из жанров революционного искусства — политический плакат и при его политическом и художественном анализе указывает, что развитие политического плаката в венгерской художественной жизни имело свои традиции. Е. П. Чейпеш перечисляет перемены в культурной жизни Закарпатской Украины, подчеркивает, что именно в этот период в Будапештском университете была впервые создана кафедра украинского языка и литературы.

В третьей части сборника Дежё Немеш, рассматривая отдельные вопросы истории и историографии Венгерской Советской республики, дает комплексный анализ развития Венгерской Советской республики и по ряду важных вопросов вступает в дискуссию с другими направлениями венгерской историографии, доказывая правильность собственных воззрений; однако нет уверенности в том, что этот метод пригоден для доведения продуманной, основательной работы до недостаточно знакомого со всеми деталями советского читателя. Г. И. Шманько дает краткий обзор об осуществлении соображений и планов Советской республики в практике истории Венгерской Народной Республики. Шандор Лакош рассматривает принципиальные вопросы осуществления в Венгрии диктатуры пролетариата, чтобы затем извлечь из этого теоретические выводы.

Сборник, дополненный целым рядом иллюстраций того времени, в целом дает хорошую, достоверную картину о значении Венгерской Советской республики, ее связях с Советской Россией, роли в международном революционном движении. В короткой рецензии невозможно остановиться на богатых выводах каждой статьи, на широком использованном историческом материале, поэтому мы рассмотрели лишь наиболее важные результаты. Однако и такой краткий, конспективный анализ позво-

лает ощутить, что венгерские авторы более критически анализируют все поднятые вопросы, указывая и на трудности, а советские авторы — также лучшие специалисты по рассматриваемым вопросам — подчеркивают больше поло-

жительные результаты. Такой двоякий подход в совокупности дает советскому читателю полную картину. Поэтому сборник представляет интерес для читателей.

Эмиль Нидерхаузер

GÁBOR ALBERT, *Emelt fővel* (Erhobenen Hauptes).

Szépirodalmi, Budapest 1984. 510 S.

Die Ansicht, laut der das Zeitalter der Entdeckungen bereits lange vorüber ist, beruht völlig auf einem Irrtum. Selbst das heutige Ungarn muß immer wieder entdeckt werden. Dazu ist nicht unbedingt nötig, das ganze Land zu durchreisen. Manchmal genügt es, sich in einigen Dörfern — z.B. in Baranya — festzulegen und die Leute offen sprechen zu lassen. Sie erzählen dann über ihr wechselreiches Leben und aus den Beschreibungen der einzelnen Schicksalen, die der Autor mit den Feststellungen der historischen, ethnographischen und soziologischen Fachliteratur konfrontiert, entfaltet sich ein Bild solcher ethnischer und sozialer Gemeinschaften — mit den tragischen Heimsuchungen der Vergangenheit, mit den nicht zu vernachlässigenden Problemen der Gegenwart, mit den Aufgaben der Zukunft —, ohne die unsere Kenntnisse über die Heimat, über uns selbst äußerst lückenhaft wären. So ist das Buch von Gábor Albert ein wertvoller, langentbehrter Band in der Serie „Magyarország felfedezése“ (Die Entdeckung Ungarns).

Meistens schaut sich der Leser zuerst das Bildmaterial an. Hier gibt es liebliche Landschaften aus Baranya, Bilder über das ehemalige und heutige Dorf, Volkstrachten und -berufe, zerkürrte Gesichter, stille Friedhöfe mit deutschen und serbischen Grabsteinen und mit Grabhölzern aus Szatmár zu sehen. Fluchten und Ansiedlungen; verlassene Heimstätten, alte Häuser mit neuen Bewohnern, — in der Diele eines deutschen Hauses eine alte Szeklerin — und neue, moderne Gebäude. Mühselige und tätige Vergangenheit und Gegenwart von Ureinwohnern und Ansiedlern.

Hauptschauplätze der Untersuchungen des Verfassers waren Hidas und Magyarbóly und die unmittelbare Umgebung. Unlängst waren sie noch Siedlungen von starkem deutschem bzw.

deutsch-südslawischem Charakter, die Zusammensetzung ihrer Bewohnerschaft machte aber infolge der Aussiedlung von vielen Deutschen und der Ansiedlung von Szeklern und Ungarn nach dem zweiten Weltkrieg und infolge der wirtschaftlich-sozialen Entwicklung der Jahrzehnte seit damals grundlegende Veränderungen durch. Was haben die Neuankömmlinge aus der Vergangenheit mit sich gebracht, unter welchen Umständen lebten die ursprünglichen Einwohner, wie gestaltete sich ihr Zusammenleben, welche diesbezügliche Erfahrungen besitzen wir heute — dieses Thema behandelt der Autor. Er sieht klar, daß die Heimsuchungen der Vergangenheit sowohl bei den Ansiedlern als auch bei den Ureinwohnern schwere individuelle und kollektive Bewußtseinschädigungen verursachten, die nicht leicht zu überwinden waren. Die wegen ihrer „Andersartigkeit“ Demütigten können aber heute bereits „erhobenen Hauptes“ leben, worauf der Titel des Buches hinweist.

Gábor Albert interessiert sich in erster Linie offensichtlich für die Ansiedlungen, das Schicksal der Ansiedler. Ausgangspunkt des Buches ist ein Ereignis vor 50 Jahren: Die Agitation mit der „verstumten Glocke“ der verödeten reformierten Gemeinde Hidas machte auf den Untergang der ungarischen Einwohnerschaft und die Expansion des deutschen Elementes aufmerksam und drängte auf die Ansiedlung von kinderreichen ungarischen Armen in Baranya aus der Gegend jenseits der Theiß. Die in den nächsten Jahren aus Szabolcs-Szatmár in Magyarbóly und Áta angesiedelten einige dutzend Familien wurden wegen ihrer Fremdartigkeit und Fruchtbarkeit seitens der Ureinwohnerschaft mit höhnischer Antipathie empfangen; sie organisierten und stabilisierten ihre Wirtschaft von dem Dorf und seiner Gesellschaft ziemlich isoliert. Der Autor macht darauf aufmerk-

sam, daß es unter den „Horthy-Ansiedlern“ viele gab, die von den Retorsionen des konterrevolutionären weißen Terrors nach 1918/19 in Furcht versetzt worden waren, und die sowohl vor der Befreiung Ungarns als auch nachher von jeder politischer Manifestation Angst hatten.

Die Ansiedlungen vor der Befreiung betrafen bloß einen äußerst kleinen Teil der „drei Millionen Bettler“. Obwohl die volksdemokratische Bodenreform grundlegend war, konnte sie nicht jedem Anspruchsteller Boden zur Verfügung stellen. Auch nach Baranya kamen „die Debreziner“, die gemischten Elemente, die sich mit Erlaubnis der provisorischen Regierung in Südtransdanubien ansiedeln wollten und dort nicht nur „verlassene“ Güter, sondern meistens auch lokale politische führende Rolle erwarben. Die requirierenden, verschwenderischen Tyrannen gingen aber früher oder später weiter, dauerhaft blieben nur diejenigen, die arbeiten wollten und konnten. Eine große Kraftprobe für die neue Staatsmacht bedeutete die Ansiedlung der aus der Bácska entflohenen Szekler und der aus der Tschechoslowakei entfernten Ungarn. Auch diese gewaltigen Aufgaben löste sie zu Lasten der deutschen Nationalitäten, deren Verhalten während des zweiten Weltkrieges sie einseitig beurteilte, sie ihrer Güter beraubte und aufgrund des Potsdamer Abkommens meistens auch zwanghaft aussiedelte. So kamen auch in die untersuchten Dörfer in Baranya „Tschangos“ und „Tschechhei-Ungarn“, welche die Häuser und den Boden der zur Aussiedlung verurteilten, erst aber später wegtransportierten Deutschen erhielten. In der ungeheuren Spannung kam es oft zu blutigen Zusammenstößen, jeder war um sein eigenes Schicksal besorgt, und kämpfte für die eigenen Lebensmöglichkeiten. Die Toleranz dem Unglück der anderen gegenüber erschien nur selten, bloß in Form von einigen humanen Offenbarungen.

Der Verfasser nahm auf sich, zu Lasten der Proportionalität seines Buches den ganzen Leidensweg der Szekleransiedler ausführlich darzustellen. Er schreibt über das Gemetzel in Madéfalva, dessen Folge es war, daß ihre Ahnen im 18. Jahrhundert vom Szeklerland nach der Bukowina gerieten, er schildert ihr mühseliges Leben in der Bukowina, beschreibt ihre Sorgen um die Bewahrung ihrer Identität, behandelt die Siedlungsaktion des tausendjährigen Ungarn an der unteren Donau und schließlich die der Konterrevolution, welche sie

1941 nach Südland umsiedelte, das aus dem zerstückelten Jugoslawien rückgegliedert wurde. Sie begannen in dürrtigen serbischen Siedlungshäusern, aber auf ergiebigen ausgezeichneten Bodenstücken ein neues Leben, erlernten eine neue, für sie ungewöhnliche Produktionskultur der Tiefebene. Sie fühlten aber wohlbegründet, daß ihre Lage unsicher, die Zukunft unheilswanger ist. Der Krieg, in den das Land aus Verschulden seiner unverantwortlichen Führer geraten war, erreichte im Herbst 1944 die südländischen Siedlungen der Szekler, so daß sie mit großen Schwierigkeiten fliehen mußten. Ihre Irrfahrten dauerten halbes Jahr lang und endeten im Frühling 1945 mit ihrer Ansiedlung in Tolna und Baranya — der Boden war geringer und schlechter, die Gebäude aber viel besser. Die Wirtschaftsverhältnisse waren für sie meist wieder neu; die Traubenkultur der Deutschen unbekannt.

Das Buch berichtet auch über das Schicksal der Ungarn Oberungarns, die 1938 an Ungarn rückgegliedert worden waren, 1945 aber wieder unter tschechoslowakische Oberhoheit gerieten. Wie war ihr Leben in der ersten tschechoslowakischen Republik, können sie kollektiv für die Zerstückelung der Tschechoslowakei verantwortlich gemacht werden? Er stellt die Chronologie der „ungarischen Frage“ in der Tschechoslowakei nach 1944/45 zusammen: Es folgen Diskussionen, Beschlüsse, Maßnahmen zur Einschüchterung der ungarischen Minderheit, zur Entfernung der auf ihrem Ungartum beharrenden, nicht wieder „reslowakisieren“ wollenden Elemente. Er beschreibt die Deportation der Ungarn nach Südböhmen, den unmenschlichen Sklavenmarkt, dann die Durchführung des ungarisch-tschechoslowakischen Abkommens über den sog. Bevölkerungstausch, in dessen Rahmen sie ihre Heimat nicht mehr fluchtartig, wie so oft bisher, sondern organisiert verließen, um in Ungarn am Wohnort der ausgesiedelten Deutschen zu leben. Der Autor beachtet die Parallelität, die zwischen der Aussiedlung der ungarländischen Deutschen und der Umsiedlung der Ungarn aus der Tschechoslowakei in vieler Hinsicht besteht, und betont, daß ihre gemeinsame Grundlage die Anwendung des ungerechten Prinzips der Kollektivschuld bildete. Als wesentlichen Unterschied hebt er jedoch hervor, daß im Gegensatz zum Verfahren der Regierung der Tschechoslowakei die ungarische Regierung aufgrund eines internationa-

len Beschlusses, des Potsdamer Abkommens, verfuhr.

Bezüglich des Verhaltens der ungarländischen deutschen Minderheit während des zweiten Weltkriegs erwähnen die Gesprächspartner des Autors, serbische Ureinwohner bzw. „Horthy-Ansiedler“, die grenzenlose Demagogie und Gewalttätigkeit des Volksbundes, sie fügen aber hinzu, daß sich diese Gewalttätigkeit vor allen Dingen denjenigen Deutschen gegenüber zeigte, die sich dem Volksbund nicht anschließen wollten. Mit einem eingehenderen Gespräch mit den in den untersuchten Dörfern gebliebenen Deutschen wäre es möglich gewesen, davon mehr zu erfahren und das Bild in vieler Hinsicht nuancierter und lebensnäher zu machen. Neben den mit tiefer Einfühlung und Teilnahme geschilderten Leiden der Szekler aus Bukowina und der Ungarn Oberungarns verdienen auch die der einheimischen Deutschen erwähnt zu werden, welche das konterrevolutionäre Regime ziemlich wehrlos einer Tendenz, einer Organisation auslieferte, die Mittel des Einflusses des Nazideutschlands in Ungarn waren. Es wäre nötig, die Tragödie von der Seite der Betroffenen darzustellen, welche die selbst vom Autor kritisierten Maßnahmen nach dem Krieg für die nicht volksbundistischen Deutschen oder für diejenigen Deutschen bedeuteten, die sich ungarische Nationalität nannten, aber auf ihrer deutschen Muttersprache beharrten.

Selbst in den untersuchten Dörfern war der Weg der Entwicklung uneben. Zu den Problemen der im Lande gebliebenen, aber ihrer Güter und Rechte beraubten Deutschen kam bald zur Zeit der Verschlechterung des ungarisch-jugoslawischen Verhältnisses die Vexation der als titoistischen Agenten angesehenen Südslawen. Selbst bei der Zusammenstellung der Kulakenlisten blieben die oberungarischen bzw. Bukowiner Szekleransiedler nicht verschont; der ehemalige Agrarproletar aus Szabolcs mit 9 Kindern, der ehemalige Vorsitzende des Direktoriums von 1919, der „Horthy-Ansiedler“ aus Áta wurde als „Kronenkulak“ bezeichnet. Die mit schweren Steuern und Pflichtablieferungen belasteten ungarischen und Szeklerwirte sprachen bitter darüber, daß die von ihrem Boden „zur Strafe befreiten“ Deutschen es besser hatten: sie arbeiteten in der Industrie, in Bergwerken, und verdienten dabei gut. Ihre staatsbürgerliche Rechtsgleichheit wurde inzwischen wiederhergestellt. Die ersten —

sehr erbärmlich funktionierenden — Produktionsgenossenschaften wurden von den „Debreziner“ gegründet, die anderen traten ziemlich gezwungen ein, sie hatten auch vor den Konsequenzen der Zusammenlegung Angst. Nach der Auflösung der Produktionsgenossenschaften (1956) trieben sie Einzelwirtschaft. In die nach 1956 neuorganisierten Produktionsgenossenschaften traten bereits auch die ehemaligen deutschen Wirte ein. Die früher als Kulaken bezeichneten Ungarn konnten hier ihre Wirtschaftserfahrungen ebenfalls anwenden. Die Produktionsgenossenschaft bietet heute bereits einen sicheren Unterhalt, sogar die Möglichkeit der Bereicherung, die Deutschen kaufen ihre verlorenen Häuser oft wieder, oder bauen moderne neue Häuser, auch um in dem eigenen Haus leben zu können.

Die alten Gegensätze gehören bereits der Vergangenheit an. Bei seinen Gesprächspartnern entdeckt aber der Verfasser gewisse Zeichen einer „neuen, unter der Oberfläche existierenden Deutschfeindlichkeit“. Gewissermaßen sind sie auch von dem häufigen Besuch der Ausgesiedelten und ihrem Verhalten irritiert, dazu kommt noch die „übertriebene heutige Schmeichelei“ der deutschen Minderheit, die offensichtlich Folge eines schlechten Gewissens ist, und der „Zwang“ des deutschsprachigen Unterrichts „von oben her“. Ihrer Ansicht nach sind die Deutschen neulich allzu sehr „in die Mode gekommen“; im Zusammenhang mit dem Umstand, daß die deutschen Intellektuellen die lokalen führenden Positionen erfüllen, spricht man bereits von einer „schwäbischen Herrschaft“. Von den Deutschen würde der Verfasser gewiß andere, nicht ganz milde Meinungen hören. Die Dinge sollen real betrachtet werden. Obwohl die Szekler dem Verfasser besonders nahe stehen, hebt er hervor, daß die Bewahrung ihrer Volkskultur selbstverschuldet nicht so fortgeschritten ist wie die der Deutschen. Er lenkt aber die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung des ganzen Landes sehr richtig auf die „vergessenen“ Szekler. Die bereits mehr als vier Jahrzehnte lang zusammenlebenden Völker haben ein wechselreiches Schicksal durchgemacht, daher ist ihr Zusammenleben reich an großartigen gemeinsamen Ergebnissen und kann durch bedachtsame Fürsorge harmonisch weitergehen.

Loránt Tilkovszky

A szocializmus útján (По пути социализма)

Хронология народно-демократического преобразования и строительства социализма. Сентябрь 1944 г. — апрель 1980 г.

Будапешт, Издательство Академии наук, 1982, 719 стр.

Сотрудники Института истории при ЦК ВСРП составили хронологию истории венгерского рабочего движения. Том, прослеживающий хронологию периода от истоков движения, до 1919 г., под названием „Új erők születése” (*Рождение новых сил*) вышел в 1979 г., а том, освещающий события периода между двумя мировыми войнами под названием „Negyedszázados harc” (*25-летняя борьба*), появился в свет в 1975 г. В 1970 году вышло первое издание периода после Освобождения. Это первое издание освещает хронологию событий до конца 1968 года, а новое его издание — до апреля 1980 года. Таким образом, речь идет не просто об исправленном и дополненном издании, а об издании, содержащем значительный новый материал. В определенной степени отличается от томов, освещающих период до Освобождения, третий том, составленный *Балиштом Сабо* при участии *Яноша Ботош* и *Роберта Вертеш*. Вышеуказанные тома, несмотря на то, что писались на основе истории страны, в основном содержали события и данные рабочего движения, а последний, расширив горизонт, *охватывает почти всю историю страны*. В части, освещающей период с 1944 по 1948 гг., в годы народно-демократической революции, яснее прослеживается отбор событий с точки зрения рабочего движения. В части же, освещающей события в период строительства социализма, этот факт прослеживается в меньшей степени.

При поисках причины необходимо указать, что после Освобождения условия деятельности рабочего движения кардинально изменились. Расширилась сфера деятельности революционного рабочего движения. Оно становится решающим фактором в политической, общественной, экономической и культурной жизни страны. Ввиду того, что в развитии страны в целом руководящая роль рабочего класса и партии играет определяющую роль, все теснее — хотя и не неотделимо — переплетается история рабочего движения с историей страны. поэто-

му, тогда как, с одной стороны, можно приветствовать, что составители тома не ограничились толкованием в узком смысле истории рабочего движения и поместили в хронологию и такие события и факты, которые только косвенно или вообще не имеют непосредственного отношения к рабочему движению, с другой стороны, возникает вопрос, может быть составителям нужно было бы основательнее задуматься над тем, что в условиях социализма где именно разделяется, где можно тематически отделить историю рабочего движения от истории страны. Так, например, в ущерб отдельным дипломатическим и культурно-историческим данным, преподнести еще больше событий, относящихся непосредственно к истории партии, массовым организациям и массовым движениям. Тем более, что 4-й том серии издания, вышедший в 70-х гг. под названием „Magyarország történeti kronológiája” (*Историческая хронология Венгрии*), был издан в 1982 г. издательством Академии наук и также анализирует период после Освобождения.

Мы не задавались целью сравнивать эти два тома. Во всяком случае факт, что том под названием «По пути социализма» публикует чрезвычайно большой материал: *его календарь событий* содержит около шести тысяч сведений, которые на деле охватывают еще большее количество событий, данных и сведений. Наряду с календарем событий, занимающим 500 страниц, в томе публикуется на 170 страницах и собрание фактических данных.

Краткий период после Освобождения необычайно богат событиями, борьбой, результатами, уроками. Отразить это во всей полноте — задача ряда разных по характеру исторических исследований. Хронология, из-за своей жанровой особенности, не способна на многостороннее освещение эпохи, на раскрытие сложных взаимосвязей исторических процессов. И все же, несмотря на отсутствие фона событий, после ознакомления с томом, перед читателем откры-

вается захватывающая картина. Как будто смотришь на произведение Сера, известного французского художника-неоимпрессиониста, картины которого писались тысячами точек.

Изучая отдельные части этой картины, приходишь к заключению, что основной точкой зрения при отборе являлась *история политики*. Первая запись в календаре событий говорит о том, что вырвавшиеся вперед части Красной Армии 23 сентября 1944 года у Баттони перешли венгерскую границу, последняя — о том, что 4 апреля 1980 года наша страна отпраздновала 35-летие своего Освобождения. И в то же время мы можем проследить процесс Освобождения, основные события народно-демократической революции, первые годы пролетарской диктатуры, контрреволюционный кризис 1956 года, период консолидации, успешные десятилетия построения социализма.

Составители хронологии, — придерживаясь характера книги и занимаемой роли в развитии, — особое место уделили рабочим партиям. Одна из ценностей тома состоит в том, что он довольно последовательно дает данные о пленумах ЦК (хотя, например, не имеются данные о пленумах ЦК за 1946 год) и публикует данные о тех заседаниях Политбюро, на которых обсуждались вопросы особого значения. О деятельности других руководящих парторганизаций, к сожалению, календарь событий публикует чрезвычайно бедные данные. Это, вероятно, отчасти связано с тем, что составители прежде всего опирались на ежедневную печать и в меньшей степени использовали архивные данные, а отчасти и тем, что на заседаниях этих парторганизаций реже выносились такие решения, которые влияли на общественное мнение, имели всеобъемлющее, государственное значение.

Наряду с регистрацией заседаний руководящих партийных организаций, их постановлений, директив, начинаний, воззваний, в томе можно найти ссылки на митинги, собрания, выступления масс, акции, соревнования и т. д. членов партии, рабочего класса. Кроме событий партийной жизни, в томе помещены и данные, касающиеся деятельности массовых организаций и массовых движений, хотя в этом отношении публикуемое, несмотря на относящиеся сюда многочисленные важные данные, могло

бы быть более полным. Календарь событий дает полезную информацию о деятельности коалиционных партий в годы народно-демократической революции, а также государственного аппарата, органов власти.

Составители успешно справились с богатыми событиями 1944–1948 гг. Им удалось отобрать действительно основные наиболее важные события и факты, лучше всего отражающие данный этап и дальнейшее развитие. С большими трудностями встретились составители при отборе фактов за период с 1948 по 1956 годы. В связи с усилением господства культа личности политическая жизнь стала намного беднее. Сужение партийной демократии можно почувствовать в сокращении числа заседаний руководящих партийных организаций, в сокращении публичных выступлений партийных руководителей, в поредении массовых выступлений членов партии. Ошибочная трактовка руководящей роли рабочего класса и Венгерской партии трудящихся (ВПТ) привела к обмельчанию работы в массовых общественных организациях и массовых движениях. Спад их деятельности также отражается в календаре событий. (Самый вопиющий факт: Всевенгерский Совет Народного фронта независимости образовался в марте 1949 года, а его первое заседание состоялось 28 марта 1953 года). В известной степени можно объяснить вышеуказанным (с другой стороны, спадом международных связей), что, в то время как за период с 1945 по 1948 гг. календарь событий регистрирует больше 200 событий ежегодно, в первой же половине 1950-х гг. это число не превышает 110.

Этот период характеризует не только «детская болезнь коммунизма». Внушительно читать о том, сколько было сделано начинаний, сколько заводов и других промышленных объектов вступило в строй, сколько мостов и других коммуникационных сооружений было торжественно открыто, сколько новых культурных и учебных учреждений было сдано. Наряду с этим, нельзя не отметить, что в то время, как календарь событий ссылается на большинство процессов периода культа личности, на отдельные волонтаристические постановления, он не в силах дать почувствовать ни атмосферу начала 50-х годов, — правда, очень нелегко связывать эти события с календарными днями, — ни

ослабления воодушевления, ни отхода от общественной жизни, ни отрицательного перелома в настроении, вызванного ухудшающимися условиями жизни, ни спада доверия по отношению к партии.

Календарь событий подробно и точно фиксирует зловещие события, предшествующие контрреволюции 1956 года, сами октябрьские и ноябрьские события, борьбу ВСРП за консолидацию. Ярко отражает, как результативно работала партия за восстановление ленинских норм партийной жизни, какую упорную, активную агитационную и организационную работу проделала в деле завоевания масс. В календаре событий чувствуется также, что партия интенсивной научной, теоретической деятельностью выработала ту политическую линию партии, те основные политические положения, которые на длительный период, на десятилетия определили ее деятельность.

Это обновленная политика обеспечила успехи всего народа в деле строительства социализма, начиная с завершения реорганизации сельского хозяйства, развития всех отраслей народного хозяйства, успехов в научной и культурной жизни, кончая признанием широкого международного авторитета завоеванного нашей страной. Все это хронологический том подтверждает многочисленными событиями, фактами, данными. С точки зрения исторической науки особенно ценной, можно сказать новшеством, является часть, охватывающая период с 1960 по 1970 гг., так как историческое исследование этого периода еще только начинается. Чуть ли не на половину календаря событий, содержащего эти новые факты, может опираться дальнейшая исследовательская работа.

В вышеизложенной части мы в основном занимались определенными партийно-историческими материалами, которые характеризуют основной профиль календаря событий. Ввиду нехватки места мы не можем остановиться на других сферах политической истории, на работе Парламента, Совета Министров и других госорганизаций, на деятельности профсоюзов, Отечественного народного фронта и других общественных организаций, в то время как календарь событий дает большую и важную информацию. Мы вынуждены также не упоминать события хозяйственной, общественной,

научной и культурной жизни, о чем том дает массу информации. Просматривая календарь событий, читатель встретится и с другими интересными данными. Для иллюстрации приведем лишь несколько примеров: 23 октября 1949 г. в Сегеде провело свою первую выездную сессию Венгерское Историческое Общество. 13 июня 1950 года были распущены масонские ложи, 16 октября 1953 г. Совет Министров принял решение о вводе паспортов, 10 января 1962 г. министр просвещения вынес постановление об организации проведения семейных торжественных юбилеев, заключения бракосочетаний и торжественной регистрации новорожденных, 20 августа 1963 г. в сеть электроэнергетики страны включили Апорлигет — последнюю деревню Венгрии, (комитат Саболч-Сатмар). Таким образом, была закончена электрификация деревень, 14 ноября 1963 г. правительство вынесло решение о продолжении строительства метро. 21 марта 1969 г. в венгерской телестудии ввели в строй первую цветную установку, 6 мая 1975 г. в селе Кёрёшсег (комитат Хайду-Бихар) тысячная сельская гидроэлектростанция начала давать ток. 3 октября 1975 г. в Пакше заложили цокольный камень на строительстве первой в Венгерской Народной Республике атомной электростанции. Вторая часть тома, *сборник фактических данных*, делится на пять глав. Первая глава помещает список более крупных населенных пунктов страны, группируя их по комитатам, и дату их освобождения войсками Красной Армии. Во второй главе перечисляются основные данные съездов и всевенгерских конференций ВКП, ВПТ, СДП, ВСРП, а также руководящих органов Партии мелких сельских хозяев (ПМСХ) и Народно-крестьянской партии (НКП): дату, число делегатов, повестку дня, суть постановлений, состав вновь избранных руководящих органов. Такие же данные даются и для общественных организаций, так, например, о Всевенгерском народном фронте независимости, о Совете всевенгерских профсоюзов, о различных молодежных организациях (о Демократическом союзе молодежи, о Коммунистическом союзе молодежи), о женских организациях и т. д.

Третья глава отражает личный состав центральных органов государственной власти и управления. Публикует состав депутатов (по

циклам), указывая на их первоначальную профессию, (Национального и Народного Собрания), время занимаемой должности, их возрастное соотношение, численность депутатов и их соотношение, имена руководящего состава и время занимаемой должности. Перечисляет членов (по циклам) Президиума, указывая на изменения в личном составе и точные даты. Эта глава дает личный состав правительства, включая время занимаемой должности его членов.

Четвертая глава дает картину дипломатических связей Венгрии. Таблицы, сгруппированные по странам, показывают время установления дипломатических отношений и настоящий их уровень, а также, кто и когда занимал там пост посла ВНР. Данные о генеральных консульствах и постоянных венгерских представительствах при организациях ООН также содержатся в этой главе. Пятая глава включает библиографический указатель печати венгерского рабочего движения. Указатель перечисляет центральную и комитатскую печать ВКП, СДП, ВПТ, ВСРП, печать Всевенгерского Совета профсоюзов и отраслевых профсоюзов, а также

центральную печать примыкающего к рабочему движению молодежного движения за период с 1944 по 1978 гг. В главе указывается, где и когда вышло издание, его периодичность и ответственный редактор.

Для тома характерна точность, пунктуальность, достоверность — то, что и ожидается от тщательно подготовленной хронологии и сборника фактических данных. Использование тома облегчает указатель имен, населенных пунктов и предметный указатель.

Это издание, содержащее основные лексические сведения, удовлетворяет элементарные потребности. Это такое неутрачивающее свою ценность пособие, которое необходимо не только историку, занимающемуся периодом после Освобождения, но и любому обществуведущему. Этот том удовлетворяет не только научные требования, в нем найдут множество полезных фактов и преподаватели истории, и преподаватели истории партии, а также пропагандисты.

Левенте Шипош

AUTEURS DES COMPTES RENDUS

János Jemnitz, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Ferenc Makk*, Szeged, Egyetem u. 2. 6722 — *Emil Niederhauser*, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *István Petrovics*, Szeged, Egyetem u. 2. 6722 — *Piroska Póth*, Budapest Úri u. 53. 1014 — *Pál Pritz*, Münnich F. u. 7. 1015 — *Levente Sipos*, Budapest, Alkotmány u. 2. 1054 — *László Solymosi*, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *László Szarka*, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Zoltán Tagányi*, Budapest, Úri u. 62. 1014 — *Loránt Tilkovszky*, Budapest, Úri u. 53. 1014

PRINTED IN HUNGARY

Akadémiai Kiadó és Nyomda, Budapest

Acta Historica publishes papers on history in French, English, German and Russian.

Acta Historica appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultura” Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. POB. 149) or its representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfangs. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei “Kultura” Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

Журнал “*Acta Historica*” публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

“*Acta Historica*” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле “Kultura” (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

AUSTRALIA

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

AUSTRIA

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1206 Wien XX

BELGIUM

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE
30 Avenue Marnix, 1050 Bruxelles
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER
162 rue du Midi, 1000 Bruxelles

BULGARIA

HĚMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

CANADA

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017
Postal Station "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

CHINA

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50
Peking

CZECHOSLOVAKIA

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22
115 66 Praha

PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2

PNS DOVOZ TLAČE, Bratislava 2

DENMARK

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6
1165 Copenhagen K

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

FINLAND

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128
SF-00101 Helsinki 10

FRANCE

DAWSON-FRANCE S. A., B. P. 40, 91121 Palaiseau
EUROPÉRIODIQUES S. A., 31 Avenue de Versailles, 78170 La Celle St. Cloud
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac
75240 Paris Cedex 05

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin
DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT
Straße der Pariser Kommüne 3-4, DDR-104 Berlin

GREAT BRITAIN

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate
Wellingborough, Northants NN8 2QT
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House
Folkstone, Kent CT19 5EE
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street
London WC1E 6BS

GREECE

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

HOLLAND

MEULENHOF-BRUNA B.V., Beulingstraat 2,
Amsterdam
MARTINUS NIJHOFF B.V.
Lange Voorhout 9-11, Den Haag

SWETS SUBSCRIPTION SERVICE

347b Heereweg, Lisse

INDIA

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14,
Asaf Ali Road, New Delhi 110001
150 B-6 Mount Road, Madras 600002
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD
Madame Cama Road, Bombay 400039
THE STATE TRADING CORPORATION OF
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok
36 Janpath, New Delhi 110001

ITALY

INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via
Lamarmora 45, 50121 Firenze
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58
20124 Milano
D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma

JAPAN

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD.
17-7 Shinjuku 3 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31
NAUKA LTD. IMPORT DEPARTMENT
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

KOREA

CHULPANMUL, Phenjan

NORWAY

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S., Karl
Johansgatan 41-43, 1000 Oslo

POLAND

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-
kowska 80, 00-517 Warszawa
CKP I W, ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

ROUMANIA

D. E. P., București
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, București

SOVIET UNION

SOJUZECHAT — IMPORT, Moscow
and the post offices in each town
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

SPAIN

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

SWEDEN

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26
101 20 Stockholm
GUMPERTS UNIVERSITETSBOKHANDEL AB
Box 346, 401 25 Göteborg 1

SWITZERLAND

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

USA

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201
F. W. FAXON COMPANY, INC.
15 Southwest Park, Westwood Mass. 02090
THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION
AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14868
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006
STECHELT-MACMILLAN, INC.
7250 Westfield Avenue, Pennsauken N. J. 08110

YUGOSLAVIA

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad

ACTA HISTORICA

REVUE DEL'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

TOME 31



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1985

SOMMAIRE

ETUDES

<i>György Györffy</i> , Landnahme, Ansiedlung und Streifzüge der Ungarn	231
<i>Ferenc Makk</i> , Relations hungaro-byzantines à l'époque de Béla III.	3
<i>Magda Ádám</i> , Les deux coups d'Etat de l'ex-roi Charles et la Petite Entente	33
<i>Lajos Kerekes</i> , Der Weg zum österreichischen Österreich. Gedanken über die Entwicklung des österreichischen Nationalbewußtseins (1918–1968)	271
<i>György Ránki</i> , The Road to German Occupation. (Hungary in 1944)	309
<i>Ба.иум Сабо</i> , Поворот в политике Венгерской Партии Трудящихся летом 1953 года	319

COMMUNICATIONS

<i>Éva Bóka</i> , Le marquis Charles de Ferriol, ambassadeur de France à Constantinople (1699–1703)	87
<i>Gusztáv Heckenast</i> , Die Habsburger und Ungarn im 18. Jahrhundert	113
<i>János Jemnitz</i> , Les activités journalistiques de Zoltán Rónai après 1919	373
<i>Loránt Tilkovszky</i> , Antifaschistischer Widerstand der Ungarndeutschen im zweiten Weltkrieg ..	129

ВОПРОСЫ СОЗДАНИЯ И РАЗВИТИЯ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОГО СЕЛВСКОГО ХОЗЯЙСТВА В ВЕНГРИИ

<i>Шандор Сакач</i> , Становление и развитие социалистической аграрной политики в Венгрии ..	143
<i>Магда Шомляи</i> , Аграрная политика и защита интересов крестьянства в Венгрии эпохи народно-демократического развития	153
<i>Шандор Орбан</i> , К вопросу о преобразовании кооперативного хозяйства и крестьянства ...	165
<i>Лайош Фюр</i> , Преобразование крестьянского уклада жизни	173

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Conference on "The Hungarian Jewry in the Twentieth Century" Budapest, on 15th and 16th of August, 1984 (László Váradí)	409
---	-----

CHRONIQUE

Marx und die Geschichte (Imre Knausz, István Feitl)	181
20. Tagung der Gemischten Kommission der Historiker der Ungarischen Volksrepublik und der Deutschen Demokratischen Republik	191

COMPTE RENDUS DES LIVRES

<i>I. S. Chichurov</i> , Byzantine historical works: Chronographia by Theophanes, Breviarium by Nicephoros (Antal Bartha)	195
<i>Kathrin Sitzler</i> , Solidarität oder Söldnertum? Die ausländischen Freiwilligenverbände im ungarischen Unabhängigkeitskrieg 1848–49 (Gábor Erdödy)	198
Erinnerungen an Marx und Engels (János Jemnitz)	200
<i>A. G. Sudeykin</i> , The colonial policy of the British Labour Party between the two world wars (J. J.)	204
<i>Karl-Heinz Klär</i> , Der Zusammenbruch der zweiten Internationale (J. J.)	206
Bundesdeutsche Werke über die ungarische Geschichtsschreibung (Péter Gunst)	208
<i>Z. J. Kostolnyk</i> , Five Eleventh Century Hungarian Kings: Their Policies and Their Relations with Rome (Ferenc Makk–István Petrovics)	423
<i>Ferenc E. Hervay</i> , Repertorium historicum Ordinis Cisterciensis in Hungaria (László Solymosi)	426
<i>Philip Longworth</i> , Alexis. Tsar of All the Russia (Emil Niederhauser)	436
<i>Charles E. McClelland</i> , State, Society, and University in Germany 1700–1914 (E. N.)	438
Проблемы генезиса капитализма. Сборник статей к VII международному конгрессу экономической истории в Эдинбурге. <i>Н. М. Мещерякова</i> , Пролетариат Англии в процессе формирования (Первая половина XVIII в.). (<i>Zoltán Tagányi</i>)	451
»Великий Октябрь и Венгерская Советская Республика«. (<i>Эмиль Нидергаузер</i>)	454

*

L'insurrection de Thököly et son époque (Éva Bóka)	213
<i>János Barta jun.</i> , Im Schatten des zweiköpfigen Adlers (Attila Pók)	216
<i>Lajos Hajdú</i> , Réformes administratives en Hongrie de Joseph II (Zsolt Trócsányi)	218
<i>Pál Pritz</i> , Die Außenpolitik Ungarns zur Zeit der Regierung von Gyula Gömbös 1932–1936 (<i>Loránt Tilkovszky</i>)	222
Souvenirs de prisonniers de guerre français réfugiés en Hongrie (István Lagzi)	225
La démocratie chrétienne en Europe occidentale (Péter Szigeti)	227
<i>François Fejtő</i> , La social-démocratie quand même (János Jemnitz)	442
<i>Dagmar Cierna-Lantayova</i> , Um das neue Ungarn. Die Wurzeln, die Ausbildung und die Entwicklung der Volksdemokratie. (1941–1948) (<i>Piroska Póth—László Szarka</i>)	443
Außenpolitik Ungarns vom Feldzug Deutschlands im Westen bis zum Überfall der Sowjetunion 1940–1941 (<i>Pál Pritz</i>)	446
<i>Gábor Albert</i> , Erhobenen Hauptes (<i>Loránt Tilkovszky</i>)	457
По пути социализма (<i>Левенте Шипош</i>)	460